

Sommaire

- Avant-propos** de *Ni patrie ni frontières*, 5
Préface du Comité d'édition des œuvres de Munis, 8
Positions et parcours d'un internationaliste : G. Munis, 1912-1989, 11
Esquisse biographique de G. Munis (1912-1989), 22
Sur le trotskysme espagnol de 1936 à 1948, 25
Chronologie de la révolution et de la contre-révolution en Espagne, 43

TEXTES de G. Munis

1. Crise de la Generalitat ou crise nationale ? (*Boletín* n° 1, janvier 1937, Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne, Quatrième Internationale), 51
2. Le mot d'ordre d'actualité (*Boletín* n° 2, février 1937, Section bolchevik-léniniste d'Espagne, Quatrième Internationale), 56
3. Les erreurs et les particularités du POUM (*Boletín* n° 2, février 1937, Section bolchevik-léniniste d'Espagne, Quatrième Internationale), 60
4. Pour la Révolution sociale, pour la victoire militaire, vive le Front révolutionnaire (tract de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne, 1937), 64
5. Lettre de Munis à Léon Trotsky (22 avril 1937), 67
6. Aidez le Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne. Un de nos camarades d'Espagne nous dit... (30 avril 1937), 69
7. Tribune idéologique. La junte révolutionnaire et les «Amis de Durruti» (*La Voz Leninista* n° 2, 23 août 1937), 72
8. Seule la lutte organisée des masses pourra arrêter la progression de la contre-révolution stalino-bourgeoise (*La Voz Leninista* n° 2, 23 août 1937), 75
9. Lettre de Munis [à Rudolf Klement ?] (29 décembre 1937), 79
10. La lutte simultanée contre le fascisme et contre le gouvernement Negrin-Prieto-Staline établit la ligne de démarcation entre les révolutionnaires et les traîtres (*La Voz Leninista* n° 3, 5 février 1938), 82
11. Lettre à un ouvrier du POUM. Le drapeau de la Quatrième Internationale est l'unique drapeau de la révolution prolétarienne (*La Voz Leninista* n° 3, Barcelone, 5 février 1938), 86
12. Lettre de Munis et Carlini à Felix Danon (23 juin 1938), 93
13. Lettre de Munis et Carlini à González Peña (24 août 1938), 94
14. Leçons d'une défaite. Une interview de G. Munis (24 février-3 mars 1939), 98
15. Une opinion non conformiste. Témoignages révolutionnaires sur l'Espagne (10 avril 1939), 108

16. Vive la Révolution espagnole ! (tract du Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne, 1939), 111
17. La terreur jaune en Espagne (avril 1939), 115
18. La situation en Espagne et les tâches des bolcheviks-léninistes (27 avril 1940), 121
19. Signification historique du 19 juillet (août 1943), 125
20. Genèse de l'unité nationale (*Contra la Corriente* n° 7, septembre 1943, Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale), 135
21. Quelques réflexions sur la guérilla (*Contra la Corriente* n° 14, avril 1944, Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale), 137
22. Vive les combattants de mai! (*Contra la Corriente* n° 15 et 16, mai-juin 1944, Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale), 142
23. Le Socialist Workers Party et la guerre impérialiste (novembre 1944), 146
24. Amendements proposés par le camarade Munis (2-3 décembre 1945), 209
25. Lettre de Munis à Eduardo Mauricio (21 mai 1946), 219
26. Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial, 1946, 221
27. Sur le prochain Congrès mondial (Groupe espagnol au Mexique, 15 juillet 1946), 268
28. «Nous disions hier...» (4 août 1946), 272
29. Attention! (G. Munis et Peralta [Benjamin Péret], 21 avril 1947), 276
30. Lettre ouverte au Parti communiste internationaliste, section française de la Quatrième Internationale (Natalia Sedova-Trotsky, G. Munis et Benjamin Péret, juin 1947), 281
31. La Quatrième Internationale en danger (Natalia Sedova-Trotsky, Benjamin Péret et G. Munis, 27 juin 1947), 295
32. A tous les camarades, à toutes les sections de la Quatrième Internationale (Jacques Gallienne, L. Magneux, M. Pennetier, Pierre Chaulieu [Cornelius Castoriadis], Claude Montal [Claude Lefort], G. Munis, Anthony [Nguyen Van-Nam], R. Mangano, mars 1948), 307
33. Motion et résolution préalables au Congrès de la Quatrième Internationale (G. Munis, Pierre Chaulieu [Cornelius Castoriadis], Jacques Gallienne, Antony [Nguyen Van-Nam], Pedro [Max Shachtman], Bob Armstrong, avril 1948), 312
34. Rapport sur le Congrès mondial (janvier 1949), 316
35. Explication et appel aux militants, groupes et sections de la Quatrième Internationale (Comité central du Groupe communiste-internationaliste d'Espagne, juillet 1949), 327
36. Quatre mensonges et deux vérités. La politique russe en Espagne (août 1949), 343
37. Contre les deux blocs, pour le socialisme (Union ouvrière interna-

tionale, Groupe de combat révolutionnaire, août 1950), 368

38. Lettre de l'Union ouvrière internationale (R. Mangano, G. Munis, Benjamin Péret, Pesch, Jacques Gallienne, Esteban Bilbao, 1950), 374

ANNEXES

Annexe 1 : Natalia Trotsky rompt avec la Quatrième Internationale (G. Munis, 1972), 376

Annexe 2 : Lettre de Natalia Sedova à *France-Soir*, 380

Annexe 3 : Lettre au Comité exécutif de la Quatrième Internationale (Natalia Sedova-Trotsky, 9 mai 1951), 381

Annexe 4 : Manifeste de l'Union ouvrière internationale, 384

Annexe 5 : Déclaration, 394

Annexe 6 : Dans quel marasme nous ont-ils plongés (Union ouvrière internationale) ? 395

Annexe 7 : Guerre ou paix ? (Union ouvrière internationale) 397

Annexe 8 : L'œuvre du stalinisme en Chine (Union ouvrière internationale) 398

BIBLIOGRAPHIE succincte sur la guerre d'Espagne et le mouvement trotskyste, 400

Avant-propos

La revue et les éditions *Ni patrie ni frontières* se sont fixés depuis 2002 la tâche de mieux faire connaître des textes de différentes tendances du mouvement ouvrier et révolutionnaire, notamment en publiant des traductions. De ce point de vue, je ne peux que remercier les camarades du Comité d'édition des œuvres de Munis d'avoir non seulement réuni des textes déjà publiés en français, mais surtout d'en avoir traduit plusieurs. Ces textes sont à la fois inédits et importants pour comprendre l'apport théorique de Munis aux courants communistes de gauche, que les journalistes et les historiens pressés préfèrent appeler «ultragauches».

Les écrits de G. Munis sont peu connus en France parce qu'ils n'ont pas eu la «chance» d'être publiés par des éditeurs disposant d'un réseau commercial étendu et de contacts parmi les journalistes ou les universitaires qui lancent les livres politiques dans les médias.

Deux livres ont été publiés chez Eric Losfeld (*Pour un second manifeste communiste* en 1965 et *Les syndicats contre la révolution* en 1968), un troisième (*Parti-Etat, Stalinisme, Révolution*) est paru aux Editions Spartacus en 1975 et un quatrième (*Leçons d'une défaite, promesse de victoire*) aux Editions Science Marxiste en 2007.

Ce manque de visibilité de l'œuvre de Munis dans le «champ éditorial» hexagonal a évidemment une cause bien plus profonde : ses positions ne pouvaient absolument pas être récupérées par le moindre intellectuel français, qu'il soit social-démocrate, philo-stalinien, antitotalitaire (de droite ou de gauche), tiersmondiste ou démocrate-bourgeois. En lisant ce premier tome des Œuvres choisies de Munis, les lectrices et lecteurs comprendront immédiatement pourquoi.

Munis faisait partie d'un petit groupe, le FOR (Fomento Obrero Revolucionario), et c'est à ce titre que je l'ai rencontré, avec d'autres camarades du défunt groupe Combat communiste, en 1975. Comme la plupart des militants qui avaient fait leurs premières armes dans les années 1920 ou 1930, comme Georges Scheuer des RKD¹ que nous eûmes aussi l'occasion de rencontrer vers la même époque, il ne se vanta d'aucun exploit particulier au cours de notre discussion. Il n'évoqua ni ses séjours en prison, ni son militantisme clandestin en Espagne. Il essaya seulement de

¹ On aura une (petite) idée des positions et des activités militantes de Georg Scheuer, en Autriche, puis en France durant la Seconde Guerre mondiale, en lisant *Seuls les fous n'ont pas peur* (p. 183-259), traduit et publié aux Editions Syllepse. Les textes de son groupe (RK/OCR) n'ont malheureusement pas trouvé d'éditeur jusqu'ici. Cinq articles ou tracts ont été publiés dans le n° 29/30/31 de *Ni patrie ni frontières*, d'autres suivront dans l'espoir de pouvoir un jour réunir ces écrits en volume.

nous tester sur le plan politique (nous étions un petit groupe de militants récemment exclus de Lutte ouvrière et avons créé notre groupe en 1975), puis il jugea sans doute que nous devions faire nos preuves et rompre avec nos positions héritées du léninisme-trotskyisme, par nous-mêmes, sans pressions ni magouilles de sa part ou de ses camarades, ce qui est tout à son honneur. Ou alors, autre hypothèse moins flatteuse pour nous, il pensa que nous étions totalement irrécupérables... Quoi qu'il en soit, nous ne nous sommes jamais revus, ce que, rétrospectivement, je ne peux que regretter.

Non seulement parce que nous n'avons pas pu bénéficier de sa longue et riche expérience militante, mais aussi parce que, de la confrontation des idées, surgissent parfois des progrès décisifs dans la compréhension de la réalité sociale et politique. À chercher la «vérité», tout seul ou dans un petit groupe isolé, on perd parfois beaucoup de temps, on s'égaré dans des impasses politiques, ou l'on se démoralise. L'édition de ce livre est donc pour moi, à une échelle minuscule, le paiement d'une dette politique envers G. Munis.

Au-delà de cet aspect personnel, l'édition de ce livre est importante parce que Munis et le FOR font partie des courants communistes de gauche qui ont essayé de dépasser les limites du léninisme et du trotskysme, même si leurs écrits, un demi-siècle plus tard, peuvent sembler marqués (parfois) par le sectarisme et la langue de bois.

Il est très facile, à 50 ans de distance, de repérer sur quels points Munis s'est trompé, les phénomènes qu'il n'a pas prévus ou envisagés, ceux auxquels il a accordé trop d'importance, etc. La force de ses textes, est ailleurs. Ses écrits témoignent d'une volonté indomptable de défendre des principes politiques communistes (au sens originel du terme) et de ne pas céder devant les sirènes du Front populaire, de la Résistance bourgeoise et de l'Union soviétique. Munis fait partie de ces militants qui n'ont jamais eu d'illusions sur le stalinisme, tout en ne sombrant ni dans «l'anticommunisme», ni dans l'apologie de la démocratie bourgeoise, ce qui fut rarissime, y compris à l'extrême gauche ou dans le mouvement anarchiste. Il fait aussi partie de ces militants que ni la torture, ni les prisons, ni l'isolement politique ne brisèrent ou ne démoralisèrent.

Pour ces qualités humaines et politiques rares, ces textes méritent d'être lus et discutés.

Ni patrie ni frontières !

PS : il est toujours délicat de reproduire des écrits publiés il y a plus d'un demi-siècle. En guise de glossaire, on peut consulter le livre de François Godicheau *Mots de la Guerre d'Espagne*, Presses universitaires du Mirail, 2003.

D'autre part, le tome II des *Œuvres choisies* contiendra un texte de Munis intitulé *Lexique de la truanderie politique contemporaine comparé*

au lexique révolutionnaire où apparaissent des termes ou concepts tels «pays socialistes», «dictature du prolétariat», «internationnalisme», «planifications», «réformisme», «révisionnismes», etc., dans leur acception réactionnaire et révolutionnaire.

Certains choix orthographiques arbitraires ont également été opérés pour rendre les textes plus lisibles : nous avons transcrit b-l par bolcheviks-léninistes, FP par Front populaire, SI par Secrétariat international, PS par Parti socialiste, etc. Nous avons supprimé les points dans les sigles (URSS au lieu de U.R.S.S. par exemple). Nous avons aussi pris l'initiative d'ajouter [*entre crochets et parfois en italiques*] certains mots et dates afin de faciliter la lecture et la compréhension, notamment quand nous ne disposions pas de la version espagnole du texte, ou quand il s'agissait d'une erreur de traduction probable, ou d'un mot manquant.

Préface

Ce tome I des œuvres choisies de G. Munis réunit des articles, des textes et des brochures datant de sa période trotskyste jusqu'à sa rupture officielle avec la Quatrième Internationale en 1948. Certains ont été écrits immédiatement après cette rupture. Quelques textes existaient déjà en français, d'autres, d'une grande importance politique et historique, ont été traduits par nos soins et sont donc inédits dans cette langue. Nous avons choisi de les présenter par ordre chronologique, ce qui permet de mieux comprendre l'évolution des idées révolutionnaires de l'auteur, d'autant que les thèmes principaux de ce volume sont fondamentalement les mêmes : révolution espagnole, internationalisme, défaitisme révolutionnaire, nature de l'URSS, État ouvrier dégénéré, capitalisme d'État...

Comme nous l'indiquons dans la présentation des idées politiques de G. Munis au début de cet ouvrage, outre l'étude exhaustive de la première grande révolution prolétarienne de l'histoire, en Russie, le mouvement révolutionnaire en Espagne dans les années 30 a également eu une influence décisive sur lui. Après avoir vécu dans sa propre chair ce que le stalinisme était capable de faire pour empêcher la victoire de la révolution prolétarienne en Espagne, entre 1936 et 1937, il est clair que sa vision se devait d'être très critique, même vis-à-vis des idées trotskystes qu'il avait épousées, sur la «défense de l'URSS», le stalinisme, puis la nature même du système dit soviétique.

Sur la période de la guerre civile espagnole, nous reproduisons quelques tracts, quelques lettres et quelques articles écrits au moment des événements. D'autres articles, écrits plus tard, apparaîtront dans le tome II. De plus, nous conseillons la lecture de son œuvre maîtresse sur ce thème, *Leçons d'une défaite, promesse de victoire*, traduite et publiée par les éditions Science Marxiste en 2006, ou en espagnol *Jalones de derrota, promesa de victoria*, réédité par Muñoz Moya Editores Extremeños, en Espagne.

Ensuite, en suivant l'ordre chronologique, nous présentons un texte de 1944, inédit en français, qui est d'une importance capitale. Il constitue une sorte de pont entre la défense des positions de la Quatrième Internationale et l'inévitable et nécessaire rupture avec celles-ci du point de vue révolutionnaire, du point de vue de l'analyse marxiste de l'évolution historique. En clair, Munis utilise la méthode du matérialisme historique pour comprendre l'évolution internationale du capitalisme et analyser le mouvement prolétarien à l'échelle mondiale, au risque de devoir rompre avec des idées mortes, d'où qu'elles proviennent. Mais l'internationalisme prolétarien est une conception qui ne pouvait ni mourir ni être enterrée. C'est sa défense, à contre-courant, qui le pousse à revoir certaines de ses positions. Munis constate que le parti trotskyste américain, le Socialist Workers Par-

ty (SWP) trahit le défaitisme révolutionnaire, et donc l'internationalisme, au cours de la Seconde Guerre mondiale, au profit d'un autre objectif, qui est loin d'être révolutionnaire, celui de la transformation de la guerre impérialiste en... véritable guerre contre Hitler.

Le SWP tourne ainsi le dos à la devise de [Karl] Liebknecht : «L'ennemi principal est dans notre propre pays.»

Munis critique donc, de façon conséquente, la défense, de la part du parti américain et du mouvement trotskyste français, de la guérilla (en Yougoslavie et en France) et de la Résistance française contre les troupes d'occupation allemandes. Munis dénonce les maquis, les FFI, comme une coalition de forces capitalistes (bourgeoises, staliniennes et réformistes) antiprolétariennes. Leur objectif principal est d'éviter la véritable lutte de classes et par conséquent, vu la situation, l'armement immédiat du prolétariat, seul capable d'en finir avec la guerre impérialiste et le capitalisme.

L'auteur y définit aussi, magistralement, le véritable contenu du «défaitisme révolutionnaire» ; il y aborde le problème de la «défense de l'URSS», à un moment où il pense encore (pas pour très longtemps) qu'il s'agit d'un «État ouvrier dégénéré». Munis reproche au SWP de ne penser qu'à la défense militaire de l'URSS, et de délaisser presque complètement la lutte contre la bureaucratie stalinienne. D'ailleurs, il pense qu'après 1940 il faudra surtout faire dépendre «la défense de l'URSS» de la lutte à mort contre le pouvoir stalinien. Il en arrive même à dire qu'il faut remettre en question «la défense de l'URSS» elle-même, puisque toute sa politique est contre-révolutionnaire. Et il défend cette idée avant même de considérer l'URSS (avec des guillemets autour de chaque initiale, parce qu'aucune, disait-il, ne correspondait à la réalité) comme un capitalisme d'État à l'avant-garde de la contre-révolution capitaliste mondiale.

Puis, en 1946, il écrit une brochure où il définit, pour la première fois, la Russie, qu'il désignera ainsi désormais, comme capitaliste d'État, produit du non-aboutissement de la révolution communiste en Russie et dans le monde, produit d'une des dégénérescences contre-révolutionnaires les plus funestes de l'histoire. Ses pages sur les rapports de production et la plus-value en terres prétendues «soviétiques» font désormais partie de la plus belle prose révolutionnaire, communiste, sur cette question. Elles occupent une place importante dans ce premier tome.

Elles sont un point de non-retour, un point qui, avec la question de l'internationalisme, marque une rupture catégorique avec le trotskysme aux mains des Cannon, Frank, Lambert, Pablo et compagnie. Les textes immédiatement postérieurs témoignent de toute l'activité, des réflexions, des efforts déployés pour convaincre les militants, les groupes, les sections de la Quatrième Internationale que celle-ci est en danger... en danger de mort pour la révolution. Le texte intitulé «*Explication et appel aux militants, groupes et sections de la Quatrième Internationale*», qu'il signe personnellement avec d'autres militants du Groupe communiste-internationaliste d'Espagne, synthétise tout ce travail de réflexion.

Son activité ne se limitant pas à la théorie, il se rend en Espagne, en 1951, pour former des militants révolutionnaires et développer une organisation révolutionnaire, désormais en dehors de la Quatrième Internationale avec laquelle il a rompu, et sur de nouvelles bases. Après la grève dite des tramways à Barcelone, où, avec ses camarades, il distribue un tract louant la spontanéité et la combativité ouvrières, il est détenu à Madrid. En plus des tracts, la police franquiste saisit plusieurs exemplaires de la brochure *Quatre mensonges et deux vérités. La politique russe en Espagne*, datée de 1949, et reproduite également dans ce volume. Dans ce texte, inédit en français, il analyse sans ambages, avec une force étonnante et un courage à toute épreuve, ce que représente le stalinisme. Il met tout particulièrement en garde le prolétariat espagnol contre la politique du Parti «communiste» des Santiago Carrillo et de la Pasionaria², en répondant point par point à l'un de leurs manifestes. Pour Munis, comme en 1936-1937, le parti stalinien espagnol fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher que se développe un véritable mouvement révolutionnaire, communiste, en Espagne, et dans le monde. Pour lutter contre le franquisme, il faut lutter contre le Parti «communiste» espagnol, car c'est ce dernier, en première instance, qui, en écrasant la révolution sociale, a permis la victoire de Franco. Pour lutter contre le franquisme et le stalinisme, il faut lutter contre le capitalisme. Ce n'est qu'en luttant contre ce dernier que l'on peut en finir avec les deux premiers.

Enfin, ce premier tome publie en appendice une lettre de Natalia Sedova Trotsky au Comité exécutif de la Quatrième Internationale en 1951. Dans sa lettre de rupture avec l'organisation internationale trotskyste, elle défend essentiellement les mêmes positions que Munis sur la nature du système russe et de ses satellites. Cette lettre, la réponse de la Quatrième Internationale, la dernière déclaration politique écrite de Natalia Sedova au journal *France-Soir* et une introduction à ces textes furent publiées sous le titre *Aujourd'hui comme hier* juste après la mort de la compagne de Trotsky.

Par sa défense de Natalia Sedova Trotsky, Munis renforçait sa critique du trotskysme «*qui se rapprochait de Moscou dans la même mesure où Natalia s'en éloignait...*»

Comité d'édition des œuvres de G. Munis (Barcelone)

² De son vrai nom Dolores Ibárruri Gómez.

Positions et parcours d'un internationaliste : G. Munis, 1912-1989

Cet article vise à montrer que G. Munis a apporté une importante contribution à la caractérisation du système capitaliste mondial, et enrichi la perspective d'une authentique lutte de classes révolutionnaire. Rappelons toutefois, comme il le faisait lui-même, que les idées ne proviennent pas uniquement et exclusivement du cerveau de celui qui les transcrit sur une feuille blanche ; elles sont avant tout l'expression de la lutte de classes et des nombreux débats entre camarades ayant le même but.

G. Munis est né peu avant la Première Guerre mondiale. Il a fait partie du mouvement trotskyste : ce courant international s'est opposé à la dégénérescence de la révolution russe (révolution conçue comme les prémices de la révolution mondiale) et s'est opposé à sa transformation en contre-révolution stalinienne. Munis participa pleinement à ce courant, en tant que dirigeant, durant et après le mouvement révolutionnaire en Espagne en 1936. Grâce à ce mouvement et grâce à ses acquis théoriques au sein de cette tendance politique, il en vint à critiquer les principaux postulats du trotskysme, en remettant en cause la plupart des derniers écrits de Léon Trotsky.

Mais sa rupture définitive avec la Quatrième Internationale ne fut pas principalement motivée par son absence de dogmatisme, même s'il lui sembla toujours normal de rompre avec des conceptions dépassées, qu'elles proviennent de Marx, de Lénine ou de Trotsky. Elle fut provoquée par la trahison de l'internationalisme prolétarien dont fut responsable la Quatrième Internationale au cours de la Seconde Guerre mondiale. Pour Munis, l'internationalisme prolétarien définissait une frontière de classe infranchissable, dans la lutte pour la révolution communiste mondiale contre le capitalisme international.

Après la défaite de la révolution en Espagne et durant la Seconde Guerre mondiale, Munis eut recours à l'arme de la critique – ce que Trotsky lui-même conseillait de faire surtout si, durant ou immédiatement après la seconde boucherie mondiale, le prolétariat international ne se constituait pas en classe révolutionnaire insurgée, disposée à détruire l'État capitaliste. Il y eut recours sans remettre en cause la lutte de classes comme moteur de l'histoire, en réaffirmant son rôle dans de nouvelles conditions.

La question de l'État : Russie 1917, Espagne 1936

Un mouvement prolétarien de grande envergure a toujours été, pour les vrais communistes, le moment rêvé de l'apprentissage de la révolution. Un tel mouvement vaut mille textes théoriques, aussi géniaux fussent-ils, parce qu'il met en lumière ce qu'ils peuvent contenir de totalement dépassé. Une expérience pratique et vécue fait exploser les barrières et les limites que les périodes de recul révolutionnaire, de stagnation et de paix sociale imposent obligatoirement, même aux révolutionnaires les plus brillants. Ce sont des moments où la théorie révolutionnaire se soumet à la vérification pratique, et où cette dernière a des répercussions positives sur la théorie.

Munis n'échappe évidemment pas à la règle. Son expérience en Espagne en 1936 lui a permis d'arriver à des conclusions d'une importance capitale. D'autant plus qu'il la compara à la grande révolution russe qu'il avait étudiée avec la même passion que nombre de jeunes militants de sa génération. Son analyse critique de la révolution et de la contre-révolution en Russie (exposée dans *Parti-État, Stalinisme, Révolution*, publié aux éditions Spartacus), n'aurait probablement pas été aussi tranchée s'il n'avait pas vécu et connu le souffle du mouvement révolutionnaire en Espagne en 1936-1937. Marx et Engels, après l'expérience de la Commune de Paris, revinrent sur leur position à propos de l'État. Il ne s'agissait plus pour eux de conquérir la vieille machine étatique, mais de la détruire.

Munis aboutit à de nouvelles conclusions à partir des expériences russe et espagnole. Une fois l'État capitaliste détruit en tant qu'organisation policière et militaire défendant les intérêts de la classe dominante, le pouvoir centralisé du prolétariat (qu'on le nomme État ouvrier ou semi-État) ne peut être l'organisateur du communisme. D'autant moins si le prolétariat ne s'attaque pas, dès les premiers jours de la révolution, au travail salarié et à la loi de la valeur. Son rôle doit se limiter à la centralisation nécessaire du mouvement révolutionnaire. En aucun cas, il ne doit s'ériger en propriétaire des moyens de production et en administrateur exclusif de l'économie. Car, en cas de stagnation ou de difficultés de la révolution, l'État ouvrier ou semi-État, quelles que soient l'honnêteté et la valeur de ses représentants, accaparerait l'ancienne plus-value, et se transformerait en organisateur de la contre-révolution. L'État, au lieu de dépérir en donnant lieu à la disparition réelle des classes sociales, se renforcerait comme agent capitaliste en se nourrissant de la loi de la valeur, pas encore totalement supprimée. Au lieu d'être attaquée de front et défaite par les ennemis visibles et reconnus du prolétariat, la révolution serait vaincue, comme ce fut le cas en Russie, et aussi en Espagne, de l'intérieur même de la révolution. Ainsi, en Espagne, si Franco a vaincu militairement la République, c'est parce que cette dernière, grâce à la politique contre-révolutionnaire du stalinisme, et à la collaboration éhontée des dirigeants anarchistes et poutistes, avait préalablement vaincu l'élan révolutionnaire de la classe exploitée.

Certes, pour Munis, la révolution en Russie, au début, fut beaucoup plus radicale que la révolution espagnole sur le terrain politique ; mais il pensait aussi que la révolution espagnole était allée beaucoup plus loin sur le terrain des réalisations sociales ; en effet, la classe ouvrière était beaucoup plus consciente de ses objectifs, même si elle ne les atteignit pas et se laissa fourvoyer par les organisations qu'elle considérait siennes. Ce qui fit défaut en Espagne, ce fut la destruction formelle de l'État capitaliste (réduit à un simple squelette à la fin de juillet 1936), et la centralisation du pouvoir prolétarien pour organiser la nouvelle économie à l'échelle du territoire – malheureusement, ce pouvoir fut atomisé. Produire selon les besoins sociaux et les besoins de la révolution requérait la construction d'un État ouvrier ou semi-État, n'en déplaise à l'incohérence chronique de l'anarchisme dont les dirigeants les plus importants collaborèrent à la reconstruction de l'État capitaliste en échange de postes ministériels. Mais cela n'empêche pas que les paysans aient collectivisé les terres, agissant à des années-lumière de la revendication bourgeoise de «*la terre aux paysans*», comme ce fut le cas en Russie. Et qu'ils se fondirent dans le mouvement ouvrier qui avait exproprié les usines.

Stalinisme : fer de lance de la contre-révolution mondiale

De l'expérience russe et espagnole, G. Munis tire une autre leçon très importante. Le stalinisme a montré très clairement son caractère capitaliste. Par conséquent, il ne peut plus être considéré comme une force politique «centriste», appartenant au mouvement ouvrier, mais comme une force antiprolétarienne à l'avant-garde de la contre-révolution mondiale, malgré la multitude d'ouvriers militant dans les partis «communistes» du monde entier.

Contrairement à la social-démocratie, le caractère capitaliste du stalinisme ne provient pas de son engouement à collaborer avec la bourgeoisie au détriment du mouvement ouvrier ; il découle de sa propre nature politique, c'est-à-dire de la nature capitaliste de l'État en Russie. Elle est due à la transformation d'une révolution politique prolétarienne en contre-révolution, politique elle aussi. En effet, pour Munis, l'économie russe était capitaliste avant Octobre 1917. Elle a continué d'être capitaliste au cours de la révolution, parce qu'elle n'est pas passée, sans solution de continuité, de la phase démocratique à la phase communiste, d'autant plus que les bolcheviks faisaient dépendre ce passage de l'extension de la révolution prolétarienne en Allemagne et en Europe.

La saignée de la guerre civile et le recul de la révolution mondiale favorisèrent le pouvoir chaque fois plus dictatorial de la bureaucratie. Le parti bolchevik, révolutionnaire au début, se transforma en administrateur de la plus-value accaparée par la nouvelle caste dirigeante. D'«État bourgeois sans bourgeoisie» (définition de Lénine lui-même), la Russie devint un pays dont l'économie était la propriété quasi exclusive de l'État ; la caste qui le dirigeait élimina physiquement la vieille garde bolchevik, restée fi-

dèle à l'internationalisme et à la révolution mondiale. À partir de là, les partis communistes, aux ordres de Moscou, empêchèrent la révolution partout, à la grande joie de la bourgeoisie mondiale.

Les partis «communistes» défendirent un objectif très clair, le capitalisme d'État, représentation ultime et barbare de ce système capitaliste totalement anachronique et obsolète du point de vue de l'histoire de l'humanité et de ses civilisations. Leurs alliances avec la petite-bourgeoisie, avec la social-démocratie et même avec le nazisme n'étaient, selon Munis, que de simples tactiques pour éviter la révolution prolétarienne et pour atteindre leur véritable objectif : administrer et jouir de la plus-value en détenant le pouvoir d'État. Alors que tout le monde décrivait la prétendue social-démocratisation du stalinisme, Munis, lui, dénonçait la stalinisation de la social-démocratie. Le capitalisme d'État représentait pour lui l'expression la plus avancée de la décadence de toute la civilisation capitaliste.

C'est pour cela qu'il s'est opposé de toutes ses forces, pratiquement et théoriquement, aux nationalisations, considérées par nombre de pseudo-révolutionnaires comme un pas positif vers le socialisme. Il liait, en bon matérialiste, les mesures immédiates aux mesures historiques. Pour lui, l'État, aussi ouvrier qu'il fût, ne devait pas se rendre maître de l'économie en pleine révolution ; le prolétariat n'avait donc aucun intérêt à ce que l'État capitaliste s'empare de secteurs industriels entiers, d'autant plus que tel était l'objectif principal de ceux qui se présentaient mensongèrement comme les défenseurs de la classe prolétarienne : les partis staliniens et leurs laquais trotskystes – ou autres.

Une fois de plus, sur ce thème, comme sur d'autres, il se fonda sur l'expérience vécue. En Espagne, le parti stalinien réussit à vaincre, les armes à la main, les collectifs, qui étaient la propriété collective atomisée du prolétariat en les substituant par les nationalisations, qui sont la propriété collective capitaliste, preuve s'il en est de la nature réactionnaire de semblable escroquerie. Les nationalisations n'étaient que des mesures économiques liées aux besoins intrinsèques de l'accumulation du capital, et non aux besoins immédiats et historiques du prolétariat, qui entraînent nécessairement l'arrêt de cette accumulation en vue de la destruction du capital et de son État.

Ces considérations conduisirent Munis et ses camarades à critiquer radicalement le *Programme de transition* de la Quatrième Internationale, document rédigé par le «Vieux» et qui prétendait fondre en un seul, programme minimum et programme maximum. Ils entreprirent cette critique alors qu'ils étaient encore des militants trotskystes. En effet, toutes les mesures transitoires qui apparaissaient dans ce texte dépendaient de la nationalisation – et non de la socialisation que la future révolution devait impulser. Pour Munis et ses camarades, les mesures et les revendications immédiates devaient dépendre non des possibilités du Capital, mais des possibilités de la société débarrassée du Capital. Dans cette optique, ils

rédigèrent plus tard, lorsqu'ils constituèrent le Fomento Obrero Revolucionario, un livre intitulé *Pour un Second Manifeste communiste* qui contient un chapitre intitulé «*Les tâches de notre époque*». Y apparaissent des mots d'ordre et des revendications destinés à combattre le capitalisme à tous les niveaux : politique, organisationnel et économique. Pour Munis, l'école de guerre du communisme est bel et bien la lutte de classe quotidienne. Par conséquent, les révolutionnaires qui doivent y participer ont l'obligation, s'ils ne veulent pas se transformer en simples idéologues, de formuler des mots d'ordre clairs de lutte pour favoriser l'union croissante des prolétaires et l'affaiblissement des forces capitalistes, en s'attaquant à l'accumulation du capital.

Les syndicats contre la révolution

Pour ce faire, et c'est une autre position fondamentale de Munis, le prolétariat doit lutter contre le syndicalisme, représentant effronté, à partir d'un certain niveau de développement capitaliste, du monde marchand au détriment du mouvement prolétarien qu'il prétend représenter. Les syndicats, même s'ils sont issus de la classe ouvrière et de sa lutte, n'ont jamais été des organisations révolutionnaires. Leur fonction consistait à intervenir dans les conflits inévitables du «monde du travail», pour obtenir de meilleures conditions générales. D'intermédiaires dans l'achat et la vente de la force de travail, ils se consolidèrent en devenant des rouages indispensables du système capitaliste ; ils réussirent même à être directement copropriétaires du Capital dans les pays où celui-ci était concentré aux mains de l'État.

Et là où ils maintiennent leur rôle traditionnel, ils reçoivent des subventions importantes de l'État (qui proviennent, bien entendu, de l'exploitation de la classe ouvrière), et sont régis comme n'importe quelle entreprise capitaliste. Lorsqu'il le faut, ils licencient leurs employés pour maintenir un taux d'exploitation convenable et une bonne rentabilité.

L'incompatibilité absolue des syndicats avec la révolution n'est pas due, pour Munis, à l'impossibilité contingente d'obtenir certains avantages au sein du capitalisme. Même s'ils pouvaient être obtenus, le caractère réactionnaire de ces organisations subsisterait.

Ce qui engendre ce caractère est essentiel, et non accidentel ; intrinsèque et non extrinsèque aux syndicats ; cela provient de leur propre fonction revendicative. Les syndicats sont les premiers intéressés à ce qu'il y ait quelque chose à revendiquer, ce qui n'est possible que si le prolétariat continue indéfiniment à demeurer le prolétariat, c'est-à-dire la force de travail, la principale incarnation du salariat. Les syndicats représentent la pérennité de la condition prolétarienne, l'achat et la vente de la force de travail est la condition de leur existence. Représenter la pérennité de la condition prolétarienne équivaut à accepter et à représenter aussi la pérennité du Capital. Les deux facteurs antithétiques du système doivent se maintenir pour que le syndicalisme accomplisse sa fonction. En découle sa nature profondément réactionnaire, indépendamment des péripéties

pouvant modifier, avantageusement ou non, l'achat et la vente de la main-d'œuvre.

C'est là que réside son caractère contre-révolutionnaire, d'autant plus marqué au moment où la seule issue positive pour l'humanité est la société sans classes, sans État, sans frontières, sans esclavage salarié. Humanité qui ne sera atteinte qu'au travers de la constitution du prolétariat en classe révolutionnaire. C'est ce qu'empêchent précisément, de façon active et organisée, des forces telles que le syndicalisme.

C'est pourquoi Munis a tant insisté sur le besoin d'auto-organisation des prolétaires, sans tomber dans une idéalisation extrême de celle-ci, comme ce fut le cas du courant historique «conseilliste», qui, en sacrifiant les conseils ouvriers et la «démocratie ouvrière», excluait de cette auto-organisation les révolutionnaires organisés en parti, contredisant ainsi le postulat qui était le sien et que ce courant encensait tant.

Classe et Parti

Pour Munis, l'organisation des révolutionnaires en parti était indispensable pour la victoire de la révolution mondiale. Cependant, une fois de plus, il a recouru à l'arme de la critique. Il s'opposa donc dans plusieurs textes, et en pratique, à la conception bolchevique du parti fondée sur le centralisme démocratique, tout en critiquant très crûment les courants hostiles à la notion de parti, ces prêtres d'une spontanéité ouvrière mystique.

Pour lui, la distinction entre la classe historiquement révolutionnaire et les révolutionnaires est imposée par le capitalisme, par sa propre existence. Et cette distinction est d'autant plus apparente dans les périodes de calme social. Nier cette distinction, c'est nier la possibilité même de la révolution sociale. Si l'on fait dépendre l'avenir de mécanismes économiques et sociaux automatiques, on tombe dans l'évolutionnisme.

C'est pourquoi Munis a abordé, à la lumière de l'expérience historique, le problème de la connexion entre la classe et les révolutionnaires, entre la révolution et l'organisation, entre le parti et la dictature du prolétariat, non point de façon abstraite, en imaginant des conditions idéales, mais de manière concrète, à partir de la situation existante et de l'expérience qui ne dépendent d'aucun vouloir.

Au simplisme de l'affirmation de Lénine dans *Que faire ?*³, où la pensée révolutionnaire se résume à assimiler les enseignements des sciences et de la philosophie, puis à les diffuser dans le mouvement ouvrier, Munis oppose la réflexion de Rosa Luxembourg ; selon elle, Marx n'a pas attendu d'écrire *Le Capital* pour devenir communiste, et, s'il a pu l'écrire, c'est parce qu'il était communiste.

En effet, l'existence des luttes ouvrières et, en leur sein, l'existence de révolutionnaires sont la condition primordiale de l'utilisation des acquis

³ Écrit fondé sur le texte de Kautsky *Les trois sources du marxisme*, Editions Spartacus, 1947.

des sciences et de la philosophie pour élaborer la théorie révolutionnaire. Au simplisme de la conception de Lénine s'ajoute une idée tactique néfaste : répondre à la discipline et à la centralisation imposées à la classe ouvrière dans les usines par une centralisation et une discipline parallèles, mais de signe opposé. Lénine passait sous silence le fait que l'action révolutionnaire de la classe vise à abattre toutes les formes d'organisation et d'obéissance inséparables du système.

D'autre part, le travail politique illégal à l'époque de la Russie tsariste excluait, dans la majorité des cas, les discussions et les décisions démocratiques. La direction du parti était en pratique investie de pouvoirs encore plus larges que ceux octroyés par le centralisme démocratique. Les pouvoirs consentis à la direction centrale, ne serait-ce qu'entre deux congrès, se révéleront de plus en plus despotiques et l'une des armes les plus tranchantes de la contre-révolution en Russie.

Néanmoins, Munis a toujours insisté sur le fait que le centralisme démocratique n'a fait que favoriser le processus contre-révolutionnaire en Russie – il n'en a jamais été directement la cause. Comment expliquer sinon les « dix jours qui ébranlèrent le monde », moment où le Parti bolchevik joua le rôle principal comme parti révolutionnaire ? Si la révolution a échoué en Russie, c'est avant tout parce qu'elle ne s'est pas étendue au niveau européen et mondial, et aussi parce que la révolution permanente en Russie, dirigée par le prolétariat comme classe révolutionnaire, en est essentiellement restée à une phase politique et démocratique et n'est pas passée, sans solution de continuité, à la transformation communiste de la société. C'est pourquoi pour Munis, tant que la loi de la valeur persistera, aucune combinaison organique (centralisme, fédéralisme, verticalisme, conseillisme, autonomisme ou partitisme) ni la grande honnêteté des hommes les plus aptes ne réussiront à repousser le danger contre-révolutionnaire.

Munis ne croit pas au Parti unique, il l'exècre, d'autant qu'il est une pure invention stalinienne. Pour lui, le parti historique du prolétariat ne peut être que le prolétariat lui-même en pleine action révolutionnaire. Aucune organisation ne pourra lui ravir cette fonction sans aller contre la révolution, car le mouvement révolutionnaire d'une classe, son devenir, n'admettent aucune camisole de force ni impositions partitistes, aussi savantes et raffinées qu'elles soient. Il incarne le mouvement de la liberté face à la nécessité : on ne peut donc penser la dictature du prolétariat, transition vers la liberté de tous les êtres humains, qu'en respectant et en approfondissant la liberté du prolétariat.

Décadence du système de civilisation capitaliste

Pour Munis, la révolution sociale communiste est non seulement possible, mais urgente pour l'humanité. En effet, selon lui, le capitalisme est un système de civilisation décadent. Utiliser cette expression n'a rien d'original. Ce qui l'est, c'est la manière de la définir et de la comprendre. Les théoriciens de ce concept de décadence, qui se sont inspirés des écrits

de Marx et d'Engels, et qui étaient tous des révolutionnaires impliqués pratiquement dans les principaux événements du début du XX^e siècle, entrevirent la fin de la phase ascendante du capitalisme en constatant son incapacité, en tant que système, à faire croître les forces productives. Leur affirmation (peu importe qu'ils aient diagnostiqué une crise de surproduction définitive et insurmontable, la saturation des marchés ou la baisse définitive du taux de profit) correspondait plus ou moins à ce qu'ils pouvaient concrètement constater entre les deux guerres capitalistes mondiales.

Mais continuer à défendre une thèse semblable après la Seconde Guerre mondiale, comme le firent et le font encore leurs épigones actuels, dénote une conception amatérialiste et adialectique de l'histoire. Selon Munis, un communiste ne doit jamais tenter de faire coller sa théorie à la réalité. Sa vision critique de la réalité n'est pas le fruit de son invention, elle l'oblige à remettre en question ses propres conceptions. La théorie révolutionnaire acquiert ainsi beaucoup plus de force et cela lui permet de contribuer de façon décisive à la praxis de la transformation sociale.

Pour Munis, ce n'est pas l'absence de croissance économique et industrielle mais la croissance même, à *partir d'un certain stade de développement social*, qui prouve la caducité de la civilisation capitaliste. La décadence se manifeste clairement au travers de la contradiction évidente entre, d'un côté, les limites économiques et sociales du Capital, qui s'achemine à grands pas vers sa mort et celle de l'humanité, et, de l'autre les possibilités matérielles concrètes que pourrait avoir la société libérée du Capital et de ses limitations mercantiles. Ce n'est pas la crise économique irréversible (surproduction, baisse définitive du taux de profit, etc.), mais la persistance de l'industrialisme capitaliste et de la croissance des forces productives qui réclament à grands cris la suppression du système capitaliste ; en effet, les instruments de production (dont beaucoup devront être supprimés) nous permettent amplement de nous libérer de leur mesquinerie marchande. C'est le Capital en pleine croissance économique qui afflige le genre humain encore plus durement que pendant toutes les crises cycliques qui se sont produites jusqu'à son plein apogée au XIX^e siècle.

Deux guerres mondiales et le mouvement ouvrier lui-même ont amplement prouvé que ce système est totalement obsolète du point de vue du devenir humain. Pour Munis, le capitalisme est en décadence parce qu'il a déjà accompli sa mission historique : la mondialisation de ses rapports de production. Il a créé un prolétariat mondial, la classe des esclaves salariés modernes, qui a amplement la possibilité, si elle se le propose au cours de sa lutte inévitable, de détruire les rapports capitalistes de production, seule façon d'en finir avec les classes sociales elles-mêmes.

Par ailleurs, les «décadentistes», qui se passionnent pour les courbes de la productivité et de la croissance, l'exaspéraient au plus haut point parce qu'ils attendent, de façon quasi béate, une espèce de «Sésame ouvre-toi»

du devenir humain, la fameuse crise économique, qui, d'après eux, confirmerait la décadence du système, et aurait la vertu de réveiller les masses somnolentes. Masses dont la torpeur proviendrait de leur intégration dans la prétendue «société de consommation» – comme si, même sans l'existence des crises économiques, nous n'avions pas de multiples motifs de nous révolter contre ce vieux monde inique ! Il faudrait donc que s'installe une misère plus grande, plus absolue ? Il faudrait que toutes les grandes entreprises capitalistes s'effondrent ? Il faudrait que les marchandises-hommes jetées massivement dans les poubelles du chômage soient mille fois plus importantes ? Les hordes affamées comprendraient-elles alors la nécessité de la révolution sociale ?

Munis ne le pensait pas. Il était convaincu que, dans les conditions actuelles, une crise économique réelle ne ferait que compliquer la résolution positive du problème social. Une telle situation ne manquerait pas d'ajouter un surcroît de misère au marasme existant ; faute de références authentiquement communistes pour combattre ce monde, l'instinct de survie risquerait alors de prendre le pas sur la nécessité et la possibilité d'émancipation sociale ; et les travailleurs errants seraient prêts à suivre quiconque leur proposerait du bon vieux travail salarié pour pouvoir survivre. À ce propos, il rappelait souvent ce qu'écrivit Marx à Engels le 19 août 1852 : *«Le comble du malheur, c'est lorsque les révolutionnaires doivent se soucier du pain des ouvriers.»*

Le prolétariat n'a pas de patrie

Pour Munis, le prolétariat doit agir en tant que sujet historique, et non comme un objet malléable à souhait. Et comme sujet, il ne peut imposer aujourd'hui qu'une issue positive à l'humanité, le communisme, société sans esclavage, sans classes, sans État et sans loi de la valeur. Tactique et stratégie doivent se plier à cet objectif, et à lui seul. Les théories et les pratiques qui ont montré dans les faits, à partir d'un moment donné, leur nocivité réactionnaire par rapport à l'émancipation du genre humain doivent être dénoncées et combattues.

C'est le cas, outre le parlementarisme et le syndicalisme, des mouvements dits de libération nationale ; ces mouvements ont été défendus par tous les pseudo-révolutionnaires qui ont fait (volontairement ou pas) le jeu de l'impérialisme russe lorsque celui-ci était mensongèrement présenté comme l'incarnation du communisme mondial. Tous avaient certainement oublié la célèbre phrase de celui qui leur était pourtant présenté comme un dieu et qui, en collaboration avec Engels, avait rédigé le célèbre manifeste : *«le prolétariat n'a pas de patrie, on ne peut lui ravir ce qu'il ne possède pas»*.

Lénine ne l'avait certes pas oublié, mais Munis constate que Rosa Luxembourgeois avait raison contre lui en affirmant l'impossibilité du *«droit des peuples à disposer d'eux-mêmes»* sous le capitalisme. Comme il l'affirme si bien lui-même dans *Pour un second manifeste communiste* : *«L'asservissement des pays sous-développés restera toujours proportion-*

nel à l'aide que les grandes puissances leur apporteront, sans que le retard économique des premiers par rapport aux seconds cesse de croître. Et l'indépendance nationale accélère ce mouvement par l'association volontaire des exploiters locaux qui, tout en mettant à profit les immondes duperies traditionnelles du patriotisme, deviennent les fourriers du grand capital impérialiste. La puissance de celui-ci à l'heure actuelle n'a guère à craindre, pas même de la nationalisation de ses propriétés par les pays "souverains". "L'expropriation des impérialistes" fait revenir à la fin leur dû aux impérialistes, par le jeu du commerce et des investissements dans toutes les branches de la production mondiale, tout en continuant à resserrer l'enchaînement des faibles aux forts. Il n'est pas impossible qu'un pays passe d'une férule impérialiste à l'autre, mais la loi d'airain de l'économie capitaliste ne peut être brisée que par la suppression de la marchandise, à commencer par son origine, le travail salarié, qui fait de l'homme, partout dans le monde, un être amoindri, en proie aux démagogues nationaux et internationaux.»

Il est donc évident pour Munis, «*qu'il n'est plus l'heure de développer le capitalisme nulle part, mais de l'abattre partout*».

Les conditions matérielles, objectives existent amplement pour l'avènement du communisme. Nul besoin de contribuer, de quelque manière que ce soit, à les créer en appuyant des initiatives capitalistes. Certes, au XIX^e siècle, pour des raisons tactiques, justifiées ou pas, d'authentiques communistes ont appuyé ces initiatives dans certains cas – mais sans jamais oublier, ni cacher, le véritable objectif de la lutte de classes. Ils ne se sont alliés aux fractions les plus radicales de la bourgeoisie, quand subsistaient encore des vestiges de sociétés passées, que pour mieux pouvoir les détruire avec le reste de la classe bourgeoise, le moment venu. Aujourd'hui, pensait Munis, c'est cette classe capitaliste mondiale qu'il faut détruire dans sa totalité – avant qu'elle ne mène l'humanité à la barbarie la plus abominable.

Comme il le dit si bien dans «Coups d'éclair sur l'État⁴» : «*Les potentats du XX^e siècle, qu'ils soient des bourgeois ou de hauts bureaucrates sont enterrés tout seuls, mais avant ils ont sucé, sous forme de plus-value, la santé et la vie des êtres humains au niveau mondial, et provoqué la mort, dans des guerres, de millions et de millions de personnes. Et s'ils ne mangent plus de chair humaine, ils la dévorent sous forme de travail salarié, ils vomissent les investissements comme leurs semblables vomissaient leurs repas dans les banquets romains ; ils dévorent à nouveau de la chair et de la moelle sous forme de bénéfices, de croissance industrielle et de pouvoir. Les formes et les proportions ont beaucoup changé ; non le con-*

⁴ Ce petit texte résume un livre inédit de G. Munis sur l'origine de l'État et le besoin impérieux de sa destruction ; il n'a malheureusement pas encore été retrouvé.

tenu. En ce sens, l'État se "perfectionne" encore, mais il semble impossible de s'imaginer qu'il arrive à une phase encore plus oppressive. Cependant, une chose me semble évidente : si on le laisse atteindre la "perfection", l'humanité ne relèvera plus la tête pendant des siècles.»

Le Comité d'édition des Œuvres Complètes de G. Munis

(Texte publié pour la première fois dans le n° 4 de la revue *Controverses* et le n° 2 de la revue *Controversias* à partir de l'Introduction au tome I des *Œuvres complètes* de Munis en espagnol.)

Esquisse biographique de G. Munis (1912-1989)

Manuel Fernández-Grandizo y Martínez (18 avril 1912/4 février 1989), plus connu sous le nom de G. Munis, est né à Torrón (Mexique), dans une famille originaire d'Estrémadure, en Espagne. Il s'intéresse très jeune au mouvement ouvrier. Liant l'activité théorique à l'activité pratique, il participe aux grèves des ouvriers agricoles à Llerena (Estrémadure) au début des années 1930.

Début 1934, il est nommé représentant de l'Izquierda Comunista (Gauche communiste) – trotskyste – à l'Alliance ouvrière de Madrid. Suite à l'insurrection d'octobre 1934, il est emprisonné. Il fait partie de ceux, avec Esteban Bilbao, qui s'opposent à la fusion de l'Izquierda Comunista avec le Bloc Obrero i Camperol (Bloc ouvrier et paysan), dirigé par Maurin, et qui allait donner le POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista).

En novembre 1936, il fonde avec d'autres camarades la Section bolchevik-léniniste d'Espagne, favorable à la création d'une Quatrième Internationale, qui publie, à partir de janvier 1937, un bulletin : *La Voz Leninista* («La Voix léniniste»). Dans cette publication, ils critiquent le POUM et la CNT pour leur collaboration avec le gouvernement de la bourgeoisie républicaine, et appellent à la formation d'un «Front ouvrier révolutionnaire» dont le but doit être la prise du pouvoir, la poursuite de la révolution et la direction de la guerre civile.

À la fin du mois d'avril 1937, Munis et le poète surréaliste Benjamin Péret se rendent à Paris pour prendre contact avec l'organisation internationale trotskyste. Munis retourne fin mai en Espagne. Au cours de l'insurrection (3-8 mai), connue comme les Journées de Mai 37, seuls le Regroupement des Amis de Durruti et la Section bolchevik-léniniste d'Espagne distribuent des tracts appelant à la poursuite de la lutte, en s'opposant au cessez-le-feu que les dirigeants de la CNT et du POUM demandaient à grands cris. Ce sont les uniques groupes qui veulent aller jusqu'au bout contre la provocation stalino-républicaine désireuse de rétablir définitivement l'autorité de l'État bourgeois, réduit pratiquement à néant immédiatement après le 19 juillet 1936. De plus, ils savent qu'avant la répression franquiste, dans le cas d'une victoire militaire de Franco, les révolutionnaires subiront la répression féroce du parti aux ordres de Moscou, qui n'a qu'un seul but : rétablir l'ordre et détruire le mouvement révolutionnaire.

Munis et la majorité des militants de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne sont arrêtés le 13 février 1938 sous l'accusation d'avoir assassiné un capitaine des Brigades internationales : Leon Narwicz. Cet agent

polonais du Service d'information militaire (SIM) s'était infiltré dans le POUM et la Section bolchevik-léniniste d'Espagne. Après un mois d'isolement complet et de tortures dans une «Tcheka» stalinienne dirigée par Julián Grimau, ils sont incarcérés le 11 mars 1938 à la prison Modelo de Barcelone. La peine de mort est requise contre Munis, Jaime Fernández et Domenico Sedran («Adolfo Carlini»). En octobre, Munis témoigne au procès contre le POUM et assume être le dirigeant des trotskystes, ce qui libère les poumistes d'une telle accusation.

Munis réussit à s'échapper, grâce à la débandade provoquée par l'avancée des troupes franquistes, et passe en France avec un groupe de prisonniers politiques. Fin 1939, grâce à sa nationalité mexicaine, il s'embarque pour le Mexique, où il établit des liens personnels et politiques étroits avec Léon Trotsky et sa femme Natalia Sedova. Trotsky le charge de la direction de la section mexicaine. En mai 1940, Munis participe à la conférence dite d'«alarme» de la Quatrième Internationale.

En août 1940, après l'assassinat de Trotsky, il prend la parole aux funérailles de ce dernier, et intervient plusieurs fois dans le procès intenté contre son assassin (Ramon Mercader) comme partie prenante de l'accusation.

Dans les années 1940, avec Benjamin Péret, également exilé au Mexique, et Natalia Sedova, il critique la politique du Socialist Workers Party (SWP), l'organisation trotskyste américaine. Il l'accuse d'avoir trahi l'internationalisme prolétarien et le défaitisme révolutionnaire au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Les divergences entre le Groupe espagnol et la direction de la Quatrième Internationale se révèlent de plus en plus importantes et insurmontables. En 1946, Munis écrit une brochure *Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial*, dans laquelle il définit la nature de l'État russe comme un capitalisme d'État et le parti de Moscou comme un parti contre-révolutionnaire et anticommuniste. Il refuse donc définitivement la «défense inconditionnelle de l'URSS».

C'est en 1948, alors que Munis et Péret sont déjà repartis vivre en France, que se produit la rupture définitive et officielle avec la Quatrième Internationale, à son deuxième congrès.

En Espagne, en mars 1951, pendant la grève générale des tramways à Barcelone, le Groupe communiste-internationaliste, dirigé par Munis et Jaime Fernández, distribue des tracts dans lesquels il défend le caractère spontané du mouvement face à la propagande franquiste qui l'attribuait aux francs-maçons et aux staliniens, payés par «l'or de Moscou».

À cause de ces tracts et d'une brochure contre la politique contre-révolutionnaire des staliniens en Espagne et le franquisme, Munis et les autres camarades du GCI sont détenus en décembre 1952, les uns à Madrid, comme Munis, puis d'autres à Barcelone, dont Jaime Fernández. Condamné à 10 ans de prison, Munis obtient la liberté conditionnelle en juin 1957. Il retourne alors en France où il renoue avec son activité poli-

tique. Fin 1958, il fonde avec Benjamin Péret, Jaime Fernández et d'autres anciens camarades de lutte, le FOR (Fomento Obrero Revolucionario) qui publie la revue *Alarma*.

Benjamin Péret meurt le 28 septembre 1959.

À Milan, Munis écrit deux de ses textes théoriques les plus importants : *Les syndicats contre la révolution* (1960) et *Pour un Second manifeste communiste* (1961), texte signé par le FOR. En 1975, il publie en France un autre livre très important sur la révolution et la contre-révolution en Russie, *Parti-État, Stalinisme, révolution*.

Munis et Jaime Fernández (J. Costa) multiplient les contacts en Espagne vers la fin de la dictature franquiste, et mettent en garde la classe ouvrière contre ce que va signifier une transition démocratique dans ce pays, toutes forces capitalistes confondues (staliniens et «socialistes» inclus) : la persistance de la dictature du capital sur le monde du travail, l'encadrement syndical des luttes, et la répression en cas de débordements ouvriers.

Le premier numéro de la troisième série d'*Alarma*, cette fois éditée en Espagne par de jeunes camarades espagnols, paraît en avril 1977. C'est à cette date également qu'il rédige *Réaffirmation*, épilogue de son livre sur la guerre civile espagnole, *Jalones de derrota, promesa de victoria*, republié par la maison d'édition Zero-Zyx.

Consacrant sa vie au travail organisationnel du FOR, Munis n'a jamais abandonné son travail théorique et militant. Au moment de sa mort, il laisse un manuscrit, non encore édité, sur l'État, son histoire et le besoin impérieux de sa destruction à notre époque.

Munis est mort à Paris le 4 février 1989. Depuis, la publication de ses œuvres complètes est en cours en Espagne. Son livre sur la révolution espagnole a été traduit et publié en français et en italien par les éditions Science Marxiste. Et en France paraît ce premier tome, avec beaucoup d'inédits en français, de ses œuvres choisies.

Le trotskysme espagnol de 1936 à 1948

L'histoire du trotskysme en Espagne, pour l'époque qui précède la guerre civile, a été traitée en profondeur et de manière détaillée par différents auteurs, notamment Pierre Broué et Andrew Durgan, aux travaux desquels nous renvoyons ceux qui voudront étudier ce thème. Ceux consacrés à la période de la guerre civile sont moins nombreux et moins précis⁵.

La Izquierda Comunista de España (Gauche communiste d'Espagne, ICE), dirigée par Nin et Andrade, se trouva mêlée à de constantes polémiques avec Trotsky. Les divergences entre eux allaient en s'accroissant. Le long processus de rupture de l'Izquierda comunista de España avec l'organisation internationale bolchevik-léniniste fut jalonné par des désaccords divers, chaque fois plus graves⁶. La correspondance entre Nin et

⁵ Sans prétendre être exhaustifs, nous présentons ci-dessous les articles et livres les plus importants, tout en soulignant l'intérêt des nombreux articles publiés par les *Cahiers Léon Trotsky* :

Bonamusa, F. : *Andreu Nin y el movimiento comunista en España (1930-1937)*, Anagrama, Barcelone, 1977

Broué, Pierre : «La mission Wolf en Espagne», *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 1982

Broué, Pierre : *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Fayard, 1993

Durgan, Andrew : *Dissident communism in Catalonia 1930-1936* (thèse, 1989). Version espagnole : *BOC 1930-1936*, Laertes, Barcelona, 1996

Durgan, Andrew : «Les trotskystes espagnols et la formation du POUM», *Cahiers Léon Trotsky* n° 50, 1993

Durgan, Andrew : «Trotsky, the POUM and the Spanish Revolution», *Journal of Trotsky Studies* n° 2, 1994

Guillamon, Agustin : «G. Munis, un révolutionnaire méconnu», *Cahiers Léon Trotsky* n° 58, 1993

Guillamon, Agustin : «Un théoricien révolutionnaire : Josep Rebull», *Cahiers Léon Trotsky* n° 71, 2000

Pages, Pelai : *El movimiento troskista en España (1930-1935)*, Peninsula, Barcelone, 1997

Pages, Pelai : «Le mouvement trotskyste pendant la guerre civile d'Espagne», *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 1982

Trotsky, Léon, *La révolution espagnole (1930-1940)*, textes présentés par Pierre Broué, Editions de Minuit, 1975

⁶ Voir Guillamon, Agustin : «Relaciones y correspondencia entre Nin y

Trotsky témoigne de cet affrontement constant et reflète une délimitation progressive des positions tactiques respectives jusqu'à l'unification avec le Bloque Obrero y Campesino (BOC, Bloc ouvrier et paysan) dirigé par Maurin. L'éloignement entre les deux hommes est chaque fois plus profond, ce qui provoque l'interruption de leurs relations personnelles, puis de leurs relations politiques et organisationnelles. Le blocage des communications entre l'Izquierda comunista de España et Trotsky isola ce dernier et le priva de sources d'information essentielles. Partant de leur propre analyse de la réalité sociale et historique espagnole, les dirigeants de l'Izquierda comunista de España décidèrent de leur stratégie politique, en ignorant complètement les critiques, analyses et positions politiques de l'organisation internationale et en ne faisant nul cas des observations et des «leçons» de Trotsky.

La fondation du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) en septembre 1935 par la fusion du BOC et de l'Izquierda comunista de España, puis son adhésion au Bureau de Londres, furent deux maillons supplémentaires dans ce processus de rupture qui culmina avec la signature, par le POUM, du pacte électoral de Front populaire, en janvier 1936. Trotsky qualifia la participation du POUM au cartel électoral du Front populaire de «trahison» : en effet, la politique de Front populaire supposait la subordination du prolétariat à la bourgeoisie, grâce à l'intensification du rôle collaborateur des partis ouvriers. Bien que les poumistes aient défendu «verbalement» des positions contraires au «front-populisme» et affirmé qu'il s'agissait seulement de profiter d'un pacte électoral leur permettant de faire connaître leur parti, il est certain que leur *trajectoire ultérieure* confirma que Trotsky ne se trompait pas en jugeant sévèrement l'ambiguïté du POUM sur la question du Front populaire. Quoiqu'il en soit, l'éclatement de la guerre et la révolution de juillet 1936 se produisirent à un moment où il n'existait aucune organisation trotskyste digne de ce nom en Espagne.

Néanmoins, le travail de reconstruction d'un groupe trotskyste en Espagne avait débuté en mai-juin 1936. A l'origine de ce travail se trouvaient quelques militants bolcheviks-léninistes étrangers, surtout des Italiens, présents à Barcelone avant le début de la guerre civile.

Parmi eux, se détache la personnalité de Nicola di Bartolomeo, connu sous le pseudonyme de Fosco, qui était venu en Espagne avec sa compagne Virginia Gervasini⁷, plus connue sous le pseudonyme de Sonia, en avril 1936. Tous deux furent arrêtés début mars, mais furent libérés peu

Ambrogi, 1930-1931», *Balace*, série Estudios, n° 2, mars 1994.

⁷ Sur Fosco et Virginia Gervasini, voir : Casciola, Paolo : «Appunti di storia del trotskismo italiano (1930-1945)», *Quaderni Studi Pietro Tresso* n° 1, mai 1986; et «Virginia Gervasini (1915-1993)», *Quaderni Studi Pietro Tresso*, hors collection, janvier 1994.

après grâce à la campagne organisée par la Confédération nationale du Travail (CNT) et le POUM.

Dans les semaines qui suivirent leur libération, Fosco et Sonia furent les chevilles ouvrières de la création du Groupe bolchevik-léniniste (GBL) de Barcelone. L'un des membres de ce groupe envoya en juin 1936 à l'organisation trotskyste italienne unifiée, alors active à Paris (les Bolcheviks-léninistes italiens adhérents à la Quatrième Internationale), une longue lettre sur la situation politique espagnole. L'auteur probable de cette lettre était Lionello Guido, arrivé à Barcelone en mars 1936 avec Giuseppe Guarneri (connu sous les pseudonymes de Pino ou Lino). Tous deux participèrent aux combats de rues des journées de juillet 1936 avec d'autres militants du Groupe bolchevik-léniniste de Barcelone : Fosco, Sonia (qui avec Guarneri prit part à l'assaut de l'hôtel Falcon), Piero Milano, Placido Mangraviti et le Français Robert de Fauconnet qui avait gagné l'Espagne après avoir déserté l'armée française à la fin du mois de juin.

Parmi les trotskystes étrangers présents en Espagne avant le 19 juillet 1936, il faut nommer le Tchèque Victor Ondik, boulanger de profession, la Suisse Clara Esner, qui vint à Barcelone pour participer aux Olympiades populaires, ainsi que Mika et Hippolyte Etchébéhère – militants du groupe *Que Faire ?* – dont les rôles furent importants au commandement de la colonne de miliciens du POUM sur le front de Sigüenza. Après les journées révolutionnaires de juillet 1936, nombreux furent les bolcheviks-léninistes (ou les militants d'idéologie voisine) qui vinrent en Espagne.

Parmi eux, il faut citer le Juif allemand Hans David Freund (pseudonyme Moulin), qui séjournait à Madrid depuis le début du mois de septembre. Le Danois Aage Kielso qui combattit sur les fronts de Cordoue et de Madrid et fut incorporé dans les Brigades internationales jusqu'en mars 1937. On peut citer également le Suisse Pavel Thalman (compagnon de Clara Esner) ; les Italiens Domenico Sedran (pseudonyme Adolfo Carlini) et Cristofano Salvini⁸ (pseudonyme Tosca), arrivés à Barcelone, aux alentours du milieu du mois d'août, de Marseille pour le premier et de Paris pour le second ainsi que Veniero Spinelli ; les Français Georges Chéron, Emmanuel Loubier, Vallade, Henri et Maurice Aïache ; les Belges René Pasque, Pierre Wauvermans, Pierre Launoj et Maurice Breziner ; l'Allemand Herbert Lenz (pseudonyme Kempinski), le poète surréaliste cubain Juan Brea et sa compagne, la Britannique (d'ascendance australienne) Mary Low ; le Polonais Myeczyslaw Bortenstein (pseudonyme Casanova), les Américains Wolf Kupinsky (alias Harry Milton), Edward Oler (alias Hugo Oehler) et Russell Blackwell (pseudonyme Rosalio Ne-

⁸ Bucci, Fausto et Casciola Paolo : «Cristofano Salvini (1895-1953), Un rivoluzionario italiano nella guerra civile spagnola», *Quaderni Studi Pietro Tresso* n° 38, janvier 1996.

grete) tous deux militants de la Revolutionary Workers League, Charles A. Orr et sa compagne Lois (Cusick) Orr ; le Canadien Will Krehm (militant de la League for a Revolutionary Workers Party); le Ceylanais Leslie Goonewardene, dirigeant du Lanka Sama Samaja Party.

Immédiatement après les journées révolutionnaires du 19 juillet, l'hôtel Falcon, occupé par les poumistes, se convertit en auberge pour les étrangers qui s'enrôlaient dans les milices du POUM. Fosco fut nommé par le Comité exécutif du POUM responsable politique de ces miliciens étrangers, il publia même un article dans *La Batalla* du 4 août 1936. De son côté, Sonia présenta les programmes en français et en italien de la radio du POUM, et collabora à l'élaboration des bulletins d'information du POUM dans ces deux langues. En même temps, Fosco et Sonia, qui n'avaient pas renoncé à critiquer la politique du POUM qu'ils considéraient comme centriste, fondèrent le Comité unique international des réfugiés antifascistes (CUIRA), un organisme d'assistance aux étrangers qui venaient combattre en Espagne. Il se transforma au milieu du mois d'août en une unité militaire : la Colonne Internationale Lénine du POUM⁹, qui fut la **première** organisation formée presque exclusivement de combattants étrangers¹⁰.

La Colonne fut le fruit d'un accord politique et organisationnel auquel parvinrent Fosco, Robert de Fauconnet et Enrico Russo (membre du Comité exécutif de la fraction bordiguiste). Dans la Colonne, organisée dès

⁹ Sur la Colonne Lénine voir Guillaumon, Agustin : «Los bordiguistas en la guerra civil española», *Balance* n° 1, novembre 1993.

¹⁰ Voici une liste incomplète des miliciens de la Colonne Internationale Lénine du POUM : deux Espagnols, le sergent Piquer (qui finira dans les rangs des staliniens) et le journaliste Albert Just ; les bordiguistes italiens (exilés en France et en Belgique) Enrico Russo (chef militaire de la colonne), Bruno Zecchini, Renato Pace, Duillio Romanelli, Bernardino Fienega et Emilio Lionello (Giacchetta) ; du côté des bolcheviks-léninistes, les Italiens Domenico Sedran (Adolfo Carlini), Placido Mangraviti, Giuseppe Guarneri, Piero Milano, Cristofano Salvini (Tosca) et Lionello Guido, les Français Robert de Fauconnet, Vallade et Emmanuel Loubier, l'Allemand Telman, le Tchèque Victor Ondik et les Belges Pierre Wauvermans et Pierre Launoj ; parmi les maximalistes italiens, Renzo Picedi, Etrusco Benci, Giuseppe Fusero («Mario»), Francesco Martini, Anteo Luzzato, Giuseppe Bogoni (Martin) et Pietro Fancello ; sans appartenance partisane connue, le Français Jean-Claude Lafargue (lieutenant de la Colonne), les Italiens Mario Traverso (dramaturge anarchiste), Mario Bramati (Monza), Giuseppe Morini et le journaliste Bruno Sereni. Et aussi deux femmes : la maximaliste Rosa Winkler et la bolchevik-léniniste Virginia Gervasini qui avec Guarneri avaient dirigé l'assaut de l'hôtel Falcon. N'oublions pas le romancier juif polonais Jean Malaquais, qui écrivait en langue française.

le milieu du mois d'août dans la caserne Lénine de Barcelone, on réunit les militants qui étaient déjà sur le front, dans différentes colonnes, avec les nouveaux volontaires étrangers qui étaient arrivés en Espagne après le 19 juillet 1936. Elle était constituée d'une trentaine de bordiguistes, une vingtaine de bolcheviks-léninistes, quelques maximalistes et sans parti, dans leur majorité des Italiens exilés en France et en Belgique.

Il y eut aussi des miliciens de nationalité française, belge, allemande, tchèque, portugaise, algérienne, mexicaine, etc. Le rapprochement qu'impliquait la lettre de Fosco à Trotsky, datée du 4 août 1936, lui offrant refuge à Barcelone, et la réponse conciliante de Trotsky par rapport aux dirigeants du POUM, qui n'arriva jamais à son destinataire car elle fut interceptée par des agents de l'OVRA (services secrets italiens) n'eurent aucune suite. L'isolement total de Trotsky en Norvège, la tactique inopportune et provocatrice de Jean Rous exhibant l'article de Trotsky dans lequel il qualifiait Nin et Andrade de traîtres et la méfiance de beaucoup de militants poumistes issus du BOC rendirent chaque fois plus difficile le rapprochement et la collaboration entre les trotskystes et le POUM.

Par ailleurs, dans les semaines suivantes, le POUM suivit une politique qui démentait l'optimisme initial de Trotsky en participant, à compter du mois d'août, au Conseil de l'Economie. La rupture définitive de Trotsky avec le POUM se produisit avec l'entrée de Nin dans le gouvernement de la Generalitat et l'acceptation par le POUM de la dissolution des comités ouvriers et du Comité central des milices antifascistes (CCMA).

Le 5 août 1936, quelques jours après la clôture de la Conférence de la Quatrième Internationale, réunie à Paris entre les 29 et 31 juillet, une délégation se rendit à Barcelone. Elle comprenait des membres du Secrétariat international (SI) trotskyste et du Parti ouvrier internationaliste français¹¹. La délégation était dirigée par Jean Rous qui utilisait le pseudonyme de Clart, dirigeant du POI et membre du SI, par le poète surréaliste Benjamin Péret et le cinéaste Pierre Sabas.

La mission de la délégation et en particulier l'activité personnelle de Jean Rous suscitèrent de nombreux problèmes et une vive polémique entre les bolcheviks-léninistes présents en Espagne.

Rous et Sabas apportaient avec eux l'article de Trotsky sur la «trahison» du POUM, écrit à l'occasion de l'entrée de celui-ci dans le cartel électoral de Front populaire. Ils diffusèrent ce texte autour d'eux, sans retenue ni discrétion. Les relations avec les dirigeants du POUM en souffrirent et les différences tactiques considérables qui existaient entre Rous,

¹¹ Le POI était né le 1^{er} juin 1936 de l'unification entre le groupe bolchevik-léniniste, les Jeunesses socialistes révolutionnaires, dirigées par Fred Zeller, Jean Rous et Pierre Naville et l'organisation dissidente, le Parti communiste internationaliste (PCI), dirigé par Raymond Molinier et Pierre Frank.

émisnaire du SI, et Fosco prirent des proportions plus importantes. Nous pouvons résumer fondamentalement ces désaccords en une différence de points de vue sur la construction du parti et sur les problèmes essentiels de la révolution espagnole.

Par la suite, Fosco critiqua Rous pour avoir saboté le travail de collaboration pratique et de rapprochement politique entre le mouvement trotskyste et les dirigeants de l'ex-Izquierda comunista de España, tandis que Rous accusait Fosco de vouloir liquider l'organisation trotskyste dans le POUM. A ces divergences de fond s'ajoutèrent des malentendus, des incompréhensions et divers épisodes lamentables, qui culminèrent avec l'interdiction émanant du service d'ordre du POUM, présent aux funérailles de Robert de Fauconnet, de déployer l'étendard de la Quatrième Internationale au-dessus du cercueil du milicien trotskyste, tombé sur le front de Huesca au début du mois de septembre.

Rous quitta Barcelone pour Paris le 7 septembre 1936, laissant derrière lui de nombreux problèmes, politiques et personnels, qui n'existaient pas ou auraient pu être résolus avant son arrivée. Il ne revint pas. Plus grave encore, il priva les militants bolcheviks-léninistes présents en Espagne de contacts directs avec la direction trotskyste internationale. Pendant ce temps, la Colonne internationale Lénine du POUM, seul résultat pratique de la collaboration entre trotskystes et poumistes, qui avait quitté Barcelone le 30 août en direction du front de Huesca, participa à de nombreux combats de première ligne tout au long du mois de septembre 1936. Plusieurs de ses membres furent tués ou blessés. Au début du mois d'octobre 1936, les miliciens de la Colonne internationale Lénine obtinrent une permission dont profita la majorité d'entre eux pour aller à Barcelone se réunir en assemblée le 11 octobre 1936 (la veille du retour au front). Ils y discutèrent de la position à prendre face à la dissolution du CCMA et à la militarisation des milices. Il semble que deux positions s'affrontèrent : celle de Fosco qui s'opposait à l'abandon du front et préconisait la poursuite à n'importe quel prix de la lutte contre le fascisme ; et celle du bordiguiste Enrico Russo, capitaine de la Colonne, qui demandait au POUM des garanties pour les volontaires étrangers qui abandonneraient le front au cas où les milices seraient militarisées. Le Comité exécutif du POUM garantit que le décret de militarisation des milices ne serait pas validé en Catalogne et que, au cas où il le serait, il ne s'appliquerait jamais aux combattants étrangers.

Néanmoins, dès le lendemain du retour en première ligne de la Colonne internationale Lénine, le POUM publia dans *La Batalla* (le 20 octobre 1936) le décret de militarisation applicable dans toute l'Espagne républicaine y compris en Catalogne, le 1^{er} novembre 1936. Dans cette situation, vingt-quatre miliciens sur les soixante que comptait la Colonne signèrent un texte, rédigé par Enrico Russo, demandant leur remplacement sur le front. Presque tous les bordiguistes et quelques trotskystes quittèrent le front puis l'Espagne. La majorité des trotskystes décida de s'enrôler dans

d'autres colonnes pour continuer un travail politique. Ainsi firent les moliniéristes Loubier et Vallade, enrôlés dans les Brigades internationales contrôlées par les staliniens, et qui moururent sur le front en avril-mai 1937.

En octobre 1936, advinrent d'autres faits qui influèrent de manière décisive sur le développement ultérieur de l'organisation bolchevik-léniniste espagnole. En premier lieu, Fosco fut chassé de l'hôtel Falcon dans des circonstances orageuses après sa rupture avec le POUM. Le 30 octobre 1936, Jaime Fernandez, Adolfo Carlini et Lionello Guido signèrent une lettre demandant formellement à la direction du POUM d'être admis comme fraction. La réponse de Nin du 13 novembre 1936 leur refusa cette possibilité : ils ne pouvaient qu'entrer individuellement en abandonnant l'organisation trotskyste et en condamnant «la campagne de calomnies» orchestrée par la Quatrième Internationale contre le POUM.

Ce refus s'ajouta à l'exclusion de militants trotskystes des rangs du POUM. Ainsi, par exemple, l'Allemand Herbert Lenz fut exclu de la Juventud Comunista Ibérica (JCI) en raison d'un prétendu travail fractionnel sur le front de Huesca. Autre cas remarquable, celui de Luis Zanon Grimm : il fut détenu pendant vingt-quatre heures par le service d'ordre du POUM pour distribution d'un tract trotskyste lors d'un meeting organisée par ce parti en février 1937 ! Zanon, quoiqu'il n'ait jamais milité formellement au POUM, s'était inscrit dans les milices poumistes et était traducteur de *La Batalla* et des Editions marxistes (du POUM). Il militait à la Section bolchevik-léniniste d'Espagne. Zanon, qui était un élément de valeur sur le plan technique étant donné sa connaissance des langues, ne fut jamais un agent provocateur stalinien ou fasciste, comme cela fut affirmé à l'époque dans divers milieux. Les documents du procès intenté contre la Section bolchevik-léniniste d'Espagne montrent plutôt qu'il avait une personnalité faible et craintive, et fut une proie facile pour les techniques de manipulation des agents policiers et des tortionnaires staliniens. Cette remarque ne vise absolument pas à nier que les deux groupes trotskystes furent infiltrés ou surveillés de près par plusieurs agents des services secrets, staliniens et fascistes, services très actifs et généralement bien informés sur leurs victimes potentielles. Le capitaine polonais Narwicz et le commissaire Max (ou Joan) en sont d'excellents exemples.

Le 30 octobre 1936, Fosco fut exclu du Groupe bolchevik-léniniste de Barcelone, selon une procédure disciplinaire approuvée par le Secrétariat international et publiée dans le *Service d'information et de presse* n° 13, du 4 novembre 1936. Dès lors, Fosco s'orienta vers la construction d'un nouveau groupe bolchevik-léniniste indépendant qui s'allia aux dissidents moliniéristes français.

Au début de 1936, Munis était parti au Mexique d'où il revint dès qu'il eut connaissance du soulèvement militaire et de l'insurrection ouvrière de juillet 1936. Il arriva en Espagne avec le premier bateau chargé d'armes qui accosta à Carthagène à la fin du mois d'août 1936. Il participa avec

ses camarades des milices socialistes aux combats du front de Madrid. Si dans la formation d'un groupe réduit, constitué durant un long processus, on peut parler d'acte fondateur, alors nous pouvons dire qu'en novembre 1936, Munis fonda la Section bolchevik-léniniste d'Espagne, adhérente à la Quatrième Internationale.

Cependant, l'organisation trotskyste ne réussit pas à se consolider, pour plusieurs raisons : un trop petit nombre de militants, presque tous étrangers ; une connaissance insuffisante de la langue ; une implantation sociale encore moindre ; l'enrôlement dans des unités différentes du front ; la division en deux groupes hostiles ; la perte de prestige de la Quatrième Internationale suite à la mission de Jean Rous et enfin le refus par le POUM de la constitution d'une fraction trotskyste en son sein. Le rapport du Groupe bolchevik-léniniste de Barcelone du 12 décembre 1936 est extrêmement révélateur à ce propos. On peut parler d'une seconde fondation ou d'une relance de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne à partir d'avril 1937 avec la publication du premier numéro de *La Voz Leninista* et la constitution d'un Comité exécutif comprenant Munis (chargé du secrétariat), le Danois Aage Kielso et l'Italien Adolfo Carlini.

Ainsi donc, à partir du mois de novembre, il exista en Espagne deux groupes trotskystes rivaux qui ultérieurement furent davantage connus par les noms de leur organe de presse : le groupe officiel dirigé par Munis qui publiait *La Voz Leninista* et le groupe moliniériste dirigé par Fosco qui publiait *Le Soviet*. L'organisation officielle prit le nom de Section bolchevik-léniniste d'Espagne ; l'organisation de Fosco adopta celui de Groupe bolchevik-léniniste «Le Soviet».

Une tentative de réunification des deux groupes, en janvier 1937, échoua devant le refus de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne de discuter du «cas personnel de Fosco», échec qui traduisait en réalité le refus de discuter des divergences politiques existantes. La division du mouvement trotskyste espagnol en deux groupes ne prendra fin qu'en 1943.

Au fil des mois, un nombre croissant de militants espagnols grossirent les rangs du groupe officiel. De toute manière, les bolcheviks-léninistes furent toujours un petit noyau extérieur au POUM et surtout une fraction bolchevik-léniniste (de fait et non de droit) au sein du POUM. Se distinguaient parmi les militants de la section bolchevik-léniniste d'Espagne, Esteban Bilbao, Jaime Fernandez Rodriguez, Julio Cid Gaitan, José Quesada Suarez, Miguel Olmeda, Antonio Guerrero, l'Allemand Hans David Freund (Moulin), le poète français Benjamin Péret, les Italiens Adolfo Carlini et Lionello Guido, le Polonais Casanova. Le 28 décembre 1936, la Britannique Mary Low et le poète surréaliste cubain Juan Brea durent fuir l'Espagne, à la suite de deux attentats staliniens contre Brea.

Les trotskystes du Groupe bolchevik-léniniste «Le Soviet» formaient un groupe hétérodoxe qui, malgré le rejet initial et l'affrontement entre Fosco et Molinier à Barcelone en août 1936, se rapprocha des positions politiques des dissidents Raymond Molinier et Pierre Frank (qui en

France, après la rupture de la fragile unité atteinte le 1^{er} juin 1936 avec la fondation du POI, reprirent la publication, à compter du 23 octobre 1936, du journal *La Commune*, organe du PCI). Le Groupe bolchevik-léniniste «Le Soviet» était moins étoffé que le groupe officiel. Il était formé par Fosco (qui utilisa aussi les pseudonymes d’Emiliano Vigo et Rolano), sa compagne Virginia Gervasini (alias Sonia), l’Italien Cristofano Salvini (alias Tosca), les Français Henri Aiache, Georges Chéron (alias Romeo, Julio et Rémy) et sa compagne Louise. Ils parvinrent à recruter le militant espagnol Antonio Rodríguez Arroyo (alias Rodas). De janvier 1937 à janvier 1938, ils publièrent quinze numéros d’un bulletin en français, dactylographié en huit ou dix exemplaires par Sonia et dont le titre : *Le Soviet* donnait son nom au groupe.

L’organisation fondée par Munis publia deux numéros d’un *Boletin* [Bulletin] en janvier et février 1937, lequel prit le nom de *La Voz Leninista* à partir du mois d’avril. Face à l’impossibilité d’intégrer le POUM pour y constituer une fraction trotskyste, la Section bolchevik-léniniste d’Espagne tenta d’influencer, de l’extérieur, ce parti et quelques secteurs radicaux de l’anarchisme. L’objectif était d’orienter certains courants critiques, à la gauche de ces organisations, vers des positions révolutionnaires. La Section bolchevik-léniniste d’Espagne critiquait la collaboration de la CNT et du POUM avec le gouvernement de la bourgeoisie républicaine et préconisait la formation d’un Front ouvrier révolutionnaire qui prendrait le pouvoir, ferait la révolution et gagnerait la guerre.

Munis et Benjamin Péret (qui avait combattu dans les milices du POUM, puis dans une unité anarchiste) se rendirent à Paris en avril 1937. Benjamin Péret ne retourna pas en Espagne. Munis resta à Paris quelques semaines, il rédigea un rapport pour Trotsky. Les Journées de mai [du 3 au 6/7 mai 1937] le surprirent dans la capitale française. Ainsi le tract du Premier mai reproduit dans ce volume est probablement l’œuvre de Freund (Moulin) qui, avec Sedran (Carlini), dirigea la Section bolchevik-léniniste d’Espagne pendant cette période cruciale de la révolution espagnole.

Moulin, qui maintenait des relations assidues avec les «Amis de Durruti», avait travaillé à l’unification des deux groupes trotskystes. Fin juillet, Moulin avait rendez-vous avec un militant nommé «Martin» près du domicile de Fosco. Il avait préparé avec Sonia une rencontre avec Fosco, «probablement pour arriver à un accord»¹². Quelques jours après, Moulin était arrêté puis assassiné par les staliniens, privant ainsi la Section bolchevik-léniniste d’Espagne d’un dirigeant de grande valeur.

Munis revint à Barcelone au milieu du mois de mai, accompagné probablement par le délégué du Secrétariat international Erwin Wolf, connu

¹² Témoignage de Virginia Gervasini (Sonia) recueilli par Paolo Casciola à Varese, le 8 mars 1993.

sous le pseudonyme de Nicolle Braun. Erwin Wolf élaborait un rapport détaillé, daté du 6 juillet 1937, qui est une magnifique radiographie des problèmes politiques et militants de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne après les Journées de mai 1937 et le début de la répression stalinienne contre les organisations révolutionnaires. On sait que Wolf fut arrêté deux fois de suite à la fin du mois de juillet 1937, puis il disparut à jamais, s'ajoutant à la longue liste des victimes du stalinisme.

Étant donné son effectif supérieur et sa plus grande implantation sociale et politique, la Section bolchevik-léniniste d'Espagne développa un travail plus ample et plus profond que celui du Groupe bolchevik-léniniste «Le Soviet», parvenant à distribuer des milliers d'exemplaires de son journal et de ses tracts. La Section bolchevik-léniniste d'Espagne éditait même des bulletins d'information en français et allemand. Ses relations avec divers courants critiques de l'anarchisme et du POUM lui ouvraient de sérieuses perspectives : il lui semblait possible que son influence politique s'accroisse et qu'apparaissent des fractions favorables à une collaboration dans le cadre d'un Front révolutionnaire. L'activité du Groupe bolchevik-léniniste «Le Soviet» fut toujours fortement conditionnée par l'impossibilité de se doter d'un journal digne de ce nom. Étant donné sa méconnaissance de l'espagnol écrit, l'usage du français constitua un obstacle très important dans le travail de propagande et de recrutement, une barrière infranchissable¹³.

En mai 1937, une insurrection ouvrière spontanée¹⁴ éclata à Barcelone pour défendre les conquêtes révolutionnaires de juillet 1936. Apprenant que la police avait pris d'assaut le bâtiment du central téléphonique géré par les syndicats, les insurgés élevèrent des barricades et les travailleurs cénétistes prirent rapidement le contrôle de la ville, à l'exception de son centre. De part et d'autre des barricades, deux factions opposées se disputaient le centre de la ville : dans l'une, se trouvaient les forces de sécurité républicaines, la Generalitat [le Gouvernement autonome de Catalogne] avec ses Milices pyrénéennes, les nationalistes anticénétistes d'État Cata-

¹³ Bien qu'on puisse lire dans *Le Soviet*, n°14, du 01/12/1937 une reproduction en français d'un document qui indique : «Nous traduisons ce tract qui a été diffusé en langue espagnole.»

¹⁴ «Bien entendu cette spontanéité, toute relative, doit s'expliquer. Depuis le 19 juillet avaient été créés un peu partout à Barcelone et en Catalogne des "Comités de défense", organisés surtout par des éléments de la CNT et de la FAI à la base [...]. On peut dire que, le 3 mai [1937], ce furent eux qui mobilisèrent la classe ouvrière. Ils furent les groupes d'action du mouvement.» Gorkin, Julian : «Réunion du sous-secrétariat international du POUM, 14 mai 1937. Rapport du camarade Gorkin sur "les Journées de mai"».

Voir Guillamon, Agustin : *Barricades à Barcelone*, Spartacus 2009.

la et le PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne, stalinien) ; dans l'autre, il y avait la CNT, la FAI (Fédération anarchiste ibérique), le POUM, mais surtout les travailleurs en armes.

Seuls les Amis de Durruti¹⁵ et les trotskystes de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne distribuèrent des tracts appelant à la poursuite de la lutte et s'opposèrent à un cessez-le-feu. Ils furent les seuls à tenter de donner une direction révolutionnaire au mouvement spontané des travailleurs. Ceux-ci, cénétistes dans leur immense majorité, résistèrent aux consignes défaitistes d'apaisement de leurs propres dirigeants, mais finirent par céder, car la CNT ne proposait pas de solution alternative révolutionnaire.

Les Amis de Durruti et les bolcheviks-léninistes manquaient de structures organisationnelles, leurs militants étaient en petit nombre¹⁶ et leur influence sur la classe ouvrière était inexistante. Leur activité se limitait quasi à la publication de leur presse et à la distribution de tracts.

On ne peut pas davantage parler de collaboration entre ces deux organisations qui prirent simplement la même position en mai dans la rue, en adressant un appel similaire aux travailleurs. Pendant les journées de mai, Adolfo Carlini et José Quesada rencontrèrent Jaime Balius et d'autres dirigeants des Amis de Durruti pour tenter de donner une impulsion à l'insurrection révolutionnaire¹⁷. Quant à la création d'une fraction de gauche favorable aux thèses révolutionnaires dans le POUM, malgré les appels constants de *La Voz Leninista*, il n'y eut aucun contact ni collaboration pratique¹⁸. Seul Josep Rebull, administrateur de *La Batalla* et

¹⁵ Guillamon, Agustin : «La Agrupacion de Los Amigos de Durruti (1937-1939)», *Balance. Cuadernos monograficos de historia*, série Estudios y investigacion, n° 3, 2^e édition révisée, mai 1995. L'article «Le groupe franco-espagnol des Amis de Durruti» est traduit par Michel Roger dans *La Lettre Internationaliste* n° 10 (novembre 2008) et disponible sur Internet : <http://www.anarkismo.net/article/17622>.

¹⁶ Il est intéressant de se faire une idée du nombre de militants des organisations révolutionnaires minoritaires en mai 1937 : Amis de Durruti : entre quatre et cinq mille ; trotskystes de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne : une trentaine ; les trotskystes du Groupe bolchevik-léniniste Le Soviet : environ huit ; cellule 72 du POUM : une douzaine.

¹⁷ Témoignage de Jose Quesada dans Léon Trotsky, *La révolution espagnole*, Editions de minuit, 1975 (recueil de textes présentés par Pierre Broué).

¹⁸ Entrevue entre A. Guillamon et G. Munis à Barcelone, le 16 novembre 1984 :

«*Question* : La Section bolchevik-léniniste a-t-elle collaboré avec les groupes de la gauche révolutionnaire comme les Amis de Durruti ou Rebull, qui fit une critique du Comité exécutif du POUM et de Nin ?

membre du Comité central, auteur de contre-thèses¹⁹ préparées pour le deuxième congrès du POUM, au contenu très critique à l'égard de la collaboration de son parti avec le gouvernement de la Generalitat, avait présenté au Comité exécutif un plan dans lequel il détaillait et défendait la prise du pouvoir *manu militari* au cours des journées de mai. Nin, Andrade et Gorkin rejetèrent ce plan car ils considéraient que le problème *n'était pas militaire mais politique*. Les contacts de Josep Rebull avec Jaime Balius ne donnèrent aucun résultat pratique²⁰.

Ainsi donc, mai 1937 ne trouva aucune direction révolutionnaire capable de transformer l'insurrection spontanée en une révolution, tout

G. Munis : Je ne me souviens pas de ces choses. Je n'ai pas en mémoire les détails, mais en tout cas je ne connaissais personne des Amis de Durruti ni Rebull ni tous ces gens avant le mois de mai.

Question : Et après les événements de mai ?

G. Munis : Ensuite j'ai essayé de contacter Rebull (en France) pour voir s'il y avait des possibilités de faire quelque chose ensemble, mais il renonça. Rebull collabora pendant la guerre (la Seconde Guerre mondiale) à *Franc-Tireur*. Il intervint dans la Résistance, or nous considérons la Résistance comme une des parties de la guerre impérialiste à laquelle les révolutionnaires ne devaient pas participer.»

¹⁹ Contre-thèses de la cellule 72 du Comité local du POUM rédigées par Josep Rebull dans : «Bulletin intérieur n° 1. Organe de discussion pour le deuxième congrès du Comité local de Barcelone du POUM», Barcelone, 23 avril 1937 et «Bulletin intérieur n° 2...», 29 mai 1937».

²⁰ Questionnaire de Guillamon à Rebull, 16/12/1985 :

«*Question* : La cellule 72 essaya-t-elle d'établir des contacts avec d'autres groupes dans l'intention de créer un Front révolutionnaire, c'est-à-dire avec les Amis de Durruti, les Jeunesses libertaires, Balius, Munis ou d'autres secteurs du POUM ?

Josep Rebull : Les seuls contacts avec les Amis de Durruti eurent lieu durant les journées de mai, mais le peu d'importance numérique de ce groupe sans lien avec la base, ainsi que la modeste représentativité de la cellule 72, n'offrirent pas de place à un accord pratique, par exemple, pour adresser avec nous un manifeste aux ouvriers en lutte. Je ne me souviens pas d'avoir parlé à Munis avant l'exil à Paris, nous avons eu des conversations sans grande importance.»

On accorde une importance excessive aux contacts entre Balius et Moulin. S'appuyant davantage sur leur imagination que sur des preuves, certains auteurs comme Pavel et Clara Thalman affirment que Moulin exerça une influence décisive sur la pensée de Balius. Une lecture sommaire de *El Amigo de Durruti* suffit pour constater que Balius et les Amis de Durruti n'étaient ni marxistes ni influencés en aucune manière par le marxisme.

comme en juillet 1936. La prise du pouvoir par la classe ouvrière ne fut envisagée ni en juillet 1936 ni en mai 1937. En juillet 1936, les comités ouvriers, organes du pouvoir prolétarien, se limitèrent à exercer un pouvoir «local» : non seulement le Comité central des milices antifascistes (CCMA) ne l'unifia pas, ne le coordonna pas et ne le potentialisa pas comme POUVOIR OUVRIER, mais il canalisa le pouvoir réel de ces comités en le soumettant au pouvoir «légal» de la Generalitat. En mai 1937, toutes les organisations ouvrières de masse, l'une après l'autre, trahirent le rôle de direction révolutionnaire qui s'offrait à elles. Seuls quelques groupes inorganisés ou très minoritaires refusèrent de faire le jeu de la réaction. Mai 1937, comme juillet 1936, fut une révolution sans parti révolutionnaire.

Selon Munis, l'Etat bourgeois avait disparu dans l'Espagne de juillet 1936 et les comités-gouvernement étaient le seul pouvoir réel. Néanmoins, puisqu'il n'existait pas de parti révolutionnaire capable d'unifier et de renforcer ces comités à l'échelle nationale, la contre-révolution démocratique, incarnée idéologiquement par le stalinisme et sur le plan organisationnel par le Front populaire, détruisit progressivement les conquêtes révolutionnaires de juillet. C'est seulement au début du mois d'octobre, avec l'entrée de la CNT et du POUM dans le gouvernement de la Generalitat et l'ordre de dissolution des comités ouvriers locaux, que se créa une situation de double pouvoir entre le gouvernement républicain et les nouveaux organes de pouvoir des travailleurs : les comités. La contre-révolution, qui avait déjà l'initiative, progressa jusqu'à asséner, en mai 1937, le coup définitif au centre névralgique de la révolution : la classe ouvrière barcelonaise.

La répression stalinienne, après la chute du gouvernement de Largo Caballero, parvint à interdire le POUM, les Amis de Durruti et la Section bolchevik-léniniste d'Espagne. L'assassinat des anarchistes Camillo Berneri, Francesco Barbieri et de tant d'autres moins connus suivit l'assassinat et la disparition des poumistes Andres Nin et Kurt Landau ainsi que des camarades de Munis : Hans David Freund, Erwin Wolf et Carrasco, ami personnel de Munis depuis le service militaire.

Munis lui-même, avec la majorité des militants du groupe bolchevik-léniniste officiel, fut incarcéré en février 1938. Poursuivis pour sabotage et espionnage au service de Franco, ils furent aussi accusés d'avoir projeté d'assassiner Negrín, Dolores Ibárruri (La Pasionaria), José Diaz, Juan Comorera, Indalecio Prieto et beaucoup d'autres ; et d'avoir exécuté Leon Narwicz, agent infiltré dans le POUM. Ils furent jugés par un tribunal semi-militaire, à huis clos, et au départ sans disposer d'avocats. Le procureur requit la peine de mort contre Munis, Carlini et Jaime Fernandez.

Les pressions internationales, ainsi que la volonté des autorités de faire en sorte que la sentence ne soit prononcée qu'après celle du procès intenté au POUM, retardèrent les sessions jusqu'au 26 janvier 1939 – date de la prise de Barcelone par Franco.

Jaime Fernandez subit un premier emprisonnement, en raison de son appartenance au POUM, du 2 septembre 1937 au 10 février 1938. A cette époque, il fut envoyé au camp de travail d'Els Omells de na Gaia, véritable camp d'extermination stalinien aux conditions d'existence extrêmement dures où l'on torturait et fusillait fréquemment pour n'importe quel motif. Relâché pendant quelques jours, Jaime Fernandez fut arrêté de nouveau le 13 février 1938, avec les principaux dirigeants de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne, sous l'accusation d'avoir assassiné le capitaine polonais Narwicz. Jaime et Teodoro Sanz furent envoyés le 23 avril 1938 au camp de travail de La Pelosa à Rosas. Le 5 septembre, Jaime Fernandez fut transféré dans une unité militaire (la 43^e division) où il était sous la surveillance armée constante de deux staliniens.

Blessé à une jambe pendant une action sur le front, il parvint à s'évader en octobre 1938 alors que les deux gardes qui le surveillaient avaient déjà reçu l'ordre de l'assassiner. Après avoir organisé diverses protestations parmi les prisonniers révolutionnaires, Munis fut emprisonné dans le château de Montjuich à partir du 4 janvier 1939, dans le cachot des condamnés à mort ; il parvint à s'échapper au dernier moment avec les leaders du POUM qui avaient été jugés et incarcérés. Carlini, malade, vécut caché quelques mois dans la Barcelone franquiste. Quand il réussit à passer la frontière, il fut interné dans un camp de concentration. Munis atteignit la frontière française avec le gros des réfugiés républicains qui fuyaient devant l'avancée des troupes franquistes. Des années plus tard, en exil, il apprit l'existence d'un ordre d'exécution de tous les prisonniers révolutionnaires avant la retraite vers la frontière.

A Paris, *La Lutte Ouvrière*, organe du Parti ouvrier internationaliste (POI), section française de la Quatrième Internationale, avait fourni pendant toute l'année 1938 des informations sur la détention, le procès et l'emprisonnement des militants de la Section bolchevik-léniniste. Elle publia dans ses éditions du 24 février et du 3 mars 1939 une interview de Munis. Dans cet entretien, Munis expliqua que Barcelone était tombée sans résister parce que la guerre avait perdu son sens pour les travailleurs après mai 1937. Il affirma que la révolution espagnole avait été délibérément détruite politiquement par Moscou et ses séides staliniens en Espagne.

Dans l'exil français, les deux groupes trotskystes restèrent séparés. La Section bolchevik-léniniste d'Espagne publia un numéro de *La Voz Leninista* et le groupe moliniériste (dont faisaient partie, outre Fosco et Sonia, Antonio Arroyo et Eduardo Mauricio) édita en 1939 trois numéros de *Nuevo Curso (Cours Nouveau)*. L'intense activité déployée par le groupe «Cours Nouveau» fut brutalement interrompue, en 1939, par le début de la guerre mondiale puis la détention et l'expulsion de Fosco vers l'Italie fasciste. Fin 1939, Munis embarqua à destination du Mexique, où il tenta de faire venir ses anciens camarades. Mais l'opposition des staliniens l'empêcha d'obtenir les visas. Munis établit une relation personnelle

étroite avec Leon Trotsky et sa femme, Natalia Sedova. Trotsky le chargea de la direction de la section mexicaine. En mai 1940 il participa à la conférence dite «d'alarme» de la Quatrième Internationale.

Après l'assassinat de Trotsky, en août 1940, aux funérailles duquel Munis prit la parole, il intervint plusieurs fois dans le procès intenté contre son assassin comme représentant de la partie demanderesse. Il affronta résolument les parlementaires staliniens ainsi que la campagne de presse des staliniens mexicains qui accusaient Munis, Victor Serge, Gorkin et Pivert d'être des «agents de la Gestapo». Malgré les menaces de mort proférées par les staliniens, Munis défia les députés mexicains de renoncer à leur immunité parlementaire pour venir l'affronter devant le tribunal.

A partir de 1941, Munis, Benjamin Péret, exilé lui aussi au Mexique, et Natalia Sedova adoptèrent une attitude critique commune à l'égard du Socialist Workers Party (SWP), le parti trotskyste des Etats-Unis. Ils attaquèrent les positions politiques défendues par cette organisation pendant la Seconde Guerre mondiale en les qualifiant d'erronées et d'opportunistes (cf. G. Munis : *El SWP y la guerra imperialista*, Ed. Revolucion, Mexico, 1945).

Les divergences s'accrochèrent avec la critique que mena le groupe trotskyste espagnol vis-à-vis des partis français et anglais qui prenaient des positions favorables à la participation aux résistances nationales contre les nazis, avec l'appui de la direction de la Quatrième Internationale.

Munis, Péret et Natalia dénoncèrent la politique de défense de l'Etat «ouvrier dégénéré» «soviétique» et en même temps ils rejetèrent tout appui aux résistances nationales antifascistes. Pour eux, le camp militaire des Alliés, fussent-ils russes, américains, français ou anglais n'était ni meilleur ni pire que celui des nazis. Ils considéraient que l'abandon de la position marxiste traditionnelle de neutralité durant une guerre impérialiste, donc le soutien à l'un des deux camps en lutte, supposait l'abandon de toute perspective révolutionnaire de lutte de classe et l'abandon de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire (cf. G. Munis : *Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial*. Ed. Revolucion, Mexico, 1946).

De la même manière, ils affirmaient que l'avance des troupes russes ne supposait aucun progrès de la révolution mais au contraire impliquait l'expansion du stalinisme, c'est-à-dire, de la contre-révolution triomphante en Russie dont la politique extérieure avait déjà étranglé la révolution espagnole et qui réprimait toute manifestation révolutionnaire en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Allemagne, en Hongrie ou en Bulgarie.

Par ailleurs, Munis, Péret et Natalia rejetaient aussi, comme contre-révolutionnaire, la consigne de lutte contre le nazisme et de défense de la démocratie. Le choix ne pouvait être entre fascisme ou démocratie, mais plutôt entre communisme ou barbarie : l'alternative déjà défendue par Ro-

sa Luxembourg et Lénine pendant la Première Guerre mondiale. Il faut souligner que Jaime Fernandez, qui ne disposait à ce moment-là d'aucun contact avec ses camarades exilés au Mexique, maintint en France une attitude internationaliste. Arrêté par la police après s'être évadé du camp de concentration d'Argelès, et se trouvant sans papiers, il refusa de s'incorporer à la Légion étrangère, ce qui lui valut plusieurs mois de prison. Puis, plus tard, il réussit à convaincre plusieurs camarades espagnols de ne pas rentrer dans le maquis. Avec ce groupe de camarades, des militants anarchistes et des jeunesses socialistes, ils rédigèrent plusieurs tracts dans la région d'Anger qui défendaient le défaitisme révolutionnaire. Cela lui valut l'ire des staliniens. Parmi ces militants se trouvaient, outre Jaime Fernandez, Manuel Parada (ouvrier affilié aux Jeunesses socialistes), Tomas Ballesta (cénétiste de la Colonne Durruti), Jorge Soteras (militant de la CNT) et Felix Castellar.

Les désaccords entre le Groupe espagnol et la direction de la Quatrième Internationale allaient en s'amplifiant et devenaient insurmontables. Les positions de Munis, Péret et Natalia Sedova trouvèrent un écho dans plusieurs sections de la Quatrième Internationale : en Italie le Partito Operaio Comunista (POC) fondé par Fosco et dirigé par Romeo Mangano, en France la tendance Pennetier-Galienne du PCI ainsi que les majorités des sections anglaise et grecque.

Le Groupe espagnol de la Quatrième Internationale au Mexique édita deux numéros de *19 de Julio* et, à partir de février 1943, une publication théorique, *Contra la Corriente*, destinée à défendre les principes de l'internationalisme marxiste. Cette dernière fut remplacée en mars 1945 par une nouvelle publication, de caractère plus pratique et combatif, intitulée *Revolución*²¹.

Chez l'éditeur mexicain du même nom, Munis et Péret (ce dernier sous le pseudonyme de Peralta) publièrent plusieurs brochures. Ils y développaient leurs théories sur la nature de l'Etat russe (défini comme capitaliste d'Etat), sur la guerre impérialiste et le rôle des révolutionnaires, sur la guerre civile espagnole et le rôle contre-révolutionnaire assumé par le stalinisme. Ils y critiquaient aussi la Quatrième Internationale²², notamment

²¹ *Revolucion*, organe du Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale, édité au Mexique du n° 1 de mars 1945 au n° 6-7 d'août-septembre 1945. *Revolucion*, bulletin de la Section espagnole de la Quatrième Internationale, édité à Paris du n° 1 de juillet 1948 au n° 2 de novembre 1948.

²² Les livres et brochures éditées par l'éditeur Révolucion au Mexique furent dans l'ordre chronologique : G. Munis : *El Socialist Workers Party y la guerra impérialista* (Le Socialist Workers Party et la guerre impérialiste), 1945 ; G. Munis : *Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial* (Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial),

le parti américain (SWP). En 1943 les deux groupes trotskystes espagnols (l'officiel et le moliniériste) fusionnèrent, anticipant de quelques mois la solution du cas Molinier aux niveaux français et international.

Les trotskystes espagnols, exilés en France, avaient publié *Comunismo* clandestinement, sous l'occupation hitlérienne. Leur idée directrice était d'imprimer un contenu de classe à la participation des Espagnols aux luttes menées par les masses françaises. Au début de 1945, ils commencèrent la publication d'un journal intitulé *Lucha de Clases* dans lequel ils défendaient l'alternative marxiste classique «communisme ou barbarie», face à la non moins classique option bourgeoise de défense de la démocratie contre le fascisme.

A la reprise des contacts entre le Groupe espagnol en France et le Groupe espagnol au Mexique un changement de nom s'imposa : à partir de 1945, l'organisation s'appela le Grupo comunista internacionalista de España (Groupe communiste internationaliste d'Espagne, GCI). En 1946, Jaime Fernandez et Andres Colombo effectuèrent un voyage clandestin en Espagne afin de récolter des informations et de rétablir des contacts. Andres Colombo fut arrêté et emprisonné pendant deux ans.

En juin 1947, Munis, Péret et Natalia Sedova entamèrent un processus de rupture avec le trotskysme officiel en rédigeant deux textes qui critiquaient durement la direction de la Quatrième : «Carta abierta al Partido comunista internacionalista, seccion francesa de la IV internacional» («Lettre ouverte au Parti Communiste Internationaliste, section française de la Quatrième Internationale») et «La Cuarta Internacional en peligro» («La Quatrième Internationale en danger»). Ces deux textes furent préparés en vue du débat interne du Congrès mondial.

En 1948, alors que Munis et Péret résidaient en France, se produisit la rupture définitive avec le trotskysme officiel au Deuxième Congrès de la Quatrième Internationale (avril 1948). Le Congrès refusa de condamner la participation des révolutionnaires à la défense nationale, c'est-à-dire, à la Résistance et approuva une résolution dans laquelle la rivalité entre les Etats-Unis et l'URSS était présentée comme la contradiction mondiale principale. Cette position venait s'ajouter à la consigne de *défense inconditionnelle de l'URSS*, car, malgré tout, ce pays continuait à être considéré par les trotskystes comme un Etat *ouvrier* dégénéré. Selon Munis, le mouvement trotskyste international était en train de se convertir en une «conscience critique» du stalinisme, un appendice gauchiste stérile du stalinisme. Et ce qui était encore beaucoup plus grave : le congrès substituait à la contradiction *marxiste* fondamentale de la lutte des classes entre bour-

1946 ; Peralta : *Le «manifeste» des exégètes*, 1946 ; G. Munis : *Jalones de derrota, promesa de victoria* (Leçons d'une défaite, promesse de victoire), 1948. [Tous ces textes existent désormais en français et les deux premiers sont reproduits dans cet ouvrage (NdE).]

geoisie et prolétariat la contradiction *nationaliste* d'appui à l'URSS dans sa rivalité aux Etats-Unis.

Munis qualifia ces positions du Deuxième Congrès de la Quatrième Internationale d'aberrantes. Il élaborait un document de rupture de la section espagnole avec le trotskysme dans lequel il approfondissait et confirmait la définition de la Russie comme un capitalisme d'Etat, sans aucun vestige socialiste et comme une puissance impérialiste²³. La rupture avec le trotskysme officiel (majoritaire) produisit une scission entre ceux qui décidèrent de rester dans la section espagnole de la Quatrième Internationale, c'est-à-dire, Eduardo Mauricio (alias O. Emem, Morris, Ernesto), Robert Font Farran (Adrien, A. Roura), Sebastian Garcia (Damien), Antonio Rodriguez Arroyo (alias Rodas, frère du militant du POUM «Quique»), etc., et ceux qui décidèrent de quitter la Quatrième Internationale, en rupture ouverte avec le trotskysme officiel en se constituant comme Grupo comunista internacionalista español (Groupe communiste internationaliste espagnol, GCI) : Munis, Jaime Fernandez, Esteban Bilbao, Agustin Rodriguez, Benjamin Péret, José Quesada, Roberto Montero et d'autres.

Le GCI s'unit à d'autres militants internationalistes pour constituer, en hiver 1948, une éphémère Union ouvrière internationale, à laquelle participait également un petit noyau vietnamien. Le groupe comptait une cinquantaine de militants tant à Paris qu'en province : G. Munis, Benjamin Péret, Jaime Fernández, Paco Gómez, Sania Gontarbert, Sophie Moen, Edgar Petsch, Agustín Rodríguez, etc. Il publia un bulletin ronéotypé, *La Bataille internationale*.

²³ Grupo Comunista Internacionalista : «Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional» (*Explication et appel aux militants, groupes et sections de la Quatrième Internationale*), Paris, septembre 1949.

Chronologie

Cette chronologie ne prétend absolument pas être exhaustive. Elle fournit seulement quelques points de repère pour mieux situer, dans le temps, les principaux événements et problèmes abordés dans ce recueil. C'est pourquoi elle mêle des événements historiques importants et des faits moins connus, que certains jugeront «secondaires» au regard de l'Histoire officielle, mais qui ont compté dans la vie politique et militante de Munis et de ses camarades de combat (NdE).

1934

Munis représentant de l'ICE (Izquierda Comunista de España) à l'Alliance Ouvrière de Madrid, écrit la brochure *Qué son las alianzas obreras*. Il appuie la minorité de l'ICE qui décide de faire de l'entrisme au sein du PSOE, suivant les indications de Trotsky et du Secrétariat international.

1936

17-21 juillet. Militaires et fascistes, menés par les généraux Franco, Mola et Queipo de Llano, se soulèvent contre le gouvernement de la République. Leur putsch échoue dans les endroits où les travailleurs s'opposent à eux les armes à la main, et il réussit là où l'on tente de négocier avec eux, ou bien dans les régions où ils ne rencontrent pas d'opposition armée. Les nationalistes contrôlent l'armée d'Afrique au Maroc espagnol, ainsi qu'à Séville, Cadix, Cordoue, Algésiras, Pampelune, Valladolid et Burgos ; et ils sont rejoints par les garnisons de Salamanque, Ségovie, Cáceres, Oviedo, Saragosse et de la Galice.

La guerre civile commence.

21 juillet. Constitution en Catalogne du Comité central des milices antifascistes (CCMA).

30 juillet. Arrivée en Espagne des premiers avions italiens et allemands qui participeront au transport des troupes nationalistes au-dessus du détroit de Gibraltar depuis le Maroc.

1^{er} août. Léon Blum propose la non-intervention en Espagne.

5 août. Arrive à Barcelone une délégation qui comprend Jean Rous (délégué du Secrétariat de la Quatrième Internationale), le poète surréaliste Benjamin Péret (délégué du POI) et le cinéaste Pierre Sabas.

8 août. La France ferme ses frontières avec l'Espagne.

11 août. Formation du Conseil économique, avec la participation de la CNT et du POUM.

19-24 août. Premier procès de Moscou. Exécution de Zinoviev, Kame-nev et Smirnov. Arrestation de Radek. Trotsky et son fils Sedov sont condamnés à mort par contumace.

5 septembre. Largo Caballero devient Premier ministre.

7 septembre. Jean Rous quitte Barcelone pour Paris, laissant derrière lui de nombreux problèmes, politiques et personnels, qui n'existaient pas avant son arrivée ou auraient pu être résolus.

26 septembre. Trois anarchistes entrent dans le gouvernement de la Generalitat de Catalogne : Domenech, Fabregas et García Birlan.

1^{er} octobre. Dissolution du CCMA.

9 octobre. Décrets de la Generalitat sur la dissolution des comités locaux (au caractère révolutionnaire) qui doivent être remplacés, rapidement, par de nouveaux organismes favorables au Front populaire.

20 octobre. Décret sur la militarisation des milices populaires, à partir du 1^{er} novembre.

24 octobre. Décret sur les collectivisations et le contrôle ouvrier.

30 octobre. Jaime Fernandez, Adolfo Carlini et Lionello Guido signent une lettre demandant formellement à la direction du POUM d'être admis comme fraction au sein du parti. Fosco est exclu du Groupe bolchevik-léniniste de Barcelone.

Fin octobre. Munis débarque à Carthagène, après avoir fait la traversée de l'Océan, depuis le Mexique, à bord du *Magellan*.

4 novembre. Quatre ministres anarchistes entrent dans le gouvernement de la République : Garcia Oliver, Federica Montseny, Joan Peiró et Juan Lopez. Durruti exprime sa position dans une allocution radiodiffusée, qui a un fort impact chez les travailleurs de Barcelone. Il s'oppose au décret de militarisation des milices populaires, menace la bourgeoisie «de descendre sur Barcelone» pour stopper sa progression contre-révolutionnaire ; il critique la bureaucratisation de la CNT, et appelle les combattants de l'arrière à se mobiliser et à se sacrifier davantage pour gagner la guerre.

6 novembre. Le gouvernement de la République (avec les quatre nouveaux ministres anarcho-syndicalistes) s'enfuit à Madrid et se fixe à Valence. Le peuple de Madrid répond aux cris de «Vive Madrid sans gouvernement !»

7 novembre. Les Brigades internationales interviennent sur le front de Madrid.

9 novembre. Constitution de la Junte de défense de Madrid.

20 novembre. Durruti meurt sur le front de Madrid : la voie est libre pour l'anarchisme d'Etat prôné par la direction officielle de la CNT-FAI.

6 décembre. Dans *Solidaridad Obrera*, Balius publie un article intitulé «Le Testament de Durruti» dans lequel il écrit : «Durruti a déclaré catégoriquement que nous, les anarchistes, exigeons que la Révolution ait un caractère totalitaire.»

17 décembre. Le POUM est exclu du gouvernement de la Generalitat. La *Pravda* annonce qu'en Catalogne, le «nettoyage des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé».

21 décembre. Staline rencontre Caballero pour lui donner des «conseils».

1937

7 janvier. Parution du n°1 de *Boletín*, édité par le Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne (Quatrième Internationale).

26 au 30 janvier. Deuxième procès de Moscou, durant lesquels sont condamnés notamment Piatakov et Radek.

Février. Parution du n° 2 du *Boletín*, édité par la Section bolchevik-léniniste d'Espagne (Quatrième Internationale).

5 au 8 février. Les colonnes de la CNT et des anarchistes se réunissent en assemblée plénière à Valence pour discuter de la question de la militarisation.

4 mars. La Generalitat publie le décret de dissolution des patrouilles de contrôle. Dans *La Batalla*, Nin fait l'éloge d'un article de Balius paru le 2 mars dans *La Noche*.

17 mars. Constitution officielle du Regroupement des Amis de Durruti dont Balius devient le secrétaire-adjoint. Carreño et Ruiz sont membres du comité de direction.

21 mars. L'assemblée de la Colonne de Fer vote sa militarisation.

5 avril. Parution du premier numéro de *La Voz Leninista*, organe de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne (pour la Quatrième Internationale).

11 avril (dimanche). Quolibets et sifflets fusent pendant le discours de Federica Montseny, durant le rassemblement qui se tient à la Plaza de Toros La Monumental. Les Amis de Durruti portent une banderole appelant à la libération de Maroto et des prisonniers antifascistes. Ils sont accusés d'avoir boycotté la ministre anarchiste.

26 avril. Bombardement de Guernica, au Pays basque espagnol, par l'aviation allemande de la Légion Condor : 1 500 civils tués.

28 avril 1937. Affrontements armés à Bellver de Cerdaña entre anarchistes et forces de la Generalitat. Mort par balles d'Antonio Martin, «gouverneur de la frontière» et disparition du canton anarchiste de la Cerdagne.

A la fin du mois d'avril, Munis et Péret voyagent à Paris. Sur les arbres et les murs de toute la ville de Barcelone, les Amis de Durruti colent une affiche qui expose leur programme : «Tout le pouvoir à la classe ouvrière. Tout le pouvoir économique aux syndicats. Face à la Generalitat, [constituons] la Junte Révolutionnaire.»

1^{er} mai 1937. La Generalitat décide que ce samedi sera un jour ouvré et interdit la célébration de la Journée internationale des travailleurs pour éviter des troubles et des affrontements. La Section bolchevik-léniniste diffuse un tract à ce sujet, probablement rédigé par Moulin.

2 mai 1937 (dimanche). Réunion des Amis de Durruti au Teatro Goya, durant laquelle on projette le film *19 de Julio* loué par Jaime Balius. «Liberto Callejas» et Francisco Carreño prennent notamment la parole durant cette réunion. Des militants de la CNT interrompent une conversation téléphonique entre Companys et Azaña.

3 mai 1937 (lundi). Peu avant trois heures de l'après-midi trois camions de gardes d'assaut, commandés par Rodriguez Salas, tentent d'occuper le central téléphonique, obéissant aux ordres d'Artemi Aiguadé. La résistance armée des travailleurs de la CNT dans les étages supérieurs les empêche de mener leur opération à bien. En quelques heures, une multitude de groupes armés s'organisent et l'on élève les premières barricades. La mobilisation s'opère sur deux fronts : d'un côté la CNT et le POUM, de l'autre la Generalitat, le PSUC, Estat Català et l'ERC. Les commerces ferment. Les tramways cessent de fonctionner à sept heures du soir. À cette même heure, le Comité régional de la CNT et le Comité exécutif du POUM se réunissent au local de la CNT-FAI sur la Vía Durruti. La CNT se contente d'exiger la démission d'Artemio Aguadé et Rodriguez Salas, demande que rejette catégoriquement Companys.

4 mai 1937 (mardi). Les échanges de tirs se poursuivent durant toute la nuit. De nombreuses barricades sont dressées dans toute la ville et des affrontements violents éclatent un peu partout. Dans le quartier de Sants 400 gardes d'assaut sont désarmés. Companys demande au gouvernement de Valence de lui envoyer des avions pour bombarder les bâtiments tenus par la CNT. L'artillerie de Montjuic, contrôlée par la CNT, pointe ses canons vers le Palais de la Generalitat. Les divisions commandées par le cénétiste Máximo Franco (membre des Amis de Durruti) et José Rovira (du POUM) affirment vouloir «descendre à Barcelone», mais Abad de Santillan, Molina et Isgleas les convainquent de s'arrêter à Lérida.

5 mai (mercredi). Les Amis de Durruti et la Section bolchevik-léniniste d'Espagne distribuent des tracts autour des barricades ; ils préconisant de poursuivre les combats et de remplacer la Generalitat par un véritable pouvoir prolétarien, que les Amis de Durruti appellent la Junte révolutionnaire.

À la mi-mai, Munis, accompagné par Erwin Wolf, revient à Barcelone, après son bref voyage à Paris.

17 mai. Formation du gouvernement Negrín en zone républicaine.

16 juin et jours suivants. Interdiction du POUM et arrestation de ses dirigeants. Enlèvement et assassinat de Nin par Orlov et Gerō de la Guépéou, selon un plan conçu par Vittorio Vidali. Campagne de diffamation menée par PCE et le PSUC, dirigée par Togliatti, et justifiant la persécution politique des militants du POUM.

31 juillet. Arrestation et disparition du militant trotskyste Erwin Wolf, à Barcelone, assassiné par la Guépéou.

2 août. Arrestation et disparition de Hans David Freund (alias Moulin), militant trotskyste militant à Barcelone, assassiné par la Guépéou.

23 août. Parution du n° 2 de *La Voz Leninista*, organe de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne (pour la Quatrième Internationale).

Août. Des unités militaires du parti stalinien (PCE) mettent fin à la collectivisation des terres en Aragon.

23 septembre. Arrestation et disparition de Kurt Landau, militant du POUM, à Barcelone, assassiné par la Guépéou

1938

5 février. Parution du numéro 3 de *La Voz Leninista*, organe de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne (pour la Quatrième Internationale).

13 février. Arrestation à Barcelone de Munis, Carlini, Jaime Fernandez, et d'autres membres de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne. Ils sont accusés d'avoir assassiné un agent de la Guépéou, le capitaine polonais Leon Narwicz. Pendant un mois, ils sont maintenus en isolement, torturés et soumis à des simulacres d'exécutions. Julian Grimau réussit à obtenir les «aveux» de Zanon, mais il échoue à faire plier les autres inculpés.

16 février. Mort suspecte du fils de Trotsky, Léon Sedov (peut-être assassiné par la Guépéou), dans une clinique parisienne.

2-13 mars. Troisième procès de Moscou, à l'issue duquel sont condamnés à mort et exécutés Boukharine, Rykov, etc.

11 mars. Munis et ses camarades sont enfermés à la prison Modelo.

15 avril. Les forces franquistes atteignent la Méditerranée et coupent l'Espagne républicaine en deux.

Juillet. Défection d'Orlov, qui obtient l'asile politique aux Etats-Unis. Disparition à Paris de Rudolf Klement.

6 septembre. Conférence de fondation de la Quatrième Internationale, à Périgny.

11 au 31 octobre. La procédure judiciaire et la sentence décidée contre le POUM se terminent par un revers pour les staliniens, qui cherchaient à monter un «procès de Moscou» à Barcelone.

Octobre. Les Brigades internationales se retirent d'Espagne, notamment parce que gouvernement républicain a accepté la résolution de la Société des nations (SDN) demandant le retrait de toutes les troupes étrangères engagées dans le conflit.

1939

26 janvier. Prise de Barcelone, sans résistance, par les troupes franquistes. Munis et les dirigeants du POUM s'enfuient de leur prison et rejoignent le flux des 450 000 réfugiés espagnols qui parviendront en France où ils seront internés dans des camps.

24 février et 3 mars. *La Lutte ouvrière* publie une interview de Munis.

27 février. La France et le Royaume-Uni reconnaissent Franco.

31 mars. Les armées nationalistes occupent la totalité du territoire espagnol.

1^{er} avril. Fin de la **guerre civile en Espagne**. Début de la dictature franquiste en Espagne (qui prendra fin seulement en 1975).

Avril. Le n° 1 de la deuxième série de *La Voz Leninista*, organe du Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne (Quatrième Internationale), est publié à Paris.

23 août. Signature du pacte germano-soviétique qui prévoit le partage de la Pologne entre Hitler et Staline.

Septembre. Hitler ordonne à ses troupes à d'attaquer la Pologne. Les troupes soviétiques franchissent la frontière orientale de ce pays. Le pacte Hitler-Staline donne ses premiers résultats. La Seconde Guerre mondiale commence.

A la fin de l'année, Munis arrive au Mexique. Trotsky lui confie la direction de la section mexicaine. Il participe également à la défense de la maison de Trotsky.

1940

19-26 mai. Conférence d'«alarme» de la Quatrième Internationale.

20 août. Assassinat de Trotsky par Ramon Mercader (militant stalinien du PSUC, Parti socialiste unifié de Catalogne). Munis prononce un discours lors des funérailles de Trotsky. Plusieurs articles de Munis paraissent dans la presse du SWP pendant la Deuxième Guerre Mondiale.

1941

27 septembre. Début du procès de Minneapolis contre le SWP et la grève des camionneurs qui a eu lieu dans cette même ville. Munis critique les positions que le SWP défend à ce procès.

Décembre. Parution du n° 1 de *19 de Julio. Balance y fomento de la revolución española* («19 juillet. Bilan et ferment de la révolution espagnole»).

1942

Janvier. Benjamin Péret arrive au Mexique.

Mars. Parution du n° 2 de *19 de Julio. Balance y fomento de la revolución española*

Octobre. Première grève à la Fiat de Turin.

1943

Février. Parution du premier numéro de *Contra la Corriente*, publié par le Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale.

Mars. Grève générale dans les grandes villes du nord de l'Italie contre la guerre et le fascisme. Unification des deux groupes trotskystes espagnols en France sous le nom de Groupe communiste internationaliste (GCI).

Mai. Dissolution de l'Internationale communiste.

10-23 juillet. Les Alliés occupent la Sicile.

24 juillet. Le Grand Conseil fasciste provoque la chute du régime en votant le transfert des pouvoirs militaires de Mussolini au roi.

8 septembre. L'armée allemande occupe l'Italie.

27-30 septembre. Insurrection de Naples.

1^{er} novembre 1943. Parution du n° 1 (clandestin) de *Prometeo*. Cette publication, qui reprend le nom de la revue mensuelle publiée par Bordiga en 1924, vise à guider vers des objectifs révolutionnaires les luttes qui ne manqueront pas d'éclater bientôt.

Novembre. Parution du n° 1 de *Comunismo*, organe du Groupe bolchevik-léniniste espagnol (en exil en France).

1944

Lors des victoires de l'Armée Rouge, Munis critique la politique adoptée par la Quatrième Internationale par rapport à l'URSS.

1945

Janvier. Parution du premier numéro de *Lucha de clases*, organe du Groupe communiste internationaliste (section espagnole de la Quatrième Internationale), publié à Lyon.

Mars. Parution du premier numéro de *Revolución*. Organe du Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale.

31 décembre. Le Groupe espagnol au Mexique publie *El Socialist Workers Party y la guerra imperialista* (Le SWP et la guerre impérialiste).

1946

La maison d'édition *Revolución*, à Mexico, publie, en espagnol et en français, *Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial* de Munis.

Péret publie, chez le même éditeur, *Le «Manifeste» des exégètes*.

1947

Avril. Parution de «Attention» dans le Bulletin intérieur du Secrétariat international.

10 juin. «Lettre ouverte au Parti communiste internationaliste» signée par Munis, Péret et Natalia Sedov-Trotsky.

27 juin. «La Quatrième Internationale en danger» signée par Munis, Péret et Natalia Sedov-Trotsky.

1948

Le livre *Jalones de derrota, promesa de victoria* (*Leçons d'une défaite, promesse de victoire*) paraît aux éditions *Lucha Obrera* de Mexico.

Janvier. Munis quitte le Mexique, s'installe à Paris et rejoint le GCI.

2-18 avril. Le deuxième Congrès de la Quatrième Internationale se tient à Paris. Munis rompt avec cette organisation.

Novembre 1948. Parution du dernier numéro de *Revolución*, bulletin de la section espagnole de la Quatrième Internationale.

Hiver. Le GCI s'unit avec d'autres militants internationalistes (la tendance Galienne-Pennetier) pour former un groupe éphémère l'Union ouvrière internationale (UOI), auquel se joint également un petit groupe de Vietnamiens. L'UOI compte une cinquantaine de membres, à Paris et en province : Benjamin Péret, Louis Gontarbert («Sania»), Lambert Dornier, Sophie Moen, Edgar Petsch, Guy Perrard, etc. ; les Espagnols G. Munis, Jaime Fernandez, Paco Gomez, Agustin Rodriguez ; les Indochinois Ngo Van, Lu Sanh Hanh («Lucien»), Phuc, etc. Ils publient en français un bulletin ronéotypé, intitulé *La Bataille internationale*.

1949

Septembre 1949. «Explication et appel aux militants, groupes sections de la Quatrième Internationale», texte du GCI, signé par Esteban Bilbao, J. Costa (pseudonyme de Jaime Fernandez), Agustin Rodriguez, Benjamin Péret, Roberto Montero et G. Munis.

1950

Avril. Parution du n° 1 du Bulletin du Groupe de combat révolutionnaire (nouveau nom du GCI). Munis et ses camarades détestent la confusion entre les mots «communiste» et «stalinien», raison pour laquelle ils abandonnent le nom de GCI.

1951

13 mars. Le Groupe lance à Barcelone le tract «A bas Franco et la Phalange. Vive la grève!» pendant la grève des voyageurs des tramways qui protestent ainsi contre la hausse du prix des tickets.

9 mai. Lettre de rupture de Natalia Sedova avec le Comité exécutif de la Quatrième Internationale.

Octobre. *La Bataille Internationale*, n° 2, bulletin de l'UOI.

Automne. Dissolution de l'UOI.

1952

11 décembre. Munis est arrêté à Madrid. Peu de temps après, Jaime Fernandez est lui aussi arrêté à Barcelone.

1954

1^{er} février. Les condamnations de prison tombent pour les militants arrêtés : dix ans (Munis) ; huit ans (Jaime Fernandez), quatre ans (Maria Fernandez-Grandizo), trois ans (Jesus Lopez et Angel Cebollero) et un an (déjà accompli en préventive) pour Ernesto Tojo, Ignacio Leyva, Pedro Blanco et Miguel Pila.

Crise de la Generalitat ou crise nationale ?

Extrait du Boletín n° 1 de janvier 1937 publié à Barcelone par le Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne (Quatrième Internationale)

Aucune organisation n'a expliqué la véritable signification et la véritable portée de la crise du gouvernement de la Catalogne ; pas même le POUM, qui en a été expulsé.

Une telle crise ne peut être analysée comme un événement isolé, ayant des causes spécifiques à la Catalogne. De nombreuses mesures et de nombreux événements, qui ont précédé et suivi cette crise, permettent de prouver, documents à l'appui, que nous sommes en présence de la première attaque de la bourgeoisie **nationale et internationale** contre la révolution sociale et le prolétariat en armes, une menace très inquiétante pour les exploités de tous les pays.

La crise du gouvernement de la Catalogne, dont l'objectif immédiat était d'exclure le POUM, fait partie d'une série de mesures qui a débuté avec la création du gouvernement de Largo Caballero. Les instigateurs de ces mesures, les partis socialiste et stalinien, se proposent de dévier notre guerre civile dans une direction impérialiste et de mater l'esprit révolutionnaire des masses, en les contraignant à accepter la démocratie bourgeoise.

On peut dire que les attaques gouvernementales contre la révolution sociale ont commencé dès le 19 juillet [1936], mais elles n'ont pu acquérir une force organisée et avoir des effets pratiques que lorsque les dirigeants socialistes et staliniens se sont emparés du pouvoir. Dans un premier temps, le triomphe du prolétariat en armes et ses initiatives rudimentaires, mais déterminées, ont totalement paralysé les gouvernements du Front populaire, qui sont les uniques responsables directs du déclenchement du soulèvement fasciste. Ces gouvernements n'étaient que des parodies de gouvernements.

Le pouvoir réel, sous tous ses aspects – politiques, judiciaires, militaires, économiques – se trouvait réparti entre tous les prolétaires espagnols. Chaque organisation politique ou syndicale, chaque comité ouvrier, détenait un peu de pouvoir, qu'il exerçait sans le contrôle des directions politiques et syndicales et souvent contre elles. À ce moment-là, les staliniens n'ont pas osé invoquer [*la défense de*] la patrie ou [de] l'armée régulière républicaine, mais, soutenus par les socialistes, ils ont préparé le terrain au niveau international, tout en veillant [*au niveau national*] à protéger la propriété, les banques, le Parlement, la bureaucratie bourgeoise et les débris de l'ancienne armée nationale. Si toutes les formes capitalistes

sont encore debout, c'est grâce aux efforts des socialistes et des staliniens. La collectivisation de l'industrie catalane se caractérise par le corporatisme syndical, d'un côté, et, de l'autre, elle est complètement neutralisée par la banque, qui a gardé toute sa liberté d'action, et par le caractère petit-bourgeois du pouvoir politique.

Petit à petit, la désorganisation des milices a provoqué des défaites militaires, et le chaos de l'économie a aggravé les problèmes d'approvisionnement ; le gouvernement a donc préparé son offensive pour la «défense de la République» et a essayé d'être accepté, à tout prix, par les gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie. Ces Etats, partisans de la non-intervention, sont restés neutres, favorisant ainsi Franco [illisible] si les masses allaient, rompre ou non, la camisole de force démocrate socialiste et stalinienne.

Jusqu'à ce que se constitue le fameux «gouvernement de la victoire». L'histoire a connu peu de chantages politiques aussi monstrueux que celui-ci. Malgré une situation totalement révolutionnaire, un prolétariat en armes, des usines et [des] ateliers aux mains des travailleurs, des terres occupées par les paysans, une justice exercée par des travailleurs, et une situation sociale en Europe qui pouvait facilement se transformer en révolution, le «gouvernement de la victoire» s'est, dès sa création, fixé pour but d'interrompre le développement de la révolution, de sauver la bourgeoisie qui avait disparu de la scène espagnole, et de donner à la France, à la Grande-Bretagne et à la Russie, l'assurance que ces Etats pouvaient s'associer avec un gouvernement qui n'avait rien de bolchevik.

Les milices, qui ont été fondées dans un esprit prolétarien, sont une institution qui déplaît souverainement aux bourgeoisies française et britannique, et représente un danger gravissime pour la bourgeoisie nationale. La militarisation des milices fut l'un des premiers décrets pris par le gouvernement Caballero afin de rassurer cette bourgeoisie. Ce gouvernement ne voulait pas des militants rouges, mais des soldats de la République. Pour séduire les autres pays et montrer que le gouvernement [espagnol] était suffisamment fort pour empêcher le triomphe de la révolution sociale, celui-ci créa des tribunaux «populaires», présidés par des avocats qui jugeaient selon des lois conçues pour servir la bourgeoisie ; il renforça les forces armées à la structure bourgeoise ; il dissout le Comité central des milices de Catalogne ; il mena campagne en faveur de l'armée régulière et du commandement unique.

L'organe du parti stalinien catalan l'avoua dans son numéro du 10 janvier : «*Nous devons démontrer aux Etats non fascistes que nous sommes capables de résoudre démocratiquement les problèmes de demain*», déclara-t-il.

Peu après, les bavardages de la SDN [la Société des Nations] permirent à Alvarez del Vayo de persuader les puissances impérialistes démocratiques que le volet civil de notre guerre n'était qu'une apparence cachant un complot italo-allemand contre l'hégémonie franco-britannique en Mé-

diterranée. Les ministres se mirent à diffuser cette version de la guerre dans toute l'Espagne. Ce ne sont pas, prétendaient-ils, les intérêts d'une classe révolutionnaire qui sont en jeu, mais «la paix de l'Europe», c'est-à-dire la domination de tel ou tel impérialisme. En effet, la France, la Grande-Bretagne et la Russie elle-même étaient impatientes que les objectifs républicains de nos gouvernants se transforment en réalités. La bourgeoisie espagnole serait sauvée, et, avec elle, la domination coloniale de ces pays sur l'Espagne. Sans doute, la France et la Grande-Bretagne craignent-elles les conséquences économiques et militaires du triomphe de Franco. La non-intervention n'aurait jamais existé si le dilemme fascisme-ou-démocratie était une réalité sociale et non un leurre, une trahison. Mais face à une révolution socialiste, la France et la Grande-Bretagne ne pouvaient qu'adopter une position de classe, favorisant les fascistes, tout en encourageant la trahison des socialistes et des stalinien. Dans le numéro susmentionné de *Treball*, ceux-ci avouent que le retrait des «démocraties» obéit fondamentalement à «certaines attitudes observées en Espagne». Ces «attitudes» ne sont rien d'autre que les mesures révolutionnaires prises par les masses. Ainsi, les stalinien et les socialistes, obéissant aux ordres de la bourgeoisie européenne, recourent à toutes sortes de basses manœuvres, pour discréditer les révolutionnaires, et réorganiser la société bourgeoise en menant campagne contre les comités, les «éléments incontrôlés» (la bourgeoisie a toujours collé cette étiquette aux révolutionnaires), la création de l'armée régulière républicaine et l'imposition du commandement unique.

Dans ces manœuvres, la Russie a joué un rôle prépondérant et décisif en orientant le cours des événements. Sa solidarité active avec le prolétariat espagnol et avec la révolution sociale espagnole aurait rapidement décidé de l'évolution de la guerre en notre faveur et aurait peut-être ouvert les portes à la révolution européenne. Mais en Russie l'État est monopolisé par une caste bureaucratique qui ne survivrait pas longtemps à la victoire d'une révolution socialiste dans n'importe quel pays. Le fascisme (à sa droite) et le prolétariat (à sa gauche) menacent ses privilèges, la forçant à se battre sur ses deux flancs, à trahir la révolution dans tous les pays pour sauver les alliances militaires qu'elle a conclues contre l'Allemagne. En Espagne, la bureaucratie soviétique ne voit pas d'autre allié que la France. Mais la France ne peut être l'allié d'une Espagne socialiste, et pour empêcher cette transformation [*sociale*], les dirigeants stalinien sont de fervents partisans d'une république démocratique [*bourgeoise*].

Depuis le début de la guerre, tous leurs efforts tendent vers ce but. L'exclusion du POUM par le gouvernement de la Generalitat constitue une étape supplémentaire dans cette évolution régressive. Il faut dire que si le POUM était un véritable parti révolutionnaire, il n'aurait jamais collaboré à un gouvernement dont la constitution visait à gagner du temps jusqu'à ce que le pouvoir puisse enclencher la marche arrière. Par sa présence le POUM a couvert les traîtres et s'est lui-même fermé l'accès aux

masses. Le même processus s'est produit avec la CNT, de façon plus accentuée.

La crise de la Catalogne a consolidé l'autorité du gouvernement [*régional*] face à la bourgeoisie européenne. [Anthony] Eden, lui-même, a déclaré à la Chambre des communes que ce «serait une calomnie de considérer le gouvernement de Valence comme un gouvernement communiste». De nouveaux accords commerciaux vont être conclus avec la Grande-Bretagne et la France, et notre presse reproduit les éloges de la presse capitaliste européenne à propos du discours d'Alvarez del Vayo. Et en échange de quelques promesses, le gouvernement a lancé une vaste offensive contre le prolétariat. Il appelle à défendre la patrie, il supprime les postes de contrôle des ouvriers sur les routes, il dissout les milices de l'arrière ; et les rues, les banques et les institutions sont de nouveau surveillées par les forces [*de répression*] bourgeoises, qui portent l'uniforme bien commode de la Garde nationale de sécurité.

La campagne contre les comités, vigoureusement menée par les socialistes et les staliniens, vise à éliminer complètement l'intervention des travailleurs, pour assurer à la France, la Grande-Bretagne et la Russie qu'il existe désormais un gouvernement fort, aussi fort que celui de Blum, qui interdit les grèves spontanées, ou [celui] du réactionnaire Baldwin. Dans cette campagne, le pouvoir mobilise tous les artifices et toute la perfidie dont il dispose puisque son existence dépend du soutien des masses et qu'en même temps il ne peut gouverner sans les trahir. L'anarchie économique, provoquée par la dissolution des rapports bourgeois et exacerbée par les besoins de la guerre, est utilisée pour maintenir en place les rapports bourgeois eux-mêmes. Ce ne sont pas les comités qui créent l'anarchie, mais le gouvernement qui les empêche d'établir un contrôle absolu sur l'économie, d'exercer le pouvoir politique et d'organiser la société dans l'intérêt du prolétariat.

Le gouvernement de Catalogne et celui de Valence opposent l'ordre démocratique, c'est-à-dire bourgeois à l'ordre révolutionnaire, socialiste, des comités. Ils dissolvent ces comités et s'arrogent les mêmes pouvoirs que n'importe quel gouvernement capitaliste. La crise de la Generalitat marque le moment où les questions militaires et les problèmes d'approvisionnement, qui n'ont pas pu être résolus en raison de l'absence d'un pouvoir révolutionnaire, épuisent suffisamment la population pour faire reculer la révolution sans produire de bouleversements dramatiques. Le temps de l'offensive bourgeoise contre le prolétariat est venu, offensive dont les troupes de choc sont fournies par les partis socialiste et stalinien.

Plus cette offensive réussit, plus l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne devient favorable envers l'Espagne. La bourgeoisie mondiale, aidée efficacement par la bureaucratie soviétique, s'appuie sur les partis socialiste et stalinien pour sauver la bourgeoisie espagnole et transformer la guerre civile en guerre impérialiste.

Si le prolétariat ne balaie pas les traîtres qui le gouvernement, il viendra un moment où les mots d'ordre en faveur de la défense de la patrie serviront à accueillir dans notre camp les bourgeois et les banquiers qui se sont enfuis, mais sont suffisamment patriotes pour comprendre que, derrière les «rouges», il n'y a rien d'autre qu'une politique blanche et un cœur blanc.

Malheureusement, le prolétariat est politiquement impuissant. Des organisations comme la CNT, la FAI et le POUM ne veulent pas trahir les masses, mais il leur manque les principes nécessaires pour les guider vers la révolution. La CNT aujourd'hui reprend le mot de défense de la patrie. Elle dénonce bruyamment les politiciens, mais se laisse entraîner dans une politique de capitulation, de concessions à la bourgeoisie et de sabotage général de la révolution. Le terrible manque d'un parti révolutionnaire représente la plus grave menace pour la révolution. En son absence, les socialistes, les staliniens et la bourgeoisie mondiale réussiront à réaliser l'union sacrée qui est leur objectif.

Aux efforts déployés pour dissoudre les comités, le prolétariat doit opposer la multiplication de ces comités, en organisant des élections libres parmi les travailleurs [...]; à la collaboration de la CNT et du POUM au gouvernement [...], le prolétariat doit opposer une rupture absolue et la remise du pouvoir aux représentants élus par ces comités. Ce n'est que lorsque le pouvoir politique appartiendra aux organismes des travailleurs qu'ils pourront établir une politique révolutionnaire en matière d'approvisionnement, créer une armée rouge, forte et disciplinée, balayer toutes les formes économiques et politiques bourgeoises et ouvrir l'ère de la révolution sociale en Europe.

G.M. [Munis]

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Le mot d'ordre d'actualité

Extrait du Boletín n° 2 de février 1937, édité à Barcelone par la Section bolchevik-léniniste d'Espagne (Quatrième Internationale)

Nous venons de traverser des moments d'une exceptionnelle gravité. Avec la prise de Malaga par les fascistes, la guerre et la révolution entament une nouvelle phase dont l'issue semble à la fois confuse et périlleuse. Seule une réponse forte et organisée du prolétariat pourrait triompher de ces dangers, offrir une issue révolutionnaire à la situation et donner une impulsion victorieuse à la guerre.

De juillet 1936 à février 1937, à l'exception de la première action vertigineuse et spontanée du prolétariat, la lutte militaire s'est traduite par des pertes importantes dans notre camp.

Saint-Sébastien, Irun, Tolède et Malaga ont été prises par l'ennemi ; Madrid a subi des attaques durant quatre mois – et on a seulement enregistré des progrès partiels, comme les sièges de Huesca et d'Oviedo, qui n'ont pas été couronnés de succès. Ce bilan inquiétant peut s'expliquer par des facteurs comme le manque de discipline et de capacités des combattants, les nombreuses trahisons et l'inefficacité globale des mesures prises et des ressources mobilisées ; ces facteurs reflètent le problème fondamental, mais n'en sont pas la source, contrairement à ce que prétendent le gouvernement et les partis qui le soutiennent.

Le Front populaire, où tous les facteurs politiques ci-dessus mentionnés s'additionnaient, est apparu il y a un an, et il prétend réconcilier tous les Espagnols dans le sein maternel de la démocratie. Éliminer tous les conflits sociaux en faveur du prolétariat est une idée complètement étrangère à leur nature. Quant à la stabilité du régime démocratique, la rébellion fasciste lui a apporté un démenti cinglant dans la pratique, puisqu'elle s'est produite au sein d'un système parlementaire, alors que le danger d'une révolution s'éloignait au lieu de se préciser. En se soulevant, la bourgeoisie espagnole a montré pratiquement qu'il existe une place pour le fascisme ou pour le communisme en Espagne, mais absolument pas pour la démocratie.

En dépit du fait que, grâce à sa vitalité révolutionnaire, le prolétariat a triomphé dans les régions les plus décisives de la péninsule, le pouvoir est tombé entre les mains du Front populaire, parce qu'au fond aucun parti n'a su suivre une politique qui lui soit opposée, c'est-à-dire la politique du prolétariat. Mais la guerre civile, au lieu de renforcer les tendances révolutionnaires des organisations, qui, comme la CNT et le POUM maintenaient une certaine distance avec le Front populaire, a poussé ces organi-

sations dans les bras du Front populaire. Elles ont intégré le gouvernement au moment où sont apparues toutes les conditions nécessaires pour préparer rapidement le remplacement de ce gouvernement par la dictature révolutionnaire du prolétariat. Il faut préciser que si le Front populaire bloque le succès de la guerre et de la révolution, la CNT et le POUM ont empêché le prolétariat de rompre avec le Front populaire.

Seule cette soumission, plus ou moins forte, de tous les partis et organisations, vis-à-vis du gouvernement a permis à celui-ci de reprendre des forces, de liquider les comités qui tendaient à prendre sa place, d'appliquer une politique étrangère désastreuse, de garder intactes la plupart des grandes propriétés, des banques et de la vieille bureaucratie. Le gouvernement a ainsi réussi, dans le domaine militaire, à empêcher la transformation des milices en une armée révolutionnaire, armée qui ne peut être liée à un pouvoir politique petit-bourgeois. Il a également préparé le terrain à la création de l'armée populaire et ainsi obtenu, en un mot, que la direction du pays ne passe pas entre les mains du prolétariat. Fidèle à sa raison d'être, le Front populaire continue à ne pas vouloir régler le conflit de classes en faveur de la révolution, et à vouloir concilier les intérêts de tous les Espagnols.

La prise de Malaga est le dernier résultat de sa politique, et le plus visible ; Madrid continue à subir les attaques des fascistes, et tandis que, sur le plan militaire, le bilan du gouvernement se résume à des défaites, celui-ci entreprend une réévaluation générale des institutions et des méthodes bourgeoises. Cela le conduit à interdire aux soldats de se syndiquer – comme au temps de Romanones –, à désarmer les organisations ouvrières et à s'engager dans une campagne contre les socialisations. Pour couronner le tout, le contrôle des côtes et des frontières, que le gouvernement a mendié et non exigé, va accorder un avantage supplémentaire aux fascistes. Si ces messieurs du Front populaire effectuaient un bilan de leurs actions, ils constateraient qu'ils ont perdu autant de batailles contre les fascistes qu'ils en ont gagné contre le prolétariat.

Militairement, le Front populaire nous a conduits dans une situation qui ne nous permettra pas de supporter encore des pertes aussi importantes que celle de Malaga. Politiquement, toutes les mesures gouvernementales dirigées contre le prolétariat l'ont désorienté, l'ont fatigué et le poussent à l'indifférentisme, ce qui ne peut qu'affaiblir ses capacités de lutte sur le plan militaire. La fatigue est moins perceptible en Catalogne, puisque cette région est éloignée du théâtre des opérations. Dans les régions du Centre et du Nord, le Front populaire a déjà commencé à casser le moral des masses. Rien ne permet de penser que la mobilisation entreprise sous un commandement unifié modifiera rapidement le cours des événements de la guerre. Le commandement unique existe depuis plus de deux mois à Madrid. Il avait également été mis en place à Malaga. Le gouvernement veut-il délibérément épuiser la population, à coups de défaites et d'échecs ? Veut-il saboter totalement la solution révolutionnaire pour for-

cer la population à accepter la paix et la guerre impérialistes, ou les solutions qu'il désire lui imposer ? Rien n'est exclu, mais avant tout il faut préciser que le gouvernement du Front populaire et les institutions qui suivent sa politique sont la principale source d'engourdissement de la guerre et de la révolution. Ecartelé entre le fascisme et la révolution, le gouvernement supprime, en empêchant le développement de la révolution, la force la plus puissante, le facteur décisif dans la lutte contre le fascisme.

Cette double lutte du gouvernement contre le fascisme et contre la révolution, rend le pouvoir prisonnier de la France et de la Grande-Bretagne. En échange de l'embargo sur les armes, on a confié au gouvernement espagnol des responsabilités dans le Comité de non-intervention, responsabilités que, poussé par une sorte d'instinct de famille, ce gouvernement a acceptées, tout comme il a accepté un contrôle qui s'exerce seulement sur le prolétariat. Tout un scénario de guerre patriotique a été inventé, afin que Alvarez puisse se rendre à Genève pour offrir toute l'Espagne aux puissances impérialistes démocratiques. Certes, jusqu'ici, le gouvernement n'a pas encore réussi à transformer la guerre civile en guerre impérialiste, mais il n'a ménagé aucun effort ni aucune mesure contre-révolutionnaire pour convaincre de sa bonne foi la bourgeoisie européenne. Peut-être va-t-il y réussir.

En tout cas, Largo Caballero a déjà mis en place une cour de généraux et Galarza une série de forces de police ; la campagne contre le trotskysme renforce l'impression de «normalité» et d'«ordre» indispensables à la bonne bourgeoisie britannique. Si ce gouvernement était le porte-parole d'une révolution, la France et la Grande-Bretagne n'interviendraient que pour aider le fascisme. Mais, si la guerre est patriotique, le gouvernement «fort», et le prolétariat soumis, alors ces puissances envisageront d'aider l'Espagne à «se donner le système qu'elle choisira».

Et elles récupéreront, au passage, la domination commerciale et stratégique que l'Italie et l'Allemagne leur contestent. Telle est, en effet, une autre des issues dangereuses possibles auxquelles nous serons bientôt confrontés. Les rivalités impérialistes se déchaînent en Espagne puisque notre société reste capitaliste. Le gouvernement apporte sa contribution maximale, l'atmosphère internationale est saturée. Une déclaration de guerre pourrait être une conséquence immédiate de notre lutte, elle peut se produire d'un moment à l'autre et aurait des conséquences graves pour tous les révolutionnaires.

Les possibilités d'une issue révolutionnaire à court terme sont pratiquement inexistantes. Il peut y avoir des hommes sincères qui s'attendent à une victoire armée proche. Nous croyons que le prolétariat, malgré la désorganisation et l'impuissance que le gouvernement lui impose, peut se défendre encore longtemps. Avant d'être en mesure de vaincre militairement les fascistes, il devra vaincre politiquement les staliniens et les réformistes. Les plus grands maux sont à craindre si le prolétariat ne prend pas cette orientation.

Dans un manifeste récent publié par notre organisation, nous recommandions la création d'un Front unique révolutionnaire du prolétariat. Ce mot d'ordre est essentiel, il est désormais la condition préalable à toute réussite. La promiscuité des classes et des intérêts créée par le Front populaire induit le danger d'une défaite définitive, le danger d'une paix et d'une guerre impérialistes. Le Front populaire détruit la conscience et l'esprit révolutionnaire des masses. La rupture avec le Front populaire est une question de vie ou de mort ; le Front populaire doit être remplacé par le Front révolutionnaire du prolétariat. Ses objectifs essentiels seraient de lutter contre toute armistice et contre la guerre impérialiste, de se battre pour que la classe ouvrière s'empare de tous les moyens de production et d'échange, en menant une offensive militaire sur tous les fronts, en donnant à l'armée une structure prolétarienne, et surtout en créant des comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, qui, au moment propice, remplaceront le gouvernement et l'Etat de la bourgeoisie.

Si ce Front révolutionnaire se constituait, il expliquerait clairement aux masses les dangers qu'elles courent, il dénoncerait les coupables de cette situation et défendrait une politique de classe, afin que renaisse l'esprit révolutionnaire, qu'apparaissent de nouvelles possibilités révolutionnaires et que les résultats du Front ne tardent pas à se manifester. Le Front révolutionnaire doit présenter un programme de Front unique qui contienne seulement les points communs aux organisations d'extrême gauche les plus fortes, comme la CNT et du POUM. Mais nous devons aussi nous prémunir contre les dangers des Alliances ouvrières, qui donnent au Front unique une forme rigide et bureaucratique, et le réduisent à des négociations et des intrigues entre chefs. Les masses doivent participer à la révolution, car elles seules peuvent imposer la discipline et la force créatrices de la révolution sociale. Comme nous l'avons dit dans notre manifeste, le dilemme est aujourd'hui : «Ou avec le Front populaire et contre la révolution, ou avec le Front révolutionnaire et pour le communisme». Les organisations qui n'ont pas encore abandonné le terrain de la lutte de classe ont la parole.

G. M. [Munis]

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Les erreurs et les particularités du POUM

Extrait du Boletín n° 2, février 1937, édité par la Section bolchevik-léniniste d'Espagne (Quatrième Internationale). Cet article de Munis a été publié sans aucun titre, ce qui est probablement dû à une erreur typographique.

Quand le POUM, il y a un an, a signé le manifeste électoral qui a donné naissance au Front populaire, notre organisation internationale a exprimé des critiques sévères que les dirigeants du POUM ont jugé calomniatrices. Cette signature, qui allait au-delà du compromis que dicte la politique du Front unique, annonçait une succession de capitulations et de concessions touchant aux principes [révolutionnaires], concessions toujours justifiées en invoquant des particularités que les «sectaires» seraient incapables d'apprécier. Tout cela a empêché le POUM de devenir un pôle d'attraction pour les masses et d'éduquer les cadres de l'avant-garde prolétarienne.

Au cours de l'année écoulée, de nombreux événements importants, durant lesquels le POUM est resté un parti presque exclusivement catalan, ont fortement corroboré notre analyse. Sur quelle «particularité» fondamentale le POUM s'est-il appuyé pour intégrer le Front populaire ? Sur l'ignorance du fait qu'un parti fort, qui aspire à la révolution, doit savoir sacrifier un avantage momentané, acquis au prix d'une concession, au profit d'un développement ultérieur. Pour que les masses comprennent et suivent un parti, celui-ci doit posséder une physionomie bien définie. Tout rapprochement, même partiel, avec les ennemis du prolétariat, crée la confusion avec ceux-ci, brouille les frontières entre la politique réformiste et la politique révolutionnaire.

Malgré cela, les conditions étaient tellement favorables en Espagne que le POUM aurait pu récupérer rapidement tout ce qu'il avait perdu s'il avait opéré une rectification rapide et profonde de sa politique. Mais malheureusement, la direction de ce parti ne semble voir dans notre révolution que des «particularités» ; [et] toujours des particularités qui lui permettent d'accepter quotidiennement la position [qui] consiste à fermer les yeux devant l'avenir.

Cette attitude est, tant qu'il n'existe pas de véritable parti révolutionnaire, la caractéristique la plus dangereuse du POUM, dans la mesure où ce parti d'extrême gauche est en mesure, même s'il persiste à l'ignorer,

d'influencer la conscience des masses et même de déterminer le cours de la révolution. Aujourd'hui même, alors que nous vivons une période extrêmement grave, l'imprévisibilité politique du POUM, ses mots d'ordre confus, erronés ou contradictoires, son manque de volonté de lutte politique qui confine à l'inertie, ses reculs continuels face au bloc stalinien-réformiste et ses capitulations devant l'anarchisme, et, plus particulièrement, son mépris total pour une issue révolutionnaire immédiate d'une situation qui menace dangereusement de se terminer par une conclusion réactionnaire, tout cela peut préparer les conditions pour que les staliniens et les socialistes, suivis à contrecœur [par] les anarchistes, nous offrent la paix dont ils rêvent en secret dans leurs cages bureaucratiques, le triomphe des fascistes auquel ils n'aspirent pas mais qu'ils facilitent, ou la guerre impérialiste qu'ils préparent, même s'ils en ont peur.

Que fait le POUM face à tout cela ? Quelle perspective trace-t-il ? Quel mot d'ordre oppose-t-il à ces principes ? Imputer toute la responsabilité d'une situation donnée aux agissements de traîtres n'est pas une attitude sectaire, mais impuissante. Les traîtres ont pour fonction de trahir. Les révolutionnaires ont pour fonction d'empêcher le triomphe de la trahison. Le POUM existe et il prend une voix caverneuse pour se faire appeler le parti de la révolution. Mais lutte-t-il vraiment contre la trahison qui bourdonne au-dessus de nos têtes, tous les jours, en attendant le moment propice pour fondre sur nous ? Non, il ne lutte pas. Il se laisse porter par les événements, il sommeille en attendant que les masses viennent le chercher et, quand il se sent obligé de dire quelque chose, il lance n'importe quel mot d'ordre puisé dans son dictionnaire particulier.

Pour éliminer toute opposition face à ses sinistres intentions, le stalinisme a lancé une campagne de calomnies et de persécutions contre le POUM. La section de Madrid, qui est assez faible, vit dans un contexte militaire [difficile] et de plus [elle] représente l'aile gauche du parti et a subi les premières attaques, les plus violentes. Sa presse et sa radio ont été saisies, puis il subira une attaque physique, peut-être un procès comme ceux de Moscou²⁴. Contre ces attaques, toutes les organisations révolutionnaires ont le devoir de défendre vigoureusement le POUM. Mais il faut surtout le défendre en répondant à ces persécutions par une attaque politique, en menant une campagne d'agitation contre les procès staliniens afin d'obliger les organisations anarchistes à prendre position, d'un côté ou de l'autre. Le POUM dispose de suffisamment de force pour réussir dans cette entreprise ; mais nous le voyons reculer, céder du terrain face au stalinisme, émettre des protestations insignifiantes dans *La Batalla*

²⁴ Le POUM fut interdit en juin 1937 et ses dirigeants inculpés sous l'accusation d'avoir trahi la République, dans le cadre d'un procès de type soviétique, comme l'avait annoncé Munis dans cet article en février de la même année (*NdE*).

pour ensuite retomber immédiatement dans son inertie habituelle, en attendant que sonne l'heure de son martyre en Catalogne.

Il arrive exactement la même chose dans l'arène de la lutte des classes. La marge conséquente qu'avait acquise la classe ouvrière, grâce à la guerre civile, pour se réunir et former un parti de la révolution, cette marge est en train de s'épuiser. Personne, pas même le POUM, ne peut affirmer que la classe ouvrière bénéficie aujourd'hui des conditions nécessaires pour s'emparer du pouvoir politique et créer son propre Etat de classe. Au contraire, le danger est que l'Etat bourgeois se consolide totalement au détriment du prolétariat. La seule issue positive réside dans le [illisible] l'esprit du prolétariat, qu'il renoue avec l'esprit général, qu'il empêche toute issue réactionnaire et fournisse un nouveau délai nécessaire à la préparation de la prise du pouvoir politique. Nous avons formulé cette issue dans le mot d'ordre du «Front révolutionnaire du prolétariat». Les masses se méfient beaucoup du Front populaire. Même parmi les anarchistes on constate une hostilité générale face à la politique de leurs ministres ; ils commencent à réaliser la nécessité d'une politique de classe. Personne ne désire non plus la guerre impérialiste, encore moins un armistice. Il existe des conditions très favorables pour la création du Front révolutionnaire, Front qui irait à l'encontre du Front populaire et de ses projets ; il commencerait à briser l'union sacrée en Europe, et permettrait d'organiser le parti de la révolution et de trouver le chemin du pouvoir.

Il est possible que, en privé, certains dirigeants du POUM le comprennent, comme le laisse penser l'adhésion de la JCI au Front des jeunes révolutionnaires, qui, même si elle est incomplète et confuse sur certains points, peut constituer un début positif de réaction prolétarienne ; mais le POUM a peur d'entamer une campagne ouverte pour un Front révolutionnaire. Il ne veut pas que les staliniens puissent affirmer qu'il cherche à briser le Front populaire et il participe à des réunions bureaucratiques secrètes avec les anarchistes en espérant que ceux-ci leur suggéreront peut-être un front semblable à celui de la jeunesse. En attendant, le stalinisme triomphe, la bourgeoisie reprend des forces et la confusion des masses profite à tous les projets réactionnaires. Mais le POUM dispose d'un mot d'ordre qui a fière allure, celui du «Gouvernement ouvrier et paysan». Quand elle se sent découragée, quand elle croit qu'elle va être expulsée définitivement de la Generalitat, la direction du POUM lance un mot d'ordre [qu'elle publie] en gros titres [dans son journal], comme un défi lancé aux staliniens et un élixir miraculeux qui d'un seul coup pourrait changer le cours des événements.

Personne ne peut expliquer ce que signifie exactement un gouvernement ouvrier et paysan pour le POUM. Ce concept recouvre-t-il la collaboration qu'il a déjà pratiquée ou un gouvernement fondé sur des comités ? Dans le premier cas, les travailleurs ont maintenant la preuve que cela ne sert que les intérêts de la bourgeoisie ; dans le second, l'idée est totalement hors du temps, car il n'existe plus guère de comités ; ceux qui res-

tent ne disposent pas de la structure appropriée et on ne peut donc [*pour le moment*] que préparer le terrain pour que les comités puissent prendre le pouvoir. Seul le Front révolutionnaire du prolétariat, en brisant la coalition de classes, pourrait commencer cette préparation.

Aux camarades du POUM qui croient que leur direction rectifiera ses erreurs passées, nous répondons qu'elle n'a pas, et n'a jamais eu l'intention de se préparer sérieusement à la prise du pouvoir par le prolétariat. A propos de la collaboration [*de leur parti au gouvernement*] nous écrivions, dans notre dernier numéro, que «l'absence de discernement du POUM est plus apparente que réelle». Dès que les affrontements entre les anarchistes et les stalinien ont offert la possibilité – bien faible – que la CNT soutienne la candidature gouvernementale du POUM, *L'Hora* qui s'est toujours positionnée légèrement à gauche de *La Batalla*, a demandé le 19 [février 1937] un gouvernement révolutionnaire de prestige pour la Generalitat, «dans lequel le POUM revienne avec une représentation plus importante qu'auparavant et que l'Esquerra dispose de moins de représentants». Sérieusement, nous devrions demander aux dirigeants du POUM quelle «particularité» ils ont trouvée [*cette fois*] pour livrer de cette manière le mouvement ouvrier au stalinisme. Il est absolument essentiel d'affirmer que la direction du POUM est le principal obstacle à la formation du parti révolutionnaire. Ses membres ont le devoir de lutter contre l'opportunisme de cette direction, qui se laisse piétiner par le stalinisme, capitule toujours dans les moments graves et empêche le prolétariat de trouver un pôle révolutionnaire autour duquel se regrouper et balayer ses ennemis qui lui barrent le chemin du pouvoir.

La lutte pour le Front révolutionnaire du prolétariat donnera aux militants du POUM une excellente occasion de contrôler leur direction et de rendre service à la révolution sociale. S'ils n'y arrivent pas, le POUM marchera à sa perte et la révolution entrera dans une phase réactionnaire.

G. M. [Munis]

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Pour la Révolution sociale, pour la victoire militaire

Vive le Front Révolutionnaire !

Tract de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne, 1937

TRAVAILLEURS

La trahison plane, menaçante, sur nous. La révolution, décapitée en plein développement : les conquêtes de juillet [1936] progressivement supprimées par le gouvernement du Front populaire ; notre avenir socialiste, la victoire de la guerre et jusqu'à la liberté organisationnelle et politique du prolétariat révolutionnaire. Tout ce que les masses ont gagné, et qui peut servir d'appui à la révolution, est en grave danger de mort.

Trois dangers, évidents pour tous, nous menacent : celui de la victoire définitive des armées fascistes, le danger d'un armistice et celui de la guerre impérialiste. Tout le monde est conscient des horreurs qui s'imposeront après une victoire de Franco, et de l'ébranlement immense que cela supposerait pour le prolétariat mondial, y inclus celui de l'URSS. Un armistice ou la guerre impérialiste ne peuvent entraîner que l'anéantissement de la révolution, l'illégalité et la persécution policière pour les organisations prolétariennes qui n'accepteront pas l'armistice ou qui opposeront, à la guerre impérialiste qui organisera l'Union sacrée avec les exploités, les principes de la guerre civile et de la révolution sociale. La guerre impérialiste imposerait sur notre territoire des troupes de la bourgeoisie franco-anglaise, qui ajouteraient leurs armes à celles de la Guardia Nacional de Seguridad pour fusiller les révolutionnaires qui ne renonceraient pas aux intérêts du prolétariat.

Ces trois dangers émanent directement de la politique du Front populaire. Celui-ci est le responsable de la majorité des défaites subies jusqu'à ce jour. Il est lui-même en train de rendre possible une victoire absolue du fascisme et prépare activement l'armistice ou la guerre impérialiste. Les gouvernements du Front populaire ne peuvent agir autrement, car, derrière le mot populaire, se cache la politique de la bourgeoisie ; celle-ci, à son tour se reflète dans la création de l'armée populaire, dont le nationalisme veut concurrencer celui de l'armée de Franco, dans la réorganisation de l'appareil répressif de la bourgeoisie ; elle se lance dans la persécution des révolutionnaires et apparaît dans toute sa splendeur réactionnaire en essayant de faire la paix avec les fascistes – aussi espagnols – ou en transformant la guerre révolutionnaire de classe, en guerre bourgeoise, c'est-à-dire impérialiste. C'est que le Front populaire, avec toute sa cohorte de

staliniens et de socialistes ne peut survivre face aux avancées de la révolution et s'ils luttent contre Franco, ce n'est qu'à moitié, en niant la révolution, en promettant à la bourgeoisie mondiale de défendre la propriété, ce pour quoi précisément les fascistes se soulevèrent en luttant parallèlement contre le prolétariat.

Nous, bolcheviks-léninistes, nous dénonçons le Front populaire comme étant le principal agent de la bourgeoisie dans notre propre camp, et nous prévenons les masses qu'est en train de se monter tout un appareil répressif chargé d'imposer «l'ordre» aux révolutionnaires. Ceux-ci ne veulent pas d'un armistice, et opposent la guerre civile à la guerre impérialiste, et luttent non pour une armée populaire mais pour une armée révolutionnaire dirigée par le prolétariat. Le Front populaire conspire ouvertement contre les masses ; il sélectionne dans les corps apolitiques les prolétaires les plus conservateurs, commandés par les anciens chefs ; et il monopolise les armes qui serviront pour désarmer les organisations révolutionnaires. Oui, un complot se prépare : celui de «l'unité de tous les Espagnols»... contre la révolution. Il y a douze tanks comme témoins. Le prolétariat permettra-t-il qu'on le trahisse de cette façon ?

Il n'y a qu'une manière de l'empêcher : en opposant au Front populaire, coalition de classe avec la bourgeoisie, responsable de toutes les défaites et foyer de tous les dangers, le Front révolutionnaire du prolétariat, qui récupère l'axe de classe et déchaîne une lutte implacable contre les dangers de l'armistice et de la guerre impérialiste, et oppose à la direction petite-bourgeoise du Front populaire celle des comités d'ouvriers, de paysans et de combattants.

Mais le Front révolutionnaire du prolétariat sera impossible, ou sera réduit à une simple imitation du Front populaire, s'il ne rompt pas tout compromis ou toute relation politique avec lui et avec l'Etat bourgeois, qu'il soutient lui-même. Le dilemme est : soit avec le Front populaire et contre la Révolution, soit avec le Front révolutionnaire et pour le communisme. Les travailleurs de la CNT, de la FAI et du POUM, organisations qui se maintiennent à la gauche du Front populaire, mais le soutiennent d'une manière ou d'une autre, doivent exiger une rupture énergique.

Il n'est plus question pour nous d'accepter l'unité en théorie et la trahison dans les faits. Le danger est terrible, l'occasion est unique. Si les organisations mentionnées n'osent pas rompre avec le Front populaire, elles seront complices de la trahison, et contribueront avec les staliniens qui veulent des tanks, à assassiner le prolétariat révolutionnaire.

Chaque travailleur conscient doit mettre la main à la pâte, sans tarder, en intervenant dans son organisation pour le Front révolutionnaire du prolétariat. Mais il faut faire attention que cela ne revête pas un caractère bureaucratique ou contribue à constituer une nouvelle coalition gouvernementale. Travailleurs révolutionnaires, obligez donc vos organisations à défendre vos intérêts de classe.

Contre tout armistice !

Contre la transformation de la guerre civile en guerre impérialiste !
Pour l'attaque sur tous les fronts !
Pour l'armée révolutionnaire aux mains du prolétariat !
Pour l'abandon de la Société des Nations et la solidarité active du prolétariat mondial !
Contre la reconstruction de l'appareil répressif de la bourgeoisie !
Pour l'élection démocratique des comités ouvriers, paysans et combattants
Vive le Front révolutionnaire du prolétariat !

Section bolchevik-léniniste d'Espagne
(Pour la Quatrième Internationale)

Source : «*Por la Revolución social, por la victoria militar, viva el Frente Revolucionario*», tract de la Sección Bolchevique-Leninista de España (por la IV Internacional) (1937). Traduction extraite de *L'Esclave salarié* no° 4, novembre 1996, légèrement revue pour cette édition.

Lettre de Munis à Léon Trotsky

Paris, 22 avril 1937

Estimé camarade,

À travers d'innombrables vicissitudes et difficultés, la voix de la Quatrième Internationale a réapparu en Espagne.

Nous avons envoyé des exemplaires de *La Voz Leninista*, premier numéro de notre organe, dont nous voulons assurer la publication régulière bimensuelle, à diverses adresses de l'organisation mexicaine et au destinataire de cette lettre.

Notre travail, commencé par des camarades de divers pays venus combattre en Espagne et par G. Munis, vieux militant de la Izquierda Comunista, s'est heurté dès l'abord à tous les obstacles imaginables de la part de la direction du POUM, auxquels s'ajoutent ceux inhérents à la domination du Front populaire dans une situation de guerre. Nous aurions aimé, sans doute, organiser plusieurs groupes et entreprendre un travail régulier.

Aujourd'hui, le nombre des Espagnols est le double sinon le triple des étrangers et nous avons acquis une personnalité parmi les militants du POUM et les éléments les plus conscients de l'anarchie.

Etant donné la situation générale de la lutte des classes en Espagne et les caractéristiques politiques du POUM, un des problèmes les plus ardues et qui devait être discuté, était la tactique à adopter vis-à-vis de celui-ci.

À Barcelone, siège de notre travail, la discussion a été très longue et a fait apparaître deux tendances essentielles. Une qui proposait l'entrée dans le POUM, y compris à titre individuel, et l'autre qui l'admettait seulement comme garantie d'un travail fractionnel, et en conservant de toute façon un noyau extérieur indépendant.

La première des tendances appuyait sa position sur l'impossibilité que la bureaucratie puisse octroyer le droit de fraction et la nécessité de se lier à la base à toute force. Mais elle faisait abstraction des conditions générales du mouvement ouvrier, de l'urgence de la situation et oubliait surtout que l'entrée individuelle donnerait à la bureaucratie du POUM de nombreuses occasions de disperser un groupe gênant. Cette méthode a été mise en pratique contre les propres militants du POUM qui possédaient un plus grand esprit critique. En réalité, cette tendance faisait confiance à la possibilité d'une régénération à partir des «forces internes» (Nin-Andrade). Le RSAP faisait aussi confiance aux forces internes. Les militants du POUM qu'il a actuellement à Barcelone sont les plus acharnés contre les bolcheviks-léninistes.

La seconde position, qui l'a emporté, considérait principalement la montée générale de la réaction conduite par le stalinisme, face à laquelle la direction du POUM (incapable de prendre l'initiative d'une rectification honnête, et, au fond, ni même de donner libre cours à la discussion politique) se verrait forcée de démanteler toute action cohérente que pourraient déployer les bolcheviks-léninistes en son sein. D'autre part, il y a la possibilité de réaliser un bon travail d'assimilation parmi les anarchistes, qui serait totalement perdu avec l'entrée [*dans le POUM*] sans garantie, à moins que le temps laissé par les événements pour pouvoir organiser un travail fractionnel illégal ne permette une compensation.

Récemment, le Comité exécutif s'est attelé à la tâche de démanteler sa section de Madrid, qui, comme vous le savez, constitue l'aile gauche du POUM ; elle a souffert les plus rudes attaques et est dans les meilleurs termes politiques avec les nôtres. Si l'on ajoute à cela la situation qui, en aucune manière, ne nous autorisait à entreprendre un travail intérieur de plusieurs mois, l'indépendance organisationnelle se présentait comme la meilleure manière pour pouvoir canaliser vers nous les éléments les plus conscients du POUM et de l'anarchisme. Ce nonobstant, la majorité de nos militants travaillent à l'intérieur de ce parti.

À titre d'information, je dois dire que la Section bolchevik-léniniste d'Espagne est constituée de quatre groupes, trois au front et un à Barcelone ; ajoutons quelques camarades isolés dans les provinces et le comité local de la section de Madrid [du POUM] qui, à l'exception d'un membre, est en accord total avec nous.

Nous estimons que nous avons comme tâche primordiale la préparation du congrès du POUM. Le Comité exécutif est disposé à manœuvrer et hâter la préparation pour le 8 mai [1937], y compris avec l'intention de manœuvrer pour éliminer les camarades de Madrid. Il est probable qu'il se calmera sous la pression de la base de Barcelone. En ce cas, disposant d'un temps très précis, nous pourrions réaliser un bon travail.

Nous attendons votre opinion sur ce problème, ainsi que la critique de notre travail par le canal de l'organisation française que je rencontrerai dans quelques jours.

Je n'ai pas besoin de vous dire l'importance qu'aura la publication dans *La Voz Leninista* de tout travail que vous pourriez faire sur la révolution espagnole.

Je vous salue cordialement.

Paris, 22 avril 1937

G. Munis

Pour les envois d'imprimés, lettres et originaux de peu d'importance, vous pouvez utiliser l'adresse suivante :

Julio Herrera, Vall Honrat 23, 2^e gauche – Barcelone 2

Source : Traduction extraite de «Deux lettres de G. Munis», parue dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, juin 1982, p. 85-87.

Aidez le groupe bolchevik-léniniste d'Espagne !

Un de nos camarades d'Espagne nous dit...

Ce texte est paru dans La Lutte ouvrière n° 4, 30 avril 1937, p. 2

Notre camarade Munis, bolchevik-léniniste d'Espagne, était parmi nous ces jours-ci. Nous lui avons posé une série de questions concernant la situation en Espagne, et nous donnons ses réponses, dont nos lecteurs apprécieront tout l'intérêt.

Où en est la question de la lutte militaire, et de la militarisation, quelle est l'impression générale des combattants ?

Les combattants sont convaincus que Franco ne vaincra pas. Cependant, on ne saurait dissimuler que les mesures réactionnaires sur le terrain militaire et politique ont créé dans la masse un état d'esprit d'incertitude. La politique du Front populaire se traduit par le sabotage de toute offensive militaire effective.

Prenons l'exemple de Madrid. Les fascistes pourraient être attaqués en divers points stratégiques où ils sont très faibles, tels l'arrière-garde de Tolède, et le front d'Estrémadure. Dans le même temps, les forces du front de la Guadana, qui appartient intégralement aux «gouvernements» pourraient permettre d'isoler de sa base et d'écraser le corps d'armée fasciste qui est autour de Madrid. Mais rien n'est fait dans ce sens.

D'autre part, le Front d'Aragon, où les miliciens ont encerclé Huesca depuis six mois, est laissé volontairement dans la passivité, et saboté ostensiblement par les pouvoirs publics. Les chefs stalinistes, qui donnent le ton dans cette politique de sabotage, organisent en même temps des manœuvres de congrès et de presse.

Est-il d'autres exemples de sabotage ?

Le plus récent, qui est tout à fait typique, c'est celui du front de Guadalajara. Le gouvernement ayant constaté que chaque victoire militaire entraînait une poussée révolutionnaire, a entrepris de saboter la victoire militaire incontestable de Guadalajara, qui a dégagé Madrid ; qui a permis de reconquérir plusieurs villages, et qui a nécessité 140 camions pour ramasser le matériel des Italiens. Seuls quelques organes anarchistes ont donné à cette victoire sa véritable importance. La presse staliniste et [*la presse*] officielle ont saboté les informations et déclaré que la victoire ne devrait pas être surestimée. Les mêmes inventaient des victoires inexistantes, comme la prise de Ceno de Los Angeles, en d'autres circonstances.

Où en est la constitution de «l'armée» dite «populaire» ? et la mobilisation ?

Ces mesures réactionnaires ont eu pour but de rassurer l'impérialisme franco-anglais. En réalité, leur application est loin d'être réalisée. En fait, nous avons un système confus, composé d'organisations militaires gouvernementales, et de milices. Ceci pour Madrid. En Aragon, la militarisation reste sur le papier, sauf quelques cas d'application bureaucratique par les chefs stalinistes, et parfois ceux de la CNT et du POUM.

Cet état de fait s'explique par l'hostilité foncière de la masse des combattants à la militarisation à sens bourgeois. Même dans le 5^e régiment de Madrid qui est stalinien [à] 100 pour cent, il y a eu de violentes protestations.

Dans la mesure où la militarisation est appliquée, elle consiste dans la constitution d'un corps d'officiers, nommé par le gouvernement, et composé d'éléments petits-bourgeois carriéristes.

Dans la colonne internationale, les protestataires qui ne voulaient pas accepter les commissions politiques nommées d'en haut par le gouvernement ont été soit chassés, soit fusillés. On a vu des militants stalinistes déchirer ou brûler *Mundo Obrero*.

Comment s'organise la contre-révolution à l'arrière ?

En falsifiant les documents officiels, les stalinistes (du Parti socialiste unifié de Catalogne), dans le but de préparer la répression contre les ouvriers, ont dérobé douze tanks qui furent découverts dans la caserne «Vorochilov». Malheureusement, cette affaire symptomatique a été dissimulée par le POUM. Une campagne implacable contre [ce] crime contre-révolutionnaire aurait, au contraire, permis le renversement de la vapeur. Dans les plaines de l'Ampurda, [le parti de] l'Etat Català a organisé, avec la complicité des partis du Front populaire, une révolte armée contre les anarchistes.

Quelle est la politique des partis ?

Vis-à-vis de la politique ouvertement contre-révolutionnaire du Front populaire, les anarchistes, poussés par leur base, ont dû formuler des protestations. La répercussion a été la crise catalane. Mais les chefs anarchistes tentent d'endiguer le flot contre-révolutionnaire par une politique de statu quo, et de compromis ministériels. Ils s'adaptent à la politique de Front populaire, et, sous les pressions des masses, se bornent parfois à quelques protestations.

Et le POUM ?

Ayant momentanément perdu l'espoir de reconquérir le portefeuille perdu, la direction du POUM s'est engagée dans la voie d'une opposition générale. Elle se prononce en général pour un gouvernement ouvrier et paysan. Mais on saisit tout le contenu antimarxiste qu'elle donne à ce mot d'ordre, quand on constate qu'elle ne fait rien pour reconstituer les Comités, qui peuvent seuls être le support d'un vrai gouvernement ouvrier et paysan. Face aux anarchistes, le POUM, au lieu de s'adresser aux masses

pour les dresser contre les chefs bourgeois et réformistes du Front populaire, pratique, sous le mot d'ordre de front ouvrier révolutionnaire, une politique stérile de sommets, sans mettre les chefs anarchistes au pied du mur.

Et le groupe bolchevik-léniniste ?

Le groupe de la Quatrième Internationale, abandonné par Nin-Andrade pour la politique centriste, se réorganise au prix de mille difficultés. Déjà il acquiert de sûres sympathies et certaines bases d'influence. Sa politique consiste à forger les cadres bolcheviks-léninistes de la révolution et dans le même temps à lutter pour le rassemblement des forces révolutionnaires, pour la reconstitution des Comités, seul moyen de donner au mouvement la force nécessaire pour un redressement décisif.

Tribune idéologique : **La Junte révolutionnaire et les «Amis de Durruti»**

La Voz Leninista n° 2, 23 août 1937

Depuis leur création, ou leur première apparition publique, jusqu'à ce jour, les «Amis de Durruti» ont prouvé à de nombreuses reprises qu'ils avaient assimilé quelques-unes des leçons fondamentales de notre expérience, ce qui fait d'eux, au sein du mouvement anarcho-syndicaliste, un courant extrêmement positif et susceptible de contribuer efficacement au nouveau regroupement idéologique indispensable à notre avenir prolétarien.

Ce courant est apparu en réaction contre les erreurs et les capitulations de la direction de la CNT, et, à un moment, on a pu craindre qu'il s'agissait seulement d'un mouvement de sceptiques désirant revenir à l'anarchisme pur. Le mouvement de mai [1937] a fortement contribué à définir et étoffer leurs idées.

Directement inspiré par le cours et les besoins de la lutte, les Amis de Durruti ont d'abord lancé le mot d'ordre de «Junte révolutionnaire», accompagné d'un second mot d'ordre : «Tout le pouvoir au prolétariat». Nous n'allons pas discuter de la justesse de cette seconde expression maintenant, car il faut d'abord s'attarder sur la précision et la portée idéologique des deux mots d'ordre ensemble.

El Amigo del Pueblo du 12 [août] répond aux critiques avec une définition de ce que doit être, à son avis, la Junte révolutionnaire. Si c'est la première fois que les «Amis de Durruti» s'aventurent à donner une telle définition, il faut noter qu'elle traduit un recul par rapport aux positions initialement défendues en mai [1937], recul sensible également sur d'autres questions pratiques.

Au mois de mai [1937], en abordant le problème de la Junte [révolutionnaire] avec le mot d'ordre «Tout le pouvoir au prolétariat», les Amis de Durruti posaient, même si c'était de manière imparfaite, le principe du passage de l'Etat aux mains de la classe ouvrière, principe qu'elle soutiendrait dans ses organes [de pouvoir] propres. L'éditorial du numéro précité déclare également : «Les révolutions donnent vie, dans tous les grands bouleversements sociaux, à de nouveaux organes qui revêtent des fonctions spécifiques.» Tout marxiste qui n'a pas renoncé à ses principes peut parfaitement admettre cette formulation. Les nouveaux organes [de pouvoir] apparaissent, effectivement, comme des outils pour [exprimer]

les besoins immédiats et historiques du prolétariat ; ils représentent leur expression sociale, le guide et le bâtisseur de la nouvelle société. Ce rôle a été joué par les soviets en Russie et aurait dû être celui des comités qui ont émergé ici [en Espagne] en juillet [1936], s'ils n'avaient pas subi les croche-pieds de l'antifascisme.

Deux paragraphes plus loin, l'éditorial vide de sa substance la déclaration précitée en affirmant : «Les formes étatiques, avec leurs engrenages complexes, ont complètement échoué.»

L'expression «formes étatiques» a toujours désigné, pour les anarchistes et les marxistes, l'organisation de la violence dans la société à des fins déterminées. Nul n'a besoin d'apprendre comment la bourgeoisie utilise la violence. Les anarchistes ont cru, surtout quand ils se trouvaient éloignés des scènes révolutionnaires, qu'ils pouvaient se dispenser de ce type de violence pendant la gestation et la croissance de la société future. Marx disait que la période de transition entre la société capitaliste et la société communiste devait être occupée par la dictature du prolétariat, c'est-à-dire, l'organisation de la force indispensable à la nouvelle classe dirigeante afin de mettre en place de nouvelles formes de production et de distribution conformes à ses intérêts historiques, en triomphant de la résistance des anciennes classes possédantes et des couches intermédiaires qui leur sont soumises.

Selon les «Amis de Durruti», «la Junte révolutionnaire accomplira une mission défensive et devra se montrer implacable avec les secteurs hostiles» ; ils assignent ainsi à des «organes spécifiques» une mission purement répressive et temporaire, caractéristique du marxisme qui a été le plus souvent critiquée. Et on notera que la Junte révolutionnaire ne sera pas simplement implacable avec les ennemis de classe, mais «avec tous les secteurs hostiles».

Certes, il est impossible de demander à un mouvement en formation de définir des principes parfaits. Seules l'expérience, la réflexion historique et la critique mutuelle, à laquelle nous contribuons ici, peuvent produire de tels résultats. C'est pourquoi il faut demander aux «Amis de Durruti» : Que reste-t-il après la «défaillance complète des formes étatiques ?» Soit ils confondent les formes étatiques avec l'Etat bourgeois, encore indemne en Espagne, soit cette expression ne traduit pas autre chose que la sainte horreur de l'anarchisme pour des mots comme «Etat» ou «politique».

A partir du moment qu'il faut organiser une défense, il faut l'approfondir, la préparer, régler une situation qui relève de la Junte révolutionnaire nommée directement par la classe révolutionnaire. Evoquer uniquement les «formes étatiques», c'est rester prisonnier de vieux préjugés.

Sur la question de la construction des organes spécifiques de la révolution, les erreurs et la confusion de l'éditorial précité sont encore plus graves, mais l'espace nous manque pour en achever la critique. Nous renvoyons donc le lecteur au prochain numéro, où un autre article abordera

tous les aspects du problème concernant les organes du pouvoir politique de la classe ouvrière.

G.M. [Munis]

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Seule la lutte organisée des masses pourra arrêter la progression de la contre-révolution stalino-bourgeoise,

La Voz Leninista n° 2, 23 août 1937

La révolution espagnole est désormais engagée dans une chute vertigineuse qui pourrait aboutir à sa mort définitive si le prolétariat ne réagit pas à temps. Le sort de l'Europe, du monde, pour un certain nombre d'années à venir, dépend peut-être du cours que prendront les événements en Espagne durant les prochains mois.

La marche arrière de la révolution n'est ni soudaine ni inattendue. Les prémices de la situation actuelle peuvent facilement être identifiés au cours des journées suivant le 19 juillet [1936], et le prolétariat n'aura pas la possibilité de regagner le terrain perdu et de remporter la victoire définitive sur la bourgeoisie, s'il ne corrige pas soigneusement et vigoureusement les erreurs antérieures.

La constitution du Comité central des milices à la demande de Companys laissait présager l'incapacité des directions des organisations ouvrières à mener à terme l'offensive des masses contre la société capitaliste. Peu de temps après sa création, cet organisme céda tous ses pouvoirs à la Generalitat, laissant libre cours à la tendance favorable à la reconstruction de l'Etat capitaliste, phénomène que tout ouvrier conscient peut constater.

Cependant, l'éruption révolutionnaire du 19 juillet [1936] fut trop profonde pour que la simple dissolution du Comité central des milices eut des conséquences immédiatement tangibles aux yeux des masses. Il fallait d'abord qu'une nouvelle étape soit franchie, dont le corollaire fut les événements de mai [1937], durant lesquels le Front populaire allait préparer le terrain à un renforcement plus important des institutions bourgeoises. Il devait fondamentalement éliminer les facteurs favorables au pouvoir prolétarien, très imparfaitement représentés par les comités locaux et les miliciens ; renforcer les forces armées qui avaient survécu [*à la révolution*], afin de pouvoir désarmer un jour le prolétariat, et créer une échelle des

hiérarchies et des intérêts dans l'armée capable de fournir des commandements à des éléments hostiles à la révolution sociale.

Une fois ce programme minimum terminé, les événements de mai 1937 se sont produits. D'une certaine façon, ils ont été provoqués par un incident fortuit lié à un ordre d'Aiguadé. Comme fréquemment dans les luttes sociales, un incident a donné lieu à des débordements, et une fois rendu public, il a créé progressivement une situation nouvelle.

Mai [1937] est le résultat de la politique du Front populaire, soutenue à l'unisson par toutes les organisations et tous les partis, après juillet 1936. Dans le cadre d'une société, il n'y a pas de place pour deux pouvoirs, sinon durant le temps nécessaire pour que l'un réussisse à dominer l'autre. En mai [1937], le pouvoir de la bourgeoisie était déjà assez fort pour éliminer le facteur ouvrier du pouvoir, et c'est ce qui fut tenté et réussi en grande partie.

C'est avec le même aveuglement fatal que, jusqu'en mai [1937], les dirigeants de la CNT persistèrent à collaborer avec les staliniens et les bourgeois. Ils contribuèrent ainsi à créer les corps de répression et les organes politiques et militaires qui furent ensuite utilisés contre le prolétariat, durant les conflits qui éclatèrent entre les ouvriers armés et le Front populaire, permettant à ce dernier de remporter une victoire qui appartenait aux prolétaires. L'ordre de «cessez-le-feu», donné par la CNT et soutenu par le POUM comme une mesure positive, intronisa le pouvoir de la bourgeoisie beaucoup plus efficacement que tout le travail effectué par le stalinisme. Tous les vestiges du second pouvoir [ouvrier] furent éliminés lorsque débuta la phase qui instaura le désarmement général du prolétariat, la répression des libertés et des organisations ouvrières, et lança l'offensive économique contre les collectivisations. Le POUM paya rapidement, et très cher, ses propres capitulations. «Maintenant que la provocation a été matée, il faut reprendre le travail», disait Andrés Nin avec une lucidité sarcastique, quelques semaines avant d'être assassiné.

«Il n'y a pas eu de gagnants ni de perdants» – déclara de son côté la CNT, qui se vanta d'avoir mis fin à une «guerre fratricide», attitude qui permit à la contre-révolution de récupérer, en l'espace de trois mois, les positions les plus importantes. En effet : entre mai [1937] et aujourd'hui, la CNT a été brutalement expulsée des gouvernements de Valence et de Barcelone ; les patrouilles de contrôle ont été dissoutes ; les terres occupées par certaines collectivités paysannes ont été prises d'assaut et restituées à leurs anciens propriétaires ; les prisons se sont remplies de travailleurs ; de nombreuses condamnations à mort ont été prononcées contre ceux qui en mai [1937] ont défendu leurs droits ; le POUM, les bolcheviks-léninistes et les «Amis de Durruti» se retrouvent dans l'illégalité ; Andrés Nin a été assassiné par le gouvernement de Negrín-Staline ; des militants du POUM sont poursuivis pour espionnage ; la police persécute davantage les révolutionnaires que les fascistes ; quarante mille gardes d'assaut, formidablement armés, campent à l'arrière pour servir les inté-

rêts de la réaction ; et tandis que le prolétariat bat en retraite, il se crée une nouvelle caste d'officiers, composée de fils à papa ayant échoué à tous les concours et ennemis inconditionnels de la révolution.

Militairement, les résultats d'une année de [gouvernement du] Front populaire ne pouvaient être plus désastreux [...]. La politique du gouvernement Negrín, Prieto-Staline [...] est davantage orientée contre le prolétariat que contre Franco.

[...] La tâche fondamentale du cabinet Negrín est d'organiser le commandement unique et les forces armées ; son objectif n'est pas de trouver la méthode et les mesures nécessaires pour prendre Huesca, ou briser le siège de Madrid ; son but est de trouver la méthode et les mesures nécessaires pour détruire le prolétariat, non seulement dans les faits, mais en droit, et rendre les collectivités ouvrières à leurs propriétaires d'origine, en opérant des coups de force progressifs.

[...] Toute tentative d'insurrection, menée en ce moment, même si elle était bien préparée sur le plan militaire, donnerait le coup de grâce à la Révolution. Il ne faut pas que soient vaines les expériences douloureuses déjà vécues. Jusqu'à une période récente, les armes des ouvriers étaient les seules à être utilisées. Toutefois, ils n'ont pas réussi à détruire l'Etat bourgeois, qui est entré désormais dans un processus de stabilisation. Cela montre que les armes ne peuvent pas résoudre le problème, si elles ne sont pas guidées par une politique claire, qui refuse de «gagner les bonnes grâces de tous les secteurs fascistes», et préfère organiser les masses pour prendre le pouvoir politique.

Il existe aussi un danger de coup d'Etat militaro-stalinien, dont le triomphe provoquerait l'extermination totale des organisations révolutionnaires, programme soutenu par les «démocraties» et les dirigeants du Kremlin. Mais tout comme actuellement un «putsch» révolutionnaire enterrerait probablement la Révolution, un coup d'Etat réactionnaire pourrait facilement échouer et replacer de nouveau le prolétariat au premier plan de la scène politique. Les staliniens, qui continuent à chercher l'homme providentiel nécessaire et qui étudient soigneusement la situation, connaissent le terrain mouvant sur lequel ils marchent et préféreront probablement la voie progressive.

[...] Face à tout cela que font les organisations ouvrières ? La CNT et la FAI ont récemment proclamé la nécessité d'un front antifasciste, à propos duquel ladite CNT a déclaré le 4 juillet 1937 : «N'est-il pas évident que ce qui existe est un front antifasciste dans lequel convergent non pas quelques partis mais tous les Espagnols, sans connotation politique, attentifs seulement à la défense de la légalité républicaine et de l'indépendance nationale ?» Ce langage, qui plagie lamentablement le jargon stalinien, montre à quel point les dirigeants anarchistes ont gobé les leurres les plus grossiers de la contre-révolution. Alors qu'il faudrait combattre à feu et à sang la charogne stalinienne, les anarchistes reprennent ses méthodes, son langage, pour mendier leur retour au pouvoir. La seule nouveauté qu'ils

ont introduite est la demande d'un nouveau programme de gouvernement. Quel que soit ce programme, dans un Etat bourgeois il n'y a pas de place pour des solutions révolutionnaires, et une organisation qui pousse le prolétariat dans cette direction le trahit et fait le jeu du stalinisme.

De son côté, le POUM a raison de rejeter le front antifasciste, comme la continuation élargie du Front populaire, mais son Front ouvrier révolutionnaire est en fait [*relève en fait de*] la même conception réformiste du bloc gouvernemental, avec quelques organisations de moins.

[...] Nous devons vérifier qui sont les véritables amis et qui sont les ennemis du prolétariat. La lutte pour la liberté des prisonniers révolutionnaires, contre les procès politiques sous couvert d'accusation d'espionnage ; pour la liberté de presse et de réunion pour les organisations ouvrières ; contre la censure politique ; contre l'offensive menée contre les collectivisations ; pour un rationnement révolutionnaire de la population ; pour la légalité des patrouilles de contrôle ; pour le désarmement et la dissolution de toutes les institutions bourgeoises ; et surtout la lutte pour les comités de travailleurs, de paysans et de combattants élus démocratiquement par les exploités de toutes tendances pour la défense de leurs droits et de leurs conquêtes menacés, est le seul moyen sûr pour un 3 mai²⁵ victorieux, et donc pour la victoire de la Révolution. Les travailleurs doivent soumettre à leurs organisations respectives des propositions qui aillent dans ce sens.

Les dirigeants de toutes les organisations ont une politique conciliatrice ; raison de plus pour faire pression, en particulier sur la CNT, la FAI, l'aile gauche du Parti socialiste et de l'UGT, pour que celles-ci définissent leur position. Soit en faveur d'un compromis avec le stalinisme contre-révolutionnaire, soit en faveur de la défense des travailleurs contre celui-ci. Tous les conciliateurs doivent être dénoncés comme des ennemis du prolétariat [...]. Les prochaines batailles entre la réaction et la révolution se mèneront dans ce sens. L'issue de l'étape, probablement définitive, dépendra de l'extension, de la clarté des accords et de l'organisation des Juntas [révolutionnaires].

GM. [Munis]

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

²⁵ Allusion au 3 mai 1937, qui marque le début des journées révolutionnaires de Barcelone (*NdE*).

Lettre

[à Rudolf Klement ?]

(Barcelone, 29 décembre 1937)

Confidentiel

Cher camarade,

Ce n'est qu'avec un grand retard que j'ai reçu ta lettre datée du 4 novembre. J'ai dû, pour répondre, attendre le temps nécessaire à obtenir quelques informations – cela ne se fait que trop lentement – sur l'affaire Erwin Wolf : les renseignements de ma dernière et avant-dernière lettre avaient été fournis par la Commission juridique de la CNT qui s'est occupée d'Erwin Wolf comme de tous les camarades. Un camarade à nous est allé à la jugée [*au tribunal*] n° 13 pour demander des nouvelles, mais il a été soumis par «plusieurs individus» à un dangereux interrogatoire, l'obligeant à abandonner sa démarche. Dernièrement, les mêmes avocats de la Commission juridique n'ont pas trouvé une seule trace d'Erwin Wolf dans la jugée [*le tribunal*] n° 13. Il faut souligner que cette commission n'est pas du tout ordonnée et qu'à présent [*les avocats eux-mêmes*] voient cette démarche enrayée [*entravée*] par l'autorité judiciaire. D'un autre côté, au consulat tchécoslovaque, on nous informe que Erwin Wolf se trouve à la prison cellulaire de Barcelone, *sexta galeria* (galerie 6). Ils n'ont pas voulu nous donner d'autres précisions. Cela coïncide tout à fait avec les renseignements obtenus par un chef des gardes d'assaut, lequel ajoute que Wolf attend son expulsion. Le chef [*des gardes*] d'assaut a obtenu indirectement des nouvelles, mais les avocats n'ont pu trouver dans la prison aucun Erwin Wolf et dans les dossiers anthropométriques de la *sexta galeria*, il ne reste que les données d'un certain Robin Wolf, emprisonné dans [*durant*] les mêmes jours avec Erwin Wolf et relâché le 15 septembre. Cela pourrait être une confusion avec la prononciation espagnole, et beaucoup plus facile [*probable*] est la confusion intentionnelle. Prière de nous envoyer une photo d'Erwin Wolf, pour que les avocats puissent la vérifier avec celle de Robin Wolf. Pourtant, les démarches des avocats ne sont pas définitives. Dans la prison de Barcelone, il y a maintenant des quartiers auxquels l'accès est complètement interdit aux avocats. Le consulat aurait pu peut-être localiser Wolf dans un de ces quartiers. Vous pourriez le savoir [*l'apprendre*] par les députés social-démocrates qui se sont intéressés [*à la question*]. La commission McGovern, qui avait le nom de Wolf, n'a pas pu non plus le trouver à la prison.

Maintenant vient de se constituer chez les anarchistes une commission à laquelle on accorde une certaine tolérance pour faire des recherches dans

les «Tchekas» des staliniens. Nous lui avons donné les description physique de Wolf et de Hans Freund (Moulin), de qui [dont] on n'a pas la moindre trace depuis sa disparition. Mais il ne faut faire aucune confiance à cette commission. Sa constitution obéit aux derniers pourparlers entre les anarchistes et les staliniens en vue d'un remaniement ministériel. La presse n'a presque rien dit, mais les anarchistes demandent la libération des emprisonnés, et les staliniens exigent la persécution des trotskystes. Un certain nombre d'anarchistes ont été relâchés sans que pour cela cesse l'emprisonnement des autres.

L'admiral se trouve en effet en liberté. Landau, après avoir été arrêté chez lui par plusieurs «inconnus», on ne le trouve pas [reste introuvable]. Les poumistes le donnent déjà pour [considèrent déjà qu'il a été] assassiné.

Pour ce qui est de Tioli, je ne peux pas te donner une réponse. Je ne le connaissais presque pas. Par ce que j'ai vu et d'après les impressions d'autres camarades, il n'était qu'un journaliste avec [ayant] des sympathies brumeuses pour le mouvement ouvrier. D'autre part, il faisait des combinaisons [combines] avec les devises. Ce fut avec lui qu'Erwin Wolf a été emprisonné la première fois au café de «La Rambla», parce qu'on le croyait impliqué dans l'affaire Velman, c'est-à-dire l'affaire d'argent où [à laquelle] Tioli était mêlé.

Je t'envoie une liste des emprisonnés étrangers ; espagnols, il y en a 15000. Les plus importants [nombreux] d'entre eux sont ceux du POUM. En outre [En dehors] d'Andrade, etc., trois membres du C[omité] l[ocal] de Madrid ont été arrêtés ici : Eduardo Mauricio, Rodriguez et Grimes ; ce dernier adhère aux bolcheviks-léninistes. La plupart des emprisonnés se trouvaient à la disposition du ministère de l'Intérieur, sauf les leaders du POUM, qui attendent un procès qui n'arrive jamais.

Il y a aussi le groupe de 25 anarchistes qui ont résisté aux gardes [d'assaut], les armes à la main, dans le local du «comité de defensa» en septembre. Ils seront jugés par le Tribunal de haute trahison et d'espionnage qui vient de se constituer. Le procureur demande la peine de mort pour tous les 25 camarades qui se sont rendus aux gardes d'assaut sur [sous] la pression directe du Comité régional de la CNT²⁶. Impossible de donner plus de détails «véridiques et vérifiés». Dans la situation actuelle, on n'arrive jamais à vérifier le moindre détail. Par une autre voie, je t'envoie deux documents : une information de notre dernier travail et un document critique diffusé parmi nos militants comme une sorte de bulletin

²⁶ Il existe une autre variante de cette lettre : «Le procureur demande la peine de mort pour tous (*passage illisible*). [Nous] ferons une campagne et il faudrait que notre presse internationale s'en occupe aussi, rappelant surtout que ces 25 camarades se sont rendus aux gardes d'assaut sur la pression directe du Comité régional de la CNT.»

intérieur. Par Marseille, j'ai fait un second envoi de *La Voz Leninista* (50 exemplaires) et par la poste un numéro d'un supplément à *La Voz* et quatre tracts différents collés dans les quartiers ouvriers, dans quelques fabriques [*usines*], et distribués à la manifestation officielle lors de la prise de Teruel. L'argent est bien arrivé, mais on ne peut plus utiliser cette méthode. Bientôt, je vous enverrai d'autres indications pour le faire. Pas un seul imprimé n'est arrivé. Nous n'avons pas de photo de Schildbach. Je n'arrive pas à comprendre quelle est cette adresse de M.R. où tu aurais envoyé les imprimés. Je n'ai donné aucune adresse avec de telles initiales. De qui s'agit-il ? Pour les imprimés, n'utiliser que ces trois adresses (...). Pour les lettres, cf. l'adresse antérieure.

Nous nous trouvons dans un isolement presque absolu. Seuls quelques numéros de *La Lutte* [*ouvrière*] française arrivaient à nos mains par la voie des anars. Il nous faut la presse française, belge, anglaise, mexicaine, allemande. Envoyez presse et livres principales [*fondamentaux*] en langue allemande. Nous avons gagné une influence considérable chez les internationaux, mais ils n'ont pas de militants formés. Une partie provient du SAP. On pourrait payer les livres si cela est nécessaire. Mais envoyez-les en petits colis aux adresses indiquées. Envoyez aussi les imprimés qui étaient dans mes valises. Gardez les manuscrits et les photos.

Je n'ai envoyé aucune lettre aux camarades français, ni anodine, ni substantielle. Seulement un petit billet à N[*aville*] pour lui présenter un sympathisant à nous de la colonne internationale qui vient de nous rendre [*d'*] excellents services.

Sur la gauche du POUM, j'en parle dans l'information que vous verrez. On a donné à cette question une ampleur qu'elle n'a jamais eue ! Avant la conférence internationale, nous voulons avoir notre première conférence nationale, ainsi donc il y aura pour celle-là tous les matériels destinés à celle-ci. Pardonne-moi mon français, camarade, c'est pour moi un double effort. Mes salutations fraternelles

Barcelone, le 29 décembre 1937

Munis

Source : Lettre transcrite de deux versions de l'original en français avec quelques suggestions entre crochets.

La lutte simultanée contre le fascisme et contre le gouvernement Negrín-Prieto-Staline établit la ligne de démarcation entre les révolutionnaires et les traîtres

Editorial de *La Voz Leninista* n° 3, 5 février 1938. En 1938, Munis affirma qu'il était l'auteur de ce texte, lorsqu'il fut interrogé lors du procès intenté par la République contre les militants de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne.

Il est temps pour le prolétariat d'avoir une opinion claire sur les dirigeants de leurs organisations. Chaque travailleur doit savoir si la direction de son organisation contient des éléments fidèles à ses intérêts de classe ou des prête-noms de la bourgeoisie. Des jours difficiles arrivent durant lesquels toute la résistance physique et politique des masses sera soumise à rude épreuve par le Front populaire et grâce à lui. Si les dirigeants des masses sont des ennemis, le triomphe de la bourgeoisie en sera grandement facilité.

Le gouvernement Prieto-Negrín-Staline a mené à bien la première phase [*de son projet*]. Le rétablissement de la hiérarchie de l'armée est un fait accompli ainsi que l'institution d'un Code de justice militaire qui n'est pas différent de celui de Carlos III, qui régit encore l'armée fasciste. Les soldats qui donneront leur vie pour vaincre le fascisme sont privés de tous leurs droits et n'ont aucune liberté politique. Les chefs et les officiers jouissent de privilèges en matière de nourriture, de logement et de vêtements, ce qui provoque un grand mécontentement et la démoralisation

chez les soldats. Si un soldat émet une critique contre son chef immédiat ou contre le gouvernement, ou s'il lit un journal ouvrier clandestin, il est puni d'une peine d'emprisonnement et parfois d'une condamnation à mort. Dans 80 % des cas, les commissaires politiques ne sont rien d'autre que des espions staliniens qui agissent contre les soldats révolutionnaires.

L'hypocrisie populiste de toute la presse légale ne peut cacher ce traitement différencié et ces persécutions de classe dans l'armée populaire, qui menace sérieusement de transformer la mentalité combative des soldats en mentalité défaitiste. Loin de changer cet état d'esprit, la victoire de Teruel va renforcer la lutte des officiers contre les soldats. À l'arrière, selon une statistique récemment publiée, les forces armées comptent cent mille membres. Les ouvriers, en revanche, peuvent être condamnés comme fascistes simplement parce qu'ils sont en possession d'un fusil. Les réunions des travailleurs sont interdites, les réunions syndicales elles-mêmes sont restreintes et surveillées par la police ; la censure permet seulement d'encenser le gouvernement ; la presse et les organisations ouvrières les plus fidèles à leur classe sont dans la clandestinité ; plus de quinze mille combattants sont emprisonnés et les agissements des bandes de la Guépéou sont couverts par le ministre de l'Intérieur. La plupart des comités ouvriers ont été soigneusement liquidés et ceux qui restent dans les collectivités et les usines soutiennent de plus en plus les besoins politiques de la coalition au pouvoir.

Corollaire inévitable de ces agissements, la faim sévit de nouveau dans les foyers des prolétaires. Le mot d'ordre stalinien lancé il y a dix mois : «Moins de comités et plus de pain» prend désormais tout son sens. [*Il signifie en fait*] plus de pain pour la bureaucratie, les chefs militaires, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, les spéculateurs, les fascistes, etc. Les salaires restent généralement au niveau du 19 juillet [1936] alors que le coût de la vie a augmenté de 300 %, ou davantage. Le rationnement officiel accorde des privilèges aux éléments qui font le moins de sacrifices dans la lutte et qui touchent des salaires plus élevés, afin qu'ils continuent à acheter sur le marché des aliments que les travailleurs ne peuvent payer en raison de leur prix. Et les staliniens cyniques prônent une plus grande différenciation des salaires et des privilèges dans la distribution.

Cependant, cette première étape a seulement instauré les prémices d'une seconde phase qui, si elle était favorable au gouvernement, représenterait la défaite définitive du prolétariat. Cette phase va se dérouler autour des collectivités et de l'absorption des organisations ouvrières par le bloc au pouvoir, absorption qui équivaudrait pratiquement à leur liquidation. Les facteurs impliqués dans cette phase sont beaucoup plus complexes et contradictoires que durant la phase précédente, et donc plus susceptibles [de] perturber les projets gouvernementaux. L'élément subjectif, la lutte politique des masses, sera, comme toujours, le facteur décisif.

Le signe de l'armistice sous lequel est né le gouvernement actuel n'était pas un fantasme et constitue toujours un danger. Représentant la bour-

geoisie libérale et les impérialismes français et anglais, le gouvernement souhaiterait avant tout [*conclure*] un règlement à l'amiable avec la bourgeoisie fasciste. Il n'est obligé de faire la guerre que parce que le prolétariat, d'un côté, et les rivalités entre les blocs impérialistes, de l'autre, lui rendent la tâche difficile. En même temps, le danger croissant d'une conflagration mondiale va augmenter la pression de la bourgeoisie nationale et étrangère sur le gouvernement. Qu'un armistice soit conclu, ou qu'une nouvelle guerre impérialiste se déclenche, le gouvernement ne pourra pas gérer la deuxième étape, sans que les organisations de travailleurs lui soient parfaitement soumises et qu'elles servent d'éléments de coercition contre les mécontents et les opposants.

Cette absorption des organisations ouvrières est essentielle pour la tâche réactionnaire du gouvernement, parce que celui-ci ne dispose pas d'une véritable classe bourgeoise sur laquelle s'appuyer²⁷. Les marchandages entre le gouvernement et les anarchistes à propos de leur retour dans les ministères n'ont d'autre but que d'établir les conditions grâce auxquelles la CNT pourrait mettre au pas ses membres en fonction de la volonté du gouvernement. La presse bourgeoise appelle les choses par leur nom en faisant appel à l'«Union sacrée». Sur cette base, un nouveau ministère contenant des éléments anarchistes est parfaitement possible. Dans ce cas, le travail de la police dans les syndicats confédéraux débiterait immédiatement.

Il faut s'opposer vigoureusement, et avec une détermination farouche, à ce processus. Le simple fait de soutenir le gouvernement Negrín, même pas celui d'y collaborer, est une trahison. Les dirigeants de la CNT, en particulier ceux du CN [Conseil national], sont plus enclins à trahir et à conclure n'importe quel compromis. Il est d'autant plus urgent d'organiser une puissante protestation au sein des syndicats : Non au Front populaire ! Oui au Front uni de la classe!

Le Front populaire emprisonne, persécute, assassine, et bâillonne les travailleurs, en les condamnant à la misère, il compromet le sort de la guerre, et son seul but est de sauver la bourgeoisie. Le Front uni doit assurer avant tout l'indépendance des organisations syndicales contre le pouvoir bourgeois et lutter pour la libération des prisonniers révolutionnaires, pour rétablir toutes les libertés des travailleurs, pour un rationnement qui ravitaille le front et ensuite la classe ouvrière, pour les droits et les libertés

²⁷ Il faut souligner la nouveauté et l'importance de cette conception (l'intégration des organisations ouvrières dans l'appareil d'Etat, afin qu'elles-mêmes servent d'éléments répressifs) et sa nécessité : l'absence d'une bourgeoisie elle-même. Munis a approfondi cette thèse plus tard, en lui donnant une expression plus développée, dans une brochure où apparaît aussi un texte de Benjamin Péret sur ce thème : *Les syndicats contre la révolution*, Eric Losfeld/Le Terrain vague, 1968 (NdE).

politiques des soldats, pour l'égalité des soldes et des rations entre soldats et officiers.

Les dirigeants doivent encore être mis à l'épreuve par les travailleurs. Ceux qui refusent d'accepter ce programme minimum de revendications de classe qui n'entraîne aucun compromis sur les principes, ni aucune confusion chez les organisations qui le soutiendraient, ne méritent que la haine du prolétariat et doivent être traités comme des ennemis.

Nous, les bolcheviks-léninistes, nous nous adressons aux prolétaires, en général, à ceux de la CNT et de l'UGT, mais surtout aux éléments du POUM, aux «Amis de Durruti», aux groupes anarchiste «Liberté», «Adelante» et à d'autres, qui sonnent l'alarme contre le gouvernement et s'opposent à la direction confédérale.

Nous croyons que les mots ne suffisent pas, et qu'il faut des faits précis. Avant tout, nous devons apprendre aux prolétaires à identifier, nommément, leurs dirigeants traîtres et à se défendre contre les attaques du gouvernement. Cela ne peut être fait que par le Front uni, qui organiserait la lutte commune des éléments qui convergent sur le terrain de classe, contre les escroqueries et les persécutions du gouvernement. À tous ces groupes la Section bolchevik-léniniste d'Espagne propose publiquement un engagement qu'il faudra défendre au sein des syndicats, des usines, des tranchées de tout le prolétariat, le principe du Front unique, classe contre classe, contre le principe de la collaboration [*de classes*] que défend le Front populaire.

Plus que toute la propagande et les phrases incendiaires, un tel engagement revigorerait le prolétariat, éloignerait le danger d'absorption bonapartiste des syndicats et nous permettrait d'aller de l'avant.

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Lettre à un ouvrier du POUM :

Le drapeau de la Quatrième Internationale est l'unique drapeau de la révolution prolétarienne

La Voz Leninista n° 3, Barcelone, 5 février 1938

Depuis cinq mois, à l'occasion de la répression, comme il y a dix mois, quand le POUM a été expulsé de la Generalitat, tu as répété le même argument qu'aujourd'hui. Selon toi, le POUM serait contraint, sous la pression des événements, de prendre la tête de la révolution prolétarienne. Comme tu es un révolutionnaire sincère et que tu crois en la force révolutionnaire potentielle de ton parti, tu analysais assez clairement ses erreurs, mais tu hésitais au sujet des remèdes à y apporter ; tu étais prisonnier d'une double perspective fautive, consistant à pousser vers le terrain révolutionnaire tout le parti – y compris les opportunistes récalcitrants – et à établir une ligne de démarcation entre ce terrain révolutionnaire et la Quatrième Internationale.

Reconnaître les erreurs les plus graves du POUM (collaboration de classes, complicité avec le Front populaire, lutte contre les organes ouvriers du pouvoir, mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan, etc.) conduit nécessairement à s'interroger sur leurs sources idéologiques et leurs affinités avec d'autres courants dans l'histoire du mouvement ouvrier international et sur la puissance des liens de dépendance entre les cadres et les militants de base du parti. Négliger le sens et l'importance de ces liens, ne pas pointer du doigt les responsables, c'est faire fausse route, hésiter, faire preuve d'une passivité complaisante et d'une impuissance à trouver le chemin du salut.

Je trouve absolument nécessaire d'attirer l'attention sur ce dernier point, parce que, au sein du POUM, on a toujours désigné la section de Madrid comme l'aile gauche du Parti, et qu'au printemps dernier un autre «courant de gauche» a surgi à Barcelone. Aujourd'hui, tous deux croupis-

sent à l'unisson au sein du Parti. Cela est dû à leur fragilité politique, qui s'est très souvent traduite par l'incapacité de se donner un programme, la peur d'affronter la direction et de mener la lutte contre elle **à la base de l'organisation**.

La section de Madrid et l'aile gauche de Barcelone représentaient cette «force révolutionnaire potentielle» en laquelle tu as placé ta confiance. Transformer cette confiance en énergie active n'était pas possible sans une rupture radicale avec la politique catastrophique de Nin, Andrade et Gorkin. C'est précisément sur ce point que plusieurs groupes de gauche se sont retrouvés paralysés sans oser aborder de front le problème. Ils ont à chaque fois essayé de minimiser les erreurs du parti – auxquelles ils ont fréquemment collaboré – et ils n'ont jamais levé la main pour désigner les dirigeants responsables. Même l'aile droite de Portela, ouvertement stalinophile, a jusqu'ici pu manœuvrer dans le Parti sans que l'aile gauche exige son expulsion.

Dans tous les moments essentiels, depuis la naissance du POUM, le Parti est resté parfaitement uni. Même pendant et après les Journées de mai [1937], quand les éléments de gauche ont commencé à acquérir plus de consistance et à mieux se définir politiquement, les résolutions du Comité central, organisme qui comprend des représentants de Madrid et de la cellule 72 de Barcelone, ont été prises à l'unanimité.

Et il est inutile d'évoquer la honteuse passivité que l'on a pu observer quand la répression s'est déchaînée contre le parti. De cette unité du POUM ne peuvent s'enorgueillir que les imbéciles et les opportunistes, qui en bénéficient. En fait, c'est cette unité qui a permis à la direction centriste d'étouffer la «force potentielle révolutionnaire» des travailleurs du POUM et qui nous offre un exemple frappant de l'incompétence des éléments de gauche du Parti. Pour certains d'entre eux, leurs positions de gauche n'ont été qu'une dérisoire justification intime.

Non, ce n'est pas un problème lié à un conflit de personnalités qui a empêché les éléments de gauche de se cristalliser et de se développer. C'est une question de programme. Seule la lutte systématique pour un programme révolutionnaire peut contribuer à former de bons dirigeants. Ce n'est pas tant l'absence de ce document matériel qui est en cause, que l'attitude adoptée face à une certaine tendance historique. Ni la cellule 72 de Barcelone, ni la section de Madrid n'ont jamais décidé de prendre appui sur cette tendance.

Leurs critiques exprimées contre la direction étaient hésitantes, unilatérales et superficielles parce qu'ils ne considéraient pas le POUM comme un courant centriste aux ramifications internationales, mais comme un courant révolutionnaire commettant des erreurs occasionnelles. Cette évaluation n'était pas fondée sur une analyse objective, mais sur la peur d'être confondus avec les trotskystes. Fuyant le point de vue de la Quatrième Internationale, ils se rapprochaient des positions du centrisme.

Les préjugés antitrotskyistes ont empêché l'évolution et le développement d'une aile gauche qui aurait pu préserver de la décomposition la majorité des militants révolutionnaires du POUM. Dans la mesure où la section de Madrid et la cellule 72 se situaient sur un terrain positif par rapport à la direction centriste, les besoins mêmes de leur constitution comme avant-garde révolutionnaire auraient dû les inciter à adopter le programme de la Quatrième Internationale. Mais, au lieu de se laisser guider objectivement par la dialectique des événements, leur boussole les a amenés à éviter le trotskysme. D'où leur incapacité à tracer énergiquement une ligne de démarcation entre les centristes et les révolutionnaires, et à guider ces derniers vers la création d'un parti bolchevik et la conquête des masses.

L'asphyxie de cette fameuse gauche qui a suscité tant d'illusions ne m'étonne pas. La section de Madrid a laissé passer le temps en projetant de grands événements, tandis que les faits réels, quotidiens, la plaçaient à la remorque du Comité exécutif ; quelques-uns de ses membres sont d'ailleurs devenus les délateurs des trotskystes au service du centrisme. Avant les journées de mai [1937], la cellule 72 constituait un embryon de mouvement fractionnel aux ramifications politiques fragiles, sur les plans politique et organisationnel, tout comme fragiles étaient ses propres positions, mais elle semblait avoir un avenir prometteur. Depuis, cette cellule a eu l'occasion d'accélérer sa formation politique et de conquérir des positions en prenant en charge la lutte contre la réaction stalinienne, réaction que la direction du POUM observait avec une passivité criminelle.

Cependant, les faits ne laissent aucune place aux illusions. Ayant rejeté avec un silence méprisant les propositions des bolcheviks-léninistes²⁸, destinées à conclure un accord pour affronter ensemble la réaction et le stalinisme, nous constatons que la gauche de Barcelone a disparu et qu'il ne reste plus qu'un seul militant pour défendre ses idées.

La répression n'est pas le seul facteur expliquant cette réduction d'influence, proportionnelle à ce qui se passe dans l'ensemble du parti. Malgré l'ignoble violence sadique des méthodes utilisées, la répression, en particulier durant les premiers mois, ne pouvait détruire que les organisations dépourvues des contacts vivants avec les masses, contacts qui irriguent un parti attaché aux principes révolutionnaire.

L'esprit et l'organisation des masses, la corrélation générale des forces, la tension aiguë entre elles, l'importance des positions occupées par le prolétariat et l'abondance des ressources possibles pour la propagande clandestine auraient permis, grâce à un programme et à des mots d'ordre

²⁸ Munis fait ici allusion à la lettre, datée du 26 juin 1937, dans laquelle la Section bolchevik-léniniste d'Espagne a appelé la gauche du POUM et les Amis de Durruti à établir une plateforme d'action commune contre la répression. (*NdE*).

combattifs reconnus immédiatement comme tels, de transformer l'illégalité en une courte période permettant de renforcer l'organisation dans l'adversité. En fait, l'élément qui a contribué à réduire à l'insignifiance «un parti de 40 000 membres», est moins les incarcérations, l'interdiction de sa presse et les assassinats, que le fait que ces 40 000 membres étaient déjà à moitié réduits à l'impuissance par la politique de leur propre direction.

Le défenseur de la cellule 72 – appelons-le ainsi afin d'éviter de citer son nom²⁹ – avoue son désespoir dans un document adressé au Comité central qui s'est tenu récemment à Barcelone³⁰. Comme dans le projet que ce même camarade avait présenté au Congrès qui n'a jamais eu lieu³¹, ce document contient des critiques très justes contre la direction, critiques sur lesquelles on peut et on doit évidemment s'appuyer, comme tu le penses. Mais le plus important est de tenir compte des erreurs que contiennent ces textes.

Les bolcheviks-léninistes partagent presque toute la partie critique de ce dernier document. Pour la première fois, un membre du POUM qualifie de centriste la politique de son parti et tente de donner à cette notion son véritable caractère. Je le dis parce que l'auteur de ce texte, après avoir caractérisé de centriste sa propre direction, affirme que «le POUM était un parti révolutionnaire avant le 19 juillet» [1936]. Cette affirmation est tel-

²⁹ Il s'agit de Josep Rebull, secrétaire de la cellule 72, administrateur de *La Batalla*, membre du Comité central du POUM, frère de «David Rey». La clandestinité force Munis à ne pas citer son nom (*NdE*).

³⁰ Il s'agit de la «Résolution présentée au Comité central du POUM par José Rebull à Barcelone, le 27 octobre 1937» (*NdE*).

³¹ Il s'agit des contre-thèses politiques de la cellule 72, écrites par Josep Rebull, qui s'opposaient aux thèses du Comité exécutif et auraient dû être discutées lors du deuxième congrès du POUM, qui après plusieurs reports ne fut jamais convoqué, parce que ce parti fut interdit et persécuté à partir du 16 juin 1937.

Ces contre-thèses de la cellule 72 s'intitulent respectivement «Contre-thèse politique pour le deuxième congrès du POUM, présentée par la cellule 72 du 5^e district de Barcelone», «A la dérive. La direction du POUM pendant les Journées de Juillet (Précisions sur la contre-thèse politique)», «Pour la création de Conseils d'ouvriers, de paysans et de combattants. (Précisions sur la contre-thèse politique)», publiées dans le n°1 du «Bulletin intérieur. Organe de discussion pour le deuxième congrès du comité local du POUM à Barcelone, le 23 avril 1937». Après les journées de mai [1937] un deuxième numéro de ce bulletin intérieur fut édité le 29 mai 1937, dans lequel la cellule 72 présenta trois contributions «À propos du mot d'ordre de "gouvernement CNT-UGT"», «Sur la dualité des pouvoirs. (Précisions sur la contre-thèse de la cellule 72)» et «Les journées de mai».

lement éloignée de la vérité qu'elle n'a presque pas besoin d'être réfutée. Quand et comment s'est effectué ce virage à droite ?

Le centrisme peut inclure des éléments révolutionnaires qui évoluent vers le réformisme, ou vice versa ; dans tous les cas, l'évolution prend du temps et transforme un courant politique au fil des événements. Personne ne se couche révolutionnaire un soir pour se réveiller centriste le lendemain matin.

Cependant, pour que le POUM lance, un beau matin, le malheureux mot d'ordre du «gouvernement ouvrier», nulle solution de continuité n'était nécessaire. C'est sans le moindre accrochage, à l'unanimité, que le même Comité central, avant le 19 juillet [1936] avait approuvé la collaboration gouvernementale et joyeusement soutenu le «programme socialiste» qui consista à livrer la révolution socialiste à des individus comme Comorera, Prieto, etc.

Cette politique découlait du cœur du programme du POUM parce qu'elle était au cœur de sa constitution et existait bien avant : elle avait déjà été soutenue par l'ancien Bloc ouvrier et paysan, et, au début de la Gauche communiste [trotskyste], même si elle avait été contenue par la discipline internationale. Si l'auteur de ce document avait pris la peine de confronter la politique qu'il qualifie de centriste avec celle pratiquée par le POUM avant le 19 juillet [1936], il aurait certainement eu du mal à trouver la moindre différence fondamentale entre les deux. Cela lui aurait évité de partir du mauvais pied pour commencer à marcher et il n'aurait pas été forcé de combler les lacunes de son analyse et de dissimuler ses erreurs, en idéalisant le passé et les morts.

Le document présente le Front ouvrier révolutionnaire comme la panacée suprême et la condition de la régénération du POUM et du mouvement ouvrier. Après s'être livré à une critique dure et juste de la direction, il retombe dans la conception officieuse, sinon officielle, que celle-ci défend.

Les illusions que suscite cette formule exigent de préciser qu'elle n'a rien à voir avec la notion bolchevik du Front unique de classe : «Marcher séparément. Frapper ensemble.» Sans tolérer de confusion entre les programmes, en conservant la pleine liberté de critique, mais en concluant des compromis pour la lutte immédiate et pratique contre l'ennemi de classe. Le numéro de *La Batalla* du 5 août affirme qu'il est nécessaire de «marcher vers le Front ouvrier révolutionnaire, qui regroupe tous les secteurs d'accord pour donner à la guerre le caractère révolutionnaire qu'il n'aurait jamais dû perdre et pour conquérir le pouvoir en faveur de la classe ouvrière»...

«Conquérir le pouvoir en faveur de la classe ouvrière», quelle belle perspective ! Les dirigeants du POUM espèrent se mettre d'accord avec la CNT et la FAI (Largo Caballero prônait une telle formule il y a quelques jours), alors qu'ils espèrent également arriver au pouvoir pour livrer le prolétariat entre les mains du gouvernement.

Ils transforment la thèse du Front unique en un stratagème ronflant qui dissimule leur idée fixe de revenir à un ministère semblable à celui de septembre 1936. La conquête du pouvoir par le prolétariat ne peut être l'objet d'une alliance, à moins qu'elle se déroule par le biais de ses organes de pouvoir (comités, juntas révolutionnaires, soviets). Même sous cet aspect, théoriquement recevable, d'innombrables difficultés surgiraient dans la pratique. Le Front unique, indispensable pour la défense des libertés et des intérêts ouvriers les plus immédiats, conduit à la création d'organes de classe, et permet seul de mettre le prolétariat en condition de lutter pour le pouvoir.

S'allier avec toutes les organisations prêtes à défendre ces libertés et ces intérêts, en dénonçant vigoureusement ceux qui préfèrent s'allier avec les geôliers et les bourreaux du prolétariat, telle est la véritable tactique révolutionnaire de Front unique que défend la Section bolchevik-léniniste [d'Espagne] depuis sa fondation. Mais demander une alliance de «tous les secteurs qui sont prêts à conquérir le pouvoir en faveur de la classe ouvrière», n'est rien d'autre qu'une formulation démagogique et opportuniste élaborée par des gens qui n'ont pas renoncé à former de funestes blocs politiques, et utilisent le mot d'ordre du Front unique pour le transformer en un slogan mensonger, afin de calmer le mécontentement de leurs militants.

En réalité, le Front ouvrier révolutionnaire n'a servi qu'à réconcilier entre elles les différentes tendances [du POUM]. Gorkin, Andrade, ce qui reste de la cellule 72 et de la section de Madrid ont résolu toutes leurs divergences en adoptant cette formule. Comme son frère centriste du SAP [le Sozialistische Arbeiter Partei] avant l'avènement du fascisme, le POUM met fin aux tendances centrifuges, qui, si elles se développaient, joueraient un rôle positif dans la formation du parti révolutionnaire, en les laissant s'enliser dans les sables mouvants du Front ouvrier révolutionnaire.

La différence est que le SAP a rempli cette fonction en proposant uniquement le Front unique comme programme, tandis que le POUM se contente d'un Front ouvrier révolutionnaire qui ne va pas au-delà de la rupture avec le stalinisme. Et la question n'a même pas été tranchée au Comité central ! Il n'est pas exclu, néanmoins, surtout face à la dérive politique évidente des anarchistes en direction du stalinisme, que le POUM passe par la même évolution que le SAP en faisant du Front unique un thème général. Cela contribuerait certes à attirer d'autres fractions du mouvement ouvrier, mais le problème du programme, du parti de l'avant-garde ouvrière, resterait entier, et sa résolution deviendrait encore plus urgente et vitale.

Au niveau du programme, tu n'as toi-même aucune illusion sur ce que la direction officielle pourrait faire. Mais que peux-tu attendre de ce qu'on appelle les éléments de gauche ? Quelle que soit l'estime que tu éprouves pour leur évolution idéologique (réelle ou supposée), ils sont néanmoins

responsables de tout ce qui n'a pas été fait durant plus d'un an d'hésitations et de menaces vaines de passer à l'action.

Le document du membre de la cellule 72 auquel j'ai fait allusion n'apporte aucune contribution à cet égard, malgré son appel à la dictature du prolétariat. On n'y trouve pas la moindre référence à des questions fondamentales du mouvement ouvrier comme celles d'un nouveau parti, d'une nouvelle Internationale.

Toutefois, quiconque admet que le POUM est un parti centriste est encore plus obligé de répondre à ces questions, à moins qu'il espère, grâce aux vertus de son éloquence, convertir les centristes en bolcheviks. La triste réalité est que l'aiguille qui mesure les rapports de forces internes, le Front ouvrier révolutionnaire, est conditionnée par l'absence de discussion autour de ces questions et de toute critique des embarrassants alliés internationaux du POUM. C'est seulement en évitant de se prononcer sur ces questions que cet équilibre se maintient et que nos gentils militants de gauche ne sont pas obligés d'agir.

La force potentielle des travailleurs révolutionnaires du POUM, je le répète, est ainsi stérilisée. Mais, malgré le temps perdu, il n'y a pas d'autre solution que la lutte irréductible et organisée contre la direction centriste. Argumenter sur la légitimité, ou l'illégitimité, des fractions, c'est adopter une attitude méprisante de philistins. Le premier devoir d'un révolutionnaire qui milite dans un parti centriste est de former une fraction. Se croiser les bras ou se contenter de pousser de grands cris montre seulement que l'on est contaminé par ce milieu politique.

Les travailleurs révolutionnaires du POUM ont besoin d'un programme, d'une arme idéologique pour gagner la confiance des masses. Ce programme ne peut être que celui de la Quatrième Internationale, qui est déjà en marche dans le monde entier. Les éléments les plus conscients ont le devoir politique de hisser ce drapeau. C'est seulement ainsi qu'ils pourront contribuer à créer le parti révolutionnaire et résoudre les problèmes majeurs de la conquête du pouvoir.

G. M.

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Lettre de Munis et Adolfo Carlini [Domenico Sedran] à Felix Danon

(25 juin 1938)

Cette lettre a été transcrite textuellement de l'original écrit en français et nous avons seulement corrigé les fautes d'orthographe. Felix Danon était un militant de la CGT-sr et un membre de la section française de la CNT à Barcelone. Il fut incarcéré parce que, pendant les événements de Mai 1937, il avait occupé le Casal del Metge, situé en face de la Casa de la CNT-FAI pour la défendre contre une attaque probable des staliniens. Après Mai 1937, il fut expulsé de la section française de la CNT et emprisonné. Munis et Carlini lui adressèrent cette lettre, peu avant qu'il soit libéré, pour qu'il prenne contact avec les bolcheviks-léninistes de Paris et afin qu'il dénonce leurs conditions de vie en prison (NdE).

Cher camarade Danon,

Les camarades bolcheviks-léninistes que nous sommes dans les mains du Tribunal d'espionnage et de haute trahison, nous restons encore dans une communication [*en contact*] avec nos camarades de France. Par conséquent, nous sommes dans les mauvaises conditions personnelles que tu connais et sans la possibilité de nous défendre à l'aide d'une efficace campagne de guerre. Jusqu'à présent nous ignorons si le document que nous t'avons rendu [*remis*] ici à la Carcel [*prison*] Modelo, il a ou il n'a [*il est ou il n'est pas*] pas arrivé aux mains de nos camarades.

Maintenant que tu te trouves en liberté, nous attendons que tu feras tous tes possibles [*ton possible*] afin de nous mettre en contact avec nos camarades de Paris. Tu n'ignores pas la gravité de notre situation.

Tu répondras à la copine qui te remettra cette lettre si tu peux nous rendre ce service afin d'envoyer tout de suite une lettre et un article à Paris. Mais nous pourrions régler la question beaucoup mieux si tu pourrais [*pouvais*] nous faire [*rendre*] une visite et en parler.

Avec nos plus cordiales salutations révolutionnaires

M. Grandizo Carcel Modelo 25-6-38

Manuel Fernandez Grandizo 2^e Galeria 161

PEDIR

Felix Danon Grupo francés de la CNT 30, Via Durruti

Fais savoir s'il arrive toujours *La Lutte ouvrière*. Salutations

ADOLFO

Source : Transcrite de l'original en français.

Lettre de G. Munis et Carlini à González Peña

Nous avons précédemment indiqué que M. González Peña, ministre de la Justice du Gouvernement Negrín, interrogé à New York, avait déclaré ne rien connaître du cas de nos camarades Munis et Carlini, et Rodríguez, menacés de mort, sans parler des autres camarades emprisonnés.

Nous publions ci-dessous une lettre de nos camarades adressée à G. Peña le 24 août. Si elle n'a pas été transmise déjà à M. Peña, il la trouvera sans nul doute à son retour³².

A M. le Ministre de la Justice de la République (Peña),

A M. le Président de la Generalitat de Catalogne,

Etant donné la prochaine venue de la cause instruite par le Tribunal d'espionnage et de haute trahison de Catalogne (n° 1) contre un groupe de bolcheviks-léninistes affiliés à la IV^e Internationale, nous nous adressons à votre instance supérieure, en lui manifestant notre protestation la plus énergique pour les procédés utilisés, et en demandant la justice stricte, mais avec des garanties absolues de défense.

Pour expliquer avec exactitude tout ce qu'il y a d'illégitime – pour ne pas employer un autre mot plus adéquat – dans la procédure policière et juridique suivie contre nous, un rapport très étendu serait nécessaire, en réalité tout un contre-procès, qui obligerait à sortir de l'ombre ceux qui préparent ce genre de répression et utilisent de tels procédés.

Le nom de cette organisation, dont la déloyauté dans la lutte contre les autres organisations ouvrières ne se limite pas à nous, est dans l'esprit de l'immense majorité du prolétariat... Voici quelques détails, plus que dénonciateurs [*significatifs*] :

1°. Au lieu d'être dirigée par la Brigade sociale, que cela regardait, notre affaire fut examinée par la Brigade criminelle. Par hasard ? Car ce n'est pas par hasard que le chef de la Brigade criminelle est M. Méndez, membre du PSUC, tandis que celui de la Brigade sociale est Rico, du Parti

³² Lettre de G. Munis et Adolfo Carlini à Ramón González Peña (ministre de la Justice dans le deuxième cabinet Negrín), datée du 24 août 1938. Traduction effectuée par le *SIP* : *Service international de presse de la Quatrième Internationale*, le 10 octobre 1938.

socialiste espagnol. Cette simple caractéristique politique de chacun des deux chefs est toute une révélation [*révélatrice*].

2°. Dans l'accusation formulée dans l'acte d'accusation (copie jointe) on prétend que les bolcheviks-léninistes ont tué un capitaine nommé Narvitch, le 10 février, à 10 heures du soir. Le 13 du même mois, tous les accusés ont été accusés [*inculpés*]. Au lieu d'accélérer les interrogatoires, on laissa passer plus de 15 jours avant de les commencer, et le principal accusé, ce qui ne manque pas de signification, fut appelé le dernier à témoigner, cela un mois après son arrestation. Malgré cela, les camarades Grandizo et Fernández, faisant un effort de mémoire, purent déclarer où ils se trouvaient au jour et à l'heure de l'accusation, mais la police dirigée par M. Méndez ne fit pas le moindre effort pour constater la véracité de cette déclaration.

3°. Pour obtenir l'un de ces «aveux» dégradants dont on nous a donné un exemple sous d'autres latitudes, la police a mis en pratique «les méthodes d'avant» (comme un des policiers eut même l'impudence de le déclarer). Coups, insultes, menaces de mort, tentatives de corruption, y compris les tortures de ceux qui pouvaient témoigner, comme ont pu le voir les détenus qui se trouvaient à la Direction générale de la Sûreté, qui ont pu [*en*] voir les traces malgré ce qu'on faisait pour les cacher.

C'est ainsi que la police obtint, en la lui dictant, la déclaration de Luis Zanon, dont le tempérament ne résista pas à la moindre pression, quelle qu'en soit la cause (et c'est pour cela qu'il fut amené à déclarer [*témoigner*] le premier), et dont nous avons demandé en vain un examen médical. Si celui-ci était impartial, nous sommes sûrs qu'il nous donnerait raison. Pendant les confrontations entre Grandizo Munis et Luis Zanon, si on peut appeler confrontation [*le fait de*] placer les deux [*inculpés*] dos à dos, en empêchant, sous des menaces sévères, que Grandizo adresse la parole à Zanon ou le voie, se produisit la scène suivante :

Un policier à Zanon (le tutoiement est la délicatesse policière habituelle) : «Dis à Munis si nous t'avons fait violence pour obtenir ta déclaration.»

Zanon : «Oui, on m'a fait violence.»

Le policier : «Et la réunion du Café La Cubana, la lettre de Paris, etc. ?»

Zanon : «Tout est mensonge. J'étais disposé à dire quelque chose parce que j'avais peur.»

A ce point, qui détruisait toute la fausse construction, la confrontation fut immédiatement suspendue, précisément quand il était indispensable de la continuer. Zanon fut de nouveau appelé seul et traité de manière à lui faire dire ce qu'on voulait, comme il le relate lui-même.

4°. Dans le rapport-déclaration de Zanon, ci-joint, on [*il*] repousse comme calomnieuse et absolument sans base toute accusation contre les détenus qui serait appuyée sur les déclarations signées par lui devant la police, et demande à être soumis de nouveau à un interrogatoire ou [*qu*]

on lui garantisse qu'il n'y aurait pas de méthodes de coaction [*coercition*] et de violence. *Il y a six mois que le juge a entre les mains cette déclaration*, sans que l'on ait appelé Zanon ni aucun des autres accusés à faire de nouvelles déclarations : dans ces conditions, on prétend faire un jugement oral ! Nous avons été appelés au tribunal le 20 courant, sans notification antérieure des conclusions du procureur, ni signification des conclusions. Nous ne pouvions donc avoir aucune défense sérieuse, même pas faire venir des témoins à décharge. Heureusement, le jugement fut repoussé. La méthode d'exception à laquelle on nous soumet est évidente. *On veut nous condamner, en nous salissant, nous et le courant révolutionnaire international que nous représentons*, sans autre preuve qu'une affirmation policière secrètement inspirée et motivée par un parti politique.

5°. Le commissaire politique de bataillon «Max» ou «Joan», dont on ignore le nom selon l'acte d'accusation, est sans aucun doute affilié au communisme officiel, dont il a reçu la mission de s'introduire dans nos rangs pour préparer la «mise en scène». D'un commissaire de bataillon utilisant une automobile du ministère de la Guerre, en service actif, tout ce que le Señor Méndez sait dire, c'est qu'il ignore son nom. Cependant, pendant les interrogatoires-tortures de la Brigade criminelle, un des accusés, Carlini, entendit la voix de ce commissaire, disant [*dire*] «Debout, debout les cinq.»

Ces cinq observations peuvent être facilement élargies et complétées par d'autres observations aussi faciles à faire à travers la simple monstruosité de l'acte d'accusation et la déclaration nourrie de Zanon. Il n'y a pas besoin d'être perspicace pour voir la faiblesse, l'absence complète de base et de preuves matérielles de l'accusation, et surtout, la procédure dépourvue de garanties de défense à laquelle on nous a soumis. Il s'agit d'une persécution politique du secteur stalinien contre les bolcheviks-léninistes.

Fidèles à leur style particulier, les staliniens ne se bornent pas à la persécution; ils prétendent dresser contre nous l'opinion ouvrière en nous présentant comme des assassins, alliés de Franco, etc. Et pour ces buts louches, ils mettent à leur service les organismes de l'Etat dont ils ont pu s'emparer.

Sauf Zanon, tous les accusés sont d'anciens militants du mouvement ouvrier connus particulièrement à Madrid. Grandizo-Munis, le principal accusé, est un militant actif depuis 1930. A 18 ans, affilié à la Gauche communiste, il fut rédacteur à *La Antorcha*, *El Soviet* et *Comunismo*. Il collaborait à la revue sociale *Leviathan*. Il fut plusieurs fois accusé. Condamné en octobre 1934 pour rébellion par le tribunal de Gil Robles-Lerroux, délégué de la Gauche communiste dans l'Alianza Obrera de Madrid, il est particulièrement connu par les membres de l'exécutif socialiste Albar, Heche, et Vidarte. Le ministre d'Etat actuel, Álvarez del Vayo, le connaît également. Les autres accusés pourraient parler aussi éloquemment de leur passé.

Dans notre presse nationale et internationale, on trouve l'exposé de notre politique, aussi loin du terrorisme qu'elle est proche de nos accusateurs. Nous demandons une justice absolue, mais avec des garanties de défense. Il est nécessaire d'empêcher qu'on condamne à mort plusieurs militants ouvriers en les présentant comme des criminels et sans leur permettre de se défendre.

En conséquence, nous réclamons :

1°- [Un] procès public, avec droit d'assistance, particulièrement pour les organisations ouvrières nationales et internationales.

2°- Que nous soient communiqués dans un délai suffisant les conclusions du procureur et les éléments de l'accusation, afin de pouvoir réfuter et présenter tous les témoignages nécessaires.

3°- Que préalablement Luis Zanon soit appelé à faire une nouvelle et véridique déclaration en le garantissant contre toute violence.

4°- Que compareisse devant le tribunal le commissaire général Méndez, afin qu'il soit librement questionné par les accusés.

5°- Que soient présentées des preuves matérielles des faits qu'on nous impute, et non de simples déclarations que l'on peut obtenir par toutes sortes de moyens inavouables.

6°- [Un] droit de défense, pour les étrangers, par un avocat étranger auquel on doit remettre un passeport pour qu'il puisse entrer en Espagne et qu'on puisse lui garantir une libre investigation.

Avec ces garanties, nous sommes sûrs de confondre nos accusateurs en démontrant qu'une organisation utilise avec art le pouvoir qu'elle a entre les mains pour fabriquer de faux témoignages et envoyer devant le peloton d'exécution de probes [*d'honnêtes*] militants révolutionnaires dont le seul délit consiste à rester constamment fidèles à leurs propres idées : celles de la classe ouvrière.

Pour le Groupe bolchevik-léniniste. Signé : **Munis, Carlini.**
Barcelone, le 24 août 1938.

Leçons d'une défaite

Une interview de F. Munis

(1)

La Lutte ouvrière, n° 110, 24 février 1939

– Crois-tu que les causes de la chute de Barcelone soient strictement militaires, et seulement dues, comme l'écrit en France la presse du Front populaire, à la formidable supériorité des franquistes en armements ?

Cette supériorité est incontestable. Elle était même beaucoup plus forte qu'on ne le croit communément, en dépit de l'aide soviétique et grâce aux responsabilités qui chargent sur ce point les organisations ouvrières espagnoles et internationales. Mais les raisons profondes de la défaite catalane, comme de toutes les autres défaites gouvernementales au cours de la guerre civile, ne peuvent être trouvées que dans la politique du bloc gouvernemental du Front populaire. Il faut se rendre compte que cette politique visait, depuis le 20 juillet 1936, à affaiblir les conquêtes du prolétariat. Militairement, malgré la propagande du Front populaire, cette politique n'a pu créer qu'une «discipline» au sens bourgeois du mot, mécanique et répressive, sans donner aux soldats ni organisation, ni capacité technique, ni non plus la solidarité d'une armée bourgeoise.

Les résultats concrets furent le monopole de tous les postes de commandement par des arrivistes dépourvus de toute capacité militaire, ce qui entraînait une discipline ne s'exerçant contre les soldats que pour maintenir les privilèges des parvenus. Tandis que les vrais prolétaires qui avaient fait l'expérience de la guerre et y avaient acquis des capacités militaires restaient simples soldats, ou se trouvaient relégués à des postes inférieurs. Les soldats avaient le sentiment que l'organisation de la fameuse «armée populaire» ne se faisait que pour garantir les privilèges des parvenus et de la caste militaire pour réfréner toute activité politique à la base.

Aux moments décisifs et dangereux, cette organisation aboutissait inévitablement à la fuite du commandement, ou à son passage à l'ennemi, à la débâcle des troupes, qui se sentaient trahies, à une retraite chaotique, à d'innombrables pertes de matériel dues beaucoup plus à l'incapacité ou au défaitisme du commandement militaire «populaire» qu'à l'avance ou à la capacité de l'ennemi.

Sur l'attitude caractéristique des militaires professionnels, on peut citer le général Rojo, officier professionnel, commandant au début de la guerre et responsable direct de la défaite de Borox, Illiesca et Gétafé, avec le général Puydengolas. Les comités des miliciens les jugèrent tous les deux

responsables de trahison concertée. Ils arrêtaient Puydengolas et le fusillèrent. Ils prononcèrent le même verdict contre Rojo qui put s'enfuir et se cacher au ministère de la Guerre sous la protection de Largo Caballero. Il n'en sortit que pour devenir chef d'état-major.

D'innombrables autres exemples du même genre pourraient être cités pour caractériser l'attitude des militaires professionnels restés «fidèles» à la «République». Au début, ils trahissaient délibérément. Quand ils constatèrent la politique résolument anti-ouvrière et contre-révolutionnaire de Negrín, ils purent manifester plus de fidélité à la bourgeoisie. Le prolétariat ne leur en marquait pas moins de méfiance. La fidélité au Front populaire ne signifiait plus pour eux que la fidélité à la bourgeoisie qui réprimait les ouvriers. La trahison se trouvait canalisée dans une voie plus strictement politique.

– **Ce que tu dis est étonnant. La presse stalinienne nous donnait pourtant l'impression d'un renforcement du commandement militaire, passés les premiers mois de la lutte.**

En Espagne, en dépit de la propagande stalinienne et de la censure qui étouffait toute expression libre, chacun pouvait se rendre compte, non seulement de l'incapacité militaire du haut commandement mais aussi de son incertaine loyauté envers le gouvernement. Pour ne citer que le cas le plus connu, je te rappelle le cas d'Antonis Guerra, commissaire général de l'armée du sud, membre du Parti communiste espagnol, et de Borribar, député communiste, responsables principaux de la chute de Malaga. Naturellement le procès de Borribar n'est pas encore terminé. Le gouvernement Negrín dut ouvrir un procès contre ce dernier, tandis que le premier resta à Malaga, où il devint le bras droit de l'Inquisition franquiste dans sa répression contre les ouvriers.

Autre exemple. Avant la prise de Bilbao, les deux chefs de la fameuse «ceinture de fer», fortifications qui entouraient la ville, passèrent aux côtés [du côté] de Franco qui se trouva ainsi connaître beaucoup mieux le plan des fortifications que le commandant de l'armée gouvernementale.

Enfin, au cours de l'offensive contre Saragosse, toute une partie de l'état-major gouvernemental, qui appartenait tout entier au Parti communiste, déserta et rallia Franco, alors que le gouvernement avait dépensé des millions pour acheter les officiers franquistes. Mais Franco découvrit le coup, fusilla les officiers compromis et acheta les officiers gouvernementaux. C'est ainsi qu'échoua l'offensive vers Belchite, après d'énormes pertes en hommes et en matériel.

Outre le haut commandement, les cadres subalternes étaient encore pires. De tels cadres ne pouvaient permettre de forger une armée capable de vaincre.

Ce qui s'est passé dans l'armée ne fait que refléter la situation générale du pays, les rapports de force qui existaient entre les classes. Sans base de classes, pas d'armée. Or, en dépit de ses efforts, le gouvernement de Front populaire n'avait pu gagner la confiance de la bourgeoisie nationale et in-

ternationale. Son armée devait donc nécessairement refléter l'inconsistance qui résultait pour elle de l'absence de fondement social, elle ne s'appuyait ni sur la bourgeoisie, ni sur le prolétariat. L'armée espagnole, comme expression de la classe dominante, était l'armée de Franco. Notre armée ne pouvait être que l'armée rouge du prolétariat. Pour pouvoir lutter contre le prolétariat et la Révolution socialiste, le gouvernement supprima toutes les conditions qui auraient pu permettre la victoire militaire sur l'armée de Franco.

(2)

La Lutte ouvrière, n° 111, 3 mars 1939

La semaine dernière, nous avons publié une première partie des déclarations de notre camarade Munis. Tous nos lecteurs savent que Munis et Carlini devaient être jugés le 26 janvier [1939], à Barcelone. C'est ce jour-là que Franco s'empara de la ville. Ce jour-là le bourreau Franco faillit exécuter sur nos camarades la décision criminelle des stalinien. Par suite de circonstances heureuses, notre camarade Munis a pu s'échapper des griffes de la police, pleine de traîtres et de fuyards. Malheureusement, il n'en fut pas de même pour notre camarade Adolfo Carlini, qui, relâché par miracle de la Carcel de Estado, ne donna plus ensuite de ses nouvelles. Nous pouvons craindre pour son sort.

Tous nos camarades resserreront, dans ces jours d'épreuves pour nos camarades, leur solidarité active. Amis de France, qui n'avez pas encore connu les sacrifices et les dévouements qu'exige la guerre civile, mobilisez-vous, en envoyant de l'argent nécessaire, en défendant hautement vos militants, en répandant leurs appels et leur pensée.

Solidarité avec les bolcheviks-léninistes espagnols !

*

– Quel état d'esprit la politique gouvernementale avait-elle créé dans la population ?

L'inspiration anti-ouvrière qui commandait la politique du gouvernement de la «victoire» engendra, dans toutes les couches populaires, le mécontentement, l'indifférence, et même la haine contre le gouvernement et les bureaucraties des organisations ouvrières. Après les journées de Mai 1937, le prolétariat se pénétrait de plus en plus de l'idée qu'il se battait pour rien. Et quoique la victoire sur le fascisme fut souhaitée par la majorité de la population, elle passa de l'indifférence à la résistance contre les mesures de mobilisation de Negrín. Des ouvriers parmi les plus conscients du prolétariat catalan faisaient leur possible pour échapper à la mobilisation au cours des derniers mois. «Se battre pour Negrín et pour Comore-

ra ? Jamais. Quand un nouveau 3 mai [1937] arrivera, je serai aux barricades» : telles étaient leurs expressions caractéristiques.

Ces petits faits reflètent mille fois plus [*de choses*] que la démagogie officielle sur «la capacité de résistance et de sacrifice» du peuple espagnol. Les ouvriers auraient tenu jusqu'au bout s'ils avaient vu que les sacrifices de la guerre ne retombaient pas exclusivement sur leurs épaules. Le rationnement de guerre était réparti très inégalement suivant les classes. Les diverses couches de privilégiés – gouvernement, bureaucratie militaire, politique et syndicale, gardes d'assaut – ne manquaient de rien, tandis que l'ouvrier crevait de faim, au sens le plus strict du mot. L'organisation internationale pour le ravitaillement des femmes et des enfants était en fait entre les mains de la bureaucratie et des spéculateurs. Les femmes et les enfants affamés ne voyaient rien venir.

L'échelle des salaires exprimait le même esprit de privilèges, tout particulièrement en Catalogne où le ministre du Travail était Comorera, petit-bourgeois réactionnaire passé aux staliniens. Les ouvriers les mieux payés des industries de guerre ne gagnaient que 6 ou 700 pesetas par mois. Sur le marché libre, on ne trouvait plus rien à acheter. Dans les marchés clandestins, les prix étaient astronomiques, absolument inabordables pour les ouvriers.

Un litre d'huile coûtait entre 250 et 300 pesetas. Une boîte de viande de conserve de 80 à 100 pesetas, un kilo de riz de 100 à 120 pesetas. La distribution régulière des rations ne touchait les ouvriers qu'après que la bureaucratie et les privilégiés eussent été déjà soigneusement pourvus. Les familles ouvrières étaient contraintes de manger dans les restaurants populaires, quand du moins elles avaient eu le bonheur d'en obtenir la carte d'accès, ce qui constituait déjà un privilège. Une portion de lentilles et un morceau de pain y coûtaient 10 pesetas. Au cours des derniers mois, même cette nourriture commençait à faire défaut.

Si l'on ajoute à cela la répression gouvernementale, le manque absolu de liberté, non seulement dans les réunions publiques et la presse, mais aussi dans les syndicats qui étaient devenus des sortes de commissariats de police, le terrorisme stalinien, sur qui pèse l'assassinat de centaines de militants révolutionnaires, les camps de concentration où l'on a fusillé les militants qui s'étaient battus sur les barricades ouvrières de Mai 1937, on comprend facilement que les ouvriers n'étaient plus en état de se battre, comme en juillet 1936, ou lors de la défense de Madrid, ou bien encore en mai 1937.

Voilà le mécanisme concret par lequel la politique du Front populaire a abouti à l'effondrement sans lutte de la Catalogne. On ne peut pas imposer pendant trois ans au prolétariat une politique contraire à ses intérêts et attendre de lui qu'il sauve une situation désespérée.

La crise anarchiste

– Quelle part prirent les organisations ouvrières à cette politique de trahison et de défaite ?

Je ne puis en quelques mots l'expliquer en détail, à propos de chaque organisation, en particulier et relativement. Prenons la question en bloc. Commençons par l'UGT. À un certain moment, il y eut dans l'UGT, la Jeunesse unifiée et le Parti socialiste, une certaine résistance qui tentait de s'exprimer. Cette résistance, il est vrai, s'orientait vers Largo Caballero et l'ancienne gauche socialiste. Il y eut même une scission. La masse poussait vers une politique révolutionnaire. Des mesures furent prises par la direction socialiste et ugétiste visant l'exclusion de sections entières. Largo Caballero lui-même y était compris. Mais l'élan révolutionnaire de classe des masses fut une fois de plus détourné par la direction caballeriste, et tous les éléments évoluant vers la gauche furent livrés à la bureaucratie réformiste. Caballero et ses bureaucrates «de gauche» reculèrent, terrifiés devant l'importance d'une lutte sérieuse contre le Front populaire et le stalinisme au sein d'une guerre civile. Depuis lors, l'unité la plus monolithique régna dans les rangs socialistes et ugétistes. Largo Caballero lui-même, malgré ses critiques de caractère plutôt personnel que politique, ne bougea plus.

Dans la CNT, des résistances plus profondes durent être vaincues. La plus grande partie du prolétariat étant groupée dans la CNT, l'adaptation complète à la politique bourgeoise du Front populaire ne pouvait se faire sans une résistance plus ou moins spontanée et aveugle des ouvriers. Toutes les manœuvres et les déguisements verbaux (tels que le «Front populaire révolutionnaire») des chefs anarchistes n'empêchaient pas le prolétariat anarchiste de continuer à éprouver de la répugnance envers le bloc bourgeois du Front populaire. C'est pourquoi les chefs de la CNT ont dû traverser plusieurs étapes intermédiaires avant de parvenir à l'adaptation complète de la CNT au bloc bourgeois. La voix de la masse devait être étouffée. Les vieux militants qui avaient forgé l'organisation et qui étaient restés fidèles à la lutte de classe devaient être chassés des postes de direction dans les syndicats et dans la presse. L'extériorisation de cette résistance eut comme premier résultat la formation du groupement des «Amis de Durruti» qui s'étaient constitués avant les journées de mai. Ce noyau d'ouvriers révolutionnaires représentait un commencement d'évolution de l'anarchisme vers le marxisme. Ils avaient été amenés à remplacer la théorie du communisme libertaire par celle de la «junte révolutionnaire» (soviétique) comme incarnation du pouvoir prolétarien, démocratiquement élue par les ouvriers. Dans les premiers temps, surtout après les journées de mai, au cours desquelles les Amis de Durruti se rangèrent avec les bolcheviks-léninistes dans les premiers rangs des barricades, l'influence de ce groupement pénétrait profondément la centrale syndicale et le noyau «politique» qui la dirigeait, la FAI. Les bureaucrates, alarmés, essayèrent de prendre des mesures contre les dirigeants des Amis de Durruti, les accu-

sant d'être des «marxistes» et des «politiciens». Une résolution d'exclusion fut prise par la direction de la CNT et de la FAI. Mais les syndicats refusèrent carrément d'exécuter cette résolution.

Malheureusement, les dirigeants des Amis de Durruti n'ont pas su profiter de la force potentielle dont ils disposaient. Devant les accusations d'être des «politiciens marxistes», ils reculèrent sans combat.

– L'abandon du point de vue anarchiste et l'évolution vers la conception d'une politique prolétarienne consciente se manifestaient-ils chez les ouvriers ?

La collaboration des chefs anarchistes avec la bourgeoisie et l'expérience générale de la révolution et de la guerre avaient rendu évident pour la plupart des ouvriers anarchistes le fait qu'un pouvoir prolétarien était indispensable à la sauvegarde de la révolution et des conquêtes prolétariennes. L'accord entre l'avant-garde bolchevik et les ouvriers pris individuellement se faisait sans difficultés. Mais l'expression organique de cet accord ne put se cristalliser. En partie par absence d'un fort noyau bolchevik. En partie par défaut de clairvoyance politique chez les Amis de Durruti.

Mais j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec de vieux militants anarchistes, certains d'entre eux assez influents. Tous exprimaient la même idée : «Je ne peux plus défendre les idées que j'ai défendues avant la guerre civile. Je proclame mon accord avec la dictature du prolétariat, qui ne peut pas être la dictature d'un parti comme en URSS, mais celle d'une classe. Dans les organes du pouvoir prolétarien, toutes les organisations de la classe ouvrière peuvent se rassembler et coopérer.»

– Outre les Amis de Durruti, y avait-il d'autres manifestations de mécontentement dans la CNT et la FAI ?

À l'occasion de la «légalisation» et de la «réorganisation» de la FAI qui en firent un parti politique de plus, le conflit se manifesta surtout entre la Jeunesse libertaire armée et la FAI, entre la plus grande partie des groupes de la FAI et la direction. Une crise profonde traversa tous les rangs anarchistes et anarcho-syndicalistes. Les ouvriers rejetaient la politique de collaboration des chefs anarchistes. C'est l'épuisement seul et la désorganisation qu'entraînait la guerre dans les rangs ouvriers, appuyés par la bureaucratization des cadres de la FAI, qui ont pu venir à bout de la résistance des militants, renforcer le pouvoir des bureaucrates et empêcher les éléments progressifs [*progressistes*] de se regrouper et de réviser leurs idées jusqu'à l'adoption d'un véritable programme révolutionnaire.

– La théorie anarchiste ne s'est-elle pas exprimée, n'a-t-elle pas pu se renforcer comme réaction contre la politique de collaboration des chefs de la CNT ?

Certains ouvriers réagissaient en effet en retombant dans l'anarchisme sous sa forme la plus sectaire, ils considéraient la trahison de leurs chefs comme l'effet de leur «politisation». Ils en déduisaient la nécessité du retour à la doctrine anarchiste intégrale. Mais généralement ces éléments

n'avaient pu acquérir une grande influence auprès de la plupart des ouvriers anarchistes qui évoluaient au contraire vers la révision de l'idéologie traditionnelle de la CNT.

Ce qui n'empêche pas le danger d'une renaissance future de l'anarchisme en Espagne. Rappelons Lénine, sur ce point comme sur bien d'autres ! L'anarchisme ne constitue au fond qu'une punition contre les péchés opportunistes du prolétariat. Tant qu'un parti marxiste révolutionnaire ne se formera pas en Espagne, toute la malheureuse expérience de l'anarchisme espagnol pourra se renouveler.

L'action du POUM

– Le POUM n'a-t-il pu jouer un rôle de regroupement révolutionnaire dans cette désagrégation des organisations ouvrières ?

Il faut tenir compte de la position du POUM dans le rapport des forces en Espagne, comme parti situé à l'extrême gauche du mouvement ouvrier, comme organisation ouvrière «révolutionnaire», ainsi que de la formidable conjoncture révolutionnaire où il se trouvait. Le POUM se trouvait ainsi placé dans une situation très favorable pour entraîner les ouvriers révolutionnaires anarchistes, ou d'autres tendances dans la voie de la révolution prolétarienne.

Il ne manquait ni de force en militants, ni de libertés d'agitation et d'organisation. La situation révolutionnaire rendait au contraire ce travail possible au plus haut point. Mais toute une suite [*série*] de fautes opportunistes et parfois ultragauchistes se sont manifestées dans le POUM. À commencer par son orientation générale depuis les événements de juillet [1936] qui ne tendait pas vers la prise du pouvoir mais vers la collaboration. La presse bolchevik-léniniste espagnole et internationale a déjà maintes fois critiqué la collaboration du POUM au gouvernement de la Generalitat et sa politique durant les premiers mois, qui aboutit à la dissolution des Comités ouvriers et miliciens, et par suite au renforcement de l'Etat bourgeois et de son appareil militaire. Ces énormes fautes exprimaient naturellement la composition organique [*organisationnelle*] du POUM et les conceptions générales, boiteuses et centristes, de sa direction. Après la période de collaboration, ces deux facteurs continuèrent à s'exprimer dans une politique d'hésitation, de phraséologie ampoulée, qui cachait en fait le manque de programme et d'objectifs clairs.

Alors qu'il fallait rompre énergiquement avec le passé, et montrer aux ouvriers que la seule issue était, non la collaboration avec le Front populaire, mais la conquête du pouvoir, la direction du POUM cherchait la voie du retour au pouvoir par la collaboration au Front populaire. Je me souviens encore que, quelques jours avant l'assassinat de Nin, à l'occasion d'une crise politique dans le gouvernement de la Generalitat, le journal de la Jeunesse communiste ibérique, qui constituait la partie la plus radicalisée du POUM, affichait un grand titre réclamant : «Gouvernement ouvrier et paysan dans la Generalitat». Comment les ouvriers pourraient-ils comprendre ce qu'est un gouvernement révolutionnaire si le

parti ouvrier se plaçant à l'extrême gauche du mouvement et se réclamant du marxisme leur apprend à réclamer un gouvernement ouvrier paysan dans la Generalitat, c'est-à-dire dans les cadres de l'Etat bourgeois ?

De cette expérience on doit conclure que le POUM ne se trouvait en dehors du Front populaire que parce qu'il en avait été chassé par les staliniens. Mais la direction du POUM s'est efforcée de reprendre sa place dans le Front populaire et au pouvoir bourgeois, même après la répression et l'assassinat de ses militants. Je citerai encore un tract édité par le Comité central du POUM au cours de la dernière crise, au printemps 1938, pour réclamer la réintégration du parti dans le Front populaire afin d'y constituer, comme fraction de ce Front populaire, un Front prolétarien avec les anarchistes et la gauche socialiste de Caballero. Jusqu'à la débâcle, la politique du POUM n'avait pas été redressée. Personne ne l'avait sérieusement tenté. Aucun groupement intérieur ne s'était formé pour cet objectif bien que les militants les plus conscients condamnaient catégoriquement toute la politique de la direction, comprissent la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire et s'accordassent sur la nécessité d'entreprendre cette tâche par une discussion politique au sein du POUM.

Face aux masses anarchistes, la politique du POUM avant Juillet [1936] s'était bornée à un sectarisme qui le privait de la sympathie des ouvriers anarchistes. Ce sectarisme [l']entraîna même à [commettre] de graves erreurs politiques. C'est ainsi que la direction avait entraîné les syndicats ouvriers qu'influencait le POUM dans l'UGT, et non dans la CNT, où pourtant un travail beaucoup plus ample et plus efficace pouvait être fait, puisque les masses ouvrières catalanes s'y trouvaient, alors que l'UGT (qui ne groupait presque aucun effectif sérieux en Catalogne) ne s'y composait que d'un petit noyau bien connu comme briseurs de grèves.

Après Juillet [1936], au sectarisme succéda inévitablement l'opportunisme envers les anarchistes. On peut chercher [*en vain*], au cours de toute la période de guerre civile, à travers toute la presse du POUM, une seule critique sérieuse de l'anarchisme. La direction du POUM ne cherchait pas la voie des masses anarchistes, mais ne voulait que toucher leur tête [*direction*] dans des négociations de sommets [*au sommet*]. Au lieu de dresser les masses ouvrières contre la politique traîtresse du Front populaire, le POUM parcourait les couloirs du ministère de la CNT pour y chercher un appui contre le stalinisme. Le résultat d'une telle «tactique» ne pouvait être que celui que l'on connaît. Le POUM ne trouva pas l'appui des chefs anarchistes et se barra lui-même la voie vers la conquête des masses. C'est ce qui permet de comprendre comment la répression put s'abattre contre lui sans que personne ne bouge. Cette politique opportuniste devait nécessairement empêcher l'évolution des ouvriers anarchistes, renvoyer à un lointain futur la construction du parti révolutionnaire, et nous entraîner à la défaite.

– Y avait-il dans le POUM des éléments susceptibles de former le noyau organique d'une position révolutionnaire consciente ?

L'expérience ne nous autorise pas à donner à cette question une réponse affirmative. Depuis longtemps, certains militants, à Madrid, à Barcelone et dans d'autres centres catalans, s'exprimaient contre la politique de la direction. Des tentatives pour constituer une plateforme cohérente furent faites, mais les militants qui l'essayèrent manquèrent de l'énergie qu'il aurait fallu pour pousser la clarification politique au sein du POUM, et faire la clarté politique nécessaire à l'élaboration d'un programme. L'effort le plus remarquable tenté dans ce sens fut fait par R. à Barcelone. Il ne contenait que la partie positive de la critique. Par contre, il idéalisait l'ancien Bloc ouvrier-paysan (parti de Maurín) et expliquait le centrisme poumiste comme subitement apparu après le 19 juillet [1936]. D'ailleurs les textes mêmes de ce camarade ne posaient pas le problème à partir de la nécessité du redressement du mouvement prolétarien national et international ; il ne voyait dans le POUM que certaines erreurs tout à fait occasionnelles, sans examiner clairement l'ensemble du courant centriste, ni les racines organiques qui les nourrissaient dans le Parti. Bref, ne comprenant pas comment le travail de clarification politique devait être fait au sein du POUM, la faiblesse politique et la peur du trotskysme caractérisaient même les éléments les plus conscients parmi les militants mécontents de la direction. D'où le maintien du statu quo et la stagnation dans le Parti.

– Peux-tu nous dire comment s'organisa le mouvement bolchevik[léniniste] en Espagne ? Quelle fut sa portée ?

Le mouvement ne se reconstitua, après la formation du POUM, que plusieurs mois après la guerre civile. Dans le cadre des libertés ouvrières et de la situation révolutionnaire générale, les bolcheviks-léninistes s'efforcèrent de faire prévaloir la politique de la Quatrième Internationale. Des groupes s'étaient constitués à Barcelone, à Valence, à Madrid, dans quelques autres centres catalans, et sur le front. Grâce à notre journal, *La Voz Leninista*, et à des tracts fréquents, nous étions parvenus à conquérir la sympathie de couches importantes dans la jeunesse libertaire, parmi les ouvriers cénétistes et poumistes. Nous devons noter comme caractéristique le fait que, tandis que les ouvriers anarchistes nous aidaient et nous protégeaient, parfois dans notre travail d'agitation, nous trouvions rarement le même traitement de la part des camarades du POUM. Après un meeting au cours duquel nous fraternisâmes avec la Jeunesse libertaire, nous pûmes même utiliser leurs locaux pour nos réunions, et pour y organiser des conférences.

Non seulement nous travaillions fraternellement avec des ouvriers amis de Durruti, mais ils nous aidaient même à vendre et à diffuser notre journal. Lors des Journées de Mai [1937], un tract bolchevik-léniniste fut le premier à être distribué sur les barricades. Les bolcheviks-léninistes et les Amis de Durruti furent les seules organisations qui restèrent en contact

avec les ouvriers soulevés et qui les poussèrent à continuer le mouvement vers la lutte armée.

Malheureusement, la succession des fautes qui s'étaient accumulées avait amené la révolution à son déclin. La mobilisation de tous les hommes valides entraîna la désorganisation des rangs ouvriers et la dispersion des militants bolcheviks-léninistes et des éléments sympathisants susceptibles d'évoluer vers une étape supérieure de rapprochement politique avec nous. La répression et la provocation stalinienne vinrent achever cette œuvre. Nos militants furent emprisonnés, certains d'entre eux furent assassinés comme Freund (Moulin), Wolf, Cid, Jaime Fernandez [ce dernier, qui deviendra l'un des plus proches compagnons de Munis, n'a pas été assassiné, *NDE*].

Enfin fut organisé le fameux procès que vous connaissez déjà par *La Lutte [ouvrière]*. Notre tâche consistait à regrouper les militants les plus conscients, à leur fournir un programme, à en faire des cadres susceptibles d'aider à former le parti révolutionnaire. Ce travail, en dépit de toutes les difficultés, par-dessus tout la réduction presque à néant de nos cadres éparpillés çà et là par la mobilisation, ce travail continuait. Après notre emprisonnement à la Carcel Modelo, prison de la Generalitat, nous avons eu, pendant dix mois, l'occasion de poser le problème de la révolution, de tirer la leçon de la guerre civile et de tâcher de trouver un accord avec les ouvriers anarchistes et poumistes, nos compagnons de détention.

L'avenir du parti révolutionnaire

– **Quels résultats concrets avez-vous obtenus dans cette voie ?
Comment envisages-tu le problème à venir ?**

Nous sommes au moins tombés d'accord sur un point qui représente déjà un certain progrès : sur la nécessité de réorganiser le parti révolutionnaire en Espagne. Partant de là, les militants anarchistes critiquent et abandonnent leurs conceptions traditionnelles sur les problèmes de l'Etat et de la dictature du prolétariat. Avec les camarades du POUM, l'accord a été encore plus complet. Il va de soi que la débâcle, que la catastrophe espagnole, modifie tout notre plan de travail et apportera sans doute des transformations dans les rapports de force entre les organisations. Mais il existe un certain nombre de militants tant dans le POUM que dans la CNT qui se retrouveront toujours dans l'illégalité, en Espagne ou dans le travail politique de l'émigration. L'accord que nous avons réalisé en principe avec les camarades sur la nécessité d'une lutte politique de clarification au sein du POUM où les bolcheviks-léninistes se classeront aussi, devra se continuer jusqu'à aboutir au résultat final : la formation d'une direction révolutionnaire sur le programme de la Quatrième Internationale.

Témoignages révolutionnaires sur l'Espagne

Une opinion non conformiste

Le Réveil syndicaliste n° 32, 10 avril 1939

Le Réveil a déjà publié les témoignages de camarades du POUM et de la CNT. Fidèle à sa tradition démocratique, *Le Réveil* publie aujourd'hui une interview du camarade Munis, secrétaire de la section des bolcheviks-léninistes d'Espagne qui là-bas, lui aussi, a subi les rigueurs de la répression stalino-bourgeoise du gouvernement Negrín à la suite de la défaite de la commune catalane de Mai 37.

– D'après toi, camarade Munis, les causes de la débâcle en Espagne ne sont pas essentiellement militaires ?

C'est de toute évidence que les causes principales de la défaite militaire sont dans la politique du gouvernement et non dans l'insuffisance du matériel de guerre. Le Front populaire, par son programme bourgeois-démocratique, a réussi, grâce à l'aide des organisations ouvrières, à empêcher le prolétariat d'organiser la société socialiste esquissée le 19 juillet 1936.

– Comment expliques-tu que le prolétariat, qui avait presque détruit l'Etat bourgeois et disposait de ses propres organes, les Comités, se soit laissé entraîner dans la voie du Front populaire ?

Parce que, à la base des conceptions et de la politique des organisations ouvrières les plus radicales, la CNT-FAI et le POUM, existaient tous les éléments susceptibles de détourner leurs directions respectives de la voie révolutionnaire vers la voie du Front populaire. Je veux dire concrètement que ces organisations ne savaient quoi faire avec le pouvoir et l'œuvre que le prolétariat avait mis entre leurs mains, et, faute d'un programme bien déterminé, elles se jetèrent bien volontiers à la suite du Front populaire. Telle la capitulation du Comité central des milices devant la Generalitat présentée par la CNT-FAI et le POUM comme la «canalisation de la révolution».

Les collectivisations

– Mais alors les collectivisations industrielles et agraires, le contrôle sur les banques, le rôle joué en général par le prolétariat dans toute l'économie pendant la guerre, ne signifieraient rien, n'auraient aucune valeur ?

Toutes ces réalisations admirables du prolétariat n'ont aucune valeur durable sans l'affermissement de ses conquêtes par son pouvoir politique,

ses armes. Les collectivisations ont été la première mesure d'envergure prise par le prolétariat contre la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers. Dans ce sens, elles avaient une profonde signification et une valeur qu'aucune direction ouvrière influente n'a su comprendre.

Le prolétariat marquait ainsi la voie de la socialisation, comme par les milices il marquait la voie de l'armée rouge et par les comités et les «*patrullas de control*», la voie de sa dictature ; mais ce n'était que l'initiative, un pas en avant, une étape transitoire, nécessaire, vers une étape supérieure d'organisation. Sans surmonter cette étape, la dégénérescence était inévitable.

Par leur rattachement au Front populaire les organisations ouvrières condamnaient à l'anéantissement les conquêtes sociales du prolétariat et aidaient l'Etat bourgeois à rétablir l'appareil qui lui a permis d'écraser les masses et d'ouvrir la route à Franco.

– Veux-tu nous exposer les diverses étapes des collectivisations ?

Pour avoir une idée précise de ce qui s'est passé, on ne doit pas oublier qu'une collectivisation est, pratiquement, la prise de la direction de la production par l'ensemble des ouvriers dans chaque entreprise par la destruction du patron individuel.

Dans les premiers mois, avec les réserves de capital et de matières premières, les collectivisations marchaient bien, les revenus des bourgeois étant, la plupart du temps, distribués entre les ouvriers de chaque collectivité. Mais ce système ne pouvait pas développer l'économie ; l'Etat, et les banques, toujours sous le pouvoir des représentants de la bourgeoisie, permettaient à cette dernière d'établir un système de sabotage qui obligeait les collectivités à capituler soit devant l'Etat, soit devant l'ancien patron. À la dépendance des collectivités vis-à-vis de la banque s'ajouta alors l'incapacité de se fournir en matières premières et de distribuer leurs propres produits. Le caractère d'instabilité des collectivités commença à se manifester. Seules celles qui, par leur nature, étaient plus indépendantes des éléments de transport et du capital financier pouvaient continuer leur vie indépendante. Mais toute une série de collectivités agricoles et industrielles étaient contraintes de rendre les [*leurs*] propriétés aux bourgeois, ou à l'Etat quand le bourgeois n'existait plus. Quoiqu'il ne manquait pas la demande nécessaire pour soutenir le travail des ouvriers, et même pour l'accroître, il manquait les matières premières, il manquait l'argent. L'Etat se refusait de donner les unes et l'autre. Les ouvriers devaient fermer les portes des collectivités ou capituler.

Les comités d'usine

– Dans toute cette période, quel était le rôle des comités d'usine et des syndicats ? demandons-nous à Munis.

Munis nous expliqua alors comment les comités d'usine élus démocratiquement furent peu à peu expropriés de leur pouvoir par des techniciens nommés par le gouvernement. L'ordre s'inversait. Au début, le comité d'usine désignait les tâches des techniciens du gouvernement qui établis-

saient la juridiction du comité. Cette juridiction se bornait à la distribution du travail mécanique et à la surveillance des ouvriers. La plupart des premiers comités furent remplacés par des comités plus dociles à la volonté du gouvernement, les ouvriers les plus révolutionnaires congédiés ou emprisonnés. D'ailleurs, le front absorbait les éléments les plus combatifs. À partir de ce moment, l'action des comités d'usine était pratiquement nulle, et par conséquent, leur influence dans l'économie n'existait plus.

— **Pourtant les syndicats, comme organismes nationaux, étaient représentés dans le Conseil national de l'économie, ils pouvaient donc surveiller celle-ci,** faisons-nous observer à Munis.

Effectivement, la CGT et l'UGT, dit-il, avaient leurs représentants, auxquels vous faites allusion, mais ça ne modifiait pas cette situation dans le sens des intérêts ouvriers. Mais plutôt cette représentation dans les organismes directeurs de l'économie était une excellente aide au gouvernement puisque l'un et l'autre étaient étroitement liés au Front populaire. Cette représentation soutenait le semblant d'un contrôle ouvrier et ne servait que pour étouffer toute protestation ouvrière et mettre au pas les travailleurs. Si les représentants ouvriers avaient voulu engager la lutte aux côtés du prolétariat, ils auraient été obligés de passer de la voie du Front populaire à la voie du pouvoir ouvrier.

D'ailleurs, les représentants syndicaux étaient, comme partout, en minorité au sein du Conseil national de l'économie.

– **Dans les syndicats, la voix des ouvriers ne se faisait-elle pas entendre ? N'y avait-il pas de protestations ?**

Sans doute, les protestations n'avaient pas manqué, répond Munis à notre inquiétude exprimée dans cette question. Mais, ajoute-t-il, le processus de dégénérescence politique que signifie le Front populaire entraîne une dégénérescence parallèle dans les syndicats. Même la CNT qui, jadis, était l'organisation syndicale la plus démocratique et la plus révolutionnaire, avait subi une grande bureaucratisation. Etant compromis avec la politique traîtresse du Front populaire, les dirigeants craignaient la discussion et faisaient tout leur possible pour l'empêcher. Les ouvriers révolutionnaires étaient toujours envoyés au front, tandis que les bureaucrates, nécessaires à la politique de trahison, restaient en [à l'] arrière, bien soignés, pour remplir en conscience leur travail contre-révolutionnaire.

Dans les derniers mois, sous prétexte d'un travail intensif pour la guerre, la bureaucratie syndicale empêchait les assemblées syndicales. La fatigue et le dégoût des ouvriers atteignaient le maximum. La base morale de la déroute était donc créée par le Front populaire à l'aide de tous les partis politiques à des degrés divers et de la bureaucratie syndicale.

Interview publiée dans *Le Réveil syndicaliste* du 10 avril 1939

Vive la Révolution espagnole !

(tract du Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne, 1939).

Travailleurs espagnols, soldats de la révolution !

Vous qui durant presque trois ans avez lutté contre le fascisme avec un héroïsme sans égal, vous qui avez ébranlé le monde capitaliste et signalé au prolétariat international le chemin de son émancipation, vous méritez le plus grand hommage des exploités du globe. De tous les coins de la planète, le regard avide de liberté des «parias de la terre, des esclaves sans pain» a suivi votre action d'éclat avec enthousiasme, admiration et espoir, du premier au dernier jour.

Votre défaite ne diminue pas votre valeur, ni la signification profonde de votre lutte. Dans les pages de l'histoire de la lutte de classes, le chapitre de la guerre civile espagnole restera éternellement gravé comme une torche gigantesque sur le chemin tragique de notre destin historique. Le cri vigoureux et unanime de «révolution sociale» qui, en juillet 1936, humilia l'échine orgueilleuse de la bourgeoisie parcourra le monde et renaîtra ici même en Espagne avec une force centuplée et invincible.

Franco, ce personnage bouffonesque et sanglant, exerce déjà sa domination bestiale, à l'aide de la Guardia Civil, des curés et des phalangistes, sur les usines, les campagnes et les ateliers qui vous appartenaient. L'oppression ancestrale des grands propriétaires terriens, du capitaliste, du clergé, du militaire, s'abat à nouveau sur les travailleurs et les paysans espagnols, cette fois avec les méthodes modernes fascistes de la bourgeoisie mondiale.

Pourquoi, avec leur force ordinaire, ont-ils pu vaincre votre héroïsme combatif et votre volonté d'émancipation politique et sociale ?

À cause du manque d'armement, comme vous le disent les chefs du Front populaire ? Mensonge ! En juillet 1936, ils furent vaincus sans armes ; sans armes furent conquis l'Aragon, Guadalajara, Albacete, San Sebastian ; avec une proportion d'armes infiniment inférieure à celles disponibles dernièrement, Madrid fut défendue durant les journées mémorables de novembre ; **les révolutions se sont toujours faites et se feront en infériorité en armes par rapport à l'ennemi.** Ne vous laissez pas tromper par cette fumisterie mensongère répandue par les traîtres à votre cause, coupables de votre défaite. L'infériorité en armement du prolétariat résulte de son infériorité comme classe dans le monde capitaliste. C'est une difficulté qui ne pourra jamais être dépassée, mais contrecarrée à grande échelle en introduisant dans le camp ennemi le facteur dissolvant des idées et des consignes révolutionnaires.

Mais là où le prolétariat a conquis le pouvoir il y a vingt ans, en Union soviétique, qu'est-ce qui a été fait pour atténuer cette infériorité forcée du prolétariat ?

Vous, qui avez combattu, vous savez, plus que quiconque, la quantité minuscule d'aide en armement fournie par les Soviétiques. Et avec les armes que les Russes ont envoyées existait la condition de mettre à la tête de l'armée les Lister et les Modesto, qui devaient massacrer les paysans d'Aragon et de Castille pour leur arracher les collectivités, ou les Miajas et Casado qui n'attendaient que l'opportunité de capituler devant Franco ; existait la condition d'arracher «aux tribus» leurs conquêtes économiques et politiques, d'emprisonner et d'assassiner les révolutionnaires, de rétablir en un mot les anciens droits bourgeois et de rendre impossible la révolution prolétarienne. C'est pour cela que les partis «communiste» d'Espagne et «socialiste» unifié de Catalogne se sont couverts d'ignominie et de sang ouvrier plus qu'aucune autre organisation. Si maintenant, avec d'autres, ils utilisent le mensonge de l'infériorité en armement, c'est uniquement pour que vous ne compreniez pas que la bureaucratie soviétique usurpe le pouvoir et la force du prolétariat russe, force et pouvoir qu'ils ont employés en Espagne, à travers leurs représentants, pour combattre la révolution ouvrière.

La défaite est-elle due à la «trahison des démocraties» ? Mensonge ! Les démocraties sont la force capitaliste la plus puissante de la terre. Sous leur domination, des dizaines de millions d'esclaves coloniaux subissent une exploitation et une oppression horribles. Les travailleurs français eux-mêmes sont soumis chaque jour à un régime qui ressemble à la dictature fasciste. La bourgeoisie démocratique pouvait trahir le prolétariat ? Pas plus que Hitler ou Franco. Seuls les individus du Front populaire, qui avaient trahi la Révolution idéologiquement et pratiquement, pouvaient attendre, comme récompense de leur trahison, l'aide de la bourgeoisie franco-britannique. Mais cette dernière ne fait pas totalement confiance à des laquais secondaires, elle préfère avoir affaire aux maîtres eux-mêmes. Le prolétariat espagnol ne pouvait espérer que l'aide du prolétariat international. Avec sa politique de conquête de la bourgeoisie nationale et internationale, le Front populaire anéantit les énergies du prolétariat espagnol et noya le mouvement de solidarité du prolétariat international.

Ne cherchez la cause de la défaite que dans la politique de la coalition gouvernementale du Front populaire ! Socialistes, républicains, staliniens, anarchistes, tous se réunirent autour d'un programme qui ne pouvait produire que des défaites. Qui oserait nier, sinon les traîtres eux-mêmes, que le prolétariat avait été vaincu par le Front populaire avant de l'être par Franco ? La théorie de l'unité de tous les antifascistes ne fut mise en pratique par ses propres défenseurs, staliniens, socialistes et républicains, que pour empêcher la lutte du prolétariat contre les restes de la bourgeoisie et [*afin*] que le pouvoir politique de cette dernière, représenté par les gouvernements de Madrid, Barcelone et Bilbao, ne puisse passer entièrement

aux comités d'ouvriers, paysans et miliciens. Cynisme, mensonge et trahison se cachent derrière cette théorie de l'antifascisme.

À partir du 20 juillet [1936], le conglomérat du Front populaire n'a pas poursuivi d'autre objectif que celui d'assurer la défaite de la révolution. **Du gouvernement Largo Caballero, en passant par celui de la Generalitat, avec la collaboration du POUM, jusqu'au dernier cabinet Negrin, toutes les mesures politiques, militaires, économiques, concernant la justice et les affaires publiques, étaient dirigées contre le prolétariat.** Pour mener à bien ces mesures, le Front populaire déclencha contre les masses exploitées une véritable guerre civile, de l'apolitisation et de la hiérarchisation de l'armée en consonance avec le code bourgeois, jusqu'à l'assassinat et la persécution des militants révolutionnaires. Cette politique allait épuiser le prolétariat, lui imposer une passivité chaque fois plus évidente face à la guerre, à laquelle les commandants gouvernementaux ne fixaient que des objectifs bourgeois (les 13 points de Negrin), et l'infiltration dans les postes de commandement de l'armée, la bureaucratie et l'ordre public, de la pire espèce d'arrivistes prêts à se mettre au service du fascisme. Une situation, en somme, où même la supériorité en armement n'aurait pu garantir la victoire.

Socialistes et staliniens furent les instigateurs et les exécutants d'une telle politique : les anarchistes en furent les complices parce qu'ils étaient intimement liés à ces forces, et le POUM est lourdement responsable pour ne pas avoir opposé une politique révolutionnaire au Front populaire. Autrement dit, les staliniens et les socialistes avaient comme objectif conscient, calculé, le rétablissement de la bourgeoisie, et donc ils persécutèrent et assassinèrent les travailleurs : les anarchistes, manquant d'objectifs clairs, les couvrirent par leur silence, ou les aidèrent par leur collaboration, et des fois comme en Mai 1937, ils réprimèrent activement le mouvement ouvrier ; le POUM contemplant les événements sans oser lever le drapeau et guider le prolétariat contre les chefs traîtres. Loin de là, le POUM ne perdit jamais l'espoir de réintégrer le Front populaire.

La victoire imposait la création d'une armée prolétarienne (une armée rouge), le Front populaire organisa une armée bourgeoise ; la victoire nécessitait l'instauration d'une économie socialiste, le Front populaire sabota ou prit d'assaut les collectivités qui n'étaient que son commencement ; la victoire exigeait un ordre public prolétarien, le Front populaire multiplia les *guardias de asalto* et la *Guardia Civil* ; la victoire imposait, comme élément suprême, l'exercice de la dictature du prolétariat par les comités d'ouvriers, de paysans et de combattants, le Front populaire incarnait le pouvoir honteux de la bourgeoisie dans des conditions sociales où cette dernière ne pouvait le défendre par elle-même.

Mais à cette première leçon, il faut en ajouter une deuxième. Le Front populaire, pouvoir politique de la bourgeoisie, put se maintenir, vaincre les travailleurs et faciliter la voie à Franco, parce que les organisations ouvrières d'extrême gauche, l'anarchisme et le POUM ne surent pas gui-

der les masses vers la conquête du pouvoir politique. La trahison va d'une extrémité à l'autre de la gamme politique. Aucune de ces organisations ne sera capable demain de garantir la victoire de la révolution. La guerre civile espagnole a été leur tombe.

Seule la Quatrième Internationale est exempte de fautes : elle seule a su critiquer et montrer le chemin. Vous, dont l'esprit révolutionnaire ne s'évanouira pas, vous saurez tirer des leçons de la tragique expérience espagnole et reconnaître dans le drapeau de la Quatrième Internationale l'étendard précurseur de la future révolution espagnole et mondiale.

Vive la révolution espagnole ! Vive la révolution mondiale ! Vive la Quatrième Internationale !

Groupe bolchevik-léniniste d'Espagne (Quatrième Internationale)
avril 1939

Source : «Viva la Revolución española». Traduction extraite de *L'Esclave salarié* n° 4, novembre 1996, légèrement revue par nos soins.

La terreur jaune en Espagne (avril 1939)

Après la chute de la Catalogne, la presse réactionnaire s'est mise à publier des photographies et des récits abracadabrants sur la persécution et les tortures faites par les «rouges». Tout le goût du feuilleton sensationnel nourri par la vénalité du journalisme bourgeois s'exprima par des titres gras [des gros titres] et des clichés pour consacrer la victoire de Franco dans une tempête de calomnies. Dans la même presse, on parle de la «générosité française» et du «traitement accueillant» réservé aux réfugiés espagnols qui mouraient quotidiennement de faim et de froid par dizaines !

De son côté, la presse stalinienne et réformiste, commentant les persécutions déclenchées par les fascistes, se tait soigneusement sur le caractère de la répression antiprolétarienne du Front populaire qui précéda et rendit possible l'œuvre actuelle de Franco. Nombreux sont les militants condamnés ou fusillés après la chute de Barcelone, qui furent surpris par les armées fascistes dans les prisons du Front populaire.

Ni la presse pro-franquiste, ni celle du Front populaire ne sont en état de dire la vérité sur le caractère et les méthodes de la répression gouvernementale. La légende rouge grâce à laquelle la première cache sa propre férocité de classe oblige les journaux à servir à profusion des fables terrifiantes, inouïes. Quant à la seconde, elle veut seulement empêcher la connaissance de ses propres crimes contre le mouvement révolutionnaire. Mais nous, nous n'avons pas d'autres intérêts que ceux du prolétariat : cela nous permet et nous oblige à dénoncer l'aspect réactionnaire de la répression gouvernementale.

À partir des journées de mai 1937, la répression politique se tourna principalement contre l'avant-garde révolutionnaire et le mouvement ouvrier en général. On peut juger du genre et des méthodes pratiquées dans la répression par les paroles d'Irujo, catholique et ex-ministre de la Justice, qui déclara au procès du POUM qu'après le mois de mai «la répression contre les révolutionnaires dans la zone républicaine était plus violente que dans la zone franquiste» ; «on assassinait les révolutionnaires au coin des rues». On a souvent publié les noms des victimes les plus connues internationalement : Nin, Berneri, Wolf, Landau, Moulin ; mais il est impossible d'énumérer, ni même de connaître, tous les militants morts de la main du terrorisme stalino-gouvernemental, de la discipline de caserne et apolitique de l'armée, ou dans les camps de travail.

La guerre fournissait au stalinisme un moyen adéquat pour cacher ses crimes, comme l'escargot se cache mieux dans l'ordure. Un cadavre de plus dans les lignes de combat, ou abandonné quelques kilomètres plus loin, ne pouvait provoquer les recherches des autorités, déjà portées à couvrir les auteurs de l'assassinat de révolutionnaires. Lorsque la victime se trouvait au front, il suffisait d'apprendre à sa famille sa «disparition» ou sa «mort» lors de telle ou telle opération, pour la faire tomber dans l'oubli. Dans les cas où il y avait eu détention, la perte de toute trace, pour le détenu comme pour les agents qui avaient effectué l'arrestation, rendait dangereuse et inutile toute investigation ultérieure.

Le stalinisme a mené son travail criminel, et contre-révolutionnaire par différents moyens. Par exemple, le rapt à domicile ou dans la rue a été peut-être le moins pratiqué. Ce procédé a été surtout utilisé contre des militants connus qu'il était nécessaire de supprimer avant toute enquête, aussi molle et aussi factice qu'elle pût être. La méthode la plus générale était la détention la plus régulière par la police d'Etat, de la Generalitat ou les agents du SIM et l'internement dans une de ses prisons.

Le SIM (Servicio de Investigacion Militar) était une couverture de la Guépéou. Il légalisait les «tchekas» illégales du stalinisme. Du haut en bas, il était constitué de fonctionnaires stalinistes. Son nom seul jetait l'effroi parmi les révolutionnaires. Selon plusieurs témoins unanimes, pris parmi les organisations ouvrières de Barcelone, et parmi les détenus appartenant à ces organisations dans les diverses prisons, la torture était employée à une échelle considérable. Les travailleurs arrêtés pendant la lutte des barricades de Mai [1937] furent horriblement torturés pour les obliger à dénoncer des dépôts d'armes qui n'existaient pas dans la majorité des cas. Parmi eux, beaucoup furent de ceux qu'on déclarait «trouvés assassinés au coin des rues».

Mais la torture fut l'unique recours technique du SIM. Tous ceux qui ont passé [*sont passés*] par ses mains ont un tourment à raconter. Y compris dans les cas d'importance moindre, pour lesquels les détenus sortaient libres après leurs interrogatoires, ou ayant été frappés, sinon pire. La possession d'une carte de la CNT ou de la FAI donnait lieu à un déluge d'injures ou de mauvais traitements physiques ; l'appartenance au POUM, ou aux bolcheviks-léninistes, ou à n'importe lequel des groupes anarchistes adversaires de la politique du Front populaire entraînait un martyre certain, bien qu'il n'y ait aucune accusation sérieuse.

Cependant quelques militants staliniens qui se permettaient de n'être pas d'accord avec leurs «chefs aînés» ou de critiquer quelque abus scandaleux, furent aussi torturés par le SIM. Des combattants des Brigades internationales, mécontents de la méthode disciplinaire ou qui refusaient de s'affilier au Parti communiste ; des techniciens militaires pas assez souples pour adopter sans réserve les procédés et dispositions des techniciens russes ; des travailleurs sur qui on avait trouvé un journal ou un manifeste clandestin (toujours révolutionnaire ; la presse fasciste illégale n'a

jamais existé) ; tous ceux-là trouvaient place dans les «tchekas» staliennes.

Après de longs interrogatoires et des tortures, et plusieurs semaines, plusieurs mois quelquefois, de station [*séjour*] dans les cachots, venait l'accusation de «trotskysme, espionnage, dépôts d'armes, vente de plans à l'ennemi». Le détenu était envoyé à la prison Modelo, d'Etat ou à Monjuich, et on fabriquait un procès fantastique [*fantaisiste*] qui n'aboutissait pas dans 98% des cas, par manque total de bases [*preuves*]. Il y avait une infinité de procès de ce genre. Le stalinisme accusait sans arrêt d'espionnage les travailleurs fidèles à leur classe, ou les techniciens militaires rebelles à leur dictature, tandis que ces chefs militaires, la bureaucratie de l'Etat, ou ses propres rangs politiques, fourmillaient d'authentiques espions.

Ces cas étaient en réalité les plus graves. Sortir de la «Tcheka», c'était une garantie, bien incomplète, de vie. Mais il y a des centaines, même des milliers de travailleurs et de militants qui y sont entrés pour ne plus en sortir. Eux ne peuvent pas donner d'informations, car les morts ne parlent pas.

La bourgeoisie prétend faire croire que l'activité du SIM était dirigée contre les éléments réactionnaires, ce qui n'est vrai que pour un très petit nombre de cas, comparé avec celui des militants ouvriers ou des personnes neutres qui avaient été accidentellement en contact avec l'appareil stalinien. Toutes les garanties de la loi étaient accordées aux fascistes ; pour les révolutionnaires, c'était le contraire. La justice fut exercée sur les fascistes, dans les premiers mois de la révolution, par les travailleurs armés, leurs comités ou leurs organisations de classe. À partir des journées de mai, le gouvernement considérait comme criminelle toute activité dans ce sens. Des membres des comités furent soumis au tribunal d'espionnage et de haute trahison pour avoir arrêté des individus notoirement fascistes. La possession d'un pistolet, qui avait servi à abattre l'insurrection militaire, occasionnait aux travailleurs de nombreux mois de prison.

Pendant les derniers mois, il existait encore des «Tchekas» dont le gouvernement ignorait l'emplacement et le travail. Parmi les travailleurs arrêtés à Barcelone, on parlait de camps de concentration secrets, fait qui paraissait confirmé par l'existence d'une commission anarchosyndicaliste semi-secrète pour la localisation des gens disparus. Elle parvint seulement à découvrir le lieu de détention de quelques bureaucrates de la CNT, dont la «disparition» n'intéressait plus les staliniens.

Il faudra encore beaucoup écrire avant d'arriver à connaître même une partie des noms des militants révolutionnaires qui furent assassinés par le poison staliniste dans l'armée. Dans de nombreux cas, des camarades qui avaient été de longs mois en prison, et mis en liberté faute de bases aux accusations, étaient envoyés directement au front sous des commandements staliniens avec un rapport secret. Peu de temps après, ils étaient assassinés.

Je me limite au cas de Jaime Fernandez et de José Rodriguez, militants du POUM, le premier bolchevik-léniniste et le second qui avait assimilé les dures leçons de l'expérience espagnole. Tous deux quittèrent directement le camp de travail pour le front. Lorsqu'on manquait de prétextes légaux, les pistoleros à la solde de la Guépéou trouvaient une manière de satisfaire leurs desseins sanglants. Mais il y en a beaucoup d'autres qui subirent ce sort, dont la mémoire n'a pas conservé le nom, sans compter les simples ouvriers du rang dont on ne connaîtra jamais le nombre, victimes d'une discipline qui défendait les privilèges, donnait [offrait une] carrière aux arrivistes, et éliminait toute liberté et tout droit politique pour les soldats, sans parvenir à donner à l'armée une véritable organisation

Dans ce domaine, il est indispensable de dénoncer le criminel travail de Lister et de «El Campesino», chaque jour prônés [vantés] comme des héros par le stalinisme, et des anciens officiers de l'armée recueillis par ce dernier, comme Burillos et Pozas, ennemis qualifiés du prolétariat, mais d'une utilité militaire douteuse, même pour leur propre gouvernement. Les corps d'armée de Lister et d'«El Campesino» furent les janissaires de la contre-révolution. Leur héroïsme était celui de Cavaignac ou de Martinez-Campos. Les paysans d'Aragon et de Castille conservaient le souvenir de leur passage avec la haine pour l'ennemi.

De son côté, le gouvernement soutenait activement, la loi en mains, l'œuvre extra-légale du stalinisme, et lui abandonnait les rênes. Lors de la constitution du cabinet Negrín, à la suite de la défaite de mai 1937, le Président répondait à une interrogation sur les rumeurs d'armistice : «Avant de parler d'armistice, il faut désarmer et pacifier l'arrière.» Alors commença la sanglante vague de répression qui remplit toutes les prisons d'Espagne de révolutionnaires. Le POUM, les bolcheviks-léninistes et les «Amis de Durruti» passèrent automatiquement dans l'illégalité, sans décret préalable de dissolution. Les locaux ouvriers, arrachés les armes à la main aux fascistes, furent envahis par la Garde d'assaut pourvue de mitrailleuses, de tanks et d'artillerie qui manquaient aux combattants. L'assaut le plus important fut celui contre le Comité de défense installé dans l'ancien édifice des moines Escolapios. Une vingtaine de tanks entourèrent l'édifice dans la nuit. Les occupants résistèrent. L'artillerie commença à tirer. Le matin, quelques usines quittèrent le travail en signe de protestation. L'irritation du prolétariat était si grande qu'on pouvait prévoir de nouvelles journées de mai... Mais l'intervention du Comité régional de la CNT brisa le mouvement et obligea les assiégés à se rendre. À partir de ce moment, tous ceux qui avaient appartenu aux comités primitifs, aux patrouilles de contrôle ou aux milices de l'arrière, étaient assurés d'être renvoyés devant le tribunal d'espionnage et de haute trahison.

Ce tribunal semi-militaire, de caractère secret et tout à fait sommaire, avait reçu de la loi droit de vie et de mort sur les accusés. Un simple désaccord avec la politique du gouvernement donnait un caractère légal à l'accusation de haute trahison et entraînait un verdict fatal du tribunal.

Des condamnations à dix, vingt ans de prison ont été prononcées contre des travailleurs qui avaient lu un manifeste clandestin. Les procès des bolcheviks-léninistes et du POUM ont établi avec évidence le caractère réactionnaire qui se cachait sous les mots «espionnage et trahison».

La terreur illégale des staliniens et la terreur approuvée par le gouvernement se complétaient. La première servait de force de choc et de guide pour la seconde. Le but était le même : écraser les révolutionnaires, liquider tout noyau prolétarien ou fidèle à la conception de la révolution sociale. Même en étant soumis à la procédure terroriste prescrite par la loi, on n'était plus à l'abri d'un assassinat subit. A la prison Modelo ou à Monjuich, on appelait fréquemment pour de nouveaux «interrogatoires» des camarades qui étaient restés pendant des mois dans les souterrains des «Tchekas». Quelques-uns ne sont pas revenus. L'insécurité pour les révolutionnaires était telle en prison que, lorsqu'il entrait dans la prison appelée d'«Etat», le directeur se croyait obligé de vous assurer que chez lui on pouvait être tranquille.

Les camps de travail constituaient le chapitre le plus horrible de la terreur légale. Des milliers de travailleurs de toutes tendances y ont subi des souffrances dont seuls ils pourraient parler exactement. Soumis à un régime de travail très dur pendant douze ou quatorze heures par jour, avec 100 grammes de pain et 100 grammes de lentilles pour tout aliment, les camarades qui en sortaient après deux ou trois mois pour assister à leur procès étaient anémiés à un degré que l'homme ne semblait pas pouvoir supporter. Le régime de ces camps n'avait rien à envier à celui de Hitler. Coups de crosse et de bâton étaient courants. Les fusillades étaient si fréquentes qu'après deux semaines elles n'impressionnaient plus les camarades internés. Dans le camp numéro 1, sous le commandement du commandant Astorga, stalinien qui avait été en prison où il vivait familièrement avec les fascistes de la cinquième Galerie, vingt hommes furent fusillés à leur arrivée, parce qu'ils étaient soi-disant de faux malades, et inaptes au travail. Théodor Sanz, un bolchevik-léniniste qui se trouvait parmi eux, n'échappa avec difficulté que parce qu'il put démontrer que ses blessures venaient de la guerre. Les équipes de travail étaient formées d'escouades de quinze hommes. Si l'un s'échappait, les quatorze autres étaient immédiatement fusillés. Ainsi trouvèrent la mort un grand nombre des meilleurs militants du prolétariat espagnol légalement assassinés par le gouvernement du Front populaire.

La division du travail à l'intérieur des prisons ou dans les camps de travail est aussi un indice excellent pour voir où inclinait la répression gouvernementale. Ainsi, toutes les charges qui supposaient quelques facilités ou privilèges (écritures, cuisiniers, responsabilité d'escouades, etc.) étaient occupées par les fascistes. D'autre part, nombre d'entre eux se faisaient libérer des camps contre de l'argent.

La presse bourgeoise mondiale alimente son public avec des récits horribles, mais la vérité est que la répression gouvernementale contre les

fascistes fut très modérée. La nécessité de conquérir la confiance de la bourgeoisie nationale et internationale, sur laquelle Negrin bâtissait sa politique, lui imposait la tolérance ; il voulait les attirer. Et à l'époque où existait le second pouvoir des Comités, la répression fut insuffisante par manque d'organisation centralisée.

Cette même politique directrice conduisit le gouvernement aux crimes de la répression légale, en donnant clandestinement le champ libre aux bandes de la Guépéou ; si la Révolution fut vaincue, si la guerre est une déroute, et si Franco soumet aujourd'hui les travailleurs à l'esclavage et à la répression, l'unique responsable, le précurseur de Franco, est le gouvernement du Front populaire et son principal représentant, le stalinisme.

Février 1939, **G. Munis**, *Quatrième Internationale* n° 16, avril 1939

La situation en Espagne et les tâches des bolcheviks-léninistes

(27 avril 1940)

Depuis la déclaration de guerre, le travail politique des bolcheviks espagnols s'est trouvé presque totalement suspendu. Tous nos camarades sont éparpillés dans les camps de concentration et les brigades de travail, et très peu travaillent en liberté. Les possibilités de contact politique entre eux sont très rares. Chaque groupe doit travailler de façon indépendante et discuter seul les problèmes qui se posent. Selon des comptes rendus récents, nos camarades, dans différents camps, ont rédigé des bulletins manuscrits contenant des matériaux de discussion sur la guerre et sur le POUM. Le problème de la nature de l'Etat soviétique et de la défense de l'URSS a également été discuté, partout où les conditions l'ont permis. Les comptes rendus mentionnent des résolutions en faveur du point de vue de la Quatrième Internationale.

En dépit de ces conditions forcées de dispersion politique, nos camarades maintiennent entre eux un contact personnel permanent et, chaque fois que quelques bolcheviks-léninistes parviennent à se réunir, leur immédiate constitution en groupe politique leur donne la supériorité sur toute autre formation politique encore existante (POUM, anarchistes, socialistes). Cela nous a permis de gagner au moins quelques militants sur le POUM. Le contact entre les camarades espagnols et français est assuré par un de nos militants qui agit en tant que centre de direction et de coordination.

Ce n'est certainement pas là un bilan important, mais il démontre au moins l'homogénéité politique et l'esprit militant de nos camarades. Le POUM, avec des moyens économiques et un nombre beaucoup plus élevé de militants, n'a pas été capable de faire mieux. Ses militants ont été complètement abandonnés et certains ne parviennent pas à maintenir des relations amicales. Quant à ce parti, peu après la déclaration de guerre, il a adhéré au JARE, organisation d'Indalecio Prieto, sous le prétexte d'aide aux réfugiés, ce qui n'est évidemment qu'une couverture. Il soutient effectivement l'impérialisme anglo-français. On ne connaît aucune déclaration officielle du POUM sur la guerre. Toutes les informations qui nous arrivent de nos camarades sont d'accord sur l'existence dans ce parti d'une tendance qui tend à considérer que le rétablissement de la monarchie en

Espagne serait un fait positif. Comme chez les socialistes et les républicains, une telle tendance va dans le sens d'un soutien aux impérialismes alliés qui pourraient gagner à une restauration. Ainsi, sinon par ses déclarations, du moins par ses silences, le POUM est très loin d'avoir adopté une position internationaliste. La présence de Gorkin au congrès du Parti socialiste américain accentue encore sa tendance en direction de l'impérialisme démocratique.

En réalité, toutes les tendances politiques sont inexistantes parmi les réfugiés vivant en France. En échange du droit d'asile, les dirigeants socialistes et anarchistes paient la France de leur soutien, en considération duquel ils deviennent la chose du gouvernement français. Pour ce qui concerne la base, les meilleurs combattants qui, dans leur majorité, sont encore en France, ont été totalement abandonnés, ce qui les pousse à louer leurs services aux «démocraties» dans des brigades de travail forcé. Une partie des dirigeants anarchistes, parmi lesquels les anciens chefs militaires, Garcia Oliver et Santillan, essaient de constituer un parti politique avec tous les caractères des vieux partis réformistes. L'opposition rencontrée dans leurs propres rangs a retardé cette entreprise. Mais les anarchistes espagnols vont indubitablement vers une scission d'envergure, à l'occasion de laquelle je considère comme possible de gagner à notre tendance d'excellents militants révolutionnaires. D'un côté, il y aura la base ouvrière et révolutionnaire de la CNT. Les préjugés apolitiques que l'on trouve chez eux sont empreints d'un esprit profondément révolutionnaire, et le bilan qu'ils dressent instinctivement des événements espagnols n'est pas dans l'ensemble favorable aux principes anarchistes.

Au Mexique, à Saint-Domingue et en France, nous avons des contacts avec des ouvriers anarchistes qui considèrent nos activités avec la plus grande sympathie, prennent intérêt aux discussions avec nous et commencent à tirer des conclusions révolutionnaires politiques de leurs réflexions sur l'expérience espagnole.

Je juge important de mentionner mon expérience personnelle, à Mexico, avec un dirigeant de la jeunesse anarchiste avec qui j'avais discuté souvent à Barcelone après les journées de mai. Ses premiers mots, en me reconnaissant dans l'un des locaux de réfugiés de Mexico, furent pour évoquer notre discussion en Espagne : «J'ai souvent pensé à ce que tu m'as dit alors et je considère que tu avais raison», telles ont été ses paroles. Les principes anarchistes ont perdu de leur emprise sur ces camarades. Leur entrée dans le camp bolchevik n'est qu'une question de temps et de bon travail de notre part. Je considère qu'il existe une perspective sérieuse de gagner un nombre considérable d'ouvriers anarchistes dans l'émigration.

En Espagne même, on a commencé à rétablir les contacts. Nous avons déjà des liaisons à Madrid et à Barcelone, par exemple, avec des camarades qui ont été emprisonnés ou détenus dans les camps de concentration de Franco. À Madrid, tous les camarades qui n'ont pas été arrêtés ont re-

pris leur activité. Ils ont des contacts avec les anarchistes et discutent avec eux, mais leur situation est très précaire. Etant connus, dans leur majorité, ils sont obligés de vivre sous de fausses identités et ne peuvent trouver de travail. À Barcelone, un jeune camarade risque d'être condamné à mort. Il est d'origine paysanne, avec d'excellentes qualifications politiques. Selon les informations données par le camarade Carlini qui a vécu pendant huit mois à Barcelone sous le régime de Franco, la démoralisation du prolétariat est grande, encore accentuée par ses terribles conditions de vie, pires que pendant la guerre. Mais l'état d'esprit dominant est celui d'une hostilité passive au régime, et, dans certaines régions comme les Asturies et l'Andalousie, d'une hostilité active. Cette hostilité passive s'étend même à certains éléments de la petite-bourgeoisie rurale et urbaine. La preuve en est donnée par le fait que le camarade Carlini ait pu faire le voyage de Barcelone à la frontière française, à pied, sans argent, en demandant aux paysans l'hospitalité et des indications qui lui permettent [ont permis] d'échapper à la vigilance de la Garde civile.

Dans les montagnes des provinces d'Andalousie et des Asturies existent encore de nombreux groupes armés hostiles à la Garde civile qui conduisent d'audacieuses opérations contre les détachements fascistes. J'ai vu de mes yeux une proclamation des autorités franquistes adressée aux «fugitifs dans les montagnes», les appelant à se rendre et à avoir confiance dans «la clémence du Caudillo». Il semble évident que dans certains petits villages tous les hommes valides sont dans les montagnes et que les autorités sont impuissantes à briser la solidarité des villes.

Bien que le régime de Franco se heurte à d'autres difficultés supplémentaires qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer ici, cela ne signifie pas qu'on doive s'attendre à sa chute prochaine. Il est possible que l'évolution de la guerre européenne amène le rétablissement de la monarchie, mais dans cette éventualité, comme dans celle de la consolidation du système de la Phalange espagnole, tout nous permet d'espérer que le prolétariat espagnol sera capable de maintenir contre le fascisme un fort mouvement illégal. Et, pour notre part, nous devons diriger toutes nos forces vers la création de noyaux illégaux actifs de la Quatrième Internationale.

Nous disposons des facteurs fondamentaux pour y parvenir. Quelques militants capables sont restés en Espagne : il y a dans l'émigration d'excellents camarades. En outre, les secteurs anarchiste, socialiste et même stalinien sont suffisamment accessibles à un travail critique constructif. La première étape, qui consiste à réunir à Mexico les principaux camarades, est en voie de réalisation. C'est de nous, et de la solidarité de l'organisation internationale, que dépend la réalisation victorieuse des étapes suivantes. Il faut créer un fort mouvement bolchevik-léniniste parmi les émigrés et trouver les voies pour [les moyens de] pénétrer en Espagne. Nous avons besoin, à titre de minimum immédiat, d'une aide matérielle qui nous permette d'assurer régulièrement la publication de notre hebdomadaire. Nous prenons le reste sur nous, y compris notre propre

subsistance économique. Il serait erroné de sous-estimer le travail espagnol du fait de la liquidation de la révolution espagnole. L'esprit révolutionnaire du prolétariat vit et l'Espagne sera le pays dans lequel la lutte révolutionnaire illégale acquerra la plus grande intensité.

D'un autre côté, une organisation ne se constitue pas hâtivement à la veille de la révolution, mais seulement à l'issue d'une longue période de luttes et d'expériences victorieuses. Nous voulons rétablir, et nous rétablirons en Espagne, la tradition de la lutte révolutionnaire illégale du bolchevisme. Le prolétariat espagnol saisira la première occasion qui se présentera à lui pour briser le joug de Franco. Nous devons être prêts et nous avons besoin pour cela de l'aide de l'organisation internationale.

G. Munis, section espagnole de la Quatrième Internationale,
New York, 27 avril 1940

Source : Nous avons utilisé ici la traduction parue dans *Les congrès de la IV^e Internationale : manifestes, thèses, résolutions : 1. Naissance de la IV^e Internationale, 1930-1940*. 2^e édition revue et augmentée. Textes intégraux rassemblés et présentés par Rodolphe Prager, avec la collaboration de Jean-François Godichau, Carlos Rossi et Hugo Véga ; préface de Pierre Franck ; avant-propos de Rodolphe Prager. Montreuil, La Brèche, cop. 1978, p. 395-398.

Signification historique du 19 Juillet (août 1943)

Le 19 juillet 1936, les événements en Espagne ont confirmé de façon lumineuse la théorie marxiste de l'Etat. Une théorie sociologique prouve sa validité si les forces auxquelles elle se réfère produisent les dénouements historiques qu'elle avait prévus. En élaborant la leur, Engels et Marx ne purent tenir compte que d'expériences passées, avec des facteurs de classe différents. En se basant sur elles et sur les catégories économico-classistes contenues dans la société moderne, ils prévirent les effets et le dénouement qu'elles produiraient sur l'Etat.

Bien que limité à la catégorie de tentative révolutionnaire, la Commune de Paris donna des effets concordants avec la théorie marxiste de l'Etat. La révolution russe de 1917 la confirma pleinement. Le prolétariat, la plus grande des classes dépossédées et productrices de la société moderne, la seule qui ait tendance à croître continuellement avec la croissance des forces productives, doit, dans la lutte pour son émancipation, détruire l'Etat capitaliste et construire le sien pour arriver, avec la disparition des classes, à celle de l'Etat. La révolution russe confirma historiquement la notion marxiste de l'Etat jusqu'au point où le temps et l'entrelacement de divers facteurs le permirent. Mais, en son sein, le Parti bolchevik agit comme moteur conscient du processus, en se proposant délibérément la destruction de l'Etat bourgeois et la construction d'un Etat prolétarien. Ce fut la première victoire de la conscience humaine sur le flux des événements, tumultueusement aveugles jusqu'alors.

La révolution espagnole a donné à la théorie marxiste de l'Etat une confirmation d'une valeur incomparablement plus grande. Les classes ou catégories sociales se sont comportées conformément à la théorie, sans qu'aucune organisation ou aucun parti n'influe sur son comportement spontané. Et au contraire, celles qui pouvaient être considérées comme des forces conscientes, les organisations ouvrières, déployèrent leur activité en sens contraire, en s'opposant à l'aboutissement du processus. Malgré elles, le mouvement ouvrit la voie dans le sens prévu par le marxisme et transforma, pour un moment du moins, les anarchistes, son adversaire invétéré, en son agent inconscient. Quand une loi existe, il ne sert à rien de l'ignorer ou de la nier, elle s'impose.

Lentement, mais inexorablement préparée par une très longue période historique, la crise la plus aiguë de la société espagnole des deux derniers siècles est apparue dans toute sa splendeur après la chute de la monarchie. Avec des intermittences et des va-et-vient, elle s'est agrandie continuellement jusqu'à l'éclatement de la guerre civile. Peu avant, s'était constitué le Front populaire, la plus formidable coalition connue jusqu'alors pour

maintenir l'équilibre, au sein de l'Etat bourgeois, entre les forces qui se rejettent. Le Front populaire comprenait les partis républicains, le [Parti] «socialiste», le [Parti] stalinien («communiste») et le POUM. Sans signer le pacte qui lui servait de base, la CNT-FAI l'appuya également. A la veille de la guerre civile, toutes les organisations ouvrières espagnoles connues par les masses avaient les deux pieds bien ancrés dans la collaboration de classes, ou étaient à deux doigts de s'y précipiter. Aucune force – si on ne considère pas comme telle quelques militants sans moyens pour se faire entendre – ne travaillait consciemment pour la destruction de l'Etat capitaliste ni n'induisait même le prolétariat à s'organiser pour organiser le sien. Les anarchistes auraient pu agir pour le premier point mentionné, mais ils ne le firent même pas. Le POUM, malgré son apparence marxiste, ne réussit jamais à sortir d'une politique de vacillements et de complaisances, premièrement vis-à-vis du Front populaire lui-même, ensuite vis-à-vis de l'aile gauche de ce dernier. C'est sur cette limitation des organisations ouvrières les plus radicales que planait le Front populaire, comme un rapace gardien de la propriété et de l'Etat capitaliste, décidé à s'abattre sur les forces centrifuges qui prétendraient le détruire. Le prolétariat se trouvait enchaîné par ses propres organisations. Le processus prévu par la théorie marxiste de l'Etat ne disposait en faveur de son aboutissement que des tendances élémentaires manifestées par les secousses révolutionnaires du prolétariat.

Telle était la situation à la veille de la guerre civile. La bourgeoisie était convaincue, par l'expérience quotidienne, de la tendance profondément révolutionnaire des masses. Son existence en tant que classe était continuellement en danger. Les garanties que lui donnait le Front populaire ne lui inspiraient aucune confiance et ne lui offraient pas de conditions satisfaisantes de domination. Elle comprenait la réaction des masses qui avaient suivi le Front populaire parce que ce dernier leur avait été hypocritement présenté par ses dirigeants comme étant un Front unique révolutionnaire.

Malgré ses efforts et sa répression, le Front populaire n'arrivait pas à contenir les masses qui lui échappaient sans cesse en visant le socialisme. Lorsque les débordements révolutionnaires menaçaient la bourgeoisie, celle-ci, en laissant de côté ses disputes occasionnelles avec le Front populaire, se protégeait effrontément derrière lui, en l'utilisant comme fer de lance contre les masses. Une fois l'offensive révolutionnaire matée, la réaction recommençait à l'attaquer. Les réformistes – staliniens et socialistes – s'entêtaient à la convaincre que sa collaboration offrait de plus grandes garanties de stabilité pour la société capitaliste. La réaction, au contraire, n'était pas disposée à accepter son concours en permanence, parce que les événements lui prouvaient tous les jours que les masses ne se soumettaient aux idées pro-capitalistes de leurs dirigeants que dans la mesure où ceux-ci réussissaient à les tromper en se présentant comme socialistes et communistes. Pour qu'elles agissent consciemment en com-

munistes, il suffisait que les masses comprennent que leurs dirigeants trahissaient les idées qu'ils prétendaient représenter. Jeu dangereux auquel la bourgeoisie ne pouvait s'exposer. De plus, le régime libéral parlementaire que promettait le Front populaire appartenait déjà au passé. Personne ne le comprend autant que la bourgeoisie des pays comme l'Espagne, qui a été incapable de l'instaurer à temps. La promesse du Front populaire était utopique en soi : considérée en relation avec les masses et avec les possibilités de transformation révolutionnaire en Espagne et dans le monde, elle était démagogiquement réactionnaire. En comptant avec toutes les conditions objectives pour réaliser la révolution socialiste, le Front populaire voulait faire revenir la bourgeoisie à l'époque du libéralisme. Action aussi impossible et aussi antihistorique que celle d'une force qui, durant la Révolution française, aurait proposé de substituer, au programme de la bourgeoisie contre la noblesse, un autre programme qui aurait essayé de faire revenir la féodalité décadente et corrompue à ses premiers temps, où elle exerçait une domination seigneuriale protectrice. Le Front populaire n'essayait pas de tromper la bourgeoisie, mais le prolétariat. La bourgeoisie savait parfaitement de quoi il s'agissait. Elle considérait le Front populaire comme un valet auquel elle cédaient une fonction déterminante lorsqu'il était dangereux que le maître l'assume, aux moments des plus grandes effervescences révolutionnaires. Mais le maître ne pouvait être tranquille et satisfait que lorsqu'il occupait lui seul, et sans contrainte, la direction de l'Etat. Si les masses étaient un obstacle, il fallait écraser les masses.

De ce conflit naquirent le soulèvement militaire et la guerre civile. Les forces armées de l'Etat bourgeois s'insurgèrent contre l'Etat bourgeois, avec la protection que celui-ci, régi par le Front populaire, lui accorda. Contresens apparent absolument inexplicable pour tous les ennemis de la révolution socialiste. Mais non pour ses partisans. Les ennemis de la révolution n'ont pu donner comme explication du soulèvement que les stupidités sur la «trahison» et la «déloyauté» des militaires, plus l'intervention italo-germanique. Comme si le soulèvement militaire n'avait pas été un acte de loyauté vis-à-vis de la société bourgeoise, précisément parce qu'il était dirigé contre le prolétariat et la révolution sociale ! Comme si tout gouvernement arrivé au pouvoir en écrasant une révolution n'avait pas besoin d'aider à écraser la révolution dans les pays où elle se présenterait ! La bourgeoisie défendait ses intérêts, mais, par contre, les messieurs du Front populaire trahirent les intérêts du prolétariat, avec l'objectif de défendre les intérêts de la bourgeoisie mieux que la bourgeoisie elle-même. Et comme remède aux résultats de leur trahison, ils ajoutèrent une société bourgeoise... «d'un type nouveau», qui était la véritable signification de leur consigne, «pour une démocratie d'un type nouveau».

En Espagne s'affrontaient deux grandes tendances. La [*tendance*] bourgeoise, pour qui la solution au conflit social était sa dictature capitaliste, et la [*tendance*] prolétarienne, dont la condition du triomphe

passait par la révolution sociale. La solution intermédiaire était absolument impraticable. Rien que pour essayer de l'établir, il fallait enchaîner les masses et les maintenir dans l'exploitation de la propriété privée. C'est ce que prétendit le Front populaire. Mais en laissant à la bourgeoisie son système de propriété, elle finit inévitablement par s'imposer politiquement. C'est pour cela que le Front populaire sera considéré par l'histoire comme le principal responsable du soulèvement militaire et de sa victoire finale.

Pour résoudre de façon révolutionnaire la question sociale, le prolétariat, en continuant l'offensive de février 1936, devait détruire de haut en bas la société bourgeoise et toutes ses institutions. Il devait détruire l'Etat en dissolvant toutes ses forces armées, ses tribunaux, ses parlements, en déclarant sa législation inexistante, en expropriant la bourgeoisie, les grands propriétaires terriens et le capital financier. Mais tout cela ne peut être réalisé d'un seul coup. Pour pouvoir le réaliser, le prolétariat et les paysans pauvres doivent s'armer eux-mêmes auparavant autant qu'il leur soit possible, ils doivent construire leurs propres organes démocratiques sur lesquels reposera leur pouvoir. C'est uniquement lorsque ces organes sont suffisamment développés et imprégnés de leur objectif révolutionnaire que le prolétariat peut prendre le pouvoir politique pour soi et détruire la société capitaliste. Le développement progressif de la lutte révolutionnaire aurait amené le prolétariat à détruire le gouvernement et le parlement du Front populaire, ultime rempart du capitalisme. Mais les masses étaient paralysées par les partis socialiste et stalinien, décidés à soutenir le capitalisme avec le Front populaire. De façon différente, les anarchistes étaient également incapables de les orienter vers la prise du pouvoir. Une fois fermée l'issue pour le pôle révolutionnaire, le pôle bourgeois put prendre l'offensive en recherchant la sienne.

Les masses, bien que rejetées par le Front populaire, étaient décidées à disputer le terrain à la réaction. En s'armant en dépit du gouvernement, elles mirent en déroute les militaires sur la plus grande partie du territoire. En tout cas, là où elles purent, à un moment donné, s'approprier d'un minimum d'armes. Le résultat des journées du 19 juillet et des suivantes fut la destruction complète de l'Etat bourgeois. Le gouvernement «légal» – ou les gouvernements en tenant compte de la Catalogne et plus tard de l'Euzkadé (du Pays basque) – ne représentaient rien et n'avaient pratiquement aucun pouvoir réel. La défaite des corps armés bourgeois grâce à l'activité du prolétariat et des paysans, était automatiquement liée à la disparition de l'Etat bourgeois. Formidable révélation de ce qu'est l'Etat bourgeois à des époques révolutionnaires. En désarmant ses corps de répression, la bourgeoisie disparaît.

Parallèlement, l'Espagne se remplit de Comités formés par des ouvriers, des paysans et des miliciens qui exerçaient le pouvoir politique, exécutaient la justice contre les réactionnaires, exproprièrent la bourgeoisie, patrouillaient dans les rues et sur les routes. N'importe lequel de ces

comités avait plus de pouvoir réel que le fameux «gouvernement légal» du Front populaire. Car il n'y a pas d'autre légalité que celle que sanctionnent les événements historiques. La mensongère théorie démocratico-bourgeoise soutenue par le Front populaire apparaissait dans toute sa splendeur. Le processus historique – sans qu'aucun facteur conscient ne l'aide, nous insistons – détruisait l'Etat bourgeois, en créant simultanément les cellules d'un nouvel Etat prolétarien. Le Front populaire fut surpris en flagrant délit d'action antihistorique. Et tout ce qui est antihistorique est, à des degrés divers, contre-révolutionnaire.

À plusieurs reprises, l'auteur de cet article a défini la situation résultant des Journées de Juillet comme [une] «atomisation du pouvoir». Cette définition me semble plus appropriée, pour la situation en Espagne, que la célèbre «dualité de pouvoirs», héritée de la révolution russe. Cette dernière suppose l'existence de deux pouvoirs qui se disputent respectivement le pouvoir total. Ce qui se passait en Espagne était bien différent. Le pouvoir bourgeois, malgré sa survie formelle, était privé de pouvoir effectif, même si les partis stalinien et socialiste proclamaient aux quatre vents : «Le gouvernement commande, le Front populaire obéit.» Il en était ainsi à ceci près que les masses n'obéissaient pas au Front populaire, y compris les militants de ces partis eux-mêmes. Par contre, les Comités constitués par les masses n'eurent ni la coordination ni la capacité collective suffisante pour réclamer tout le pouvoir et se l'approprier. Chaque comité était un petit gouvernement, un minuscule Etat ouvrier dans son rayon d'action. Le pouvoir qu'avait perdu le gouvernement bourgeois du Front populaire, les comités le détenaient mais distribué inégalement. De là, je déduis que, pour caractériser plus exactement la situation du 19 juillet [1936] et des semaines suivantes, il est plus juste de la définir comme une atomisation du pouvoir aux mains du prolétariat et des paysans. Ceux-ci étaient conscients de leur pouvoir local, mais il leur manquait la conscience de la nécessité de coordonner leur pouvoir nationalement. De son côté, durant les premières semaines, le gouvernement bourgeois n'eut pas la capacité et la volonté de lutter contre le pouvoir ouvrier naissant. On ne peut parler de dualité que par la suite, lorsque le gouvernement du Front populaire se reprend, se rend compte qu'il est encore vivant, regroupe autour de lui les forces armées dont il peut disposer et commence à disputer le pouvoir aux comités du prolétariat et des paysans.

Sans même que n'intervienne un quelconque facteur pensant, la théorie marxiste de l'Etat fut pleinement confirmée. La défaite de la bourgeoisie est inséparable de la destruction de son Etat, et la victoire du prolétariat inséparable de la création du sien. Même dans les pires conditions imaginables, l'histoire a démontré que la théorie marxiste n'est pas une invention utopique mais la conscience d'une réalité matérielle déterminée par le mécanisme de transformation de la société capitaliste en société socialiste. La supériorité énorme du marxisme sur l'anarchisme est sa connaissance de ce mécanisme, ce qui permet d'aider le développement historique don-

né par l'évolution matérielle. Un marxiste trouvait dans les conditions créées par le 19 juillet [1936] le moyen le plus adéquat pour agir conformément à ses idées. (Rappelons que staliniens et socialistes ont renié le marxisme. Le POUM, de son côté, n'était marxiste que les dimanches et quelques jours fériés.) Par contre, les anarchistes, dont les idées sur la révolution et sur l'Etat plus concrètement ne dépassent pas la catégorie des spéculations, entèrent dès le premier moment en contradiction avec leurs idées. Elles se révélèrent complètement fausses, inapplicables jusqu'au point que ses propres partisans considérèrent comme superflu de faire le moindre effort pour les soutenir et les appliquer. L'action même des anarchistes fut anti-anarchiste. Mais elle prit deux aspects qu'il est important de prendre en considération, et pour déterminer les responsabilités de la défaite de la révolution espagnole, et pour que les masses espagnoles, tout particulièrement les anarchistes, tirent des leçons utiles dans la perspective des luttes futures.

Les militants anarchistes furent les premiers à prendre l'initiative de la formation des comités, qui automatiquement se transformèrent en gouvernements locaux. La Catalogne fut la région où ils dominèrent le plus complètement. Leur poids social et le manque d'organisations «ouvrières» fortes qui aient pu travailler de façon préméditée à leur destruction, comme le faisaient staliniens et socialistes dans le reste de l'Espagne, conduisirent à la formation du Comité central des milices. Tout le pouvoir était concentré entre ses mains. Les armes étaient aux mains des ouvriers qui patrouillaient assidûment à l'arrière. Dans le comité central des milices se condensait, de façon imparfaite, le pouvoir ouvrier et paysan distribué dans les comités de Catalogne et des contrées récupérées d'Aragon. Durant les premières semaines, le Comité central des milices peut être considéré comme un bourgeon rudimentaire de dictature du prolétariat. Les comités de base de la CNT étaient les agents les plus nombreux et actifs de la dictature du prolétariat, même s'ils prétendent le nier ou l'ignorer. La haute direction anarchiste reflétait l'activité révolutionnaire des masses en la minimisant et en entrant en pourparlers dès leurs premiers jours avec le squelette de l'Etat bourgeois, devant lequel elle se préparait à capituler. Le processus prévu par la théorie marxiste de l'Etat s'imposa aux militants anarchistes eux-mêmes. Tant qu'ils ne capitulèrent pas devant la Generalitat, ils se comportèrent – mis à part leurs agissements aveugles – en marxistes et non en anarchistes, ils n'agirent pas conformément aux notions acrates anti-étatiques, mais en effectuant les premiers pas de la dictature du prolétariat préconisée par le marxisme ; ils se comportèrent politiquement et non apolitiquement. Nous le disons pour qu'ils cessent d'être effrayés par les expressions «politique» et «dictature du prolétariat».

Mais la conscience de la pratique est décisive lors de la période critique de la révolution. Elle faisait défaut aux anarchistes. En ayant entre les mains un Etat ouvrier qu'il fallait tout simplement mieux structurer, en

établissant une relation démocratique entre les masses et les comités, entre ces derniers et le Comité central des milices, les anarchistes, humblement suivis par le POUM, décidèrent de donner corps au squelette de l'Etat bourgeois. Le Comité central des milices devint le gouvernement de la Generalitat. Par cet acte, ils jetèrent la révolution dans un piège immense d'où résulta la défaite des masses aux mains de l'Etat bourgeois recomposé ; de cette défaite des masses résulta la victoire de Franco.

La même chose eut lieu sur le reste du territoire, même si les comités-gouvernement n'arrivèrent jamais à avoir la même importance qu'en Catalogne, à cause de l'opposition préméditée des staliniens et des socialistes. Lorsque le gouvernement de Caballero était en train de liquider complètement les comités, les anarchistes s'y incorporèrent. Par la brèche de l'apolitisme et la théorie anti-étatique, les dirigeants anarchistes glissèrent jusqu'à la collaboration avec l'Etat bourgeois, le pire ennemi de la révolution sociale. Sans aucun doute, si les anarchistes avaient essayé d'appliquer consciemment la théorie marxiste de l'Etat, ils auraient pu y arriver facilement. Les masses l'avaient déjà appliqué de façon rudimentaire. Pour vaincre la résistance des socialistes et des staliniens, il aurait suffi que les masses comprennent qu'elles sabotaient leur pouvoir naissant. Au lieu de le leur faire comprendre, les anarchistes s'ajoutèrent aux saboteurs. Les «circonstances exceptionnelles», argument avec lequel ils ont essayé de se justifier, ne sont qu'un bégaiement ridicule. C'est précisément lors des circonstances exceptionnelles que l'on peut appliquer les idées révolutionnaires. Devant l'alternative de lutter pour un Etat ouvrier ou de s'incorporer à l'Etat bourgeois, les anarchistes choisirent la deuxième voie. La seule explication sérieuse de leur comportement, ce sont leurs idées qui les empêchaient de voir la différence entre l'Etat d'une ou de l'autre classe, et comprendre la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat. En ajoutant une expérience de plus aux précédentes, le mouvement en Espagne montre que l'apolitisme se transforme facilement, dans les «circonstances exceptionnelles» de la révolution, en politique bourgeoise.

Lorsque la bourgeoisie, par l'intermédiaire du Front populaire, réussit à soumettre la CNT, la FAI et le POUM à sa discipline, les organisations les plus susceptibles d'aider à la prise du pouvoir politique par les comités-gouvernement, commença de façon ouverte la marche contre la révolution, en commençant par la destruction des comités. Le stalinisme eut le rôle de chef d'orchestre contre-révolutionnaire. Tant que le prolétariat fut armé et les restes des corps de répression de la bourgeoisie furent défaits, ni le stalinisme ni la social-démocratie n'osèrent ouvrir la bouche pour dire qu'il fallait détruire les comités, renforcer l'Etat moribond, arrêter les expropriations et combattre en général toutes les mesures révolutionnaires qui niaient la théorie de la «démocratie d'un type nouveau». La première préoccupation du «gouvernement de la victoire» devait consister à se procurer la force armée, nécessaire pour désarmer les ouvriers. Poussé par le

stalinisme, Largo Caballero initia de nouveaux recrutements pour la Guardia Civil, la Guardia de Asalto et les Carabineros, maquillées sous le nom de Guardia Nacional de Seguridad (Garde nationale de sécurité).

Quand le gouvernement se crut assez fort, commença l'offensive pour désarmer les prolétaires et les paysans, et liquider les conquêtes socialistes. En réalité, les contre-révolutionnaires staliniens et socialistes n'étaient forts que parce qu'ils étaient sûrs que les anarchistes et le POUM ne prendraient aucune mesure pour les en empêcher. Si une de ces organisations, ou les deux, après avoir dénoncé ce qui se préparait, avait appelé les masses à détruire les restes de l'Etat et les institutions bourgeoises et à concentrer tout le pouvoir politique entre leurs mains, la manœuvre du «gouvernement de la victoire» aurait échoué et la révolution aurait suivi le cours que l'histoire déterminait.

Mais la manœuvre stalino-socialiste réussit grâce à la collaboration des anarchistes et du POUM. L'Etat bourgeois eut les armes pour vaincre les ouvriers et les désarmer. Alors, fin 1936, le gouvernement dévoila publiquement son jeu. Notre guerre n'était pas une guerre civile, mais une «guerre d'indépendance nationale», dans notre zone on n'aspirait pas à la révolution sociale mais à une «démocratie d'un type nouveau», c'est-à-dire à la société bourgeoise. Les Jeunesses socialistes unifiées se regroupaient sous l'autorité stalinienne pour rassurer les millionnaires de Paris, Londres et Washington qu'elles n'étaient pas un parti de classe et de révolution sociale.

L'immonde Carrillo affirmait : «Qu'il soit clair que nous ne faisons aucune manœuvre», alors que Comorera qualifiait de «tribus» les ouvriers vainqueurs de l'insurrection fasciste, et de voleurs les comités expropriateurs de la bourgeoisie. Peu après les prisons se remplissaient de révolutionnaires et des centaines d'entre eux mouraient assassinés par les staliniens et la Guépéou.

Si les théories de la «démocratie d'un type nouveau» et de l'«indépendance nationale» avaient correspondu réellement à la situation et au développement requis par les conditions matérielles de l'Espagne et du monde, le résultat de la défaite des militaires aurait dû être un renforcement du gouvernement qui prétendait représenter cette démocratie, et du parlementarisme, son expression. La guerre ne pouvait être un obstacle. Pendant la révolution française, la démocratie – alors oui, elle correspondait au développement historique – acquit sa plus grande amplitude en pleine Vendée et lorsque la coalition militaire menaçait la France le plus dangereusement. Mais ça ne vaut pas la peine de perdre du temps avec des réfutations. Les consignes mentionnées n'étaient pas déduites d'une quelconque analyse de la situation ; c'étaient des inventions délibérément cherchées pour combattre la révolution sociale.

Staliniens et socialistes avaient de puissants intérêts à défendre contre le triomphe du prolétariat. Les premiers parce qu'ils étaient liés à la bureaucratie qui dirige la contre-révolution en URSS ; les seconds parce

qu'ils sont depuis 1914 l'appendice de «gauche» de la société bourgeoise. Ces deux partis auraient tout perdu avec la victoire de la révolution sociale. L'«indépendance nationale» et la «démocratie d'un type nouveau», les pelles avec lesquelles fut enterrée la révolution, exprimaient leur nécessité et leur décision de maintenir le capitalisme. En son sein, staliniens et socialistes peuvent encore jouer à être de gauche et au libéralisme ; dans le cadre d'une révolution victorieuse ils ne sont concevables que comme cadavres politiques.

La révolution espagnole a manifesté son caractère socialiste de façon plus puissante et inéquivoque [*sans équivoque*] que la révolution russe. Kerensky avait plus de force que la Generalitat, que Giral et Caballero au début. Les soviets étaient moins généralisés en Russie que les comités en Espagne. Là-bas, ils trouvèrent leur impulsion à travers l'œuvre consciente des bolcheviks, alors qu'en Espagne le pouvoir tomba automatiquement entre leurs mains, parce que leurs conditions matérielles et les événements poussaient dans un sens socialiste.

En Russie, la propriété fut arrachée à la bourgeoisie grâce à l'initiative du pouvoir bolchevik plus que par celle des masses ; en Espagne, les masses elles-mêmes s'emparèrent de la propriété et la disputèrent au gouvernement lorsque celui-ci commença à restituer des propriétés à la bourgeoisie ou à les prendre en charge dans l'attente de les restituer. Seuls des gens de mauvaise foi ou des crétins incurables peuvent nier ces traits de notre révolution. Mais nous avons, en plus, le résultat de la guerre.

Il est fréquent, surtout chez les staliniens et les socialistes, de distribuer la responsabilité de notre défaite entre l'aide de l'Italie et de l'Allemagne à Franco, et la «non-intervention» des démocraties. Si la bourgeoisie mondiale, fasciste et démocratique, fit tout pour donner la victoire à Franco, les gouvernements du Front populaire n'en firent pas moins, particulièrement le gouvernement de Negrín.

Au fur et à mesure que les messieurs de «l'indépendance nationale» et de la «démocratie d'un type nouveau» accroissaient leur domination, les troupes de Franco progressaient, la capacité de lutte de notre zone diminuait, l'homogénéité de la zone dominée par l'ennemi augmentait, la solidarité du prolétariat international se réduisait, et s'imposaient dans les postes officiels de l'arrière-garde l'arrivisme, la spéculation, l'immoralité, tolérés avec bienveillance en échange d'une adhésion à la conduite stalinienne de la guerre.

Et le jour où Negrín pût déclarer qu'il maintenait en Espagne un ordre plus sévère que n'importe quel gouvernement durant les cinquante dernières années, le triomphe de Franco était assuré. L'ordre bourgeois est toujours, inévitablement, synonyme de contre-révolution.

En somme, en s'imposant aux forces armées bourgeoises, les masses espagnoles firent irruption dans la révolution sociale. En l'ordonnant, en la développant consciemment, elles auraient acquis leur capacité maximale dans tous les domaines : militaire, économique, pour ce qui concerne

la discipline et la solidarité ; elles auraient surtout écrasé l'arrière-garde de Franco. Mais les stalino-socialistes imposèrent aux masses une contre-marche [*marche arrière*], une réadaptation au capitalisme qui désarticula et rompit finalement la magnifique impulsion du prolétariat.

L'effet de la conduite de la guerre allait être catastrophique, car on ne fait pas ce qu'on veut d'un mouvement révolutionnaire, on favorise le développement de ce qu'il contient, ou on le tue en voulant lui donner ce qu'il ne contient pas. Supposons un embryon dont il est possible et nécessaire de favoriser les conditions de développement. Lorsque la réussite est imminente, quelqu'un déclare : «Ce n'est pas un embryon humain, mais celui d'un chameau», et il lui applique les mesures nécessaires au développement de l'embryon d'un chameau. Incontestablement, cette personne est un leader stalinien ou socialiste, fervent partisan du Front populaire et de la «démocratie d'un type nouveau».

Tel fut l'effet désastreux de leur politique thérapeutique sur les masses espagnoles. Avec eux, les dirigeants anarchistes et poumistes murmuraient : «Nous voyons que ce n'est pas un embryon de chameau, mais à cause de la guerre et de la situation internationale, nous devons permettre que ce soit un chameau.»

G. Munis

Source : Contra la Corriente, n° 6, publication du Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale, Mexique, août 1943. Traduction extraite de *L'Esclave salarié* n° 4, novembre 1996.

Genèse de l'unité nationale

Contra la Corriente n° 7, septembre 1943, Groupe espagnol au Mexique
de la Quatrième Internationale

[...] À l'échelle internationale, l'unité nationale est une vieille politique derrière laquelle les intérêts cachés de la bourgeoisie ont toujours su se dissimuler. Sous le système de la propriété privée, l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie ne peut prendre fin. Il n'existe pas de communauté d'intérêts mais une opposition d'intérêts [*entre les classes*], et la lutte des classes ne s'interrompt jamais. [...]

Le marxisme – qui rejette toute collaboration de classe, sans aucune exception – a toujours stigmatisé l'unité nationale, sous ses multiples formes, et à tous les degrés. [...] Quand, en 1914, l'idéologie de l'unité nationale a balayé la Deuxième Internationale, après avoir incubé en son sein pendant une longue période, une minorité révolutionnaire a combattu cette idéologie qui trahit les principes du marxisme. Sa lutte a abouti à la victoire de la Révolution russe, première affirmation du prolétariat dans l'histoire. Cela a permis la création de la Troisième Internationale, conçue par ses fondateurs comme un outil pour arracher le prolétariat à l'influence de la tendance collaborationniste et l'organiser dans tous les pays en vue de la révolution mondiale. Pendant cinq ans, de 1919 à 1924, l'Internationale communiste est restée fidèle à ses principes fondateurs. [...] L'assimilation des leçons de la période révolutionnaire de la Troisième Internationale et la compréhension des causes de sa dégénérescence constituent la meilleure école révolutionnaire pour les nouvelles générations. C'est un point de départ qui permet d'aller de l'avant ; ceux qui nient ou comprennent mal cette expérience seront forcément amenés à entraver la marche du prolétariat vers la révolution.

On peut affirmer, sans risque d'exagération, que toute l'histoire révolutionnaire peut se résumer à la lutte incessante contre l'esprit de l'unité nationale, instillé dans les rangs ouvriers par leurs propres dirigeants. Généralement, cette déviation commence par la collaboration de classe, ou la rupture avec les objectifs historiques du prolétariat, pour aboutir finalement à la conversion du mouvement ouvrier en un appendice de gauche de la bourgeoisie.

[...] L'idée du Front populaire, comme celle de n'importe quel autre bloc collaborationniste, était d'empêcher que le prolétariat pousse sa lutte contre la bourgeoisie jusqu'à ses ultimes conséquences. La victoire des masses sur les militaires et même la guerre civile ont gêné, contrarié, les dirigeants du Front populaire. Elle était le résultat de la guerre de classe et

ils n'en voulaient pas, ils la craignaient, elle risquait de les anéantir ; la guerre de classe, pour utiliser le langage des staliniens, c'est le trotskysme. Ils ont lancé toutes leurs forces contre elle le 19 juillet [1936] jusqu'à la victoire de Franco. La paix avec les militaires, ce que la langue de bois officielle appelle la «réconciliation entre tous les Espagnols», figurait dès le premier jour dans les projets du cabinet Staline-Negrín-Prieto. [...]

Tout comme pendant la guerre civile, le stalinisme apparaît aujourd'hui comme le modèle de tous les projets conciliateurs. Il est la seule force à avoir conçu un programme complet en faveur de l'unité nationale. Tous les autres courants renégats le suivent, ou rivalisent avec lui. Ils ne sont séparés que des rivalités mesquines. Politiquement il n'existe pas de désaccord entre les staliniens et la tendance socialiste de Prieto.

Quant à l'anarcho-syndicalisme et à la gauche socialiste floue, ils continuent, comme en Espagne, à ne pas adopter de positions de classe et à barboter, ici et là, dans le marais stalinien lui-même, même s'ils n'arrêtent pas de dénoncer le stalinisme. Enfin, les conciliateurs d'hier demandent de donner l'accolade aux miliciens carlistes, aux généraux et aux phalangistes ; quant à leurs amis, ils continuent à leur apporter leur aide parce qu'ils sont incapables d'opposer à la collaboration de classes le principe du Front unique prolétarien et de la lutte classe contre classe. La force apparente du stalinisme découle de cette incapacité et elle représente un grand danger pour le futur mouvement révolutionnaire espagnol. La classe ouvrière, essentiellement les anarchistes et les socialistes de gauche, doit réagir.

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Quelques réflexions sur la guérilla

Contra la Corriente n° 14, avril 1944, Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale.

L'histoire de la guérilla est aussi vieille que l'histoire militaire de l'humanité. Depuis les temps les plus reculés, les hommes ont utilisé cette technique de manière occasionnelle. Son apparition a toujours coïncidé avec l'incapacité militaire d'un pays à faire face aux invasions ou aux attaques d'un adversaire. Comme les guérillas essayent de remplir le rôle de défenseurs de la nation que les forces armées régulières sont incapables de jouer, elles tendent, si elles réussissent dans leur tâche, à se transformer en de nouvelles forces armées nationales. Directement ou indirectement, elles constituent en fait une désarticulation de ces forces.

Lorsque les forces armées d'une nation sont détruites et que celle-ci est vaincue, s'il reste suffisamment de souffle à la lutte pour l'indépendance et si les conditions topographiques le permettent, de petits groupes de guérilleros apparaissent. On ne connaît pas un seul cas dans l'histoire où ces groupes aient réussi par eux-mêmes à vaincre les envahisseurs. Soit ils ont été exterminés à plus ou moins long terme ; soit les envahisseurs ont été battus grâce au matériel et aux troupes fournis par des pays hostiles aux envahisseurs. Et, dans le même temps, les guérilleros sont devenus la base d'une nouvelle armée nationale, c'est-à-dire le bras armé de la classe possédante.

L'exemple le plus caractéristique, à la fois général et positif, est celui des guérillas espagnoles contre l'invasion des armées de Napoléon. Malgré leur importance numérique, leur combativité et leur projet libéral, malgré la topographie espagnole favorable et le faible niveau de la technologie militaire de l'époque, les troupes françaises ne purent être expulsées que parce que les troupes anglaises avaient installé dans la péninsule un front continu. Au fur et à mesure que ce front progressait, se reconstituait une nouvelle armée espagnole qui intégra progressivement la plupart des guérillas.

Cependant, entre la monarchie vaincue et prisonnière de Napoléon, et la majorité des guérilleros, il existait une opposition politique sérieuse. Lorsque la monarchie revint au pouvoir, suite à une action conjointe des guérillas, de l'armée britannique et de la nouvelle armée régulière espagnole, les groupes de guérilleros furent soit incorporés dans l'armée régulière soit dissous par la monarchie et les dirigeants hostiles à l'absolutisme des Bourbons furent pendus.

La lutte pour une constitution et pour les libertés démocratiques a certainement joué un rôle moteur et primordial dans l'action des guérillas. Mais comme la guérilla n'a pas réussi à mener le combat contre l'absolutisme sur le terrain social, l'unique terrain sur lequel on peut remporter des victoires politiques, l'action des guérillas a finalement profité à la monarchie féodale.

Pendant la longue guerre civile qui a suivi la révolution russe de 1917, de nombreux groupes de guérilla ont surgi spontanément pour aider les bolcheviks. Le gouvernement révolutionnaire leur donnait des indications, il les armait et tentait de coordonner leur action. Certains groupes de guérilla ont rendu des services importants dans la guerre contre les armées blanches. Cependant, le bilan général de l'action des guérillas fut plus négatif que positif.

Le commandement même de l'Armée rouge – Trotsky soutenu par Lénine – dut se prononcer contre les groupes de guérilla et procéder à leur incorporation complète dans l'Armée rouge. La désorganisation qu'ils créaient dépassait de loin les services qu'ils pouvaient rendre en attaquant les arrières de l'ennemi. Même en étant au service d'un pouvoir révolutionnaire, en constituant un corps d'armée auxiliaire d'une armée véritablement libératrice, les groupes de guérilla n'ont pas réussi à jouer un rôle sérieux, et encore moins à atteindre un objectif social. Dans les conditions politiques et militaires actuelles, ils peuvent encore moins y réussir.

Tout ce que l'on a dit sur les actions des guérillas en URSS, dans les Balkans et en France est certainement beaucoup exagéré par la propagande, sans parler de celles qui opèrent sur un terrain peu accidenté. À elle seule, la qualité des armes modernes empêche la guérilla de mener la moindre action militaire d'envergure. En supposant que les guérillas arrivent à étendre leur influence grâce à l'aide d'autres puissances, elles se transformeront en une armée et cette armée deviendra un instrument des puissants (comme c'est le cas de Tito et Mihailovic).

Mais ce qui empêche surtout les guérillas, aussi révolutionnaires soient elles, de mener une action véritablement positive, c'est la contradiction entre leurs méthodes de lutte et celles nécessaires à la transformation sociale nécessaire aujourd'hui.

Cette contradiction exprime une autre contradiction plus générale sur le terrain pratique et sur le plan des principes : la contradiction entre une lutte pour la reconstruction de l'État-nation bourgeois et la lutte pour la révolution prolétarienne. La première conduit à la méthode de la guérilla, peu importe son niveau d'efficacité militaire ; la seconde mène à la lutte sociale, à la pratique de la méthode de la classe contre classe, indépendamment des frontières ou des uniformes.

Chacune de ces méthodes est en contradiction avec l'autre et l'affaiblit au fur et à mesure qu'elle se propage. La prépondérance de l'une ou de l'autre détermine la victoire du projet national-bourgeois ou du projet prolétarien internationaliste. Ce dernier a des méthodes infiniment plus nom-

breuses et efficaces pour harceler et affaiblir l'arrière-garde de l'ennemi. Même la technologie militaire moderne offre de nombreuses possibilités d'emploi contre l'ennemi sans que l'ennemi puisse les utiliser contre nous. [...]

Les guérillas que nous avons vu apparaître en Europe, loin d'être dirigées par un pouvoir révolutionnaire, sont en général organisées par des pouvoirs réactionnaires. Celles qui restent indépendantes, pour des raisons techniques ou politiques, tomberont inévitablement sous la férule des mêmes pouvoirs réactionnaires que les autres, ou alors seront exterminées à la fois par les partisans de l'Axe et par les Alliés.

Les éléments les plus conscients devront s'intégrer à la lutte sociale, qui est le point par lequel ils auraient dû commencer. Ils sont généralement dirigés par des gens intéressés à reconstruire les vieux nationalismes bourgeois, autrement dit par des contre-révolutionnaires. Leur composition sociale est certainement intéressante, ce sont surtout des paysans et une minorité d'ouvriers désespérés, qui ont fui les autorités d'occupation ou qui sont simplement impatients de nature et évaluent mal les possibilités et les objectifs de la guérilla.

Dans une situation où l'oppression capitaliste elle-même se mêle, dans des proportions diverses, à l'oppression d'un capitalisme étranger, il ne faut pas s'étonner que des secteurs de la bourgeoisie nationale tentent de canaliser toute la haine des masses contre le capitalisme, en la dirigeant seulement vers l'opresseur étranger. L'écho que ces secteurs rencontrent chez les paysans moyens et riches est lié à la longue tradition individualiste de ces couches sociales, mais contraire à leurs intérêts.

Toutes les tares sociales héritées du capitalisme et parfois même de périodes antérieures se concrétisent dans l'éducation rétrograde de la paysannerie. Comme la situation matérielle de cette classe ne peut s'améliorer sous le capitalisme, elle espère toujours recevoir un morceau de terre, ou bien, comme en France, elle se tourne vers le passé avec nostalgie, regrettant l'époque où ses fermes et ses cultures lui permettaient de doter ses filles et de déposer quelques sous à la caisse d'épargne locale. Les paysans sont les derniers à se mobiliser contre l'oppression, et, quand ils le font, ils ont tendance à adopter des formes de lutte extrêmes et antisociales si l'occasion se présente. Ce sont ces caractéristiques qui feront des paysans les derniers individus émancipés. [...] Il faut combattre le particularisme paysan, le faire passer de la guérilla à la lutte sociale.

Il n'est pas besoin de déployer autant d'efforts avec le prolétariat. Le nombre d'ouvriers qui participent à la guérilla est probablement négligeable, même si aucune donnée ne nous permet de l'affirmer avec précision. Mais sa position dans le mécanisme économique oblige l'ouvrier à considérer ses problèmes en conjonction avec la classe à laquelle il appartient. Il ne rêve pas du passé et ne peut aspirer à devenir propriétaire. La logique de sa démarche d'auto-défense l'amène à formuler des exigences en collaboration avec ses collègues de travail. Mais il n'est pas exclu que

le prolétariat, même s'il ne participe pas beaucoup à la guérilla, soit séduit par ses actions. [...]

Il ne serait pas non plus étonnant [...] que des groupes révolutionnaires honnêtes soient éblouis par les actions de la guérilla et la présentent, sinon comme une panacée, du moins comme un auxiliaire important de la lutte révolutionnaire générale avec lequel le peuple doit, par conséquent, coopérer.

Il faut combattre cette tendance dangereuse. Il est normal que l'oppression barbare imposée à l'Europe par l'impérialisme germano-nazi éveille chez les peuples une forte résistance. Si l'on analyse correctement l'oppression nazie (cf. mon article «Indépendance nationale et révolution prolétarienne sous la terreur nazie en Europe» – «Independencia nacional y revolución proletaria bajo el terror nazi en Europa», *Contra la Corriente* n° 12 y 13), et que l'on tienne compte des besoins latents des peuples d'Europe et du monde, l'augmentation de la résistance exprime le processus de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. En supposant que le développement normal et nécessaire de ce processus ne soit pas perturbé par des facteurs de dislocation, il débouchera sur le triomphe de la révolution prolétarienne, la destruction du système capitaliste de propriété.

Toutefois, les mouvements de guérilla en général et plus particulièrement ceux d'Europe centrale, s'immiscent dans le processus de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et poussent la résistance révolutionnaire des masses à adopter des objectifs bourgeois. La résistance, au caractère essentiellement révolutionnaire et international, se transforme en une résistance nationale, bourgeoise et dépendante de l'impérialisme. [...] À la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, la bourgeoisie nationale, aidée par les mouvements de guérilla, les staliniens et les socialistes, cherche à opposer le retour à la guerre impérialiste.

Le devoir des révolutionnaires en Europe est de favoriser au maximum les germes de guerre civile, et de combattre toutes les forces qui s'y opposent. On ne peut remplir cette tâche si l'on ne mobilise pas les masses exploitées à partir de leurs intérêts spécifiques. En finir avec l'oppression n'est pas un problème militaire, mais social, ce n'est pas un objectif national, mais international.

Tout en proposant une direction politique alternative, les guérillas essaient surtout de soustraire les hommes les plus militants à la lutte de classe. Elles affaiblissent plutôt qu'elles renforcent la lutte révolutionnaire et préparent un piédestal à la bourgeoisie elle-même. Elles ne tiennent pas compte des intentions individuelles des membres de la guérilla. Le travail des révolutionnaires doit s'effectuer dans les usines, les champs, parmi les individus déportés en Allemagne, là où les masses doivent résoudre leurs problèmes quotidiens, là où se trouve la force capable de résoudre les problèmes qui assaillent le peuple.

La nécessité d'une révolution sociale est d'autant plus impérative pour l'Europe, que la tendance nationaliste représentée par les mouvements de guérilla nuit aussi bien à la paysannerie qu'au prolétariat. [...]

Les masses pauvres se trompent et empruntent une voie erronée, surtout quand leurs prétendues organisations, qui continuent de monopoliser le pouvoir de la propagande, sont vendues à l'ennemi de classe. La nouvelle direction révolutionnaire doit se former et se frayer un chemin en luttant contre les organisations staliniennes et socialistes, en combattant le bourrage de crânes que l'on impose aux masses. L'avenir de la révolution européenne dépend de la capacité des minorités révolutionnaires de s'opposer au projet nationaliste actuellement soutenu en commun par les bourgeois, les staliniens et les socialistes. Face à ces forces, il faut brandir le programme et les méthodes de la révolution prolétarienne européenne. La lutte de masse, la fraternisation entre les soldats et les exploités, l'approfondissement de la guerre civile contre la bourgeoisie en général, le combat pour attirer la paysannerie dans l'orbite de la lutte prolétarienne, pour enlever toute influence de masse aux exploités et à leurs complices qui attendent leur tour dans l'émigration ou en Afrique.

Les peuples comprendront beaucoup plus rapidement que ce que peut nous laisser croire la situation actuelle. Ceux qui, sans craindre les propagandistes actuels, ni être influencés par leurs discours stupides, sauront brandir bien haut la bannière des objectifs et des méthodes de la révolution prolétarienne, ne tarderont pas à gagner la confiance des masses et à ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité.

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Vive les combattants de mai !

Contra la Corriente n° 15 et 16, mai-juin 1944, Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale

Le Premier mai, journée de lutte des opprimés contre les oppresseurs, est célébré pour la quatrième fois depuis le début de la boucherie impérialiste dans une atmosphère de solidarité avec les oppresseurs, grâce aux dirigeants staliniens et sociaux-démocrates. Ils ont remplacé le slogan révolutionnaire : «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!», par une autre devise et une autre pratique : «Prolétaires de tous les pays, tuez-vous les uns les autres au bénéfice de vos exploités!»

Le sens de la journée prolétarienne du Premier mai est tellement falsifié, trahi, que très peu d'entre nous se réclament fièrement du soulèvement des travailleurs de Barcelone, le 3 mai 1937. Pour le prolétariat espagnol cette date est aussi mémorable et glorieuse que celle du 19 juillet, 1936. Le 3 mai 1937, le prolétariat a montré qu'il n'était pas prêt à se laisser arracher en douceur par le Front populaire ce qu'il avait conquis contre les fascistes, les armes à la main. Cette insurrection fut menée contre les ennemis de la révolution qui se collent une étiquette communiste, socialiste ou anarchiste : l'attitude face à cet événement est le meilleur critère dont dispose le prolétariat espagnol pour déterminer qui sont les révolutionnaires, et qui sont les opportunistes et les traîtres.

Le 19 juillet [1936] a permis aux ouvriers de détruire toutes les forces répressives de l'État capitaliste qui s'étaient soulevées contre la menace du prolétariat. Dans une époque révolutionnaire, la violence exercée par les organes de répression est le seul soutien réel de la société capitaliste. En les détruisant au cours de sa contre-insurrection, le prolétariat a commencé à détruire en même temps la société capitaliste. Si, contrairement à ce qui est arrivé, le Front populaire avait pu utiliser une partie importante des forces armées capitalistes contre l'autre fraction qui s'est soulevée, alors il aurait ouvert le feu ensuite contre les masses ; la propriété privée et l'État n'auraient pas beaucoup souffert. Mais à quelques exceptions près, qui furent le plus souvent liées au soulèvement universel des masses, les forces armées bourgeoises firent cause commune avec les hauts responsables militaires et fascistes. Comme elles furent vaincues par la force du prolétariat, celui-ci garda les armes. C'est le désarmement de la bourgeoisie qui permit son expropriation économique.

Le capitalisme repose sur le désarmement du prolétariat, tout comme le véritable socialisme repose sur l'armement des prolétaires. Lorsqu'elles détruisent les organes de répression bourgeois, les masses inaugurent le processus révolutionnaire.

En raison de l'aveuglement apolitique de l'anarchisme, et aussi, en partie, de l'opportunisme politique du POUM, le triomphe des ouvriers ne fut pas complété par la destruction totale de l'Etat capitaliste et de son indispensable appendice, le Front populaire. Cela a empêché l'organisation d'un Etat prolétarien avec ses propres forces armées. L'Etat bourgeois s'est rendu compte avec stupeur qu'il pouvait se reconstituer après sa défaite, à condition que les dirigeants ouvriers, prêts à lui fournir ce service, dissimulent habilement sa nature de classe. Ce n'étaient pas les candidats qui manquaient pour accomplir cette tâche.

Grâce à ces individus, la destruction des conquêtes de juillet [1936] a pu immédiatement commencer, de façon imperceptible au début, puis d'une façon plus générale et plus cynique ; les ennemis de la révolution ont ainsi entrepris de reconstruire l'Etat capitaliste, sans perdre de temps. Comme les organes de répression de l'Etat capitaliste n'existaient plus, l'une des premières préoccupations du Front populaire a été d'en créer d'autres. À cette fin, il a utilisé les rares vestiges des anciennes institutions, en les renforçant grâce au recrutement de milliers de nouveaux membres. Le parti stalinien, sans aucun doute l'ennemi le plus déterminé de la révolution, a essayé, dès le premier jour, de placer ses partisans inconditionnels aux postes de commandement. Ensuite, en contrôlant le SIM, il en est venu à disposer de presque toutes les forces de répression.

Plus se reconstituaient les institutions militaires du Capital, plus augmentaient les attaques publiques et l'insolence du Front populaire contre-révolutionnaire. Son objectif le plus important était de désarmer le prolétariat. Le désarmement commença sous le gouvernement Caballero avec le démantèlement des milices à l'arrière ; il progressa beaucoup avant le mois de mai [1937], sauf en Catalogne, grâce à d'autres mesures supplémentaires. En divers endroits, les gardes d'assaut et les carabiniers attaquèrent les travailleurs et les paysans. Pour mener campagne contre les comités, contre les collectivités et contre les patrouilles de contrôle en Catalogne, on eut recours à toutes les calomnies bourgeoises contre les «rouges mangeurs d'enfants», afin de préparer une atmosphère propice à un carnage contre le prolétariat.

Chaque mois, la contre-révolution progressait aux yeux de tous. Les bourgeois, les bureaucrates staliniens et socialistes, ennemis déterminés de la révolution, chassèrent ceux qui avaient occupé les postes de commandement et de contrôle en juillet [1936] et prirent leur place. Pour couronner cette campagne contre-révolutionnaire méticuleusement préparée, les staliniens montèrent une provocation en Catalogne, dans l'intention d'effectuer une bonne saignée parmi les éléments les plus révolutionnaires, de désarmer le prolétariat et de contrôler totalement la situation.

Un détachement de gardes d'assaut aux ordres du stalinien Salas, avec la complicité d'Aguadé, proche du PC et chargé du maintien de l'ordre en Catalogne, attaqua le bâtiment de la compagnie de téléphone. Son objectif était de mettre fin au contrôle des communications par les travailleurs. Ceux-ci résistèrent, les tirs fusèrent à l'intérieur du bâtiment et en quelques heures, tous les prolétaires de Barcelone élevèrent des barricades pour défendre leurs conquêtes menacées.

Aucune lutte, pas même celle du 19 juillet [1936], n'a été aussi rapide et enthousiaste. En quelques heures, la ville tomba entre les mains des travailleurs. Les forces de la réaction étaient coincées dans le petit périmètre qui entourait le bâtiment de la Generalitat. Si les travailleurs ne s'emparèrent pas du siège du gouvernement régional, c'est parce que la direction anarchiste s'y opposa. Au lieu de prendre la tête des insurgés pour éviter leur défaite ou la victoire complète des contre-révolutionnaires, si la victoire du prolétariat était impossible, les dirigeants anarchistes paralysèrent les actions armées et se placèrent en position de médiateurs.

Les dirigeants nationaux de la CNT et de l'UGT arrivèrent aussitôt de Valence en avion pour donner l'ordre de «cesser le feu», condamner la lutte et conseiller d'abandonner les barricades. Ignorant les consignes répétées avec insistance par ces dirigeants à la radio, les prolétaires catalans gardèrent les armes pendant plusieurs jours, refusant de se retirer des barricades. Ils pressentaient qu'une terrible défaite allait s'ensuivre. Pour la première fois dans l'histoire, une insurrection commença et se poursuivit contre la volonté des dirigeants de l'organisation à laquelle appartenaient l'immense majorité des insurgés. Le prolétariat catalan et le prolétariat espagnol doivent en être fiers.

On peut improviser une insurrection, mais pas une victoire révolutionnaire, a fortiori quand toutes les organisations ouvrières, sous une forme ou une autre, se mobilisent contre le prolétariat. L'intervention des dirigeants de la CNT et de l'UGT réussit à transformer une brillante victoire militaire du prolétariat en une terrible défaite politique, comme le pressentaient les combattants qui écoutaient la radio sur les barricades. Lorsqu'ils finirent par se retirer des barricades, après avoir attendu inutilement pendant plusieurs jours que les directions ouvrières se placent à leurs côtés, l'orgie triomphale de la contre-révolution stalinienne, républicaine et socialiste succéda à la retraite des ouvriers. Les forces stalino-bourgeoises se mirent immédiatement à assassiner des révolutionnaires. Les prisons contenaient bien plus de travailleurs que de fascistes. Les rares vestiges du pouvoir ouvrier, l'armement des travailleurs et les conquêtes de juillet [1936], ne tardèrent pas à disparaître.

Le prolétariat perdit sa principale raison de lutter contre Franco, qui avait constitué sa force et l'instrument le plus puissant de sa victoire. Avec la défaite ouvrière de mai [1937], Franco gagna sa principale bataille, sans même l'avoir livrée. La colonne vertébrale de la révolution so-

cialiste avait été brisée. Elle ne pouvait plus faire face à ses adversaires, puisqu'elle avait perdu sa force inépuisable.

L'attitude de chaque organisation pendant ces jours de combats de rues permet de mesurer, avec une grande précision, la position de chacune d'elles face à la défense des intérêts révolutionnaires. Les staliniens et les socialistes ont soutenu, sans état d'âme, les barricades de la contre-révolution ; les anarchistes et le POUM, en tant qu'organisations, ont défendu une position intermédiaire ; les anarchistes recommandant de mettre fin aux combats, le POUM conseillant de se plier aux décisions de la CNT.

Seules deux petites organisations, la Section bolchevik-léniniste d'Espagne (Quatrième Internationale) et les «Amis de Durruti» ont soutenu sans réserve le mouvement, en essayant de lui donner des objectifs consciemment révolutionnaires et d'éviter la défaite. Presque tous les prolétaires catalans ont pris les armes face à l'avance de la contre-révolution. La classe ouvrière espagnole doit être fière de ne pas avoir laissé la révolution périr sans combattre. L'attitude de chaque organisation face aux journées révolutionnaires de mai, selon qu'elle s'y est opposée ou a émis des réserves face à ce mouvement, permet de mesurer sans équivoque son degré d'opportunisme. Une leçon importante qui se révélera très utile à l'avenir.

Source : extrait de *Documentacion historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Le Socialist Workers Party et la guerre impérialiste*

Prologue

Le droit à la discussion et à la critique a toujours existé dans les partis ouvriers du monde entier. Le mouvement révolutionnaire s'est formé par la discussion et la critique réciproque et constante dont il s'est nourri et qui l'ont renforcé. Jusqu'à présent, seul le stalinisme les a méthodiquement supprimées. Il ne pouvait agir autrement, puisque la discussion mettait en jeu la décision du chef tout-puissant et que la critique aurait inévitablement mis un terme à son prestige. Mais les partis et les groupes de la Quatrième Internationale se sont continuellement opposés à l'étouffement stalinien et ont toujours revendiqué la méthode de la discussion et de la critique libres comme faisant partie du patrimoine du mouvement révolutionnaire. C'est la garantie de son succès.

Le Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale a considéré qu'il était absolument nécessaire d'analyser à fond la politique de notre parti frère des États-Unis pendant la guerre, et a donc rédigé le document qui suit. Cette critique du *Socialist Workers Party* lui a été transmise dès qu'elle fut approuvée par le Groupe il y a un an, mais, depuis, les militants de notre organisation ignorent même son existence. C'est pour cette raison, le succès de la révolution socialiste européenne en gestation dépendant en partie d'une position juste sur la guerre et sur les problèmes qui en découlent – comme l'occupation par les armées impérialistes anglo-franco-américaines et par les armées de la bureaucratie stalinienne – que le Groupe espagnol au Mexique de la Quatrième Internationale a décidé de publier son document.

* *El Socialist Workers Party y la guerra imperialista*, texte signé par le Grupo español en México de la Cuarta Internacional mais écrit par Grandizo Munis (novembre 1944). Traduction par le Comité d'édition du texte original en castillan publié par l'Editorial Revolución, du Mexique, en 1945. Inédit en français.

En effet, de l'attitude d'un parti révolutionnaire par rapport à la guerre impérialiste dépend en grande mesure son comportement durant la paix qui s'ensuit. Et pour que son attitude soit révolutionnaire, elle doit entièrement graviter autour du mot d'ordre de Liebknecht : l'ennemi est dans notre propre pays. Il s'ensuit que l'ennemi extérieur, contre lequel la bourgeoisie du pays menacé veut entraîner le prolétariat, ne peut être pour elle qu'un ennemi transitoire, et en fin de compte un allié sur le terrain de la lutte de classes. La guerre qui vient de prendre fin en a été la preuve flagrante, malgré le masque démocratique que portaient les Alliés dans leur lutte contre les puissances fascistes de l'Axe. N'a-t-on pas vu les Anglo-Américains essayer d'appuyer Pétain contre la volonté unanime du peuple français ?

N'a-t-on pas vu ces mêmes alliés, appuyés par l'impérialisme français, menacer les généraux japonais de les juger comme criminels de guerre s'ils ne réprimaient pas l'insurrection du Vietminh ? N'a-t-on pas vu les troupes russes maintenir au pouvoir, en Europe de l'Est, les pires ennemis des masses travailleuses ? N'a-t-on pas vu les Trois Grands sauver en même temps la propriété capitaliste en Allemagne et s'appuyer contre les masses sur les restes de l'appareil de coercition nazi ? C'est que, au-delà des conflits qui les divisent, les impérialistes, les bourgeois, considérés mondialement, et la contre-révolution russe ont un intérêt en commun par-dessus toutes leurs différences : le maintien de l'ordre existant.

Si la bourgeoisie mondiale et la contre-révolution stalinienne défendent avant tout cet intérêt primordial, le prolétariat pour sa part doit évidemment s'atteler à arracher la propriété privée des moyens de production à la première, et le monopole usurpé de la propriété nationalisée soviétique à la deuxième, et elle doit leur arracher, à toutes deux, le pouvoir politique qui forme leur conseil d'administration. Il faut, pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, profiter de la guerre extérieure qui exacerbe les antagonismes impérialistes.

C'est dans ce but qu'il aurait fallu profiter, en Union soviétique, de la conduite contre-révolutionnaire du gouvernement. Ce gouvernement était incapable de mener le prolétariat à une victoire qui soit à la fois une victoire du prolétariat soviétique et du prolétariat mondial ; de plus, il souhaitait ardemment, comme tous les gouvernements impérialistes, une victoire réactionnaire. Mais pour pouvoir profiter des conditions créées par la guerre, a fortiori dans un pays aussi nettement impérialiste que les États-Unis, le parti révolutionnaire du prolétariat devait avoir une attitude claire et limpide, par rapport à la guerre, à sa nature, au rôle des travailleurs dans le conflit, à la tâche concrète des révolutionnaires, que ce soit dans les usines ou dans l'armée. Il devait s'affronter à la guerre, non en paroles, mais par des actes.

Le SWP a-t-il montré face à la guerre une opposition radicale et claire ? Force est de répondre catégoriquement non à cette question. Tout en reconnaissant le caractère impérialiste du conflit, il n'a pas su tirer les con-

clusions qui s'imposaient. En effet, si dans chaque pays, en guerre ou non, les prolétaires ont pour ennemi principal leur propre bourgeoisie, il s'ensuit qu'ils doivent considérer les prolétaires du pays «ennemi» – dont la bourgeoisie est en guerre contre la leur – comme leurs alliés dans la lutte contre l'ennemi commun : le capitalisme mondial. C'est une vérité primaire qui se déduit de l'ABC du marxisme révolutionnaire. Il est superflu d'affirmer que cette vérité n'est pas comprise par l'ensemble des travailleurs de chaque pays en guerre, car, dans le cas contraire, le massacre eut été impossible. Mais le premier devoir des révolutionnaires est précisément d'éclairer les travailleurs que la bourgeoisie a réussi à dévoyer en les envoyant au massacre pour défendre ses intérêts exclusifs.

Il est évident qu'aucune bourgeoisie ne tolérerait une telle action de la part d'une fraction de la classe opprimée, pour aussi minuscule qu'elle fût. Il en va de même pour la bureaucratie stalinienne qui a le même intérêt à maintenir et à développer les privilèges qu'elle usurpe. Mais l'action révolutionnaire qui ne peut être menée ouvertement, doit l'être clandestinement. Le SWP, avec les moyens considérables dont il dispose, aurait dû mener une action résolue et persévérante au sein des forces armées américaines. Il aurait dû constituer des cellules clandestines ; il aurait dû diffuser un journal entièrement consacré à la lutte contre la guerre ; il aurait dû préparer le terrain pour que les soldats américains passent du côté des prolétaires révolutionnaires des pays occupés ; il aurait dû appeler à retourner les armes contre l'ennemi intérieur. Il aurait dû aussi dénoncer toutes les formes de collaboration de classes et d'appui à la guerre réactionnaire dont les dirigeants réformistes et staliens se sont faits les champions honteux et conscients. Il aurait dû surtout préconiser la fraternisation avec les soldats «ennemis» et dû se préparer à ce que même de petites minorités la mettent en œuvre.

Il est indéniable, du moins dans la dernière phase de la guerre en Europe, que la fraternisation aurait été accueillie avec enthousiasme par les soldats allemands ; ceux-ci se seraient dissociés de leurs oppresseurs nazis, contribuant ainsi à abrégier le massacre et à favoriser le réveil politique des grandes masses ouvrières européennes. Il suffit de constater la ténacité avec laquelle le haut commandement s'oppose à la fraternisation dans les territoires occupés d'Europe – même si elle est apolitique – pour se rendre compte du danger qu'elle représente pour la classe dominante. On peut dire, sans exagérer, que, en temps de guerre, la fraternisation entre les travailleurs mobilisés est l'arme principale de la classe opprimée, et la plus redoutable, car elle vise directement la classe qui opprime, elle détruit les mythes réactionnaires de la patrie, et tend à faire sauter les gonds de la société capitaliste. En effet, la fraternisation présuppose qu'une partie des exploités soit consciente du rôle que leurs maîtres veulent leur imposer ; c'est une rébellion contre ce rôle.

L'objection, suivant laquelle le niveau politique du prolétariat américain ne permettrait pas d'appliquer cette tactique, ne tient pas la route un

seul instant. En effet, pour aussi inconscients qu'aient été les travailleurs américains mobilisés de leur rôle dans la société capitaliste et de celui que la classe dominante leur impose dans la guerre, le devoir évident, immédiat et inéluctable du parti révolutionnaire – avant-garde de la classe ouvrière – était de le leur montrer. Attendre, pour ce faire, que la classe ouvrière dans son ensemble, ou une majorité, soit en condition de le comprendre, sans ne rien faire au sein même des armées, est une preuve de fatalisme («Je ne peux rien faire parce que les ouvriers doivent suivre leur propre rythme pour comprendre»), ou de pédanterie («Les travailleurs ne sont pas en condition de comprendre notre tactique»).

Dans le monde moderne, où l'oppression des grandes puissances n'a pour limite que leurs appétits opposés, le fameux «*Prolétaires de tous les pays unissez-vous*» doit se transformer immédiatement en règle de conduite idéologique et d'action pratique, sinon le monde sera englouti par la boue de l'esclavage totalitaire. Le retard idéologique du prolétariat d'un endroit par rapport à un autre est une arme très dangereuse aux mains des impérialistes : elle leur permet de lancer le prolétariat idéologiquement en retard sur le prolétariat idéologiquement avancé, en utilisant ainsi les déséquilibres du prolétariat mondial en faveur de la contre-révolution. Dans le cas concret du prolétariat américain, il est évident que son retard idéologique par rapport au prolétariat européen représente une grave menace et qu'il permet une grande liberté de mouvement au gouvernement de Wall Street, le plus dangereux de tous les gouvernements réactionnaires parce qu'il est le plus puissant.

Les révolutionnaires, loin de s'adapter au retard idéologique du prolétariat américain, auraient dû et doivent encore s'efforcer de réduire ce déséquilibre avec le prolétariat européen en lui parlant précisément de ce qu'il ne comprend pas : le fait qu'il doit dans sa lutte immédiate s'affronter à l'ennemi intérieur et plus précisément lutter contre la guerre en s'alliant au prolétariat allemand et au prolétariat japonais contre la bourgeoisie américaine. L'argument du retard idéologique du prolétariat américain, utilisé par le SWP, est un argument supplémentaire en faveur de notre critique. Si le prolétariat américain n'a pas encore pu dépasser le stade des luttes pour l'amélioration immédiate de son pouvoir d'achat, c'est au parti révolutionnaire de le pousser à la lutte politique et à la solidarité internationale. Les tactiques qui s'en tiennent aux revendications économiques sont étriquées et ne peuvent être considérées comme internationalistes.

Les révolutionnaires, lorsqu'ils interviennent dans les syndicats, doivent mettre en avant, en plus des revendications économiques du prolétariat américain, les revendications de solidarité active avec la révolution européenne, avec le mouvement prolétarien et anti-impérialiste en Amérique latine, avec les mouvements indépendantistes d'Asie, d'Océanie et d'Afrique. Si l'impérialisme américain est en mesure d'opprimer partout dans le monde, le prolétariat américain doit également être en mesure de se solidariser avec tous ceux qui subissent la mainmise de sa bourgeoisie.

Sinon, pendant que l'avant-garde de ce prolétariat nous dit : «Nous ne pouvons mettre en pratique des tactiques qui dépassent le niveau idéologique du prolétariat américain», le gouvernement de Wall Street écrase lui-même les mouvements révolutionnaires qui existent dans le monde, ou aide d'autres à le faire. Non ! Le développement de la conscience ouvrière n'est nulle part un développement purement national. En palliant ses différences de niveau, le prolétariat doit faire en sorte que ses besoins d'internationalisme révolutionnaire soient un fait concret, une réalité militaire, sinon il sera incapable de se charger de l'unification et de la direction socialistes du monde, et en ce cas, les bandits de toujours continueront à opprimer la planète du Pôle nord au Pôle sud.

La Deuxième Guerre mondiale est terminée, mais l'occupation par les armées impérialistes anglo-américaines, et par les armées de la contre-révolution stalinienne, continue. Les masses exploitées se soulèvent contre l'occupation. En ce sens, nous sommes dans le vrai en disant que la guerre impérialiste se transforme en guerre civile et que ce n'est que par cette transformation que les peuples et l'humanité pourront s'émanciper. L'intervention anglaise en Grèce, la répression française en Indochine, l'intervention anglo-hollandaise à Java, l'intervention russe en Iran, l'intervention russo-américaine en Chine, et l'intervention exceptionnellement barbare des trois puissances en Allemagne et en Autriche, l'intervention continuelle et renforcée des États-Unis en Amérique du Sud, etc., en témoignent de façon assez éloquente. La fraternisation entre les exploités mobilisés sous les divers drapeaux, et en particulier la fraternisation entre les exploités américains, russes ou anglais et les populations des pays occupés et coloniaux, qui était nécessaire durant les hostilités, devient incontournable au moment où la révolution socialiste pointe à l'horizon de la lutte de classes. Il est indispensable et urgent de mettre sur pied, dans les trois principales armées d'occupation, une organisation clandestine destinée à appuyer tous les mouvements révolutionnaires des populations occupées, et à s'y unir contre les états-majors, si cela sert les intérêts de la révolution. Un parti qui est incapable d'entreprendre cette tâche n'a pas le droit de se proclamer révolutionnaire.

L'occupation américano-britannico-russe qui a succédé à l'occupation germano-italienne n'a fait que changer la localisation géographique des termes de l'opération révolutionnaire, mais elle n'a changé ni sa tâche essentielle ni ses objectifs. Hier, c'est principalement le prolétariat allemand et le prolétariat italien qui devaient retourner leurs armes contre leur gouvernement respectif, en solidarité avec les populations exploitées des pays occupés par leurs bourgeoisies ; aujourd'hui, le poids principal de cette nécessité retombe sur les prolétariats américain, russe et anglais. Le fait que les troupes germano-italiennes n'aient pas su ou pu organiser la fraternisation avec la population des pays qu'ils occupaient ne peut être un argument susceptible de justifier la passivité des partis révolutionnaires des pays dont les troupes occupent aujourd'hui l'Europe entière et la plus

grande partie du monde. Hier, le chauvinisme des dirigeants staliniens et réformistes des pays occupés fut le principal obstacle qui empêcha la fraternisation. Aujourd'hui, il faut empêcher que la fraternisation se heurte au chauvinisme alimenté au sein des troupes d'occupation par ces mêmes dirigeants staliniens et réformistes.

Hier, nous affirmions que si la fraternisation entre les soldats du camp germano-italien et le prolétariat des pays occupés ne se concrétisait pas contre les états-majors de Berlin et de Rome, les traîtres staliniens et réformistes, dans le rôle de porte-parole et d'agents militaires de l'impérialisme américano-britannique et de la contre-révolution russe, arriveraient à faire en sorte que le processus naturel de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile reprenne son cours impérialiste.

Aujourd'hui, nous annonçons que si la fraternisation des soldats américains, russes et anglais avec les populations occupées n'arrive pas à se matérialiser à grande échelle, la guerre civile sera étouffée par les mêmes traîtres staliniens et réformistes (sans eux, les trois grands seraient quasiment impuissants), et l'occupation ferait ressurgir les méthodes de sabotage au service des tendances nationalistes et réactionnaires, prémices d'une nouvelle guerre impérialiste.

Ainsi, en ayant pour «leitmotiv», *«Non à la présence des troupes d'occupation anglaises, américaines et russes»*, il faut sérieusement préparer la réalisation militaire de ce mot d'ordre par la fraternisation générale des soldats américains, anglais et russes avec le prolétariat de tous les pays occupés, contre les gouvernements contre-révolutionnaires de Washington, de Londres et de Moscou. C'est l'avenir de la révolution européenne et mondiale qui a poussé le Groupe espagnol de la Quatrième Internationale au Mexique à écrire ce texte.

(Novembre 1945.)

La politique mise en pratique pendant la guerre par le Socialist Workers Party (Quatrième Internationale) mérite d'être analysée et devra être largement discutée par les partis et les groupes de la Quatrième Internationale dans le monde entier. Elle représente un exemple remarquable du ni oui ni non, de l'acceptation et du refus simultanés, des écarts idéologiques et de leur défense scolastique ; elle est l'exemple même de l'élasticité opportuniste qui peut s'inspirer des idées révolutionnaires les plus élaborées, sans tomber de manière trop manifeste dans ce qui est déjà reconnu et qualifié comme opportunisme.

L'Internationale devra examiner la politique du SWP pendant la guerre, elle devra en faire un matériel d'étude pour ses militants, et elle devra se prononcer clairement contre cette politique ou en sa faveur de façon explicite.

Pour notre part, nous avons vu depuis le début, dans la politique du SWP, une variation opportuniste de la politique de la Quatrième Internationale. Nous l'avons critiquée dans la mesure permise par les circonstances et en fonction de l'urgence de notre travail particulier. Comme le contact et la discussion au niveau international seront bientôt possibles, nous voulons entamer une discussion générale avec ce document. Il va de soi qu'avec ce texte, nous réclamons formellement qu'une discussion s'engage au sein de l'Internationale dans son ensemble afin de trancher la question lors des débats du prochain Congrès mondial.

LA TOILE DE FOND SOCIALE AMÉRICAINE

Il semble presque impossible de penser que le SWP ait accidentellement attrapé le virus opportuniste pendant la guerre. L'occasion ne se présente que si les conditions existent. La guerre en a donné l'occasion, mais les conditions existaient déjà dans l'atmosphère nationale américaine : acceptation paisible de la démocratie bourgeoise, mouvement ouvrier ayant peu d'expérience politique, très influencé par les idées bourgeoises et n'ayant eu que très peu d'activité révolutionnaire au cours des dernières décennies ; s'ajoutent à cela, sous la fureur des coups de canon, les déclamations soi-disant antifascistes attisées par les magnats financiers et gouvernementaux. Telles sont les causes principales du consentement du SWP et de son inhibition politique.

Ce n'est pas la première fois qu'un parti s'oriente vers l'opportunisme sans s'attaquer de plein fouet aux principes de son Internationale. Souvenons-nous de l'exemple du Parti communiste français au sein du Komintern, dans sa jeunesse. Sans transgresser ses principes fondamentaux, il s'est toujours situé à droite mais, en général, il n'a pas franchi la limite du cercle révolutionnaire ou alors il l'a franchi, de-ci de-là, en dissimulant son opportunisme.

L'impérialisme français, victorieux, était capable de concéder au prolétariat un niveau de vie relativement élevé, grâce à l'exploitation de ses colonies, et il pouvait aussi lui concéder la liberté de parole : celle-ci, d'ailleurs, était suffisamment monopolisée par les leaders syndicaux et socialistes, et bien emmurée derrière les barrières naturelles du système capitaliste. Le Parti communiste français a été pris dans ce contexte et n'a pas pu s'en immuniser au point que son attitude ne transparaisse pas.

Mais l'ambiance sociale aux États-Unis était bien plus endormie par les mystifications démocratico-bourgeoises qu'en France dans les années vingt. Nos camarades américains subissaient une pression bien plus forte de la part des forces conservatrices. Et cela est apparu de façon plus évidente. L'éducation bolchevik de notre Internationale, riche de l'expérience du Komintern et mise en garde contre ses erreurs, est, sans nul doute, le meilleur antidote pour se protéger des pressions de l'environnement. Mais, ni en médecine ni en politique, les antidotes ne sont infaillibles. Le contexte du «pays le plus avancé du monde», le «plus démocratique», ce-

lui qui possède le meilleur niveau de vie, qui possède la meilleure technique, qui est le moins révolutionnaire, et dont l'avenir au sein du capitalisme est le moins sombre, a influencé la politique du SWP.

LA «POLITIQUE MILITAIRE»

Il n'y a pas de contexte plus propice aux faiblesses politiques que la guerre impérialiste, surtout à ses débuts, lorsque les masses se sont laissées duper par les leurre de la propagande officielle et qu'elles se sentent patriotes. Le parti [*trotskyiste*] américain avait le désavantage de compter sur le milieu ouvrier le plus pollué par les idées bourgeoises et le plus patriote des grands pays en guerre, plus patriote même, sans nul doute, que le prolétariat allemand. Il fallait donc s'attendre de sa part à des faux pas et à des inhibitions. Mais à cette cause générale, innée pourrait-on dire, s'ajoute une cause plus immédiate qui a conduit tout droit au consentement opportuniste et à l'abandon de certains devoirs : c'est la «politique militaire».

Notre critique doit donc s'appuyer sur son étude. Toutes les erreurs du SWP que nous blâmerons découlent directement de sa politique militaire. Si l'on approuve sa politique militaire, on approuve logiquement sa politique générale, et inversement.

Comme chacun le sait, la proposition initiale de ce que nous pourrions appeler la «nouvelle politique militaire» vient du camarade Trotsky. Il la formula verbalement par le mot d'ordre d'*«instruction militaire obligatoire sous contrôle syndical»*, et elle fut précipitamment acceptée par le SWP qui l'interpréta à sa manière. Trotsky, qui se consacrait presque exclusivement alors au procès contre les assaillants du 24 mai [1940], et à la réfutation des attaques continuelles de la presse stalinienne et stalinisante mexicaine, est tombé sous les coups de Staline, avant d'avoir pu détailler sa pensée par écrit. Voyons l'interprétation du SWP.

Celui-ci aborde la question, pratiquement pour la première fois, le 10 août 1940 dans un éditorial du *Socialist Appeal*.

«Ainsi, lorsqu'ils [les ouvriers] s'opposent au recrutement, c'est parce qu'ils ne croient pas que l'armée où ils s'enrôleront luttera en faveur des intérêts des ouvrières et des ouvriers du pays. Ils ne sont pas à proprement parler radicaux, mais ils savent que Wall Street commande l'armée et la marine, et que c'est Wall Street qui tirera profit de la prochaine guerre, et non le peuple.» «Les véritables opposants au recrutement [gouvernemental] doivent donc proposer une solution alternative. Il y en a une. C'est l'instruction militaire obligatoire sous le contrôle direct des syndicats.»

À première vue, cet éditorial ne suscite aucune objection. Il est clair que Wall Street est le principal bénéficiaire de la guerre, et que le prolétariat, conscient ou non que Wall Street commande l'armée et la marine, en subira les conséquences. Mais l'instruction militaire obligatoire sous contrôle syndical ainsi proposée comme *solution alternative réelle* contient

tacitement deux affirmations : premièrement que Wall Street ne pourra pas contrôler l'armée à travers le contrôle syndical, en contrôlant les contrôleurs ; deuxièmement – et c'est suggestif – que c'est le peuple, et non Wall Street qui «tirera profit de la prochaine guerre» si les syndicats ont le contrôle de l'instruction militaire ; en abondant dans le sens de l'éditorial, cela signifie que l'armée contrôlée par les syndicats «luttera en faveur des intérêts des ouvrières et des ouvriers du pays».

Mais ne tirons pas de conclusions trop rapides. Continuons à montrer comment le SWP interprète la nouvelle politique militaire. Cependant, pour préciser le sens de la citation précédente, nous devons faire un saut jusqu'au mois d'octobre 1941 et écouter ce que Cannon a répondu à Goldman, lors de l'une des audiences du procès de Minneapolis :

«**Question** : Les syndicats actuels ne sont pas sous le contrôle du parti, c'est bien cela ?

Réponse : Non, ils sont sous le contrôle, essentiellement ou presque totalement, des dirigeants qui sont en accord avec l'administration actuelle de Roosevelt.»

Ainsi le contrôle de l'instruction militaire des dirigeants convenue avec l'administration actuelle de Roosevelt est discrètement présentée dans l'éditorial du *Socialist Appeal* comme une «solution alternative réelle» pour empêcher que Wall Street, le maître de Roosevelt, puisse contrôler les forces armées et tire profit de la guerre. La primeur de la nouvelle politique militaire ainsi révélée par nos camarades américains était à tel point particulière que l'on pouvait déjà avoir la puce à l'oreille.

La même année, J.P. Cannon déclarait dans un discours destiné à expliquer au parti les raisons de la politique militaire (*Socialist Appeal*, 26 octobre 1940) : «*Eux [les ouvriers], ils ont besoin d'un programme de lutte militaire contre les envahisseurs étrangers qui leur assure l'indépendance de classe. C'est le cœur de la question.*»

Remarquons au passage que l'acceptation de la lutte contre l'envahisseur étranger – de la guerre impérialiste en parlant sans ambages –, est considérée par Cannon comme étant compatible avec l'indépendance de classe du prolétariat, comme l'exprime l'une de ses phrases les plus importantes : «*Dans le passé, nous avons souvent été placés en situation d'infériorité ; la démagogie des sociaux-démocrates fonctionnait jusqu'à un certain point. Ils disaient : "Vous, vous ne savez pas comment lutter contre Hitler, comment empêcher que Hitler envahisse la France, la Belgique, etc." (Bien sûr, leur programme était très simple : interrompre la lutte de classes et subordonner totalement les ouvriers à la bourgeoisie. On connaît les résultats de cette politique de traîtres). "Eh bien, répondions-nous de façon générale, les ouvriers vaincront tout d'abord leur propre bourgeoisie et ils s'occuperont ensuite des envahisseurs." C'était un bon programme, mais les ouvriers ne firent pas la révolution à temps. Maintenant, les deux tâches **doivent être conçues et menées à bien simultanément.***» (Souligné par nous).

Dans cette interprétation de la nouvelle politique militaire, il ne s'agit aucunement de lutter contre la guerre impérialiste, mais de combattre une hypothétique invasion étrangère. Ce qui existait, ce qui était palpable, ce qui saignait le monde lorsque ce discours fut prononcé, est balayé de la scène et remplacé par un élément hypothétique, irréel. On n'y parle pas de ce qui est en train de se produire, la guerre impérialiste, mais de ce qui ne s'est pas produit, l'invasion étrangère. L'attention du parti fut ainsi déviée de ce qui aurait dû être sa principale préoccupation pendant les années de guerre. Mais admettons que le danger d'invasion ait été réel et immédiat au moment où le SWP a approuvé sa politique militaire. À moins de tomber dans le sempiternel légalisme social-démocrate et stalinien par rapport aux forces qui attaquent et envahissent un pays, une agression militaire ne dispense pas le parti du devoir de discerner la nature de la guerre. C'est sa nature qui doit dicter son attitude et non le fait qu'un pays soit l'attaquant ou l'attaqué, l'envahisseur ou l'envahi. Même en supposant que l'Allemagne ait pu attaquer les États-Unis et s'approprier une partie de ses territoires, cela aurait-il changé en quoi que ce soit la nature impérialiste de la guerre ? Absolument pas. Les dirigeants du SWP n'iront pas jusqu'à prétendre que la guerre aurait été juste et progressive du côté des États-Unis, et injuste et réactionnaire du côté de l'Allemagne.

Mais, l'entraînement militaire sous le contrôle des syndicats est directement mis en relation avec la lutte contre l'envahisseur étranger, indépendamment de la nature de la guerre. La lutte contre l'envahisseur étranger devient la tâche principale ; la nature de la guerre devient accessoire. Par conséquent, la lutte contre la guerre impérialiste cède le pas et disparaît face aux besoins de la lutte contre l'envahisseur. Aucune déclaration formelle du SWP déclarant que la guerre est impérialiste ne peut effacer ce fait indéniable, admis d'autre part tacitement et explicitement par Cannon et par Goldman, comme nous le verrons par la suite.

La seule objection que l'on puisse nous faire est celle que Cannon attribue à la démagogie social-démocrate dans le deuxième paragraphe déjà cité de son discours : «Comment empêcher qu'Hitler envahisse la France, la Belgique, etc.» Ici, la question est déplacée de l'ennemi intérieur vers l'ennemi extérieur en altérant les termes servant à poser le problème de façon objective. Dans l'objection social-démocrate, les termes sont d'une part la France, la Belgique, etc., (et n'oublions pas que pour le SWP, les États-Unis font partie du «etc.») et d'autre part l'Allemagne, le Japon, etc. Les classes et les régimes sociaux ne sont même pas pris en compte. En changeant les termes de cette façon, c'est le faux objectif qui apparaît (empêcher les conquêtes d'Hitler), ce qui ne peut se faire au sein du régime capitaliste qu'en interrompant la lutte de classes, comme Cannon le mentionne lui-même.

A ce raisonnement nous répondons : «Les ouvriers devront vaincre tout d'abord leur propre bourgeoisie et s'occuper ensuite des envahisseurs.» Mais pour Cannon, cette réponse appartient au passé : «Elle n'est plus

juste, elle ne sert plus.» «Maintenant, les deux tâches doivent être considérées et menées à bien simultanément.» Comment ? Grâce à l'instruction militaire contrôlée par les syndicats.

Cette position n'admet ni doutes ni arguties évasives. En adoptant sa politique militaire, le SWP voulait rendre compatibles la lutte militaire contre les conquêtes d'Hitler, l'existence du capitalisme et le caractère impérialiste de la guerre. Maintenant il n'est plus besoin de vaincre tout d'abord sa propre bourgeoisie ; sans la vaincre, on peut lutter militairement contre l'«envahisseur». Pour notre part, nous préférons dire qu'il s'agit, pour le SWP, de lutter contre le rival de l'impérialisme américain. S'il obtenait le contrôle syndical de l'instruction militaire, le SWP appuierait son impérialisme au nom de la lutte contre le fascisme. Un paragraphe très explicite de Goldman dans *The Militant* (l'ancien *Socialist Appeal*) du 23 août 1941 abonde dans ce sens : «*Les syndicats peuvent mobiliser les masses en faveur d'une lutte effective contre le fascisme ; rien qu'en faisant cela, ils donneraient aux jeunes travailleurs un idéal et un but en faveur desquels lutter. Ils ont pour tâche de préparer les masses ouvrières à la lutte à mort contre toutes les formes de fascisme, de l'intérieur comme de l'extérieur.*» (Souligné par nous.)

C'est parfaitement cohérent avec l'interprétation de Cannon, qui a été elle-même l'interprétation officielle du SWP. Défendue partout et sur tous les tons et servie quotidiennement aux ouvriers, la politique militaire du SWP modifie radicalement le programme de la Quatrième Internationale par rapport à la guerre impérialiste. Peu importe que Cannon ait nié et nié une fois de plus formellement la modification. Le programme de la Quatrième Internationale pose comme «condition» pour «défendre» la «patrie», de «prendre nos capitalistes à la gorge».

Cette condition a cessé d'être nécessaire pour le SWP ; il lui suffit que l'instruction militaire soit aux mains des syndicats pour avoir «un idéal et un objectif en faveur desquels lutter», pour participer à la «lutte militaire contre les envahisseurs étrangers» en prétendant en même temps «assurer l'indépendance de classe». La «condition» de notre programme n'était qu'une image pour mieux faire comprendre le besoin de lutter contre l'ennemi intérieur, c'était une condition défaitiste ; la condition du SWP est réellement une condition au sein du capitalisme, c'est un «défensisme» conditionnel, compatible avec la société capitaliste en général, et avec l'impérialisme le plus puissant en particulier. Du même coup, la lutte principale visait l'extérieur au lieu de viser l'intérieur.

Envisager et mener à bien simultanément le renversement de la bourgeoisie intérieure (ou au moins la lutte à mort contre elle) et la lutte militaire contre les conquêtes de Hitler est absolument impossible. L'une des tâches doit prendre le dessus sur l'autre, et lui être sacrifiée totalement ou partiellement. Défendre le contraire, c'est gommer d'un coup, et sans aucune argumentation, tout ce qu'a affirmé le marxisme révolutionnaire de l'époque de Marx à celle de la Quatrième Internationale. Il ne devrait pas

être nécessaire d'exposer ce type d'argument. Cependant, nous avons un excellent point de référence à ce propos dans notre défense inconditionnelle de l'URSS. En l'adoptant, l'organisation n'interrompait pas sa lutte contre le stalinisme, mais reconnaissait clairement la prééminence de la lutte militaire contre «l'ennemi extérieur», et le besoin de modérer les revendications ouvrières contre le stalinisme si celles-ci pouvaient entraver la lutte militaire.

L'organisation a adopté la même position par rapport à la défense des pays colonisés contre l'impérialisme. Le programme de la Quatrième Internationale définissait ainsi cette position : *«Tout en soutenant un pays colonisé ou l'URSS dans la guerre, le prolétariat ne se solidarise d'aucune façon avec le gouvernement bourgeois du pays colonisé ni avec la bureaucratie Thermidorienne de l'URSS. Au contraire, il maintient complètement son **indépendance politique** vis-à-vis de l'une et de l'autre.»* (Souligné par nous.)

On croirait entendre Cannon aux audiences de Minneapolis définissant la position du SWP, non par rapport à l'URSS ou à un pays colonisé en guerre, mais par rapport à la guerre de l'impérialisme américain : *«nous n'appuierons pas la guerre **d'un point de vue politique**»*. Notre opposition à la guerre est *«une opposition politique»* ; *«la position du parti veut qu'il n'y ait pas d'obstruction dans les formes et les moyens adoptés par le gouvernement **par rapport à la poursuite effective de sa guerre**»*. (Souligné par nous, p. 48, 49 et 52 de la brochure *Socialism on Trial.*)

L'indépendance politique du prolétariat en URSS et dans un pays colonisé, tout en appuyant la guerre, est définie dans notre programme, non comme la poursuite de la lutte de classes dans toute l'extension que permet la guerre, mais au contraire, comme son affaiblissement en faveur de l'objectif suprême, la défaite de l'ennemi extérieur, ce qui permettrait dans une étape ultérieure de se retourner plus facilement contre l'ennemi intérieur. La lutte simultanée contre les deux ennemis, sans concessions de la part des masses, a toujours été considérée comme étant chose impossible par la Quatrième Internationale, pour l'URSS et la Chine.

Comment cela pouvait-il être possible pour les États-Unis qui soutiennent une guerre totalement réactionnaire ? Quoi qu'on en dise, lutter militairement contre les conquêtes de Hitler, sans avoir écrasé auparavant le gouvernement de la Maison Blanche, était totalement impossible pour le SWP sans qu'il ne subordonne totalement ou partiellement les intérêts des ouvriers à ceux de la bourgeoisie, tout particulièrement en ce qui concerne la lutte contre la guerre, ce qui est décisif dans toute situation de conflit inter-impérialiste. Nous y reviendrons plus en détail dans le chapitre sur le défaitisme révolutionnaire.

Bien sûr, le SWP n'a pas caractérisé la guerre dans le cas des États-Unis comme dans celui de l'URSS et de la Chine. Dans le cas des États-Unis, il a qualifié la guerre d'impérialiste. Mais par contre, la définition de sa conduite comme parti face à la guerre impérialiste est étrangement

semblable aux directives que donne la Quatrième Internationale à ses organisations dans le cas de l'URSS et de la Chine.

Il est impossible, encore plus sous la domination capitaliste que sous la domination de la bureaucratie, d'impulser «un programme de lutte militaire contre les envahisseurs étrangers» sans abandonner la lutte contre l'ennemi intérieur et sans faire tomber d'un seul coup tous nos concepts sur la guerre impérialiste. Cependant, c'est ce que prétend l'interprétation de la nouvelle politique militaire par le SWP.

Qui plus est, Cannon se trompe quant aux possibilités d'application de l'instruction militaire sous contrôle syndical. Dans le discours que nous avons mentionné, il s'aventure à dire : «*La mise en pratique de notre politique ou même un grand mouvement en sa faveur, entraînerait la condamnation des leaders syndicaux actuels : Lewis, Green, Hillman, Dubinsky, etc. Personne ne peut croire que de semblables fripons puissent mener à bien une entreprise aussi sérieuse que l'instruction des ouvriers pour l'action militaire.*» Il se trompe du tout au tout. La bourgeoisie et ses laquais ouvriéristes seront disposés à donner une instruction militaire aux ouvriers tant qu'ils pourront s'en servir comme instruments de domination à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Faut-il insister sur cela alors que des millions et des millions d'ouvriers ont reçu une instruction militaire organisée par la bourgeoisie ? D'autre part, les leaders actuels adopteraient l'initiative du contrôle syndical si les conditions l'exigeaient, précisément dans le but d'assurer la lutte «contre l'envahisseur étranger», et de continuer à être un pilier de Wall Street. Une telle attitude, loin de causer nécessairement leur perte, pourrait les sauver dans un moment de grande instabilité de la société existante. En Espagne, durant les dix ou douze premiers mois de la guerre civile, les organisations ouvrières, syndicales et politiques ont eu le monopole absolu de l'instruction militaire et le monopole pour désigner les officiers. On connaît parfaitement le résultat de leur gestion. Le contrôle fut exercé par les dirigeants traîtres jusqu'au moment où ils purent le restituer à l'État bourgeois, alors suffisamment reconstitué. Signalons un fait intéressant : l'exemple de l'Espagne a été cité à Minneapolis comme si le contrôle des organisations ouvrières avait été le moteur de la guerre civile alors qu'il n'a fait que la saboter. En réalité, il s'agit de l'exemple le plus accablant contre l'interprétation de ce mot d'ordre par le SWP. En Espagne, on a vu jusqu'à quel point le contrôle qu'exercent des organisations ouvrières non révolutionnaires sur l'instruction militaire et l'élection du commandement peut servir les réactionnaires. Et en Espagne, il s'agissait d'une guerre civile, la bourgeoisie avait été expropriée et totalement désarmée ; aux États-Unis, il s'agit d'une guerre impérialiste et l'application du mot d'ordre prévu par le SWP n'impliquait pas le désarmement et l'expropriation de la bourgeoisie.

On nous objectera qu'en Espagne, il n'y avait pas de parti révolutionnaire, alors qu'aux États-Unis, le SWP veille consciencieusement. C'est

un argument sophistique. On n'adopte pas un mot d'ordre parce que l'on croit que les traîtres du mouvement ouvrier ne peuvent pas la mettre en pratique, mais parce qu'il offre des possibilités révolutionnaires, même s'il est adopté par des traîtres. Goldman et Cannon l'affirment tous deux dans les articles précédemment mentionnés.

L'instruction militaire sous contrôle syndical aurait certainement facilité, dans une grande mesure, le travail révolutionnaire du SWP. Mais elle n'aurait pas obligatoirement signifié la condamnation de la direction syndicale actuelle, et encore moins la mort du capitalisme. Au contraire, vu ses déclarations à ce sujet, le SWP se serait retrouvé dans l'embarras. En toute probabilité, sa situation n'aurait pas ressemblé à celle de l'Espagne en 1936, mais plutôt à celle de la Russie entre février et octobre 1917, ou à celle de la France et de l'Italie immédiatement après l'arrivée des Alliés. *Le contrôle des leaders syndicaux et politiques traîtres deviendrait alors la seule manière pour l'État capitaliste de contrôler les masses armées.* Que ferait alors le SWP ? Conformément aux définitions de Cannon et de Goldman, les ouvriers auraient déjà «un programme de lutte militaire contre les envahisseurs étrangers assurant leur indépendance de classe», ils disposeraient d'«un but et d'un idéal en faveur desquels lutter». Pour être conséquent avec lui-même, le SWP se verrait alors contraint d'appuyer la guerre explicitement, en appliquant la position de la Quatrième Internationale envers l'URSS et la Chine.

Le contrôle syndical sur l'instruction militaire n'assurerait pas plus l'indépendance de classe au prolétariat que l'appartenance aux syndicats contrôlés par les Lewis, Hillman, Green et autres. En effet, ou bien le SWP (dont la position coïnciderait avec celle des leaders syndicaux puisqu'elle légitimerait la lutte contre l'envahisseur étranger ou contre le fascisme – ce ne sont pas les masques qui manquent) se contenterait d'une opposition ne gênant pas la conduite des opérations militaires ; ou bien, condamnant la guerre, il se refuserait à l'appuyer, même sous le contrôle des syndicats. Mais dans ce cas-là, son interprétation de la politique militaire serait réduite à une peau de chagrin et circonscrite dans les limites où elle aurait dû rester : une revendication, parmi d'autres, du programme de transition, semblable à celle du «contrôle ouvrier de la production». De même que le contrôle ouvrier ne nous oblige pas à défendre l'économie capitaliste contrôlée par les ouvriers, de même la revendication d'une «instruction militaire sous contrôle syndical» ne doit pas nous obliger à soutenir la guerre impérialiste, ou à revenir sur le besoin impérieux de lutter contre elle. Et si le premier mot d'ordre est conçu comme un levier pour exproprier le capitalisme, le second doit être conçu comme un instrument de lutte contre la guerre impérialiste – interprétation diamétralement opposée à celle de la direction du SWP.

S'ils réussissaient à imposer l'instruction militaire sous contrôle syndical, les révolutionnaires disposeraient d'un terrain plus propice, au sein du capitalisme, pour initier le désarmement de la bourgeoisie et l'armement

total du prolétariat – seule façon de faire triompher la révolution. Face à la guerre impérialiste, cette situation faciliterait sa transformation en guerre civile. Mais à condition de garder le cap sur la lutte contre la guerre, c'est-à-dire contre l'ennemi intérieur. À l'inverse, l'interprétation et la pratique du SWP allaient dans le sens opposé. Pire encore : explicitement comme nous l'avons déjà dit, et tacitement de mille façons, le SWP a considéré l'instruction militaire sous contrôle syndical comme un moyen de rendre compatibles les intérêts des classes exploitées et la guerre actuelle... au nom de la lutte contre Hitler. Si ce mot d'ordre avait été appliqué, le SWP aurait considéré que la principale condition requise était remplie pour une véritable lutte contre le fascisme, pour appuyer la guerre. Au lieu de concevoir cette revendication comme un instrument de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, il l'a conçue comme un moyen de ne pas faire face à ses obligations, comme un moyen de dévier la lutte principale, de l'intérieur du pays vers l'extérieur.

Prenons un exemple très connu dans notre milieu. Dans les périodes révolutionnaires, lorsque les masses croient défendre leurs intérêts en appuyant les dirigeants réformistes et staliniens, notre organisation soutient la création de gouvernements formés par ces organisations auxquelles les masses font encore confiance ou dont elles n'ont pas encore réussi à se séparer. Très souvent dans le passé, nous avons lancé le mot d'ordre de «gouvernement PS», et maintenant il sera peut-être nécessaire de lancer celui de «gouvernement PC-PS». Quel était le but de ce mot d'ordre ? Que les intérêts de la révolution soient compatibles avec le fait d'appuyer l'État capitaliste représenté par les dirigeants traîtres, ou voulions-nous faciliter la lutte des masses contre eux ? Il s'agissait pour nous de faciliter la lutte des masses bien sûr.

Les gouvernements de ce genre accélèrent l'expérience des masses, et les révolutionnaires sont dans de meilleures conditions pour conquérir la majorité. De même, l'instruction militaire sous contrôle syndical aurait dû être conçue comme un mot d'ordre pour démontrer aux masses que le contrôle des dirigeants traîtres n'altère en rien le caractère réactionnaire de la guerre «antifasciste», et que les masses armées évoluent plus facilement vers les révolutionnaires afin de transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

La revendication d'une instruction militaire sous contrôle syndical n'est aucunement une «solution alternative réelle» à la guerre impérialiste pas plus que le mot d'ordre d'un gouvernement PC-PS ou du contrôle ouvrier de la production n'est une solution alternative réelle au capitalisme. Ce sont tous des mots d'ordre expérimentaux pour les masses ; ils sont destinés à servir de passerelles entre leur niveau de conscience à un moment donné et l'action insurrectionnelle. Mais en présentant ce mot d'ordre comme un moyen de rendre compatible la lutte contre l'ennemi impérialiste de sa propre bourgeoisie avec les intérêts des masses, en la présentant comme une solution alternative réelle, le SWP en a fait la limite de ses ef-

forts pendant la guerre au lieu d'en faire le levier de la lutte contre ce conflit. Autrement dit, le SWP a remplacé la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile par la lutte militaire contre le fascisme sous le contrôle des syndicats.

C'est en vain que nous avons cherché dans la presse de nos camarades américains des arguments qui puissent infirmer nos critiques. Nous n'avons même pas trouvé une déclaration formelle stipulant que le SWP continuerait à considérer la guerre comme impérialiste et qu'il continuerait à s'y opposer, même si l'instruction militaire était concédée aux syndicats. Nos camarades ont délibérément refusé de parler de cette question. En effet, le camarade Munis dans sa *Critique du procès de Minneapolis* en avait fait la demande, et Cannon, dans sa longue réponse, évite la question.

Ils ne pouvaient pas répondre parce que leur interprétation de la nouvelle politique militaire les a conduits à un affaiblissement de leur position face à la guerre impérialiste, à une inhibition politique, à une espèce de neutralité leur dictant de ne pas faire obstruction «aux formes et aux moyens pris par le gouvernement pour la poursuite effective de sa guerre». En réalité, cette déclaration, comme bien d'autres, interdit même au SWP de lutter sérieusement au sein de l'armée en faveur de sa propre conception de la politique militaire. Aucune lutte sérieuse ne pouvait être menée à bien sans l'obstruction à la guerre impérialiste qu'il condamnait. Par ses déclarations, avec ou sans instruction militaire contrôlée par les syndicats, il montrait que pour lui, l'ennemi principal était Berlin et non pas Washington.

Évidemment, nos camarades américains prétendaient que leur interprétation de la nouvelle politique militaire correspondait parfaitement à l'idée de Trotsky. Nous le nions catégoriquement, mais si tel était le cas, nous nous y opposerions. Nous disposons, pour éclairer la question, d'une lettre intéressante de Trotsky adressée à l'un des dirigeants américains, écrite le 19 juillet 1940 et publiée dans *Fourth International* du mois d'octobre de la même année :

*«Il est très important – dit-il – de comprendre que la guerre n'annule pas ou ne diminue pas l'importance de notre programme de transition... La caractéristique de la guerre, c'est qu'elle accélère le développement. Cela signifie que nos revendications révolutionnaires de transition seront de plus en plus réelles, effectives, importantes, au fur et à mesure de son déroulement, mois après mois. Nous n'avons plus, bien sûr, qu'à les concrétiser et à les adapter aux conditions. C'est pourquoi, dans votre premier paragraphe, je supprimerais le mot "**modifier**" parce que cela peut donner l'impression que nous devons modifier quelque chose de nos principes.»* (Souligné par nous).

La lettre de Trotsky se réfère entièrement au problème de l'instruction militaire sous contrôle syndical. Les dirigeants du SWP américain ne sont pas des enfants à qui il faut répéter constamment l'ABC du marxisme.

L'allusion à la pérennité du programme de transition et à la demande de suppression du mot «modifier» indique un virage à droite du ou des interlocuteurs de Trotsky.

La même idée apparaît un peu plus loin dans cette lettre : *«Dans votre quatrième paragraphe, vous dites : “Une fois que le service obligatoire sera intégré dans la loi, nous arrêterons de lutter contre lui, mais nous poursuivrons notre lutte en faveur de l’instruction militaire sous contrôle ouvrier, etc.” Je préférerais qu’il soit dit : une fois que le service militaire sera intégré dans la loi, sans que nous interrompions notre lutte contre l’État capitaliste, nous concentrerons notre lutte en faveur de l’instruction militaire, et ainsi de suite.»*

À la fin de la lettre, l’objectif du nouveau mot d’ordre est clairement formulé : «l’instruction militaire obligatoire (sous contrôle syndical, la parenthèse est de nous), ne peut que nous aider à créer la milice ouvrière de défense».

Ici, n’apparaît aucune compatibilité entre la lutte contre l’hypothétique envahisseur et les intérêts des masses. Seul figure le mot d’ordre expérimental dont nous venons de parler. Tout cela cadre parfaitement avec le programme approuvé à la conférence de fondation de la Quatrième Internationale. Dans le chapitre *«La lutte contre l’impérialisme et contre la guerre»* se trouvent les mot d’ordre suivants :

«Instruction militaire et armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle immédiat des comités ouvriers et paysans ;

Création d’écoles militaires pour la formation d’officiers provenant des rangs des travailleurs, choisis par les organisations ouvrières ;

Substitution de l’armée permanente, c’est-à-dire de caserne, par une milice populaire liée aux usines, aux mines, aux fermes, etc.»

Ces mots d’ordre, comme tous les autres, apparaissent après le premier de tous : *«Pas un homme, pas un centime pour le gouvernement bourgeois!»*

La formation de la milice ouvrière, qui est une revendication immédiate dans le programme, n’apparaît que de façon indirecte dans le mot d’ordre d’«instruction militaire sous contrôle syndical». Dans le programme, le mot d’ordre de l’instruction militaire est directement lié aux organes de pouvoirs ouvriers. En le liant aux syndicats, Trotsky voulait uniquement précipiter la formation de la milice ouvrière et des organes de pouvoir ; il souhaitait prouver expérimentalement au prolétariat que le contrôle des dirigeants traîtres sur l’armée n’altérerait en rien le caractère impérialiste de la guerre, et que cette dernière ne devenait pas une véritable lutte contre le fascisme. Il voulait surtout faciliter la mise en pratique de ce mot d’ordre du programme de transition. Cette démarche concorde avec notre programme et avec les besoins de la lutte contre la guerre impérialiste qu’il dénonce ; l’interprétation de nos camarades américains les contredit. Comme l’expriment clairement les citations mentionnées, pour eux, l’instruction militaire sous contrôle syndical constitue un objectif en soi,

susceptible de rendre compatibles l'indépendance de classe et la défense nationale sous le capitalisme, susceptible de donner à la classe ouvrière «un idéal et un but en faveur desquels lutter».

Ainsi s'explique leur passivité face à la guerre, surtout dans des moments culminants, durant le procès de Minneapolis et après. Les mots d'ordre d'agitation, «*Pas un homme, pas un centime pour le gouvernement bourgeois !*», «*A bas la guerre impérialiste !*», furent enfouis dans la conscience de nos camarades. Aucune agitation contre la guerre de la part du SWP. Par contre, une abondante agitation sur les moyens de porter des coups mortels à Hitler... sur les moyens de transformer la guerre impérialiste en véritable guerre contre le fascisme...

Il n'est pas étonnant que le camarade S. Joyce, amalgamant Trotsky et le SWP, se soit dressé contre la politique militaire en exclamant : «*Si un révolutionnaire allemand lançait le mot d'ordre : "transformation de la guerre impérialiste en véritable guerre contre la pluto-démocratie", on l'accuserait avec raison d'adopter le masque de Goebbels*»³³. Cette transformation vaut tout autant que celle du SWP et ses «moyens» de porter des coups à Hitler. S'il avait parlé de porter des coups à la tête de Roosevelt, cela aurait été complètement différent.

À Minneapolis, Cannon-Goldman se sont limités à démontrer que le SWP était, d'une façon ou d'une autre, en faveur du service militaire obligatoire. En redéfinissant la position du parti, Cannon répond : «*Notre résolution dit que nos camarades doivent devenir de bons soldats, tout comme nous disons à un camarade dans une usine qu'il doit être le meilleur syndicaliste et le meilleur ouvrier, pour gagner la confiance et le respect de ses camarades*».

Ici, on confond tout. Bien sûr que le meilleur ouvrier peut aussi être le meilleur syndicaliste et même, si l'on veut, le meilleur révolutionnaire, mais on ne peut pas être à la fois le meilleur révolutionnaire et le meilleur serviteur du patron. À moins de transformer l'école révolutionnaire qu'est le parti en une école technique et moralisatrice, sa propagande principale ne peut pas viser à former de bons ouvriers, mais de bons syndicalistes et de bons révolutionnaires.

C'est valable aussi pour un «bon soldat». Il peut être le meilleur expert en armes et le plus farouche adversaire de la discipline et des devoirs du patriotisme bourgeois. Le révolutionnaire se définit par la seconde attitude, pas par la première. La recommandation d'être un «bon soldat» ne peut avoir, pour un parti révolutionnaire, que cette signification : «*N'esquivez pas le sort de votre génération, soyez à ses côtés, et apprenez le maniement des armes.*»

Le vrai problème de l'action politique (ou de la propagande, pour que

³³ S. Joyce : «Recent tendencies in our party», *Internal Bulletin*, volume IV, n° II, août 1942, p. 9.

le camarade Cannon ne nous cite pas à nouveau Lénine) commence à partir de là, à partir du moment où le soldat, habile ou maladroit sur le plan technique, est capable de devenir un catalyseur contre la discipline bourgeoise et contre les buts réactionnaires de l'armée. Des millions de soldats n'ont pas eu besoin des conseils du parti pour acquérir une grande dextérité dans le maniement des armes, mais ils en ont besoin pour lutter contre l'état-major de Wall Street.

Mais la conception de la politique militaire du SWP qui recommande surtout d'être un «bon soldat» sert bien peu cet objectif. À moins que le parti n'ait eu une autre propagande que celle connue légalement (et pour l'instant nous n'en avons pas connaissance). Cette conception les a plutôt induits à être de bons soldats, non seulement d'un point de vue technique, mais aussi dans le sens bourgeois et disciplinaire du mot, le sens qu'il a pour l'état-major : des soldats soumis à ses projets.

Aujourd'hui, l'armée américaine occupe une partie de l'Europe et de l'Océanie. Elle accomplit déjà sa tâche de bourreau de la révolution. Que signifient les recommandations d'être un «bon soldat» et d'obéir aux ordres ? N'aurait-il pas mieux valu prévenir de ce qui allait se produire et recommander ce qu'il fallait faire pour s'y opposer ?

Nous connaissons à l'avance ce qui peut nous être objecté : «À Minneapolis nous ne devons pas fournir d'arguments à l'accusation.» Mais ce n'est pas l'accusation qui posait les questions mais Goldman, après avoir élaboré avec les autres dirigeants du parti les questions et les réponses. Pourquoi se poser à soi-même des questions auxquelles on ne veut pas répondre correctement ? Devait-on ou ne devait-on pas dire autre chose ? Devait-on ou ne devait-on pas recommander aux soldats de s'organiser contre l'état-major bourgeois ? Oui, on devait le faire, et c'est ce que nous prétendons. Où, quand et comment le parti l'a-t-il fait ? Aborder le problème d'une autre façon c'est se situer sur le même terrain qu'un avocailon.

LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE

Il y a, en ce qui concerne la politique du parti dans ce domaine, de façon directe ou indirecte, de nombreux documents critiquables. Mais nous ne nous référerons qu'à une petite partie d'entre eux, ceux dont tous les autres découlent. Il faudrait une brochure volumineuse, ou même un livre, pour procéder à une critique complète de cet aspect de la politique du SWP. Surtout parce qu'on a affaire à des déclarations et à des attitudes ambiguës, évasives, comme si elles étaient conçues pour permettre d'aller dans un sens ou un autre. La tournure que prendra la discussion nous permettra de voir s'il est nécessaire ou non de développer cette critique.

Loin de toute ambiguïté, nous préférons commencer par une déclaration catégorique que nous espérons argumenter comme il faut : le SWP *a sali le défaitisme révolutionnaire* ; la politique qu'il a défendue comme une application tactique du défaitisme aux conditions américaines ne peut être interprétée que comme une déviation centriste. Les documents le prou-

vent. Dans *The Militant* (29-3-1941), Goldman présente, sous le titre «*Où nous situons-nous ?*», une série de questions et de réponses pour donner au prolétariat une idée élémentaire de ce qu'est le défaitisme révolutionnaire. L'article devrait être reproduit intégralement dans toutes les langues pour que les militants de la Quatrième Internationale ne commettent pas les mêmes bêtises :

«QUESTION : –*Mais vous prétendez être défaitistes révolutionnaires, et cela signifie que vous voulez que votre pays soit vaincu par Hitler. Est-ce ainsi ?*

RÉPONSE : –*Absolument pas. Affirmer cela, c'est ne pas comprendre ce qu'est le défaitisme révolutionnaire, ou alors n'être tout simplement qu'un calomniateur pervers. Nous sommes bien plus intéressés à vaincre Hitler que ne le sont Churchill et Roosevelt. Ces deux représentants des grands capitalistes de leurs pays peuvent facilement arriver à des accords avec Hitler.*

QUESTION : *Mais, en n'appuyant pas la guerre, n'aidez-vous pas Hitler à gagner la guerre ?*

RÉPONSE : *Pas le moins du monde. Maintenant, nous ne faisons qu'essayer de convaincre les ouvriers de notre point de vue. Nous leur disons la vérité en ce qui concerne le caractère de la guerre et ce qu'il faut faire pour gagner la guerre contre tous les capitalistes. Nos militants, tout comme les ouvriers que nous influençons, doivent participer à la guerre et faire ce que leur disent les dirigeants de ce pays. Tant que nous n'aurons pas une majorité derrière nous, nous ne serons pas en condition de faire autre chose que d'obéir aux ordres...*» (Souligné par nous.)

Et comme si cela ne suffisait pas, à la fin de l'article, Goldman inverse complètement la conception du défaitisme révolutionnaire :

«*Regardez ce qui est arrivé en France. Les capitalistes avaient le contrôle. Ils ont dirigé la guerre de façon misérable et ils ont capitulé de façon misérable. Pourquoi ? Parce que d'importants secteurs de la classe capitaliste française sympathisaient avec Hitler, et que d'autres secteurs avaient peur que la victoire française conduise à une révolution ouvrière*». (Souligné par nous.)

On peut certes recourir à la casuistique et dépeindre ces déclarations comme une présentation tactique, élémentaire, réaliste, adaptée aux conditions américaines pour nuancer le défaitisme révolutionnaire. Nous n'allons certainement pas ergoter ici, même si on veut nous placer sur ce terrain. Le sensibilité révolutionnaire la plus élémentaire ne peut qu'inciter un militant à rejeter totalement ces propos. La façon dont *The Militant* décrit ce qui s'est passé en France n'a rien à voir avec une interprétation révolutionnaire, et, de plus, elle trahit son ignorance de la situation réelle en France, de la mobilisation en France à la victoire de Hitler. D'autre part, cette vision coïncide avec la version propagée par les défenseurs du Front populaire français, et même par certains tenants du secteur démagogique du régime de Vichy.

Lorsqu'on est disposé à ignorer le défaitisme révolutionnaire, on peut se permettre de passer sous la table, dans le cas spécifique de la France, le dégoût et l'indifférence du prolétariat français vis-à-vis de la guerre ; le verbalisme défaitiste du stalinisme, alors au service du pacte Hitler-Staline, et l'impopularité générale de la guerre qui ont fait croître le nombre de mécontents rejoints par de larges couches de la petite-bourgeoisie des campagnes et des villes. Ces différents éléments ont créé une atmosphère telle dans l'armée, dans les usines et dans les campagnes, que même en comptant sur la bonne volonté des capitalistes français, «gagner» la guerre aurait été pour eux impossible.

Il est évident que la classe capitaliste française sympathisait avec Hitler, comme celle de tous les pays. Et ce n'était pas le fruit du hasard, mais parce que Hitler était celui, à ce moment-là, qui représentait le mieux la contre-révolution. Néanmoins, la sympathie envers Hitler en tant que meilleur bourreau du prolétariat n'a pas supprimé pas les contradictions entre le capitalisme français et le capitalisme allemand dans la sphère de l'économie mondiale. Exactement comme, lors de la guerre impérialiste précédente, les sentiments pro-allemands de l'aristocratie russe et d'un secteur de la grande bourgeoisie n'ont pas empêché la guerre entre ces deux pays.

Les pays capitalistes «alliés» éprouvaient certes de la sympathie pour Hitler, mais ils devaient défendre aussi leurs intérêts économiques nationaux. Cela les a menés à dénoncer le totalitarisme fasciste ou stalinien sur le plan international, dans le cadre des rivalités impérialistes, tout en essayant d'imposer des méthodes totalitaires à l'intérieur de leurs frontières ou contre les peuples sous leur domination coloniale. Mais laissons cela pour une autre occasion.

Nous n'avons cité l'article de Goldman que parce qu'il illustre clairement la politique qui a été encensée à Minneapolis et après. Au cours du procès, ce texte fut cité comme argument à décharge, ce qui lui donna ainsi le statut d'une déclaration officielle du parti. Ajoutons seulement que, dans cet article, tous les termes du défaitisme révolutionnaire ont été inversés :

- l'ennemi principal n'est plus l'ennemi intérieur, mais l'ennemi extérieur ;
- la lutte contre l'armée capitaliste est transformée en soumission ;
- les opportunités révolutionnaires du prolétariat **ne sont plus fournies par les revers de la bourgeoisie elle-même.**

Si l'on croit que les capitalistes français, ou une partie d'entre eux, se sont livrés à Hitler parce qu'ils craignaient que la «victoire française conduise à une révolution ouvrière», la tâche principale des travailleurs des Nations Unies aurait été d'obliger la bourgeoisie à faire la guerre et à la gagner. Cet article, pierre angulaire de la politique du SWP pendant la guerre, transforme le défaitisme révolutionnaire en «triomphalisme révolutionnaire», si vous me permettez l'expression. Mais n'oublions pas que

l'interprétation américaine de la nouvelle politique militaire exigeait le «triomphalisme» et qu'en même temps elle enterrait le défaitisme.

Une fois semée, la graine a poussé et la plante a donné des fruits. Les erreurs et les échappatoires que nous attribuons à notre section américaine se sont exprimées ouvertement dans la politique menée au procès de Minneapolis et dans la presse au cours de la période de la plus grande ivresse patriotique et «antihitlérienne». Nous nous référerons principalement à ce procès. D'autant plus que les propos tenus au cours de ces audiences nous ont été présentés, sans sourciller, comme l'application tactique de nos idées. Cela, Cannon l'a aussi défendu plus tard à coups de citations dont la plupart n'ont rien à voir avec le problème. Pour notre part, nous n'utiliserons que peu de citations, voire pas du tout dans la mesure du possible, sauf dans le cas des idées exprimées par nos camarades, dont les formulations doivent être connues de tous. Nous sommes convaincus que ce travail critique serait superflu si toute l'Internationale avait pu connaître, *dans sa totalité*, tout ce qui a été dit à Minneapolis, et pendant et après Minneapolis dans la presse et dans les comités responsables.

Voici comment a été définie l'opposition du SWP à la guerre durant l'une des audiences du procès. C'est Goldman, éminent dirigeant du parti, à la fois accusé et avocat de la défense, qui pose les questions et Cannon qui lui répond :

«QUESTION : *Quand vous dites "Pas de soutien à la guerre", que feriez-vous exactement pendant une guerre pour montrer que vous ne la soutenez pas ?*

RÉPONSE : *Quand nous jouirons de nos droits, nous dénoncerons la guerre en montrant qu'il s'agit d'une politique fausse qui doit être changer, de la même façon – de notre point de vue – que d'autres partis peuvent s'opposer à la politique extérieure du gouvernement, en temps de guerre, comme Lloyd George, par exemple, s'est opposé à la guerre des Boers en faisant des déclarations publiques et en prononçant des discours. Ramsey MacDonald, plus tard Premier ministre de l'Angleterre, s'est opposé à la politique de guerre de l'Angleterre pendant la Première Guerre mondiale de 1914-18. Nous avons notre propre point de vue, qui est différent du point de vue des deux personnalités politiques que nous venons de citer, et tant que l'on nous permettra d'exercer notre droit, nous continuerons à écrire et à plaider en faveur d'une politique extérieure différente pour l'Amérique.*

QUESTION : *Le parti sera-t-il disposé à aller plus loin pratiquement pour montrer son opposition à la guerre, son non-appui à la guerre ?*

RÉPONSE : *Aller plus loin dans quel sens ?*

QUESTION : *Le parti tentera-t-il de saboter la poursuite de la guerre par tous les moyens ?*

RÉPONSE : *Non. Le parti s'est spécifiquement prononcé contre le sabotage. Nous sommes contre le sabotage.*

QUESTION : *Qu'entendez-vous par sabotage ?*

RÉPONSE : *Faire obstruction au fonctionnement des industries, des transports ou des forces militaires. Jamais, à aucun moment, notre parti n'a pris position en faveur de l'obstruction ou du sabotage des forces militaires en temps de guerre.*

QUESTION : *Pourriez-vous nous expliquer pourquoi ?*

RÉPONSE : *Tant que nous serons une minorité, nous n'avons pas d'autre choix que de nous soumettre à la décision qui a été prise. La décision de faire la guerre a été prise, et elle a été acceptée par la majorité du peuple. Nos camarades doivent accomplir leur devoir. S'ils sont susceptibles d'être appelés, ils doivent l'accepter, avec le reste de leur génération, ils doivent partir faire la guerre et accomplir le devoir qu'on leur a imposé, jusqu'à ce qu'ils arrivent à convaincre la majorité en faveur d'une politique différente.*

QUESTION : *Ainsi, votre opposition pendant la guerre serait essentiellement du même type qu'avant la guerre ?*

RÉPONSE : *Une opposition politique. C'est bien ça.»*

Ce qui apparaît de prime abord, c'est que l'opposition à la guerre est substituée par le «non-appui», ce qui permet de passer, presque comme si de rien n'était, de la lutte contre la guerre au «*d'écrire et de plaider en faveur d'une politique différente pour l'Amérique*». Même si l'on essayait de nous convaincre, à coup de citations ou pas, que le «non-appui» à la guerre équivaut à l'opposition et à la lutte contre la guerre, ou qu'il s'agit d'une formulation tactique de cette opposition, nous continuerions à crier : non et mille fois non ! Si vous le croyez vraiment, dites franchement que la position correcte pour les États-Unis était le non-appui à la guerre et non l'opposition et la lutte contre la guerre. Mais si l'on veut nous faire avaler que le «non-appui» à la guerre est un aspect tactique de la lutte contre la guerre, nous répondrons sans ambages : ne galvaudez pas la notion de tactique.

Par tactique, nous entendons les modalités d'application d'un principe ou les modalités pour atteindre un objectif, à partir des problèmes quotidiens des masses. Le principe qui était en jeu était le défaitisme révolutionnaire ; l'objectif, porter des coups à sa propre bourgeoisie. La tactique aurait donc dû nous montrer ce qu'auraient dû faire les ouvriers et les soldats pour lutter contre la guerre et porter des coups à leur propre bourgeoisie. Mais sur cette question, les interrogatoires et les discours du procès ont été hermétiquement discrets. Tout comme la presse. Les quelques propos tenus se bornaient à des propositions négatives : pas de protestations contre la nourriture des soldats, pas d'insubordination. (Comment peut-on lutter sans pratiquer et soutenir l'insubordination ?).

Mais examinons les interrogatoires de plus près, même si cela peut sembler fastidieux.

Lorsque Goldman demande : «... que ferait exactement le parti pendant la guerre pour montrer son non-appui à la guerre ?», on s'attend à une explication de la tactique du parti pour atteindre son objectif défaitiste. La

tactique, c'est ce que l'on fait «exactement», et l'ensemble de l'action montre la fidélité au principe, même si on n'atteint pas toujours son objectif.

Mais pour expliquer «exactement» son non-appui à la guerre, Cannon répète qu'il ne l'appuie pas. Incapacité, maladresse dues à l'improvisation ? Nous sommes sceptiques. Nous pensons plutôt que les questions et les réponses ont été trop calculées, trop élaborées à l'avance. Tout ce dialogue n'a qu'un seul objet : affirmer en fin de compte que le parti ne pourra rien faire contre la guerre tant qu'il n'aura pas la majorité en sa faveur, et qu'il ne pourra donc que se soumettre et accomplir «le devoir qui lui a été imposé».

Au lieu de donner des conseils pratiques, de proposer une tactique aux masses, il fait exactement le contraire ; ce sont des conseils d'inhibition et d'immobilisme qui ne servent à rien, même si en soi, ils ne sont pas condamnables. Ces conseils auraient pu être utiles si les masses ou une partie d'entre elles avaient eu un esprit putschiste, aventurier. Tel était-il le cas aux États-Unis ? Répondez sincèrement. Il est clair que non. Dans aucun autre pays, les masses n'ont besoin d'être autant conseillées et d'être réveillées révolutionnairement. Au fond, ce dialogue n'est qu'une manœuvre légale, dans le sens purement juridique. Nous reviendrons là-dessus. Pour le moment, continuons notre analyse.

L'explication pratique du non-appui à la guerre, pour Cannon, se réduit à dire qu'il ne l'appuie pas. Sa réponse n'a pas de sens, elle est tautologique. Mais c'est un choix délibéré ; car si le non-appui avait réellement signifié pour la direction du parti une *opposition et une lutte contre la guerre*, la personne interrogée se serait vue obligée de dire aux masses comment mettre ces positions en pratique. Cannon aurait été obligé de répondre au lieu d'éluder la question. Si la question de Goldman lui est renvoyée sous forme de réponse par Cannon, c'est parce que ce dernier n'avait rien à dire sur les procédés concrets de la lutte contre la guerre ; parce que la direction du parti concevait sa position pendant la guerre comme un «non-appui», et le non-appui comme une *non-lutte contre la guerre*. Ainsi, la substitution de l'expression «opposition à la guerre» par le «non-appui» à la guerre nous a placés sur un terrain totalement différent. Et une fois la transposition faite, l'«opposition à la guerre» ne signifie plus que le «non-appui», la non-lutte contre la guerre ; en pratique, cela se réduit à la neutralité face au conflit impérialiste.

On pourrait prétendre que la dernière phrase de la première réponse citée répond à la question et aux besoins politiques du moment. Mais ce n'est qu'un appendice de la même tautologie. «Continuer à écrire et à plaider en faveur d'une politique extérieure différente pour l'Amérique» est déjà compris dans le «non-appui» à la guerre. Cannon esquive la question de savoir ce que le Parti fera «exactement». Cela confirme notre interprétation au lieu de l'infirmer. En effet, une politique de non-appui à la guerre peut être menée en écrivant et en parlant ; une politique

d'opposition et de lutte contre la guerre se mène en écrivant et en parlant mais elle doit être complétée par autre chose. Et en quoi se distingue une politique révolutionnaire d'une politique verbeuse si ce n'est par l'action ?

Ce dernier mot, utilisé dans la *Critique du procès de Minneapolis* a mis le camarade Cannon très en colère. Nous regrettons de le mettre à nouveau en colère, mais «l'ultragauchisme», oiseau de mauvais augure, nous pousse continuellement dans cette direction. Nous reviendrons plus loin sur l'ultragauchisme. Ajoutons, en le reliant à ce qui a été dit plus haut, que les exemples de Lloyd George et de MacDonald cadrent parfaitement bien avec le non-appui à la guerre, mais se heurtent à la lutte contre la guerre ; c'est la main dans la main qu'ils se retrouvent *pour parler et écrire en faveur d'une politique extérieure différente*, mais ils sont brouillés avec l'action révolutionnaire, l'action défaitiste.

Un deuxième point ressort du dialogue cité : l'identification de toute lutte contre la guerre, de toute obstruction en général, avec le sabotage. Lorsque Goldman demande si le parti «fera tout ce qui est en son pouvoir» pour démontrer «son opposition ou son non-appui à la guerre», Cannon demande qu'on lui précise la question : «Le parti essaiera-t-il de saboter la poursuite de la guerre par tous les moyens ?», pour pouvoir répondre qu'il s'est spécifiquement prononcé contre le sabotage. C'est l'une des nombreuses échappatoires utilisées pour esquiver les problèmes politiques à Minneapolis. Dans le passage de la première à la deuxième question, le sujet a été supprimé et remplacé par un autre. Là où il y avait opposition ou non-appui à la guerre, nous trouvons sabotage. Comment faut-il considérer la réponse : comme une réponse à la deuxième question ou comme une réponse aux deux questions ?

Bien sûr, dans l'esprit de Goldman, tout pas en avant pratique d'opposition à la guerre est synonyme de sabotage, vu que sa deuxième question est une formulation différente de la première. Dans l'esprit de Cannon, il semblerait que non à première vue, puisqu'il demande «dans quel sens». Mais il le fait seulement pour que la question lui soit formulée comme elle l'a été la deuxième fois. S'il n'en avait pas été ainsi, il aurait senti le besoin d'ajouter que l'on peut faire de nombreux pas en avant pratiques dans l'opposition à la guerre sans pratiquer le sabotage. Le vrai but du dialogue se trouve dans la deuxième question de Goldman.

Goldman. – *Le parti serait-il prêt à aller plus loin pratiquement pour démontrer son opposition à la guerre ?*

Cannon. – *Qu'entendez-vous par aller plus loin pratiquement contre la guerre ?*

Goldman. – *Le sabotage.*

Une mentalité de casuiste pourrait conclure : il est vrai que seul le sabotage est cité parmi toutes les actions pratiques possibles, mais le parti n'a pas dit que c'était le seul. Les casuistes ont toujours une part de raison, ne serait-ce que dans la forme. Qu'ils marquent un point s'ils le veulent. Nous, nous en tirons une conclusion opposée : l'ensemble du parti savait

que le sabotage n'avait pas à être pris en compte comme méthode de lutte, contre la guerre, et contre tout ce que l'on voudra. Le brandir pour le nier ne pouvait avoir qu'une utilité préventive par rapport à de possibles accusations stalinienne ou bourgeoises. Il n'est même pas juste de dire que le sabotage soit un pas en avant pratique dans l'opposition à la guerre. Tout marxiste voulant aller dans ce sens pense à mobiliser les ouvriers et non à lancer une bombe contre l'état-major ou à faire exploser une usine.

Une manifestation contre la guerre de quelques milliers d'ouvriers, ou même de centaines d'ouvriers, une grève de protestation dans les usines, ne serait-ce que de quarante-huit heures ou de cinq minutes, des meetings et de l'agitation écrite contre la guerre dans les quartiers ouvriers, auraient été des *actions* sans relation avec le sabotage mais d'une grande utilité pour l'avenir révolutionnaire des masses américaines, si cela s'était produit. Le dialogue Cannon-Goldman, en éliminant tout ce qui aurait pu intéresser les masses dans la lutte contre la guerre, a amalgamé toute opposition active à la guerre avec le sabotage.

Ce qui est réaffirmé immédiatement après, puisque le sabotage est défini comme l'«obstruction au fonctionnement des industries, des transports et des forces militaires». Tout peut rentrer dans cette définition : la grève pour des revendications économiques, les protestations dans l'armée contre les abus, et même le simple cri : A bas la guerre impérialiste ! A fortiori, cela englobe également l'organisation de la lutte active contre la guerre par une minorité du prolétariat, qui, dans le dialogue précité, est considéré comme une attitude totalement illégitime. On peut tourner et retourner cette définition dans tous les sens, l'identification de la lutte contre la guerre au sabotage est indéniable.

À l'une des audiences, Cannon a promis d'expulser du parti tous les membres qui «font obstacle, par n'importe quel moyen, au bon fonctionnement de l'armée». Observons que faire obstacle ne signifie pas saboter. D'ailleurs, il est impossible de mener une lutte contre l'ennemi de classe intérieur, si l'on ne se limite pas à la parole et l'écriture, sans plus ou moins faire obstacle à la bonne marche de la guerre. La partie du dialogue où Cannon évoque les exclusions a été coupée dans la brochure *Socialism on Trial*, alors qu'elle devrait se trouver à la page 59. À elle seule, cette dissimulation nous donne entièrement raison.

Le dialogue entre Cannon et Goldman, son avocat, se poursuit. Le dirigeant du SWP justifie ses propos antérieurs : n'ayant pas le choix, nous devons nous soumettre «à la décision qui a été prise. La décision d'aller à la guerre a été prise et elle a été acceptée par la majorité du peuple. Nos camarades doivent s'y soumettre. S'ils sont recrutés, ils doivent l'accepter avec le reste de leur génération, accomplir le devoir qui leur est imposé, jusqu'au moment où ils auront convaincu la majorité en faveur d'une poli-

tique différente»³⁴. Ici aussi, Cannon procède à un tour de passe-passe. Ce qui est vrai cache ce qui ne l'est pas ; ce qui n'a aucun intérêt prend la place de ce qui en a réellement.

À propos des socialistes belges qui, en 1914, parlaient aussi de «majorité» et de «processus historique», Lénine disait : «*Parler de la dialectique et du marxisme et ne pas savoir combiner la soumission nécessaire (si elle est temporaire) à la majorité avec le travail révolutionnaire dans n'importe quelle condition, c'est se moquer des ouvriers et se moquer du socialisme. Citoyens belges, une terrible calamité s'abat sur notre pays, provoquée par la bourgeoisie de tous les pays, y compris par la nôtre. Nous sommes minoritaires ; je m'incline et je vais à la guerre, mais à la guerre je ferai de la propagande, je préparerai la guerre civile des prolétaires de tous les pays, car en dehors de cela il n'y a pas de salut pour les ouvriers et les paysans de Belgique et des autres pays.*» C'est ce que, d'après Lénine, auraient dû dire les socialistes belges. Par propagande, il entendait l'organisation de la propagande illégale de la révolution socialiste et de la guerre civile. (V.I. Lénine : *Contre le Courant*, p. 57-58).

Dans sa *Défense de la politique de Minneapolis*, le camarade Cannon cite ce même paragraphe de Lénine. Mais en le lisant hors de son contexte et à la sauce de Cannon, on pourrait croire que Lénine se prononce réellement pour le même respect de la majorité que celui que défend le SWP. En réalité, la citation vise, comme l'ensemble de l'article dont elle provient, à combattre des déclarations sociales-démocrates qui ressemblent à celles faites par nos camarades. La «défense» a-t-elle le droit de s'en servir ? De plus, Cannon passe totalement sous silence ce que Lénine entend par propagande. Ce dernier liait la propagande aux actes, sans lesquels les déclarations lui semblaient n'être que des paroles que le vent emporte. La citation de Lénine correspond complètement à ce que Cannon qualifie d'ultragauchisme.

Le cas de nos camarades n'est pas le même que celui des sociaux-démocrates européens, mais la situation et la tâche du prolétariat sont les mêmes. La citation de Lénine est partiellement applicable au SWP. Celui-ci établit également une confusion entre la soumission au contexte (sans laquelle aucun travail révolutionnaire n'est possible) et l'attitude, dans ce contexte, de la minorité révolutionnaire. Au procès, il a été explicitement affirmé que la minorité révolutionnaire ne fera qu'écrire et parler contre la guerre et contre la bourgeoisie, «jusqu'au moment où elle aura convaincu

³⁴ Dans une lettre publiée dans le *New York Times* (5 juin 1943), Browder, le dirigeant stalinien américain, disait : «Les communistes américains respectent profondément la règle de la majorité, et il n'y a aucune raison de craindre le véritable mouvement communiste, sauf si l'on craint la règle de la majorité, et si la majorité s'engage vers le communisme.» Quelle ressemblance avec les déclarations de Minneapolis !

la majorité en faveur d'une politique différente». Pour qu'aucun doute ne persiste, nous ajoutons une autre citation du procès : «(...) *un parti semblable, tant qu'il sera minoritaire, ne peut essayer de faire obstacle à la mise en pratique des décisions de la majorité*». Et plus loin : «*Maintenant, jusqu'à ce que les ouvriers et les paysans des États-Unis **établissent leur propre gouvernement** et emploient leurs propres méthodes pour vaincre Hitler, le SWP doit se soumettre à la majorité du peuple, c'est bien cela ? – C'est tout ce que nous pouvons faire. C'est tout ce que **nous proposons de faire**.*» (Souligné par nous.)

Un parti révolutionnaire ne peut certes pas imposer sa volonté minoritaire à une nation ou à sa propre classe. Mais toute l'histoire des partis révolutionnaires dans le monde est une succession de luttes contre ce qui, à Minneapolis, a été qualifié de décisions de la majorité, ce qui signifie, en réalité, que le prolétariat se montre incapable de résister à la volonté de la bourgeoisie. La prétendue majorité pour déclarer la guerre fait partie de ce genre de décisions.

Mais nous, nous ne nous soumettons pas à cette décision, nous nous soumettons au fait matériel d'aller à la guerre pour vivre les mêmes malheurs et les mêmes expériences que les masses. Et nous en profitons pour leur montrer que la guerre civile est la seule issue et nous en profitons pour l'organiser. Un parti révolutionnaire ne peut pas organiser la révolution et la prise du pouvoir politique s'il ne compte pas sur la majorité du prolétariat et des paysans. Mais l'action minoritaire ou les tentatives d'action sont le seul moyen réel dont disposent les révolutionnaires pour conquérir la majorité. Il est incroyable que nous devions insister là-dessus ; c'est la défense de la politique de Minneapolis faite par le camarade Cannon qui nous y oblige.

Prenez ne serait-ce que la situation européenne, où l'état-major de Wall Street est en train d'étouffer la révolution, et dites si, bien que la majorité soit toujours la même, il n'y a rien d'autre à faire que «de ne pas faire obstacle à la mise en pratique des décisions de la majorité».

Certes, nous ne pouvons pas provoquer une insurrection, mais nous pouvons et nous devons mobiliser des minorités d'ouvriers, aux États-Unis, contre les plans de Wall Street, et nous devons mobiliser des minorités de soldats américains, en Europe, en Asie et en Océanie, en faveur de la fraternisation avec les révolutionnaires.

Mais l'écrasement de la révolution européenne est autant une décision majoritaire que l'entrée en guerre. Et si aujourd'hui nous avons le devoir d'agir, nous l'avons aussi alors, toujours dans la mesure de nos forces. Est-il besoin d'ajouter que l'absence d'un travail contre la guerre mené par le SWP et ses propositions d'alors diminuent ses possibilités d'actions aujourd'hui ? Les ouvriers et les soldats éduqués à l'école de Minneapolis pourraient très bien répondre : Faire quelque chose contre les plans de Wall Street ? Impossible, nous n'avons pas encore la majorité. À la fin de la partie citée du dialogue, on n'a plus affaire à une substitution, mais à

une modification de notre politique, en accord parfait avec tout ce qui a été dit précédemment :

«QUESTION : *Ainsi, essentiellement, votre opposition à la guerre serait du même genre que votre opposition avant la guerre ?*

RÉPONSE : *Une opposition politique. C'est de cela dont nous parlons.»*

Par cette question et cette réponse, l'interprétation donnée à la «politique militaire», présente tout au long de l'interrogatoire, dévoile un autre aspect important. Sans répéter ce qui a déjà été dit dans le chapitre sur l'instruction militaire sous contrôle syndical, que peut bien signifier l'expression «une opposition du même genre» ? Les conditions de la société pendant la guerre impérialiste sont-elles les mêmes qu'avant la guerre ? La guerre elle-même n'entraîne-t-elle pas des conséquences extraordinaires ? Notre politique ne doit-elle pas changer en fonction des changements au cours de la guerre et surtout en fonction de la prévision de ses conséquences catastrophiques ? La clé de toute la lutte de classes, pendant la guerre, n'est-elle pas la lutte contre cette dernière ? Bien évidemment.

Evoquer, par conséquent, une «opposition du même genre», c'est cacher le fond du problème. La réponse, qui est affirmative, introduit de plus une modification totalement étrangère à notre conception de l'attitude à adopter face à la guerre impérialiste. Un parti dont la position, en temps de guerre, est à peu près semblable à celle qu'il défendait en temps de paix n'a aucune raison de s'inquiéter. Tout ne continue-t-il pas à être comme avant ? Il lui suffit de poursuivre son train-train habituel, en attendant que tel ou tel phénomène historique inéluctable renforce sa propre position.

Telle est la conduite que s'est fixée le SWP ; pis encore, ce parti a même mis un frein à son train-train lorsque la guerre battait son plein. Si ce parti avait alors parlé clairement et agi dans la mesure de ses moyens, légalement ou illégalement, il serait aujourd'hui bien plus capable de mobiliser un noyau de prolétaires chevronnés contre les conséquences de la guerre à l'intérieur des Etats-Unis, et au sein de l'armée contre les plans contre-révolutionnaires de leur impérialisme à l'extérieur. Même si le SWP se mettait franchement au travail aujourd'hui, ce que nous espérons, il a de toute façon perdu trop de temps et de possibilités pour éduquer les couches ouvrières qui étaient en contact avec lui. Ce travail aurait dû commencer avec la guerre, pas maintenant. Et il va de soi que toute action à venir sera gênée et non facilitée par ce que le parti a dit dans le passé.

Mais revenons au cœur de notre débat. Jusqu'à présent, notre mouvement s'est défini par son opposition irréductible à la guerre. Pourquoi nos camarades ont-ils éprouvé le besoin de changer cette attitude en une «opposition politique» ? Parce que, pour eux, cela change également le type d'opposition qu'ils défendent; on ne peut l'expliquer autrement. Mis à part les exemples de l'attitude face à l'URSS et à la Chine, il y a le cas de

Clémenceau en France, pendant la guerre de 1914-18 qui est présenté comme un exemple d'opposition politique. Une opposition qui voulait faire obstacle à la politique du gouvernement lorsque cette obstruction pouvait avoir des retombées positives pour la guerre elle-même. Cette attitude était tout à fait légitime puisque son objectif était de faire la guerre mieux que ceux qui la dirigeaient au début.

Tout le monde sait que l'exemple de Clemenceau a été utilisé par Trotsky lorsque l'Opposition de gauche n'avait pas encore été expulsée du parti russe, pour définir sa propre conduite par rapport à la défense de l'URSS. «Ainsi, de la même façon que l'opposition politique de Clemenceau était plus française que la position du gouvernement, notre opposition politique au stalinisme est plus soviétique, plus défensiste que le défensisme de la bureaucratie», disait-il grosso modo.

C'est ce que l'on doit comprendre, de façon rigoureuse, par «opposition politique» ; quand on est en faveur de la guerre, mais hostile aux méthodes du gouvernement, on appuie la première et on s'oppose aux secondes. Nous ne voulons pas dire que la position de nos camarades ait été plus américaine que celle du gouvernement américain, bien que les déclarations tolérantes du SWP ne manquent pas dans ce sens ; mais il apparaît clairement que leur «opposition politique» modifiait l'opposition à la guerre dans le sens du non-appui, de la non-lutte contre la guerre. Telle fut la pratique du SWP face à la guerre, pratique qui tournait le dos au défaitisme révolutionnaire. En résumé : la neutralité.

Les bases de la politique du parti étant ainsi faussement posées, afin de ne pas les nier ouvertement, il fallait admettre d'autres positions concrètement plus réactionnaires. Nous avons déjà cité la promesse d'expulsion des militants qui feraient obstruction à la guerre. Comment cela pouvait-il être évité lorsque Cannon amalgamait, sous un même terme générique, le sabotage et toute action pratique contre la guerre ?

De même, en ayant posé d'entrée un concept erroné de soumission à la majorité de la population, nos camarades ont dû l'étendre à l'assujettissement aux majorités parlementaires. Lorsque l'accusation demande à Cannon si les trotskystes prendraient le pouvoir si, le moment venu, le gouvernement en place ne le cédait pas volontairement en suivant l'exemple du comte Karolyi en Hongrie, Cannon répond : «Vous voulez dire s'il n'accepte pas la majorité lors d'élections démocratiques ?» Et quand l'accusation répliqua : «Ah ! vous allez le faire par la voix électorale», notre camarade déclara : «Nous participons toujours aux élections.». Un peu plus loin Cannon est encore plus explicite : «le but d'avoir des candidats, c'est de gagner les élections».

Et comme la lutte contre la guerre et l'ennemi de classe intérieur avait été remplacée par l'«opposition politique» (le non-appui, la non-lutte contre la guerre), les dirigeants du SWP durent oublier leur propres paroles, du temps où il n'y avait ni menace de guerre, ni guerre. Cela a été mis en relief par le camarade Munis dans sa critique du procès. Ajoutons à

cela deux autres exemples. Durant le procès, l'accusation lut une ancienne publication du SWP : «*La politique du marxisme consiste toujours à utiliser la guerre et l'armement des ouvriers pour promouvoir les intérêts de la révolution mondiale, pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, pour considérer sa propre bourgeoisie comme l'ennemi principal.*» L'accusation demanda ensuite à Cannon : «*Cela signifie que vous et votre parti, vous essaieriez, au cours de la guerre, d'utiliser ce genre de méthodes pour fomenter la guerre civile ?*» Et il répondit : «*Je ne le dirai pas aussi succinctement.*» S'ensuivent des explications sur la propagande qui n'expliquent rien, si ce n'est qu'elles montrent comment il s'emmêle lui-même les pinceaux.

Précisément, avant la question citée, l'accusation a lu à notre camarade ce qu'écrivait la presse du parti en 1939. Dix questions et dix réponses ont également été expurgées de la brochure *Socialism on Trial*, page 105, bien que cette publication prétende être le procès-verbal du procès (*Official court record*). En voici le résumé.

ACCUSATION (lisant un texte du SWP) : «*S'il est nécessaire de violer un mandat (dans la lutte contre la guerre), il ne faut pas hésiter à le faire. S'il est nécessaire de ne pas respecter une décision, il ne faut pas la respecter.*» *Convenez-vous que cette déclaration est à la fois écervelée et idiote ?*

CANNON : *Oui, c'est ce que je pense.*

ACCUSATION : *Ne pensez-vous pas que ça concorde totalement avec la politique générale exposée dans la presse de votre parti ?*

CANNON : *Non, je ne le crois pas. Je ne connais pas de dirigeants assumant une haute responsabilité dans notre parti qui aient employé un tel langage.*

À dire vrai, nous non plus depuis la veille de l'entrée en guerre des États-Unis, bien qu'à plusieurs reprises, nous ayons demandé à nos camarades d'utiliser précisément un peu plus ce langage «écervelé» et «idiote». Mais bien évidemment, les formules de nos amis de Minneapolis n'étaient pas une simple couverture légale, mais leur véritable politique. Prisonniers de ces formules, ils durent aller plus loin qu'ils ne l'avaient prévu eux-mêmes. Heureusement, l'accusation ne connaissait rien au marxisme et elle ne cherchait pas coûte que coûte à obtenir des réponses tranchées ; sinon, nos camarades se seraient vus obligés de déclarer clairement que l'ennemi de classe intérieur passait au second plan par rapport aux besoins de la guerre «antifasciste» ; ou alors ils auraient été contraints de proclamer que le devoir immédiat était de lutter contre la guerre, en précisant quelles étaient les premières «mesures pratiques» pour arriver à la guerre civile armée. Mais dans ce cas-là, tout le plan de la défense aurait changé, et, ce qui est essentiel, la politique du SWP aussi.

Si les camarades de la Quatrième Internationale, dans diverses parties du monde, pouvaient prendre connaissance de notre critique, beaucoup d'entre eux pourraient la considérer excessive, car ils supposeraient

comme totalement évident qu'à côté de ce qui a été dit et fait à Minneapolis et dans la presse, d'innombrables actes et paroles complètent ou modifient ce qui ne pouvait être développé légalement. S'il en était ainsi, notre critique, visant seulement certains aspects de la politique du SWP, prendrait un caractère totalement différent. Mais il n'en est rien. Les possibilités légales, d'après nos amis, cadraient avec toutes leurs exigences.

Quittons maintenant l'atmosphère chargée et suintante des tribunaux de Minneapolis, et cherchons, en esquivant l'œil menaçant de la justice réactionnaire, des définitions du défaitisme révolutionnaire. Il en existe une, ineffable, mais qui n'a été publiée que dans le Bulletin intérieur (volume IV, n° 3, septembre 1942). Il s'agit d'un article signé par Morrison et intitulé «*Sur le défaitisme révolutionnaire*». Morrison est l'un des principaux dirigeants du parti. Que son article soit à vocation interne n'en est pas moins une preuve de son opportunisme. Il faudrait nous démontrer que l'attitude du parti réfute la conception de Morrison. Bien au contraire, ce qu'il expose dans son article doit être considéré comme l'opinion de la direction du parti, comme son code de conduite. De plus, si la poursuite de la discussion l'exigeait, nous pourrions trouver d'autres citations. Pour les besoins de cette critique, les citations reproduites ici suffisent.

«*Dans la guerre actuelle, quiconque refuse d'appuyer un gouvernement impérialiste et défend la poursuite de la lutte de classes en faveur du socialisme, adopte en essence la position de Lénine par rapport à la guerre impérialiste*» – est-il écrit dans l'un des paragraphes de cet article.

Quant à nous, nous sommes loin d'être aussi généreux. «En essence», c'est la position, succinctement exprimée, du centrisme de gauche par rapport à la guerre impérialiste. Nous la connaissons parfaitement d'autant que, en tant que groupe exilé au Mexique, nous avons eu affaire à des centristes espagnols et français. Et, d'après ce qu'on nous en a dit, c'est «en essence», une fois de plus, la position des centristes anglais. Voilà ce que disait une résolution du POUM, écrite en mai 1942, pour les pays démocratiques, bien sûr, puisque pour les pays de l'Axe, il réclamait le défaitisme révolutionnaire à outrance : «**Opposition politique** par rapport aux classes dirigeantes et critique systématique du fait que leur but ne soit pas la guerre contre le totalitarisme».

Quant à la lutte de classes quotidienne, son programme était aussi restreint que celui du SWP (soutenir les grèves, mais pas ne pas faire obstruction à la guerre) : «*Tout conflit entre les patrons et les ouvriers doit déboucher sur l'expropriation et la nationalisation.*» Le leader centriste français qui a invariablement soutenu toutes les grèves en Angleterre, en France et aux États-Unis, déclarait dans un document que je cite de mémoire : «*Il ne faut pas appuyer les gouvernements en place et il faut appuyer toutes les luttes de la classe ouvrière n'entravant pas la lutte militaire contre Hitler.*» Pour sa part, à la même époque, un des députés de l'*Independent Labour Party* anglais déclarait à la chambre des Communes : «*Je refuse d'appuyer une classe qui, dans ce pays, a plus de*

points communs avec Hitler qu'avec les aspirations profondes et les idéaux honnêtes de la classe ouvrière.» Ensuite il vota contre le gouvernement Churchill.

Tout cela vaut bien ce qui a été dit à Minneapolis, ce que soutenait l'article de Morrison et ce que défendait la presse du SWP. Et nous affirmons que ce n'est pas la position essentielle de Lénine, parce que la position de Lénine est celle de la Quatrième Internationale ; nous affirmons également que ce n'est pas une application tactique du défaitisme révolutionnaire. Ce ne sont que des positions, pas très différentes dans le fond, qui préconisent le non-appui, la non-lutte contre la guerre : c'est du centrisme. Nous accusons précisément nos camarades américains d'être tombés dans une déviation centriste par rapport à la guerre. Comme les centristes, ils ont laissé dans l'ombre la lutte idéologique et pratique contre la guerre et mis au premier plan le bavardage sur la défaite de Hitler et celle du totalitarisme.

Définir la position révolutionnaire pendant la guerre comme une simple continuité de la lutte de classes, c'est abuser d'un principe élémentaire. La guerre impérialiste est une catastrophe sociale qui décuple brusquement le despotisme des classes possédantes, et la spoliation et le sacrifice des classes dépossédées, qui immole des dizaines de millions de personnes et qui détruit des quantités fabuleuses de richesses. La société est saignée et triturée de partout au profit de la minorité réactionnaire des rangs capitalistes.

Et alors que la machine à tuer et l'oppression s'élèvent à la puissance n, en absorbant et en déterminant tous les rapports sociaux, le prolétariat et les révolutionnaires en particulier devraient agir exactement comme avant la guerre ? Bien au contraire. Les conflits de classe, du plus insignifiant au plus décisif, ont pour fond le poids écrasant de la guerre ; ceux-ci favorisent ou vont à l'encontre de la guerre, cela dépend de qui s'impose, la bourgeoisie ou le prolétariat. Mais le plus grave des conflits de classe en temps de guerre est, sans comparaison, la guerre elle-même. La lutte contre cette dernière doit être le principal souci des internationalistes, leur obsession, pour ainsi dire. Sans cela, l'internationalisme est mitigé, même si formellement la guerre est qualifiée d'impérialiste. Il est clair, que pour lutter contre la guerre, la lutte classe contre classe est la seule méthode dont dispose une organisation révolutionnaire.

Mais affirmer que l'internationalisme, que le défaitisme révolutionnaire, n'est que la simple continuité de la lutte de classes en faveur du socialisme est un abus opportuniste de cette vérité élémentaire, alors que toute la lutte de classes doit être dirigée contre la guerre, alors qu'on ne peut l'exercer dans toute sa splendeur sans contredire les intérêts de la guerre impérialiste, de la victoire bourgeoise, à proprement parler ; alors que finalement l'un des devoirs révolutionnaires les plus importants est de détruire dans la conscience sociale le mythe réactionnaire de la victoire. D'autant plus que le capitalisme, à juste titre en fonction de ses sales inté-

rêts, considère ce devoir comme une trahison et un crime. En s'en tenant à la simple continuité de la lutte de classes, nos camarades «ont oublié» de la diriger contre la guerre impérialiste.

Mais ce n'est pas tout. Il est impossible de lutter à fond contre la guerre et contre tous les problèmes qu'elle engendre, si l'on considère que la victoire de sa propre bourgeoisie peut être plus ou moins utile, ou que sa défaite peut, plus ou moins également, être nuisible. La victoire militaire est le facteur le plus déterminant pour que la classe gouvernante puisse repousser les attaques de ses classes exploitées, puisse leur faire payer le coût de la guerre et puisse, qui plus est, s'en servir pour écraser la révolution dans d'autres pays.

La victoire de sa propre bourgeoisie, dans une guerre impérialiste, rend les tâches révolutionnaires plus difficiles. En cela, les révolutionnaires ont un devoir de contre-enseignement auquel ils ne peuvent renoncer sans trahir. Mais comment faire, si en même temps ils veulent éviter d'être considérés comme des partisans de la défaite de leur propre bourgeoisie ? C'est impossible.

S'ils veulent éviter cette accusation, ils deviendront les partisans de la victoire, activement ou passivement, totalement ou partiellement. Pour éviter les conséquences réactionnaires de la victoire, la défaite est le remède le plus radical. Avec elle, les tâches révolutionnaires sont rendues plus aisées. Et, finalement, vu le caractère profondément réactionnaire de tous les impérialismes, la défaite de sa propre bourgeoisie est le seul moyen que possède le prolétariat pour contribuer à la défaite révolutionnaire de la bourgeoisie de l'autre camp impérialiste.

D'où le besoin de formuler le défaitisme révolutionnaire et de le mettre en pratique. Sans poser le problème de cette façon, le défaitisme n'est rien d'autre que bavardage fantasmagorique.

Le défaitisme révolutionnaire suppose la lutte active et la mobilisation des masses contre la guerre, alors que la simple poursuite de la lutte de classes comme en temps de paix affaiblit la lutte contre la guerre. C'est pour cela que nos camarades américains qui, coûte que coûte, s'en sont tenus à «la simple poursuite» en sont arrivés à la neutralité du non-appui à la guerre. Ce non-appui, qui équivaut à la neutralité, n'a même pas la valeur de la résistance passive de Gandhi. D'ailleurs, la résistance passive est un mot d'ordre aussi douteux que celui du non-appui, puisqu'il s'agit, dans les deux cas, d'avoir l'air d'agir sans rien faire ; mais la résistance passive laisse la porte ouverte à une résistance réelle, bien qu'inorganisée et sporadique, parce qu'elle déborde le cadre de la «passivité» recommandée par les leaders, alors que le non-appui à la guerre est une attitude à la Ponce Pilate.

Il n'est pas étonnant non plus que Morrison arrive à la conclusion tragico-comique suivante dans son article-bréviaire : *«Le désir de Lénine de voir la défaite de son propre gouvernement impérialiste est complètement platonique dans la mesure où ça ne le conduit pas à proposer d'autres ac-*

tions que celle qui émane de la position fondamentale de non-appui à la guerre et de poursuite de la lutte de classes.» Comme si la lutte de classes, en temps de guerre, ne comprenait pas en soi cette opposition irréductible : l'avancée du prolétariat est égale à l'affaiblissement militaire de la bourgeoisie ; le renforcement militaire de la bourgeoisie est égal au recul du prolétariat !

Le dilemme est beaucoup plus grave. D'une part, des millions d'ouvriers, précisément les plus combattifs, sont mobilisés et ne peuvent donc faire un seul pas sans s'opposer *immédiatement* aux intérêts de leur impérialisme ; d'autre part, la lutte militaire pour l'exploitation du monde décide parallèlement de la direction de la contre-révolution internationale. Par rapport à cette situation objective à laquelle aboutit l'évolution du capitalisme pris globalement, comment éviter le problème de la défaite ou de la victoire de son propre impérialisme ? C'est impossible sans renoncer, partiellement au moins, aux devoirs de la lutte de classes prise internationalement. C'est bien le cœur de la question du défaitisme révolutionnaire.

Le monde actuel est une unité contre laquelle le prolétariat ne peut lutter sans réserve que s'il la personnalise en mettant un visage à sa propre bourgeoisie. Ce dont a besoin le prolétariat international et ce qu'il poursuit, c'est la défaite de la bourgeoisie internationale ; mais l'état de division qui lui est imposé par la société capitaliste canalise impérativement sa lutte dans les limites géographico-politiques de chaque nation. Il en sera ainsi tant que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir. La conception du défaitisme révolutionnaire identifie l'ennemi mondial à l'ennemi national, auquel il s'attaque à fond ; dans la conception de nos camarades américains, cette tête nationale, la seule que les masses voient et peuvent attaquer, se cache derrière la bourgeoisie mondiale.

En se cachant derrière la lutte de classes, les formulations tranchantes de Lénine, c'est-à-dire le défaitisme révolutionnaire, sont pour Morrison exactement le contraire de ce qu'elles signifient. En effet, si on le suit : 1) «Un parti révolutionnaire, comme tel, doit ignorer» la question de la défaite de son gouvernement ; 2) «On peut presque considérer comme un axiome que la défaite militaire infligée à un pays par les armées de Hitler, pays occupé par ces dernières, ne peut augmenter les chances de révolution.»

Nous n'allons pas réfuter ici l'impossibilité théorique, l'absurdité théorique d'une telle ignorance. Elle est déjà réfutée dans le deuxième point, où l'«ignorance» ou la neutralité devient ouvertement partielle, non en faveur de la défaite, mais en faveur de la victoire de sa propre bourgeoisie, afin d'éviter l'occupation hitlérienne. Le problème semble être mal posé intentionnellement. Chacun sait que la défaite de la France a fait croître les possibilités révolutionnaires, comme plus tard aussi la défaite des bourgeoisies alliées à l'Allemagne ou protégées par elle, en Grèce, en Italie, en France, en Belgique. Nos camarades français, en dépit de leur fai-

blesse organisationnelle, purent se poser la question de la possibilité de prendre le pouvoir.

En Pologne, pour faire référence à un pays où Hitler a vaincu, le mouvement ouvrier a réagi instantanément et a acquis une puissance et un radicalisme qui lui faisaient défaut auparavant, et que les conditions de désorganisation et de défaite de sa propre bourgeoisie ont objectivement favorisés. Le recul qui s'en est suivi immédiatement après est dû à l'impuissance des organisations révolutionnaires, excessivement petites pour affronter les besoins énormes de la lutte de classes et pour empêcher que l'état-major ne domine la situation. Telle est la raison principale de la période de passivité relative que l'on a pu observer en Europe après l'occupation allemande. Hitler en a bénéficié alors, tout comme les Alliés peuvent en tirer profit actuellement si l'impuissance des organisations révolutionnaires devait perdurer.

Mais dans le raisonnement de Morrison, la nature du système hitlérien remplace la raison fondamentale. Et, en changeant les facteurs, on change aussi l'attitude que l'on a vis-à-vis d'eux. Hitler, considéré comme un facteur déterminant, devient l'ennemi principal ; alors apparaît le «triomphalisme» révolutionnaire. Ainsi, notre parti américain est tombé dans la partialité que Trotsky attribuait aux opportunistes peu après la capitulation française : *«Du point de vue de la révolution dans son propre pays, la défaite de son propre gouvernement impérialiste est indiscutablement "un moindre mal". Cependant, les pseudo-internationalistes se refusent à appliquer ce principe par rapport aux pays démocratiques en déroute.»* Évidemment, le prolétariat de tous les pays occupés par Hitler serait bien plus en retard politiquement, s'il avait donné la victoire à sa propre bourgeoisie en la soutenant.

Mais, pourraient insister certains, n'est-il pas juste d'affirmer que nous devons continuer la lutte de classes pendant la guerre ? Oui, à condition de dire ou de sous-entendre qu'elle doit être dirigée contre la guerre ; non, si après avoir confirmé cette vérité élémentaire, à savoir que la seule méthode est celle de la lutte classe contre classe, on prétend limiter la lutte de classes à la routine des revendications économiques, comme si la guerre ne devait pas être nécessairement sa cible immédiate. Cette dernière conception étant celle de nos camarades, nous affirmons qu'ils se situent à droite du défaitisme révolutionnaire de la Quatrième Internationale.

Nous insistons sur le fait que le discours de Morrison, admis ou non explicitement par le parti, guide la conduite de ce dernier. Plusieurs déclarations faites aux tribunaux de Minneapolis et dans la presse concordent parfaitement avec son article. Avant même l'entrée des États-Unis dans la guerre, la presse de notre parti parlait déjà, tantôt explicitement, tantôt par sous-entendus, de «transformer la guerre impérialiste en une véritable guerre contre le fascisme». De nombreux articles se demandaient «comment vaincre Hitler», mais aucun ne se demandait comment lutter contre la guerre, et encore moins si le prolétariat américain devait,

ou pas, s'intéresser à la victoire de sa bourgeoisie. Certains articles, indignés, accusaient les bourgeois de saboter la production de guerre. Finalement, en lisant la presse de nos camarades, les ouvriers pouvaient constater que le SWP était favorable à la guerre «antifasciste», mais hostile aux méthodes de Washington.

Après l'entrée en guerre des États-Unis, le parti a persisté à «ignorer» la question de la défaite ou de la victoire, il a continué à ne pas soutenir la guerre et à ne pas lutter contre. La simple lecture de *The Militant* et de *Fourth International* montre bien que l'ennemi principal est loin d'être sa propre bourgeoisie. Le parti a volontairement refusé le rôle qui aurait dû être le sien par rapport à la guerre et à la lutte contre l'impérialisme de Wall Street. Cannon, dans une brève déclaration sur la guerre, publiée dans la revue théorique du parti, a répété en substance sa position sur le non-appui à la guerre, la non-lutte contre la guerre. À part ça, le SWP agit comme si les États-Unis n'étaient pas entrés en guerre. Nous n'avons pu constater aucun travail pratique du parti contre la guerre, sans même parler d'actions, nous n'avons trouvé trace d'un travail d'agitation et de propagande. Le fait de répéter à satiété que vaincre Hitler pour un gouvernement ouvrier serait un jeu d'enfants, ne signifiait rien et n'a rien signifié. Pour pousser les masses sur la voie du gouvernement ouvrier, il aurait fallu d'abord obligatoirement lutter contre la guerre, question dont dépendait le reste, et arrêter de présenter la défaite de Hitler comme préférable, pour les ouvriers américains, à la défaite de Washington.

La validité d'une politique apparaît plus clairement à long terme. A quoi riment aujourd'hui les avertissements sur «la véritable guerre contre le fascisme» et à quoi ont-ils servi ? Ils ne semblent avoir été qu'une échappatoire et un subterfuge, sans aucune utilité. Par contre, si le SWP avait soutenu une agitation active contre la guerre et s'il avait agi, dans la mesure de ses forces et des possibilités, aujourd'hui, il aurait la possibilité d'en récolter les fruits, et demain encore plus qu'aujourd'hui. Mais au lieu de planter courageusement, au milieu de l'ivresse patriotique, son drapeau antiguerre, dirigé clairement contre l'ennemi de classe intérieur, le parti s'est effacé, il a baissé la voix et a affiché sa neutralité. Les milliers d'ouvriers qui auraient pu l'écouter seraient aujourd'hui bien plus proches de nos positions et y adhéreraient pleinement vu les conséquences de la guerre qui allaient retomber sur eux de tous leur poids. L'éducation révolutionnaire du parti y aurait énormément gagné, ce qui n'est plus aussi évident après le cours opportuniste de ces dernières années.

Pour finir, Trotsky écrivait dans «Learn to think», publié par *Fourth International* en juillet 1938 : «*Pousser la lutte de classes jusqu'au bout – la guerre civile – est la tâche du défaitisme. Mais cette tâche ne peut être menée à bien que par la mobilisation révolutionnaire des masses, c'est-à-dire en élargissant, en approfondissant et en intensifiant les méthodes révolutionnaires qui font partie de la lutte de classes en “temps de paix”*».

Notre parti américain, à l'inverse, les a *restreintes, superficialisées* et

amointries. Que l'on nous prouve le contraire et nous n'aurons aucun inconvénient à reconnaître notre erreur par rapport au contenu général de cette critique.

LA «DÉFENSE DE LA POLITIQUE DE MINNEAPOLIS»

C'est le titre d'un document de Cannon qui répond à une brève critique de notre camarade Munis. Y répondre serait fastidieux, parce qu'il est principalement constitué de citations ; il nous faudrait donc les reprendre une par une, les remettre dans leur contexte, puis les appliquer au contexte américain. Le principal défaut de la «défense» est le même que celui des audiences de Minneapolis. Elle contourne continuellement les problèmes posés, répond à côté, se cache et altère même le contenu de la critique pour avoir le malin plaisir de pouvoir la harceler à coup de citations de Lénine, de Trotsky et de Marx. L'essence de ses arguments est réfutée tout au long de ces pages, même quand nous ne nous y référons pas explicitement. Cependant, nous ne nous priverons pas de réfuter certains arguments en particulier, et de démontrer comment «la défense» élude les vraies réponses. D'autant que les écrits de Cannon ont été amplement diffusés et acclamés comme parole d'évangile.

La «défense» de Cannon repose sur deux arguments qu'il considère essentiels et expliqueraient tout ce qui a été dit à Minneapolis. Il prétend qu'ils n'auraient pas été pris en compte («overlooked») par la critique. Les réfuter, c'est réfuter toute la défense de Cannon.

Le premier argument, le principal, c'est le contexte social américain. Le dirigeant américain du SWP le décrit en ces termes : *«Les États-Unis, où le procès a eu lieu, sont de loin la nation la plus riche de toutes, raison pour laquelle elle peut encore se permettre le luxe des formes de la démocratie bourgeoise à l'époque du déclin et de la décadence du capitalisme. Les syndicats, qui ont été détruits en Europe, dans un pays après l'autre, fleurissent aux États-Unis, et leurs membres ont doublé au cours de la même période, en partie avec l'aide du gouvernement. La liberté de parole et de la presse, supprimée ou réduite à une simple parodie dans d'autres pays, est virtuellement illimitée ici (sic). Les élections se sont déroulées suivant les règles normales de la démocratie bourgeoise, traditionnelles aux États-Unis depuis plus d'un siècle, et de grandes masses d'ouvriers ont pu y participer librement (sic). La bourgeoisie américaine, riche et favorisée, a pu, en dépit des crises dévastatrices, maintenir le niveau de vie des ouvriers américains bien au-dessus de celui des autres pays»*. Nos idées, poursuit Cannon, *«devraient être simplifiées au maximum, devraient être rendues plausibles aux ouvriers et devraient être illustrées, autant que faire se peut, par des exemples connus de l'histoire américaine»*.

Tout cela a l'air bien sensé. Mais nous pensons précisément que, sur les questions fondamentales, cela n'a pas été fait, à moins de penser que simplifier équivale à faire des concessions aux préjugés du contexte environnant. Durant le procès, nos camarades n'ont même pas essayé de souligner

le mensonge de la démocratie yankee, sa caractéristique la plus évidente depuis des décennies. Dans aucun autre pays, la vérité officielle, créée par l'éducation bourgeoise et le contrôle du grand capital sur la presse, le cinéma, la radio, les maisons d'édition, etc., ne pénètre autant la conscience sociale. Le pouvoir de l'argent est plus absolu que nulle part ailleurs. Révéler cette vérité au grand jour, en l'illustrant avec des chiffres et des faits de l'histoire vivante américaine (ce n'est pas ce qui manque), aurait constitué la simplification de nos idées la plus adaptée au niveau des ouvriers et aux exigences politiques du moment. Mais lorsque le SWP affirme que notre opposition à la guerre est «politique», que nous ne pouvons que parler et obéir, que nous ne devons en aucune façon entraver la poursuite de la guerre bourgeoise et que cette guerre doit se transformer en véritable guerre contre le fascisme, etc., nous ne pensons pas qu'il s'agisse là d'une simplification de nos idées dans un certain contexte, mais plutôt que ce contexte a influencé nos idées. Rien, dans la défense adoptée à Minneapolis ne révèle au prolétariat la pourriture du cadre démocratique que décrit Cannon dans sa défense. Pourtant, ne serait-ce que sur la liberté de parole et de la presse, il y aurait beaucoup à dire, tout le monde le sait.

Durant les audiences, de longs dialogues entre Cannon et Goldman ont cherché à démontrer que la bourgeoisie américaine, *à l'avenir*, empêcherait ou essaierait d'empêcher par la violence l'exercice de la volonté socialiste de la majorité. Précisément, pendant que se tenait le procès, le gouvernement réprimait violemment des grèves, frappait des ouvriers, occupait militairement des usines et s'opposait à des augmentations de salaires. Ces exemples, et des centaines d'autres, auraient pu être mentionnés pour démontrer le rôle de la violence dans le pays le plus libre et illustrer le caractère antiprolétarien et dictatorial d'un gouvernement démocratique. Mais cela n'a pas été fait, la défense a préféré citer l'exemple de Jefferson, très accessible et très adapté aux circonstances, semble-t-il. Pour faire comprendre la notion de guerre impérialiste et le grand rôle contre-révolutionnaire que jouerait le gouvernement américain triomphant, ce ne sont pas les exemples qui manquaient pour illustrer le pouvoir étouffant du capital financier de Wall Street dans le monde entier et tout particulièrement en Amérique Latine ; on aurait pu citer les diverses expéditions militaires au Mexique, au Nicaragua, les coups portés à Cuba, Porto Rico, aux Philippines, etc. Bien «des exemples connus de l'histoire américaine» ont été oubliés ! Et, par hasard, ne sont-ce point ces exemples qui auraient pu faire comprendre aux ouvriers américains le besoin de lutter contre la guerre impérialiste et de fraterniser avec les exploités des autres pays ? C'est sur leur dos que la bourgeoisie américaine essaie de soudoyer les ouvriers américains avec un niveau de vie plus élevé !

La critique de Munis en revient expressément à ceci : «il doit y avoir beaucoup d'ouvriers, parmi ceux qui ont écouté Cannon et Goldman, qui ont subi la violence quotidienne de la société bourgeoise pendant des grèves, des meetings, des manifestations ; tous, sans exception, subissent

la violence habituelle de devoir travailler pour un salaire établi sur le marché du travail, sous peine de périr ; la violence, beaucoup plus sensible de l'imposition de la guerre ; la violence éducative, la violence informative qu'imposent les trusts journalistiques. Loin d'avoir reçu une vision consciente du milieu dans lequel ils vivent et d'avoir été prédisposés à se rebeller contre lui, ils ont été tranquilisés par rapport au présent. La bourgeoisie n'emploiera la violence que plus tard». Par conséquent, la réponse de Cannon contourne le problème au lieu de l'affronter.

Loin de négliger le besoin de décortiquer nos idées pour les ouvriers américains, notre critique reprochait que cela n'avait pas été fait. Lorsque Cannon conclut : «*Nos critiques parlent en termes de processus en général et de principes en général qui, semble-t-il, doivent être formulés et expliqués aux ouvriers en général précisément de la même manière*», il parle dans le vide et il complique la discussion au lieu de la simplifier. La pierre angulaire sur laquelle repose sa «*Défense de la politique de Minneapolis*» n'est pas plus solide qu'un tas de sable.

On nous reproche également d'avoir sous-estimé les impératifs légaux. Ce reproche n'a aucun fondement, surtout après la brochure *Défense de la politique de Minneapolis*.

La politique d'un parti révolutionnaire – à plus forte raison en temps de guerre – fait partie d'un tout et *ne tient compte que des* besoins de la révolution prolétarienne. Nous la défendons légalement si nous le pouvons, légalement et illégalement si besoin est, et enfin seulement illégalement si nous y sommes contraints. Mais d'une façon ou d'une autre, ou en combinant les deux, notre stratégie doit répondre à tous les besoins politiques du prolétariat.

En supposant qu'il ait été impossible d'aller plus loin, une partie de ce qui a été dit à Minneapolis pourrait être justifié comme la version légale de notre programme, ce que les lois permettaient de dire sans compromettre l'appareil du parti sous la démocratie bourgeoise. Mais la politique du SWP avant, pendant et après Minneapolis, a coïncidé pleinement avec ce qui s'y est dit ; dans la brochure de Cannon, les déclarations du procès sont présentées comme une politique juste et suffisante en soi. Il ne pouvait en être autrement, puisque le parti n'avait rien d'autre à ajouter. D'après nos camarades, ce qui pouvait se dire à l'époque et ce qui pouvait être fait légalement, et plus concrètement les propos tenus à Minneapolis, correspondaient parfaitement à tous les besoins politiques du prolétariat américain. Les déclarations publiques correspondaient à ce que l'on pouvait dire dans le contexte américain. Nous n'avons pas d'avis sur la question, puisque nous ignorons jusqu'où le parti aurait pu aller sans se heurter à la loi bourgeoise. Cela étant, nous affirmons que la politique défendue légalement par le SWP ne correspondait pas aux besoins révolutionnaires.

Il est faux de prétendre que le non-appui à la guerre, la définition du sabotage comme une tentative d'obstruction du fonctionnement des industries, des transports et des forces militaires, soient seulement une version

du défaitisme révolutionnaire acceptable par les lois bourgeoises. En effet, une telle position va à l'encontre du contenu même du défaitisme révolutionnaire. Une tactique permettant d'éviter la répression bourgeoisie est admissible à condition de ne dire aux ouvriers que la pure vérité ; mais même dans ce cas, ça ne passerait pas, parce que la formulation légale choisie par le SWP contredisait trop ouvertement la formulation révolutionnaire. Et il est évident que l'activité du parti s'est parfaitement ajustée à ce qui a été dit à Minneapolis et à ce qui a été répété ensuite sous tous les angles possibles et imaginables.

Le second reproche important que la «défense» nous adresse est également sans fondement. Au lieu de répondre à notre critique, la «défense» se cache derrière un parapet qu'elle détruit elle-même puisqu'elle affirme que la politique du procès était juste et suffisante par rapport aux conditions sociales existantes aux États-Unis.

La brochure reproduit aussi, en guise d'argument important, une lettre de Trotsky à propos d'un procès qui a eu lieu au Texas contre certains de nos camarades. Cette lettre fut publiée dans *Fourth International*, en octobre 1940. Elle recommande de ne pas provoquer la répression, d'indiquer les méthodes les plus paisibles pour arriver au socialisme, de défendre les droits démocratiques par nos propres moyens, et de dire qu'à un moment donné, les soixante familles balayeront les institutions démocratiques et les remplaceront par une dictature réactionnaire.

A Minneapolis, ils ont fait de cette tactique une caricature totalement déformée. Il ne s'agissait plus simplement de ne pas provoquer mais de s'écraser en mettant nos idées au goût des fines bouches petites-bourgeoises ; la défense des droits démocratiques des masses est devenue l'acceptation de la castration démocratique américaine ; le cours contre-révolutionnaire des soixante familles qui est actuel et bien vivace, que le monde et les masses américaines subissent déjà, est devenu une perspective lointaine à peine perceptible, un problème pour demain et non pour aujourd'hui. Les méthodes les plus paisibles pour arriver au socialisme sont devenues du pur constitutionnalisme. Et pour couronner le tout, l'ensemble a été présenté aux masses comme l'ABC du trotskysme...

Le camarade Cannon, sachant que l'ultragauchisme tombe facilement dans des répétitions schématiques, accuse la critique de Minneapolis d'ultragauchisme et de fétichisme envers Lénine, alors qu'il nous sort lui-même une défense pleine de citations, à bon ou mauvais escient, de Lénine et de Trotsky ! Et pour que l'on puisse croire à son accusation, il a dû changer le sens d'un paragraphe de notre critique, ainsi que celui d'autres passages pour pouvoir lancer d'autres accusations.

Au cours du procès, l'accusation a lu les paroles suivantes de Lénine à Cannon : «*Lors d'un soulèvement, il est de notre devoir d'exterminer sans pitié toutes les autorités civiles et militaires les plus importantes.*» Notre ami, après avoir exprimé son désaccord avec cette phrase, d'autant qu'il ne s'agit pas d'une déclaration du parti, a ajouté : «*Nous sommes contre*

l'extermination de quiconque, sauf dans le cas d'une véritable lutte armée où sont appliquées les lois de la guerre.» Dans notre critique de la défense adoptée à Minneapolis, nous avons pris cette phrase comme un bon exemple de la façon évasive d'aborder la plupart des questions. Et nous insistons : qu'est-ce qu'un soulèvement sinon une lutte armée ?

Au lieu de répondre à cette objection, à ce qui est fondamental, Cannon s'en tient au mot «refuser» qui a été employé accessoirement, pour conclure triomphalement : «*Devons-nous répéter ce qu'a dit Lénine mot pour mot ?*»

Pas du tout, camarade Cannon ; l'immense domaine de la création vous est largement ouvert. Loin de nous l'idée d'imposer à quiconque la simple répétition des classiques du marxisme ! Par contre, nous exigeons que l'on ne joue pas à cache-cache avec nos idées sous prétexte de les présenter de façon tactique, et que l'on n'en change pas la signification. Dans cette citation, Lénine propose-t-il d'égorger les autorités à n'importe quel moment ?

C'est pourtant ce que la réponse de Cannon sous-entend. Est-il vrai qu'il ait été dit, tacitement ou explicitement, que cette citation de Lénine «ne s'applique pas à notre propagande aux Etats-Unis en 1941», comme le prétend la «défense» ? Avons-nous demandé au SWP qu'il se consacre, en 1941, à égorger les autorités américaines ? Tout ce qui était limpide n'a-t-il pas été esquivé, changé au cours du procès, y compris une citation de Cannon lui-même ? Tout cela pourrait s'éclaircir rapidement, à condition d'aller à l'essentiel, sans déformer les faits pour confirmer une idée préconçue.

Nous sommes désolés d'ajouter un autre exemple de cette déformation, mais c'est la *Défense de la politique de Minneapolis*, brochure à laquelle nous nous référons pour juger la politique du SWP, qui nous y oblige. Déformer ou éviter le problème en question, ou même parfois se taire, est une pratique courante du camarade Cannon. Nous nous contenterons de ce deuxième exemple avant de passer à des questions beaucoup plus importantes. Page 57, Cannon déclare : «*Le camarade Munis semble attribuer au sabotage une vertu en soi. Pour notre part, nous n'admettons le "sabotage" que comme un complément secondaire des actions de masses ; c'est-à-dire quand ce n'est plus du sabotage à proprement parler*³⁵. *La différence est fondamentale.*» À Minneapolis, non seulement les camarades du SWP ont rejeté le sabotage en général, ils l'ont de plus identifié à tout ce qui pouvait faire obstruction aux industries, aux transports et à l'armée. Saluons cette évolution du camarade Cannon, et voyons ce qu'il dit ensuite : «Munis écrit : "*Je crois que le sabotage est une méthode tac-*

³⁵ Nous verrons, lorsque nous aborderons la question nationale, qu'il l'admet, comme sabotage individuel et comme insurrectionnalisme sporadique de minorités, au «sens propre» du mot ; mais en territoire ennemi.

tique, dont l'application, qui peut être néfaste à certains moments, est absolument indispensable au plus fort de la lutte".» (Souligné par Cannon.). Ensuite, notre ami nous explique que le sabotage est toujours néfaste, «lorsqu'il est employé en substitution de l'action de masses». Et il finit, une fois de plus triomphalement, en montrant la contradiction entre la formulation de Munis et celle de Trotsky dans *«Learn to think»*.

Mais cette contradiction n'existe que dans la tête de Cannon, pour ses besoins polémiques. Prétendre que Munis défend le sabotage comme méthode d'action se substituant à l'action des masses, contre la guerre, ou contre quoi que ce soit, c'est ignorer le contenu de la critique. Après le paragraphe critique que cite Cannon, on peut lire un exemple qui ne laisse aucun doute et qui empêche toute fausse interprétation. Nous allons le rappeler nous-mêmes, puisque Cannon le néglige totalement :

Si sur un front, se présentaient des conditions permettant la fraternisation, et que les commandants des deux armées en présence voulaient l'empêcher en mobilisant des troupes moins disposées à fraterniser avec «l'ennemi» ou en ordonnant l'attaque, le sabotage serait évidemment alors indispensable pour contrer cette manœuvre et permettre la fraternisation. Il ne s'agit, ni plus ni moins, que du sabotage comme complément de l'action des masses, comme l'une de ses manifestations. Alors pourquoi notre camarade nous assène-t-il autant de citations contre le sabotage en tant que méthode d'action individuelle ? Ni Lénine, ni Trotsky, ni Marx, ni Engels, même réunis par Cannon, ne peuvent dissimuler qu'à Minneapolis, le sabotage a été condamné en soi, et que sa définition englobait les actions pratiques de lutte contre la guerre. Donc, encore une fois nos camarades ont tergiversé et cherché une échappatoire mais ne nous ont pas répondu.

Le camarade Cannon pense que la position de Lénine sur la violence ressemble à celle qu'il a défendu à Minneapolis. C'est pourquoi il nous assène encore une fois un nombre considérable de citations. Il insiste tout particulièrement sur une résolution du Comité Central bolchevik, qui est devenue une circulaire *en mai* 1917. Cette circulaire nie que le parti bolchevik ait menacé de lancer une guerre civile, «*parce qu'actuellement, alors que les capitalistes et leur gouvernement ne peuvent pas et n'osent pas employer la violence contre les masses, alors que les masses de soldats et d'ouvriers expriment librement leur volonté, alors qu'elles choisissent et remplacent librement tous les fonctionnaires publics... toute idée de guerre civile serait naïve, dénuée de sens et une stupidité*». «*Le gouvernement des capitalistes et sa presse essaient de cacher, par le tapage sur la prétendue guerre civile, le fait qu'ils refusent, eux qui ne constituent qu'une insignifiante minorité de la population, de se soumettre à la volonté de la majorité*».

Et Cannon d'ajouter : «*Cela ne ressemble-t-il pas étrangement au "dialogue lamentable pour déterminer qui a commencé à utiliser la violence", que Munis a critiqué de façon si hautaine ?*»

Comparons avec flegme avant de trancher : la Russie était en pleine période de dualité de pouvoirs, avec une nette prédominance pour les soviets, auxquels les ministres bourgeois eux-mêmes devaient rendre des comptes ; aux États-Unis, nous avons affaire à une démocratie dégénérée où tout est soustrait au contrôle des masses et détenu par les grands capitalistes – à l'exception de la formalité de voter tous les quatre ans. En Russie, régnait une ambiance de surexcitation révolutionnaire ; les masses allaient de l'avant et le parti bolchevik lui-même courait le risque d'être entraîné dans des aventures insurrectionnelles. La déclaration précitée fut élaborée à la veille des journées de juillet faillirent transformer en défaite le chemin victorieux de la révolution.

Inversement, aux États-Unis, la propagande bourgeoise empoisonne et contrôle la conscience des masses. En Russie, il était nécessaire de tempérer afin d'éviter une insurrection prématurée ; aux États-Unis, il fallait redoubler d'efforts pour que les masses se défassent du fardeau des idées bourgeoises. En Russie, les capitalistes et leur gouvernement n'osaient pas prendre l'initiative d'écraser, les armes à la main, le mouvement révolutionnaire en expansion. Ils auraient voulu que ce dernier, surestimant ses propres forces, tente une insurrection leur permettant de l'écraser. Aux États-Unis, il n'y avait aucun débordement et c'est le gouvernement réactionnaire qui avait l'initiative et la capacité d'exercer la violence.

Et surtout, lorsque dans cette citation de Lénine, ou dans d'autres, il est question de violence et de guerre civile, il est fait référence à la violence suprême, celle de l'insurrection. Mais, qu'y avait-il en Russie si ce n'est une guerre civile atomisée, qui n'était pas divisée en fronts militaires, mais en fronts de classe, avec leur incessante violence quotidienne ? Vu l'existence des soviets, leur extension continuelle et l'influence de plus en plus grande des bolcheviks en leur sein, la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie s'exprimait dans les organes ouvriers du pouvoir ; elle s'y canalisait, pour ainsi dire, rendant même possible le passage de tout le pouvoir au prolétariat sans en passer par la guerre civile dans un sens strictement militaire.

Au contraire, il fallait empêcher que la guerre civile éclate de façon prématurée, pour que le processus atomisé de la guerre civile entre les soviets et le pouvoir bourgeois ait le temps de pencher définitivement en faveur des premiers. En dénonçant le fait que les capitalistes ne voulaient pas se soumettre à la volonté du peuple, le parti bolchevik voulait dire : «La volonté de la majorité s'exprime par le fait que les soviets appuient de plus en plus les bolcheviks. La bourgeoisie voudrait que nous lui fournissions un prétexte insurrectionnel pour nous écraser en même temps que les soviets. Nous n'avons pas encore assez d'appuis au sein de la population pour prendre le pouvoir. Laissons le temps au processus qui est en train de changer la majorité au sein des soviets. Cela nous permettra d'être dans de bonnes conditions pour faire face au gouvernement bourgeois en mettant toutes les chances de notre côté.»

Qu'y a-t-il de comparable avec les conditions américaines et avec les promesses faites à Minneapolis de se soumettre et d'obéir aux ordres de la majorité parlementaire ? Rien, si ce n'est la plus grossière des apparences. Lorsque le SWP a parlé de majorité, il s'est référé à la majorité démocratico-bourgeoise, constitutionnelle ; lorsqu'il a refusé la violence, il ne s'est pas référé à la violence suprême, à l'insurrection, mais à la violence de moindre importance, inséparable de la lutte de classe, sans laquelle aucune action révolutionnaire ne peut être menée à bien. Au lieu de dénoncer le gouvernement et la bourgeoisie en tant que protagonistes actuels de la violence, il a seulement prévu qu'elle l'emploierait un jour. Il a fermé la voie de la résistance à la violence gouvernementale et bourgeoise en recommandant de se soumettre à la volonté de la majorité et d'obéir aux ordres³⁶. Il a confondu le respect obligé de la volonté de la majorité des exploités en faveur du changement de régime, en faveur de l'insurrection contre la bourgeoisie, avec le respect, dans l'action quotidienne de la lutte de classes, de la volonté, de l'inertie ou de l'inexpérience – selon les goûts – de la majorité sociale. Il a appliqué une position définie pour une situation de dualité de pouvoirs penchant fortement du côté du pôle prolétarien en Russie, à une situation de dictature légale des soixante familles américaines, et de domination bourgeoise sur la conscience ouvrière.

La «surprenante coïncidence» entre les propos tenus à Minneapolis et les déclarations des bolcheviks, est de même nature que la ressemblance entre un être vivant et son cadavre. Une «surprenante coïncidence» similaire aurait pu permettre de condamner à Minneapolis le système des soviets en général, et ce, en se référant à Lénine. En effet, à un moment donné, Lénine a pensé qu'il fallait abandonner les soviets parce qu'ils étaient inféodés aux traîtres et, par leur intermédiaire, à la bourgeoisie. Réciter comme un perroquet des citations de Lénine, de Trotsky ou de n'importe quel autre révolutionnaire ne sert à rien pour nous critiquer. Nous aurons encore l'occasion de le prouver au sein de l'Internationale.

Le camarade Cannon s'indigne plus particulièrement lorsque nous demandons que son parti agisse contre la guerre. Nous lancer dans des actions, alors que nous ne sommes qu'une petite minorité ? Ça, c'est de l'aventurisme, du putschisme, de l'anarchisme, déclare-t-il. Et, en mélangeant une fois de plus les notions d'action décisive et celles d'actions quotidiennes, il refuse l'action en général. Ses citations de Lénine n'ont rien ou presque rien à voir avec le sujet traité. Concrètement, par rapport à

³⁶ Pour se disculper, Cannon mentionne une de ses réponses à l'accusation, réponse dans laquelle il n'eut pas d'autre choix que de se solidariser avec une action violente du Parti menée quelques années auparavant. Cet argument se retourne contre lui, parce que la réponse, qu'il s'est vu forcé de donner, est en contradiction flagrante avec tout ce qu'il a volontairement déclaré.

l'action contre la guerre, Lénine disait : «*Mourir à la guerre entre esclavagistes, mourir comme esclaves aveugles et impuissants, ou mourir dans les "tentatives de fraternisation" entre esclaves pour en finir avec l'esclavage. Dans la réalité, c'est ainsi que se pose la question pratique.*»

«*L'appel à la "lutte révolutionnaire contre la guerre" n'est qu'un cri vide de sens, un cri que savent aussi lancer les héros de la II^e Internationale, lorsqu'il n'implique pas d'actions révolutionnaires contre le **gouvernement dont on est le sujet**, et d'actions en temps de guerre.*»

«*Cependant, s'il n'y a pas d'actions de ce genre, les millions de phrases, pour aussi révolutionnaires qu'elles soient sur la lutte contre "la guerre, les conditions, etc." ne seront que tromperie.*» (V.I. Lénine, Contre le Courant, p. 86, 116 et 117).

Et pour sa part, le troisième congrès de l'Internationale communiste déclarait dans sa *Thèse sur la tactique* (chapitre : *Combats et revendications partielles*) : «*Les partis communistes ne peuvent se développer que par la lutte. Même les plus petits partis communistes ne doivent pas se limiter à la simple propagande et à l'agitation.*»

Des citations comme celles-là, nous en avons à revendre. Ce qui est surprenant, c'est que nous devions les rappeler. Mais le SWP s'est prononcé contre les actions en général, tant qu'il ne disposerait pas de la majorité, c'est-à-dire jusqu'au moment même de la prise du pouvoir. Et cette position-là est inadmissible. Aucune citation de Lénine ou de Trotsky ne va dans ce sens.

Face à ce conformisme, le cri de protestation qu'exprime la «Critique du procès de Minneapolis» – «*nous demandons, nous incitons à la violence momentanée de la majorité contre la violence permanente, organique, de la minorité réactionnaire*» – correspond indiscutablement à la situation américaine et aux besoins de désintoxication du prolétariat au moment des audiences de Minneapolis. C'est en vain que le camarade Cannon s'est efforcé de présenter et de rejeter notre position comme étant du blanquisme.

Dans la pratique, nous avons déjà eu l'occasion de nous opposer à des actions prématurées du prolétariat dont nous avons prévu qu'elles pourraient avoir des effets contraires : en octobre 1934 et en mai 1937. Nous ne pouvions donc pas recommander au parti américain de faire ce que nous-mêmes n'avions pas jugé opportun, dans une situation qui était révolutionnaire et alors que nous étions bien plus proches des masses. Mais en nous opposant à une action, à une violence décisive – sans cesser de l'appuyer totalement si malgré tout elle se produisait – nous ne condamnions pas le besoin d'action et de violence défensive des masses contre leurs ennemis ; nous l'avons fait dans des procès bien plus durs que celui de Minneapolis, entre les quatre murs des cachots de la Guépéou, sans que les masses nous appuient et en sentant sur nos tempes la froideur d'un pis-

tolet³⁷. Nous n'avons rien demandé d'autre au parti américain. Le camarade Cannon aurait pu éviter de nous infliger ses leçons sur la «violence individuelle» et les «insurrections partielles ou de petits groupes». Il aurait au moins pu répondre au lieu de contourner le problème.

Comme dans le cas des citations, la «défense» se raccroche à la légalité – permettez-nous cette expression – de certains textes pour justifier le refrain de Minneapolis : «*Nous préférons que la transition au socialisme se déroule de façon pacifique.*» Si cela peut vous tranquilliser, nous pouvons dire que nous aussi, malgré notre réputation d'ultragauchistes, nous préfererions qu'il en soit ainsi. Si, un jour, le pouvoir nous tombait entre les mains pacifiquement, nous promettons de ne pas le rejeter uniquement pour avoir le plaisir de le reprendre ensuite en employant la violence. Personne, jamais, ne peut exclure absolument cette possibilité. Si nous nous placions sur ce terrain, nous pourrions tout aussi bien dire que les capitalistes renonceront peut-être un jour à leurs privilèges et à leurs propriétés pour le bien de la société, surtout si une bonne situation leur était assurée... Et s'ils ne renonçaient pas pour le bien de la majorité, alors nous, la majorité, nous ferions la révolution. N'avons-nous pas l'exemple de la noblesse française qui s'est dé faite généreusement de ses droits féodaux devant les États Généraux en 1789 ? Nous pouvons donc dire que nous préfererions une transition pacifique au socialisme. Mais la discussion n'avance pas d'un millimètre pour autant. Ce qu'il faut savoir c'est si cette formulation convient ou non à l'éducation révolutionnaire des masses, alors que le contexte de la société présente est extrêmement violent. Autrement dit, il faut savoir si cette fameuse transition est de plus en plus probable, ou de plus en plus improbable.

Le SWP lui-même, en défendant l'instruction militaire sous contrôle syndical, s'est référé à la militarisation du monde, où l'on observe une forte propension à régler les problèmes les armes à la main. Ensuite, ce qui importait, c'était d'expliquer aux masses que l'oppression du grand capital s'impose de plus en plus dans ce monde ; il fallait leur montrer que les rapports entre les classes étaient de plus en plus tendus, de plus en plus violents ; il fallait affirmer que le monde se dirige vers la plus implacable des guerres civiles. De tels propos auraient pu être tenus sans oublier de faire retomber la responsabilité sur qui de droit, la bourgeoisie, en montrant clairement sa culpabilité. Tout cela était particulièrement nécessaire dans le cas du prolétariat américain qui n'a pas encore bien compris ce qu'est l'impérialisme – mis à part la notion élémentaire d'oppression directe, par l'occupation d'une autre nation – et qui croit qu'il vit dans le meilleur des mondes grâce à son niveau de vie, aux élections tous les

³⁷ Nous ne le voulions pas, mais nous sommes obligés de rappeler ces événements parce que le camarade Cannon a eu le culot de qualifier notre critique de Minneapolis de radicalisme purement verbal.

quatre ans et à une liberté de la presse et une liberté de parole bien dosées. En réalité, aux audiences de Minneapolis, toutes ces réalités ont été occultées sous la formule générale de transition pacifique. Les quelques prévisions et avertissements qui ont été lancés durant le procès n'ont occupé qu'une place secondaire, parce que l'attitude du parti était fondée sur le schéma de la transition pacifique au socialisme. Et au bout du compte, le parti a endormi la conscience ouvrière au lieu de la réveiller.

Le camarade Cannon peut nous présenter tous les textes qu'il voudra, nous continuerons à dire : à Minneapolis, ce problème et tous les problèmes importants ont été abordés de la façon qui convenait le moins à l'éducation des masses, surtout en cas de victoire américaine à l'issue de la guerre, victoire parfaitement prévisible. On aura beau chercher dans les déclarations de Minneapolis, on ne trouvera aucune phrase qui prévienne clairement le prolétariat que Wall Street et la Maison Blanche ont l'intention de l'utiliser comme bourreau de la révolution européenne et mondiale. L'emprise dictatoriale de la minorité des capitalistes très riches sur la société américaine n'a pas non plus été dénoncée. Cependant, ces deux éléments, combinés, accentuent sans cesse le caractère contre-révolutionnaire et quasi bonapartiste de la démocratie yankee.

Référons-nous maintenant à l'argument le plus clinquant du camarade Cannon. Il est tiré de «*The case of Leon Trotsky*». À l'une des audiences dirigées à Coyoacán par la Commission d'enquête sur les procès de Moscou, il fut demandé à Trotsky ce qu'il ferait au cours de la guerre en France si ce pays était l'allié de l'URSS, et celui-ci rétorqua tout d'abord que la réponse se trouvait dans la thèse «*La Quatrième Internationale et la guerre*». Ensuite, il répondit par une déclaration que brandit Cannon avec emphase : «*En Allemagne et au Japon, j'appliquerais des méthodes militaires dès qu'il me serait possible de combattre, de m'opposer et d'endommager l'appareil militaire du Japon, de le désorganiser, à la fois en Allemagne et au Japon. En France, je m'opposerais politiquement à la bourgeoisie et je préparerais la révolution prolétarienne.*»

La «défense» exhibe cette réponse de Trotsky comme une confirmation irréfutable de la position qu'elle a soutenue à Minneapolis. Il nous semble au contraire que cet argument est facilement réfutable. Tout d'abord, l'«opposition politique» prêchée par le SWP ne se fondait pas, et ne pouvait pas se fonder sur l'alliance encore inexistante entre les États-Unis et l'URSS ; elle ne pouvait être induite que par les rapports du prolétariat américain avec la bourgeoisie et la guerre, par ses propres intérêts immédiats. La politique du parti est exactement la même à partir des premières formulations de la politique militaire, en 1940, et se situe encore plus à droite dans l'article de Goldman de 1941 que nous avons cité au début. A cette époque, les camarades américains auraient dû défendre l'«opposition politique», comme ils l'ont eux-mêmes définie (non-appui à la guerre, non-lutte contre la guerre) pour l'Allemagne et ils auraient dû toujours la défendre dans le cas du Japon, ce qu'ils sont très loin d'avoir

fait. De ce côté-là, l'argument ne tient pas debout. Nous préférons laisser tomber. Mais si les camarades américains insistent, nous pourrions nous étendre sur la question.

D'autre part, cette déclaration, par rapport à toutes celles qui ont été faites devant la Commission de Coyoacán, est celle qui nous semble la plus insuffisante. Trotsky lui-même – et Cannon le répète – a prévenu que certaines réponses pouvaient contenir des erreurs. Et en reprenant à notre compte l'idée de Cannon sur le sabotage, qu'il considère comme une action néfaste si elle est utilisée en marge de l'action des masses, nous pouvons l'inviter à reconnaître que la réponse citée doit être considérée comme inappropriée. Comme le camarade Cannon l'a fait par rapport aux citations de Lénine et de Trotsky qui lui furent soumises à Minneapolis, il aurait dû une fois encore, et dans ce cas-là à bon escient, considérer la citation comme une déclaration «non officielle» de notre mouvement, selon ses propres paroles.

La vraie réponse de Trotsky se trouve dans la thèse *«La Quatrième Internationale et la guerre»* : *«Le prolétariat d'un pays capitaliste allié à l'URSS doit maintenir pleinement et complètement son hostilité irrémédiable envers le gouvernement impérialiste de son propre pays. Mais dans l'action pratique [diable, ce texte prône l'«action pratique» ! Dira-t-on qu'il s'agit aussi de blanquisme ?, G.M.] peuvent surgir des différences considérables qui dépendront de la situation concrète de la guerre. Par exemple, il serait absurde et criminel, en cas de guerre entre l'URSS et le Japon, que le prolétariat américain sabote l'envoi de munitions américaines en URSS.»*

Dans la pratique, le SWP n'a pas dû forcer la main de la bourgeoisie américaine qui souhaitait elle-même livrer des munitions à l'URSS. La différence entre un pays capitaliste allié à l'URSS et un pays capitaliste qui ne l'est pas se limitait au fait de considérer les besoins de la défense de l'État ouvrier dégénéré, et cela uniquement en fonction de la situation concrète de la guerre. L'«opposition politique» de nos camarades, détachée des besoins de la défense de l'URSS, modifie toute la politique de la Quatrième Internationale par rapport à la guerre. Cette «opposition politique» n'a aucun fondement dans notre mouvement. Ce n'est pas un hasard si Cannon a recours à la déclaration de Coyoacán, prononcée dans un anglais qui laisse à désirer, et non à la thèse *«La Quatrième Internationale et la guerre»*, document qui est indiscutablement plus important et plus complet.

Pour conclure ce chapitre, tout au long de sa brochure, Cannon nous accuse continuellement d'ultragauchisme : il considère que notre «Critique» tergiverse sur la question du sabotage que nous avons déjà mentionnée. L'accusation est tellement fantasmagorique que nous la négligerions si des camarades américains ne l'avaient pas reproduite, en l'étendant au passé et à l'organisation de la Quatrième Internationale espagnole en général. Cessez-vous un jour de brandir des concepts de fa-

çon pompeuse ? On ne réussit, en les disant à la légère, qu'à leur enlever leur véritable signification. Tous les camarades américains qui ont parlé de l'ultragauchisme des camarades espagnols l'ont fait à la légère, tout simplement parce qu'aucun ne connaît, ne serait-ce que sommairement, ce qu'ont fait les membres de la Quatrième Internationale en Espagne ; surtout à partir de la rupture avec la vieille Gauche communiste. Que cesse donc le bombardement d'accusations sans fondements !

Quant à l'accusation globale lancée contre la «Critique du procès de Minneapolis», nous nous limiterons à dire ce qui suit, en laissant à la discussion mondiale le soin de nous ausculter pour dénicher chez nous les ultragauchistes : si la critique de Minneapolis doit être considérée ultragauchiste, alors il faut mettre dans le même sac tous les grands procès menés contre des révolutionnaires connus jusqu'à maintenant. Minneapolis représenterait une exception historique dans la tactique des procès de révolutionnaires. Avec ce genre de critère, Karl Liebknecht, face au tribunal militaire, serait pire qu'un ultragauchiste, ce serait un provocateur ou un fou à lier. Inutile de dire que nous préférons ce genre de folie à la sagesse de Minneapolis.

LA QUESTION NATIONALE

Cette question, en particulier à cause de son caractère en Europe, entraîne de nombreuses divergences assez importantes, même si dans les grandes lignes, il existe de nombreux points d'accord. La position du SWP n'a pas été complètement uniforme ; ses points faibles se sont manifestés à l'époque de la montée allemande, et ont influé sur sa politique générale. À ce moment-là, nos camarades abordaient la question en partant du schéma général selon lequel la défaite de Hitler était l'objectif principal du prolétariat américain, et par extension du prolétariat mondial. Sa vision de la question nationale découle aussi de sa conception de la nouvelle «politique militaire», que nous avons critiquée auparavant. C'est en tout cas l'explication que nous défendons ; si elle était rejetée par nos camarades, il faudrait qu'ils en proposent une autre, meilleure, et qui concernerait aussi toutes les erreurs que nous avons critiquées ici, mais nous doutons que ce soit possible.

L'influence opportuniste de la «politique militaire» du SWP a été tellement importante qu'elle a même eu des répercussions sur la question nationale dans les pays colonisés, entraînant des divergences entre les membres de la Quatrième Internationale qui paraissaient impossibles. Nous ne nous y référons que parce qu'elles illustrent bien des nuances introduites par le SWP.

En mai 1942, un éditorial de *Fourth International* affirmait : «*Les ouvriers britanniques et américains se demandent de plus en plus pourquoi le gouvernement britannique n'accède pas aux demandes du peuple de l'Inde et s'en fait un allié. Nous devons tout faire pour que les 40 millions d'Indiens de l'Inde cessent d'être de tristes esclaves et deviennent de puissants guerriers contre le fascisme, ou sinon, les armées victorieuses*

japonaises et nazies encercleront le Moyen-Orient. Les ouvriers qui aiment l'Angleterre doivent considérer cette perspective comme un danger immédiat.»

De quoi s'agit-il ici : de libérer l'Inde ou d'empêcher la défaite de l'Angleterre ? Cette formulation privilégie le sort de la Grande-Bretagne, et la question de la libération de l'Inde apparaît uniquement comme un complément de la stratégie militaire alliée.

Il est clair que les masses indiennes n'ont jamais partagé les mêmes sentiments que les auteurs de cet éditorial. Pour elles, la question de la libération de l'Inde avait une importance vitale. Pour parvenir à cet objectif, il leur semblait certainement plus facile de laisser les îles britanniques se sortir toutes seules du piège qui les menace que d'aider à les libérer. En effet, le peuple indien pouvait espérer jouer sa carte avec l'impérialisme japonais, mais pas avec l'impérialisme britannique. Il aurait pu profiter de la rivalité entre les deux bandits pour arracher des armes à l'impérialisme japonais, dont il se serait servi pour se débarrasser du vice-roi et de tous les impérialistes anglais, ce qui lui aurait permis de proclamer l'indépendance de l'Inde et d'affronter le Japon tout de suite après. Qui peut douter que l'indépendance de l'Inde aurait soulevé l'ensemble de l'Asie et ébranlé plus nettement l'impérialisme japonais que l'impérialisme anglais ! Le pouvoir du premier s'exerce principalement en Asie et en Océanie, alors que le second dispose également de ressources importantes en Afrique, en Amérique et en Europe.

De toute façon, que l'on soit d'accord ou non avec cette hypothèse, il était totalement erroné et opportuniste de mettre l'indépendance de l'Inde au même niveau que les besoins militaires de l'impérialisme britannique. Le refus britannique d'accorder ne serait-ce qu'une indépendance formelle à l'Inde se fondait sur les intérêts impérialistes et les besoins stratégiques immédiats du Royaume Uni. Et nous sommes sûrs que les membres de la Quatrième Internationale en Inde ont appliqué le défaitisme révolutionnaire avec d'autant plus d'entrain. Mais pour nos camarades américains, la santé du monde dépendait alors de cette formule magique : «Comment porter un coup mortel à Hitler ?» Petit à petit, ils en sont arrivés à prendre ce flagrant virage opportuniste sur la question de l'indépendance d'une des colonies les plus horriblement exploitées de la planète.

La question de l'indépendance nationale en Europe a également viré à droite. La lutte pour l'indépendance nationale soutenue par des coalitions hétéroclites favorables aux Alliés a été menée de façon très insuffisante, et leurs méthodes de lutte idéalisées. *The Militant* a reproduit des photos de maquisards français suivies de commentaires qui approuvaient leur combat. En même temps, le sabotage auquel étaient poussés les peuples d'Europe par les impérialistes et leurs valets, véritable danger pour le mouvement des masses, était bien moins critiqué que ne l'a été à Minneapolis le sabotage inexistant aux États-Unis. La résolution adoptée au congrès d'octobre 1942 (*The Militant*, 17-11-1942) affirmait : «*La tâche des*

ouvriers dans les pays occupés est de prendre la tête du mouvement insurrectionnel du peuple jusqu'à l'organisation socialiste de l'Europe.» Elle ajoutait que les ouvriers allemands étaient les alliés des ouvriers européens.

Cette déclaration générale était totalement insuffisante, vu que les bourgeois et les sociaux-patriotes imposaient le nationalisme, le sabotage et le guérillisme aux masses. La question se posait concrètement par rapport à ces trois éléments et en raison de l'hostilité de ces forces à trois autres facteurs : le mouvement de masses, l'armement du prolétariat et la révolution prolétarienne. La résolution citée ne sous-entendait même pas qu'il puisse exister une opposition irréductible entre nationalisme, sabotage et guérillisme d'une part, et mouvement de masses, armement du prolétariat et révolution prolétarienne, d'autre part. Cependant, le déploiement de la lutte révolutionnaire de classe contre l'occupation allemande était impossible en Europe sans combattre de façon décidée les trois premiers éléments. Certes, le problème de l'occupation ou de la domination de l'Europe se posait concrètement par rapport à l'impérialisme allemand, mais il fallait affirmer qu'il concernait aussi l'impérialisme en général ; le camp victorieux serait obligatoirement l'opresseur. Qui pouvait croire que les impérialismes alliés abandonneraient volontairement l'Europe avant d'avoir écrasé la révolution ? L'impérialisme allemand en particulier illustre seulement les intérêts de l'impérialisme en général. Sans révolution victorieuse, l'Europe était, et est, condamnée à la servitude, toujours par rapport au camp victorieux.

Le problème de l'indépendance nationale est celui de la révolution socialiste, tout comme dans les pays semi-féodaux, la révolution démocratico-bourgeoise dépend directement de la révolution socialiste. Et si dans ce second cas, notre organisation a toujours condamné la définition de la nature de la révolution comme démocratico-bourgeoise, à plus forte raison elle devait affirmer que la solution de la question européenne dépendait de la révolution prolétarienne continentale. La bourgeoisie des pays semi-féodaux est aussi incapable de mener à bien sa révolution que la bourgeoisie des pays européens est incapable de maintenir l'indépendance nationale. Dans un cas comme dans l'autre, *les mots d'ordre adéquats sont conditionnés par la tactique de la révolution prolétarienne, que l'on ne peut atteindre que par ses méthodes elles-mêmes.*

On pourrait sans doute nous rétorquer que, dans les pays semi-féodaux, la révolution démocratico-bourgeoise est un problème non résolu du passé, alors qu'en Europe, celui de l'indépendance nationale se pose d'une façon nouvelle à cause du débordement réactionnaire de l'impérialisme. Nous pensons, au contraire, que la lutte pour l'indépendance nationale en Europe est beaucoup moins actuelle, historiquement parlant, que la révolution démocratico-bourgeoise dans les pays où elle ne s'est pas encore produite. Justement parce que cette dernière question n'est pas résolue, alors que les États nationaux constituent une étape atteinte en général par

les peuples d'Europe. Leur développement économique, politique et culturel ne leur donne que deux possibilités : l'unification socialiste par la révolution prolétarienne ou la mise en servitude sous la tutelle de l'impérialisme triomphant³⁸.

Mais, le nationalisme, le sabotage généralisé et les guérillas de la Résistance allaient de pair avec les armes de la bourgeoisie nationale et des impérialismes alliés pour s'opposer à une solution socialiste à la question européenne. Il fallait répondre à l'aide que ces mouvements ont reçue des traîtres staliniens et socialistes par une lutte sans trêve contre ces courants politiques, en faveur de l'organisation, de l'action et de l'armement des masses. Mais ce point de vue n'est pas apparu dans la résolution de nos camarades américains. Si les documents officiels tournaient le dos au problème concret, le contenu de la presse de notre mouvement peut se résumer ainsi : opposition au nationalisme, critique très insuffisante du sabotage et soutien au guérillisme des mouvements de résistance.

Le guérillisme a été tout particulièrement exalté dans le cas de la Yougoslavie, et nous ignorons quelles sont les particularités intrinsèques du stalinisme qui ont poussé nos amis à considérer Tito et sa bande comme fondamentalement révolutionnaires³⁹. Jusqu'à une date récente, la presse du SWP a présenté ce mouvement entièrement bourgeois et pro-allié presque comme une révolution sociale. Les citations pullulent. Il suffit de relire l'hebdomadaire du parti durant la période 1942-1943. Nous ne reprendrons ici qu'une citation, relativement modérée, d'un article écrit par Wright, le 2 février 1943 :

«La création d'un nouveau pouvoir d'État au travers de la prise des pouvoirs exécutif, législatif, policier et militaire, l'expropriation des magasins de comestibles de l'État, des grands propriétaires terriens, de bois pour la construction, etc., et leur partage entre les paysans, l'expropriation des banques ; ne sont-ce point des mesures révolutionnaires ? Et que peuvent-elles entraîner d'autre que les conditions d'une guerre civile dans le pays ?»

Cet article, et bien d'autres encore, qui proclamait urbi et orbi la nature révolutionnaire du mouvement de guérilla yougoslave reproduit aveuglément les informations des staliniens sans questionner un minimum leur véracité. Le mystérieux parfum révolutionnaire qu'avait Staline aux yeux

³⁸ Cette question est abordée plus en détail dans les articles «Indépendance nationale et révolution prolétarienne sous la domination nazie en Europe», «Quelques commentaires sur les guérillas» et «Défense de la guerre civile et germes révolutionnaires de la stratégie impérialiste», *Contra la Corriente* n° 11, 12, 14 et 18.

³⁹ *The Militant* publie, de temps en temps, quelques articles dont la position est plus révolutionnaire, mais ce n'était pas le point de vue de la direction du SWP.

de nos amis – malgré ce dernier bien sûr – les a conduits à idéaliser, de la façon la plus insensée, la guérilla yougoslave. De toute façon, on sait aujourd’hui que ce mouvement a fait revivre le vieil État capitaliste. Tout mouvement révolutionnaire en Yougoslavie se fera contre Tito, et ne viendra pas de lui. L’expropriation des banques, le partage des grandes propriétés terriennes entre les paysans seront dérisoires ou réduits à néant. La réalité contraste tristement avec la «création d’un nouveau pouvoir d’État». Prise littéralement, cette déclaration signifie que nos camarades croyaient que la révolution socialiste avait été réalisée. A moins que, revenant à des thèses antérieures à la théorie de la révolution permanente, ils s’imaginent que la révolution démocratico-bourgeoise est possible sans que la révolution prolétarienne n’en soit son moteur et sa prolongation à la fois. Nous n’insisterons pas davantage ; il suffit que le SWP critique et corrige son erreur.

Avec presque le même enthousiasme qu’en Yougoslavie, le SWP a appuyé et idéalisé tous les mouvements de guérillas. Même après la défaite allemande en France, il présentait les incursions en Espagne de quelques groupes de guérilleros staliniens réfugiés en France, comme un début de guerre civile contre Franco, guerre civile qu’étaient censés craindre les impérialistes. Ces mêmes groupes qui n’hésitaient pas à lancer des appels aux dignitaires franquistes en criant «Vive Gil Robles !»

La raison de cette position est évidente. Leur interprétation de la «politique militaire» a poussé nos camarades à abandonner la lutte contre leur impérialisme. Qu’y avait-il d’étrange à ce qu’ils appuient le guérillisme nationaliste et antisocial de la Résistance ? N’était-ce pas l’une des nombreuses façons de porter des coups à Hitler ? Leur position opportuniste par rapport à la guerre devait forcément avoir une répercussion particulière sur la question européenne. À cause de cela, *ils ne pouvaient pas voir que les guérillas des mouvements de résistance s’opposaient à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, en faisant revenir ces organisations dans le giron de la guerre impérialiste* ; ils ne pouvaient pas voir que cette méthode de lutte correspondait aux objectifs bourgeois, opposés aux objectifs prolétariens. Loin de représenter une forme de guerre civile, comme nos camarades l’ont parfois affirmé, ces guérillas empêchaient cette guerre civile ou essayaient de l’empêcher, et elles étaient vouées, en dernière instance, à combattre la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie. Leur objectif principal était de limiter au maximum l’armement des masses. Notre devoir était de démasquer cet objectif de la bourgeoisie, des réformistes et des staliniens, et de persuader les révolutionnaires de rester sur leurs lieux de travail – même en Allemagne – et de participer activement à la lutte de classes quotidienne⁴⁰.

⁴⁰ Sur cette question, le SWP a suivi une ligne opposée à celle de Minneapolis. Ne pas partager le sort de sa génération dans les usines, la dépor-

Ainsi, l'accord général sur la question européenne – révolution prolétarienne, États-Unis Socialistes d'Europe – est loin d'absoudre la politique du SWP. La concession méthodologique faite aux guérillas de la Résistance est une concession indirecte faite à l'objectif national-bourgeois, explicable à son tour par sa conception indulgente envers le camp démocratique, camp que préfère le parti. Les ouvriers et les révolutionnaires qui ont fait partie des mouvements de guérilla de la Résistance sont maintenant pris dans un piège. Soit ils se transformeront en forces répressives de l'État capitaliste, soit ils seront désarmés s'ils s'y refusent, ce qui est peu probable puisqu'ils sont encadrés et contrôlés par des traîtres. Pour ne pas trahir leur classe et ne pas se transformer en instruments de la coalition réactionnaire qui unit la bourgeoisie, le stalinisme et le réformisme, ils devront réintégrer la lutte de classe quotidienne, ce par quoi ils auraient dû commencer.

S'ils l'avaient fait, ils auraient gagné du temps et nous disposerions de nombreuses possibilités d'agir et de nous armer pour la révolution. Pousser les travailleurs à rejoindre les mouvements de guérilla comme l'ont fait nos camarades américains a entravé la lutte en faveur de la guerre civile et de la révolution sociale, au profit de la coalition des bourgeois et des traîtres.

C'est en vain que les camarades du SWP ont voulu justifier leur position en affirmant que les révolutionnaires doivent entrer dans tout mouvement susceptible de se transformer en mouvement de masses, pour le guider vers des objectifs révolutionnaires, etc. La notion de guérilla et la notion de mouvement de masses s'excluent l'une l'autre, surtout à l'heure actuelle, en raison de notre objectif socialiste. À moins que nos camarades croient que l'armement des masses soit possible en marge des usines et des lieux de travail en général. S'ils ne le pensent pas, alors ils doivent reconnaître en même temps que pousser les travailleurs dans les bras de la guérilla a été une grossière erreur et qu'ils auraient dû privilégier la propagande en faveur de mouvements de masses et de leur armement.

Fin 1943, suite à la victoire partielle de la classe ouvrière italienne, le SWP a fait un virage à gauche. On peut le constater dans la résolution ap-

tation en Allemagne si la lutte des masses ne pouvait l'éviter, et choisir de suivre la guérilla de la Résistance. Cela revenait à désertier pratiquement la lutte de classes et à prôner le sabotage individuel ou collectif, l'«insurrectionnalisme sporadique» et l'aventurisme, et suivre la méthode nationale-bourgeoise. Une telle position ne pouvait être soutenue ouvertement sans que le SWP admette qu'il faisait des concessions politiques essentielles à son propre camp impérialiste. Le Parti nous a donc accusés d'«ultragauchisme», et a voulu nous apprendre que le sabotage individuel ne faisait pas partie du marxisme, alors que c'est nous qui avons combattu le sabotage et les guérillas.

prouvée à la séance plénière de décembre. Cependant, même ce document n'exprime aucune critique du guérillisme, alors qu'en Yougoslavie, Tito montrait clairement combien il était réactionnaire. Alors qu'en France, il était notoire que le mouvement des maquisards était destiné à empêcher l'armement du prolétariat industriel et à fournir au gaullisme sa première force coercitive. Tout le monde sait que les ouvriers de Paris ont dû arracher à l'armée allemande la plupart des armes qu'ils ont utilisées pour la repousser. D'autre part, Leclerc, chef des Forces Françaises de l'Intérieur, dès qu'éclata l'insurrection parisienne, a convenu d'un armistice avec le commandant des forces allemandes, pour lui permettre de partir avec ses armes et empêcher qu'elles ne tombent entre les mains de la classe ouvrière⁴¹. À proprement parler, les FFI, c'étaient les maquis. Les masses qui ont élevé des barricades échappaient complètement au contrôle gaulliste ; elles représentaient l'armée prolétarienne de la guerre civile, face à laquelle les guérilleros contrôlés par de Gaulle, les staliniens et les socialistes, représentaient les forces de l'ordre bourgeois et de la guerre impérialiste. Les FFI servaient en même temps à désarmer les ouvriers qui s'étaient armés ou à les faire entrer dans l'armée capitaliste. Ainsi, si les guérillas [*de la Résistance*] avaient été plus faibles, les masses auraient pu s'armer plus facilement et auraient pu déborder avec leur armement la coalition traître gaullistes-staliniens-réformistes.

Bien sûr, cette erreur du SWP mériterait à peine d'être mentionnée s'il ne s'agissait que du parti américain. Mais sa politique, vu les conditions mondiales, était plus visible que celle d'autres sections de la Quatrième Internationale. Et elle a pu influencer des groupes de militants et de sympathisants là où le problème était brûlant.

La résolution écrite fin 1943 mettait à l'ordre du jour la question de la constitution des organes de pouvoir (pour l'Europe) et les mots d'ordre révolutionnaires en général ; mais la presse hebdomadaire du parti a continué à parler quasi exclusivement des mots d'ordre démocratiques, sans insister sur l'importance des sauts que peuvent effectuer les masses, des changements brusques, et, s'ils ne sont pas préparés à cela, les partis révolutionnaires d'Europe seront à la traîne et ne pourront combattre aux côtés des masses dès que celles-ci se mettront en branle. Par exemple, à Naples, à Rome, à Paris et dans d'autres villes françaises, dès le début, il fallait énoncer des mots d'ordre tels que la création des organes de pouvoir et leur unification, l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie, et l'expropriation de la propriété industrielle, bancaire et agricole.

Mais à ce moment-là, *The Militant* n'énonçait que des mots d'ordre démocratiques afin de les obtenir gracieusement des troupes alliées

⁴¹ Nous avons appris plus tard que cet armistice avait été accordé par le Comité de Libération de Paris et non par le général Leclerc, ce qui renforce d'autant plus notre position.

d'occupation. Il concevait la révolution comme une échelle dont les échelons ne peuvent en aucun cas être sautés. Le fait que la situation ait régressé (nous ne savons pas exactement dans quelle mesure) et que par conséquent, les mots d'ordre démocratiques puissent à nouveau servir à se défendre et représenter un pont vers les mots d'ordre décisifs ne contredit pas notre analyse.

Dans la plupart des pays d'Europe à l'heure actuelle, la lutte pour l'armement et pour le pouvoir prolétarien constitue le premier défi pour les masses dans toutes leurs actions dans la rue ; défi plus conscient qu'il ne pourrait paraître si l'on en juge par l'importance du parti révolutionnaire par rapport aux partis traîtres. Si le parti révolutionnaire est la conscience et si les besoins des masses sont synthétisés dans l'organisation, les masses, de par elles-mêmes, avec ou sans parti, accumulent leur propre expérience à chaque fois qu'elles agissent. Il ne faut pas sous-estimer cette expérience en Europe ! À chaque fois que les masses se mettent en action, le parti révolutionnaire, qu'il soit petit ou grand, devra brandir les mots d'ordre décisifs pour être aux côtés des masses.

Ce qui, par rapport à l'Europe, nous paraît inconsistant et critiquable dans la résolution américaine de 1943 – la seule en vigueur jusqu'à maintenant –, est tout ce qui concerne la lutte contre l'impérialisme américain. Certes, la résolution défend, de façon générale, le besoin de fraternisation entre les ouvriers européens et les soldats des nouvelles forces d'occupation et dénonce le rôle contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain en ces termes : *«pour aider la lutte en faveur du socialisme en Europe, les révolutionnaires américains doivent en priorité dénoncer les objectifs contre-révolutionnaires [...] ; lutter sans arrêt contre eux ; mobiliser les ouvriers américains contre le programme réactionnaire du grand capital et susciter des sentiments de solidarité envers leurs frères de classe en Europe et partout dans le monde»*.

Ces lignes indiquent indiscutablement la bonne voie, mais elles ne nous satisfont pas complètement de la part du parti américain, au moment où précisément les armées alliées ont mis en route l'écrasement de la révolution européenne. La situation requiert tout un plan pratique de propagande et d'action contre les plans de Wall Street, et la plus forte agitation possible parmi les soldats américains en les poussant à la fraternisation. De plus, il nous semble que le slogan apparu dans la presse – «Bas les pattes devant la révolution européenne !» devrait être remplacé par : «Non à la présence des armées américaines, britanniques et russes !»

Le premier mot d'ordre permet la compatibilité entre la révolution européenne et une occupation neutre ; ce n'est pas le cas du second qui affirme, en soi, que la révolution et l'occupation sont incompatibles. De plus, il faut tenir compte du fait que, avec la victoire des armées alliées, le mot d'ordre «Non à la présence des armées américaines, britanniques et russes» sera encore plus important et plus populaire au fur et à mesure que les mois vont passer. Ce sera alors l'objectif principal de toute l'activité

révolutionnaire en Europe, et probablement aussi en Asie.

Nous ne demandons pas que le plan que nous venons d'indiquer apparaisse dans une résolution, mais qu'on lui accorde toute l'importance qu'il mérite et qu'il soit mis en œuvre. Dans la résolution, le problème est abordé, en passant, et très succinctement. De toute façon, la justesse ou l'insuffisance de la résolution par rapport à l'Europe dépend de la mise en œuvre du plan que nous réclamons. Nous espérons que le fait de demander que ce plan soit l'un des principaux, ou même le plan principal, que notre parti américain doive mettre en œuvre, ne sera pas considéré comme de l'«ultragauchisme». Et nous soulignons qu'il se prête incidemment à une campagne d'action de Front unique avec d'autres organisations, qu'il se rattache parfaitement à la campagne en faveur de la paix et qu'il peut servir directement à l'agitation dans les syndicats contre les dirigeants traîtres. Il est clair que nous n'exprimerions pas cette critique si nous savions que nos camarades américains agissent déjà dans ce sens.

LA DÉFENSE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Le SWP a toujours considéré la défense de l'URSS, de façon très unilatérale, en exagérant, de manière inadmissible, la contradiction entre, d'un côté, l'Union soviétique comme un tout, bureaucratie incluse, et, de l'autre, le monde capitaliste. A partir de là, il s'est orienté vers une défense presque exclusivement militaire, en négligeant l'aspect de la lutte contre le stalinisme et il n'a pas du tout compris l'objectif du stalinisme et de la planification industrielle. Le mécanisme et le pragmatisme qui se sont infiltrés au sein du SWP, sous l'influence de la société américaine, sont arrivés à leur point culminant avec la question de l'URSS. Tout s'y enchaînait de façon délicieusement matérialiste.

La notion d'«État ouvrier dégénéré» était, pour ces camarades, synonyme d'économie socialiste et de structure politique bureaucratique, anti-prolétarienne même, si l'on veut. Mais, ce qui est déterminant du point de vue historique, c'est le système de production. Le système de production étant «socialiste» pour ces camarades, sa victoire sur l'impérialisme agresseur devrait avoir des conséquences «objectivement» révolutionnaires ; d'où leur défense militaire acharnée de l'URSS, en oubliant que la bureaucratie est aussi une force sociale objective, qui n'est pas précisément révolutionnaire. Mais en fin de compte, n'est-ce pas le système de production qui est déterminant ? expliquent-ils. Et ainsi de suite.

Notre «défense inconditionnelle de l'URSS» était un mot d'ordre fondamentalement militaire, destiné à empêcher la défaite de l'État ouvrier dégénéré face à l'impérialisme, et qui était déterminé en grande mesure par la défaite générale de la révolution mondiale [*dans les années 1920-1930*].

Cependant, elle n'excluait pas la lutte contre le stalinisme jusqu'à sa défaite pendant la guerre, si cela était possible. Au contraire, c'était un point indispensable sans lequel la défense de l'URSS devenait, de façon plus ou moins prononcée, du «défensisme» stalinien.

D'autre part, la contradiction entre le système de propriété soviétique et le système capitaliste était considérablement atténuée par le caractère réactionnaire de la bureaucratie, qui s'appuyait de plus en plus fermement sur des bases matérielles. La contradiction serait absolue si l'Union soviétique approfondissait – ou avait tendance à approfondir – la planification socialiste sous tous les aspects (nivellement technique, culturel et économique entre les diverses classes sociales, affaiblissement de l'organisation étatique) et cherchait à être couronnée par la planification internationale (révolution prolétarienne mondiale). Mais, en URSS, le stalinisme suit une voie diamétralement opposée.

En se défendant en tant que force sociale, la bureaucratie défendait aussi, il est vrai, l'économie planifiée, mais elle la défendait uniquement contre l'impérialisme agresseur. C'est en cela que le prolétariat soviétique et mondial devait la soutenir. Mais la bureaucratie, qui a toujours porté préjudice à l'économie planifiée, a accéléré pendant la guerre tout son processus de développement réactionnaire (processus économique de conversion en classe et processus politique réactionnaire, dont la projection internationale était très importante) ; en cela, le prolétariat ne pouvait pas la soutenir, il devait la combattre de toutes ses forces au cours de la guerre elle-même. On pouvait en déduire aussi que l'élément objectivement révolutionnaire de la planification ne pouvait être subjectivement révolutionnaire, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qu'en renforçant la victoire militaire soviétique par la victoire du prolétariat sur la bureaucratie.

Mais le SWP a présenté la défense de l'URSS de façon presque exclusivement militaire, en dissimulant ou en réduisant à une simple formalité rituelle la nécessité de lutter simultanément contre le pouvoir existant. Dans ses résolutions, dans ses éditoriaux et dans ses manifestes sur cette question, il condamnait bien sûr la camarilla stalinienne et dénonçait les dommages infligés à la défense du pays. Mais ce n'était que pur formalisme ; il se contentait de répéter une idée que nous avons toujours exprimée et qui se retrouvait noyée au milieu de tout ce fatras d'idées sur le «défensisme» militaire. La nécessité de lutter simultanément contre le stalinisme a presque totalement disparu de la presse de notre parti américain. À quelques nuances près, son «défensisme» est devenu du patriotisme officiel. Sa presse reproduisait des photographies staliniennes où l'on pouvait constater l'héroïsme joyeux des soldats, des guérilleros, des travailleurs et des paysans soviétiques ; elle reproduisait des photographies où apparaissaient des gens souriants soutenant passionnément leur guide, le génial Staline. Comme si pour se convaincre de la justesse de la défense de l'URSS, il fallait montrer les ouvriers, les paysans et les soldats sous le même jour que la propagande stalinienne) Mais ce n'est qu'un détail du «défensisme» euphorique du SWP. Son erreur principale est d'avoir exagéré la transcendance révolutionnaire automatique de la défense de l'URSS. Comme si la victoire militaire de l'URSS pouvait inévitablement entraîner le triomphe de la révolution prolétarienne, du moins en Europe.

Voici ce qu'écrivait *The Militant* le 27 février 1943 : «*il est presque impossible de concevoir l'avancée de l'Armée rouge en Allemagne sans que ne s'ensuive une révolution sociale*».

Cette même idée, de façon encore plus véhémence, est exprimée jusqu'en 1944. Le mouvement révolutionnaire, produit de façon abstraite par la défaite militaire, dirigé par n'importe quelle armée, était présenté comme une conséquence particulière de l'avancée de l'Armée rouge. En un mot, ce n'était que du bourrage de crânes. Le prolétariat européen était incité à la somnolence : «Laissez l'armée de Staline avancer et, du jour au lendemain, vous vous retrouverez avec la révolution entre les mains !» – c'est ce que signifiait la propagande de nos camarades américains – même s'ils le nient.

Cette erreur de surestimation de l'importance révolutionnaire de l'avancée de l'Armée rouge allait naturellement de pair avec l'inverse, une sous-estimation du rôle réactionnaire de cette même armée et de ses chefs dans les pays qu'ils traversaient et où ils s'installaient. Et nous sommes sûrs de ne pas exagérer en parlant de «sous-estimation», parce que nos camarades n'ont pas mis en garde les masses des pays frontaliers avec l'URSS contre Staline et n'ont pas proposé de mesures conséquentes – nous l'aurions su s'ils l'avaient fait. Au contraire, ils ont plutôt eu tendance à conseiller que la lutte prolétarienne de ces territoires se place sous les ordres de l'armée de Staline. Une telle position revenait à tendre une véritable souricière à la révolution et aux révolutionnaires ! C'est cette tendance qui est encore suivie par nos camarades au moment où nous écrivons ces lignes.

Qui plus est, avertir les masses du caractère antirévolutionnaire du stalinisme n'a aucune valeur réelle dans les territoires occupés par l'Armée rouge si l'on ne lance pas en même temps des mots d'ordre tels que : «Non à la présence de l'Armée rouge !», exactement comme avant nous disions : «Non à la présence de l'armée allemande !», et maintenant nous devons dire en Europe occidentale : «Non à la présence des armées anglo-américaines !» À quoi peuvent bien servir nos mises en garde contre le stalinisme si, par ailleurs, nous imposons à la classe ouvrière le devoir d'aider l'Armée rouge de Staline, qui est un instrument contre-révolutionnaire de la camarilla stalinienne ?!

Il ne s'agit plus, comme en 1939-40, de gagner des positions stratégiques pour la défense militaire de l'URSS ! Ce qui est maintenant en jeu, c'est le sort de la révolution européenne et en particulier la consolidation définitive de la bureaucratie comme classe ou sa destruction. Mais l'Armée rouge ne peut pas être un instrument de la révolution, elle en sera son bourreau. Les révolutionnaires doivent avoir envers elle fondamentalement la même attitude qu'envers n'importe quelle armée capitaliste : fraternisation, passage des soldats dans les rangs révolutionnaires, décomposition de l'armée comme instrument du camp contre-révolutionnaire du Kremlin, expulsion de cette armée les armes à la main dès que la classe

ouvrière en aura la possibilité. De la même façon que l'appareil d'État stalinien doit être balayé de l'URSS pour laisser libre cours à la révolution d'Octobre étranglée, l'Armée rouge, où nous avons toujours situé la quintessence de la dégénérescence stalinienne, doit être mise en pièces et reconstruite sur des bases révolutionnaires. Pourquoi ne pas mettre cette tâche en pratique en profitant de l'ambiance révolutionnaire que les soldats soviétiques trouveront dans les pays où ils iront ? Ne pas agir dans ce sens, c'est prêter secours au stalinisme.

Nous le savons : notre propre conception de la défense inconditionnelle de l'URSS apparaît comme un obstacle. Mais seulement si l'on en a une conception rigide, formaliste et définitive. Ce qui en a été dit pendant la guerre russo-finlandaise (soutien à l'Armée rouge, enrôlement dans cette armée tout en maintenant l'indépendance politique vis-à-vis du stalinisme) était un sacrifice imposé par les conditions mondiales, en faveur de ce qui était alors le but principal : la défense militaire de l'URSS. Ce but accompli, et en tenant compte du grand danger contre-révolutionnaire que représente le stalinisme, pour la révolution européenne comme pour ce qui restait de la révolution d'Octobre, les formulations de la défense de l'URSS doivent changer en fonction du changement de la situation à l'intérieur et à l'extérieur de l'URSS. Sans cela, notre politique ne sera que le produit d'un pur automatisme aveugle et sera loin d'être révolutionnaire.

Avec le changement de la situation militaire et politique, l'ennemi principal est devenu le stalinisme et non plus l'impérialisme agresseur. Notre organisation doit refléter ce changement au risque de rester empêtrée dans des situations passées et de se condamner à l'impuissance en URSS et dans les pays qu'elle occupe. En fait, il y a bien longtemps que le changement aurait dû se produire.

Cela fait bien un an que le Groupe espagnol au Mexique a proposé d'introduire un changement dans la conception de la défense de l'URSS prônée par la Quatrième Internationale. Il n'est pas besoin de répéter ce qu'il a écrit dans le document sur *«La défense de l'Union soviétique et la tactique des révolutionnaires»*. Ce texte peut servir de complément, avant l'heure, de ce chapitre, et il faut le lire pour mieux comprendre notre conception. En voici le résumé : avant tout, la défense de l'URSS signifie aujourd'hui la lutte à mort contre le stalinisme ; les besoins de la défense militaire doivent en dépendre, de la même façon qu'auparavant nous faisons dépendre la lutte contre le stalinisme de la défense militaire.

Ajoutons à cela que si nos camarades américains n'avaient pas exagéré de façon si exorbitante l'importance révolutionnaire, à l'intérieur et à l'extérieur, de la victoire militaire dirigée par la bureaucratie, ils auraient été dans de meilleures conditions pour remplacer progressivement la défense militaire par la lutte résolue contre la bureaucratie. L'exagération de la contradiction entre l'Union soviétique comme un tout et le monde de la propriété privée les a conduits à avoir une vision totalement fautive des

différences entre le gouvernement du Kremlin et les impérialismes britannique et américain.

L'hebdomadaire du parti, *The Militant*, a souvent présenté des grands titres du genre : «*Les impérialismes alliés craignent la victoire de l'Armée rouge*», suivis d'articles affirmant que la bourgeoisie tremblait devant les mouvements révolutionnaires que pourrait susciter l'avancée de l'Armée rouge (de cette armée en particulier et non d'une autre). Ces articles prétendaient que la bourgeoisie était horrifiée par les changements que l'Armée rouge risquait d'introduire dans le système de propriété, changements présentés comme un fait indiscutable. Ces textes incitaient les prolétaires à croire qu'ils seraient fondamentalement sauvés, de façon automatique, par la victoire militaire de l'URSS ; ils les poussaient à croire que, entre les impérialistes et la bureaucratie, les points de désaccord étaient bien plus nombreux qu'en réalité. Avec de telles considérations on pouvait en déduire que, tôt ou tard, la bureaucratie et ses alliés actuels s'affronteraient et que la bureaucratie serait obligée de jouer «objectivement» un rôle révolutionnaire.

La réalité est tout autre. La pénétration de l'armée de Staline en Europe orientale est un danger aussi énorme pour la révolution qu'a pu l'être l'occupation de Hitler et que l'est en Europe occidentale la présence des armées anglaise et américaine. Quant aux divergences entre les impérialistes et la bureaucratie, elles sont de plus en plus semblables à celles qui existent entre deux impérialismes ; vu leurs propres intérêts réactionnaires – qui se sont multipliés à l'infini suite à la guerre –, les spoliateurs du Kremlin ont tendance à coïncider pleinement avec les impérialistes sur le système de propriété, y compris pour l'URSS. Il est inutile de se servir des témoignages sur les territoires que les troupes du Kremlin ont traversés ou occupés. Tout le monde les connaît. Nous ne parlerons pas non plus du merveilleux programme et de la composition de classe des divers comités moscovites dits «libres», particulièrement en Allemagne.

Afin de ne pas répéter ce que nous avons déjà dit dans d'autres textes, nous nous contenterons de demander : quels sont les résultats révolutionnaires qui ont été, ou seront, obtenus grâce à l'avancée de l'armée de Staline en particulier, et qui seraient imminents ? Jusqu'à maintenant, Varsovie est le meilleur exemple à notre disposition... De Gaulle et les alliés n'ont pas été aussi loin à Naples, à Paris et à Rome.

En résumé, la conception de nos camarades sur l'URSS, sur sa défense et ses conséquences, était imprégnée par un économisme et un matérialisme mécanistes. D'où leur idéalisation des conséquences immédiates de la victoire soviétique. Ainsi, ils ont induit en erreur tous ceux qui ont subi l'influence du SWP. D'où également leur incapacité à transformer à temps la défense militaire en défense contre le stalinisme. Ils se refusent encore à voir que la défense de l'URSS, telle qu'elle nous fut imposée par les conditions mondiales et par le triomphe du bonapartisme stalinien, avait une échéance, une durée, et qu'elle ne porterait ses fruits qu'après la destruc-

tion de la bureaucratie. La victoire militaire, en soi, n'apporte rien de révolutionnaire, elle doit entraîner la lutte immédiate et à mort pour avoir des résultats révolutionnaires. Pour ce faire, il faut transformer la défense militaire en défense contre le stalinisme !

*

Pour conclure sur les erreurs de nos camarades américains, souvenons-nous des bolcheviks russes en 1914. Comme l'explique *La Quatrième Internationale et la guerre* : «Malgré le fait que la Russie tsariste, même en faisant un effort d'imagination, ne pouvait être considérée ni comme démocratique ou porteuse de culture, ni comme acculée à la défensive, la fraction bolchevik de la Douma, avec la fraction menchevik, lança, au début, une déclaration social-patriote diluée dans un peu de pacifisme internationaliste. La fraction bolchevik assumait bientôt une position plus révolutionnaire : mais au cours du procès auquel elle fut soumise, tous les députés accusés, mis à part Mouranov et Kamenev, son guide théorique, s'éloignèrent franchement de la théorie défaitiste de Lénine. Au début, le travail illégal du parti disparut presque totalement. Mais, peu à peu, apparurent des tracts révolutionnaires qui appelaient les ouvriers à se placer sous le drapeau de l'internationalisme, sans pour autant que soient proposées des mots d'ordre défaitistes.»

A ce propos, Lénine a écrit : «Les députés socialistes se sont opposés à ce chauvinisme tant qu'ils étaient en liberté. Mais leur devoir était de s'y tenir devant les juges. L'organe de la bourgeoisie constitutionnelle démocratique, *Recht*, remercie servilement la justice de l'autocratie d'avoir dissipé la légende d'après laquelle les députés sociaux-démocrates souhaitaient la défaite des armées impériales ; (...) peu importe que les socialistes-révolutionnaires, les sociaux-patriotes, les liquidateurs remarquent avec jubilation la moindre faiblesse, le moindre désaccord de nos députés avec le Comité central. Ils ont besoin – n'est-ce pas ? – de nous combattre sur le terrain des principes. Le parti du prolétariat révolutionnaire est assez fort pour se critiquer lui-même ouvertement, pour dire qu'une erreur est une erreur et qu'une faiblesse est une faiblesse».

La Quatrième Internationale et ses partis sauront aussi corriger leurs propres erreurs.

Novembre 1944

Amendements proposés par le camarade Munis

(2-3 décembre 1945).

Paragraphe 1, ligne 1 : L'Espagne entre dans la période aiguë de la crise du régime franquiste, etc.

Paragraphe 7, ajouter : Cependant, Franco a pu continuer à se maintenir parce que, dans sa première poussée, la révolution en Europe a été asphyxiée par les staliniens et les réformistes aidés des armées d'occupation américaines, anglaises et russes ; en second lieu, le soutien de Franco est dû à l'appui qu'il a reçu des impérialistes vainqueurs et, au fait que le problème du peuple espagnol est considéré par les contre-révolutionnaires de Moscou comme une carte de plus avec laquelle manœuvrer dans leur jeu de bandits avec les deux autres Grands. La troisième cause, et non la moins importante, est la politique des grandes organisations ouvrières et des Juntas diverses, inféodées, soit à Washington-Londres, soit à Moscou, et épouvantées à l'idée d'une reprise de l'œuvre révolutionnaire du 19 juillet [1936] ; par conséquent impuissantes à mobiliser les masses en Espagne avec l'ampleur considérable que permettrait une politique indépendante de lutte de classes qui fonderait son antifranquisme sur son anticapitalisme. Malgré tout, la crise par laquelle il passe, etc.

Paragraphe 9, remplacer le paragraphe sur le Front de la Résistance par celui-ci : «Front de la Résistance», qui exprime concrètement les tentatives du stalinisme de substituer, ou au moins de mêler, dans la solution de la crise espagnole, l'influence de Moscou à l'influence politique et économique des impérialismes classiques, derrière lesquels se trouvent les autres formations politiques mentionnées plus haut.

Paragraphe 9 avant la fin (à intercaler au point ****) : Quant au pouvoir antibolchevik de Moscou, s'il est vrai qu'il utilise le problème espagnol pour combattre ses rivaux dans le saccage et l'oppression de l'Europe et de l'Asie, il ne le fait pas sans donner à ses mercenaires l'instruction de garantir l'ordre en s'alliant aux généraux, bourgeois et réactionnaires en général, potentiels amis de Moscou aux titres de gloire non moindres que les réactionnaires et généraux de Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie, Pologne, etc. Ceci n'exclut pas qu'en présence de l'agitation révolutionnaire du prolétariat international, aussi bien les «gouvernements démocratiques» que Moscou emploie dans une ma-

nœuvre sérieuse, etc.

Paragraphe 9 dernière phrase : Au lieu de «conditionnée elle-même», dire «conditionnées l'une et l'autre».

Paragraphe 10, remplacer le dernier paragraphe par : La République d'avril [1931] représenta pour les ouvriers et paysans une trahison complète de leurs aspirations d'émancipation. La conquête formelle de certaines libertés démocratiques se vit continuellement contredite par la répression gouvernementale. Castiblanco, Arnedo, Casas Viejas, Saragosse, déportations à Bata, prisons continuellement pleines de militants ouvriers, suspension de la presse révolutionnaire, censure permanente, meetings et manifestations interdits, loi dictatoriale de l'ordre public, le tout appliqué par la Garde civile et la Garde d'assaut : voilà en quoi se transformait pour les classes pauvres la démocratie bourgeoise établie par la Constitution. Pour la bourgeoisie, le clergé et les propriétaires fonciers, la république d'avril [1931] fut un expédient auquel ils eurent recours afin de contourner la crise sociale et de la résoudre en leur faveur. Ils ne purent lui assurer la stabilité parce que la crise sociale portait en elle-même l'impérieuse nécessité de la révolution sociale vers laquelle les masses se dirigeaient instinctivement et à tâtons, à chaque occasion propice. Ainsi, la république signifia, pour la bourgeoisie, les incendies de couvents, l'invasion de terres par les paysans, la sécularisation des cimetières, les grèves, comme la grève générale de Saragosse et celle des métallurgistes de Madrid, impétueuses et menaçantes pour le droit sacré de propriété ; elle signifia le contrôle par les ouvriers des bourses du travail, l'insurrection des Asturies [de 1934] et surtout cet énorme débordement révolutionnaire du 19 juillet 1936, horrible cauchemar pour la bourgeoisie espagnole et mondiale, sans oublier ses représentants dans le mouvement ouvrier, lequel aurait liquidé pour toujours le capitalisme en Espagne si les leaders staliniens et réformistes ne l'en eussent [*avaient pas*] empêché. En somme, la république s'avéra pour la bourgeoisie un régime dans lequel ni les dirigeants républicains ni les socialistes ni même les staliniens, n'arrivaient à imposer l'autorité et l'ordre indispensables au capitalisme.

Paragraphe 11, deuxième paragraphe, remplacer par : Manquant de force propre, les chefs du républicanisme historique sans histoire manquent entièrement de représentation organique, de base républicaine proprement dite. Ni eux, ni la république bourgeoise n'ont d'autre appui et possibilités en Espagne que ceux offerts par les leaders des organisations ouvrières qui trompent le sentiment et les intérêts des masses. Les véritables républicains bourgeois en Espagne ne sont pas Martínez Barrio, Giral, Aguirre, Iria, Alborno, etc. mais Prieto, Trifon, Gomez, Belarmino Tomas, Pasionaria, Mije, en un mot les principaux leaders des organisations réformistes et staliniennes, et plusieurs dirigeants de l'organisation cénétiste, comme Garcia Oliver et Montseny, convertis depuis la guerre civile en nouveaux aspirants ministres. Si, en 1931, la masse ouvrière et paysanne voyait dans la république un élément positif en soi, et la confon-

dait avec ses idéaux et intérêts les plus profonds, aujourd'hui, après l'expérience de toute la période républicaine, et spécialement de la guerre civile, tout ce que les ouvriers et les paysans peuvent voir en elle c'est une étape brève sur le chemin qui mène à la consommation [*réalisation*] de la révolution prolétarienne. Ils supportent le bavardage républicain des dirigeants ouvriers parce qu'ils croient qu'il est en partie au moins un expédient, ou une manœuvre, destiné à se défaire plus vite de Franco. Ainsi, tandis que, lorsqu'ils parlent de république et de démocratie (bourgeoise), les leaders staliniens et réformistes savent qu'au cas où ils reviennent au pouvoir, il y aura encore moins de démocratie que dans la période républicaine antérieure, encore plus de Casas Viejas, de Batas, la masse pauvre tend à croire que ces mots sont destinés à tromper les gouvernements de Londres et Washington, à obtenir l'appui diabolique de Moscou. Elle soutient cette orientation en tant que manœuvre, ou bien elle s'y résigne parce qu'aucune organisation importante ne lui offre la possibilité de lutte révolutionnaire.

C'est pourquoi, à moins que prolétaires et paysans soient physiquement épuisés, à la première occasion, qui pourrait bien être la chute de Franco, ils débordent les leaders staliniens et réformistes, ils se lanceront en avant avec plus de violence et de conscience que dans le passé, ils n'admettront pas les limites mesquines que les leaders voudraient imposer à la lutte contre la réaction et le fascisme. La république bourgeoise non plus ne sera pas respectée, si démocratique soit-elle, car les masses tendront à recommencer le désarmement et l'expropriation économique et politique de la bourgeoisie, se rappelant le 19 juillet [1936] et aussi cet essai manqué d'annihilation des traîtres au mouvement ouvrier que fut le soulèvement ouvrier du 3 mai [1937] en Catalogne. Non, les masses espagnoles ne pourront se résigner à la république bourgeoise comme régime durable, sinon pour deux causes : parce que, fatiguées et déçues, elles viendraient à manquer d'énergie, ou parce qu'elles auraient été écrasées au moyen de la Garde civile et de l'armée par un gouvernement républicain, quel qu'il soit. Consciente de cela, la bourgeoisie espagnole en déduit que la monarchie lui offre, dès le début, plus de garanties contre les écarts de conduite des masses, que la république des leaders staliniens et socialistes, même si les républicains avoués y figurent en première ligne et en majorité. En outre, la bourgeoisie tient compte de ce que les leaders ouvriers et républicains se prêteront certainement à appuyer une monarchie constitutionnelle, en qualité d'opposition de Sa Majesté.

Paragraphe 12, deuxième phrase : Mais dans la mesure où les leaders officiels des organisations ouvrières imposent au prolétariat des formes républicaines de lutte contre Franco, les chances augmentent de durer et d'ouvrir la voie à la restauration monarchique.

Paragraphe 12, deuxième paragraphe, remplacer par : Les disciples idéologiques de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier ont créé la Junta espagnole de libération et l'Alliance des forces démocratiques ; ceux

qui, tout en servant la bourgeoisie, doivent tenir compte des intérêts particuliers de la contre-révolution régnant en Russie et dont ils sont des salariés, constitueront de leur côté la Junta espagnole d'union nationale. À des degrés différents, qu'ils arrivent jusqu'à Martinez Barrios ou jusqu'aux monarchistes ou aux fascistes à la recherche d'un nouvel arrangement, ces trois organismes représentent une politique d'unité nationale qui a pour commun dénominateur la trahison de la lutte de classe et des intérêts particuliers du prolétariat et de la population pauvre en général. En chacun d'eux, l'antifranquisme est subordonné aux intérêts de l'ordre bourgeois, ce n'est qu'un antifranquisme partiel et inopérant à l'échelle historique, qui défend aux masses de se dresser contre Franco sans porter atteinte à l'ordre capitaliste ; nous aurions un système semblable à celui de Gil Robles-Lerroux en 1933-1936, mais avec un caractère policier redoublé. Cependant, selon toute probabilité, ni la bourgeoisie espagnole, ni la bourgeoisie anglo-américaine, ni même Moscou ne se serviront des leaders ouvriers officiels et des quatre [partis] républicains bourgeois, sinon à la dernière extrémité, au moment où ils représenteraient un recours indispensable pour stopper l'assaut révolutionnaire des masses.

Paragraphe 13, début à remplacer par : Le gouvernement Giral remplit une mission de Quisling «démocratique», en même temps qu'il personnifie une république impuissante contre la réaction mais avec un passé d'échecs et de trahisons pendant la guerre civile. Qu'il en ait conscience ou non, il révèle son caractère par son incapacité à organiser en Espagne la lutte pour les revendications politiques, économiques et sociales qui intéressent la majorité de la population, les masses pauvres et cela l'oblige chaque jour davantage à se montrer une marionnette misérable, disposée à laisser tirer ses ficelles par Washington-Londres ou par Moscou.

Ce gouvernement représente la première offre des leaders ouvriers à la bourgeoisie espagnole et mondiale, de même qu'à la contre-révolution russe, de les [sauver] des périls révolutionnaires inhérents à la chute de Franco et de la Phalange. Il est vrai que la majorité du gouvernement est composée de républicains bourgeois, mais ce n'est qu'une comédie représentée par les leaders socialistes et par les leaders collaborationnistes de l'anarchisme cénétiste. En Espagne – et dans l'émigration aussi –, il n'existe pas de gouvernement républicain qui puisse rester debout sans le consentement de ces deux organisations. Majorité ou minorité, les ministres républicains ne sont que des fantômes au moyen desquels on veut tranquilliser l'âme de la bourgeoisie, en peine d'une succession pacifique et bien doucement ordonnée à son sanglant dictateur.

Dans ce gouvernement, l'absence ou la présence du stalinisme est uniquement déterminée par les intérêts de Moscou, rival de Washington et de Londres, dans la mise à sac économique et l'oppression politique de l'Europe et du monde. Le stalinisme, embarqué aujourd'hui dans une politique d'unité nationale et de patriotisme nauséabond, beaucoup plus droi-

tière que celle pourtant déjà bien funeste du Front populaire, jouerait, au sein de quelque gouvernement que ce soit, le rôle de premier bourreau des révolutionnaires. N'oublions pas qu'il fut, pendant la guerre civile, le plus perfide ennemi des conquêtes révolutionnaires, et l'assassin des anarchistes Berneri et Martinez, du poumiste Nin, des trotskystes Moulin et Wolf, pour n'en citer que quelques-uns. Et puisque la Russie est encore considérée par beaucoup de travailleurs comme la terre de la révolution sociale, la collaboration du stalinisme à ce gouvernement, ou à tout autre, pourrait être particulièrement utile à la manœuvre réactionnaire de succession capitaliste de Franco.

Supprimer le paragraphe qui commence par : «Devant une radicalisation possible des masses, il n'est pas exclu, etc...» et le paragraphe suivant.

Même paragraphe 13 : La participation des socialistes à un tel gouvernement, continuant la politique traditionnelle de claudication des dirigeants sociaux-démocrates devant la politique bourgeoise, constitue le point culminant de cette trahison, puisque aujourd'hui, ce ne sont pas les leaders républicains qui mettent en mouvement les leaders ouvriers, mais les leaders ouvriers qui mettent en mouvement les leaders républicains, afin de s'accommoder derrière eux [*conclure des accords en coulisses*]. Prieto monta les tréteaux de la Junta de libération et Prieto donna le signal de la constitution du gouvernement final, quoiqu'il ait ensuite déclaré qu'il le considère comme prématuré. Et si les leaders socialistes et anarchistes décidaient de s'en retirer, ce gouvernement se convertirait en incapable [*deviendrait incapable*] de servir à quoi que ce soit, même si les staliens le renforçaient et si Moscou le reconnaissait.

Même paragraphe 13, ajouter à la suite de la dernière ligne : Les militants et ouvriers révolutionnaires de la CNT ont le devoir d'empêcher que cette centrale syndicale se convertisse en une roue de plus au char de l'Etat capitaliste. Placée sur le terrain de la lutte de classe, la CNT est un espoir pour l'avenir de la révolution ; sur celui de la collaboration, elle deviendra un piège pour les masses. La direction juste est ni collaboration traître, ni apolitisme de suicide [*suicidaire*], mais au contraire, pour une politique révolutionnaire et indépendante. Il faut continuer la politique de 1936, celle des expropriations des comités ouvriers, des patrouilles et poursuivre cette politique jusqu'à son complément nécessaire : le gouvernement de la Révolution après destruction de l'Etat actuel.

Paragraphe 15, ligne 1, remplacer par : Les directions des organisations ouvrières traditionnelles, qui déjà en sont venues à s'ériger directement et presque exclusivement en représentants de la politique républicano-bourgeoise, etc.

Même paragraphe 15, ajouter à la suite du deuxième paragraphe : Il devient d'autant plus urgent de présenter au prolétariat espagnol un parti révolutionnaire, si petit soit-il, dans lequel il puisse placer ses espérances sans danger de le voir désertier au moment d'atteindre la ligne de feu. Il ne

faut pas que se répète le cas de 1936, où l'on vit, au moment de faire la révolution, une des plus grandes explosions connues dans l'histoire, toutes les organisations ouvrières, jusqu'à la CNT, la FAI et le POUM, se ranger derrière l'Etat bourgeois.

Même paragraphe 15, remplacer le paragraphe 4 par : La tâche la plus urgente des communistes internationalistes espagnols est de créer, dans les principaux centres du prolétariat industriel et agricole d'Espagne, de solides noyaux de lutteurs qui sachent profiter de la chute de Franco et de la Phalange pour porter au maximum possible les conquêtes spécifiquement ouvrières et pour se convertir en organisateurs de syndicats, de comités ouvriers, ou de toute autre forme d'organisation ouvrière qui puisse surgir spontanément. S'ils se montrent capables d'accomplir cette tâche minima dans l'illégalité, la chute de Franco sera suivie d'un grand développement du parti révolutionnaire, ce qui empêchera les leaders officiels de piétiner une fois encore la Révolution.

Devant la nécessité première et urgente de renverser Franco, et à cause de l'attitude républicano-bourgeoise du socialisme et des leaders anarchistes partisans de la collaboration, à cause aussi de l'attitude républicano-droitière du stalinisme, les communistes internationalistes doivent présenter un programme de front de lutte antifranquiste capable de s'étendre de l'extrême gauche trotskyste à la droite républicaine, sans que le prolétariat soit pris au piège de la collaboration. Ceci sur le principe suivant : le prolétariat révolutionnaire n'exige pas, pour lutter contre Franco avec les républicains, avoués ou non, qu'ils adoptent le programme de la révolution socialiste ; les républicains, avoués ou non, n'ont pas le droit, dans la même lutte, d'exiger du prolétariat qu'il adopte le programme de la république bourgeoise. Ce n'est pas le but final qui nous unit, mais l'objectif immédiat : renverser Franco. Que chacun ait donc l'honnêteté et le courage de laisser les masses décider librement du chemin à parcourir ensuite. Les points sur lesquels toutes les tendances pourraient s'entendre contre Franco seraient les suivants :

1. À bas Franco, la Phalange et les syndicats phalangistes ;
2. Amnistie totale et sans restriction pour tous les antifascistes détenus en Espagne ou émigrés ;
3. Remise en place immédiate de tous les congédiés [*de toutes les personnes licenciées*] par représailles ;
4. Liberté complète de réunion, d'agitation, de presse, de radio, etc., pour toutes les organisations antifascistes ;
5. Expropriation des principaux responsables du soulèvement fasciste des 17 et 18 juillet 1936, et mise en jugement des mêmes [*de ces individus*]. Idem pour les leaders phalangistes.
6. Pour des élections municipales, dans le but de détruire complètement l'organisation franquiste de l'Etat, et afin que les masses acquièrent la plus complète liberté de s'orienter dans le sens qu'elles désirent ;
7. Les élections municipales devront être convoquées par un gouver-

nement constitué par les principales organisations existant en Espagne au moment de la chute de Franco ;

8. Expropriation de tous les biens de l'Eglise, séparation de l'Eglise et de l'Etat. Dissolution et expropriation des ordres religieux.

9. Complète liberté critique pour chacune des organisations par rapport aux autres, ainsi que pour agiter [*faire de l'agitation en faveur de*] son propre programme.

(Naturellement je ne prétends pas épuiser les points sur lesquels il peut y avoir accord sans que nous trahissions la lutte de classe, et sans que les autres acceptent un programme révolutionnaire contraire à leurs convictions et intérêts. L'important est de conserver le principe du front antifranquiste sans abandon de la lutte de classe.)

Ainsi les communistes internationalistes soumettront tous les soi-disant antifascistes à l'épreuve suprême, c'est-à-dire : antifascisme conditionné au fait que les masses se soumettent au programme bourgeois, ou [au programme] antifasciste inconditionnel, tel [que] le nôtre, celui du prolétariat.

Mais si le problème est résolu avec la chute de Franco pour un républicain, qu'il s'appelle bourgeois, stalinien, socialiste ou anarchiste, il ne fait alors que commencer à se poser véritablement pour le prolétariat et pour les communistes internationalistes. Il faut compléter la chute de Franco par la destruction du capitalisme, par le triomphe de la révolution prolétarienne.

Dans ce but, à côté de leur programme d'antifranquisme inconditionnel, les communistes internationalistes doivent faire de l'agitation pour leur propre compte, et proposer aux éléments les plus à gauche du mouvement ouvrier un programme de revendications spécifiques au prolétariat qui peut aller d'une seule [*revendication*] (celle que tout autre groupe ou organisation se montre disposé à accepter) jusqu'au programme complet de la révolution sociale, c'est-à-dire le nôtre. Voici quelques-uns des points principaux sur lesquels nous considérons qu'il est possible et nécessaire d'établir un front de classe, et d'où doit partir la lutte en vue de ce dernier :

1. Pour une politique indépendante (ou action, si les anarchistes répugnent au mot politique) classique [*classiste*], du prolétariat et des paysans pauvres ;

2. Pour la constitution de comités d'ouvriers et de paysans pauvres, ou d'Alliances ouvrières, démocratiquement élus sur le lieu de travail dès la première occasion, et dans le but d'unifier et diriger la lutte du prolétariat et de tous les opprimés, autour des revendications suivantes, continuant ainsi la glorieuse œuvre révolutionnaire du 19 juillet 1936 :

a) pour l'échelle mobile des heures de travail et l'échelle mobile des salaires ;

b) pour l'armement des ouvriers et paysans pauvres, organisés en milices ;

c) pour l'expropriation de la grande propriété foncière et la distribution

de la terre aux paysans pauvres et ouvriers agricoles, afin qu'ils la travaillent individuellement ou en collectivités, selon ce qu'ils en décideront ;

d) pour l'expropriation de toute la grande propriété industrielle, agraire et bancaire (saisie du capital financier national ou impérialiste) ;

e) désarmement et dissolution de l'armée, de la Garde civile, de la Garde d'assaut, et en général de toutes les institutions armées actuelles ;

f) pour la constitution de tribunaux populaires, démocratiquement élus, qui jugent les responsables du soulèvement militaire, les leaders phalangistes, Franco, et ses soutiens, et en particulier les responsables des crimes, assassinats et tortures de la répression franquiste. Un grand tribunal de caractère national devra établir les responsabilités dans la perte [*défaite*] de la guerre civile, et juger les ministres du Front populaire qui se seront avérés [*révélés*] militairement ou politiquement coupables, soit d'avoir facilité par leur passivité l'insurrection fasciste, soit d'avoir combattu la révolution après le 19 juillet 1936 ;

g) pour la confiscation, par les comités d'entreprise, de tous les moyens de presse et de publicité, qui seront utilisés par les organisations des masses exploitées ;

h) pour une planification de la production qui développe l'industrie du pays en vue de la consommation et de l'élévation du niveau culturel des masses. La planification devra être établie et mise en pratique par les organisations de producteurs, les organisations syndicales unifiées, si elles luttent décidément pour la révolution, ou d'autres organismes que les nécessités feront surgir. La planification de l'industrie par et pour les masses espagnoles devra entrer dans une planification générale de l'économie européenne et mondiale, à mesure que le prolétariat triomphe révolutionnairement du capitalisme. Hors de la planification (production en vue de la consommation, pour la distinguer plus précisément du capitalisme dirigé auquel donne naissance la nationalisation de l'économie par l'Etat actuel), il ne peut y avoir pour les ouvriers que des travaux forcés pour un travail misérable, du capitalisme concentré, et de l'économie dirigée dans des buts de guerre principalement.

Encore une fois, le principal n'est pas la totalité des points, ni même celui-ci ou cet autre, sinon le principe du Front unique de classe. Parvenir à ce Front unique, même si ce n'est qu'avec des fractions d'organisation, comme la gauche anarchiste et la gauche socialiste, constituera en soi un fait si important et décisif pour l'évolution ultérieure des événements, qu'on peut lui sacrifier, si cela s'avère nécessaire, autant de points qu'on nous le demandera, pourvu que le principe reste clairement établi, et naturellement aussi, quelques points qui, même plus faibles que les nôtres, représenteraient des facteurs véritablement spécifiques de lutte classique. Dans ce cas, nous nous réservons le droit de lutter pour les nôtres. Et si quelque chose était mis sur pied dans ce sens, il faudrait essayer d'inclure un point contre la calomnie et la terreur staliniennes dans le mouvement ouvrier, constitution d'organismes spéciaux, par exemple un tribunal

composé de représentants des fabriques, et assurant la publicité suffisante aux deux parties, les obligeant peut-être à publier dans leur presse les arguments et documents de la partie adverse.

Paragraphe 17, quatrième phase, remplacer par : Au contraire, elle doit donner au mécontentement et aux protestations desdits secteurs petits-bourgeois un sens social qui les dirige contre le capitalisme et les unisse au mouvement spécifique du prolétariat. En appuyant toutes les revendications de la petite-bourgeoisie qui affaiblissent la grande, le prolétariat doit cependant convaincre la première que, dans la révolution sociale seulement, elle trouvera une solution positive et décisive à ses problèmes. Seul, un prolétariat marchant de l'avant dans sa lutte révolutionnaire, sans concession à la politique petite-bourgeoise, pourra lui communiquer cette conviction. D'autre part, l'expérience a souvent démontré que les partis de composition petite-bourgeoise sont de vils instruments aux mains de la grande [*bourgeoisie*].

Paragraphe 19, remplacer tout le paragraphe par cet autre : Les comités de liaison, existant en Espagne de manière plus ou moins rudimentaire, pourraient constituer une expression organique du mouvement indépendant des travailleurs, à condition de rompre sans équivoque avec les diverses juntes et avec ledit gouvernement Giral ; de n'adhérer ni consentir tacitement à aucun pacte qui, sous couvert d'antifranquisme, formule une politique de collaboration de classes ; et à condition aussi d'inscrire dans leur programme des revendications spécifiquement classiques [*classistes*]. Sur des bases de lutte de classe, les Comités de liaison et l'unité syndicale atteindraient une énorme capacité révolutionnaire ; sur des bases de collaboration de classes, ou simplement en laissant la chose en suspens, ils ne pourraient signifier que la domination totale de la funeste politique des dirigeants réformistes. Il ne peut exister d'indépendance de classe sans la pratique complète de la lutte des classes, quelque [*aussi*] ouvrier que soit un organisme. C'est seulement en se séparant sans équivoque du collaborationnisme que les Comités de liaison CNT-UGT pourront donner une base organique au mouvement indépendant du prolétariat, précipiter la formation et le développement des Aliances ouvrières, et, en général, favoriser la révolution.

Les communistes internationalistes doivent garder, à l'égard de ces comités, une attitude de critique énergique et constructive dans la mesure où ils inclinent au collaborationnisme ou le tolèrent, d'appui total et inconditionnel dans la mesure où ils entreprennent ou proposent tout ce qui est action de classe. L'objectif des communistes internationalistes est que les comités de liaison et la future unité syndicale soient de caractère nettement révolutionnaire. Y parvenir, c'est assurer la victoire aux trois quarts.

Le dernier paragraphe qui commence [par] : «Il (le CC [*Comité central*]) adresse un appel», etc., est complètement utopique, plus complètement [*plus précisément*] inopérant, et contribue à créer des illusions nouvelles ainsi qu'à en faire reverdir de mourantes [*qu'à redonner des cou-*

leurs à des illusions moribondes]. Je propose de le remplacer par cet autre [paragraphe] :

Se rappelant que la perte [*l'échec*] de la révolution et la défaite dans la guerre civile, si chèrement payées par les masses, eurent pour cause principale l'absence d'un parti ouvrier fermement révolutionnaire et idéologiquement capable, le Comité central des communistes internationalistes adresse un appel spécial aux ouvriers avancés [*conscients*], leur signalant la nécessité urgente de construire ce parti et les invitant à travailler immédiatement avec lui à la réalisation de cette tâche.

Il s'adresse également aux éléments anticollaborationnistes et en général aux ouvriers de la Confédération nationale du travail, du Mouvement libertaire, de l'Union générale des travailleurs, du Parti socialiste et de la Jeunesse socialiste, du POUM, les invitant à entreprendre la lutte contre la collaboration de classes, à l'intérieur de leurs tendances respectives, et à s'unir à nous pour constituer un Front unique de classe et à créer les Alliances ouvrières à l'échelle nationale, régionale, locale. Deux anticollaborationnistes appartenant à des organisations distinctes ont plus en commun qu'un collaborationniste et un anticollaborationniste de la même organisation. Notre tâche est d'unir tous les anticollaborationnistes.

Aux ouvriers du parti encore appelé communiste, notre Comité central dit que leur parti est le plus anticommuniste et le plus antidémocratique de toutes les organisations aujourd'hui illégales en Espagne. Ses dirigeants n'ont absolument rien à voir avec le prolétariat et ses intérêts historiques ou immédiats. Ce sont des agents mercenaires de la contre-révolution russe qui les trahissent chaque jour. Leur seul objectif sérieux en Espagne est de favoriser les intérêts du Kremlin, comme le font les stalinien italiens, français, grecs, etc., sans parler des pays occupés par l'armée russe, où celle-ci et la Guépéou s'acharnent, en premier lieu contre toutes les oppositions ouvrières, tandis qu'elles donnent le bras [*tendent la main*] à des rois, des généraux et des décorés d'Hitler. Le stalinisme est devenu aujourd'hui l'obstacle principal au développement de la lutte de classes. Tout ouvrier fidèle à sa classe a le devoir immédiat de rompre avec lui. Le prolétariat espagnol, qui fut la première grande victime de la contre-révolution stalinienne en Europe (sans Staline et son Front populaire, Franco eût été impossible) doit mettre à profit son expérience, et être aussi le premier à annihiler le stalinisme.

Dernière phrase de la Résolution : La rupture des relations diplomatiques ne peut être demandée par le prolétariat auprès de gouvernements bourgeois, comme on ne peut non plus leur demander qu'ils boycottent économiquement Franco. Toute la lutte internationale contre Franco doit avoir un caractère de classe. Je propose de supprimer cette revendication.

Source : *Bulletin intérieur du Secrétariat international de la IV^e Internationale*, v. 1, n° 7, septembre 1946, p. 18-21.

Lettre de Munis à Eduardo Mauricio

Mexico, 21 mai 1946

Cher Eduardo

Lorsque je t'ai écrit la dernière fois, j'étais très préoccupé par l'avenir de l'Internationale. Mon inquiétude était alimentée par la façon incorrecte dont a été organisée la pré-conférence et par la mauvaise impression que m'avaient laissées les premières circulaires. Ton silence, ta façon d'esquiver les problèmes, quand tu m'écris, ne peuvent qu'augmenter mon appréhension – appréhension qui est générale parmi nous et qui renforce notre puissante incertitude quant à ton attitude. Le silence permanent de camarades comme Paco, Antonio, Colombo, ne peut s'expliquer par la dureté de leur boulot, il m'attriste et me conduit à lui attribuer des raisons politiques.

L'explication que tu donnes dans ta lettre du 10 [...] ne me satisfait pas du tout. Nos lettres ne sont pas des résolutions ou des thèses destinées à être discutées, rejetées ou approuvées avant de les critiquer. Elles doivent remplacer les discussions personnelles, et c'est précisément ce que nous n'avons pas réussi à faire. [...] Ce qui a été fait au cours de la préconférence, [...] en particulier le manifeste approuvé à l'unanimité, sauf par la minorité américaine. Vous partagez donc la responsabilité de ce manifeste, qui contient parfois des passages stupides, et se montre lâche face au stalinisme, alors que, dans ta lettre, tu reconnais que la question russe, entre autres, n'a pas encore été bien discutée par les Espagnols. Si la discussion écrite entre nous avait servi à quelque chose, soit vous seriez aujourd'hui d'accord avec nous sur de nombreux points, soit sur ce problème précis, qui prendra des proportions importantes, vous auriez été suffisamment prudents pour ne pas prendre position.

[...] Le gradualisme est une option fautive en politique [...]. Dans notre région, le premier résultat des batailles de rues du 19 juillet 1936 a été l'armement du prolétariat et la dissolution des forces de répression capitalistes, qui a instantanément provoqué l'effondrement de l'Etat bourgeois et la disparition de la propriété capitaliste. L'exemple est si puissant et si évident pour tous les exploités qu'il est inutile de fournir des explications supplémentaires pour leur faire comprendre quel chemin ils doivent suivre. Bien que les banques n'aient pas été expropriées, en dépit de l'absence d'un pouvoir central révolutionnaire, et malgré le caractère embryonnaire des collectivités et en dépit d'autres faiblesses dont je suis conscient [...] en Espagne, il existait moins de propriété capitaliste, un mois après le 19 juillet 1936, qu'en Russie un an après la révolution d'Octobre [1917]. [...]

Notre répétition générale de 1936 a été incomparablement plus riche et déterminante pour de futures actions que le 1905 russe. Cependant, sur le plan théorique, nous n'en avons pas aussi bien tiré parti, du moins jusqu'à aujourd'hui. [...] Au début de la guerre civile, toutes les organisations ouvrières, sans exception, y compris les anarchistes et le POUM, défendaient des positions plus à droite que jamais, et rampaient devant l'Etat bourgeois.

Les effectifs du parti révolutionnaire, des trotskystes, pouvaient se compter sur les doigts de la main – et encore pas tous les doigts. Cependant, les masses, en se lançant dans l'action, ont foulé le sol de la révolution socialiste : la destruction de l'État bourgeois, la création des comités et l'exercice du pouvoir par ces comités, l'expropriation et le désarmement de la bourgeoisie. Pendant ce temps, elles restaient encadrées par les partis réformistes, staliniens et anarchistes.

L'expérience de la démocratie bourgeoise, durant les années précédentes, avait produit ses effets, malgré l'absence d'un parti catalyseur et la position de plus en plus droitière des organisations existantes. Nous avons vu les masses espagnoles sauter une étape, entamer la réalisation pratique de la révolution socialiste, sans passer par la nationalisation, le gouvernement des organisations ouvrières, le contrôle ouvrier de la production sous le capitalisme et les autres mots d'ordre similaires. [...]

Le trait le plus caractéristique de notre révolution est le glissement à droite de toutes les organisations ouvrières, entre 1931 et 1936, alors que dans la même période, tout en effectuant des zigzags, les masses glissent vers la gauche. Et elles font violemment irruption sur la scène de la révolution socialiste, au moment même où les organisations les plus radicales, les anarchistes et le POUM, se mettent à pratiquer la collaboration de classe. Si, en 1936, les masses sont passées directement à l'étape décisive des mots d'ordre socialistes, pourquoi, en 1946, devraient-elles être sensibles seulement à une compréhension progressive de ces mêmes mots d'ordre ? Tout comme 1905 pour le prolétariat russe, les leçons de 1936 n'ont pas disparu de la conscience des masses. Une fois lancées de nouveau dans l'action, elles ne tarderont pas à répéter, sur une échelle plus grande et avec plus de chances de gagner, ce qu'elles ont fait auparavant. [...] À propos de la Russie, je suis en train de faire plusieurs copies d'un long document que je vous enverrai par avion, en espérant qu'il sera lu par les délégués de la conférence. Je demande aux délégués, de façon formelle, que s'ils ne peuvent pas prendre position contre la défense [de la Russie], ce que je recommande vivement, ils déclarent au moins que cette question doit être sérieusement discutée avant d'approuver la politique défensiste antérieure ou d'adopter une nouvelle position, celle du défaitisme révolutionnaire. Le document en question sera publié ici sous forme de brochure. [...]

Source : extrait de *Documentacion historica del trotskismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, 1996. Texte inédit en français, traduit par nos soins.

Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial

I. Nécessité de ce travail

Contrairement à nos prévisions, les partis et groupes de la Quatrième Internationale, à de rares exceptions près, se sont montrés excessivement réticents à modifier leur politique à l'égard de l'URSS. Pour certaines raisons, en Europe, et aux États-Unis pour d'autres (là, à cause des terribles illusions engendrées par les triomphes d'une armée que les masses croyaient révolutionnaire, ici par opportunisme), nous n'avons pas su transformer le schéma de la «défense inconditionnelle» en une lutte contre le Kremlin et une défense du défaitisme révolutionnaire, à mesure qu'avec la modification de la situation militaire et l'externalisation de la politique stalinienne, l'ampleur du danger principal pour le prolétariat soviétique et de l'Europe orientale se déplaçait de Berlin à Moscou. Dans certains cas, la «défense inconditionnelle» a même pris une forme droitière, étrangère à la position de la Quatrième Internationale.

Notre espoir que la Quatrième Internationale serait capable de changer rapidement sa politique était fondé sur l'assurance que l'Armée «rouge» montrerait brutalement le caractère oppresseur et réactionnaire de la politique extérieure du Kremlin, reflet de sa politique intérieure. Il en fut en effet ainsi et nos prévisions furent même dépassées.

Cependant, en règle générale, soit nos camarades ont réduit au minimum l'importance actuelle et la portée future du vandalisme stalinien en Europe orientale et en Asie, craignant de le regarder en face, soit ils l'ont négligé pour aller se réfugier derrière le caractère rassurant de l'économie soviétique et la définition de l'État «ouvrier dégénéré», dont, jadis, nous avions déduit la «défense inconditionnelle» de l'URSS. L'urgence d'un changement de notre politique envers l'URSS est, à des degrés divers, évidente dans la pensée intime de la majorité ; le problème nous saute aux yeux et menace de nous briser les côtes, mais presque tous les militants s'arrêtent superstitieusement devant lui comme les israélites du désert s'arrêtaient devant l'Arche de l'Alliance, par crainte de tomber foudroyés à son approche.

En réalité, tout ce qui menace de nous foudroyer, ou tout au moins de nous laisser pour une longue période dans un impuissant rachitisme organisationnel, c'est notre position déjà fautive à l'égard de l'URSS et du stalinisme mondial, pure réaffirmation de positions périmées sans l'ombre d'une justification durant tous les événements des six dernières années.

D'énormes *chamboulements se sont produits* dans le monde entier, y compris en URSS, et nous continuons de paraphraser nos positions antérieures alors qu'aucun grand événement ne s'était encore produit. Nous nous trouvons confrontés ici à une paresse mentale et une pusillanimité idéologique étrangères à l'esprit révolutionnaire et, ben entendu, dangereuses, indépendamment du problème de l'URSS.

Nous avons non seulement le devoir urgent de reconsidérer le problème de l'URSS à la lumière des événements des six dernières années, mais aussi celui de jeter un coup d'œil en arrière et de signaler ce que nous pourrions découvrir de juste et d'erroné dans l'analyse qui sous-tendait la «défense inconditionnelle» de l'URSS. Ce sera très instructif, étant donné l'importance du phénomène russe pour dégrossir l'interprétation matérialiste de l'Histoire. Je ne peux traiter ce dernier point qu'incidemment, en l'effleurant et sans approfondir l'analyse. Le plus urgent, ce qui est au centre de ce travail, c'est la nécessité de changer notre position vis-à-vis de l'URSS et du stalinisme mondial.

Ce qui paralyse la Quatrième Internationale et la retient sur des positions dépassées par les événements, c'est l'idée du système de propriété régnant en URSS. Plus que statique, cette idée s'est transformée en un mythe avec lequel nous croyons répondre à toutes les objections et étouffer toutes les protestations. La bureaucratie est une caste tyrannique comparable seulement à la bande de Hitler. Son système policier répand la terreur – spécialement contre les révolutionnaires – en URSS et partout où elle pénètre. Ses millions de sangsues sucent une énorme partie de la rente nationale. Aucune liberté n'est concevable sous sa domination. Il existe entre elle et le prolétariat, économiquement et spirituellement, autant de différences ou davantage qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie de n'importe quel chien de pays capitaliste. La révolution mondiale incarne pour elle le mal suprême. Elle traite le prolétariat international comme une vile marchandise, comme une monnaie d'échange dans ses trafics répugnants avec les grands pays impérialistes. Tout cela et les innombrables exemples que nous pourrions y ajouter sont connus dans nos rangs ; personne ne le niera.

Mais après nous avoir écoutés avec un air indulgent, la Voix de la routine tranche de son trône : «Oui, mais en URSS il existe la propriété nationalisée et planifiée qui, à elle seule, est un grand facteur progressif dans l'Histoire. La bureaucratie n'est qu'une excroissance. Le système est bon, mais les méthodes sont mauvaises ; il faut défendre le premier et combattre les secondes. L'ennemi principal est l'impérialisme, la bureaucratie tombera ensuite. "Il ne faut pas jeter l'enfant avec l'eau du bain."»... Et tout le monde connaît le reste de cette chanson par cœur. Avant la guerre, ces arguments avaient un fondement (bien qu'il ne fût pas immuable) et un sens politique sérieux, même s'il n'était pas prouvé. Ce ne sont plus aujourd'hui que des paroles vides qui manquent de toute base réelle et leur sens politique est désormais absurde.

En posant le problème sérieusement, quelle preuve avons-nous aujourd'hui que la planification des moyens de production existe encore en URSS ? Aucune, sinon l'absence d'un décret du Kremlin l'abolissant formellement. Il y a certainement, dans notre Internationale, des camarades qui auraient besoin de ce décret ou du rétablissement du capitalisme par la violence pour cesser de réciter des formules rancieuses. Si nous ne pouvons pas présenter un semblable décret, personne, en échange, ne peut présenter de faits et de chiffres garantissant la planification, car si l'on n'a jamais su exactement ce qui se produisait économiquement en URSS, depuis le début du troisième plan quinquennal, on en sait beaucoup moins encore. Le peu qui en a filtré à travers les données officielles et les déductions qu'elles permettent ne parle pas en faveur de la planification. Tout ce que peut offrir la Voix de la routine c'est le mot «plan» prononcé par Staline. Napoléon III avait, lui aussi, coutume de dire : «Mon nom est inséparable de la révolution.» Eh bien, dans la bouche de Staline l'invocation de la planification, en tant que vestige de la révolution d'Octobre, a beaucoup moins de réalité. Ecoutez bien ! Il a *beaucoup moins de réalité* que l'invocation de la révolution française dans la bouche de Napoléon III. Nous allons voir pourquoi.

II. Planification et contre-révolution bureaucratique

D'où doit-on partir pour analyser le phénomène russe : du caractère objectif de la planification ou du caractère objectif-sujetif de la contre-révolution stalinienne ? Si la première a existé et même si nous admettons qu'elle existe encore dans une proportion x , la seconde (qui oserait le nier ?) existe depuis suffisamment d'années et a affermi sa domination. Il ne s'agit pas d'une domination purement politique qui se laisse cataloguer facilement sous la dénomination «d'excroissance», mais d'une domination reposant sur de solides bases matérielles dans le système économique soviétique. Quelque regret qu'exprime la Voix de la routine, c'est un fait d'une objectivité si écrasante qu'elle ne pourra pas l'étouffer sous l'objectivité unilatérale de la planification, même si, pour l'obliger à répondre, nous lui concédons hypothétiquement que celle-ci reste intacte.

Dans le passé, nous avons accordé à la planification la prééminence sur la contre-révolution stalinienne. C'était justifié par l'espérance d'un nouveau révolutionnaire du prolétariat soviétique et par l'assurance que le triomphe de la révolution dans un pays quelconque modifierait le rapport mondial des forces et provoquerait la chute de la bureaucratie. De toute manière, nous avons sous-estimé l'importance du facteur contre-révolutionnaire. L'expérience a montré que la planification n'a pas réussi à modifier la bureaucratie, alors que la bureaucratie a évidemment modifié la planification jusqu'à enraciner et renforcer objectivement sa position économique. Si, hier, avec le seul pouvoir politique et des privilèges économiques relativement restreints, la bureaucratie a pu conduire la planification à son profit, on peut affirmer qu'aujourd'hui elle considère sa gestion économique comme une fonction de ses intérêts particuliers ; elle agit

donc essentiellement comme une bourgeoisie quelconque, c'est-à-dire animée par le bénéfice. C'est par conséquent une absurdité monstrueuse que de continuer à parler du caractère «objectivement révolutionnaire» de la planification qui s'imposerait à la bureaucrate et se manifesterait, malgré elle, dans la politique intérieure et extérieure de la Russie. Toute manifestation de ce genre n'exige aujourd'hui rien de moins que la destruction révolutionnaire de la bureaucratie et de ses principales institutions.

Zigzaguant entre la gauche et la droite, les divers régimes de l'Histoire, fondés sur la propriété privée, ont eu, à leur meilleure époque, des manifestations politiques qui traduisaient leur caractère progressif, sans dépasser les bases du système économique sur lesquelles ils reposaient. Le capitalisme a pu accorder, sous la pression des masses, sinon volontairement, le suffrage universel et ce qu'on a appelé les garanties individuelles. Mais si l'on admettait, en URSS, l'existence d'une authentique planification, nous aurions, sur la base du système le plus progressif de l'Histoire – dépassable seulement par la société communiste sans classes et sans État – le plus réactionnaire des systèmes politiques, comparable, à l'époque moderne, au fascisme et, dans l'Antiquité, avec la phase la plus réactionnaire de l'Empire romain. Même si l'on ne se livre à aucune analyse économique, on est contraint de reconnaître que le système économique russe ne conserve plus rien de progressif – ou bien alors les rapports entre l'économique et le politique, pierre angulaire de nos notions et de l'interprétation matérialiste de l'Histoire, s'écroulent. Développement économique et développement politique prendraient alors des directions opposées, l'Histoire humaine serait le chaos inexplicable de Schopenhauer.

L'argument de l'«excroissance» qu'on nous opposera certainement ici boite au premier coup d'œil. L'affirmation du paragraphe précédent n'est pas réfutée par la reconnaissance du fait que la bureaucratie ne représente pas un nouveau système économique, mais un moment d'indécision entre deux pôles et que, par suite, tout ce que nous voyons en URSS est transitoire.

En premier lieu, le caractère transitoire d'un régime n'implique nullement la disparition des lois historiques et l'apparition concomitante d'une structure économique progressiste et d'une structure politique réactionnaire, puisque, entre un système économique donné et son organisation politique, il existe une interpénétration constante.

En second lieu, il n'y a aucune raison de croire que, dans les cinq ou les vingt années à venir, la sauvage dictature bureaucratique se relâchera. Par conséquent, on peut seulement espérer une révolution nouvelle qui rendrait au prolétariat le pouvoir et l'économie. Si la gestion économique de la bureaucratie continuait à être objectivement progressive, cela se serait manifesté dans les domaines de la politique intérieure et extérieure, surtout depuis l'écrasement de l'impérialisme allemand. Mais, au contraire, nous avons vu l'absolutisme stalinien se renforcer en URSS et pratiquer à

l'extérieur une politique de spoliation économique et de persécution du mouvement révolutionnaire qui surpasse celle des impérialismes. Le fait qu'on considère la bureaucratie comme une caste provisoire, loin de justifier la séparation entre développement économique et système politique, jette le doute sur l'existence réelle de cette séparation. Qui ne sent la nécessité de s'arrêter et de réfléchir sérieusement à ce problème ?

Par ailleurs, en qualifiant la bureaucratie d'«excroissance», en signalant son caractère provisoire, nous croyons nous livrer à une analyse très sérieuse et scientifique, mais il n'en est rien. C'est là, au contraire, qu'apparaît la vulnérabilité, ou l'insuffisance, de notre analyse antérieure qui reste actuelle pour une grande partie de notre Internationale, et c'est là que se manifeste la gravité et la fausseté du défensisme.

Dans toute forme sociale transitoire, ce qui compte, ce n'est pas son caractère transitoire mais le sens de sa marche, à moins de tomber, qu'on le reconnaisse ou non, dans l'hilarante notion d'un transitoire fixe où l'excroissance bureaucratique ne dépasserait jamais les proportions d'une verrue sur le corps humain.

La Quatrième Internationale a souvent signalé le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie et sa régression vers le capitalisme. Cependant, la défense inconditionnelle de l'URSS reposait intégralement sur la confiance que la planification, arrivée à un certain degré de développement, se débarrasserait de l'excroissance bureaucratique et retrouverait son visage socialiste et révolutionnaire. Cette perspective intérieure se combinait, sur le plan extérieur, avec l'espoir que la révolution en Europe donnerait la main au prolétariat soviétique avant que la bureaucratie ait pu écraser les derniers vestiges de la révolution d'Octobre.

Bien que le triomphe de la révolution ait tardé davantage que ne le prévoyait la Quatrième Internationale, il nous semble aujourd'hui que la confiance qu'on lui avait accordé justifiait plus la défense de l'URSS que le simple facteur objectif de la planification, même en laissant pour le moment en suspens son degré d'existence effective. Pourquoi ?

Justement parce qu'en attendant un développement ininterrompu de la planification, nous n'attribuons pas à la bureaucratie les caractéristiques d'une caste provisoire, d'une excroissance, mais d'une classe consubstantielle avec la planification. En effet, le caractère intrinsèque d'une classe réside dans son unité avec le système économique sur laquelle elle repose, celui qu'elle se voit, par intérêt, obligé à développer, créant ainsi les conditions de leur commune destruction. Au contraire, le caractère intrinsèque d'une excroissance sociale ou d'un régime provisoire est son opposition d'intérêt avec le système économique sur lequel il repose, qu'il ne peut développer sans l'ajuster à lui-même, sans supprimer la contradiction.

En exposant partiellement cette idée, la Quatrième Internationale a toujours dit que la bureaucratie introduisait des changements quantitatifs qui, à défaut d'une nouvelle révolution, se transformeraient en changements

qualitatifs. Eh bien ! Existe-t-il quelqu'un dans l'Internationale qui ait besoin de plus d'exploitation de la plus-value de la part de la caste dominante russe, plus de vols légaux ou subreptices, plus de millions d'hommes condamnés au pur et simple esclavage, plus d'assassinats et de déportations en masse, plus de terreur policière, plus de misère des masses, plus de distance économique et sociale entre «ceux d'en haut» et «ceux d'en bas», plus de suppression méthodique des libertés, plus de prostitution de la conscience sociale, plus d'asphyxie de toute manifestation culturelle, plus de pillage économique des territoires occupés, plus d'inondation [*de diffusion*] de l'opium religieux et de l'opium civil, plus de despotisme totalitaire en général, pour reconnaître une transformation de la quantité en qualité ? Que réponde la voix de la routine qui fréquemment se rassure elle-même en effrayant les autres avec le mot dialectique ?

Pour creuser notre idée, recourons à la notion du bonapartisme, plus ou moins familière à toute l'Internationale. Nous devons attirer principalement l'attention sur les différences entre le bonapartisme napoléonien et le bonapartisme stalinien. Jusqu'à maintenant nous nous sommes trop unilatéralement fixés sur les ressemblances.

En tant que subversion sociale, en tant qu'action de l'homme sur son histoire, la révolution française ne fut pas l'œuvre de la bourgeoisie mais des masses pauvres des villes et de serfs féodaux. La destruction complète et rapide du système économique et de l'appareil politique du féodalisme aurait été impossible sans la conquête, par les artisans et les ouvriers, du droit d'insurrection, facteur dont le prolétariat moderne devra tenir compte contre de futurs Thermidor.

Grâce à ce droit, les quartiers pauvres de Paris arrachèrent une mesure après l'autre à la majorité modérée de la Convention, fréquemment aux Jacobins eux-mêmes, et effectuèrent une incursion dans le pouvoir politique en établissant la domination de la Commune et en proclamant le gouvernement révolutionnaire. C'est seulement ainsi que la révolution bourgeoise put atteindre son propre achèvement. Mais la domination politique des masses pauvres devait être éphémère, car elles ne jouaient pas encore, dans le système capitaliste, le rôle nécessaire pour imprimer à la société une direction socialiste, les moyens de production n'étaient pas encore suffisamment développés. Cependant, des mesures économiques dirigées contre la bourgeoisie elle-même ne manquèrent pas. C'est un fait souligné par Mathiez que le coup d'État de Thermidor éclata lorsque le Comité de salut public essaya de mettre en pratique une loi d'expropriation au bénéfice des indigents, qui affectait un grand nombre de bourgeois et de spéculateurs. La Commune et les masses pauvres en général furent réduites à l'impuissance, mais elles avaient déjà, et pour toujours, anéanti le féodalisme.

Le processus de réaccommodation sociale et politique, qui a eu lieu entre Thermidor et l'époque bonapartiste proprement dite, ne peut être considéré que comme la stabilisation de la révolution bourgeoise. Le bo-

napartisme ne niait pas la révolution, il ne détruisait pas son œuvre : il lui donnait la légitimité juridique et la tranquillité politique indispensables au développement de l'économie capitaliste. Sous ses lauriers militaires et son éclat d'empereur parvenu, Napoléon cachait la sordidité d'un système dont la progression exigeait que fût repoussée l'incursion politique des masses urbaines et qu'elles fussent enfermées dans l'ordre limité par l'esclavage du salariat et la dictature des capitalistes.

En somme, vu que la capacité des moyens de production cachait la perspective d'une révolution socialiste, les ouvriers et artisans, les «sans-culottes» en général, devaient être éloignés des affaires de la bourgeoisie après qu'ils eurent détruit le système féodal. Thermidor entreprit cette œuvre et le bonapartisme l'acheva. Sans donner à cette affirmation un sens trop littéral, on peut assurer que la révolution bourgeoise avait besoin d'un Thermidor et d'un bonapartisme, car son but fondamental consistait à développer une classe propriétaire des moyens de production et du pouvoir politique et une autre classe de salariés privés des deux.

De la nature profondément différente de la révolution prolétarienne se déduisent les effets destructeurs que le bonapartisme stalinien doit y produire. Il est impossible de considérer le bonapartisme stalinien comme la stabilisation de la révolution sociale, ni comme sa légitimation juridique, ni comme nécessaire au destin historique de l'œuvre d'Octobre.

Le système de production et de distribution auquel aboutissait la révolution française était consubstantiel avec la bourgeoisie, et la nécessité de mettre à la raison les classes inférieures produisit le bonapartisme. Au contraire, le système de production et de distribution auquel aboutit la révolution prolétarienne est consubstantiel avec le prolétariat.

Le triomphe du bonapartisme prend par conséquent un caractère complètement différent puisqu'il attaque la classe identifiée avec le système de production socialiste, la dépouille du pouvoir politique et de la gestion économique et ceux-ci passent à des couches sociales – bureaucraties politique, technique et administrative – qui n'ont rien de consubstantiel avec le destin socialiste de la révolution. Le seul trait commun entre le bonapartisme napoléonien et le bonapartisme stalinien est la défense de leurs positions respectives contre les classes possédantes antérieures à la révolution et contre les masses.

Mais, tandis que le bonapartisme napoléonien, en frappant l'extrême droite et l'extrême gauche, défendait le nouveau système de propriété, le bonapartisme stalinien, particulièrement acharné contre l'extrême gauche, loin de défendre la propriété socialiste, se constitue lui-même son principal assaillant. Son opposition aux anciennes classes possédantes ne vient pas de son identification avec la propriété socialiste mais de l'empire qu'il exerce sur elle et contre elle, ce qui lui ouvre des perspectives économiques propres.

Le bonapartisme de la révolution française était une expression politique de la propriété capitaliste ; en s'affirmant, il affirmait le nouveau

système économique. Etant une expression politique des intérêts de couches sociales non prolétariennes – sauf de la vieille bourgeoisie –, le bonapartisme stalinien, à mesure qu'il s'affirme, détruit au contraire le système économique né de la révolution.

C'est pourquoi nous avons dit précédemment, sous une forme purement affirmative, que, dans la bouche de Staline, l'invocation de la planification, en tant que continuation de la révolution d'Octobre, avait beaucoup moins de sens que l'évocation de la révolution française dans la bouche de Napoléon III. Celui-ci était indiscutablement une émanation des nécessités du système de propriété issue de la révolution française, alors que le capitalisme n'avait pas encore achevé sa phase de progrès.

Mais, qui oserait soutenir que Staline et sa caste de parasites sont aussi fermement enracinés dans la propriété socialiste ? Et s'il n'en est pas ainsi, à quoi rime l'identification des intérêts de la bureaucratie avec ceux de la planification ? À moins de nier avec nous cette identification, elle aboutit à l'idée essentielle soutenue par la théorie du «collectivisme bureaucratique». En effet, selon les défenseurs de celui-ci, la bureaucratie technique et politique est intéressée à développer l'étatisation et la planification de l'économie, elle se fond avec elles et en extrait les caractéristiques d'une classe. Tout en la condamnant, une bonne partie de l'Internationale se trouve aujourd'hui prisonnière de l'idée essentielle du collectivisme bureaucratique.

L'erreur provient d'une conception purement statique de la bureaucratie et d'une idée trop grossière de la planification. Nous avons fréquemment comparé la bureaucratie de «l'État ouvrier dégénéré» avec celle d'un syndicat jaune. Jusqu'à un certain point et, pendant un laps de temps déterminé, la comparaison était juste et expressive. Mais une différence essentielle existe entre les deux bureaucraties dont l'importance croissante, d'année en année, doit constituer aujourd'hui une des pierres angulaires de notre analyse du phénomène russe et de notre attitude à son égard.

La bureaucratie syndicale, aussi bien que celle des partis réformistes, est maintenue dans ses propres limites [1] par l'existence du capitalisme, propriétaire des moyens de production et du pouvoir politique. Sa fonction sociale est précisément déterminée par le choc entre les pôles antagonistes de la société ; elle amortit la lutte de classes en la rendant compatible, dans la mesure du possible, avec la société actuelle. Elle est utile à la bourgeoisie comme butoir des activités révolutionnaires et, en même temps, elle ne peut se détacher complètement des intérêts du prolétariat sans détruire la source de ses privilèges et perdre, dans les masses, l'influence qui la rend utile à la bourgeoisie. De là, sa stabilité considérable en tant que bureaucratie ouvrière.

Tout autre est la situation de la bureaucratie stalinienne en URSS. Au départ, elle était aussi située entre le prolétariat et les tendances restauratrices de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie urbaine et des koulaks. C'était l'époque où elle pouvait être considérée sans aucune réserve

comme une bureaucratie ouvrière. Pour ne pas perdre ses positions, elle devait développer l'économie d'État planifiée. Mais à mesure qu'elle le faisait, en éliminant complètement la possibilité d'une restauration capitaliste par le truchement des vieilles classes, la bureaucratie s'est différenciée de plus en plus du prolétariat, économiquement et politiquement, en créant un centre propre d'intérêts conservateurs. À la veille de la guerre, son empire sur le pouvoir, la production et la distribution est devenu absolument totalitaire ; elle a cessé d'occuper une position intermédiaire. En effet, il semble indéniable que dans la société soviétique ou russe – nous préférons l'appeler russe – les pôles extrêmes sont, depuis des années, la bureaucratie à l'extrême droite et le prolétariat à l'extrême gauche. Mais c'est là un fait essentiel qui modifie d'une manière décisive la fonction sociale de la bureaucratie et dont l'Internationale doit tirer toutes les conclusions qui en découlent, sous peine de s'abandonner à un ronronnement théorique aux graves conséquences.

En vertu de quel mécanisme ou loi historique, l'extrême droite de la société russe devrait-elle s'ériger en gardienne – toujours malgré elle – de l'économie planifiée ? Si elle agissait ainsi, la bureaucratie ne travaillerait pas malgré elle en pleine liberté, pour défendre ses intérêts. Ce qui, autrefois, l'obligeait à développer la planification, c'était la crainte d'être délogée de ses postes de commandé et de ses privilèges par une restauration des anciennes classes. Ce danger est aujourd'hui absolument inexistant. S'il est vrai que, aussi bien à la campagne qu'à la ville, subsistent quelques vieux éléments de propriété privée, ou qu'il s'en est créé de nouveaux dans les deux cas, la majorité sont étroitement liés à la bureaucratie et la fraction indépendante de cette propriété ne représente qu'une plume en comparaison de la masse écrasante des intérêts économiques conservateurs de la caste dominante. Économiquement et politiquement, la bureaucratie est l'extrême droite réactionnaire. Rien n'existe qui puisse l'obliger à s'appuyer sur le prolétariat et à développer la planification. Si, malgré tout, la Voix de la routine maintient que la bureaucratie veille aux intérêts de la planification, il faut alors se dépouiller de tout camouflage terminologique et reconnaître carrément que la théorie du collectivisme bureaucratique est dans le vrai : bureaucratie et planification sont consubstantielles pour toute une période historique, elles se combinent en un système où la première a le pouvoir d'associer la production socialiste avec le système capitaliste de distribution, d'exploitation et de hiérarchie.

Il est bon d'affronter ici une objection probable. Ce ne serait guère qu'un jeu de prestidigitation que d'essayer de situer la bureaucratie russe entre le prolétariat et la bourgeoisie mondiales, de la représenter comme tiraillée et tremblante entre la menace révolutionnaire de l'un et la menace réactionnaire de l'autre et, en conséquence, obligée de continuer de porter la croix de la planification dans le but de se défendre des attaques extérieures. Quand les statistiques russes susceptibles de montrer le processus moléculaire de l'évolution sociale pourront être examinées librement,

nous verrons que ce fut précisément lors de l'attaque de la bourgeoisie extérieure que la bureaucratie concentra dans ses mains la plus grande quantité de ressources économiques identifiables à celles du capital privé et qu'elle grignota définitivement la planification.

L'attaque de la bourgeoisie extérieure (représentons-nous celle de l'impérialisme allemand, ou une attaque future de l'impérialisme anglo-américain) ne trouve, à l'intérieur de la Russie, aucune classe située à la droite de la bureaucratie et qu'elle pourrait sauver de la «barbarie bolchevique». Dans le cas d'une future défaite militaire de la Russie, toute transformation imposée par les vainqueurs devra être effectuée avec la complicité de la bureaucratie et sur la base de celle-ci. Même en supposant – chose improbable – qu'on indemnise avec de nouvelles propriétés les descendants des vieux capitalistes et propriétaires fonciers expropriés par la révolution, l'énorme majorité des richesses, qui est de création postérieure, ne pourrait trouver ses plus «légitimes propriétaires» qu'au sein de la bureaucratie, compte tenu du butin que s'adjugeraient les vainqueurs. La situation de la Russie ressemblerait à celle de l'impérialisme allemand vaincu.

Toute possibilité de transformation sociale droitière qui détruirait complètement la bureaucratie étant donc exclue, celle-ci contemple la menace extérieure de la même manière que la classe capitaliste de n'importe quel pays. Elle part en guerre pour défendre sa proie et en profite pour renforcer les chaînes imposées au prolétariat, son *principal ennemi*, puisqu'il est le seul à la menacer de la détruire radicalement, et rejette sur lui la totalité des sacrifices. Elle n'a nullement besoin de faire des concessions au prolétariat en développant la planification, ce qui ne signifie pas qu'elle s'interdit le bénéfique démagogique de certaines traditions révolutionnaires. Ce fut au moment où les armées allemandes paraissaient le plus près de la victoire que Moscou plaça le prolétariat tout entier – déjà lié à l'usine comme le serf féodal à la terre – sous la loi martiale appliquée par la Guépéou, et qu'il annonça à son de trompe l'apparition des «millionnaires soviétiques». Ceux qui se montrent incapables de déduire ce que cachent ces faits, et s'obstinent à réclamer des chiffres et encore des chiffres, ne sont que de pauvres révolutionnaires séchant sur des statistiques.

En regardant les choses de près, on voit que l'intervention des armées impérialistes – même en lui accordant d'avance la victoire – menace moins la bureaucratie, aujourd'hui en tant que couche sociale, que l'intervention des puissances féodales ne menaçait la bourgeoisie française en 1814. Ce n'est pas une exagération.

Avant tout, avec son organisation actuelle, la Russie est, comme les États-Unis et l'Angleterre, une puissance contre-révolutionnaire de première grandeur. Les impérialismes doivent se sentir épouvantés à la seule idée que les camps de concentration et de travail, les prisons et les isolateurs politiques pourraient s'ouvrir et vomir par tous les pays leurs mil-

lions d'hommes avides de vengeance contre la bureaucratie, soutenus par l'espoir d'un retour à Octobre et parmi lesquels survivent peut-être des centaines ou des milliers de bolcheviks. Un affaiblissement de la bureaucratie engendrerait facilement des possibilités insoupçonnées de restauration du pouvoir révolutionnaire. On le sait à Londres et à Washington, et l'on accorde au pouvoir stalinien le respect dû à un gardien d'un ordre qu'eux-mêmes n'amélioreraient pas en occupant la Russie. En second lieu, la bureaucratie ressemble beaucoup plus à la grande bourgeoisie impérialiste que la bourgeoisie française de 1814 à la noblesse féodale de ses attaquants. Les chefs staliniens, souvent richissimes, manquent en effet de titres de propriété sur les moyens de production. Mais la propriété collective de ceux-ci est devenue une fiction juridique de plus en plus éloignée de la réalité sociale. L'intervention des impérialistes pourrait tout au plus accélérer le processus d'appropriation par la bureaucratie, unique voie possible d'un retour complet à la propriété privée.

Il n'existe donc rien, ni intérieurement ni extérieurement, qui lie la bureaucratie au prolétariat et l'oblige à continuer de développer la planification. La Quatrième Internationale doit se débarrasser de son concept statique de la bureaucratie russe. Son évolution est déjà arrivée très loin. On n'a pas le droit de lui attribuer les caractères particuliers d'une bureaucratie ouvrière, mais plutôt ceux d'une classe dont la structure définitive se trouve encore en voie de cristallisation et qui, pour se cristalliser entièrement doit étouffer la révolution prolétarienne là où elle apparaît et s'intégrer aux formes décadentes qu'adoptera le capitalisme mondial. Nous verrons plus loin que l'organisation stalinienne de la Russie pourrait peut-être représenter l'avant-garde de ces formes.

Mais avant d'aborder plus largement ce problème, pénétrons dans la forteresse de la planification stalinienne où se retranchent les partisans de la défense de l'URSS ; définissons la planification selon le critère marxiste et mesurons avec cet étalon ce qui se passe en Russie. Nous découvrirons que la forteresse, manquant de fondations, non seulement ne peut pas être défendue, mais menace de s'écrouler sur la tête de ceux qui continuent à s'y retrancher.

Pour mieux situer la question et éviter que la forêt nous cache les arbres, il faut recourir à une notion marxiste très simple qui, croyons-nous, a été assez négligée par rapport à l'économie et la bureaucratie soviétiques. Nous voulons parler du caractère de la société de transition. La différence entre celle-ci et la société capitaliste consiste, économiquement, en ce que la propriété des moyens de production est passée de la bourgeoisie aux classes productrices qui organisent la production selon un plan satisfaisant les nécessités sociales.

Si nous prenions au pied de la lettre cette idée essentielle de notre conception du développement socialiste, il faudrait conclure rigoureusement que la société russe a cessé d'être en transition vers le socialisme et a subi une nouvelle expropriation au moment où les classes productrices ont été

chassées du pouvoir politique et de la direction économique, ce qui, depuis de nombreuses années, est un fait sauvagement établi en Russie. Mais, admettons qu'entre la pureté de la conception idéologique et la réalité vivante, il se produise parfois un décalage avec des interstices qui peuvent être différemment remplis selon la situation concrète, sans que la société perde son orientation fondamentale vers le socialisme.

Dans le cas de la Russie, la bureaucratie stalinienne remplirait les interstices mis en évidence par le décalage pratique de la société de transition par rapport à la conception pure de cette même société ; elle trouverait là, à la fois, la base de sa différenciation par rapport au prolétariat en tant que *bureaucratie* et le lien de sa fonction particulière, en tant que bureaucratie *ouvrière*, avec la fonction historique du prolétariat. De toute manière, quelque ampleur qu'on accorde au décalage, il ne saurait dépasser certaines limites sans altérer la nature même de la société. Il est déjà, à première vue, monstrueux et répugnant de supposer un lien quelconque entre la bureaucratie stalinienne, qui a dépassé largement toutes les limites imaginables, et la fonction historique du prolétariat. De fait, aussi bien l'Internationale que Trotsky personnellement ont nié à maintes reprises l'existence de ce lien. Mais mettons un frein à la sensibilité, bien que dans des questions d'élucidation difficile elle soit fréquemment le meilleur guide, et ayons recours à l'objectivité jusqu'à friser la loufoquerie.

Nous savons, par les évidences les plus criantes, qu'en Russie le prolétariat n'a pas plus de participation au pouvoir politique que celle que lui fait sentir la constante terreur de la Guépéou ; nous savons qu'il est rigoureusement exclu de la direction économique et soumis à un système d'exploitation beaucoup plus inique que dans n'importe quel pays capitaliste ; nous savons que sa part dans la distribution des produits est exactement celle de l'esclave, cependant que la bureaucratie s'entoure d'un faste oriental ; nous nous résignerions malgré tout à croire que la société continue à être en transition vers le socialisme, si la bureaucratie, tout en étant criminelle et voleuse, dirigeait la marche de l'économie en obéissant aux nécessités historiques de la consommation générale. Tels sont la raison et le but de la planification, qu'on ne doit pas confondre avec un plan de production quelconque ; sans cela la société peut être en transition vers où l'on voudra, sauf vers le socialisme.

Il est nécessaire de dire ici que l'escamotage des statistiques, pratiqué avec un soin tout spécial par la bureaucratie en établissant les projets et les bilans des plans quinquennaux, a si bien atteint son but de cacher les réalités économiques les plus importantes pour le prolétariat soviétique et mondial qu'elle continue à tromper même de nombreux trotskistes. Mais si nous scrutons un peu le fouillis des chiffres publicitaires nous nous rendrons compte que ni nous ni personne hors des hautes sphères bureaucratiques n'a eu connaissance, au cours des dix dernières années, des chiffres de base d'une économie qui marcherait vers le socialisme, même à pas de tortue, à savoir vers la distribution concrète du produit du travail social,

base de la reproduction et de l'élargissement de la richesse totale. Et ce serait là l'unique élément qui nous aurait permis de considérer, de façon panoramique, la marche de l'économie et d'assurer sans risque d'erreur que la bureaucratie continuait à développer la planification dans un sens progressiste ou que ses insertions [*incisions*] capitalistes, que personne ne nie dans l'Internationale, déviaient et faussaient la planification.

Dans la société bourgeoise, la reproduction élargie du capital s'effectue en partant des intérêts de la classe propriétaire. Dans la société de transition, de même que dans la société communiste, la reproduction élargie doit s'effectuer en partant des nécessités sociales. Marx a donné dans son œuvre fondamentale, la formule de la reproduction capitaliste : $c + v + pl$, où c représente le capital constant ou les moyens de production, v le capital variable ou les moyens de subsistance pour les travailleurs et pl la plus-value des capitalistes qui se divise en une partie consommée par eux sous forme de moyens de subsistance et une autre partie capitalisée pour l'accroissement de la production, ou reproduction élargie.

Dans la société capitaliste, c ne peut s'accroître que dans la mesure où les capitalistes trouvent un marché pour réaliser la plus-value contenue dans l'excédent de marchandises qui en résulte. Et c'est seulement dans une certaine proportion de l'accroissement de c que v augmente aussi. Au contraire, dans une société planifiée, l'accroissement de c dépend uniquement des nécessités de v qui comprend la totalité de la population et de la grandeur de pl . Mais pl cesse d'être la plus-value à proprement parler, c'est-à-dire le bénéfice des capitalistes, mais du surtravail à la disposition de la société pour l'accroissement du capital constant et la reproduction élargie conformément à ses nécessités. En d'autres termes, dans la société planifiée, les moyens de production nécessaires sont déterminés par les moyens de subsistance nécessaires, la consommation préside à la capitalisation, tandis que dans la société capitaliste les deux sont dominés par la plus-value réalisée et n'existent que dans la mesure où ils satisfont les intérêts particuliers de la classe propriétaire.

Karl Marx et Rosa Luxemburg ont observé que le schéma de la reproduction élargie du capital conserve sa valeur objective pour l'économie planifiée sauf que dans celle-ci le rapport des termes $c + v + pl$ est définitivement altéré. Essayons de fixer la différence pour juger ce qui se passe en Russie.

Sous le capitalisme v , salaires ou biens de consommation pour la classe travailleuse, se trouve réduit au minimum indispensable par rapport aux conditions régnant sur le marché du travail. Loin d'intervenir comme facteur déterminant dans le processus de la reproduction élargie, il n'est qu'un de ses résultats. De son côté pl , la plus-value concentrée dans les mains de la classe propriétaire, est en grande partie dépensée pour la consommation exorbitante de ses détenteurs et va d'autre part accroître le total de c , c'est-à-dire des moyens de production, mais uniquement s'il a le moyen de se transformer de nouveau en plus-value augmentée. Tout le

processus de la reproduction élargie dépend donc, sous le capitalisme, de pl , plus concrètement de l'appropriation du surtravail qui se transforme ainsi en plus-value pour la classe propriétaire des moyens de production. De là vient le développement chaotique et toutes les contradictions inhérentes au capitalisme. Moyennant une unification ou un contrôle des capitaux privés – déjà en voie d'application dans les principaux pays – le développement chaotique peut être atténué considérablement, mais c'est seulement pour faire ressortir avec une plus grande violence la contradiction fondamentale qui oppose le caractère de la production et de la *distribution* capitalistes aux intérêts de la consommation et du progrès technique et culturel de l'humanité. Pour surmonter cette contradiction, il ne suffit pas d'éliminer la propriété privée des moyens de production, il faut éliminer aussi l'appropriation de la plus-value par une catégorie sociale. En effet, l'économie arrivant à un point donné – déjà atteint mondialement depuis un certain temps –, le processus de reproduction élargie est entravé par la dépendance complète de la relation $c + v + pl$ à l'égard des intérêts de la catégorie sociale qui bénéficie de pl . Ceci entraîne d'importantes conséquences surtout dans le cas d'une organisation sociale comme celle de la société russe.

L'intervention de la révolution prolétarienne résout cette contradiction en mettant les moyens de production entre les mains de la société, en faisant disparaître pl en tant que plus-value maniée par une catégorie de la population et, en la traitant comme surtravail, elle fait dépendre sa capitalisation des nécessités de la consommation. Le point d'appui de la formule $c + v + pl$ passe ainsi intégralement de pl à v .

Ce dernier devient, d'un résultat accessoire de la reproduction élargie, son facteur déterminant. Et par ailleurs pl , rendu à sa légitime nature de surtravail social, peut se transformer directement en nouveaux moyens de production, sans passer par les métamorphoses que doit subir la plus-value capitaliste pour se réaliser et s'investir de nouveau ; ou bien pl peut se diviser en une partie destinée à l'accroissement subséquent de la production et en une autre destinée à l'accroissement de la consommation immédiate.

Le problème dépendra en grande partie, naturellement, de la forme que les produits auront en venant au monde, du rapport entre les chiffres des biens de production et des biens de consommation fabriqués au cours de chaque cycle. Nous nous trouvons déjà dans le domaine souhaité de l'économie planifiée et cela ne peut être indifférent au sort de celle-ci.

Dans le but d'alléger le plus possible cette étude, nous avons éliminé jusqu'à maintenant la division qu'établit Marx dans la reproduction élargie du capital. Il distingue un secteur dédié à la production des moyens de production et un autre à la production de biens de consommation. Il faut en tenir compte à l'avenir car ce n'est pas arbitrairement que Marx fait partir la reproduction élargie, sous le capitalisme, des nécessités de la section des moyens de production alors que dans une économie planifiée elle doit naître des nécessités de la section des biens de consommation. La dif-

férence est essentielle et implique tout le concept de *planification* de la *consommation*. Sur la base du capitalisme, l'accroissement du capital constant s'oppose au capital variable, ou consommation des travailleurs, dans un double sens : il constitue une fin en soi pour les exploiters de la plus-value, et la disproportion entre l'accroissement de l'un et de l'autre est plus désavantageuse pour le capital variable à mesure que s'accroît la productivité du travail. Sur la base de l'économie planifiée cette double opposition disparaît. Tout calcul d'élargissement de la consommation devra avoir pour raison et pour but l'élargissement de la consommation, dans le cas contraire il ne peut y avoir de société en transition vers le socialisme.

Essayons enfin de fixer le caractère des termes de la formule $c + v + pl$ et leurs rapports réciproques dans la reproduction élargie d'une économie planifiée.

Le capital constant c est passé des capitalistes à la communauté. Se divisant en moyens de production de biens de production et en moyens de production de biens de consommation, il ne peut être regardé que comme la mine d'où la population extrait la richesse nécessaire à l'organisation de la société communiste. Il n'est plus régi par les capitalistes de pl mais par les travailleurs de v .

Le terme v a cessé de représenter les travailleurs salariés ou le capital variable proprement dit. Il comprend la consommation de la totalité de la population travailleuse puisque les catégories qui ne sont pas strictement incluses dans ce terme (bureaucrates, soldats, policiers, instituteurs, écrivains, malades, personnes incapables de travailler, etc.) recevraient leur pouvoir d'achat du produit total de v directement, ou par l'intermédiaire de l'organisation sociale. Le fait que v ait cessé de représenter du travail salarié signifie que si, sous le capitalisme, les nécessités de la population disparaissent entre c et pl , c'est-à-dire entre les moyens de production, propriété d'une catégorie sociale, et les bénéfices de cette dernière, dans la planification v apparaît en dominant et combinant c et pl , devenant lui-même la mesure des deux autres termes. Lorsque v perd cette qualité déterminante et se transforme de nouveau en travail salarié, la planification s'embrouille [*se complique*], fait marche arrière et tout développement économique progressif devient impossible.

De son côté, pl cesse également d'être la plus-value contrôlée par une catégorie de la population qui la réinvestit ou la dépense selon ses intérêts ou ses velléités. Elle n'est plus que le surtravail sur lequel compte la société pour envisager la reproduction élargie ; elle est intégralement à la disposition de v pour le développement de c et pour sa propre consommation. L'impersonnalisation de pl est la condition la plus indispensable pour la conservation et le développement de la planification socialiste. La concentration de la plus-value entre les mains d'une catégorie sociale (il est inutile qu'elle soit propriétaire des moyens de production au sens strict) modifie forcément la distribution dans le sens capitaliste et ne peut man-

quer d'imprimer à la reproduction élargie la direction nécessaire pour aggraver les différences de distribution. Le caractère des moyens de production en est ainsi affecté.

Sans doute, dans la première étape de la société de transition, lorsque la répartition des produits et les coutumes conservent l'empreinte capitaliste, certaines catégories de la population bénéficient encore de la plus-value. C'était le cas, pendant les premiers temps de la révolution russe, des techniciens non affiliés au parti bolchevique, dont le travail se payait à prix d'or. Cependant v , la population travailleuse, étant en possession des instruments de travail, disposait de la distribution de pl . En échange, il devient impossible d'attribuer le même caractère exceptionnel et inoffensif à l'exploitation systématique de la plus-value pratiquée par la bureaucratie stalinienne.

Si nous prenons un cycle de production suivant immédiatement la société capitaliste, la reproduction planifiée devra commencer par déduire du produit total :

- une quantité de biens de consommation pour la population approximativement égale à celle employée dans le même but sous le capitalisme ;
- une autre quantité de moyens de production pour remplacer ceux qui ont été usés, quantité qui se trouve incorporée dans les produits obtenus.

Le reste de la production, ce qui constitue le surtravail qui, dès le premier instant, sera très supérieur à celui obtenu sous le capitalisme, grâce à la disparition du gaspillage des classes capitalistes et à la diminution des dépenses d'administration et de gouvernement, restera entre les mains de la société pour élargir la production dans le cycle suivant.

Cette image de la société de transition est celle laissée par Karl Marx dans la *Critique du programme de Gotha*.

Il n'est pas superflu de rappeler que Marx, après avoir déduit le nécessaire pour accroître la production, suppose qu'il en reste encore pour augmenter la consommation immédiate des travailleurs. Il indiquait ainsi, d'un côté, que, dans la société de transition, les produits perdent la caractéristique de marchandises qu'ils ont sous le capitalisme et que, d'un autre côté, par rapport aux buts historiques, la répartition est le but, la propriété collective et la planification, les moyens.

Nous pouvons, en cela, faire une concession à l'objectivité mécaniste derrière laquelle se retranche la Voix de la routine, et reconnaître que l'emploi intégral du surtravail social à l'accroissement du capital constant n'altère pas le caractère de la société de transition durant ses premiers cycles. Cela ne fait que poser avec plus d'ampleur le problème de la répartition dans les cycles suivants qui donneront une masse croissante de produits.

Même si nous allons jusqu'à supposer qu'au début tout le surtravail social apparaît dans la section des moyens de production, excepté un minimum de biens de consommation indispensables pour la consommation des travailleurs supplémentaires qui mettront en marche les nouvelles ma-

chines, il est impossible d'envisager une série de cycles de production de dix ou vingt ans par exemple, sans que l'accroissement ininterrompu de c n'entraîne un accroissement de la consommation de v . Le sort de la société de transition, c'est-à-dire de l'économie planifiée, s'y décide. Il ne s'agit pas seulement de la satisfaction immédiate d'une classe ouvrière qu'une objectivité boiteuse mésestime avec trop de désinvolture, mais des conditions matérielles qui doivent permettre une élévation constante du niveau technique et culturel, élévation sans laquelle la planification devient impraticable, se transforme en un simple plan et le plan en l'expression des intérêts d'une catégorie sociale.

En somme, pour que la reproduction élargie de la société de transition conserve sa tendance socialiste, il faut :

- Que le surtravail pl cesse de se concentrer entre les mains d'une catégorie sociale, sans quoi sa distribution entre c et v ne peut se faire en accord avec les intérêts de v , mais s'opère en accord avec les intérêts de la catégorie sociale qui manie pl . C'est la pierre angulaire de la planification.

- Que les produits perdent le caractère de marchandises qu'ils ont sous le capitalisme ; dans le cas contraire, la consommation des masses et la capitalisation se trouveraient entravées par la réalisation de la plus-value sous forme monétaire ou sous forme de possessions, comme dans la société bourgeoise, favorisant le développement de couches sociales qui y sont spécialement intéressées.

- Que l'éducation technique et la culture générale de la population travailleuse comprise dans v s'élève. Cette condition est une conséquence de la distribution. Sans elle, l'accroissement même de c et la planification se trouvent limités par la capacité – qui représente également des intérêts économiques – de la minorité techniquement capable. Par ailleurs, c'est également une condition de l'affaiblissement et de la disparition de l'État.

Sans ces trois conditions, la propriété collective des moyens de production devient fictive et l'homme continue d'être séparé des instruments de travail, origine de toute société divisée en classes.

Même les plus chauds défenseurs de la Russie n'oseront pas affirmer que la distribution du produit du travail est effectuée par la population travailleuse comprise dans v , ou qu'elle respecte ses intérêts élémentaires. Depuis que la planification est un fait mondialement connu – depuis le triomphe du Thermidor stalinien –, c'est la bureaucratie qui contrôle le surtravail social.

Derrière pl il y a eu dès ce moment, comme sous le capitalisme, un groupe d'hommes ; pl récupérait ainsi son caractère de plus-value dans la mesure où la bureaucratie affirmait sa domination. Nous ne disons rien de nouveau en affirmant que, dans la planification russe, les intérêts de la bureaucratie ont toujours été présents.

Mais nous avons le plus impérieux devoir de reconnaître toutes les conséquences qui découlent du fait que $c + v + pl$ n'était pas régi par v , chose indispensable dans un système de production pour la consommation, mais

par une catégorie sociale embusquée derrière *pl.*

Ce qu'on peut observer tout d'abord c'est que même à sa meilleure époque, celle du premier plan quinquennal, la planification a produit uniquement pour satisfaire les nécessités militaires et les nouvelles nécessités de consommation de la bureaucratie, pas moins exorbitantes que celles de la bourgeoisie. Sans doute, les nécessités militaires, dans un pays révolutionnaire encerclé par le capitalisme, font-elles partie des nécessités générales du pays. Mais, interprétées par la bureaucratie, elles portaient le sceau de son caractère politique et social réactionnaire. En renonçant au grand objectif stratégique du prolétariat, la révolution mondiale, le stalinisme n'effectuait pas une manœuvre de défense ou une simple erreur opportuniste, il traduisait à l'échelle internationale ses nécessités contre-révolutionnaires intérieures.

La nature et la mission de l'armée devaient donc souffrir une altération radicale. Il lui fallait une grande armée de caserne, une armée prussienne dans le sens le plus strict du mot, dirigée aussi bien contre les puissances extérieures que contre la révolution internationale, principalement dans les pays limitrophes, et surtout contre les masses soviétiques. En effet, l'armée stalinienne est avant tout une force de police contre-révolutionnaire intimement liée aux bases économiques de la bureaucratie. L'armée lui offre le plus vaste champ de différenciation en même temps que l'appareil militaire indispensable pour maintenir la population écrasée.

Lorsque, au milieu de la seconde décennie de ce siècle, Staline, déjà affermi au pouvoir, jetait à l'Opposition de Gauche : «Les cadres actuels ne pourront être changés que par une guerre civile», ce n'était pas une phrase polémique, il se référait à l'armée et à la police et donnait le signal d'un monstrueux développement des deux, si bien qu'aujourd'hui la Russie est le pays le plus militariste du monde. L'Espagne franquiste elle-même lui est inférieure dans ce domaine. Franco destine aux dépenses militaires un peu plus de 35% du budget total de l'État pour 1946. Staline, en 1945, dédiait aux mêmes fins plus de 45%. Et l'on sait qu'il a promis d'augmenter, non de diminuer, les dépenses de guerre du premier budget de paix. Ajoutons que, dans le pourcentage de Franco, nous avons inclus les dépenses de police qui figurent à part. Il est impossible d'en faire autant avec le budget de Staline, parce qu'il cache les dépenses de police sous d'autres dénominations, peut-être sous la rubrique : «Secteur social et culturel».

Depuis l'année 1929, le niveau de vie des masses travailleuses russes a baissé continuellement. Il était arrivé à son point le plus élevé en 1928, à 25% au-dessus de son niveau de 1913, à la veille de la Première Guerre mondiale. À mesure qu'ont été appliqués les plans quinquennaux, l'inflation, la hausse continue des prix et la masse des impôts pesant de plus en plus lourdement sur les articles de consommation populaire ont restreint progressivement les salaires réels de telle sorte que si, par rapport à 1913, ils étaient en 1928 à l'indice 125, à la veille de l'entrée de la Rus-

sie dans la Seconde Guerre mondiale , en 1940, ils étaient tombés à 62 [2]. Cette chute du niveau de vie des masses est indirectement confirmée par la bureaucratie qui ne publie pas d'indices des prix depuis 1930. Trois plans quinquennaux ont réduit la consommation des masses à la moitié de ce qu'elle était avant la consolidation du Thermidor stalinien.

Nous pouvons nous faire une idée approximative de l'exploitation intensive à laquelle est soumis le prolétariat russe par le fait suivant, exhibé avec optimisme dans les statistiques officielles : en 1939, la journée de travail d'un kolkhozien produisait 98 kilos de grain et la paye de la même journée équivalait à 4 kilos, ce qui donnait un solde de travail non payé, ou plus-value, supérieur à 96% [3]. Les ouvriers d'usine ne se trouvent très certainement pas en meilleure posture aujourd'hui. Ainsi l'on s'explique que le président de la Chambre de commerce américaine, Johnston, ait pâli d'envie en observant les méthodes d'exploitation pratiquées dans les usines russes. Qu'est-ce qui détermine cette horrible exploitation : les nécessités d'une économie en transition vers le socialisme ou celles d'une économie simplement progressive ? Non-sens ! Uniquement les intérêts économiques réactionnaires de la caste dominante.

Dans la mesure où l'on réduisait la part dans la distribution du produit total du travail, le surtravail restant croissait nécessairement. Qu'en a-t-on fait ? Comment a-t-il été employé ? Une énorme partie que personne n'est en état de calculer, car c'est celle que le Kremlin a le plus intérêt à cacher, est dilapidée par ce que les gouvernants eux-mêmes appellent l'*intelligentsia*, c'est-à-dire la caste privilégiée, depuis les contremaîtres ou stakhanovistes jusqu'au «père des peuples», en passant par les ingénieurs et directeurs d'usines, les présidents de kolkhozes, les officiers de l'armée, les agents de la Guépéou et les écrivains mercenaires. Une autre partie, encore moins calculable, a été thésaurisée par cette même racaille d'où sont sortis les «millionnaires soviétiques» tant célébrés. Le reste a été capitalisé avec le plus complet mépris des nécessités de la consommation sociale ou plus exactement de la consommation des masses, puisque, parmi tous les biens de consommation, la production des articles de luxe est la seule qui ait cru de façon notable.

La reproduction élargie s'est polarisée dans la section des moyens de production et, à l'intérieur de celle-ci, non dans le secteur qui permettrait de développer les moyens de production des biens de consommation, mais presque exclusivement dans le secteur de la production de guerre. En 1929, les biens de consommation représentaient 55,6% de la production totale, en 1939 seulement 39%, soit une réduction de plus de 16%, ce qui représente beaucoup plus en réalité, si l'on tient compte de l'accroissement de la population. En conséquence, les dépenses de guerre sont passées de 8,9% du budget de 1933 à 45% en 1945 et le développement dans ce sens continue. Cependant, malgré le gouffre sans fond des investissements militaires, le total des investissements dans l'industrie est descendu de 60,8% du budget en 1933 à 33% en 1940. La reproduction

élargie se heurtait évidemment aux intérêts économiques de l'*intelligentzia*. Et quelle dimension objective révolutionnaire contient une économie dont le développement est limité et déterminé par les intérêts d'une minorité sociale ? Aucune. Cette même caractéristique constitue l'origine de la nature réactionnaire de l'économie capitaliste, nature à laquelle n'échappe pas l'économie russe d'aujourd'hui. En affirmant le contraire, les partisans de la défense de l'URSS tombent une fois de plus dans le champ du «collectivisme bureaucratique», à moins qu'ils n'identifient la mission du stalinisme avec celle de la bourgeoisie à son époque progressive.

Nous pouvons encore citer quelques faits impressionnants sur le caractère réactionnaire de l'économie russe. Par exemple, les impôts.

Le stalinisme a eu recours à un système de taxation sur les articles de première nécessité, système qui a disparu au Moyen Age en Europe occidentale. Le pain paye un tribut de 75%, d'autres produits agricoles 89%. Et, pendant que les articles de soie sont taxés de 21 à 37%, la percale est grevée de 48% et le pétrole, nécessaire à l'éclairage et au chauffage populaires dans beaucoup d'endroits, de 88%. De là vient le fait que 20% des revenus de l'État en 1940 étaient constitués par les impôts indirects et 40% en 1945 [4].

Par contre, les produits de l'industrie lourde ne sont grevés que de 0,05 à 1% ce qui ne représente pas une facilité pour l'industrialisation mais pour la concentration de la plus-value dans les mains de l'*intelligentzia*. Les directeurs d'usines et de trusts participent aux bénéfices de leurs entreprises : 4% jusqu'à la limite prévue et 50% des excédents. Mais nous n'insisterons pas plus sur ces faits considérés comme des bagatelles par ceux qui se consolent avec ce qu'il y a «malgré tout» de progressif dans la planification et la nationalisation dans l'«État ouvrier dégénéré». Attaquons-les dans leurs derniers retranchements.

Nous devons pour cela revenir un instant à la formule de la reproduction élargie qui, bien qu'aride, dévoile de façon implacable la nature d'une économie. Comme nous l'avons vu, depuis le début du premier plan quinquennal jusqu'à la fin du troisième plan, les salaires réels ont souffert une réduction de 50%. Le solde global de pl doit avoir augmenté dans la même mesure ou davantage, si le stakhanovisme, l'universel travail à la tâche et la mécanisation ont accru la productivité moyenne. Si les rapports de la formule $c + v + pl$ étaient régis par les intérêts ultérieurs sinon immédiats de v , hypothèse de base indispensable à la planification dans le sens marxiste, chaque cycle de rotation économique compris entre 1929 et 1940 aurait dû enregistrer une hausse géométrique de la capitalisation de la production. La réalité qui se dégage des chiffres donnés dans les pages antérieures est relativement insignifiante et, fréquemment, se transforme en baisse. Où sont allés les 50% de plus-value arrachés au prolétariat entre 1929 et 1940 ? Nécessairement dans les poches de l'*intelligentzia* car la plus-value ne s'évapore pas.

Par ailleurs, dans une société qui vient d'exproprier les expropriateurs, les multiples et monstrueux privilèges matériels détenus aujourd'hui en Russie par plusieurs millions d'individus ne peuvent se constituer sans renforcer l'exploitation des masses à un degré plus élevé que sous les anciennes classes possédantes. Il y a vingt ans, la bureaucratie partait de rien, tandis que la bourgeoisie s'appuyait sur des siècles d'accumulation progressive et de consécration de ses «droits». De là vient que pour la contre-révolution stalinienne ce soit une question de vie ou de mort, un impératif historique dans le sens réactionnaire, de grever continuellement v avec plus de travail et moins de salaire. Splendide transition vers le socialisme !

À partir du moment où la reproduction élargie, $c + v + pl$, trouve dans le terme pl , non un véritable solde de surtravail social indispensable au progrès social, mais une catégorie de la population qui se l'approprie et l'administre, il devient impossible de parler de planification. Pour un révolutionnaire, planifier ne signifie pas projeter un plan quelconque de production, ce que de nombreux et méprisables pays capitalistes sont en état de faire aujourd'hui, mais un plan qui combine les investissements et c avec les nécessités de v . Des trois termes de la formule, c est continuellement passif, qu'il s'agisse du capitalisme ou de la société de transition. La reproduction peut seulement reposer sur v ou sur pl .

Si elle repose sur v , les produits cessent d'être des marchandises et se répartissent entre v , consommation immédiate, et c , capitalisation pour l'augmentation subséquente de la consommation en accord avec les intérêts de la majorité de la population.

Si elle repose sur pl , ni c ni v ne peuvent croître à moins d'affirmer et d'augmenter les possessions économiques de la minorité qui transforme le surtravail social en sa propriété. Les produits deviennent de nouveau des marchandises, empêchant l'accroissement normal de c et le système de production entre en contradiction avec les intérêts du prolétariat et de l'humanité [5].

Sans qu'on puisse fixer une date exacte, c'est ce qui s'est passé en Russie. Pour affirmer le contraire, il faudrait démontrer que l'*intelligentzia* ne s'est pas constituée *propriétaire de la plus-value*. Parler aujourd'hui de planification en Russie est une affirmation d'une ironie sanglante pour les masses et une concession aux tendances décadentes du capitalisme mondial. Sous le stalinisme, il n'existe qu'un plan déterminé par une minorité accaparant pl , plan tout aussi en contradiction avec les intérêts du progrès historique que l'économie anglaise ou américaine.

Ce serait faire preuve d'un absurde aveuglement que de chercher à dénaturer l'argument antérieur en embouchant les trompettes de la «défense nationale». Les nécessités industrielles de la défense militaire ne laissent pas de porter le sceau ignominieux de l'esclavage stalinien. Supposons, en faisant une autre concession au mécanisme défensiste, que par nécessité ou en raison des caractéristiques politiques de la bureaucratie, la presque

totalité du surtravail ait dû être orientée vers l'industrie lourde. A plus forte raison la reproduction élargie, dans ce domaine aurait dû s'élever verticalement. Les résultats cadrent peu avec l'idée de la planification et avec le total exorbitant de plus-value extrait des masses. En 1929, l'industrie lourde fournissait en Russie 44,4% de la production totale, en 1940, 61%. Cette même proportion dans l'industrie japonaise était de 33,7% en 1929 et de 61,8% en 1939. En partant d'une base relativement inférieure, un pays capitaliste pâtissant d'une technique retardataire et d'une organisation sociale féodale, obtient un accroissement notablement supérieur à la prétendue planification socialiste. Même si nous faisons passer de force les nécessités des masses sous les fourches caudines de la défense nationale stalinienne, nous voyons la planification s'évanouir devant les intérêts particuliers de l'*intelligentzia*, intérêts prééminents et prioritaires par rapport à tous les autres. Il est évident que la défense nationale est une fonction de la minorité sociale qui accapare la plus-value. La bureaucratie stalinienne deviendrait, comme tant de bourgeoisies le sont devenues récemment, l'agent et l'instrument de l'ennemi extérieur dès que le prolétariat menacerait gravement sa souveraineté. Il est à peine nécessaire d'ajouter que la concentration de la plus-value en tant que propriété collective ou semi-collective de la bureaucratie – dans de nombreux cas elle est individuelle – est ce qui imprime à l'État sa terrible idiosyncrasie contre-révolutionnaire aussi bien dans le domaine national et international que dans le domaine économique, celui de la répartition des produits.

En somme, la société russe nous offre une image totalement opposée à l'image de la société de transition donnée par Marx dans la *Critique du programme de Gotha*. Elle ressemble étonnamment au contraire à la description de l'État capitaliste unipropriétaire, faite par Engels:

«Mais, ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété de l'État n'enlève aux forces productives la qualité de capital. Pour les sociétés par actions, c'est chose manifeste. Et, à son tour, l'État moderne n'est que l'organisation que se donne la société bourgeoise pour maintenir les conditions générales extérieures du mode de production capitaliste en face des empiètements, tant des travailleurs que des capitalistes individuels. L'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste, l'État des capitalistes, le capitaliste collectif idéal.» [6]

Dans le premier document du Groupe espagnol au Mexique sur la Russie, il était dit : «La bureaucratie doit être aujourd'hui consciemment restauratrice.» C'était une inexactitude issue d'une étude incomplète du problème. La bureaucratie est déjà un capitaliste collectif, chaque bureaucrate est un «encaisseur de revenus» dont parle Engels à propos de la transformation de la propriété particulière en propriété de l'État. Dans l'économie russe nous avons un type particulièrement féroce de capitalisme d'État qui double les tares du capitalisme classique étudié par Marx : opposition

entre la production et les nécessités sociales ; luxe et gaspillage en haut, paupérisme en bas ; accroissement de l'esclavage du salariat et établissement d'un esclavage semi-légal qui fixe l'ouvrier à l'usine comme un écrou supplémentaire de la machine ; production de marchandises et exploitation de la plus-value ; interdiction aux masses de toute intervention dans l'administration économique et dans la direction politique ; centralisation étatique furieuse et dégénérée. Et il est inutile de parler des millions d'hommes condamnés aux travaux forcés, ilotes de la contre-révolution, ni des exactions permanentes de la dictature policière. Dans ce sens large, la restauration capitaliste a déjà eu lieu, nous ne faisons que reconnaître avec retard. En fouinant dans ses intérêts, l'*intelligentzia* voit qu'elle n'a pas devant elle une rupture de la planification qui la transformerait brusquement en une bourgeoisie de l'ancien type. La rupture est un fait plus que consommé et ce qui continue de s'appeler planification est vide de signification révolutionnaire. La bureaucratie verra ses différents clans lutter pour la distribution de la plus-value et le contrôle de l'État. Il n'est pas superflu de signaler ici que, selon des statistiques publiées par Moscou, l'*intelligentzia* ou l'encaisseuse des revenus, représente de 13 à 14% de la population, proportion semblable à celle de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers, des commerçants et des koulaks réunis dans la Russie tsariste : 15,9%.

Définissant ce qu'on doit entendre par planification, nous avons signalé comme une de ses conditions le progrès continu de la capacité technique et culturelle des travailleurs. En effet, la mise à profit de toutes les ressources économiques et des connaissances scientifiques au bénéfice de la société exige l'incorporation des masses à la technique et à la culture. Sans cela, toute révolution, aussi profonde soit-elle, se résoudra de nouveau dans l'exploitation de l'homme par l'homme. L'œuvre de la bureaucratie dans ce domaine la dénonce sans équivoque comme un capitaliste collectif.

Depuis 1933, les ouvriers ont un accès de plus en plus difficile aux universités, aux écoles techniques et secondaires. Parmi ceux qui réussissent encore à y aller, il faut compter une grande partie d'aristocratie ouvrière en voie d'incorporation aux «encaisseurs de revenus». Cependant, de 1933 à 1938, la proportion d'ouvriers dans les écoles secondaires a baissé de 41,5% à 27,1%, ce qui signifie qu'il n'y avait plus que l'aristocratie ouvrière. Dans les écoles industrielles, les ouvriers ont encore une plus grande participation en 1938, 43,55%, mais déjà la minorité bureaucratique et ses fils accaparent 45,4% des postes, sans compter l'aristocratie ouvrière stakhanoviste, une des pires espèces de contremaîtres ou de gardes-chiourme qui ait jamais existé, camouflée dans le pourcentage des ouvriers. Par ailleurs, avec le rétablissement des droits d'inscription scolaire en 1940, l'accès des écoles techniques ou secondaires et des universités est devenu pratiquement et définitivement interdit à ceux d'en bas. Des centaines de milliers d'étudiants pauvres ont dû abandonner les écoles. La

bureaucratie se définit comme une institution aussi fermée que la bourgeoisie, obstacle réactionnaire au progrès social. De même que sur le terrain économique, sur le terrain technique, le plus petit pas en avant est limité par les intérêts de la bureaucratie capitaliste-collective. Le monopole de la culture est inséparable du monopole de la plus-value, même lorsque la culture a été aussi dégradée que sous le stalinisme.

C'est en vain qu'on fera des cabrioles métaphysiques, c'est en vain qu'on se réclamera de la dialectique pour ajuster ces faits avec une prétendue continuité de planification. Si la dialectique ne doit pas se transformer en une camisole de force qui paralyse la pensée au lieu de l'aider, si nos idées ne doivent pas aboutir à un credo racorni et fermé, la dialectique doit être à notre service et non pas nous au sien. Entre l'un et l'autre il y a autant de différence qu'entre la science et la religion, l'authentique et l'ersatz.

Trop fréquemment nous entendons dans nos rangs crépiter des expressions comme «d'un point de vue dialectique», «la position dialectique du problème», «la dialectique de la situation», etc., couronnant ou commençant des raisonnements dont seul le diable sait quel rapport ils ont avec la dialectique. Dans ce cas, la dialectique commence à être employée comme un préjugé ou un dogme remplaçant le raisonnement et l'investigation avec lequel on cherche à convaincre en effrayant. Plus une idée perd de sa vivacité primordiale et plus on recourt à la sonorité du saint principe, plus on l'élève, on l'abaisse, on la tripatouille en cherchant à impressionner les esprits simples avec un «Vade retro satanas». Dans le cas de la dialectique, cet emploi est la négation même de son essence. Mais nous verrons la tendance défensiste y recourir d'autant plus fréquemment que sa situation sera plus désespérée. En réalité, des insinuations ont déjà été faites dans ce sens en cherchant à mettre en mouvement l'élément conservateur qui existe chez chaque trotskiste, comme chez tout être humain. Qu'importe ! Aux vade retro superstitieux nous opposons, non des conjurations mais l'analyse matérielle du devenir historique, l'essence de la dialectique irrécyclablement en lutte avec le dogmatisme ; nous agiterons avec elle l'esprit profondément révolutionnaire du trotskisme en danger d'être anesthésié.

Passant du général au particulier, nous n'employons pas la dialectique en répétant jusqu'à l'écœurement que la planification économique est très progressive, que son existence objective définit l'URSS comme «État ouvrier dégénéré» malgré sa superstructure bureaucratique et que la contradiction entre l'objectif de la planification et la superstructure bureaucratique doit produire une nouvelle synthèse, soit le rétablissement du pouvoir prolétarien, soit le retour au capitalisme. Seuls des esprits pieux qui recherchent une consolation aux terribles épreuves engendrées par le stalinisme peuvent vider la dialectique de toute substance jusqu'à la réduire à l'exposé simple, schématique et sot d'une thèse établie en 1917, d'une antithèse bureaucratique plus ou moins croissante, et d'une future synthèse,

foudroyante, instantanément visible, qui sera nécessairement soit bourgeoise, dans le sens classique de cette notion, soit socialiste.

En effet, la thèse ne fut jamais, même dans les cinq années qui ont suivi 1917, une force pure et solidement établie ; l'antithèse bureaucratique ne s'est jamais limitée au domaine de la superstructure ; quant à la synthèse, au cas où elle serait négative, rien ne nous permet d'affirmer qu'elle se résumerait à un brusque retour au passé bourgeois.

Du fait de sa différenciation économique croissante – déjà monstrueuse aujourd'hui – la bureaucratie constitue désormais, d'une manière progressive et évolutive, un facteur structurel qui s'oppose à la structure vacillante implantée par la révolution ; de plus, elle s'oppose à la thèse initiale et enfin, qu'on nous pardonne de recourir à une terminologie ingrate, elle s'efforce de se donner un visage avenant grâce aux douches de dialectique que commencent à lui administrer les partisans de la défense de la Russie. Par ailleurs, après une révolution qui a complètement anéanti les vieilles classes possédantes, une synthèse réactionnaire ne pourra jamais se produire brusquement. C'est à cela que se référait Léon Trotsky quand il évoquait l'assimilation des coutumes des vaincus par les vainqueurs, comme l'une des voies d'introduction de la contre-révolution.

C'est sur cet entrelacement et cette modification continuelle des divers facteurs que la dialectique doit se fonder pour déterminer s'il reste quelque chose à défendre en Russie, ou si la contre-révolution est déjà un fait accompli.

Nous avons déjà répondu : le triomphe de la contre-révolution est un fait, ni le prolétariat russe ni le prolétariat mondial n'ont rien à défendre en Russie. Mais nous voulons rabâcher une idée insinuée au début de ce travail. Si le poids objectif économique de la bureaucratie était relativement insignifiant vers 1922-1923, la possession du pouvoir politique lui a donné le moyen de l'accroître. À son tour, cet accroissement a provoqué une orientation générale de l'économie au profit de la bureaucratie, la transformation de la planification en un plan ou en une économie dirigée. Le facteur politique s'est donc révélé décisif, l'objectif-subjectif de la bureaucratie a su modifier l'objectif des conquêtes économiques d'Octobre. Thermidor, une fois qu'il a triomphé, est devenu le facteur principal de la détermination ultérieure et non pas la propriété nationalisée qui, dès lors, a entièrement échappé au contrôle des masses.

Le triomphe de la contre-révolution doit être le point de départ de l'analyse marxiste du phénomène russe. Cette question est intimement liée à la nature de la révolution socialiste. Contrairement à la bourgeoisie, le prolétariat ne peut être une classe propriétaire avant de faire sa révolution ; donc, quand il cède le pouvoir politique à des couches sociales situées à sa droite, il leur abandonne aussi des possessions économiques. La révolution bourgeoise pouvait subir un Thermidor et un bonapartisme sans que le contrôle économique de la société échappât à la classe capitaliste, mais pour la classe ouvrière, avec la fin du contrôle politique, le contrôle

économique échappe à la révolution prolétarienne. N'oublions pas qu'il s'agit de la révolution des révolutions, de l'émancipation de l'humanité à travers le prolétariat, de la révolution permanente. Ou elle va de l'avant, ou elle périt, tel est son dilemme.

Certains camarades supposent que la Russie en est aujourd'hui à l'étape de l'accumulation primitive du capital, c'est-à-dire le pillage de la majorité de la population par la minorité, ce qui permet à cette dernière de constituer son premier fond de capitalisation. L'expression s'applique mal au phénomène russe puisqu'elle se réfère à une étape de l'Histoire qui ne se répétera en aucune façon en Russie. Si nous l'acceptons – avec les réserves nécessaires – nous ne situerions pas ce pillage primitif en 1946, mais à partir des plans quinquennaux, particulièrement à partir du second et du troisième plans, à partir du moment où la bureaucratie, ayant créé dans l'aristocratie ouvrière la base indispensable pour vaincre les koulaks et empêcher la restauration des vieilles classes, s'est dirigée à toute vapeur vers la consolidation et l'élargissement de ses positions économiques, et a entrevu – peut-être inconsciemment – sa propre perspective.

Les grands travaux des plans quinquennaux, réalisés presque exclusivement avec le travail des prisonniers esclaves, littéralement pétris avec le sang de centaines de milliers sinon de millions d'hommes, constituent une partie du pillage initial de la population par la minorité bureaucratique. L'autre partie provenait de la masse travailleuse en général, plus-value dilapidée, thésaurisée ou convertie par les bureaucrates individuels, soit en propriétés au sens strict du terme, soit en bons de l'État. La chute du niveau de vie des masses était une condition de la prospérité économique de la bureaucratie. Malgré tout, la qualification d'*accumulation primitive du capital* nous paraît inadéquate parce qu'elle évoque l'étape bourgeoise qui reposait sur le processus de pillage primitif décrit par Marx dans *Le Capital*. Cette étape ne connaîtra en aucune manière une seconde édition en Russie ; elle s'efface aux yeux du monde entier, même dans les pays capitalistes qui n'ont pas souffert la rupture de continuité de la révolution d'Octobre, elle s'efface de quelque manière qu'évolue l'Histoire, avec ou sans révolution prolétarienne. Les positions économiques et politiques volées par la bureaucratie ne constituent pas le point de départ d'un nouveau développement du vieux capitalisme, ce qu'approuvent certainement les camarades qui ont parlé d'accumulation primitive ; ce qu'elles renferment primitivement c'est un type de société décadente vers lequel, sauf en cas de révolution sociale, s'achemine le monde entier.

Cette idée n'a rien de commun avec le collectivisme bureaucratique qui considère la structure russe actuelle comme une forme déjà stable, au moins dans ses traits essentiels, et, ce qui est pire, comme une étape nécessaire du développement historique. Rappelons en passant que Trotsky admettait le collectivisme bureaucratique comme type possible de société future en cas d'échec général de la révolution. Au contraire, nous le considérons comme inconcevable parce que l'arbitraire bestial que suppose

une dictature comme la dictature stalinienne ne peut pas même durer un demi-siècle sans corrompre toutes les relations sociales y compris celles de la bureaucratie. Mais ceux qui s'enferment dans le raisonnement : si l'État russe n'est pas encore un État bourgeois il reste alors nécessairement un État ouvrier dégénéré, se condamnent à un stérile matérialisme mécaniste. La physique atomique a prouvé que le mouvement d'une particule n'est prévisible que dans le cadre d'une loi des probabilités. Quel raisonnement scientifique peut nier à la société, où l'homme est le facteur suprême, la liberté dont dispose une particule de matière inorganique ! Le problème russe doit être compris dans sa dynamique propre, en tenant compte des diverses projections des classes et des tendances politiques, de leur respectif encadrement international, des modifications réciproques qu'elles souffrent dans les conditions données par la crise mondiale permanente et, facteur extrêmement important, des expériences politiques qui vont de la révolution bolchevique au triomphe du Thermidor stalinien et de celui-ci au triomphe des Trois Grands.

Tout ce que l'on peut assurer sur cette base c'est que l'État russe n'a rien à voir avec un État ouvrier, quelque dégénérescence qu'on lui accorde. Mais nous tomberions dans l'utopie en cherchant à prédire de quel genre de société il accouchera. C'est seulement au cas où le prolétariat mondial se montrerait incapable d'accomplir sa mission historique que la contre-révolution aboutirait à une forme plus stable. Il ne s'agira en aucune manière du capitalisme des siècles passés, quoiqu'il lui ressemblera comme lui ressemblent tous les types sociaux qui ont défilé devant l'humanité depuis le communisme primitif, dans la persistance de l'exploitation de l'homme par l'homme. Lorsqu'une forme sociale qui a réalisé ses possibilités ne se résout pas en forme supérieure, ses éléments constitutifs, les classes, la propriété, les idées se décomposent et se refondent durant une longue période de décadence, où ne sont pas exclues certaines montées économiques provisoires. Les vieilles classes dominantes, dégénérées et dépourvues d'énergie, sont irrémédiablement condamnées et, avant d'atteindre une nouvelle organisation stable, l'humanité recule vers des époques aveugles et brutales.

Malgré tout ce qui le distingue de notre temps, le monde gréco-romain décadent nous offre une riche expérience que nous ne devons pas négliger. Après avoir vainement cherché une solution positive à ses contradictions, il s'affaisse dans une décadence prolongée d'où surgit lentement le féodalisme. Mais la vieille classe patricienne qui, en instaurant l'Empire, paraît triomphante en face de la plèbe, est bientôt supplantée à la fois comme propriétaire et comme gouvernante par de nouveaux éléments, sans généalogie ni histoire, mais plus énergiques que les patriciens. Pendant tout le processus de décadence, jusqu'à ce que la société repose sur la forme féodale, le transfert de la propriété et du pouvoir se répète à diverses reprises au bénéfice de nouveaux éléments provenant presque toujours de l'armée. Et au milieu de cette constante et instable refonte, l'État, dieu omnipotent

et vengeur, ordonne, règle et centralise tout, y compris la propriété. Le moment où, sans équivoque possible, commencent la décadence et la marche vers le féodalisme, alors que la plèbe a subi une défaite décisive, c'est l'instauration de l'Empire par Jules César et son neveu Octave. Cependant, nombre de gens, y compris une grande partie de la plèbe elle-même et des patriciens, les considèrent, eux qui s'étaient imposés en combattant contre Pompée et Antoine – les représentants directs du patriciat – comme les continuateurs des frères Gracchus et, en une certaine manière, de Catilina. Quelques historiens modernes qualifient encore le régime de César de «première dictature de gauche». En réalité, avec César, la balance s'incline définitivement contre la solution positive du conflit social. Le nouveau dictateur et ses successeurs utilisent la plèbe pour imposer aux patriciens un compromis qui oriente la société vers sa décomposition, tout en représentant certaines concessions formelles de la part des patriciens.

De nos jours, les Césars sortent du stalinisme et de la social-démocratie et surtout du premier. La vieille bourgeoisie, en Europe surtout, a perdu confiance en elle-même et tend à abandonner le pouvoir aux parvenus qui démontrent une énergie dont elle manque. A travers la nationalisation de la grande propriété on entrevoit déjà une période pendant laquelle les leaders plébéiens conduiraient la société, plus asservie et exploitée que jamais, par le labyrinthe abyssal de la décadence.

A première vue, ce processus semble impossible et monstrueux, mais à le considérer de près, on arrive à la conclusion qu'il apparaît déjà distinctement. Pour lui couper la route, une puissante action révolutionnaire des masses est nécessaire. Sans doute, les masses offriront-elles des occasions révolutionnaires répétées, mais la victoire exige une réorientation de l'avant-garde dans le sens indiqué ici. Les leaders ouvriers officiels sont de plus en plus *indispensables* pour empêcher la révolution prolétarienne. L'exploitation des masses et la dictature des privilégiés ne peuvent se soutenir à la longue qu'à travers les leaders ouvriers. Leur victoire qui, répétons-le, nécessite au moins certaines mesures de nationalisation des moyens de production, représentera le point crucial dans la course à la décadence, avec toute la régression culturelle et la décomposition du prolétariat que cela comporte. La force de choc de ce processus est le stalinisme. Il faut être aveugle pour ne pas le voir après l'action qu'il a eue en Europe orientale.

En réalité, le combat que le prolétariat et la société ont à livrer pour trouver une solution positive au conflit de notre temps, se définit ainsi : soit le stalinisme et le réformisme seront détruits ; soit ceux-ci arriveront tôt ou tard, à travers de nombreuses luttes où ils se présenteront comme l'aile gauche, à une fusion ou à un compromis avec la vieille société, ce qui intronisera la décadence sociale face à un prolétariat abattu, ayant perdu toute confiance y compris en lui-même, corrompu idéologiquement et en pleine décomposition matérielle. Et, au moment où pointe cette pers-

pective menaçante, certains trotskistes continuent à considérer le stalinisme comme progressiste, car ils se retranchent derrière le misérable argument : «Donnez-nous des chiffres montrant que la propriété nationalisée n'existe plus en Russie.» Il est impossible de ne pas craindre que la dégénérescence du mouvement ouvrier ne se fasse sentir également dans nos rangs.

Au risque de paraître prolixes, nous insistons qu'un État capitaliste se définit synthétiquement par les traits suivants :

1.- La propriété privée ou étatique, sert à concentrer la plus-value entre les mains d'une minorité sociale.

2. - La production et la reproduction élargie de l'économie ne s'effectuent pas en raison des intérêts de la majorité sociale, mais de la minorité qui s'approprie la plus-value.

3.- Sous une démocratie formelle (parlementaire) ou sous une dictature déclarée, les classes laborieuses sont systématiquement écartées de la gestion économique et de la gestion politique et subissent la dictature de la minorité.

4.- La distribution des produits est déterminée par la loi du travail salarié (la séparation entre l'homme et les instruments de travail).

5.- Les connaissances techniques et la culture en général sont conservées comme un monopole par la minorité dominante ; leur accès est fermé à la majorité de la population.

6. - L'État renforce de plus en plus les traits capitalistes et dictatoriaux qu'il a commencé à prendre avec la formation de la société capitaliste au sein de la société féodale.

Eh bien ! nous voyons chacun de ces traits caractéristiques de l'État capitaliste porté au paroxysme dans l'État russe, à commencer par l'exploitation des masses.

Ajoutons que la propriété étatique ne prive pas la haute bureaucratie des droits d'un actionnaire dans n'importe quelle société anonyme. La bureaucratie a émis, en quantités de plus en plus grandes, des bons et obligations comportant des revenus substantiels. Pendant et depuis la guerre, des émissions de nombreux milliards de roubles ont été instantanément couvertes et au-delà. Les réserves thésaurisées permettaient ces investissements aux encaisseurs de revenus. De nombreux hauts directeurs de l'industrie possèdent personnellement des millions de roubles en bons et obligations. Sans doute, est-ce là le fait principal qui a déterminé la nouvelle loi sur l'héritage. Même un stalinisant honteux comme Strachey reconnaissait, dès avant la guerre, que les bons et obligations étaient un moyen indirect de posséder la propriété des grands moyens de production. Pour justifier ses services à la contre-révolution stalinienne, il prétendait que le Kremlin recourrait exceptionnellement au capital privé et qu'avec le succès des plans quinquennaux, les émissions de bons et d'obligations cesseraient. Elles se sont au contraire multipliées et atteignent des chiffres énormes, ce qui n'empêchera pas tous les Strachey de continuer à rendre

des services de recel théorique à la contre-révolution.

Enfin, ce sont ces intérêts, où les vols préalables de la bureaucratie acquièrent déjà une certaine densité, qui ont empêché l'économie russe de se planifier totalement en unissant les producteurs aux instruments de production et ce sont eux qui, en fin de compte, l'ont transformée en une économie simplement dirigée, c'est-à-dire limitée et réglée par des intérêts de la caste dominante, en une économie réactionnaire.

La classe ouvrière russe n'a rien à défendre dans un semblable système. Politiquement, le retour du prolétariat au pouvoir exige la destruction totale de l'État actuel, de même que fut détruit l'État tsariste, ou comme le prolétariat de n'importe quel autre pays devra détruire l'État capitaliste. Ni la police, ni les tribunaux, ni l'armée n'ont rien en commun avec le prolétariat. Leur organisation, leur idéologie et leurs cadres respectifs sont étroitement liés aux intérêts de la contre-révolution stalinienne. Il ne s'agit plus d'employer la machine mais de la détruire. Et quant aux organes du pouvoir, ceux qui s'appellent encore soviets en Russie, on sait qu'ils sont plus éloignés des masses que les chambres parlementaires des pays bourgeois. La renaissance des soviets de 1917-1922 devra extirper ces états-majors de la contre-révolution.

De même dans le domaine économique, c'est toute une révolution sociale et pas simplement politique que le prolétariat russe a devant lui. Non seulement toute la haute bureaucratie possède des propriétés (maisons, terres, automobiles, bijoux, bons, obligations) et de grosses sommes d'argent, mais les moyens de production sont réellement propriété collective de la bureaucratie. En en reprenant possession, le prolétariat expropriera les encaisseurs de revenus, aujourd'hui maîtres absolus de la plus-value, et celle-ci acquerra la qualité de surtravail inséparable de toute société en transition vers le socialisme.

Vingt-neuf ans après la révolution bolchevique, toutes ses conquêtes ont été anéanties par la contre-révolution stalinienne. Si la Quatrième Internationale ne sait pas en tenir compte et changer rapidement sa politique à l'égard de l'URSS et du stalinisme mondial, elle sera incapable d'inspirer au prolétariat la confiance qui lui manque aujourd'hui, elle se condamnera à l'impuissance et la crise de l'humanité, la crise de direction révolutionnaire, acquerra un caractère permanent.

III. La politique extérieure russe et le stalinisme mondial

«La façon traditionnelle dont la Russie poursuit la réalisation de ses buts est loin de justifier le tribut d'admiration que lui paient les politiciens européens. Le résultat de cette politique héréditaire montre bien la faiblesse des puissances occidentales mais l'uniformité stéréotypée de cette politique accuse également la barbarie intérieure de la Russie... Quand on parcourt les plus fameux documents de la diplomatie russe, on constate qu'elle est très rusée, très subtile, rouée et madrée lorsqu'il s'agit de découvrir les faiblesses des rois de l'Europe et leurs ministres et de leurs cours, mais que sa sagesse fait régulièrement naufrage quand il faut com-

prendre les mouvements historiques des peuples de l'Europe occidentale... La politique russe peut, par ses ruses, ses intrigues traditionnelles et ses subterfuges en imposer aux cours européennes fondées elles-mêmes sur la tradition ; elle n'en imposera pas aux peuples en révolution.» [7]

Écrites il y a près d'un siècle, ces paroles de Marx acquièrent une nouvelle actualité grâce à la contre-révolution stalinienne. Après avoir détruit l'œuvre d'Octobre, le gouvernement russe renoue avec la tradition, en faisant preuve de la brutalité propre à une époque qui se survit et à l'horrible cruauté particulière au stalinisme. Les paroles de Marx peuvent parfaitement s'appliquer à la diplomatie moscovite actuelle. Les sots tributs d'admiration ne manquent même pas. S'y joignent cette fois non seulement les mercenaires mais aussi, béats et apeurés, une partie des leaders ouvriers réformistes et quelques autres qui croient avoir compris la signification du stalinisme.

C'est sans doute par manque d'occasions que la politique des tsars n'a jamais donné autant d'horribles preuves de son ignorance des mouvements historiques des peuples que n'en a donné le stalinisme. Déjà en Espagne, au cours d'une guerre civile qui aurait dû liquider quatre siècles de décadence, le stalinisme prêcha la réconciliation des masses avec les classes pourries et la pratiqua en liquidant les conquêtes socialistes et en assassinant les révolutionnaires.

Pendant la seconde guerre impérialiste, la politique extérieure du Kremlin, suivie avec une fidélité servile par les partis staliniens du monde entier, a débuté en se mettant au service de Hitler-Staline et a continué au service de Churchill-Roosevelt-Staline, à partir de juillet 1941. Grâce à la capitulation générale de la bourgeoisie européenne devant Hitler et à la maturité des conditions objectives, la résistance des peuples occupés tendait spontanément à s'orienter vers la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, opposant à l'oppression de l'Europe par un impérialisme, l'unification socialiste de l'Europe sous le prolétariat. L'occupation militaire elle-même, avec toutes les facilités qu'elle offrait à la fraternisation entre les populations occupées et les soldats allemands, était un gage de succès supplémentaire. L'Histoire sonnait le hallali contre le capitalisme.

Il fallut toute l'activité du stalinisme pour arrêter le cours historique des peuples vers la guerre civile et pour les emprisonner de nouveau dans la guerre impérialiste. Le nationalisme étroit, barbare et réactionnaire sombrait dans la dernière orgie nationaliste du fascisme ; seule la politique extérieure de Moscou réussit à saisir le chaudron par la même anse que Hitler et à continuer l'orgie nationaliste au rythme marqué à Moscou, Londres et Washington. Les fractions de la bourgeoisie favorables aux Alliés n'en auraient jamais obtenu autant, même en tenant compte de l'appui anglo-américain et de l'inaltérable obéissance de la II^e Internationale. Dans tous les pays, les mouvements de résistance commencèrent à devenir pro-impérialistes et pro-russes dès que le stalinisme, sautant d'un camp à

l'autre, entra dans ce dernier en mobilisant ses immenses ressources. Le mouvement historique des peuples vers la guerre civile fut ainsi déformé jusqu'à être métamorphosé en une extravagance nationaliste et bourgeoise; au lieu de la victoire internationale des peuples en révolution on aboutit à la victoire réactionnaire des Trois Grands.

Jusqu'à la guerre, la contre-révolution stalinienne n'avait pas eu l'occasion de formuler des plans de politique extérieure, sinon de caractère défensif, ce qui freinait ses aspirations et dissimulait ses méthodes. Mais, à mesure que s'esquissait la défaite de l'Allemagne elle commença à sortir de ses poches toutes les antiquailles tsaristes du panslavisme et, d'abord, l'Eglise orthodoxe en tant qu'instrument de pénétration. Avec la victoire, Moscou, exultant, sûr de soi et fort, renverse toutes les barrières et se montre tel qu'il est : le réalisateur des projets tsaristes par les méthodes d'une contre-révolution triomphante. Il s'est emparé de la Pologne orientale jusqu'à la ligne Curzon considérée par Lénine comme injuste pour la Pologne ; il s'est emparé de la Carélie, de la Lituanie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Bessarabie, de la Bukovine, de la Moldavie, sans parler de la péninsule de Petsamo et d'une partie de la Prusse orientale ; il domine entièrement la Finlande, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, une partie de l'Autriche et la moitié de l'Allemagne, il a pillé l'industrie et la richesse en général de tous ces pays; il a exigé de lourdes indemnités de guerre et s'est emparé comme d'esclaves de millions de soldats allemands, autrichiens, italiens, etc., sans parler des éléments ouvriers d'opposition qui sont condamnés à l'esclavage lorsqu'ils ne sont pas assassinés. Moscou a suivi une conduite identique en Mandchourie, en Corée et en Mongolie extérieure, mais nous nous occuperons principalement de l'Europe parce qu'elle déterminera le succès ou l'échec final de toute la politique stalinienne.

Le Kremlin s'est imposé dans des territoires aussi étendus, d'abord par le moyen de ses armées habituées, en Russie, à harceler la population, en second lieu, grâce aux trois éléments suivants : le panslavisme, l'Eglise orthodoxe et les partis staliniens. Staline, sûr que ses partis accapareront la haine des masses, compte pour l'apaiser sur l'opium religieux et l'étouffoir racial. L'exemption de confiscations pour l'Eglise – catholique ou orthodoxe – dans les pays occupés, la restitution au clergé orthodoxe russe de quelques terres, la livraison au clergé d'importants moyens de publicité, la cérémonie du couronnement du patriarche de Moscou et les photographies du «Père des peuples» avec les «pères de l'Eglise» sont autant de nouvelles preuves de la nature contre-révolutionnaire de la politique extérieure russe.

Sans cesser d'utiliser les services des partis staliniens, essentiellement des services de police, le Kremlin se constitue un second point d'appui plus durable dans l'Eglise orthodoxe russe qui n'est qu'un des canaux de diffusion du panslavisme, la vieille ritournelle expansionniste des maîtres de la Grande Russie. Pour la présentation d'un nouveau retable, Moscou a

paré toutes les ordures de «l'unité slave», ordures recueillies de-ci de-là. La vaste fraternité raciale sous la protection du principal membre de la famille, proclamée au cours du Congrès panslave tenu sous le patronage et avec l'argent de Moscou, n'a rien à envier à la pseudo-théorie hitlérienne de la supériorité de la race aryenne. Pratiquement, et cela dès le premier jour, toute la zone occupée par la Russie a été infestée de préjugés raciaux. Les non-Slaves ont des difficultés pour travailler et se déplacer d'un lieu à un autre, même si leurs papiers sont en règle et ils sont en général écartés. Imitant une fois de plus Hitler, Staline a donné le signal du déracinement des populations non slaves qui, depuis des centaines d'années, travaillaient et vivaient en Pologne, en Russie, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Le panslavisme et l'Eglise orthodoxe constituent ainsi la clé de toute politique extérieure russe qui n'est pas révolutionnaire, de celle de Staline comme celle des Romanov.

A propos de la signification historique et des effets du panslavisme, il est tout à fait approprié de rappeler le jugement de Marx : «Le panslavisme n'est pas un mouvement d'indépendance nationale, c'est un mouvement qui veut effacer ce qu'a créé une histoire de mille ans, un mouvement qui ne peut aboutir sans balayer de la carte de l'Europe la Turquie, la Hongrie et la moitié de l'Allemagne, un mouvement qui, ce but atteint, ne pourrait se maintenir que par l'assujettissement de l'Europe.» [8]

Il était réservé à la contre-révolution antibolchevique de s'approcher de ce but plus qu'aucun des Romanov. La première partie est déjà largement accomplie. Si la Turquie n'a pas été balayée de l'Europe, cette faiblesse est largement compensée par l'occupation de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Yougoslavie et de l'Autriche. Nous sommes *déjà* en face de la seconde étape : domination de l'Europe pour maintenir la suprématie slave ou l'écroulement de celle-ci et de la contre-révolution stalinienne.

La domination de l'Europe par la Russie ne peut être évitée que par la révolution prolétarienne ou remplacée par la domination yankee, de la même manière que la domination yankee de l'Europe et du monde ne peut être empêchée que par la révolution prolétarienne ou remplacée par la domination russe.

Nous donnons pour acquis que l'Angleterre a été reléguée au second plan, malgré son empire, et que sa capacité d'action est réduite approximativement à celle d'un bélier du colosse impérialiste américain. Pour cette raison même, il ne faut pas dédaigner la possibilité que les États-Unis apaisent la Russie aux dépens de l'Angleterre, en échange de concessions russes en Asie. On obtiendrait ainsi une trêve de quelque durée préparant une guerre décisive entre les États-Unis et la Russie. C'est précisément la solution immédiate que recherche le Kremlin. Les deux autres Grands s'en sont rendu compte, mais bien que les États-Unis paraissent décidés à défendre l'Empire britannique et ses indispensables positions en Europe et en Asie mineure, la solution de compromis entre les deux principaux chefs de bande n'est nullement exclue.

A défaut de celle-ci, l'occupation militaire de l'Europe par les deux rivaux continuera, de même que les gouvernements Quisling, jusqu'à la prochaine guerre, sauf si les masses soulevées interfèrent dans ce processus. La perspective s'en dessinait déjà bien clairement, alors que la défaite de l'Allemagne apparaissait encore incertaine.

Les rivaux immédiats en Europe étant l'Angleterre et la Russie, cette dernière ne manquera sans doute pas d'exploiter, à l'aide de ses agences – les partis staliniens – l'hostilité méritée que la première a, depuis des siècles, recueillie sur tout le continent en tant que nation impérialiste. De son côté, l'Angleterre mettra à contribution les pillages économiques et les particularités du totalitarisme stalinien, révélées par les occupations à une échelle fantastique, pour conjurer le danger de son écroulement. Dans certains endroits où la domination des uns et des autres est incertaine, surtout en Allemagne dont l'inclination future sera déterminante pour la domination russe ou anglo-américaine, la concurrence se transformera nécessairement – toujours sauf en cas de révolution sociale – en une course désespérée pour la conquête des classes possédantes allemandes. L'Allemagne alliée de la Russie ou des Anglo-Américains, tel est le problème qui, pour les deux rivaux, émergera avec le plus d'évidence de l'écheveau embrouillé de l'occupation. Mais observons en passant que la Russie a le désavantage d'être plus obligée que l'Angleterre et les États-Unis à maintenir l'occupation militaire car, après avoir montré aux peuples ce que signifie son occupation, son influence sombrera instantanément dès qu'elle retirera ses baïonnettes, sans compter que, sur le terrain de la pénétration économique, elle est loin de pouvoir se mesurer avec ses rivaux et complices.

Un dilemme de très graves proportions, positivement insoluble sans changer complètement de politique à l'égard de la Russie et du stalinisme se présente à tous, et à la Quatrième Internationale en particulier. Ce dilemme ne consiste pas à choisir entre le bloc russe et le bloc anglo-américain, ce qui conduirait d'ores et déjà à une honteuse prévarication, quelque bloc qu'on choisisse. Il s'agit d'unifier les masses européennes contre les Trois Grands ou de disparaître en tant que courant prolétarien indépendant. L'évolution des événements et de la caste gouvernante russe condamne à un misérable suivisme toute politique qui ne considère pas les Trois Grands comme un tout contre-révolutionnaire en face des peuples. Prétendre que le Grand oriental a, dans ses querelles avec les Grands occidentaux, une partie même infinitésimale d'intérêts communs avec le prolétariat, constitue aujourd'hui une fiction de plus, c'est du bourrage de crânes. Le parti qui s'oriente dans ce sens se discréditera inévitablement et se laissera attraper dans les fils embrouillés du stalinisme, quelles que soient ses intentions et les traditions qu'il prétende représenter.

Nous avons soutenu tout au long de ces pages que la propriété, en Russie ne conserve plus aucun des caractères de la révolution d'Octobre, que l'État, loin de se laisser définir comme un «État ouvrier dégénéré», ré-

clame désespérément la qualification de capitalisme d'État et qu'à cette notion doivent être liés tous les attributs décadents d'une société mondiale qui pourrait faute de révolution, le principal étant l'exaspération de la fonction oppressive et centralisatrice de l'État. Les aventures de la politique extérieure moscovite soutiennent et guident cette réalité contre-révolutionnaire intérieure. Le plus lointain vestige d'Octobre en est absent et de toutes parts s'en écoulent des flots de sang, d'oppression et de barbarie.

Dans un travail de ce genre, il est absolument impossible d'énumérer tous les vols et les extorsions commis par le Kremlin dans les territoires où il a pénétré. Il faut dire qu'on n'en connaît qu'une faible partie, mais exceptionnellement impressionnante car, malgré leurs bagarres, les Trois Grands se cachent et se protègent mutuellement. C'est la qualification de l'œuvre du Kremlin hors de ses frontières qui nous occupe essentiellement ici : elle émousse ou aiguise la lutte contre le stalinisme selon qu'on l'estime positive ou négative.

Enumérons-en seulement quelques traits. Moscou a pris pour lui divers territoires ou en a fait cadeau à ses amis sans autre droit que celui des armes, en se moquant de la volonté des populations ; il a exigé de lourdes indemnités de guerre aux vaincus ; il a saisi comme butin ou détruit d'énormes installations industrielles sans parler du bétail et des produits industriels et agricoles ; il s'est adjugé, en qualité de travailleurs-esclaves, tous les prisonniers qu'il lui a plu de prendre (de 5 à 10 millions d'hommes) ; il occupe militairement douze nations d'environ 17 millions d'habitants et de plus de 2 millions de kilomètres carrés ; il y maintient des gouvernements fantoches en collaboration avec des militaristes, des réactionnaires, des fascistes d'hier et du clergé, gouvernements dans lesquels le ministère de la police est presque toujours entre les mains d'un stalinien, c'est-à-dire de la Guépéou ; il regarde avec convoitise les anciennes colonies italiennes ; il a remis en circulation le panslavisme réactionnaire et pratique le déplacement des populations si cher au racisme hitlérien.

Peut-on considérer cette œuvre autrement que comme réactionnaire et antihistorique ? Moscou ne fait qu'imiter l'œuvre et les procédés des grands pays capitalistes et les porte à un degré de brutale perfection sans autre précédent que celui de l'expansionnisme nazi. Le camarade Logan a entièrement raison de qualifier d'impérialisme la politique extérieure russe. Pour tout révolutionnaire dont la sensibilité n'est pas flétrie, la haine qu'inspire l'occupant dans les pays occupés par la Russie suffit comme élément de conviction. Le fait que l'impérialisme stalinien présente quelques traits différents de l'impérialisme classique ne lui enlève pas ce caractère et ne le change pas en moindre mal pour les masses. Il impose seulement aux révolutionnaires un devoir supplémentaire de contre-enseignement et de lutte. Quelques-uns de ces traits nouveaux, telle la transformation de millions d'hommes en travailleurs-esclaves,

l'appropriation et la destruction d'industries par le vainqueur sont des inventions de Hitler et comportent la décomposition du prolétariat en tant que classe et la destruction de la civilisation.

Cependant, certains dans notre Internationale, font silence sur la menaçante signification de ces faits ou la masquent ; ils voient dans les réalisations de la politique extérieure russe un reflet du système de propriété instauré par la révolution prolétarienne et les défendent comme une chose positive. «Voyez, nous disent-ils, Staline *s'est vu obligé* à nationaliser l'industrie des pays qu'il occupe et à distribuer la terre aux paysans. Cela ne prouve-t-il pas son incompatibilité avec la propriété capitaliste, n'est-ce pas digne d'être défendu contre les impérialistes d'Occident ?» Si ceux qui nous parlent ainsi essayaient d'éclaircir le problème au lieu de l'obscurcir, ils reconnaîtraient alors que ce qu'ils appellent la survivance du système de propriété établi par la révolution d'Octobre se reflète à l'extérieur de la manière suivante :

Premier pas : réduction à l'esclavage, pour des travaux forcés en Russie, des millions d'ouvriers mobilisés comme civils.

Deuxième pas : vol systématique d'industries et destruction de beaucoup d'autres, sinon de la totalité comme ce fut le cas en Mandchourie, ce qui représente un coup décisif porté aux conditions de vie et à l'existence du prolétariat en tant que classe. Vol de bétail et d'outillage agricole.

Troisième pas : Nationalisation de quelques industries dans quelques pays, et réforme agraire.

Mais nos contradicteurs défensistes ne peuvent pas imposer cette rigueur à leur analyse parce que cela les obligerait à en déduire que le Kremlin commence par détruire les conditions de travail du prolétariat pour, ensuite, prendre dans quelques endroits la mesure qu'ils prônent et brandissent comme très progressiste : la nationalisation. Et comment prétendre alors qu'il s'agit là du reflet de la prétendue survivance de la propriété socialiste en Russie ? Impossible. Tout le schéma s'écroule au seul contact de l'œuvre du Kremlin à l'extérieur de la Russie. Mais nous voyons aujourd'hui, dans nos rangs, les défensistes faire le silence sur les deux premiers pas, ou les minimiser, tandis qu'ils s'époumonent à gonfler le troisième. Leur manière de raisonner se réduit au soutien artificiel d'un mythe.

En nous écartant de leur système, voyons ce qu'il y a derrière la nationalisation et la réforme agraire.

Dans aucun pays la nationalisation et l'expropriation des terres n'ont été une mesure générale, pas même chez les vassaux les plus chers au Kremlin : la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Les usines et les terres des grands industriels [9], généraux et junkers qui surent à temps se transformer en amis de Staline, ont été exclues de l'expropriation. Il en a été de même, pour toutes les propriétés agraires et industrielles des diverses maisons régnautes et de l'Eglise orthodoxe. La mesure dévoile ainsi, non un but social, mais des représailles militaires.

En second lieu, étant donné la faiblesse économique de la Russie, la nationalisation, dans des pays que ses baïonnettes encerclent et que ses pantins gouvernent, n'est qu'une manière de plier à ses intérêts impérialistes de puissants groupes industriels qui, indépendants, ne se laisseraient pas si facilement placer sous la dépendance économique de Moscou.

Mais le jour où l'on pourra disposer de renseignements complets et véridiques, on apprendra certainement que quelques trusts capitalistes des pays occupés travaillent en parfaite harmonie avec ce «capitaliste collectif idéal» qu'est l'État russe. Dans ce domaine également, Hitler fut le maître de Staline. Faible en capital financier, l'impérialisme allemand n'ayant ni le temps ni l'occasion d'en créer un, alla au plus court, en expropriant les actions des industries et des banques dans les pays qu'il avait conquis.

En troisième lieu, la nationalisation, comme il a été dit au chapitre précédent, est une mesure à laquelle tous les pays industrialisés se voient contraints dans le triple but :

- de renforcer le caractère de plus en plus militaire de l'économie,
- de la maintenir dans le système d'exploitation du travail salarié dépassé par les possibilités mêmes de l'économie,
- et de maintenir les masses en respect devant la propriété de l'État «représentant de la collectivité» [10].

L'unique nationalisation qui pourrait aujourd'hui être considérée comme progressiste en Europe et aux États-Unis serait celle qui partirait du pouvoir prolétarien et serait contrôlée, en toute démocratie, par les travailleurs. En résumé, le genre de nationalisation pratiquée par Staline et ses sbires n'est qu'une manifestation supplémentaire de la pénétration du nouvel impérialisme russe, sa consécration en tant que tel.

La prétendue réforme agraire a été également précédée du pillage du bétail, de l'outillage agricole, des animaux de labour et des récoltes. Les conditions de travail des paysans ont été délibérément aggravées, de même que celles du prolétariat. Les terres expropriées ne sont en aucune manière livrées aux paysans, mais *vendues*. Le paysan pauvre et l'ouvrier agricole sans terre, manquant d'argent pour se procurer les outils et les bestiaux, dont les occupants ont fait hausser le prix par leur pillage, restent pratiquement exclus de tout bénéfice, mais pourquoi la caste des exploiters russes qui se vante de ses kolkhoziens millionnaires s'intéresserait-elle aux exploités des champs ? La période de la collectivisation stalinienne, commencée en 1928, ne peut se répéter dans les pays occupés. La bureaucratie cherchait alors des appuis contre le danger de restauration des vieilles classes possédantes ; elle est aujourd'hui un capitaliste collectif en Russie et, à l'extérieur, elle ne recherche pas l'appui de ceux d'en bas, mais l'amitié soumise de ceux d'en haut.

Sa «réforme» agraire a pour but de créer des noyaux de paysans satisfaits pour s'appuyer sur eux contre les paysans pauvres et la ville. Par ailleurs, le problème de la paysannerie est insoluble s'il n'est pas placé dans le cadre de la révolution socialiste. Tant que celle-ci n'a pas triomphé,

toute réforme agraire se fera au bénéfice d'une minorité de la population rurale. On ne doit pas oublier non plus que, secondant Londres et Washington, Moscou s'est proposé de désindustrialiser les pays ennemis en les rendant à l'agriculture, entreprise la plus contre-révolutionnaire qu'on ait jamais vue. En définitive, ce désir se verra contrecarré par les nécessités militaires des deux blocs, mais il n'en subsistera pas moins, pour les chefs, la nécessité de maintenir les industries de leurs zones respectives d'influence en état d'infériorité, surtout en Allemagne.

Ajoutons que l'impérialisme stalinien n'échappe pas non plus aux traits classiques de l'impérialisme financier. La déclaration de Potsdam stipule que : «Le gouvernement soviétique renonce à toute réclamation à titre de réparations sur les actions des entreprises situées dans les zones d'occupation à l'ouest de l'Allemagne de même que sur les valeurs déposées par les Allemands dans tous les pays, excepté» en Bulgarie, Roumanie, Finlande, dans la partie orientale de l'Autriche et dans la zone russe de l'Allemagne. L'Angleterre et les États-Unis ont pris le même engagement pour les zones et les pays dominés par la Russie.

Evidemment la Russie, dans son domaine, s'est approprié, comme butin de guerre, toutes les actions et valeurs qui lui ont convenu, industries et capital financier devant lesquels s'arrêtent respectueusement la nationalisation de ses gouvernements Quisling [11].

Mais si cela ne suffit pas pour annihiler le mythe de la progressivité de l'occupation russe, nous venons d'observer le spectacle édifiant de la dispute autour de l'Iran. La prétendue contradiction entre le système de propriété de la Russie et celui de ses deux complices-rivaux s'est manifestée exactement de la même manière que s'il s'agissait de deux groupes impérialistes déclarés. L'enjeu de la Russie était d'obtenir 51% des actions du pétrole du nord de l'Iran, outre les servitudes politiques nécessaires pour garantir son exploitation sans grèves ni revendications ouvrières. Si tout cela n'est pas de l'impérialisme financier, le concept même s'en évanouit alors dans les zones de l'irréel. Et le prolétariat iranien devrait embrasser la cause de la Russie contre l'Angleterre et les États-Unis ? Ce serait se trahir soi-même, trahir le prolétariat russe et le prolétariat mondial.

L'action de la Russie à l'extérieur de ses frontières est le reflet d'une économie intérieure d'exploitation, le symptôme d'une contre-révolution qui déborde. Le prolétariat des pays occupés et, en général, celui du monde entier doivent la combattre avec acharnement, de même que les opérations menées par l'Angleterre et les États-Unis et, hier, celles menées par l'Allemagne, l'Italie et le Japon.

A propos du Japon, on doit remarquer, en passant, que si les mesures prises par l'impérialisme américain – désacralisation de la monarchie, destruction de trusts, «réforme» agraire, élections parlementaires, vote des femmes et autres mesures pseudo-démocratiques – pouvaient être portées au compte de la politique extérieure russe, les partisans de la formule défensiste ne manqueraient pas de nous les présenter comme autant de

signes du «système soviétique de propriété». Cependant, personne ne doute que le général MacArthur est en train d'enfoncer les serres de l'impérialisme yankee dans le Japon et, simultanément, de sauver les classes supérieures autochtones d'une attaque sérieuse de la part des masses.

Le Kremlin joue le même double jeu dans les territoires qu'il domine. Et sa lutte contre la révolution – il faut le dire – porte un sceau de perfidie et d'extermination, que seuls connaissent bien, outre les travailleurs «libérés» par l'armée stalinienne, les travailleurs russes et espagnols.

L'existence de graves contradictions entre la Russie d'une part, l'Angleterre et les États-Unis d'autre part, est considérée, les yeux fermés, par la tendance défensiste comme une preuve irréfutable de la contradiction entre deux systèmes de propriété antagoniques. S'est-on arrêté ou veut-on s'arrêter à considérer l'objet de ces disputes ? Il s'agit invariablement de l'oppression économique et politique de peuples entiers, de débouchés sur la mer, de voies de communication vers les territoires dominés, de positions stratégiques, de matières premières, de marchés. Que les défensistes considèrent un moment que la Russie est restée l'empire des tsars : son antagonisme avec les impérialistes occidentaux ne se manifesterait-il pas essentiellement sous la même forme ?

Il est impossible d'imaginer une politique impérialiste russe radicalement différente de celle que pratique le Kremlin. En échange, la contradiction entre un système de propriété capitaliste et un autre, socialiste, devrait se manifester d'une manière non équivoque, même si nous imaginons que ce dernier est abâtardi par une «excroissance» quelconque. Elle devrait se traduire non par une lutte pour substituer sa domination à celle du capitalisme, mais par la libération économique de toute domination, y compris la domination russe. L'œuvre dévastatrice et oppressive du Kremlin ne donne pas la moindre possibilité de croire à une telle fable. Il faut être un véritable croyant et un fieffé dogmatique pour le nier.

Bien avant que se terminât la guerre, les impérialistes occidentaux avaient commencé de faire des concessions substantielles à la Russie. De Téhéran à Potsdam en passant par l'Azerbaïdjan, le Kremlin s'est arrangé pour étendre sa pénétration avec le consentement total de ses alliés-rivaux. Il y a quelques mois, on révélait brusquement que, à Yalta, Roosevelt, le représentant du plus puissant impérialisme de l'Histoire, avait fait cadeau à Staline du sud de Sakhaline, de quelques-unes des îles Kouriles, après lui avoir accordé le droit d'emporter ou de s'approprier des industries chinoises. Ayant pu avancer sans résistance et diminuer la zone d'occupation russe en Europe, les troupes anglo-américaines s'arrêtèrent sur le Danube, pour céder le pas à l'armée stalinienne, et lui laisser l'honneur d'entrer la première à Berlin.

Il y a quelques semaines, on a révélé aussi que Roosevelt lui-même s'était opposé à ce qu'un second front fût ouvert dans les Balkans, comme le désirait l'Angleterre. Les impérialistes occidentaux, a déclaré Byrnes,

attendent seulement, pour reconnaître les gouvernements Quisling russes, que leur soit accordé le droit de commercer avec eux, même en condition d'infériorité par rapport au «pays le plus favorisé» : la Russie.

De tout cela, doit-on déduire que les impérialistes aveugles et bêtes laissent paisiblement le «système de propriété socialiste» gagner du terrain ? Non. Les masses de France ou d'Italie peuvent être trompées par le faux éclat ouvrier du stalinisme, surtout quand d'honnêtes révolutionnaires contribuent à perpétuer la tromperie, mais les impérialistes savent à quoi s'en tenir. Les véritables difficultés entre les Trois Grands commencent au moment où l'impérialisme stalinien menace les lignes de communication et les points de sécurité de l'impérialisme anglais. C'est la dispute du XIX^e siècle entre l'Angleterre et la Russie mais agrandie et au désavantage de l'Angleterre. Déjà, Walter Lippman, un des plus sagaces défenseurs de l'impérialisme yankee, prévoyant que les peuples se soulèveraient un jour contre les Trois Grands, proposait une entente avec la Russie sur la base de plus grandes concessions dans la Méditerranée, ce qui n'est pas du goût de la Grande-Bretagne. Mais les peuples ne trouveront leur salut qu'en détruisant la domination des Trois. Il était réservé à la contre-révolution stalinienne de replacer l'Europe en face de son dilemme maximum : «Etre cosaque ou jacobine.»

En somme, la guerre entre le bloc russe et le bloc anglo-saxon, qu'elle éclate demain ou dans vingt ans – et sans la révolution européenne elle est inévitable – ne sera qu'une guerre impérialiste de plus. Entre les deux blocs, il n'existe pas de contradictions touchant aux systèmes de propriété [12]. Ils s'entendent parfaitement sur le système ; ils combattent pour ce qui revient à chacun dans le partage du butin et pour des positions stratégiques en vue de la future boucherie. Le prolétariat doit combattre également les deux blocs, tracer audacieusement sa politique de révolution sociale et, en cas de guerre, pratiquer le défaitisme révolutionnaire dans les deux camps.

Dans tout cet imbroglio – au fond simple comme une ligne droite – issu de la guerre «démocratique», le rôle des partis staliniens mérite une considération particulière. Nous nous référons aux partis staliniens des pays non occupés par la Russie. Heureusement, dans les pays qu'elle occupe, aussi bien le prolétariat que les révolutionnaires en particulier seront définitivement guéris de toute illusion accordant au stalinisme un rôle progressiste dû à des «vestiges» cachés de la révolution d'Octobre. La réalité est trop brutale, trop sanglante, trop coûteuse et contre-révolutionnaire pour laisser le moindre doute. Même sans aucune analyse théorique, l'incompatibilité des intérêts du prolétariat avec la défense de la Russie, doit s'imposer aux révolutionnaires avec d'autant plus d'évidence que l'empire des armées de Staline et de ses mercenaires locaux est plus grand.

Cette expérience nous permettra de tirer quelques conclusions sur le stalinisme en général. Considérons-la brièvement. Depuis la Finlande

jusqu'à la Bulgarie en passant par la Yougoslavie, l'Autriche et l'Allemagne, les partis staliniens s'offrent à nous sous un jour nouveau qui se distinguait déjà nettement dans la guerre civile espagnole. Leur arrivée au pouvoir, seuls ou en compagnie des fascistes d'hier et des mollusques sociaux-démocrates, n'a pas représenté un pas en avant, ni plus de libertés et de facilités pour le prolétariat, ni même un moment favorable à la démocratie bourgeoise. Les mouvements révolutionnaires qui, avec plus ou moins de force, existaient dans tous les pays où est entrée l'armée russe, furent brusquement jugulés et l'ascension au pouvoir de gouvernements staliniens ou soumis au stalinisme, stabilisa la situation, transformant ces gouvernements en autant de dictatures ouvertes ou masquées sous des formes plébiscitaires.

L'emploi, dans certains pays, de termes agréables aux oreilles des masses, tels que «contrôle ouvrier», «comités d'usines», etc., a la même valeur que l'emploi du terme «soviet» en Russie. Il s'agit invariablement d'organismes contrôlés et surveillés par le stalinisme, autant dire par la Guépéou. Comités et contrôle constituent un des bras exécuteurs de l'État et l'État est le même organisme réactionnaire d'hier que le stalinisme chevauche et que les mitrailleuses de l'armée «rouge» protègent. La mission révolutionnaire du prolétariat commence avec la destruction complète de l'État actuel, monstrueuse armature réactionnaire. Au contraire, dans les pays occupés par le stalinisme, celui-ci et l'armée occupante remplissent une mission diamétralement opposée à celle du prolétariat. Personne ne peut le nier sans être amené à défendre cette absurdité que la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, etc., ont commencé par être, par un tour de passe-passe, des «États ouvriers dégénérés». Rappelons l'expérience de l'Espagne qui aujourd'hui se répète et se complète en Europe orientale. Le contrôle «ouvrier» du stalinisme, sa nationalisation, sa «démocratie», son ordre, en un mot, ont asséné un coup mortel à la révolution espagnole en restaurant l'État capitaliste au point que Negrín se vantait, avec raison, d'avoir imposé un ordre plus complet que n'importe lequel des gouvernements des cinquante dernières années.

Mais s'il existait en Espagne une guerre civile qui rendait difficile, sans toutefois l'empêcher complètement, la conservation de l'ordre stalino-bourgeois représenté par Negrín, la situation est totalement différente en Europe orientale. Là, aucun ordre réactionnaire n'est possible hormis l'ordre stalino-bourgeois, c'est-à-dire l'ordre bourgeois fondu avec le stalinisme et soumis aux intérêts des encaisseurs de revenus russes. Pour le détruire, il faut une révolution. Pour en éliminer seulement le facteur stalinien, une guerre entre les Trois Grands serait nécessaire dans la majorité des cas.

Dans l'éventualité d'une défaite russe, il s'ensuivrait une nouvelle galopade des capitalistes et généraux qui, déjà, dans les huit dernières années ont couru de Londres-Washington à Berlin, puis de Berlin à Londres-Washington et, ceux d'Europe orientale, à Moscou. Nous sommes en face

de gouvernements staliniens qui représentent une impasse réactionnaire pour la révolution et le mouvement ouvrier en général. Ils ne peuvent pas être comparés avec les gouvernements réformistes qu'on a vus entre les deux guerres, du type Kerensky, Noske ou Blum, instables par nature et forcément destinés à être renversés par la droite ou par la révolution prolétarienne. Loin de favoriser le mouvement révolutionnaire, l'arrivée au pouvoir des partis staliniens en Europe orientale a produit des effets destructeurs et régressifs comparables à ceux de l'arrivée au pouvoir d'un parti contre-révolutionnaire. Le simple exercice du droit de grève ou de revendications ouvrières devient un délit de haute trahison entraînant la prison, les travaux forcés ou l'assassinat des dirigeants [13]. Ceci introduit de nouveaux éléments dans nos idées sur le stalinisme qui engendrent d'importantes modifications valables pour le monde entier.

Il apparaît évident et irréfutable qu'en Europe orientale au moins, le mot d'ordre : Les staliniens au pouvoir! équivaut à celui de : Hitler au pouvoir! employé par le stalinisme allemand en 1932. Celui-ci comportait également l'idée d'expérience : les masses comprendraient ce que signifiait Hitler et alors, en l'espace de quelques mois (on donnait même le chiffre de six mois), nous aurions la révolution. Telle était l'explication tactique du mot d'ordre stalinien. Mais la source des mots d'ordre autrefois employés pour pousser au pouvoir les partis ouvriers sur la base de l'État bourgeois n'était pas l'expérience des masses – auquel cas le stalinisme aurait eu raison en 1932 – mais deux autres conditions qui rendaient possible la condensation de l'expérience en des formes d'organisation et de lutte plus élevées.

C'était, qu'avant tout, l'arrivée au pouvoir des partis réformistes représentait plus de libertés pour les masses, condition essentielle de tout progrès révolutionnaire ; en second lieu, que l'opposition entre les partis ouvriers au pouvoir et les partis réactionnaires rendait impossible la création d'un gouvernement «fort», point mort pour la révolution. A tous égards, ces conditions font défaut en Europe orientale. Au pouvoir, le stalinisme, bien qu'il montre indubitablement aux masses sa nature contre-révolutionnaire, empêche que l'expérience se condense en des formes plus élevées de lutte, supprime toutes les libertés, représente un point mort pour la révolution. Un parti qui adopte le mot d'ordre du stalinisme au pouvoir agit comme le condamné qui crie «Feu» au peloton chargé de son exécution.

Les caractéristiques montrées par le stalinisme en Europe orientale sont également applicables au stalinisme d'Europe occidentale et, en général, au stalinisme de tous les territoires asiatiques en contact direct avec le territoire russe ou proches. Cela ne signifie pas qu'il convienne, dans les autres parties du monde, de porter au pouvoir les partis staliniens, mais simplement que le problème se pose avec un maximum d'acuité là où ils ont de la force et où le Kremlin cherche à substituer sa domination à celle de l'impérialisme anglo-américain.

Il est vrai que, dans les pays non occupés par la Russie, le stalinisme peut apparaître comme un courant ouvrier semblable au réformisme, partisan de la démocratie bourgeoise, capable d'organiser des grèves et d'obtenir certaines améliorations compatibles avec le capitalisme. Il s'orientera plus ou moins dans ce sens selon que les relations de Moscou avec Washington et Londres s'amélioreront ou empireront. Mais la valeur de l'expérience en Europe orientale pour le mouvement ouvrier mondial consiste précisément en ce qu'elle a montré le stalinisme tel qu'il est, agissant et se manifestant dans les conditions les plus idéalement imaginables. C'est cela le stalinisme au pouvoir ; par là, on peut juger ce qu'il serait en Grèce, en Italie, en Espagne, en France, etc. Ce qu'il fait en Europe orientale illustre ce qu'il prétend faire sur tout le vieux continent.

Il devient impossible d'assimiler le stalinisme à une tendance réformiste. Ses bases ne résident pas dans l'aristocratie ouvrière et dans l'idée d'une évolution progressive du capitalisme, mais dans un État puissant et vainqueur produit d'une contre-révolution qui ne peut être considéré aujourd'hui que comme le «capitaliste collectif idéal». De là, le répugnant manque de principes du stalinisme, sa rampante élasticité, son absence complète de scrupules, sa nature totalitaire, même quand il «lutte» pour la «démocratie», et son effronterie sans précédent pour vendre les masses de n'importe quel pays soit à Moscou, soit à n'importe quel allié de Moscou.

Dans toute l'Europe, l'avenir du stalinisme est entièrement lié à celui de la contre-révolution russe. En le poussant au pouvoir en France, en Italie, etc., on aide à la consolidation de celle-ci dont l'avenir dépend, en grande partie, de ses manœuvres diplomatiques et celles-ci, à leur tour, de la participation au pouvoir des divers partis staliniens d'Europe occidentale. De nouveau, l'exemple de l'Espagne nous montre que, plus l'influence du stalinisme au pouvoir grandit, plus la liberté des masses diminue jusqu'à disparaître complètement et plus les conquêtes révolutionnaires sont détruites. Et, pendant la guerre civile espagnole, la caste russe n'avait pas encore connu toute la corruption de la guerre, pas plus que le parti stalinien espagnol ne bénéficiait du soutien de l'armée russe. Aujourd'hui, ce soutien se fait sentir même en France. Ajoutons, pour que ne manque pas une touche indispensable à ce tableau, que les partis sociaux-démocrates tendent à se diviser en un secteur stalinien et un autre jouant, par rapport à l'impérialisme anglo-américain, le même rôle que le stalinisme vis-à-vis de la contre-révolution russe.

Les occupations ne peuvent manquer de miner le pouvoir de la contre-révolution stalinienne. Elles constituent son apogée mais aussi l'annonce de son écroulement, à moins que se soit épuisé le souffle de rébellion qui, pendant deux cents ans, a permis à l'Europe de renverser tant de tyrannies et de surmonter la dégradation où la plongeaient les classes dominantes. La ligne de développement économique et territorial marquée par les occupations indique aux encaisseurs de revenus russes le chemin de leur consolidation ; mais ce développement se heurte violemment aux nécessi-

tés du progrès économique et de la liberté politique des peuples occupés. Plus l'occupant cherchera à s'enraciner, plus violente sera la haine qu'il éveillera, de la Corée jusqu'à Berlin et à Vienne.

Les partis bourgeois et réactionnaires se divisent en un camp économiquement et politiquement fondu avec le nouveau maître et en autre dépendant des intérêts anglo-saxons qui finira par s'entendre également avec l'occupant, même si un accord entre les Trois Grands n'intervient pas ; les partis staliniens, fréquemment unis aux fascistes, apparaissent comme une force de police de l'armée occupante ; la social-démocratie se soumet. Tout mouvement révolutionnaire, tout pas des masses en avant doit être directement et immédiatement dirigé contre la coalition des staliniens, fascistes d'hier, réactionnaires et sociaux-démocrates, soutenue par les baïonnettes de l'armée russe. Malgré la terreur de la Guépéou, la situation est exceptionnellement favorable à la création d'un vaste mouvement révolutionnaire antistalinien.

Seule la Quatrième Internationale, de par sa tradition de principal ennemi du stalinisme et de continuateur de la tradition révolutionnaire d'Octobre, est en condition de profiter de l'occasion et d'organiser politiquement la haine des peuples opprimés et ruinés par le Kremlin. Mais elle ne pourra pas le faire sans abandonner radicalement le schéma de la «défense de l'URSS». Dans le cas contraire, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se réduit à des mots. Le schéma de la défense inconditionnelle de l'URSS, tel qu'il a été défini pendant la guerre contre la Finlande, faisait passer les intérêts du prolétariat finlandais et polonais après les intérêts de la défense militaire russe. Avant tout, cela avait un sens d'appuyer l'Armée rouge car, même si celle-ci apportait avec elle l'oppression stalinienne, les résultats révolutionnaires qu'on attendait de la victoire militaire de l'URSS détruiraient le stalinisme. Contrairement à ce que quelques camarades prétendent aujourd'hui, l'appui que Trotsky et la Quatrième Internationale donnèrent à l'armée stalinienne en 1939-40 ne se fondait pas sur telle ou telle mesure de nationalisation ou de «réforme» agraire prise par elle, mais sur les plus strictes nécessités de défense militaire de la Russie. L'intérêt particulier d'un prolétariat déterminé se subordonnait à ce qu'on considérait comme l'intérêt supérieur du prolétariat international.

La Russie a triomphé militairement, mais le stalinisme a complété son pillage économique du prolétariat soviétique par celui des pays qu'il occupe. Des deux possibilités d'évolution que nous prévoyions comme conséquence de la guerre – l'issue révolutionnaire et l'issue réactionnaire – la dernière s'est produite.

Dans ces conditions, faire passer les intérêts du prolétariat des pays occupés après les nécessités de la défense militaire russe, est une erreur d'envergure historique capable d'entraîner les plus graves conséquences. Cela équivaut à renoncer à une lutte sérieuse contre l'occupant, première condition de tout développement révolutionnaire. Même pour ceux qui

croient que l'économie planifiée survit tant bien que mal en Russie, le problème suivant se pose avec acuité : vaut-il mieux pour la révolution mondiale faire passer les intérêts du prolétariat des pays occupés de l'Europe orientale avant ceux de la défense militaire russe ou l'inverse et profiter à fond d'une occasion aussi favorable et asséner des coups graves et multiples à la contre-révolution stalinienne ?

Compte tenu du côté nébuleux et larvé du système de propriété russe, nous pouvons comprendre que quelqu'un se prononce pour le second choix, sans partager notre analyse économique, mais il est inconcevable que de véritables révolutionnaires soutiennent encore la défense militaire russe parce que cela équivaut au suicide idéologique et organisationnel dans toute la zone dominée par Staline, et conduit à ne militer, dans le reste du monde, qu'en vue de la guerre future entre le monde capitaliste et le monde «socialiste». L'Histoire ne peut progresser en Europe orientale sans passer par-dessus le cadavre du stalinisme. Les intérêts de la défense de l'URSS se sont révélés incompatibles avec la révolution. Pendant toute la période à venir, il deviendra impossible, où que ce soit, de défendre inconditionnellement les intérêts de la révolution européenne, si l'on impose au prolétariat le devoir de soutenir le Kremlin contre Washington et Londres. Demandez à Berlin et à Vienne l'évacuation des armées anglo-américaines en réclamant en même temps le soutien de l'armée de l'État «ouvrier dégénéré» et vous verrez la réaction des masses !

Oui, la Quatrième Internationale doit se débarrasser de la défense de l'URSS, fardeau paralysant, et se lancer à fond dans la lutte contre l'occupation russe, américaine et anglaise.

La Quatrième Internationale doit s'appliquer à organiser immédiatement la fraternisation des trois principales armées occupantes avec les populations occupées.

La Quatrième Internationale doit unifier le prolétariat de l'Europe contre les Trois Grands. C'est uniquement par cette voie qu'elle se montrera capable d'intervenir dans l'histoire de l'humanité. Dans le cas contraire, les conditions objectives de la révolution prolétarienne entreront franchement dans un processus de putréfaction et, avec elles, la Quatrième Internationale également, même si celle-ci, que les esprits religieux se consolent, pourrira à l'aile gauche des autres organisations ouvrières.

En 1933, l'Opposition de gauche a rompu définitivement avec l'Internationale communiste et s'est orientée vers la création de la Quatrième Internationale. La cause en était uniquement la politique suivie par le stalinisme en Allemagne. Les résistances à ce tournant ne manquèrent pas à ce moment, mais l'autorité de Trotsky les réduisit au silence et l'Opposition, dans son ensemble, effectua ce tournant politique sans préjudice.

En 1946, nous sommes en face d'une politique perfidement calculée par le Kremlin pour écraser la révolution européenne et mondiale, politique déjà matérialisée en Europe orientale et pur reflet de sa condensation

intérieure en capitalisme d'État. Parallèlement, nous avons une situation objectivement révolutionnaire qui doit se développer et atteindre son but en écrasant les Trois Grands ou pourrir et laisser libre cours à un nouveau massacre mondial. Ce sont des raisons infiniment plus puissantes qu'en 1933 pour effectuer un tournant radical. Si, après l'expérience de l'Allemagne, il aurait été funeste de continuer à être seulement une Opposition de gauche, il serait mille fois plus funeste aujourd'hui de continuer à paraphraser le schéma caduc de la défense de «l'État ouvrier dégénéré». Tournant ou paralysie ! Voilà le dilemme.

Mexico, D. F., avril-juin 1946.

Notes

[1] Nous parlons ainsi pour simplifier l'analyse, mais en réalité, la rétention est circonscrite à l'évolution du capitalisme. À mesure que celui-ci s'intègre à ses formes décadentes, la bureaucratie ouvrière tend à s'y incorporer complètement en changeant sa position et sa fonction sociale. De toute manière, la bureaucratie ouvrière des pays capitalistes est beaucoup plus stable, dans les limites de ses propres caractéristiques, que la bureaucratie soviétique dans les siennes.

[2] Chiffres calculés, à partir de statistiques staliniennes, par F. Forest : «An analysis of Russian economy», *New International*, décembre 1942, janvier et février 1943.

[3] Société d'études et d'informations économiques. Extrait du *Bulletin Quotidien*, Paris, 21-22 septembre 1939.

[4] Ce dernier chiffre et les deux suivants proviennent de la revue française *l'Economie*, 7 juin 1945. J'ai pris les autres dans les articles de Forest déjà cités.

[5] On sait que, depuis le milieu de la troisième décennie de ce siècle, toute industrie non rentable est supprimée en Russie. Par ailleurs, les économistes officiels du Kremlin eux-mêmes reconnaissent que, dans «la sixième partie du monde», les produits sont des marchandises comme n'importe quel sauvage pays capitaliste, fait qu'ils bénissent naturellement comme une des acquisitions du «socialisme» due au génie du «père des peuples». (Voir l'article de L.-A. Leontief : «Political Economy in the Soviet Union» ; traduction officielle effectuée par la revue stalinienne *Science and Society*, New York, printemps 1944).

[6] Frédéric Engels, *Anti-Dühring*, tome III. p. 43, Editions Costes, Paris, 1933.

[7] Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome III, p. 101-102, éditions Costes, Paris, 1929.

[8] Karl Marx : *Œuvres politiques*, tome VI, p. 196, éditions Costes, Paris, 1930.

[9] Dans un télégramme publié par le journal stalinien américain, la Chambre des industriels bulgares félicitait Dimitrov, en lui souhaitant bonne santé pour qu'il continue à la conseiller.

[10] Aux Etats-Unis, la manière la plus expéditive de liquider une grève est de nationaliser l'industrie affectée et, dans la majorité des pays, les grèves contre les industries étatisées constituent un crime de lèse-patrie ou sont un exploit à peu près irréalisable. En Angleterre, les propriétaires de mines ont poussé les ouvriers à demander la nationalisation.

(Post-scriptum). – Au moment où cette brochure était sous presse, les journaux annonçaient la nationalisation, par le gouvernement autrichien, de 81 industries, dont plus d'une dizaine convoitées par les occupants russes. Ils sont donc entrés en conflit immédiat avec le gouvernement et le parlement au point d'arrêter plusieurs députés. La nationalisation, si follement vantée dans les documents de la Quatrième Internationale comme un résultat naturel et progressif de la «survivance» du système de propriété instauré par la révolution d'Octobre, apparaît clairement cette fois comme un résultat du système de propriété régnant aux États-Unis et en Angleterre car ce sont indubitablement ces pays qui ont inspiré cette mesure. Par contre, le gouvernement russe, touché dans ses visées impérialistes, s'y oppose. Le schéma de la contradiction entre deux systèmes de propriété, l'un progressif et l'autre réactionnaire, s'écroule. Ses partisans seront-ils capables de se dégager des décombres ?

[11] En Hongrie, on a découvert dernièrement que les Russes acceptent généreusement comme indemnités de guerre 50% des actions de compagnies de pétrole et de bauxite dont le capital est intégralement versé par l'État ou des bourgeois particuliers. Et l'on peut être sûr que les hautes autorités russes occupantes savent profiter de l'occasion pour faire leurs propres investissements privés ou les voler à l'instar du Kremlin.

[12] Dans la correspondance entre Hitler et Mussolini, immédiatement avant et après la rupture du pacte Hitler-Staline, il n'est pas une seule fois parlé du «péril bolchevik» ni du «système de propriété soviétique». On laissait cela pour la galerie. La nécessité de l'attaque se base uniquement sur des considérations militaires et sur l'espoir d'exploiter l'Ukraine. Par ailleurs, un des amiraux de Mussolini déclarait dans la revue américaine *Life* que son maître, opposé à la guerre contre la Russie, considérait l'alliance avec elle comme une garantie de victoire parce que Staline avait liquidé le péril bolchevique en assassinant les «chiens féroces de la révolution». Ajoutons que l'occupation hitlérienne conserva les kolkhozes en leur imposant «l'efficiences allemande».

[13] Le premier acte du parlement finlandais élu après la capitulation – où les staliniens se trouvaient en minorité – fut, sur l'initiative de ceux-ci, d'interdire les grèves préjudiciables au paiement des réparations. Dans aucun des autres pays occupés par le «père des peuples» les droits des masses ne sont traités avec plus d'égards.

Source : Traduction originale en français, parue au Mexique aux éditions Revolución (1946) et légèrement revue pour cette édition (*NdE*).

Sur le prochain Congrès mondial

Une année s'était à peine écoulée depuis la fondation de la Quatrième Internationale, en 1938, quand éclata la guerre impérialiste. Le nouvel organisme mondial n'avait pas encore réussi à établir des relations régulières avec beaucoup de groupes trotskystes existant dans le monde, lorsque l'illégalité brusque ou accentuée dans laquelle tombèrent toutes les sections d'Europe continentale et d'Asie paralysa le peu qu'on avait réussi à créer comme organisation internationale. Staline compléta cette œuvre destructrice de la guerre impérialiste, en assassinant l'homme qui, par son autorité, était dans les meilleures conditions pour empêcher que la crise organique [*organisationnelle*] se transformât en crise idéologique.

Le fait est que, à part de rares exceptions en Amérique, depuis le commencement de la guerre, chaque parti ou groupe de la Quatrième Internationale a vécu et travaillé isolé du centre mondial et même des sections voisines. Le centre mondial disparut, incapable d'assurer même une fonction internationale minime et formelle. Pendant les six années de guerre, les membres du Comité exécutif international ne furent [même] pas consultés une demi-douzaine de fois. Le mérite du mouvement trotskyste n'a pas résidé dans son activité et homogénéité organique [*organisationnelles*] internationales, pratiquement absentes, mais dans la résistance et l'initiative des groupes et partis nationaux. Sa propre faiblesse fait ressortir sa force. Ce n'est pas sous l'inspiration et avec l'aide de l'organisation mondiale que les sections se sont constituées, ont vécu et agi, mais, au contraire, le trotskysme comme mouvement mondial a vécu et agi grâce à l'initiative des sections.

Nous devons commencer par reconnaître les faits et ce que nous sommes, si nous voulons franchir positivement, dans l'étape immédiate, la distance qui nous sépare d'une organisation mondiale, idéologiquement homogène et organiquement coordonnée.

La situation antérieurement décrite ne pouvait laisser de conduire à d'importantes divergences idéologiques entre les sections, quelquefois à l'intérieur même des sections, divergences découlant du fractionnement de l'organisation internationale au milieu d'événements d'énorme envergure historique.

Pendant les années d'isolement de la guerre impérialiste, a surgi en Europe un puissant début de guerre civile, plus tard déviée par le stalinisme et le réformisme dans les voies de la guerre impérialiste ; une nouvelle série d'assassinats d'éléments révolutionnaires en Russie a eu lieu ; le facteur impérialiste américain a été injecté dans la guerre anti-impérialiste de Chine ; l'occupation de presque toute l'Europe par l'impérialisme alle-

mand et, immédiatement après, par les Trois Grands, s'est produite ; Mussolini est tombé et le Troisième Reich a été détruit par ses trois rivaux ; momentanément au moins, l'Allemagne a disparu comme nation organisée et cohérente ; il y a eu [des] insurrections à Naples, Rome, Milan (deux fois), Paris, Varsovie, Prague, Bucarest, Sofia, Grèce et beaucoup d'autres plus petites, écrasées par les troupes de Washington-Londres, par celles de Moscou et par celles de Hitler en collaboration passive avec ses trois grands rivaux ; il y a eu les mouvements nationaux de Java, [de l'] Indochine, [des] Indes, [de l']Égypte, etc. ; l'occupation et la mise à sac de l'Europe orientale et d'une grande partie de la Chine par les troupes russes ; la constitution de gouvernements stalino-bourgeois-réformistes dans presque tous les pays d'Europe ; l'apparition de millionnaires en Russie, une nouvelle modification de la loi sur les héritages dans un sens entièrement capitaliste, l'extension des propriétés et du pouvoir bureaucratiques, la suppression de l'autonomie formelle de diverses républiques et la consécration définitive de l'économie russe comme économie de guerre, sans dire plus que [*sans détailler davantage*] ce qui est évident et indéniable pour chacun.

Tant d'événements formidables [et] incomplètement relatés [dans ce texte] se sont produits sans que le prolétariat obtînt en aucun endroit un triomphe important, sans que la Quatrième Internationale se soit développée sensiblement, et sans qu'elle-même prît une position nette et publique devant chacun d'eux.

Comme conséquence, nous avons dans l'Internationale une mosaïque polychrome de positions, à l'intérieur d'une fidélité générale aux principes révolutionnaires les plus fondamentaux, à part telle ou telle exception.

Sans être informés autrement que par hasard, nous savons qu'il existe en Grèce trois groupes, un ou deux d'entre eux contre la défense de la Russie ; un parti naissant en Bulgarie, absolument opposé à cette même défense, position encore officielle dans la IV^e ; deux groupes allemands divisés sur la question nationale et la défense russe ; un parti français divisé en majorité et minorité, avec d'autres sous-tendances (une contre la défense de la Russie), plus un groupe extérieur qui se prétend également de la Quatrième Internationale ; un parti anglais divisé en majorité et minorité sur des problèmes secondaires, plus une «fraction de gauche» expulsée l'année dernière pour des motifs peu clairs ; un parti américain dont la politique pendant la guerre mérite le plus minutieux examen ; dans son sein, une minorité qui veut l'unité avec le parti de Schachtman, qui prétend aussi appartenir à la Quatrième Internationale, et dans son sein la minorité dirigée par Johnson qui s'y proclame plus d'accord avec le S[ecrétariat] I[nternational] qu'avec Schachtman sur les problèmes immédiats de la révolution ; une division potentielle à Cuba, provoquée par les problèmes américains ; sept groupes en Argentine, dont nous ignorons les divergences ; deux groupes au Chili, dont nous savons peu de choses ; un

groupe en Bolivie opposé à la politique du SWP américain, officieusement acceptée jusqu'à présent comme politique de la Quatrième Internationale pendant la guerre ; deux groupes en Afrique du Sud, avec [des] divergences imprécises ; en Chine, deux autres qui, depuis cinq ans, sont en désaccord sur le caractère anti-impérialiste ou impérialiste de la guerre contre le Japon et actuellement sur l'occupation de territoires mandchouriens et chinois par le Kremlin ; un parti indien opposé, semble-t-il, à la position officielle sur les problèmes de défense de la Russie et [de la] guerre sino-japonaise ; un groupe espagnol émigré à Mexico qui, catégoriquement, considère comme opportuniste la politique suivie par le SWP pendant la guerre et qui est irrécyclablement opposé aujourd'hui à la défense de la Russie, ainsi qu'au mot d'ordre de défense de la Russie, et qui demande une nouvelle étude du mot d'ordre de nationalisations.

Quoique fort impressionnante, l'énumération antérieure est très loin de donner une idée suffisante des divergences actuelles ou potentielles dans notre mouvement, parce qu'elles apparaissent en chaque endroit comme atténuées par les distances, voilées par l'absence presque complète d'informations, et qu'en général elles sont mal connues des sections à cause de l'incapacité de la direction internationale de mettre en discussion tous les problèmes nouveaux, ou ceux qui, pendant les années d'isolement, se sont éclairés d'un nouveau jour. Cette situation est le premier obstacle à la croissance de la Quatrième Internationale, à son efficacité [*efficacité*] politique, à sa constitution et à son fonctionnement comme organisme mondial homogène. Nier ceci équivaldrait à nier l'existence de son propre nez.

La solution positive ne pourra se trouver qu'à travers une ample discussion préparatoire au Congrès mondial, avec [une] représentation effective de la majorité des sections et [des] groupes. Il faut découvrir sans crainte les divergences qui se cachent et les nouvelles positions politiques qui fermentent ; il faut les signaler à la Quatrième Internationale, les soumettre à son examen, stimuler la discussion dans toutes les sections. Il faut mettre notre mouvement à la hauteur des événements grandioses des dernières années et l'armer de leurs enseignements. Il faut examiner sans trouble notre politique passée et en particulier celle des sections les plus importantes.

C'est là la tâche fondamentale de la nouvelle direction, et celle-ci doit l'entreprendre aussitôt. Etant donné les circonstances décrites ci-dessus, le grand nombre des problèmes à discuter et la lenteur dans le renouvellement du contact organique [organisationnel] international, nous croyons que le Congrès mondial doit être convoqué dans un délai minimum d'un an à partir du commencement effectif de la discussion.

Il nous paraît également indispensable que la direction actuelle exerce ses pouvoirs provisoirement, sans pouvoir imposer telle ou telle politique concrète sur les questions en litige, ni expulser des sections ou des camarades. Il ne pourrait d'ailleurs en être autrement, puisque l'Internationale

n'a ni discuté ni approuvé à la majorité les points sur lesquels il y a divergences. La tâche de la nouvelle direction consiste à permettre que l'Internationale s'exprime avec la plus grande liberté et trouve sa majorité. D'autre part, il est indispensable de garantir dès maintenant la participation à la discussion, et l'assistance au congrès des groupes qui se réclament de la Quatrième Internationale. Et finalement, il faut essayer de célébrer le congrès légalement, [en] plaçant les gouvernements bourgeois devant l'alternative de concéder ou de refuser l'autorisation de le tenir. Uniquement au cas où il serait matériellement impossible de se réunir en plein jour, le congrès se tiendrait clandestinement. La légalité sera aussi une garantie de démocratie et d'efficacité face à tout le mouvement ouvrier.

Nous appelons tous les groupes et sections à soutenir cette déclaration ou à proposer les modifications qu'ils jugeraient nécessaires.

Mexico, 15 juillet 1946

Source : Bulletin intérieur du Secrétariat international de la IV^e Internationale, v. 1, n° 10, décembre 1946, p. 8-9.

«Nous disions hier...»

(4 août 1946)

Le Secrétariat international devrait imprimer ce titre général en tête du Bulletin intérieur qu'il publie. L'origine de cette expression fuyante et cauteleuse est bien connue des lecteurs de langue espagnole. Après sept ans de réclusion, de non-communication avec le monde extérieur et de tortures, un poète et moine poursuivi par l'Inquisition trompa l'attente de ses nombreux amis en reprenant ses cours à l'université, comme s'il ne s'était rien passé : «Nous disions hier...»

Pendant presque sept ans aussi, les sections de l'Internationale n'ont pu communiquer entre elles, et ces sept années sont bourrées d'événements d'une portée historique exceptionnelle, elles sont riches en promesses d'émancipation, mais aussi d'annihilation, ce sont des années de fructueux et douloureux apprentissages pour les exploités du monde, en particulier pour les révolutionnaires. Cependant, voici le premier numéro du Bulletin intérieur, et le second, et le troisième, publiés en mai comme si le numéro antérieur venait de sortir en avril. Leur silence crie : Rien ne s'est passé ici, messieurs, continuons le cours.

Il y a environ deux ans, à propos de la publication, aux Etats-Unis, d'un Bulletin international aussi muet que celui d'aujourd'hui, j'ai dit, et cela disparut dans les ténèbres : «Ce n'est pas la façon de faire sortir un Bulletin international de discussion.»

Je le répète aujourd'hui avec plus de force et comme [un] signal d'alarme à l'Internationale. Il était indispensable que le premier acte du nouveau Secrétariat international consistât à expliquer la situation de l'organisation mondiale, les plus importants événements depuis le commencement de la guerre impérialiste et l'attitude adoptée par les diverses sections, les scissions et divergences nationales suscitées ; ensuite, [qu'il s'attache] à présenter une liste de questions à discuter, à proposer un ordre de discussion, à obtenir pour le plan de discussion l'accord de la majorité des sections, en un mot, à inaugurer, avec le maximum d'amplitude et de liberté, la discussion qui doit précéder le prochain Congrès mondial.

Il était indispensable que le Secrétariat international fit un appel dans ce sens à toutes les sections dans le premier numéro du Bulletin intérieur, ou, au moins, qu'il déclarât quelles sont ses intentions en ce qui concerne la forme, les thèmes, le temps de discussion, la participation des sections officielles ou extra-officielles.

N'est-il pas inadmissible que, après sept ans d'interruption des relations internationales, le Secrétariat international nous envoie un premier Bulletin sans un seul mot relatif à la discussion mondiale ? Que ceux qui trouvent bonne cette façon de renouer le contact idéologique et organique [*organisationnel*] l'approuvent ou lui enlèvent de l'importance, si cela leur

plaît ; nous la censurons [*condamnons*] énergiquement, parce que nous voyons en elle un danger, et nous sollicitons de [*et nous demandons à*] toutes les sections et [tous les] groupes trotskystes d'appuyer notre critique.

Il ne s'agit pas de jeter un bulletin à l'Internationale, même avec liberté complète d'expression. Il est nécessaire que le Secrétariat international lui-même, agissant comme comité organisateur de la discussion et du congrès, place l'Internationale devant la nécessité de se juger elle-même et de trouver son homogénéité idéologique et organique [*organisationnelle*]. Cette homogénéité ne peut être considérée comme acquise après l'isolement prolongé et les événements transcendants [*très importants*] survenus dans l'intervalle.

Il ne convient pas, d'autre part, d'abandonner à la spontanéité des sections la décision de discuter [de] tel ou tel problème. La discussion se réduirait au minimum et prendrait un aspect désordonné. L'initiative des sections doit être sollicitée par la direction, qui doit y suppléer quand elle n'existe pas. C'est seulement ainsi que l'Internationale se définira sans pressions ni faits consommés [*ni faits accomplis*].

Il existe un certain nombre de problèmes très importants, qui doivent immédiatement être énumérés comme sujets de discussion, quelle que soit l'opinion du Secrétariat international et du Comité exécutif international. D'abord et avant tout, l'Internationale doit savoir quelle a été l'attitude révolutionnaire, ou opportuniste, de ses partis devant la guerre impérialiste, si cette attitude s'est située dans les limites du défaitisme révolutionnaire, ou hors d'elles. Sans un tel examen, tout projet de politique révolutionnaire serait construit sur le sable. Si le Secrétariat international n'a rien à dire à ce sujet, il doit demander aux sections leur façon de voir. Rappelons que, depuis 1942, le groupe espagnol de Mexico a critiqué comme opportuniste la politique du SWP. Il existe un document destiné à la discussion mondiale. Le Congrès mondial devra décider sur ces cas concrets, et sur tout autre qui se présente.

En second lieu, vient la politique de nos partis devant les mouvements nationaux et le guérillisme, surgis en Europe comme conséquence de la volte-face des partis stalinien, qui les déplaça du service de Moscou-Berlin à celui de Londres-Washington. Il s'agit d'un phénomène entièrement nouveau dans l'histoire de la révolution mondiale, et l'Internationale doit l'étudier et se prononcer.

Troisièmement, le problème de la défense de la Russie se révélera sans doute de la plus haute importance pour l'avenir de l'Internationale. Après les événements survenus, qui ont largement dépassé les calculs les plus pessimistes relatifs à la politique étrangère du Kremlin, le Secrétariat international se trouvait devant le devoir pressant de poser cette question à l'Internationale : la défense de la Russie continue-t-elle à être juste et nécessaire pour le prolétariat mondial, ou apparaît-elle, à la lumière des nouveaux événements, comme incompatible avec la révolution mondiale ?

Il était aussi nécessaire que le Secrétariat international posât, comme conséquence du problème précédent, celui de notre attitude devant les partis staliniens du monde entier. Jusqu'à présent, nous continuons à les traiter comme des partis réformistes. Cependant, alors que le réformisme a pour base l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières, et pour idéologie la conception évolutive du capitalisme vers le socialisme, le stalinisme est un phénomène totalement différent, dont l'origine réside dans le triomphe idéologique et économique de la contre-révolution russe. Identifier réformisme et stalinisme est, à première vue, au moins douteux. Dans cette discussion doit prendre place l'acceptation ou le rejet du mot d'ordre «gouvernement stalino-réformiste» [*gouvernement PC-PS*], soutenu aujourd'hui par divers partis européens. Il est du devoir du Secrétariat international de stimuler l'expression des sections sur cette grave question.

Un autre problème se pose encore, celui de la guerre sino-japonaise, sur lequel la section chinoise se divisa et reste divisée : une partie de cette section considère que l'intervention des Etats-Unis transforma le caractère de la guerre, tandis que l'autre persévère dans la défense [de l'URSS]. Et j'ai entendu dire que le parti hindou s'est prononcé aussi contre la défense [de l'URSS].

L'appréciation de la perspective de la révolution mondiale et de notre tactique dépendront, dans une large mesure, de la discussion préalable des cinq problèmes énumérés plus haut. Ils constituent la base indispensable quand on veut aborder des problèmes tactiques d'ordre général, tels que [les] nationalisations par les gouvernements bourgeois, [les] mots d'ordre démocratiques et de transition et [les] mots d'ordre révolutionnaires, [les] problèmes particuliers tels que ceux de la Grèce et de l'Espagne, [le] problème brûlant et transcendantal [*très important*] des occupations militaires, celui de l'Amérique latine et celui des pays coloniaux.

Dans les documents d'information sur le plénum du Comité exécutif international, on dit : «Après avoir considéré les problèmes relatifs à la préparation du prochain Congrès mondial de la Quatrième Internationale, le Comité exécutif international a décidé de se préparer à la tenir en 1947 et il déclare ouverte la discussion préalable au congrès, sur la base de la résolution adoptée à la conférence d'avril 1946 et de la résolution supplémentaire relative au retrait des troupes d'occupation.» C'est tout.

Il semble que le Comité exécutif international n'a pas senti la nécessité de modifier la ligne de conduite suivie par le Secrétariat international dans les trois Bulletins déjà mentionnés «et déclare ouverte la discussion préalable au congrès» sans proposer aucun ordre de discussion [*ordre du jour*], sans montrer aux sections qu'il convient qu'elles donnent [*communiquent*] immédiatement leurs initiatives pour que la discussion embrasse tous les problèmes existant dans l'Internationale ou introduits par les événements. «La base de la résolution adoptée à la conférence d'avril 1946, et la résolution complémentaire» adoptée par le plénum du Comité exécutif international sont loin de suffire aux nécessités de discussion existantes

[*actuelles*]. C'est là continuer [de suivre] le chemin de la moindre préparation et de la moindre discussion. Au surplus, le Comité exécutif international ne s'est pas cru obligé non plus de dire quels groupes de chaque pays seront autorisés à participer à la discussion et seront convoqués au congrès, ni si celui-ci sera convoqué clandestinement, comme la préconférence, ou si l'on aura recours à ce procédé qu'après que toutes les possibilités de le célébrer [*de l'organiser*] légalement dans quelque pays du monde [*quelque part*] ont été épuisées.

En un mot, le «Nous disions hier» est une conduite passive qui ne peut donner que de mauvais résultats. Il est nécessaire que l'Internationale réagisse, que les partis et les groupes demandent une préparation soignée de la discussion, ainsi que la participation et la convocation des différents groupes trotskystes existant en beaucoup de pays ; qu'ils demandent aussi la tenue légale du congrès, et sa réunion seulement lorsque la discussion aura été complète sur tous les points. Sans cela, s'imposera à notre mouvement la pratique du laisser-faire qui, mécaniquement, favorise ceux qui ont l'appareil le plus fort.

Mexico, D.F., 4 août 1946.

Source : *Bulletin intérieur du Secrétariat international de la IV^e Internationale*, v. 1, n° 10, décembre 1946, p. 9-10.

Attention!

(G. Munis et Peralta [Benjamin Péret], 21 avril 1947)

Dans son rapport à la session d'octobre du Comité exécutif international, le Secrétariat international parle de la préparation du Congrès mondial de la Quatrième Internationale (Bulletin intérieur, décembre 1946). Nous voulons dire dès le début que ce document ne nous satisfait nullement, car il ne contribue en rien à la discussion qui devrait précéder le congrès – tout au contraire – et dans l'absence de cette discussion, au lieu de mener à la constitution d'un vrai parti mondial de la révolution socialiste, le congrès sera l'introduction de sa décomposition organique [organisationnelle].

Dans ce document on sent une timidité qui est en opposition flagrante avec l'étendue de la tâche qui nous incombe. Contrairement à Jean Sarmant («Je suis trop grand pour moi»), les camarades du Secrétariat international et du Comité exécutif international se répètent à eux-mêmes, tout au long de la journée, «Je suis trop petite pour moi.»

Vraiment, on nous dit que le congrès «doit être principalement un congrès des organisations qui se sont soumises à la discipline internationale et qui maintiennent des relations normales avec les organismes dirigeants». Ils essayent ici de couvrir avec le mot «discipline» les coups infligés aux principes mêmes, au programme écrit de l'Internationale, par exemple, par la section canadienne. Aux yeux des camarades de la direction, ce n'est pas la loyauté aux principes révolutionnaires qui est notre raison d'existence mille fois plus importante que le maintien de la discipline et les «réactions normales avec les organismes dirigeants», bien qu'on puisse en dire long sur les relations normales en ce qui concerne la section canadienne.

Pourtant, nous accusons ce parti d'avoir subrepticement violé les principes de l'Internationale dans la question de la guerre et d'avoir eu une attitude opportuniste dans celle-ci durant le dernier conflit impérialiste («non-appui» au lieu d'une opposition active et soutenue). Et puis, qu'est-ce qu'une discipline qui s'attache aux formes organisationnelles extérieures (relations normales) pour mieux violer les principes sur lesquels elles sont basées ? En réalité, si la discipline était observée dans le vrai sens du mot, le Comité exécutif international serait forcé d'interdire à la section canadienne, et sans aucun doute à d'autres sections, l'accès au congrès pour avoir violé la discipline idéologique qui est certainement plus importante que la discipline formelle dont on parle.

Que veut dire le Secrétariat international exactement par «relations normales» ? La position prise devant les grands problèmes révolutionnaires ou les lettres courtoises qu'on échange avec lui ? Pour une direction

révolutionnaire, ce devrait être la position adoptée devant les grands problèmes révolutionnaires, et, dans ce cas, nous serions forcés de nous opposer, au moins, à la participation de la section canadienne au congrès et – qui sait ? – du Secrétariat international. Quant à la première, nous pouvons déclarer qu'elle avait une position opportuniste durant la guerre ; quant au dernier, son inertie à approfondir cette question nous permet d'y voir une complicité idéologique avec la première.

Entre la conférence de fondation de la Quatrième Internationale et le congrès prévu maintenant, il y a toutes les années de guerre, durant lesquelles le Secrétariat international était coupé de tout contact avec la plus grande partie de nos sections en Europe et en Asie, et pendant ce temps il était incapable de jouer le rôle dirigeant pour lequel il était désigné. Comme conséquence, la plupart des sections ne purent «maintenir les relations normales» en question avec la direction. Seront-elles exclues du congrès ?

En réalité, ce qu'on veut insinuer ici par «relations normales» est l'acceptation sans murmure de notre programme de guerre particulier dans son entier. Cela est si vrai que, dans le paragraphe suivant, le rapport du Secrétariat international déclare que les organisations «qui posent des conditions pour leur adhésion à l'Internationale» ne peuvent participer au congrès. De quelles conditions s'agit-il ? On ne nous le dit pas, et ce silence même révèle leur nature. Il ne peut s'agir que d'exigences se rapportant à la reconsidération de tel ou tel point du programme. Ces exigences-là, nous les soutenons sans réserves, même si elles touchent à certains points du programme que nous continuons à considérer comme valides. Rien n'est perdu à les discuter ; au contraire, nous gagnerons à les voir clarifiées davantage pour toute l'Internationale.

En fait, toute l'attitude du Secrétariat international dans la discussion préparatoire au Congrès mondial révèle que son intérêt principal est de sauvegarder le prestige de la direction dont l'Internationale souffre, à tel point qu'elle est incapable de jouer le rôle révolutionnaire qu'elle devrait dans les luttes en cours.

Nous ne sommes pas les seuls à dire cela ; d'autres voix se sont élevées dans l'Internationale pour alerter les différentes actions contre les manœuvres en préparation derrière la scène. La minorité de la section canadienne parle déjà des méthodes staliniennes de la direction canadienne, montrant les conséquences capitulardes de la politique poursuivie par la direction actuelle de l'Internationale dont les procédures «trahissent des desseins bureaucratiques».

Aujourd'hui, c'est la section mexicaine qui est forcée de protester contre le camarade Smith, qui, au nom du Secrétariat international, insiste pour que le camarade Red, exclu après avoir démissionné de l'organisation, soit remis au poste dirigeant qu'il occupait auparavant dans la section mexicaine. Pourquoi ? Parce que – malgré que la lettre du camarade Smith ne souffle mot de cela – le camarade Red soutient sans condi-

tions la politique de l'Internationale. De plus, le camarade Munis est l'objet de menaces voilées d'expulsion exprimées par la direction élue à la pré-conférence avec la seule mission d'organiser la discussion préparatoire au Congrès mondial, sans pouvoir d'exclusion à cause de son autorité limitée.

Nous pourrions aussi parler longuement de la circulaire du 22 février dernier, adressée par le Secrétariat international à toutes les sections de l'Amérique latine, qui révèle le même esprit de manœuvres [*esprit manœuvrier*]. Toutes ces indications et ces faits montrent qu'une atmosphère malsaine prévaut dans les sommets de l'Internationale. Elle doit être immédiatement dissipée si nous voulons que le prochain congrès soit en mesure de vraiment définir la politique révolutionnaire qu'il nous faut promouvoir dans la période actuelle. Au lieu d'utiliser toutes sortes de subterfuges dans le but d'éviter ou de restreindre la discussion qui est la condition même de l'efficacité du congrès, et ceci dans le but de préserver le prestige des dirigeants qui, par ces précautions mêmes, révèlent qu'ils sont conscients de leur culpabilité, la direction devrait organiser loyalement la discussion et l'étendre, afin qu'aucun des principaux problèmes du mouvement ouvrier ne soit négligé. Le Secrétariat international et le Comité exécutif international devraient intervenir dans la discussion pour la lancer et l'organiser, et non pour la restreindre.

Il est indispensable de tirer un bilan sincère, précis et détaillé, d'examiner à fond quelle était l'attitude des différentes sections durant la guerre impérialiste. Le Secrétariat international ne donne aucun motif pour son refus de mettre à l'ordre du jour la question de la position des sections vis-à-vis de la guerre impérialiste et des mouvements nationaux. Par cela même, il admet que toutes les sections avaient une position juste vis-à-vis de ce problème et veut que cette thèse soit admise par l'Internationale.

Même si toutes les sections avaient suivi une politique révolutionnaire intransigeante, cet examen serait nécessaire. Cela n'est pas le cas, pourtant, et il serait trop dur de démontrer qu'il en était ainsi à cause de la jeunesse de notre mouvement, des problèmes complexes qui se sont posés au cours de la guerre, comme celui de l'occupation de l'Europe par l'impérialisme nazi et par les impérialismes anglo-saxons et russes. Cette question de la position de notre section durant la guerre doit pour cela être discutée en détail. Les erreurs doivent être dénoncées et une résolution doit être adoptée sur cette question.

Nous sommes de l'avis que la décision du Secrétariat international de consacrer une partie de son rapport à ce problème ne permet pas l'ample discussion qui est nécessaire, et révèle clairement le désir de couvrir des erreurs que toute l'Internationale devrait connaître afin d'être en mesure de les éviter dans des cas semblables et pour qu'un régime sain prévale dans l'Internationale.

Ainsi, personne ne sait qu'elle était l'attitude de la section française du-

rant la guerre. Quelle position cette section avait-elle vis-à-vis du «mouvement de libération nationale», des guérillas, etc. ? Personne ne le sait, en détail, excepté les milieux bien informés des sommets. Les militants de base de toute l'Internationale ont non seulement le droit de le savoir, mais ils doivent le savoir afin d'être en mesure d'en tirer les leçons indispensables.

Toutes ces restrictions que le Secrétariat international veut imposer à la discussion ont leur vrai sens si nous considérons les limites que le Secrétaire international, dans sa circulaire du 22 février, pose à la participation au congrès pour les sections et groupes de l'Amérique latine. Si le Secrétariat international a des raisons d'encourager l'unification des différents groupes existant dans différents pays, dans la mesure où aucune divergence politique sérieuse ne les sépare, cela n'est pas une raison pour que les groupes qui n'ont pas réalisé l'unité soient exclus du congrès.

Quant à la condition imposée d'accepter d'avance la discipline de la majorité du congrès, elle est unique dans l'histoire du mouvement ouvrier et les camarades de la minorité de la section canadienne ont tout à fait raison de juger que ce «n'est pas très sage et c'est faux». C'est le moins qu'on puisse en dire !

Nous considérons que cette exigence est absurde parce qu'elle est imposée ouvertement pour empêcher un militant ou un groupe de militants de s'élever contre telle ou telle décision prise par la majorité, une fois qu'ils sont exclus à cause de leur désaccord. En dehors de cela, cette condition trahit la peur des fractions donc la légitimité est pourtant reconnue et cela a comme but de constituer un point de vue monolithique. Nous protestons contre cette exigence et demandons au Secrétariat international de reconsidérer la décision qu'il a prise à ce sujet.

Si le Secrétariat international ne voit pas la nécessité de confier au Congrès mondial plénipotentier [...] la discussion des conditions dans lesquelles les différentes tendances peuvent coexister dans l'Internationale, c'est parce que ses tendances peuvent coexister dans l'Internationale, c'est parce que ses tendances bureaucratiques l'inclinent à décider [de] tous les problèmes par l'application d'une discipline formelle qui peut avoir un bon effet pour des yeux inexpérimentés, mais qui porte en soi un germe de dégénérescence dont les effets ne seront pas longs à se faire sentir, dans toute l'Internationale, empêchant tous les progrès des sections, perdant toutes les possibilités de rénovation idéologique pour l'Internationale, la frappant de stérilité et d'impotence vis-à-vis des événements révolutionnaires en préparation. Cela est presque inévitable si le Secrétariat international réussit à manœuvrer le congrès comme il l'a fait jusqu'à présent.

Finalement, nous demandons que tous les groupes et partis qui adhèrent aux idées de la Quatrième Internationale soient invités à participer au congrès avec tous les droits. Nous n'avons rien à craindre – tout au contraire – et par cela la Quatrième Internationale donnera un exemple de

démocratie révolutionnaire qui aura comme effet d'aider à dissiper l'accusation de sectarisme si souvent portée contre nous.

Pour conclure nous demandons :

1. Que les documents qui nous permettent de juger l'attitude des principales sections vis-à-vis de la guerre impérialiste et vis-à-vis des mouvements de «résistance nationale», ainsi que ceux concernant la question de la guerre sino-japonaise soient mis en discussion. Cela doit être le premier point à l'ordre du jour.

2. Que le programme transitoire [*de transition*] soit réexaminé et mis à jour. Tout ce que le Secrétariat international [*prévoit c'*] est une discussion sur la façon d'appliquer le programme. Pourtant, plusieurs points de ce programme sont dépassés (nous nous référons surtout au mot d'ordre du gouvernement PC-PS, au Front unique avec le stalinisme, aux nationalisations, etc.) et doivent être remplacés par d'autres. Quelles raisons peut-on donner pour le refus de discuter de ces questions ?

3. Que tous les groupes qui adhèrent aux idées de la Quatrième Internationale soient invités à participer au congrès avec tous les droits et sans conditions.

4. Que le Secrétariat international ouvre la discussion sans y mettre aucun obstacle...

3 avril 1947, Mexique, D.F.

Source : *Bulletin intérieur du Secrétariat international de la IV^e Internationale*, v. 2, n° 17, août 1947.

Lettre ouverte au Parti communiste internationaliste, section française de la Quatrième Internationale*

«Nous ne sommes évidemment pas fétichistes. Si de nouveaux faits historiques exigent la révision de la théorie, nous ne nous arrêterons pas à cela. Mais l'expérience lamentable des anciennes révisions doit, en tout cas, nous inspirer une prudence salutaire. Nous devons réfléchir dix fois sur la vieille théorie et les nouveaux faits avant de bâtir une nouvelle doctrine.»

Article en russe [de Trotsky] : «Ni Etat ouvrier ni Etat bourgeois ?», daté de Coyoacán 27 novembre 1937, publié dans le *Bulletin de l'Opposition russe*, n° 62-63.

«Admettons un instant que, d'accord avec le pacte Staline-Hitler, le gouvernement de Moscou laisse intact le droit de propriété privée dans les territoires occupés ou se limite à le “contrôler” à la manière fasciste. Ces concessions pourraient avoir un profond caractère principiel et pourraient être le point de départ d'un nouveau chapitre du régime soviétique et, par

* «Lettre ouverte au Parti communiste internationaliste, section française de la Quatrième Internationale», par Natalia Sedova-Trotsky, G. Munis et Benjamin Péret (juin 1947). Editée dans un *Bulletin intérieur strictement réservé aux membres du parti* par L. Magneux, Paget et Jacques Gallienne, et après dans le *Bulletin intérieur du Secrétariat international de la Quatrième Internationale*, numéro spécial (décembre 1947). Texte que nous a fait parvenir Gérard Roche (Association des amis de Benjamin Péret) et également de son côté Jean-Jacques Marie (CERMTRI).

conséquent, appelleraient, de notre part, une nouvelle appréciation de la nature de l'Etat soviétique.»

Article en russe [de Trotsky] : «L'URSS en guerre», dans le *Bulletin de l'Opposition russe*, n° 79-80, daté du 25 septembre 1939.

Chers camarades,

Deux ans après la fin de la guerre la plus réactionnaire et la plus dévastatrice que l'histoire ait connue, le Parti français affronte une crise grave, expression de la crise de l'Internationale, elle-même reflet de celle, terrible, que subit le mouvement ouvrier de manière plus aigue chaque année. C'est donc en fonction de ces deux facteurs, la Quatrième Internationale et le mouvement ouvrier mondial, qu'il faut juger la situation actuelle du parti français et trouver une solution.

«La crise de l'humanité» – répétons le avec L. D. Trotsky – est une «crise de direction révolutionnaire». Toutes les explications qui essaient de rejeter la responsabilité de l'échec de la révolution sur les conditions objectives, le retard idéologique ou les illusions des masses sur la puissance du stalinisme ou sur l'attraction illusoire de «l'Etat ouvrier dégénéré» sont fausses et bonnes uniquement à excuser des responsables, à détourner l'attention du véritable problème et à empêcher la solution. Etant donné le stade où en sont actuellement les conditions objectives pour la prise du pouvoir, une direction révolutionnaire authentique doit vaincre tous les obstacles, surmonter toutes les difficultés et triompher de tous ses adversaires. L'état dans lequel se trouve actuellement le parti français, centre d'Europe et foyer de rayonnement jusqu'à ce jour à travers le monde, n'est nullement satisfaisant. Pour parler carrément et franchement, seule façon de faire si nous voulons en sortir, la situation du parti français constitue pour nous comme pour l'Internationale, et par conséquent pour le prolétariat, pour la révolution et pour l'humanité entière, un important échec.

Le parti français ne représente pas encore une espérance pour les masses et ceci bien qu'il ait traversé une guerre impérialiste qui offrait les meilleures conditions de transformation en guerre civile, bien qu'il se soit trouvé en présence de la politique archi-réactionnaire des Trois Grands vainqueurs, malgré la corruption totale du stalinisme et du réformisme, bien que la décomposition du capitalisme soit clairement commencée et menace d'entraîner l'humanité entière et bien que le prolétariat soit avide de révolution sociale, en dépit du rôle endormeur des organisations stalinienne et réformiste. Pas de subterfuges : le point faible réside dans la direction politique.

Rappelons-nous la révolution française, pendant sa période culminante, méprisant les circonstances atténuantes, elle fusillait les généraux coupables de déroute. Aujourd'hui, nous devons chasser sans atermoiements la politique – ou les défenseurs de la politique – qui nous a menés à la déroute, ou tout au moins a empêché un triomphe. Des raisons beaucoup

plus sérieuses que celles qu'avait la révolution française pour fusiller ses généraux incapables l'exigent.

Le mouvement ouvrier mondial aurait dû, pendant la guerre impérialiste ou immédiatement après, triompher du vieux monde capitaliste et de la contre-révolution russe. La guerre était en même temps le résultat de la crise du mouvement ouvrier mondial et le moyen pour celui-ci d'acquiescer une victoire définitive. Les causes idéologiques de la crise, et du même coup les organisations responsables, auraient dû être détruites. Mais il s'est produit un phénomène inverse. Les organisations responsables de la crise ont accru leur domination organique sur la classe ouvrière, l'enchaînant plus fortement que dans le passé au système général de la contre-révolution mondiale. De notre côté, au contraire, nous n'avons nulle part atteint la force organique, l'autorité idéologique et le prestige combattifs qui font d'un parti révolutionnaire un parti digne de ce nom. Ce résultat ne peut en aucune façon être fortuit, encore moins être le produit des circonstances objectives.

La crise du mouvement ouvrier mondial devint un fait accompli en 1914 lors de la désertion de la Seconde Internationale dans le camp capitaliste. La révolution russe en 1917 engagea vigoureusement la contre-offensive. Mais, peu après, le Thermidor stalinien vint ajouter ses propres facteurs de crise idéologique au vieux facteur réformiste. Depuis lors le stalinisme accentue continuellement sa dégénérescence, tirant d'une part son prestige du pays de la révolution, d'autre part argent et directives étroites de la caste qui détruit cette même révolution. La désertion social-démocrate avait été pour le prolétariat très grave et très coûteuse, mais l'intransigeance bolchevique lui avait retiré de son importance, et la social-démocratie était condamnée à une déroute proche et certaine. Se retournant contre la révolution russe, enchaînant à soi la Troisième Internationale, le Thermidor stalinien s'ajoutant à la désertion social-démocrate, empêcha la «récupération» totale du mouvement ouvrier, et ensuite approfondit lui-même la crise.

Depuis la révolution chinoise jusqu'à la révolution espagnole, le stalinisme extérieur parcourt son cycle de dégénérescence, il commence par la complicité (opportunisme idéologique) avec la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie du Kuomintang et atteint son point culminant en détruisant (réaction capitaliste) une révolution qui avait triomphé le 19 Juillet 1936.

Il y a dans ce cycle un dédoublement de l'évolution du Thermidor stalinien en Russie qui va de la suppression de la démocratie prolétarienne et de l'Opposition de gauche jusqu'à l'extermination de la vieille garde bolchevique et de dizaines de milliers de militants, jusqu'aux procès de Moscou et à l'assassinat de Trotsky, effet retardé de ces procès. Le gouvernement russe et son appendice extérieur, le stalinisme mondial, ont laissé loin derrière eux la vieille social-démocratie, se convertissant tous deux, étroitement unis, en la cause la plus puissante et la plus dangereuse de la crise du mouvement ouvrier mondial, cause qui, en outre, dispose de la

Guépéou, police organisée internationalement et recevant des millions de subvention.

Le premier point à comprendre dans la situation mondiale, et si on ne le comprend pas toute l'action demeure stérile, c'est que l'Etat et le gouvernement russes actuels, loin d'avoir pour base quelques restes de la révolution bolchevik de 1917, représentent face à elle la contre-révolution la plus féroce et la plus complète. A lui seul le gouvernement russe actuel a contribué à la déroute de la révolution mondiale et a plongé les masses dans une prostration beaucoup plus grande que tous les vieux gouvernements capitalistes réunis. Oui, la politique de la Russie et du stalinisme mondial, expression de ses intérêts économiques, s'abat sur les aspirations et les espérances humaines bien plus lourdement que le capital financier de Wall Street et de la City avec leur armée et leur police respectives.

Sans Moscou et le stalinisme mondial, ou bien la guerre impérialiste aurait été évitée grâce à la révolution européenne, ou bien elle aurait été transformée rapidement et victorieusement en guerre civile. L'action spontanée des masses se dirigeaient dans ce sens sous l'occupation nazie, mais le stalinisme et le capitalisme mondial, dans une union parfaite, la détournèrent vers la guerre impérialiste au moyen des mouvements nationaux.

Nous nous trouvons ainsi aujourd'hui devant la domination la plus complète et la plus réactionnaire du monde par les Trois Grands victorieux, ce qui constitue une menace perpétuelle de nouvelles guerres impérialistes et donne aux masses l'amère sensation d'être frustrées. La crise du mouvement ouvrier mondial se résume donc dans la capacité organique du stalinisme (la social-démocratie a peu d'importance) à enterrer l'activité des masses pendant et après la guerre dans la tombe creusée en commun par les vieux impérialismes et la contre-révolution russe en dépit de leurs querelles.

En sa qualité de noyau régénérateur, la Quatrième Internationale aurait dû se développer comme parti mondial luttant pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, adaptant sa tactique, ses *lignes* générales et ses mots d'ordre aux changements qui se produisirent et se manifestèrent clairement pendant la guerre. La persistance à appliquer des mots d'ordre et des tactiques dépassés par les événements, la non-correction de certaines fautes, entraînèrent un grave préjudice politique et organique pour l'Internationale.

On ne peut douter un seul instant que ceci soit la cause de notre faible développement et de la crise particulière que traverse l'Internationale, crise exprimée par les diverses tendances et sous-tendances aux points de vue contradictoires, voire diamétralement opposés, sur les problèmes les plus importants. L'Internationale, ou ses principaux partis à l'époque où elle n'existait pas comme centre orientateur, ont commis des erreurs graves et ont persisté à lancer des mots d'ordre qui auraient dû être abandonnés.

Mais l'erreur principale c'est qu'aujourd'hui encore l'Internationale ne paraît pas disposée à abandonner certains mots d'ordre dépassés ni à corriger ses fautes. Contre cette tendance funeste, chacun doit se tenir en garde. Prenons les principaux problèmes dans l'ordre chronologique :

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE :

A ce sujet on ne peut guère parler de l'Internationale car le centre international isolé, coupé de tout contact avec les sections d'Europe et d'Asie, n'existait pratiquement pas. Mais il est possible au contraire de parler des différents partis. Le plus en vue, celui qui par sa situation géographique, ses conditions de légalité et sa capacité de rayonnement apparaissait automatiquement comme le représentant de la politique de la Quatrième Internationale, a-t-il su maintenir, face à la guerre impérialiste, une attitude intransigeante révolutionnaire et internationaliste ? Non, franchement non. Une autre réponse ne servirait qu'à rendre difficile une solution positive à nos difficultés, si ce n'est à les aggraver.

Devant la guerre, le parti américain eut une attitude opportuniste assimilable à celle adoptée par le centrisme, et incompatible avec celle que nous devons avoir. Il la définit lui-même comme non-appui, transformation de la guerre impérialiste en véritable guerre contre le fascisme, opposition politique, etc., et en général il s'abstint de toute agitation et de tout travail spécifique contre la guerre, tant au front qu'à l'arrière. Et la politique de ce parti apparut devant le monde pendant des années comme étant la politique officielle de la Quatrième Internationale.

D'autre part, ce qui existait alors comme centre international accepta tacitement cette politique comme bonne. Evidemment, la politique du parti américain entraîna vers l'opportunisme tous les groupes de la Quatrième Internationale dans le monde.

Suivant cet exemple, ou du moins s'abritant derrière lui, le parti anglais lui-même, quoique se situant à la gauche du parti américain, affaiblit sa politique en face de la guerre de façon centriste. Il y eut d'autres irradiations opportunistes dont nous ne croyons pas nécessaire de parler ici. Il suffit de signaler le fait pour des discussions postérieures.

Sur le continent européen même nos partis ont-ils su maintenir, face à la guerre, une attitude entièrement internationaliste ? Il n'y a rien à leur reprocher jusqu'à l'occupation hitlérienne. A partir de l'occupation, leur politique nous est presque totalement inconnue et, pour cette raison, nous ne voulons rien affirmer dans un sens ou dans un autre. Nous devons enregistrer cependant que divers indices et certains documents montrent, dans le parti français par exemple, l'existence d'attitudes non internationalistes. Les camarades qui, pendant l'occupation, dans des conditions épouvantables, continuèrent la lutte pour la révolution autour de nos idées ont mérité l'estime et l'admiration de toute l'Internationale.

Notre amitié et notre respect les plus sincères vont à tous, à ceux qui sont morts comme à ceux qui continuent la lutte. Cette même raison nous oblige à signaler aujourd'hui des erreurs qui retardent la croissance de

l'organisation et la marche révolutionnaire en général. Pour résoudre positivement sa crise et aider à résoudre celle de l'Internationale, le parti français doit analyser sa conduite et celle de l'Internationale pendant la guerre impérialiste et condamner tous les opportunismes et indécisions.

L'erreur la plus grave dans ce domaine vient de la nouvelle direction mondiale élue dans la pré-conférence d'avril 1946. Jusqu'à aujourd'hui, plus d'une année s'est passée et la discussion sur la politique des principaux partis pendant la guerre impérialiste n'a pas été amorcée. Cette erreur est d'autant plus impardonnable que la direction avait à sa disposition, et ceci depuis le jour de sa constitution, d'importants documents permettant d'ouvrir cette discussion.

Cette erreur peut être d'autant plus grave pour le mouvement que la nouvelle direction se refuse à mettre comme premier point de l'ordre du jour du Congrès mondial en préparation, l'attitude de nos principaux partis devant la guerre impérialiste et les mouvements nationaux. Une erreur peut être grave, très grave, mais un parti qui sait la corriger n'entrave pas sa marche vers la révolution.

UNE ERREUR NON CORRIGEE ENTRAINE LA FAIBLESSE THEORIQUE, L'ENKYLOSE ORGANIQUE, et la disparition tôt ou tard. La Quatrième Internationale ne se prendrait pas au sérieux si elle ne discutait pas en premier lieu, lors d'un congrès, de l'attitude de ses partis face à la guerre impérialiste, ou si elle ne condamnait pas sévèrement les opportunistes qui se sont manifestés en son sein. Nous sommes sûrs que les partis et les groupes sauront réagir.

LES MOUVEMENTS DE RESISTANCE NATIONALE SOUS L'OCCUPATION HITLERIENNE :

Il y a dans l'Internationale des positions diverses, depuis celles de camarades qui ont appuyé ouvertement les comités de résistance et ont préconisé notre entrée dans ces organismes, jusqu'à celles qui se sont opposées à tout compromis avec eux, sans compter celles qui les ont appuyés plus ou moins ouvertement.

Le problème de l'occupation – hier par les troupes allemandes, aujourd'hui par les troupes anglaises, américaines et russes – étant un nouveau problème posé au mouvement ouvrier par la décomposition du capitalisme, il était normal que surgissent parmi nous des positions variées. Elles auraient certainement surgi en supposant même que tous nos partis aient gardé une attitude intégralement internationaliste. Mais il n'en a pas été ainsi et il exista des tendances opportunistes qui remisèrent le défaitisme révolutionnaire, et d'autres tendances internationalistes qui le défendirent à chaque instant. Par rapport à ces deux tendances on peut classer toutes les positions surgies autour des mouvements nationaux.

Les tendances opportunistes se montrent très favorables à ces mouvements nationaux et les tendances internationalistes résolument contre. Les premières considéraient la lutte contre l'occupation en fonction de «la guerre antifasciste», les autres en fonction de la guerre impérialiste. En

conséquence, les tendances opportunistes virent dans les mouvements de résistance un élément positif dans la lutte contre le fascisme, et les tendances internationalistes un élément de retour à la guerre impérialiste que les peuples avaient commencé à transformer en guerre civile. Les uns soutinrent les guérillas et le sabotage, instruments des mouvements nationaux, les autres les combattirent comme méthode nationaliste, incompatible avec l'objectif suprême de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile internationale.

Le problème n'a pas qu'une valeur rétrospective. L'attitude que l'on a aujourd'hui envers la Russie et le stalinisme mondial provient de celle que l'on a eu devant les mouvements nationaux, dont le stalinisme était partout, de la Pologne et la Yougoslavie jusqu'à la France, le principal animateur. Aujourd'hui encore, l'Europe se trouve entièrement occupée par les Trois Grands. Il est absolument impossible d'avoir une attitude correcte envers les Trois Grands, sans corriger les erreurs commises pendant l'occupation allemande, car l'occupation, malgré une différence quantitative n'est pas le résultat caractéristique de tel ou tel impérialisme, mais de l'impérialisme comme facteur mondial dans l'époque présente, en comprenant la contre-révolution russe sous la dénomination impérialiste. Ce problème est indissolublement lié à celui de la guerre impérialiste et pour cette raison, on doit discuter d'eux en premier ressort dans chaque parti et lors du prochain Congrès mondial. Si nous ne corrigeons pas les erreurs commises sur ces plans, nous ne serons jamais un véritable parti révolutionnaire mondial, et n'importe quel progrès organique filera entre nos mains, comme cela est arrivé aux organisations centristes.

DEFENSE INCONDITIONNELLE DE L'URSS :

L'idée de la défense de l'URSS n'est pas, comme le pensent malheureusement certaines tendances, absolument «consubstantielle» de notre mouvement. Le critère qui a toujours présidé à notre attitude devant ce problème est le suivant : la défense de l'URSS dans une guerre contre des ennemis extérieurs aide-t-elle ou porte-t-elle préjudice à la révolution mondiale ? La réponse dépendait naturellement de l'estimation que l'on avait sur la nature sociale de l'URSS et de cette question : restait-il quelque chose de la révolution d'Octobre qui méritât d'être défendu ? Il est impossible que nous analysions ici ce problème. Nous ne pouvons procéder que par affirmation, puisque notre intention est de faire réfléchir et de faire discuter l'Internationale.

Le déroulement de la politique extérieure russe, au fur et à mesure que les armées du Kremlin avançaient vers l'Occident, révélaient une contradiction de plus en plus aiguë avec la notion de «l'Etat ouvrier dégénéré» basée sur les restes de la révolution prolétarienne et sur laquelle reposait l'idée de la défense inconditionnelle. Tout en le regrettant beaucoup, car la direction mondiale fait partie de notre organisation et de nous-mêmes, nous ne pouvons cacher que le secrétariat de l'Internationale a manqué à ses plus élémentaires devoirs, en ne mettant pas en discussion, le jour qui

suivit sa constitution, [*la question de savoir*] si «la défense inconditionnelle de l'URSS» était toujours un mot d'ordre favorable à la révolution mondiale, ou bien s'il apparaissait comme incompatible avec elle à la lumière des terribles événements qui s'étaient déroulés. Tout simplement le Secrétariat international a ignoré ces événements, et a continué à soutenir tacitement la défense inconditionnelle et à influencer dans ce sens l'Internationale.

Sans faire autre chose ici qu'affirmer, nous vous déclarons, camarades du Parti français et de l'Internationale, que «la défense inconditionnelle» de l'URSS se révèle comme incompatible avec la défense de la révolution mondiale. La défense de l'URSS doit être abandonnée *et très rapidement*, car elle entrave tous nos mouvements, émousse notre progression théorique, et nous donne aux yeux des masses une physionomie stalinisante. Il est impossible de défendre l'URSS et la révolution mondiale en même temps, [*il faut défendre*] ou l'une ou l'autre.

Nous nous prononçons pour la révolution mondiale et contre la défense de l'URSS, et nous vous invitons à en faire de même. Gardez-vous surtout de ces tendances qui cachent leur opportunisme devant la guerre impérialiste et devant la situation présente en tirant vanité de leur fidélité au programme de la Quatrième Internationale sur la question de l'URSS. Ce genre de fidélité est destructive et semblable à celle des «vieux bolcheviks» de 1917 au sujet de la vieille théorie, *pleinement bolchevique*, de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans, devant laquelle Lénine apparut comme un *révisionniste*. Pour continuer à être fidèles à des idées essentielles du bolchevisme, Lénine rompit avec des idées essentielles du bolchevisme, exécutant dans son parti une révolution préalable qui permit celle d'Octobre. Pour être fidèles à la tradition révolutionnaire de la Quatrième Internationale, nous devons abandonner la théorie trotskyste de la défense de l'URSS et nous accomplirons ainsi dans l'Internationale une révolution idéologique indispensable à l'aboutissement de la révolution mondiale.

Ceci est sans aucun doute la question la plus importante qui demeure en litige dans notre mouvement, car d'elle dépendent plus ou moins toutes les autres. Si la tendance hostile à la défense de l'URSS peut être accusée de révisionnisme, son révisionnisme a le même caractère que celui de Lénine en 1917. Si par contre l'emporte la tendance défensiste, alors surgira un nouveau réformisme, semblable à celui des vieux bolcheviks de 1917, lorsque Lénine intervint avec les *Thèses d'avril*. En effet les partisans de la défense [de l'URSS] arrivent à cette conclusion, que, lorsque la caste contre-révolutionnaire russe entre dans les pays d'Europe et d'Asie «elle se voit obligée» d'exproprier le capitalisme et d'adapter l'économie aux formes de propriété existantes en Russie, formes qu'eux-mêmes considéraient comme socialistes et surgies de la révolution. Lorsque Thorez, Togliatti et d'autres leaders staliniens ont parlé de nouvelles voies ouvertes pour la réalisation du socialisme sans passer par la révolution, ils avaient

en tête «grosso modo» cette même idée. Mais la soi-disant expropriation du capitalisme, consiste dans la nationalisation, plus ou moins complète, avec ou sans indemnité, cela n'a pas d'importance, des moyens de production. D'une part, la nationalisation est le produit automatique de la concentration du capital dans son époque d'évolution, c'est-à-dire de dégénérescence et de décomposition. D'autre part, le prolétariat européen s'empara, il y a deux ans, des moyens de production.

En les nationalisant, les Russes – comme le firent aussi les Anglais et les Américains par ce procédé, ou par la dévolution au capitalisme privé – réalisaient une *opération d'expropriation du prolétariat*. Et c'est ainsi que les partisans de la «défense inconditionnelle» ont présenté l'expropriation du prolétariat pratiquée par les troupes russes avec l'aide des partis staliniens et réformistes, comme un acte progressif, presque révolutionnaire, comme quelque chose que le prolétariat devait défendre. Là est contenu en puissance – et c'est peu dire – toute une tendance réformiste.

GOVERNEMENTS STALINO-REFORMISTES ET FRONT UNIQUE AVEC LE STALINISME :

En France cette idée est représentée concrètement par la formule : gouvernement PS-PCF-CGT, formule commune à la tendance Craipeau et à la tendance Frank qui partagent entre autre la théorie, puissamment réformiste, de la défense de l'URSS et la majorité des idées qui portent préjudice au mouvement français.

Sur ce point aussi nous devons nous limiter à des affirmations, car l'analyse de ce problème ne pourrait être contenue dans les proportions raisonnables d'une lettre ouverte. Dans sa totalité, la position face à ce mot d'ordre dépend de la position face à la défense de l'URSS, et d'une manière plus générale de l'appréciation des conditions actuelles du capitalisme et de l'état de conscience des masses. Lorsqu'en 1917 les bolcheviks se prononcèrent pour l'idée du gouvernement menchevik (chasser du gouvernement les ministres bourgeois) ils le faisaient en tenant compte d'une part des illusions des masses envers les mencheviks et la démocratie bourgeoise – illusions totales à ce moment – et d'autre part en tenant compte de la nature des contradictions entre les mencheviks et les anciennes classes, contradictions qui devaient obliger les premiers à accorder bon gré mal gré de plus grandes libertés aux masses et à l'avant-garde révolutionnaires, ce qui permettait à ces masses de condenser leur expérience en lui donnant une forme organique et de passer aux étapes supérieures de la lutte. L'existence des Soviets, légalement admise par le gouvernement Kerensky et auxquels participaient en Front unique les mencheviks, les bolcheviks-léninistes⁴² et les socialistes-révolutionnaires,

⁴² L'expression «bolcheviks-léninistes» n'existait pas en 1917, elle est donc totalement anachronique dans ce contexte. Elle a été inventée par les partisans de l'Opposition de gauche après la mort de Lénine (21 janvier

permettait ce développement. De telles conditions existent-elles aujourd'hui ? Evidemment non en ce qui concerne la social-démocratie, et plus évidemment non en ce qui concerne le stalinisme.

Nous ne croyons pas nécessaire d'indiquer ici l'évolution conservatrice suivie par la social-démocratie pendant ces dernières années; le stalinisme est aujourd'hui mille fois plus dangereux pour la révolution car il représente les idées et les intérêts d'une contre-révolution triomphante en Russie, qui offre au monde – et d'une façon plus immédiate à l'Europe – son expérience, sa puissance, *sa solution particulière contre le prolétariat en marche vers le socialisme*. Les partis staliniens sont aujourd'hui les représentants et les disciples de la contre-révolution installée au Kremlin. Comparés à eux, les mencheviks de 1917 étaient très révolutionnaires. Les mots d'ordre de Front unique et de gouvernement formé de leaders ouvriers constituaient en Russie un tout à la fois inséparable et provenant des formes de la démocratie prolétarienne existant dans les soviets, qui – et ceci est très important – furent créés et se maintinrent grâce à la collaboration des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Le stalinisme est aujourd'hui incompatible avec toute forme de démocratie prolétarienne. Partout où a surgi un pouvoir révolutionnaire, depuis l'Espagne jusqu'à Varsovie, Paris et Milan, le stalinisme s'est employé à le détruire. *Le stalinisme ne peut permettre que les révolutionnaires prennent la parole*. Le schéma de Front unique et de gouvernement PS-PC-CGT ne peut en aucune manière faciliter la création d'organismes de la démocratie et du pouvoir prolétariens, et tout gouvernement stalinien ou d'influence stalinienne entraîne avec lui une impérieuse tendance à supprimer physiquement l'avant-garde prolétarienne. Il est donc urgent et nécessaire que le PCI et notre mouvement international rejettent ces deux mots d'ordre périmés aujourd'hui. L'exemple de l'Europe orientale n'est-il pas assez éloquent ?

D'autre part, le prolétariat n'a plus aujourd'hui de véritables illusions sur la démocratie bourgeoise, sur la social-démocratie et sur le stalinisme. Ce qu'il redoute c'est de se trouver emprisonné dans les appareils organiques des deux tendances, celle du stalinisme surtout. A ceci contribue, dans une large mesure, l'inexistence d'une organisation révolutionnaire qui lui inspire confiance, c'est-à-dire directement ou indirectement notre politique actuelle. Hier il était encore nécessaire au prolétariat de passer par les expériences des gouvernements constitués par des leaders ouvriers pour comprendre que la révolution était l'unique issue possible. Au-

1924) pour répondre aux partisans de Staline qui eux inventèrent le «léninisme» : Staline écrivit un article intitulé *Les bases du léninisme* en avril 1924, et publia sous le titre *Les questions du léninisme* différents recueils de textes écrits entre 1924 et 1939. Ceux que la prose stalinienne intéresse les trouveront sans difficultés sur Internet (NdE).

jourd'hui non. Il faut être aveugle pour ne pas le voir. L'expérience a été longue et douloureuse. Le prolétariat comprend qu'il n'y a pas d'autres solutions à ces problèmes que la révolution, mais il se montre pessimiste, inerte au sein des organisations traditionnelles, car il ne voit aucune autre organisation qui lui offre des possibilités de *faire* cette révolution. Il romprait difficilement avec son pessimisme et son inertie, si nous – vers qui converge un peu de son espérance, sans que nous puissions pour cela lui inspirer la confiance qui le pousserait à agir – lui conseillions encore de voir la façon de gouverner de Thorez. Puisse-t-il ne jamais la voir.

Pour inspirer confiance au prolétariat et le pousser à la rupture avec les organisations qui l'emprisonnent, le plus indiqué serait la création d'un Front unique avec toutes les organisations ouvrières minoritaires qui s'opposent à la collaboration de classe et prennent le parti de la révolution et de la démocratie prolétarienne en général. Ainsi le prolétariat verrait un noyau relativement fort rompre le cercle asphyxiant tracé autour de lui par le stalinisme et le réformisme. En résumé, le mot d'ordre de gouvernement PS-PC-CGT tel qu'il a été employé en France ou de gouvernement stalino-réformiste en général, est aujourd'hui complètement erroné et sert uniquement à maintenir les masses là où elles sont et aussi – il est pénible mais nécessaire de le dire – à développer les nouvelles tendances réformistes qui existent en puissance au sein de la Quatrième Internationale.

Il est impossible de ne pas vous dire, camarades du PCI français, que la crise de votre parti en particulier et de l'Internationale en général, ne se résoudra pas en appuyant la tendance Frank contre la tendance Craipeau, mais en appuyant les deux tendances qui se prononcent contre la défense de l'URSS et contre le mot d'ordre du gouvernement PS-PC-CGT. La fidélité au trotskysme n'est pas la fidélité à la parole écrite, mais à l'esprit révolutionnaire du trotskysme. Entre les deux tendances qui aujourd'hui semblent les plus fortes en France, la moins mauvaise serait celle qui offrirait au parti un régime permettant, au moyen de la discussion la plus large et la plus démocratique, de réaliser les changements politiques nécessaires actuellement.

LES NATIONALISATIONS :

Faisant suite à ce que nous avons écrit plus haut, notre opposition au mot d'ordre des nationalisations est logique. Ce mot d'ordre appartient également au domaine de la «lettre écrite», et, loin d'être fidèle à la tradition révolutionnaire trotskyste, il représente ou tout au moins apporte une aide à ce que nous avons appelé plus haut : [le] nouveau réformisme en puissance.

Dans les moments révolutionnaires, les nationalisations ont servi tant à la contre-révolution russe qu'à la contre-révolution de plus pure souche bourgeoise, à exproprier le prolétariat qui entrerait en possession des moyens de production, et dans les moments de passivité des masses à concentrer la propriété dans les mains de l'Etat – fétiche religieux et oppresseur –, Etat qui entravait les grèves, empêchait la démocratie –service

de police stalino-réformiste dans les usines de France – et entreprenait la création d'un ordre corporatif.

Face à ce mot d'ordre périmé, nous devons mettre en avant celui d'expropriation du capitalisme et de destruction de son Etat par des comités ouvriers démocratiquement élus. Chaque conflit, ou chaque situation qui se présenteront entre le capitalisme et le prolétariat doivent faire comprendre à celui-ci que les nationalisations aggravent la situation, loin de favoriser ses intérêts et ceux de la révolution en général. Le mot d'ordre d'expropriation doit devenir chaque jour plus compréhensible pour le prolétariat. Nous croyons pour notre part qu'elle l'est déjà dans ce qu'elle a de plus général.

L'Internationale n'a pas eu de politique révolutionnaire pendant la guerre, ou plus exactement elle n'a pas eu de politique. Elle sommeillait pendant que ses partis les plus en vue, principalement le SWP, suivaient une politique complètement opportuniste de «triomphe révolutionnaire» face à la guerre, en même temps qu'ils s'érigeaient en dépositaires de la fidélité au programme (quelle partie du programme est plus importante que la lutte contre la guerre ?) et mettaient surtout en avant la défense de l'URSS. Nous disons à ces tendances qui ne sont pas absentes dans le parti français qu'elles ont rompu avec le programme dans ce qu'il a d'essentiel, et que seule une rectification complète, honnête et faite d'une façon critique leur permettra de parler de fidélité au programme sans engendrer la confusion.

Mais il existe d'autres tendances dont la fidélité au programme est plus véritable, qui devraient se mettre en garde contre elles-mêmes, car elles risquent de permettre que l'Internationale tombe entre les mains de tendances opportunistes dangereuses pour sa force organique, ce qui amènerait sa mort idéologique.

Notre programme doit être adapté aux changements gigantesques survenus pendant la guerre. C'est là que demeure la fidélité et non la répétition inaltérable, et encore moins dans la répétition partielle qui laisse de côté le défaitisme révolutionnaire et interprète le reste sous une forme droitière.

La destruction criminelle de la révolution espagnole par le stalinisme *principalement* et le commencement immédiat de la guerre impérialiste marquent la fin d'une étape qui avait été ouverte par la fin de la guerre impérialiste antérieure et le triomphe de la révolution russe. Tout a subi des transformations importantes, le vieux capitalisme et la Russie stalinienne, l'attitude générale des masses et leurs idées envers la démocratie bourgeoise et les organisations traditionnelles. L'Europe est une vaste prison, un champ de torture, dont les gardiens et les tortionnaires sont tantôt de nationalité allemande et italienne, tantôt américaine, française, anglaise et russe. Une nouvelle étape est née dans l'implacable lutte de notre époque pour trouver une solution révolutionnaire à ces conflits. Notre programme ne peut être le même exactement que lors de l'étape anté-

rieure. S'il veut continuer à être authentiquement révolutionnaire, il doit se modifier.

Nous ne doutons pas un seul instant que la cause fondamentale de la crise du parti français et de l'Internationale se réduit aux opportunistes d'hier face à la guerre impérialiste et aux mouvements de résistance, et à l'inertie idéologique qui empêcha de changer à temps ce qui était nécessaire. Aujourd'hui cette inertie continue, sous l'égide de la nouvelle direction mondiale. La crise ne fera qu'empirer si on ne la résout pas en adoptant les changements mentionnés dans cette lettre.

La tendance Frank a alerté le parti, pendant près d'un mois, au sujet d'une discussion sur un article intitulé «Le parti en danger». En effet le parti français est en péril. Mais sa crise, comme nous le signalions au début, existe en fonction de la crise de l'Internationale, reliée elle-même à celle du mouvement ouvrier. C'est un problème d'idées et de mots d'ordre très concrets dont nous avons signalés les principaux dans ce document. La tendance Frank est pleinement co-responsable de la crise du parti français et de l'Internationale, et le PCI serait en danger plus grave peut-être si sa direction passait des mains de la tendance Craipeau à celle de la tendance Frank.

Le danger provient de toutes ces tendances qui se sont montrées indulgentes envers les opportunistes commis pendant la guerre par le parti américain et par d'autres, et qui continuent à préconiser la défense de l'URSS, le gouvernement stalino-réformiste, le Front unique avec les stalinien et les nationalisations. Les plus importantes de ces tendances internationalement auxquelles s'est jointe la tendance Frank, sont les mêmes qui eurent une attitude antifasciste et non internationaliste pendant la guerre. La tendance Frank ne se différencie en aucun aspect essentiel de la tendance Craipeau. Leurs divergences réelles ne justifient même pas la séparation en tendances distinctes. Si l'une voit venir quelque chose de progressif de la contre-révolution du Kremlin, l'autre également. Indistinctement, elles constituent toutes deux une partie de l'aile droitière de l'Internationale.

Le prochain congrès du PCI aura une importance énorme pour l'avenir de notre mouvement mondial. Il est nécessaire que les problèmes posés ici soient discutés : pour sauver le Parti, il est nécessaire que le parti entier y compris les tendances Frank et Craipeau, se rendent compte de l'urgence qu'il y a de changer radicalement sur le point de vue exposé ici. Il est nécessaire de reconsidérer notre programme de transition en général et de pouvoir aider énergiquement l'Internationale à effectuer sa propre révolution idéologique. Quelles que soient les divergences existant entre les deux tendances opposées à la défense de l'URSS et au gouvernement stalino-réformiste, on entrevoit à travers elles une solution positive à la crise

de l'Internationale⁴³. Les deux tendances doivent s'entendre entre elles et ne pas favoriser l'éclosion de «fausses gauches» dans l'Internationale.

Une fois de plus, la fidélité au trotskysme n'implique pas la répétition littérale de ce que le trotskysme a affirmé hier en supposant même que ses affirmations ne soient pas déformées d'une façon droitière. La fidélité au trotskysme est la rectification sincère, décidée, de quelques affirmations qu'il fit hier. La révolution est aussi révolutionnaire, elle a besoin de se modifier et de nier radicalement ses propres affirmations antérieures. Oui, la révolution est révolutionnaire.

A bas le conservatisme «trotskyste» !

A bas le fétichisme «trotskyste» !

Finissons-en avec la défense inconditionnelle de l'URSS.

Pour une Internationale idéologiquement ferme et renouvelée.

Vive la révolution prolétarienne française !

Vive la révolution mondiale !

Vive la Quatrième Internationale !

Mexico -D.F.- Juin 47

Natalia-Sedova Trotsky, Benjamin Péret, G. Munis

⁴³ Cette phrase appartient à la «Lettre...» publiée comme *Bulletin intérieur strictement réservé aux membres du parti*. Dans le *Bulletin intérieur du Secrétariat international de la Quatrième Internationale*, numéro spécial (décembre 1947) il est dit : «Quelles que soient les divergences existant entre les deux tendances opposées à la défense de l'URSS et au gouvernement stalino-réformiste, on entrevoit à travers elles une solution positive à la crise du parti français, prémice très importante pour résoudre la crise de l'Internationale.»

La Quatrième Internationale en danger*

Le Comité exécutif international a adopté, dans son plénum de fin mars 1947, des dispositions relatives à la célébration du Congrès mondial de la IV^e Internationale, dont le caractère bureaucratique, inspiré des vieilles manœuvres stalinistes, présente un symptôme des plus alarmants. En effet, le Comité exécutif international divise le monde en trois catégories : Pays de grande, de moyenne et de peu d'importance. Quel est le critérium qui permet cette division d'un arbitraire aussi outrageant ? On n'a daigné en faire part à personne dans l'Internationale.⁴⁴

Nous imaginons que le Comité exécutif international va nous dire qu'il s'est inspiré de l'exemple des premiers congrès de la défunte Internationale communiste. Mais, sommes-nous en présence de la même situation qu'en 1919, d'une véritable imitation des premiers congrès de l'Internationale communiste ? Lors du premier congrès, la révolution russe venait de triompher, le parti bolchevik comptait des centaines de milliers de membres cependant que, dans le reste du monde, les partis communistes n'étaient encore que des petites groupes, la plupart comparables aux nôtres actuellement, si bien que les bolcheviks avaient été amenés à diminuer le poids de leur parti dans l'Internationale naissante afin d'éviter que, par le jeu d'une démocratie apparente, celui-ci eut automatiquement la majorité contre le reste du monde et imposait sa volonté sans conteste. Il s'agissait donc de permettre au monde entier de s'exprimer, fût-ce contre le parti russe, c'est-à-dire d'assurer le jeu, dans l'Internationale, d'une démocratie aussi effective que possible. Est-ce le même but que le Comité exécutif international poursuit aujourd'hui ? Nous affirmons catégoriquement que non et nous allons démontrer que Secrétariat international et Comité exécutif international, avec la division du monde en trois catégories, visent à des fins complètement opposées. Tandis que l'Internationale communiste visait à l'affaiblissement des partis forts et au renforcement des partis faibles afin d'assurer un maximum de démocratie, notre Comité exécutif international vise au renforcement des partis forts et à l'affaiblissement des partis faibles afin de se maintenir au pouvoir.⁴⁵

⁴⁴ Vient ensuite une phrase qui a été biffée dans le texte dactylographié.

⁴⁵ Vient ensuite une phrase qui a été biffée dans le texte dactylographié.

Le critérium des Trois Grands

Interrogeons de nouveau : quel critérium préside à cette division du monde ? L'importance numérique des sections ? Non, évidemment, puisque l'Allemagne dont la section vient d'être reconstituée, figure dans la première catégorie, alors qu'elle est forcément très faible à cause de sa formation récente, tandis que l'Italie, dont la section compte presque autant de membres que la France, figure dans la seconde. Nous en dirons autant de la section russe – qui doit évidemment être insignifiante – opposée à n'importe quelle section d'un pays de «moyenne importance». Ce n'est donc pas un critérium numérique qui a présidé à cette division, encore que nous verrons plus loin que la considération du nombre est entrée en ligne de compte et non pas pour des raisons démocratiques. D'ailleurs, en fût-il ainsi que ce critérium serait fallacieux. Supposons, en effet, que la section bolivienne compte 200 membres et que le pays ait 3 millions d'habitants; admettons aussi que le SWP, déclarant 1 600 membres pour un pays de 150 millions d'habitants, ne commette aucune exagération et que ce chiffre soit l'expression exacte de la vérité. Il est clair que les 200 camarades boliviens ont beaucoup plus d'importance dans la vie politique de leur pays attardé que 1 600 camarades américains. Pour que le rapport de forces fût apparemment le même, il faudrait que le SWP comptât 10 000 membres. Encore ce rapport de forces ne serait-il que superficiellement égal puisque 200 camarades en Bolivie, *pays arriéré*, jouent un rôle infiniment plus grand – ils l'ont démontré – que ne le pourraient jouer 10 000 membres du SWP aux Etats-Unis, *pays avancé et principal pays impérialiste* du monde entier.

Ce n'est pas non plus l'importance révolutionnaire des pays considérés dans l'arène de la lutte de classes mondiale qui a décidé de cette division, puisque ni les Etats-Unis ni l'Angleterre ne semblent appelés à jouer un rôle déterminant dans la vague révolutionnaire qui s'annonce, tandis que l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Belgique, la Hollande, la Grèce, l'Indochine, l'Afrique du Nord, l'Indonésie, la Pologne, la Hongrie, etc., tous exclus de la première catégorie, sont manifestement destinés à jouer un rôle révolutionnaire important dans l'avenir immédiat.

Ces raisons écartées, il ne nous reste plus que le critérium des Trois Grands qui a sans doute inspiré cette division du monde. C'est en effet, la seule importance sur l'arène *capitaliste* mondiale qui a guidé le Comité exécutif international dans son choix.

Majorité sur mesure

S'en tenir à cette constatation serait toutefois n'envisager qu'un côté de la question, son aspect extérieur, encore que l'adoption d'un tel critérium montre une soumission inconsciente à l'ambiance des impérialismes et de la contre-révolution russe, qu'il s'agit de combattre sans trêve.

On sait que les questions qui seront débattues au Congrès mondial, que le Comité exécutif international et le Secrétariat international le veuillent ou non, touchent à la politique de nos sections pendant la guerre impéria-

liste et vis-à-vis des mouvements nationalistes de résistance, au problème de la contre-révolution russe et du stalinisme mondial, à la tactique de la IV^e Internationale vis-à-vis du stalinisme et du réformisme (Front unique, gouvernement PS-PC-CGT) et à notre programme de transition d'avant la guerre. Or *comme par hasard*, bon nombre de sections, de «pays de grande importance», les uns soumis à une direction bureaucratique, les autres mal ou non informés des problèmes à discuter, et cela grâce au Secrétariat international qui n'a rien fait pour organiser la discussion, se sont, jusqu'ici, prononcés par leurs majorités respectives en faveur de la position conservatrice du Secrétariat international et du Comité exécutif international.

La résolution du Comité exécutif international dans les parties 5 et 6 du paragraphe 3 :

«Accorder à toute organisation de 1 à 150 membres, 3 délégués si elle appartient à la catégorie *a*, 2 délégués si elle appartient à la catégorie *b*, 1 délégué si elle appartient à la catégorie *c*.

«De 150 à 500 membres et pour un minimum approximatif de 300 membres, 1 délégué supplémentaire. De 500 à 1.000 membres et pour un minimum approximatif de 750 membres, un autre délégué et ainsi successivement.»

Ici s'impose un petit calcul qui, pour être forcément très approximatif n'en sera pas moins des plus édifiants. Reportons-nous aux tableaux suivants :

Tableau 1 :

Pays de première importance	Estimation maximum du nombre de membres	Délégués accordés par le Comité exécutif international	Délégués majoritaires (estimation approximative)	Délégués minoritaires (estimation approximative)
Etats-Unis	1 600	6	5	1
Russie	quelques membres	3	3	0
Chine	100	3	2	1
Inde	600	4	3	1
Angleterre	400	4	4	0
France	1 000	5	4	1
Allemagne	50	3	1	2
Totaux	3 750	28	22	6

Tableau 2

Pays de moyenne importance	Estimation maximum du nombre de membres	Délégués accordés par le Comité exécutif international	Délégués majoritaires (Estimation approximative)	Délégués minoritaires (Estimation approximative)	Délégués des sections sur la base des pays de première importance. Chiffre total	Délégués des sections sur la base des pays de première importance. Majoritaires	Délégués des sections sur la base des pays de première importance. Minoritaires
Es-pagne	60	2	1	1	3	1	2
Italie	800	4	1	3	5	1	4
Hol-lande	50	2	2	0	3	3	0
Bel-gique	50	2	2	0	3	2	1
Au-triche	500	3	2	1	4	2	2
Grèce	50	2	2	0	3	2	1
Canada	50	2	1	1	3	1	2
Mexi-que	60	2	0	2	3	0	3
Brésil	50	2	1	1	3	1	2
Argen-tine	50	2	2	0	3	2	1
Chili	300	3	2	1	5	2	3
Bolivie	200	2	0	2	3	1	2
Indo-chine	300	3	2	1	4	3	1
Totaux	2 520	31	17	14	44	20	24

Tableau 3

Pays de peu d'importance	Estimation maximum du nombre de membres	Délégués accordés par le Comité exécutif international	Délégués majoritaires (Estimation approximative)	Délégués minoritaires (Estimation approximative)	Délégués des sections sur la base des pays de première importance. Chiffre total	Délégués des sections sur la base des pays de première importance. Majoritaires	Délégués des sections sur la base des pays de première importance. Minoritaires
Norvège	50	1	1	0	3	2	1
Dane-mark	50	1	1	0	3	2	1
Suisse	50	1	1	0	3	2	1
Bulgarie	50	1	0	1	3	0	3
Irlande	50	1	1	0	3	2	1
Palestine	50	1	1	0	3	2	1
Egypte	50	1	1	0	3	2	1
Chypre	100	1	0	1	3	0	3
Cuba	50	1	0	1	3	0	3
Pérou	50	1	1	0	3	2	1
Uruguay	50	1	1	0	3	2	1
Australie	300	2	1	1	4	2	2
Afrique du Sud							
Totaux	950	14	9	5	40	18	22

De ces tableaux, il ressort tout d'abord que 7 pays (première catégorie) disposeront de 28 délégués, cependant que 26 pays (seconde et troisième catégories) disposeront de 45 délégués. En d'autres termes, 7 pays de «première importance» disposeront de 38,35% des voix au Congrès. Il ne leur manque donc que *neuf délégués* pour s'assurer le contrôle du Congrès. Certes, notre tableau n° 1 indique 6 délégués minoritaires. En admettant même que notre estimation des représentations minoritaires des sections des pays de «première importance» ne soit pas exagérée, les 6 délégués minoritaires que nous indiquons seront facilement compensés par les apports des sections des pays de «moyenne» et de «peu d'importance». D'ailleurs les tableaux 2 et 3 le montrent clairement. On voit donc que la division adoptée par le Comité exécutif international lui assure forcément et bureaucratiquement la majorité dans le Congrès mondial, majorité qu'il couve dès maintenant en éludant la discussion des problèmes capitaux qui se posent à notre Internationale.

Observons aussi qu'au second tableau les 13 sections de «moyenne importance» comptent celle de l'Espagne dont l'expérience révolutionnaire – n'eût-elle pas plus de membres que la section russe – est particulièrement valable pour notre époque puisqu'elle marque un tournant décisif dans l'histoire de la contre-révolution russe et du stalinisme, tandis que l'expérience russe, avec toute son énorme valeur, se réfère à une époque que clôt précisément la révolution espagnole. On trouve également dans cette liste aussi outrageusement [*arbitraire*]⁴⁶ que la première, l'Italie qui offre d'immenses possibilités révolutionnaires, si l'on suit une politique clairvoyante à l'égard des organisations révolutionnaires antistaliniennes (bordiguistes, anarchistes, gauche socialiste) ; la Grèce dont l'admirable combativité révolutionnaire devrait donner à réfléchir au Comité exécutif international ; la Pologne et d'autres pays occupés par la Russie que le Comité exécutif international oublie totalement et qui offrent d'immenses possibilités d'action contre la réaction stalinienne à condition qu'on ne leur demande pas de défendre l'Etat «ouvrier dégénéré» qui les opprime. Enfin on trouve l'Indochine où l'on a si longtemps oublié de soutenir notre section et même de demander qui a assassiné Ta Thu Thau pour appuyer, sans critique sérieuse, le gouvernement stalinisant de Ho Chi Minh dont les salutations sont si chaleureusement accueillies par *The Militant* et *La Vérité*.

On a vu que la résolution du Comité exécutif international crée une majorité importante en faveur de la direction actuelle que le vote des pays de «peu d'importance» ne pourrait pas modifier même s'ils pouvaient envoyer tous les délégués que le Comité exécutif international leur accorde et *votaient tous contre la direction actuelle*. Mais ce n'est encore là que l'hypothèse la plus favorable car il est impossible que les sections pauvres

⁴⁶ Ajouté à la main.

de l'Amérique latine envoient les 10 ou 12 délégués que leur donne le Comité exécutif international. Par ailleurs, l'interdiction de déléguer des mandats enlève pratiquement à nombre de sections [*de peu d'importance*]⁴⁷ la possibilité de se faire entendre et de voter au Congrès, ce qui n'empêche pas le Comité exécutif international de réclamer d'avance l'acceptation des décisions qui seront prises au Congrès mondial et de vouloir interdire toutes les discussions après ce Congrès. La majorité ainsi astucieusement élaborée par le Secrétariat international et le Comité exécutif international s'en trouve donc renforcée. Mieux, avec ce système, aucune opposition ne peut espérer convaincre le Congrès. Que peut attendre l'Internationale d'une direction qui a pris de telles décisions, sinon l'échec idéologique et l'étranglement organique.

En effet, selon le système que prétend imposer le Comité exécutif international, même si la méthode était améliorée en donnant la même base de représentation à toutes les sections d'accord avec celles des pays de «première importance», on peut voir (tableaux 2 et 3) que la majorité est assurée à la direction internationale actuelle par le fait que les sections de l'Europe occidentale, nord-américaine et canadienne seront à peu près les seules en condition d'envoyer tous les délégués qui leur sont accordés. Comment peut-on supposer, en effet, que le Mexique, la Pologne, le Pérou, l'Indochine et d'autres pays trouveront les ressources nécessaires pour envoyer deux ou trois délégués ? Nous avons peine à croire que ce soit ignorance de la part de la direction internationale ; nous croyons plutôt qu'il s'agit d'un calcul délibéré, car elle n'a pas pu s'imaginer que l'Internationale accepterait sans protester une division aussi arbitraire.

Mais les tendances qui se sont emparées de la direction à la faveur des conditions de l'immédiate après-guerre, ont calculé que les sections des pays de «moyenne» ou de «peu d'importance» demanderaient à être placées sur un pied d'égalité avec les pays classés dans ceux de «première importance» pour le principe. Ils ne pourraient pas dans la plupart des cas envoyer les délégués qui leur seraient accordés même si le Comité exécutif international faisait droit à leurs réclamations – et il y ferait probablement droit pour sauver la façade démocratique.

Les tableaux antérieurs montrent que *cinq* sections seulement possèdent des effectifs égaux ou supérieurs à 500 membres, alors que *sept* oscillent entre 100 et 400 membres et 21 ne comptent que 50 membres ou moins. Si l'on veut véritablement suivre l'exemple des premiers congrès de l'Internationale communiste qui diminuaient la force des forts pour accroître celle des faibles, une seule représentation serait véritablement démocratique : 1 délégué de 1 à 25 membres et un autre délégué pour 25 membres supplémentaires ou fraction de 25, jusqu'à un maximum de 4 délégués. Les minorités devraient avoir une représentation à part selon la

⁴⁷ Ajouté à la main.

même méthode. Encore faut-il ajouter à ce mode de représentation une disposition démocratique capitale : le transfert des mandats majoritaires et minoritaires d'une section à l'autre ou à des individus selon les affinités de tendance, de façon que les minorités puissent participer au Congrès mondial. Pour éviter la création de minorités factices qui risqueraient de noyer le congrès, il importe cependant d'exiger que les minorités disposent au moins de 20% des membres de leur section pour voter.

On verra par le tableau comparatif suivant que le mode de représentation que nous proposons assure une bien plus grande garantie démocratique au Congrès projeté. Cependant nous n'y avons pas inclus le calcul des représentations minoritaires :

Sections	Nombre total des membres	Délégués selon le Comité exécutif international	Délégués selon notre proposition
Etats-Unis	1 600	6	4
Russie	qq. membres	3	1
Chine	100	3	4
Inde	600	4	4
Angleterre	400	4	4
France	1 000	5	4
Allemagne	50	3	2
Espagne	60	2	3
Italie	800	4	4
Hollande	50	2	2
Belgique	50	2	2
Autriche	50	2	2
Grèce	500	3	4
Canada	50	2	2
Mexique	60	2	3
Brésil	50	2	2
Argentine	50	2	2
Chili	300	3	4
Bolivie	200	2	4
Indochine	300	3	4
Norvège	50	1	2
Danemark	50	1	2
Suisse	50	1	2
Bulgarie	50	1	2
Irlande	50	1	2
Palestine	50	1	2
Egypte	50	1	2
Chypre	50	1	2
Cuba	100	1	4
Pérou	50	1	2
Uruguay	50	1	2
Australie	50	1	2
Afrique du Sud	300	2	4
Total	7 220	73	91

On peut voir que notre proposition assure une représentation beaucoup plus démocratique au congrès, les faiblesses économiques des sections lointaines et pauvres étant compensées par une représentation plus large des petites sections en général et surtout les sections qui ne pourront pas envoyer leurs délégués au congrès n'y voteront pas moins cependant, tandis que le Comité exécutif international agit à l'inverse et les défavorise systématiquement pour faciliter ses combinaisons.

Cette résolution du Comité exécutif international fait courir un péril immédiat et mortel à toute l'Internationale. Elle doit être révoquée.

On assiste, on l'a vu, à une tentative de mainmise bureaucratique sur la direction internationale par des éléments intéressés à l'étouffement d'une discussion loyale qui provoquerait leur déroutement. Il ne peut pas s'agir d'autre chose. Rappelons-nous, en effet, dans quelles conditions s'est réunie la préconférence d'avril 1946 et les motifs de sa convocation.

Le Secrétariat international et le Comité exécutif international, qui avaient été désignés à la conférence d'urgence de 1940 n'avaient eu qu'une existence politique végétative et une activité organique quasi nulle pendant toute la guerre, le fonctionnement de ces organismes ayant été paralysé par les luttes de personnes et de tendances dans l'atmosphère du SWP. Dès 1944, le Groupe espagnol au Mexique réclamait la convocation d'un Congrès mondial. Ses réclamations n'eurent aucun écho. L'année suivante, le Comité exécutif international était consulté sur l'opportunité de la réunion d'une préconférence à objectifs limités. Cette préconférence fut acceptée car elle était la seule solution possible pour résoudre la situation du Secrétariat international incapable, à cause de ses divisions internes, d'organiser une discussion réelle, préparant un véritable Congrès mondial. Il était donc entendu explicitement que cette assemblée aurait pour tâche la désignation des nouveaux organismes dirigeants dont la mission principale serait d'animer et d'étendre la discussion internationale en vue du Congrès mondial. Puis, silence total. Personne dans l'Internationale n'a, dès lors, été informé du lieu et de la date de la réunion de la préconférence projetée, aucune discussion ou même échange de vues ne l'a précédée, l'ordre du jour a été ignoré de la quasi-totalité de l'Internationale. Des membres du Comité exécutif international ignoraient tout cependant que la police française en était parfaitement informée. Tout a été organisé dans la coulisse par des dirigeants intéressés à s'assurer l'hégémonie dans cette assemblée. La composition de cette préconférence était en outre aussi peu démocratique que possible, ce qui était excusable étant donné les conditions dans lesquelles elle s'était réunie. Mais sa composition non démocratique, pour ne pas dire antidémocratique, aurait dû inciter les organismes dirigeants qu'elle avait élus à compenser leur origine par des mesures authentiquement démocratiques. C'est précisément l'inverse que nous avons vu. A peine rassemblée, cette préconférence se proclame Conférence sous le prétexte de jeter de la poudre aux yeux du monde extérieur et lance un manifeste qui prétend encadrer la

discussion internationale qu'elle était chargée d'ouvrir. Puis Secrétariat international et Comité exécutif international se mettent à menacer d'expulsion et à légiférer comme s'ils émanaient d'une véritable conférence disposant des pleins pouvoirs de l'Internationale, en un mot à préparer la majorité du futur Congrès mondial, oubliant totalement leur mission principale : organiser loyalement une ample discussion sur tous les problèmes qui se posent à notre Internationale et au mouvement ouvrier. Ils ont même si bien oublié leur tâche que, de tous les Bulletins de discussion publiés par leurs soins – plus d'un an après la préconférence, [...] ⁴⁸ et encore ne reflète-t-il que l'opinion officielle. A notre connaissance, n'ont été publiés que des extraits d'une thèse de la minorité antidéfensiste. Peut-on appeler cela une discussion ample et loyale préparant un Congrès mondial après 7 ans d'une guerre qui a apporté dans le monde des bouleversements d'une importance capitale ? Non. La discussion est encore tout entière à organiser.

L'étranglement des minorités

Nous affirmons que le Secrétariat international et le Comité exécutif international cherchent à préparer *leur* majorité au Congrès mondial. Outre le calcul que nous avons déjà dévoilé, ce qui le montre clairement c'est le soin minutieux qu'ils ont de limiter au maximum la représentation des minorités, tant en nombre qu'en pouvoir. L'avant-dernière partie du paragraphe 3 de la résolution du Comité exécutif international dit en effet :

«Les minorités seront représentées proportionnellement dans le cas où le nombre de délégués le permettra. Dans les autres cas, toutes les minorités réunissant au moins le quart approximatif des sections seront représentées avec voix consultative.»

D'abord, la représentation proportionnelle des minorités, si elle est placée en parallèle avec l'arbitraire représentation des sections critiquée plus haut, n'est qu'un leurre. Quelles minorités pourraient être représentées proportionnellement ? Evidemment celles des pays de «première importance» et encore pas toutes, puisque celle du SWP n'aurait que la satisfaction d'exposer ses thèses à toute allure. La résolution suggère clairement : «Dans le cas où le nombre de délégués le permettrait». Or ce ne sont évidemment pas les sections péruvienne, polonaise ou autrichienne, par exemple, qui auront un nombre suffisant de délégués pour que l'un d'eux puisse représenter la minorité. Ces sections des pays «de première importance», outre le privilège de l'importance, se voient donc octroyer par le Comité exécutif international le privilège supplémentaire, le luxe pourrait-on dire, d'une ou de plusieurs minorités. Justement, parmi ces sections on compte celle [du pays] ⁴⁹ le plus impérialiste du monde, et le PCI de

⁴⁸ Phrase biffée dans le texte dactylographié et substituée par une phrase écrite à la main mais qui est illisible sur la copie dont nous disposons.

⁴⁹ Ajouté à la main.

France où majorité Craipeau et minorité Frank n'ont pas de divergences politiques sérieuses. Par ailleurs, pourquoi le quart et non pas le tiers ou le cinquième des membres est-il exigé et pourquoi accorde-t-on seulement une voix consultative ? La résolution ne daigne pas nous l'apprendre. Qu'importe, nous le savions déjà. Probablement parce qu'il n'existe pas une seule section où, à l'heure actuelle, grâce aux bons soins du Secrétariat international, la minorité représente le quart des membres inscrits, sauf la minorité française dirigée par Frank, pupilles de l'actuelle direction mondiale.

Toutefois, l'actuelle direction internationale va être obligée de laisser la discussion s'engager un peu, ne serait-ce que pour sauver les apparences. Les minorités auront plus ou moins l'illusion d'une discussion, mais d'ici à la fin de l'année, date prévue pour la réunion du Congrès mondial, elles n'auront pas le temps de se développer et de se grouper puisque le Secrétariat international et le Comité exécutif international éludent toute discussion sur les questions capitales ; ces minorités n'auront donc pas le temps d'atteindre le quart des membres des sections. Par ailleurs, même si elles atteignaient cette proportion, la plupart des sections extra-européennes seraient incapables, comme il a déjà été dit, d'envoyer tous les délégués majoritaires auxquels elles ont droit, à plus forte raison les délégués minoritaires. Ainsi, l'étouffement de la discussion organisée depuis plus d'un an par la direction internationale était destiné à empêcher qu'une opposition pût croître dans notre mouvement. L'exigence du quart vient maintenant donner le coup de grâce aux minorités en les empêchant de se manifester au Congrès mondial. Et, pour le cas où ce ne serait pas encore suffisant, voilà qu'on interdit le transfert des mandats d'une section à l'autre et, par suite, le groupement des oppositions naissantes, les empêchant de se faire entendre et de voter. Depuis longtemps, le Secrétariat international a déclaré que le prochain Congrès mondial doit *avant tout* être le Congrès des sections *sérieuses* de l'Internationale. On sait maintenant ce qu'il entend par là : les sections qui entretiennent ou acceptent son opportunisme, son conservatisme idéologique et son bureaucratisme organique.

Enfin, pour couronner son œuvre, le Comité exécutif international, dans sa résolution, se refuse à convoquer le Congrès légalement, sous le prétexte que la convocation légale est «totalement irréalisable dans les conditions présentes» et «empêcherait la présence au Congrès d'une série de sections et de camarades».

Nous ne pouvons pas accepter cette affirmation : en effet, qui empêche de convoquer un Congrès légal qui tiendrait des sessions secrètes au cours desquelles les camarades illégaux seraient entendus ? La crainte de la répression bourgeoise et stalinienne ? Mais à combien de pays a-t-on demandé l'autorisation de tenir un Congrès légal ? Evidemment à aucun. La clandestinité, ajoutée aux mesures restrictives déjà critiquées, permet à la direction combinaisons et manœuvres et l'assure qu'elle conservera la direction de l'Internationale. Hé bien ! non, camarades de la direction inter-

nationale⁵⁰. Nous vous faisons face et, avec nous, toute l'Internationale [exigera la révocation de votre]⁵¹ résolution, le commencement d'une discussion réelle des problèmes capitaux et la préparation d'un Congrès démocratique.

Pour un véritable Congrès mondial

Pour que le Congrès mondial puisse représenter un progrès réel pour la IV^e Internationale, il est tout d'abord nécessaire qu'il soit convoqué dans des conditions telles qu'aucun militant n'ait *la moindre raison de penser* à une manœuvre de la direction. Les thèses des minorités doivent paraître à l'égal de celles de la majorité et doivent être diffusées par les soins de la direction internationale.

Pour que le Congrès puisse prendre les résolutions dont la révolution socialiste a besoin, il importe que toutes les minorités puissent être représentées.

Nous demandons donc :

Que les sections soient représentées à raison d'un délégué par 25 membres et fraction supplémentaire de 25 jusqu'à un maximum de 4 délégués par section, les minorités étant représentées de la même manière. Cependant, seules auront droit de vote les minorités représentant au moins 20% des membres de leur section. Les autres auront simplement voix consultative. C'est ainsi que l'on suivra l'exemple démocratique que nous a donné l'Internationale communiste à sa naissance.

Les sections et minorités auront le droit de transmettre leur mandat à des sections, à des minorités ou à des militants étrangers à leur section.⁵²

Les organisations voisines de la IV^e Internationale dont les divergences politiques portent sur tel ou tel point de notre programme, seront invitées au Congrès avec les mêmes droits que les sections officielles, à condition de reconnaître les principes fondamentaux de l'Internationale, même si la fusion avec les sections officielles n'a pas pu être réalisée avant l'ouverture du Congrès.

L'ordre du jour comprendra :

- examen de la politique des principaux partis pendant la guerre impérialiste et leur position à l'égard des mouvements de résistance nationale sous l'occupation nazie ;
- caractère de la guerre sino-japonaise ;
- bilan de l'expérience de la guerre civile espagnole ;

⁵⁰ Vient ensuite une phrase qui a été biffée dans le texte dactylographié.

⁵¹ Phrase biffée dans le texte dactylographié et substituée par celle-ci écrite à la main.

⁵² A la conférence d'urgence de 1940, le camarade Munis, représentant de l'Espagne, avait été, sur recommandation de L.D. [Lev Davidovitch, c'est-dire Trotsky, *NdE*], mandaté pour représenter le Mexique, l'Argentine et le Chili. [note originale]

- soutien ou abandon de la défense inconditionnelle de la Russie et question du stalinisme mondial (gouvernement PS-PC-CGT, Front unique avec le stalinisme, etc.) ;
- dépassement ou actualité du programme transitoire et manière d'appliquer les parties de ce programme qui restent valables ;
- problème de la tactique dans la construction des partis révolutionnaires ;
- question coloniale ;
- nature de la période historique actuelle et perspectives révolutionnaires immédiates.

Cet ordre du jour n'est nullement limitatif. Toute question d'intérêt général que telle ou telle section ou groupe de militants voudrait présenter à l'examen du Congrès y sera discutée. Nous en appelons à toute l'Internationale pour qu'elle se prononce sur les propositions antérieures.

Si le Congrès mondial se réunit dans les conditions décidées par le Comité exécutif international, et même dans les meilleures conditions, sans une discussion préalable approfondie des problèmes fondamentaux qui sont posés à notre mouvement (voir notre lettre ouverte au PCI français), le Congrès représentera un coup mortel pour la IV^e Internationale. La situation exige l'intervention énergique des sections et des militants dans les sections. Il faut que le Comité exécutif international annule immédiatement sa résolution, autrement la IV^e Internationale serait asphyxiée bureaucratiquement.

Annulation de la décision du Comité exécutif international ou démission de la direction internationale !

Pour une libre discussion dans l'Internationale !

Pour un véritable Congrès de l'Internationale organisé sur des bases démocratiques !

Vive la IV^e Internationale ! Vive la révolution socialiste mondiale !

Mexico D.F., 27 juin 1947

Nathalie Sedova-Trotsky, Benjamin Péret, G. Munis

N.B. Les sections, groupes de militants ou militants isolés qui partagent nos critiques et nos propositions sont priés de manifester leur accord complet ou conditionnel de toute urgence [au Secrétariat international et]⁵³ à l'adresse suivante : G. Munis, Apartado postal 8942, Mexico D.F.

⁵³ Ajouté à la main.

A tous les camarades, à toutes les sections de la Quatrième Internationale.

(Jacques Gallienne, L. Magneux, M. Pannetier, Pierre Chaulieu [Cornelius Castoriadis], Claude Montal [Claude Lefort], G. Munis, Anthony [Nguyen Van-Nam], R. Mangano, mars 1948).

A tous les camarades – A toutes les sections de la Quatrième Internationale

Camarades,

Il est inutile de souligner d'une façon spéciale l'importance du prochain Congrès mondial de l'Internationale. Depuis le Congrès constitutif de l'Internationale – qui n'était que très partiellement représentatif – dix ans se sont écoulés, et pendant ce temps aucune sorte de discussion politique internationale d'expression démocratique de la volonté politique de l'Internationale n'a eu lieu. Les conséquences de ce fait sont d'autant plus graves, que cette décennie est remplie des événements les plus considérables : la Deuxième Guerre mondiale, l'occupation de l'ensemble de l'Europe, la destruction de l'Allemagne et du Japon, la colonisation et la décadence actuelle de l'Europe, l'expansion inouïe du stalinisme, non seulement sont des phénomènes sans précédent dans l'Histoire, mais créent des problèmes politiques nouveaux, qui dépassent largement le cadre d'une application pure et simple de notre programme. La IV^e Internationale devra répondre d'une manière adéquate, scientifique et révolutionnaire à ces problèmes, ou elle devra mourir.

Pendant cette décennie, l'Internationale n'a pas eu de véritable direction. La direction élue à la Conférence d'alarme de 1940 n'a pas fonctionné, elle s'est simplement écroulée avec l'explosion de la guerre. Le Secrétariat international qui a existé depuis n'a représenté en fait que la section américaine. La Conférence d'avril 1946, qui n'avait pas été préparée ni politiquement ni organisationnellement dans aucune des sections, et qui par conséquent n'aurait pu avoir comme tâche que la désignation d'une direction provisoire chargée essentiellement de la préparation la plus ra-

pide d'un véritable Congrès mondial, s'est arrogé subrepticement des droits politiques et a servi de base à la constitution d'une «direction» internationale, qui, suivant une «ligne politique» qui était la sienne est intervenue dans la vie des sections et prépare actuellement une comédie de «Congrès mondial» destinée à ratifier sa politique et à la perpétuer à la tête de l'organisation internationale.

Nous ne pouvons ici qu'exposer une partie très limitée des faits qui prouvent le caractère absolument bureaucratique et arbitraire de la [prétendue] «préparation» de ce Congrès.

I. DOCUMENTS MIS EN DISCUSSION

La «direction» elle-même n'a publié des documents exposant «approximativement» (le mot vient d'elle) sa position qu'en ce qui concerne la question de l'URSS. En ce qui concerne la politique de l'Internationale pendant 10 ans et l'analyse de la situation actuelle, il a fallu attendre la mi-janvier 1948 pour voir deux courts et piètres documents, remplis, l'un de contre-vérités et l'autre de banalités écœurantes, en guise de «rapport moral» et de «rapport politique» pour le Congrès. Cependant la date limite pour soumettre des documents était le 15 novembre 1947, et vraisemblablement les tendances oppositionnelles devaient d'abord connaître la «position» de la direction pour pouvoir y répondre. En ce qui concerne l'application et l'interprétation actuelle du programme transitoire, il n'y a rien eu de la part de la direction si ce n'est un ou deux articles d'amateurs dans la revue IV^e Internationale sur le gouvernement ouvrier-paysan.

Les documents en général n'ont été publiés que pour la moitié en français, pour la moitié en anglais. En allemand il n'a été publié que les positions officielles – si on excepte le court article d'Armstrong et Errigan, qui présuppose que l'ensemble de la discussion est déjà connu. Les sections de langue allemande ne connaissent les positions défaitistes en URSS que par oui-dire. En espagnol, ce n'est que tout dernièrement que le Secrétariat international publie sa thèse «approximative» sur l'URSS.

II – DISCUSSION DANS LES SECTIONS

Aucune discussion autour des problèmes politiques et organisationnels du Congrès mondial (si on excepte celui de l'URSS, partiellement discuté dans quelques sections) n'a eu lieu jusqu'ici dans aucune section. Cependant le Congrès va se tenir d'ici un mois; qui désignera les délégués des sections ? les Comités centraux, les Bureau[x] politiques ou les Secrétariats ?

Non seulement le Secrétariat international n'a rien fait pour développer la discussion, mais il a fait ce qu'il pouvait pour l'empêcher. Voici deux petits faits : en août 1947, un camarade oppositionnel du PCI français part pour la Tchécoslovaquie. Avant de partir, il demande des liaisons [*contacts*] avec les camarades tchèques au Secrétariat international. Le Secrétariat international lui répond cyniquement qu'il n'a pas à donner de liaisons. On apprend par la suite que la totalité des camarades tchèques sont défaitistes en URSS. Au début de 1948, un autre camarade de la même

tendance part pour l'Allemagne. Même demande, même réponse. On sait que les trois qua[r]ts des camarades allemands sont défaitistes en URSS.

L'absence de discussion dans les sections est si complète, que le camarade Privas, représentant la direction actuelle du PCI au Comité exécutif international, et moins que tout autre suspect d'hostilité envers la direction internationale et d'antipathie envers ses méthodes, demandait à la dernière session du Comité exécutif international que le Congrès soit repoussé, parce que la section française n'en a pas discuté et, vu son état général, ne pourra en discuter avant deux ou trois mois. Cependant le camarade Privas n'a pas maintenu son point de vue après l'intervention des délégués.

III – MODE DE REPRESENTATION

Cette «non-discussion dirigée» se complète par un mode de représentation fait sur mesure qui garantit automatiquement au Secrétariat international non seulement la majorité, mais la tranquillité absolue de «son» Congrès, qui ne sera pas troublé par les voix des délégués oppositionnels. Le mode de représentation est si bien cuisiné – c'est le mot – qu'il est douteux qu'à ce Congrès il y ait un ou deux délégués d'un courant politique qui représente au moins les 25% de la base = le défaitisme en URSS.

Le Secrétariat international commence en divisant les pays en 3 catégories et en les classant arbitrairement à l'une ou à l'autre [*dans l'un ou dans l'autre*]. L'exemple le plus frappant est l'Italie, que l'on a classé pays de deuxième catégorie, malgré ses 50 millions d'habitants, la force numérique de la section italienne, supérieure à celle de la section française, et l'importance politique du pays équivalent à celle de la France. On s'explique tout, lorsqu'on sait que la section italienne est défaitiste en URSS à 95% de ses militants.

Le Secrétariat international interdit le transfert des mandats; il [s]'assure ainsi qu'il n'y aura de délégués au Congrès que ceux qui seront matériellement aidés par le Secrétariat international, le critère de choix étant facile à deviner.

Pour le Secrétariat international, l'Internationale est une fédération de partis et non pas un parti mondial; c'est pourquoi le Secrétariat international ne prévoit absolument rien pour les représentations des courants et des tendances politiques existant à l'échelle internationale.

En fait, ce Congrès «falsifié» n'est qu'un point supplémentaire dans la brillante carrière bureaucratique de l'équipe du Secrétariat international. Absolument incapable d'organiser un travail positif quelconque – nous en donnerons immédiatement des preuves, cette équipe révèle son efficacité lorsqu'il s'agit de saboter un travail fait par des gens en désaccord avec le Secrétariat international. Supportant encore les «petites» oppositions, qui lui permettent de prouver le caractère «démocratique» de sa gestion, elle est capable de tout pour les écraser dès qu'elles commencent à prendre de l'importance. L'espace ne permet de citer que quelques exemples.

– D'avril 1945 jusqu'à aujourd'hui (février 1948), le Secrétariat international n'a pratiquement rien organisé comme travail allemand. Tous les

camarades allemands qui ont participé à la «commission allemande» du Secrétariat international ont rapidement rompu avec celui-ci; à cause à la fois de la politique opportuniste du Secrétariat international et de son attitude organisationnelle bureaucratique, qui peut se résumer de la manière suivante : «Nous nous moquons que la section allemande compte 50 militants ou 50 000, ce qui nous intéresse c'est qu'elle soit sous notre contrôle absolu». Les 2 ou 3 voyages du responsable du Secrétariat international au travail allemand (Stevart) furent uniquement destinés à s'assurer de ce contrôle; le dernier voyage de ce camarade – avant sa révocation à la suite d'un mouvement préfectoral au sein du Secrétariat international – se résume en un jour passé à Francfort pour persuader la direction de la section de faire une «déclaration de fidélité à la ligne (?) du Secrétariat international». La direction allemande l'a envoyé promener comme de juste.

Cette même section allemande [*s'est prononcée*] pendant une conférence de juillet dernier dans sa majorité très large pour le défaitisme révolutionnaire en URSS, sans toutefois voter de résolution sur la question, car elle n'estimait pas sa position suffisamment élaborée sur cette question théorique ; le Secrétariat international dans ses publications extérieures et intérieures a présenté la chose tendancieusement, comme si les délégués à cette conférence ne s'étaient pas du tout prononcés sur cette question.

A son dernier Congrès, la section italienne était prête à voter une résolution pour le défaitisme en URSS, elle ne l'a pas votée après une intervention brutale du représentant du Secrétariat international qui menace la section d'être exclue de l'Internationale si elle vote sa résolution. Pour briser la majorité anglaise opposée à sa politique, le Secrétariat international crée une fraction sans principe et sans base politique dans le RCP. Il invente une position politique (entrée dans le Labour Party) pour justifier politiquement l'existence de sa fraction; enfin après avoir essuyé plusieurs échecs dans [*le congrès*] du RCP, il organise ouvertement la scission dans la section anglaise; il en fait entrer une partie dans le Labour Party qui y travaille indépendamment de sa direction nationale, sous le «contrôle direct» du Secrétariat international : celui-ci, d'ailleurs, avec un cynisme extraordinaire, affirme dans la résolution que cette scission inouïe «ne saurait constituer un précédent». Profit indirect de l'opération : le Secrétariat international s'assure ainsi deux ou trois voix de plus au Congrès mondial.

On connaît la «politique» acrobatique du Secrétariat international en matière d'unification entre le SWP et le WP en Amérique. Après avoir couvert pendant deux ou trois ans la politique bureaucratique de la direction du SWP contre l'unification; après avoir salué la résolution du Congrès de 1947 du SWP, qui caractérise l'unification comme définitivement impossible, et le WP comme un «courant petit-bourgeois s'éloignant rapidement du marxisme», le Secrétariat international, comme aussi la direction du SWP opère une brusque volte-face et accepte l'unification avec ces «petits-bourgeois s'éloignant du marxisme».

Voilà quelques échantillons limités des procédés à l'aide desquels la «direction» actuelle essaye de briser les oppositions politiques, non pas par une discussion et une clarification politiques, mais par des manœuvres bureaucratiques et organisationnelles. Le couronnement digne de ces procédés sera cette farce sinistre que l'on prépare sous le nom de «Congrès mondial» qui ne peut dans ces conditions avoir aucune valeur et ne peut absolument pas se réclamer de la base politique de l'Internationale. C'est pourquoi nous appelons tous les camarades qui comprennent où conduira – et où a déjà conduit l'organisation – ce bureaucratisme naissant, d'appuyer nos demandes :

a) Le Congrès mondial doit être repoussé au minimum de 6 mois; pour qu'une véritable discussion politique puisse avoir lieu.

b) L'ordre du jour du congrès doit être élargi à toutes les questions proposées par N. Trotsky, G. Munis et B. Péret, dans leur lettre «La IV^e Internationale en danger» (*Bulletin intérieur* du Secrétariat international décembre 1947)

c) La préparation du congrès doit être soumise au contrôle d'une commission paritaire, composée pour moitié des représentants de la direction actuelle, et pour l'autre moitié des représentants des autres tendances.

d) Toutes les sections devront tenir un Congrès ou une Conférence nationale préparant le Congrès mondial; aucun délégué à voix délibérative ne sera admis au Congrès mondial s'il n'est pas accrédité par un Congrès national.

e) La représentation des sections au Congrès doit se faire uniquement sur la base proportionnelle d'après les forces numériques des sections. Le transfert des mandats doit être permis si une section ou une tendance ne peuvent pas envoyer de délégués. Enfin, les tendances ayant une existence politique internationale doivent être représentées d'après leur force à l'échelle internationale.

Source : *Bulletin intérieur du Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale*, n° 49, mars 1948, p. 6-9.

Textes préalables des minoritaires au Congrès de la Quatrième Internationale

(1948) *

Motion préalable

L'assemblée demande à chaque délégation de section nationale d'indiquer brièvement si la discussion sur les problèmes internationaux a été suffisante dans sa section pour qu'elle puisse prendre position au nom de sa section sur les problèmes du congrès.

[*motion rejetée*]

Résolution préalable sur le caractère de l'assemblée internationale

A. La nécessité pour l'Internationale de tenir rapidement un Congrès mondial sérieusement préparé est déterminé avant tout par le caractère extrêmement grave de la période de dix ans qui s'est écoulée depuis le congrès constitutif. Du point de vue des événements objectifs, la Seconde Guerre mondiale, l'occupation allemande, la destruction de l'Allemagne et du Japon, la décadence actuelle de l'Europe, l'expansion inouïe du stalinisme non seulement sont des faits sans précédent dans l'histoire mais mettent en question les points essentiels de la perspective sur laquelle la Quatrième Internationale s'est orientée. Du point de vue politique, ces

* «Motion et résolution préalables au Congrès de la Quatrième Internationale», signés par G. Munis, Pierre Chaulieu [Cornelius Castoriadis], Jacques Gallienne, Anthony [Nguyen Van-Nam], Pedro [Max Shachtman], Bob Armstrong (avril 1948). Nous avons utilisé ici le texte paru dans *Les congrès de la Quatrième Internationale : manifestes, thèses, résolutions : tome 3, Bouleversements et crises de l'après-guerre, 1946-1950*. Documents réunis par Rodolphe Prager ; introductions de Michel Lequenne et Rodolphe Prager ; préface de Pierre Frank. Montreuil, La Brèche-PEC, [1988], p. 309-313.

événements ont mis en question plusieurs points du programme de l'internationale (défense de la Russie, nationalisations, gouvernement PC-PS-CGT, etc.). Les réponses que la tendance qui dirige l'internationale a données à ces problèmes ne sauraient être caractérisées comme satisfaisantes; ceci est prouvé, indépendamment de toute critique politique :

- a) par la stagnation et le recul de l'organisation internationale;
- b) par l'apparition d'un nombre croissant de tendances divergentes au sein de l'Internationale;
- c) par le fait que la direction internationale non seulement n'a pas su réunifier le mouvement de la Quatrième Internationale dans une série de pays où il était divisé (Etats-Unis, Amérique latine, Chine, Indochine, etc.) mais a provoqué (Mexique) ou rendu possible une série de nouvelles scissions (Angleterre, France, Grèce).

La solution à cette crise ne pourrait être donnée que par un Congrès mondial venant, après une large discussion politique, démocratiquement organisée et exprimant la volonté politique de la base des organisations de la Quatrième Internationale.

B. Or, ce Congrès mondial ne peut absolument pas être considéré comme préparé à l'heure actuelle :

a) du point de vue des documents mis en discussion : malgré la publication d'une série de documents, les positions les plus importantes des oppositions principales sont inconnues dans la presque totalité des sections :

1. En langue allemande, on n'a publié que les positions officielles excepté un très court article d'Armstrong. Les positions des autres tendances sont inconnues en Allemagne, Autriche et Tchécoslovaquie.

2. En langue espagnole, seuls les documents de la direction ont été publiés, et cela tout à fait récemment.

3. Aucune section de l'Internationale (sauf celles de langue anglaise) ne connaît ni la politique du SWP pendant la guerre, ni les documents du groupe espagnol de Mexico contre cette politique.

4. Le BI du Secrétariat international sur la question russe n'a été traduit qu'en anglais et à moitié.

5. Les documents du WP et de la tendance Johnson-Forest sont inconnus dans toutes les sections de l'internationale qui ne sont pas de langue anglaise, excepté un article de Shachtman publié dans *Quatrième Internationale* et un article de R. Stone récemment publié dans le BI du Secrétariat international.

6. Il n'y a pas une seule section de l'internationale qui connaisse les divergences qui ont conduit à la scission en Chine ou qui déterminent l'existence de deux groupes en Indochine. Cependant les documents de la section chinoise ont été envoyés en mars 1947. Personne non plus ne connaît les documents de la section des Indes sur cette même question chinoise qui existent depuis 1942.

7. Personne, ni [pas] même la direction internationale, ne connaît les divergences politiques qui séparent les groupes trotskystes qui abondent

en Amérique latine.

8. Personne ne connaît les nouveaux documents anglais sur la question russe.

9. Personne ne connaît les documents du groupe espagnol sur la question nationale.

10. Les documents «définitifs» du Secrétariat international n'ont été publiés qu'en février 1948; il fut ainsi impossible non seulement de répondre à ces documents, mais même de les discuter simplement dans les sections. Ces mêmes documents sont caractérisés par la section suisse – qui politiquement est en gros d'accord avec le Secrétariat international – comme «si compromettants pour la Quatrième Internationale et pour la cause révolutionnaire en général, qu'il n'y a pas d'autre voie pour le Secrétariat international que de retirer formellement ses projets de thèses».

b) Du point de vue de la discussion dans les sections : même les documents publiés n'ont pratiquement servi à rien, car on n'a pas eu le temps d'organiser une discussion politique dans les sections. Aucune discussion autour des problèmes politiques et organisationnels du Congrès mondial n'a eu lieu jusqu'ici dans la presque totalité des sections – excepté le problème russe, partiellement discuté dans quelques sections. Même les documents du Secrétariat international n'ont pas été discutés, à cause de leur publication extrêmement tardive. Pour ne citer que deux exemples : la section vietnamienne en France n'a jamais discuté des problèmes du Congrès mondial. Quant à la section française, qui passe pour une des plus politisées et pour laquelle la discussion est objectivement la plus facile puisque tous les documents sont d'abord publiés en français, elle n'a pas discuté non plus : à sa conférence nationale des 28 et 29 mars n'étaient représentés que les 20% du parti; les délégués qui venaient des quelques régions de province représentés ont tous affirmé qu'on avait pas discuté dans leurs régions des problèmes du Congrès mondial; la région parisienne a élu ses délégués après trois heures de discussion en tout et pour tout sur l'ensemble des problèmes. Dans les autres sections, la situation est pire, si possible. La conception selon laquelle «la discussion pour le Congrès mondial n'est pas quelque chose de nouveau mais la continuation de la discussion qui avait eu lieu jusqu'ici dans les sections» est absolument erronée, étant donné surtout le caractère exclusivement national des problèmes qui avaient été discutés jusqu'ici dans les sections.

c) Du point de vue de la représentation : pratiquement aucun des délégués ne sort d'un congrès ou d'une conférence nationale représentant une discussion politique dans la base des sections. Le mode de représentation préconisé par le Secrétariat international, avec la division des pays en trois catégories, le classement arbitraire des pays dans une catégorie ou une autre, l'interdiction du transfert des mandats – interdiction sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste – n'a comme résultat que de forger une majorité a priori dans ce congrès.

C. En conséquence, cette assemblée ne peut siéger que comme une con-

férence internationale, avec le but :

a) du point de vue politique, de déblayer la discussion sur les points qui sont à l'ordre du jour de la discussion internationale pour préparer la convocation d'un véritable Congrès mondial résultant d'une discussion politique approfondie;

b) du point de vue organisationnel, de désigner une commission organisationnelle pour la préparation du Congrès mondial, avec une représentation adéquate des tendances oppositionnelles, chargée de la publication des documents et de l'organisation de la discussion dans les sections.

Toute tentative de transformer cette assemblée en Congrès mondial serait seulement la preuve d'une légèreté et d'une irresponsabilité absolues face aux problèmes extrêmement graves auxquels le mouvement révolutionnaire doit répondre aujourd'hui.

Munis, Chaulieu, Gallienne, Antony, Pedro, Armstrong

[*résolution rejetée*]

Déclaration

Les délégués Munis (section espagnole), Chaulieu et Gallienne (PCI français), Antony (groupe Octobre d'Indochine), Armstrong (section irlandaise) et Pedro (États-Unis) :

– constatent que, pour les raisons mentionnées dans la «Résolution préalable sur le caractère de la conférence internationale» présentée par eux, cette conférence ne peut nullement être considérée comme un Congrès mondial de la Quatrième Internationale;

– que sa transformation en «Congrès mondial» ne reflète que la volonté de la direction actuelle de l'internationale à [*de*] faire entériner sa politique par tous les moyens;

– réaffirment leur opposition fondamentale à ces procédés qui n'ont comme résultat que de dépolitiser l'Internationale;

– déclarent qu'ils ne reconnaissent pas cette assemblée comme Congrès mondial de la Quatrième Internationale, qu'ils lui refusent le droit de décider souverainement des questions politiques et organisationnelles qui sont à l'ordre du jour, et qu'ils défendront ce point de vue devant leurs sections; s'opposent à toute «discipline» que ce prétendu «Congrès mondial» voudrait imposer aux sections de l'internationale et affirment qu'ils ne se soumettent qu'à la discipline de leurs sections nationales, de leurs congrès et de leurs comités centraux jusqu'à la convocation d'un Congrès mondial;

– décident qu'ils ne participeront aux discussions et aux votes de ce prétendu «congrès» que dans le but unique de défendre leurs conceptions politiques et de permettre à la base de l'organisation de voir plus clair dans les divergences politiques qui existent actuellement au sein de l'Internationale.

Rapport sur le Congrès mondial*

Vendredi 2 avril 1948

Gabriel⁵⁴ prend la parole pour inaugurer le congrès : «C'est l'assemblée de l'Internationale la plus représentative jusqu'à présent ; c'est la date anniversaire du *Manifeste communiste* ; une minute de silence pour les morts de la Quatrième Internationale, salutation à Natalia Sedova et à Cannon. Le Congrès doit faire face aux tendances révisionnistes».

Sur proposition du Secrétariat international, Stein⁵⁵, un délégué américain est élu président.

Munis demande avant tout à définir la nature de l'assemblée. Il explique l'idée de boycott (préparation insuffisante pour qu'elle puisse prétendre être un Congrès mondial, aussi bien politiquement qu'organisationnellement, presque aucune discussion à la base sur les questions internationales, il y a danger que l'organisation mondiale soit étranglée par l'opportunisme et la médiocrité). La section espagnole n'était pas complètement d'accord avec le boycott proposé initialement et a demandé à ses délégués de se rendre à l'assemblée et d'y insister pour qu'elle soit reconnue, non comme un Congrès, mais comme une Conférence ou un Comité exécutif international élargi. Les autres tendances de l'Internationale qui appuyaient l'idée du boycott ont finalement décidé de faire comme nous. Gabriel s'est référé à nous en nous taxant de tendances révisionnistes. J'accepte ce qualificatif, mais notre révisionnisme ne donnera pas lieu à des attitudes opportunistes. Au contraire, j'accuse la direction internationale actuelle d'avoir violé l'esprit révolutionnaire et le contenu même de notre programme ; je l'accuse d'être opportuniste.

Interruption du *président* : il ne faut pas parler de cela, mais de notre proposition sur la nature de l'assemblée.

* «Informe sobre el congreso mundial», paru dans le *Boletín de discusión, Grupo Comunista-Internacionalista*, n° 25, janvier 1949. Traduction effectuée à partir des extraits de ce document parus dans le livre *Documentación histórica del trotskismo español, 1936-1948*. Inédit en français (NdE).

⁵⁴ Gabriel, Jérôme et Pablo sont divers pseudonymes utilisés par Michel Raptis (1911-1996), dirigeant du PCInt grec, qui a donné son nom au courant trotskyste connu comme «pablisme» (NdE).

⁵⁵ Pseudonyme de Morris Lewit, militant du Socialist Workers Party (NdE).

Munis lit un projet de résolution en demandant que l'assemblée agisse comme un Comité exécutif élargi, ayant pour but de préparer une large discussion politique et la convocation d'un véritable Congrès mondial. Il ajoute qu'ils ont à coup sûr le soutien du Grupo Revolucionario Internacionalista du Mexique, du parti italien, et de la camarade Natalia Sedova.

Gabriel : Cette conférence a été mieux préparée que les autres (4 millions de francs y ont été destinés), mieux qu'en 1940, à laquelle *Munis* a participé sans protester, la discussion a été la plus large possible, puisqu'elle a commencé dès 1946 et que depuis il y a eu cinq séances plénières du Comité exécutif international... Si nous avons interdit la délégation de mandats c'est par souci démocratique puisque pour obtenir des mandats, c'est toujours la direction qui est avantagée ; de plus, la majorité écrasante de l'Internationale est présente à ce congrès.

Le *président* propose que la proposition de l'opposition soit discutée par quatre orateurs, deux contre et deux en faveur, disposant de dix minutes de parole chacun. L'*opposition* demande, au contraire, qu'il n'y ait pas de temps limite pour cette discussion. La proposition du président est acceptée par 16 voix en faveur et 6 contre.

Chaulieu et *Schachtman*⁵⁶ défendent la proposition de l'opposition, *Germain* et *Da Silva*⁵⁷ (Secrétariat international et Inde) étaient contre. *Chaulieu* fait remarquer l'énorme abîme qui existe entre les tâches qui nous sont proposées et la rachitique préparation politique qui a précédé l'assemblée. *Germain* dit essentiellement que l'opposition proteste parce que l'Internationale n'a pas adopté les positions de *Munis*, que nous devons passer à l'action, pas à la discussion. *Da Silva* accuse l'opposition de faire dériver toute son attitude de l'admiration qu'elle se porte à elle-même.

Le président veut passer au vote, mais comme la tendance officielle prétend que la discussion a été suffisante pour un Congrès mondial, l'opposition présente cette *Motion préalable* : «L'assemblée demande à chaque délégation de section d'indiquer brièvement si la discussion des problèmes internationaux a été suffisante dans leur section, pour qu'elle puisse en son nom prendre position sur les problèmes du congrès.» L'assemblée a refusé que les délégués répondent à cela, en refusant la mo-

⁵⁶ *Chaulieu* était le pseudonyme de *Castoriadis*, membre de la minorité dissidente du Parti communiste Internationaliste (France). *Max Schachtman* était un dirigeant américain du Workers Party. *Cornelius Castoriadis* et *Claude Lefort* ont rompu en 1948 avec la IV^e Internationale, et en 1949 ils ont créé le groupe qui a publié la revue *Socialisme ou Barbarie* jusqu'en 1966 (*NdE*).

⁵⁷ *Germain* était le pseudonyme du militant belge *Ernest Mandel* (1923-1995). L'avocat *Da Silva* était le dirigeant de la section de Ceylan (Sri Lanka actuel) (*NdE*).

tion par 18 voix contre 5 et une abstention. Un camarade indochinois prend la parole sans qu'elle ne lui ait été concédée pour déclarer que dans sa section il n'y a eu aucun débat.

Vu le résultat du vote, l'opposition lit une déclaration où elle ne reconnaît pas l'assemblée comme un Congrès mondial de la Quatrième Internationale, et refuse donc de se plier, à partir de ce moment-là, à la discipline politique internationale.

Le *Secrétariat international* propose l'ordre du jour suivant :

Rapport d'activité ; 2.

L'URSS ;

Politique internationale ;

Discussion du rapport et des décisions. Propose également que soient nommées des commissions sur chacune des questions, suspendre les sessions pendant huit ou dix jours, et entamer ensuite brièvement la discussion sur les résolutions des commissions.

L'opposition proteste et demande qu'il y ait tout d'abord débat, et que la commission soit constituée à la suite des débats. Sinon, les délégués ne peuvent pas voter en connaissance de cause mais selon ce qu'indiquera le Secrétariat international. Elle argumente qu'une commission se constitue pour rédiger un texte définitif par rapport auquel il y a accord sur les grandes lignes. Ce qui est loin d'être le cas maintenant.

Haston (Angleterre) appuie l'idée de débats avant la constitution des commissions. Le *président*, à l'inverse, demande de procéder sans discussion à la constitution des commissions. L'*opposition* demande que l'assemblée se prononce au moins sur le besoin d'une discussion avant le travail des commissions. 12 voix pour cette discussion et 18 en faveur de la proposition du président.

On passe donc à la constitution des commissions suivantes :

Mandats

Forme définitive de la résolution : «La situation politique et les tâches de la Quatrième Internationale»

Forme définitive sur la question russe

Question nationale

Amérique du Sud

Allemagne

Statuts

Italie

Finances

Presse

Question syndicale

Question espagnole

La direction n'a pas prévu l'entrée de l'opposition dans une des com-

missions. Sur proposition d'Ernesto⁵⁸ (Espagne) Munis est désigné pour la commission espagnole et pour la commission latino-américaine. Il accepte, parce qu'il n'y a aucun texte officiel sur ces questions. Mais l'opposition déclare que, par principe, elle n'entrera dans aucune autre commission, sauf celle des mandats, puisque les textes du Secrétariat international n'étant pas amendables, ils doivent être refusés dans leur totalité. Sans un large débat sur les questions politiques importantes, aucune commission ne peut avoir l'autorité suffisante ni les connaissances pour travailler correctement. Le procédé des commissions sans débats fait du congrès une fiction encore plus grande que ne le prévoient les documents de Munis, Péret et Natalia Sedova. Qui plus est, la direction impose l'exclusion de l'opposition de la commission des mandats, et demande que la candidature de Munis soit soumise au vote. C'est un fait sans précédent dans la pratique révolutionnaire, car l'opposition a toujours eu le droit de faire partie de la commission des mandats partout et sans vote. [...]

Après dix jours de commissions, le congrès réunit sa deuxième assemblée, qui ne se déroule que l'après-midi, dont l'ordre du jour est le rapport d'activité, c'est-à-dire, ce qu'a dit, ce qu'a fait et ce qu'a pensé l'Internationale pendant dix ans, période qui en soi est plus importante dans l'histoire du prolétariat et pour le futur révolutionnaire que les cent années précédentes. Voyons ce qu'il en a été.

L'intervenant du Secrétariat international, Stein, a la parole pendant trente-cinq minutes pour parler de ces dix années d'activité de la Quatrième Internationale qui comprennent l'attitude de nos principaux partis par rapport à la guerre impérialiste et les mouvements nationaux de résistance, guérillas comprises. Stein fait le rapport d'activité le plus étonnant, du jamais vu dans l'histoire du mouvement ouvrier. Tout simplement, *il n'a pas dit un mot sur l'activité de la Quatrième Internationale de 1939 à nos jours, c'est-à-dire depuis sa constitution, et il n'a pas fait aucune allusion à l'attitude de nos principaux partis par rapport à la guerre impérialiste et les mouvements nationaux*. Le mot «activité» n'a même pas été prononcé une seule fois. C'est tellement inouï que l'on pourrait croire qu'il s'agit d'une calomnie. Mais ce que Stein a été capable de faire, ce n'est plus une exception dans nos rangs. N'a-t-on pas constaté, dans la région parisienne du parti français, au cours d'une assemblée (unique) pour *préparer* le Congrès mondial et discuter ses textes, que l'intervenant de la tendance Frank ne s'est pas référé aux textes dont l'assemblée devait discuter, et qu'il n'a même pas prononcé les mots *Congrès mondial* ? [...]

Cette deuxième session devait décider si l'Internationale, et en particulier le parti américain qui était accusé d'abandon opportuniste du défaitisme révolutionnaire, avait maintenu une politique internationaliste. Elle

⁵⁸ Ernesto est un pseudonyme de Eduardo Mauricio (NdE).

devait également approuver ou condamner l'attitude de nos partis par rapports aux principaux événements au niveau mondial, depuis la révolution espagnole jusqu'à nos jours, et déterminer si l'Internationale avait été, en général, à la hauteur des besoins révolutionnaires mondiaux. De ce qui allait être discuté à cette réunion et de ce qui s'y déciderait dépendaient en réalité la valeur de cette assemblée qui était qualifiée de congrès, et la capacité même de la Quatrième Internationale à l'avenir. Non seulement il était indispensable de condamner clairement la politique américaine et les autres opportunistes (parti français) par rapport aux mouvements de résistance, mais de plus, en étudiant les grands événements passés il fallait faire la critique de certaines idées trotskystes qui s'étaient révélées erronées à la lumière des événements, ou qui avaient été dépassées par les événements eux-mêmes. Sans aucun rapport avec tout cela, le discours de Stein ne permettait même pas de parler de discussion. Et cependant, l'intervenant étant délégué des États-Unis, on s'attendait à ce qu'il parle des graves accusations d'opportunisme envers son parti. [...] ils s'étaient refusés systématiquement à mettre comme premier point de l'ordre du jour la politique des principaux partis par rapport à la guerre et aux mouvements de résistances [...] ils prétendaient que soit approuvée sans discussion une politique entièrement opportuniste et pratiquement chauvine, en particulier celle du SWP.

Pour l'opposition, la meilleure façon de mettre en évidence cet escamotage politique et la nature du congrès était de ne pas répondre au discours stratosphérique de Stein, ce qui – nous insistons – aurait été impossible même en le voulant, puisque nous ne disposions que de trente-cinq minutes. Ainsi, lorsque l'orateur eut fini son rapport soporifique, il demanda au président :

«Qui demande la parole ?» Silence complet.

«Qui demande la parole ?» Silence encore. Le président (Da Silva) regarde effaré du côté de l'opposition. Ainsi, quatre ou cinq fois, visiblement en colère parce que personne ne répondait au «rapport d'activité». Constatant l'embarras de l'assemblée, Munis s'exclame : «Maintenant que quelqu'un fasse le rapport d'activité. L'orateur n'en n'a pas dit un seul mot. Défendez au moins ce que vous avez écrit, et nous vous répondrons.»

Et le très judicieux Germain se laissa aller : «C'est comme ça que nous prétendons nous défendre. Ce n'est pas à Munis de nous dire comment.»

Moi, j'hésitais entre la tentation de prendre la parole pour faire rapidement quelques accusations, et le fait d'utiliser politiquement le silence comme démonstration.

Personne ne protestait contre le rapport de Stein. Personne n'appuyait ma proposition. Seul un délégué belge dit timidement : «On ne peut pas nous demander d'approuver quelque chose dont nous n'avons même pas parlé.» Mais dix minutes après (fidèle image du soi-disant Congrès mondial et de sa préparation – très vantée – pendant deux ans), ce délégué vo-

tait en faveur du rapport officiel, en approuvant aveuglément tout ce qu'il ignorait.

Le président concéda dix minutes pour que les délégués demandent la parole avant de passer au vote. Dans un silence étouffant et au milieu de la fumée des cigarettes, les dix minutes passèrent sans que quiconque ne demande la parole. Quelques instants plus tard, le rapport inouï était approuvé par 28 voix contre 3 (Espagne, Irlande et l'opposition française). L'Espagne avait droit à deux voix, mais le deuxième délégué, Ernesto, n'était pas présent ce jour-là. Le délégué de la tendance américaine Johnson-Forest a également approuvé le «rapport» en le considérant «comme un symbole d'activité». À partir de là, étaient démontrés de façon irréfutable le manque de préparation du soi-disant Congrès mondial, la volonté de la direction de cacher les opportunités et de ne pas se sentir obligée de prendre en considération tout ce que les événements ont apporté de nouveau depuis la guerre civile espagnole ; était également démontré que la direction avait besoin de la présence de quelques délégués oppositionnels pour donner à son assemblée une apparence de débat et de démocratie. [...]

Le troisième après-midi est consacré à la question russe. Le présidium avait prévu un rapport officiel d'une heure, deux contre-rapports de quarante minutes chacun, un pour la tendance du collectivisme bureaucratique et l'autre pour celle du capitalisme d'État, et une autre de quarante minutes pour Haston afin qu'il défende les amendements du parti anglais à la thèse officielle avec laquelle il s'accorde sur le défensisme.

L'intervenant officiel, Germain, a dit qu'il fallait conserver le marxisme, qu'on ne pouvait rien lui enlever – ni la théorie de classes de l'État, ni aucune autre conception – sans le nier. La révolution a détruit en Russie la société bourgeoise et a ouvert la voie à la société de transition. La propriété soviétique est l'expression juridique de la victoire d'Octobre ; aucune contre-révolution n'a détruit la nature non bourgeoise de la propriété. La nature de cette propriété est le produit de deux guerres civiles ; celle de 1917, et (semble-t-il) une autre en 1927-1928. Ceux qui défendent la théorie du capitalisme d'État disent qu'il s'est imposé à partir de la disparition du danger bourgeois ; pour eux, la politique de l'opposition en 1928 était fautive : il n'aurait pas fallu appuyer Staline contre le danger du koulak.

Mais le capitalisme d'État doit être exercé au profit d'une bourgeoisie concrète qui n'existe pas en URSS. En URSS la propriété n'est pas bourgeoise. La contradiction de la société soviétique est celle de toute société de transition, c'est-à-dire, production socialiste, distribution capitaliste. Nous n'accusons pas la bureaucratie d'avoir conservé les formes de distribution capitalistes mais de les avoir exagérées. Mais, la bureaucratie n'a pas réussi à faire coïncider les formes de propriété avec les formes de distribution, c'est-à-dire qu'elle n'a pas réussi à faire en sorte que les formes de propriétés soient capitalistes.

[...] Et ainsi de suite. L'orateur dit une quantité considérable de monstruosité et de trivialité de pédant. Le rapport officiel devrait faire connaître à l'ensemble de l'Internationale, comme preuve de ses capacités théoriques, l'intégralité du texte de ce discours, qui en réalité ne devrait pouvoir sortir que de la bouche d'un stalinien aspirant à perfectionner les méthodes de son parti, et non de la bouche d'un trotskyste, même en supposant qu'il soit encore rattaché à la conception de «l'État ouvrier dégénéré».

À continuation c'est au tour de la tendance qui définit la Russie comme un capitalisme d'État qui doit prendre la parole pendant quarante minutes. Mais en réalité, il s'agit de deux tendances, l'américaine dite Johnson-Forest⁵⁹ et l'espagnole, représentée par Munis au congrès. L'accord politique entre les deux est impossible, surtout parce que la première fait partie de l'opportunisme officiel puisqu'elle a voté en faveur du rapport d'activité. Par conséquent, chaque délégué n'a disposé que de vingt minutes par rapport au temps prévu.

Stone⁶⁰, au nom de son groupe, a principalement fait une critique de Germain, plutôt anodine, en excluant le parti américain et la direction mondiale de ses attaques. Germain est traité d'opportuniste, mais Cannon est un révolutionnaire pour l'oratrice, de même que le Secrétariat international. On aurait cru que tout le mal de la Quatrième Internationale provenait de Germain, alors qu'en fait il n'est qu'un bavard sans aucun poids et sans personnalité. Le mal est dans le parti auquel appartient Stone, dans le Comité exécutif international et dans le Secrétariat international que respecte l'oratrice.

Munis indique que si la direction actuelle de l'Internationale continue à traîner sa «défense inconditionnelle de l'URSS», c'est surtout par manque d'esprit révolutionnaire. L'analyse faite par Trotsky de l'Union soviétique était fautive, mais en réalité il n'était pas indispensable de revenir dessus pour abandonner la défense inconditionnelle, dont l'incompatibilité avec la révolution mondiale sautait aux yeux, tout particulièrement à partir de 1943-1944. Ce qui est alarmant et scandaleux c'est précisément que nos dirigeants soient insensibles et imperméables à tous les événements et aux monstruosité des staliniens. «Que vous faut-il pour admettre qu'en Russie il y a eu transformation de la quantité en qualité ? Il vous faut la réapparition des capitalistes individuels, c'est-à-dire un simple changement qualitatif : vous êtes en dehors de la dialectique». «Trotsky lui-même a dit

⁵⁹ Johnson était le pseudonyme de CLR James, et F. Forest celui de Raya Dunayevskaya, secrétaire de Trotsky au Mexique. La «tendance Johnson-Forest» du parti trotskyste américain définissait le système économique russe comme un capitalisme d'État, où les rapports sociaux étaient régis par la loi de la valeur (*NdE*).

⁶⁰ Stone est le pseudonyme de la militante américaine Grace Lee (*NdE*).

que les formes de propriété ne sont fréquemment qu'une fiction juridique. Que vous faut-il encore pour considérer qu'en Russie la forme collective de la propriété n'est qu'une pure fiction juridique ? Vous ne répondrez pas.»

Schachtman, qui dispose à lui tout seul des quarante minutes, argumente pour défendre sa thèse : le collectivisme bureaucratique en Russie sous la direction d'une nouvelle classe, système, qui d'après lui, s'étend aux pays du glaciaire. D'après lui, l'économie n'est ni capitaliste ni socialiste en Russie, mais d'un type nouveau non prévu par le marxisme, un type nouveau qui de façon inexplicable est né réactionnaire, décadent et est donc indéfendable pour l'orateur.

Finalement, *Haston* défend les amendements de son parti à la résolution du Secrétariat international. L'assimilation structurelle du glaciaire à l'économie russe y est considérée comme un fait très progressif, et les pays occupés par la Russie sont considérés comme autant d'États ouvriers dégénérés qui doivent donc être défendus. C'est la thèse du Secrétariat international poussée jusqu'au bout.

[...] Comme il fallait s'y attendre, la résolution officielle en faveur de la défense de la Russie fut approuvée. Ne s'y sont opposés que Chaulieu, Stone, Munis, le délégué irlandais Armstrong et les deux délégués d'Allemagne. Quelques-uns se sont abstenus.

Le quatrième après-midi était consacré à l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Ne fut traitée que la question allemande. [...] les camarades allemands prendront autant en compte les directives de cette résolution que les directives du mouvement végétarien, et c'est pour ça que le fameux Congrès mondial, loin d'aider le prolétariat allemand à sortir de la prostration dans laquelle il a été plongé par la victoire du fascisme d'abord et des trois Grands ensuite, n'a fait qu'ajouter de plus grandes difficultés au regroupement de l'avant-garde révolutionnaire.

Sur l'Italie, la direction a présenté une résolution demandant l'exclusion du Partito Operaio Comunista (POC). Le temps de parole sur cette question était de 10 minutes, en fait 5 minutes en décomptant le temps pour la traduction. Munis, en défendant le POC, a démontré qu'aucun des reproches que lui faisait le Secrétariat international ne pouvait être un motif d'exclusion, d'autant que certaines des positions en question étaient partagées par le Secrétariat international et le Comité exécutif international comme par exemple le fait de considérer le stalinisme comme un parti bourgeois de gauche, et de définir la situation actuelle du capitalisme comme relativement stable. Munis a ajouté que «Le POC a pleinement le droit de faire partie de la Quatrième Internationale, parce qu'il a maintenu une position internationaliste pendant la guerre. Par contre, il y a ici des partis (comme le SWP) qui par leur attitude par rapport à la guerre n'ont pas le droit d'assister à une assemblée révolutionnaire. C'est leur expulsion qui devrait être demandée.» D'autres, comme Chaulieu et le délégué de Palestine se prononcent contre l'exclusion du

POC. Lorsque le vertigineux débat se termina, la Quatrième Internationale n'avait plus de section italienne.

La discussion sur les statuts fut plus pauvre encore. [...] Il n'y a que Munis qui se soit opposé à l'ensemble des statuts, dont le contenu et l'esprit seront critiqués à part. Il a présenté la résolution suivante qui n'a obtenu que sa propre voix :

«Le congrès refuse le projet de statut du Secrétariat international :

«– Parce qu'il ne tient pas compte des expériences organisationnelles dans le mouvement ouvrier, qui poussent à remettre en cause le centralisme démocratique de la Troisième Internationale.

«– Parce qu'il renforce le côté centraliste et néglige le côté démocratique.

«Par conséquent, ce sont les statuts du congrès de fondation qui doivent rester en vigueur, jusqu'à ce que soient étudiés les rapports entre les méthodes d'organisation et la contre-révolution stalinienne. C'est cette étude qui permettra d'élaborer de nouveaux statuts.»

À la fin du congrès, certaines délégations n'étant plus présentes, la discussion a porté sur la résolution appelée «*La situation politique mondiale et les tâches de la Quatrième Internationale*», c'est-à-dire ce qui doit constituer le nerf politique du mouvement trotskyste mondial pour un temps indéfini, jusqu'au prochain Congrès mondial, formellement fixé à deux ans après, mais qui en réalité n'aura jamais lieu si le trotskysme mondial continue à accepter la direction et la politique actuelles, qui le castrer.

L'orateur officiel, Gabriel, dispose d'une heure et demie ; les deux tendances oppositionnelles, celle de Chaulieu et celle de Munis (la déléguée de la tendance Johnson-Forest fait bloc avec celle de Chaulieu) disposent de quarante minutes chacune. Gabriel a défendu le document écrit par le Secrétariat international [...]. Pour cet orateur, qui représente la tendance opportuniste qui domine au sein de l'Internationale, la contradiction fondamentale dans le monde aujourd'hui est la contradiction Union soviétique-États-Unis. L'URSS est le côté positif de la contradiction, et par conséquent, les partis staliniens, qui sont à leur côté, sont anticapitalistes et ils se «sentiront obligés» de s'appuyer sur la classe ouvrière et de développer la lutte de classes. Notre tactique doit être : Front unique avec le stalinisme, gouvernement stalino-réformiste, nationalisation et contrôle ouvrier, toute la tactique, en somme, des bolcheviks face aux mencheviks en 1917. En effet, dans la pensée de la direction mondiale actuelle – ce qui suffit pour la condamner – il n'y a pas de facteurs nouveaux depuis 1917, aucun besoin de remettre en cause certains mots d'ordre et certaines tactiques ; aucun des événements très importants qui se sont produits ne stimule leur pensée. L'inertie intellectuelle au mépris des faits est la cause de la stagnation organisationnelle où en est la Quatrième Internationale.

La résolution présentée par Chaulieu et Ria Stone éludait tous les problèmes fondamentaux et acceptait le programme de transition en insistant

toutefois sur le besoin de comprendre sa véritable nature. Mais en fait le programme de transition est totalement basé sur l'idée que la Russie est un État ouvrier, bien que dégénéré, et que le stalinisme est une tendance réformiste de plus. Si l'on refuse ces deux idées on doit nécessairement refuser le programme de transition.

Munis présente son intervention comme un schéma pour une résolution politique. Il affirme que la résolution écrite et la défense verbale du Secrétariat international n'arrivent pas à faire une analyse de la période historique que nous vivons, et encore moins des événements importants et des changements de facteurs qui se sont produits depuis la fondation de la Quatrième Internationale. Cette incapacité imprègne le projet écrit et le rapport verbal d'opportunisme et de misère politique. Tout projet politique révolutionnaire doit partir d'une analyse de la période actuelle. La période de décadence du capitalisme commence avec la Première Guerre mondiale. Depuis lors, le dilemme historique, de plus en plus péremptoire, est révolution ou barbarie. La II^e Internationale a trahi le prolétariat en acceptant le faux dilemme de la victoire militaire d'un groupe de pays ou celle de l'autre groupe. La révolution russe a rétabli le dilemme dans ses vrais termes et a ouvert une étape de lutte entre la révolution mondiale et le capitalisme, et qui, avec des hauts et des bas, va jusqu'à la guerre civile espagnole. Une série de défaites, de l'Allemagne et la Chine jusqu'à l'Espagne, montre la modification progressive de la nature des partis communistes. C'est un phénomène qui est parallèle aux progrès de la contre-révolution en Russie. Le stalinisme est passé par une étape centriste et une autre pseudo-réformiste (Front populaire). En Espagne, l'existence d'une révolution débordante l'oblige à montrer toute sa nature contre-révolutionnaire. Dans le feu des événements il se transforme, de tendance réformiste [du] Front populaire en tendance [de l'] unité nationale, complètement réactionnaire. Par conséquent, les tactiques qui le considèrent comme une tendance ouvrière réformiste sont radicalement fausses et sont totalement impuissantes.

Dans les années suivantes, le stalinisme a accentué et a élargi au monde entier ses caractéristiques mises à jour en Espagne. Ce n'est plus un parti qui se situe entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution capitaliste. Continuer à le considérer comme un parti à la Kerensky, comme le font nos dirigeants, est complètement catastrophique. Le stalinisme n'est qu'un concurrent des vieux partis réactionnaires de la bourgeoisie, dans la lutte pour la direction de la contre-révolution mondiale. Même le réformisme a cessé de jouer le rôle qui était le sien, même s'il est plus lié à la démocratie bourgeoise que le stalinisme. Les rapports des organisations ouvrières avec l'État, d'une part, avec la classe ouvrière d'autre part, se sont modifiés radicalement.

En ne faisant aucun cas de ces faits, la direction actuelle de l'Internationale bafouille de pauvres litanies et conduit à la banqueroute. En suivant ce chemin, l'Internationale se divisera en deux, une partie sta-

linisante et une partie démocratisante.

Après d'autres considérations, Munis termine son intervention comme suit : «Notre tendance ne se laissera pas stériliser, parce qu'elle a vécu une grande expérience révolutionnaire ; elle ne se laissera pas détruire, parce qu'elle a entièrement confiance en ses idées. Il ne s'agit pas seulement de la perspective immédiate, mais de toute une conception mondiale, de la nature de l'époque, de la nature du stalinisme et du but du prolétariat. Il s'agit aussi du défaitisme révolutionnaire. Dans la perspective mondiale, la direction se trouve d'un côté de la barricade, du côté russe. Camarades délégués, faites connaître ce message à vos partis : il faut que l'Internationale réagisse, il faut qu'elle élimine la politique de la direction actuelle. S'il n'en est pas ainsi, ce sera le dernier congrès de la Quatrième Internationale. Le moment est décisif et les tendances en lutte sont irréciliables.»

L'élection du nouveau Comité exécutif a été totalement protocolaire. [...] le Secrétariat international s'est abstenu de proposer un représentant espagnol, en considérant que la section espagnole avait «un pied dedans et un pied en dehors de l'Internationale». Le Secrétariat international a demandé inutilement à Munis, comme condition pour l'accepter dans le Comité exécutif international, de déclarer qu'il se soumettrait à la discipline. La composition et la base politique du nouveau Comité exécutif international sont telles, que même en supposant qu'en son sein il y ait un représentant de la section espagnole, celui-ci y serait tristement prisonnier.

[...] Le congrès a fini comme il avait commencé, en se cachant et en cachant à tous les militants de base au niveau mondial la véritable situation, en refusant de parler ouvertement de la crise idéologique, en confirmant et en approuvant sans savoir, en réaffirmant des idées ou des principes qui n'avaient plus de fondement parce que le contexte avait radicalement changé, en approuvant aveuglément les très graves opportunismes existants. Ce «congrès» sera un point noir dans l'histoire du trotskysme mondial, s'il ne provoque pas y compris sa décomposition en tant que courant révolutionnaire. À dire vrai, toutes les résolutions approuvées sans exception sont un obstacle pour l'activité révolutionnaire d'avant-garde.

Paris, mai 1948.

G. Munis.

Explication et appel aux militants, groupes et sections de la Quatrième Internationale

(Comité Central du Groupe communiste-internationaliste d'Espagne, juillet 1949).*

Camarades,

La Quatrième Internationale était un mouvement mondial, petit, mais avec de grandes perspectives. Sa généalogie anti-Thermidorienne et son idéologie, en conjonction avec la période actuelle de la lutte de classes, en faisaient la continuité naturelle de la pensée et de la révolte séculaire du prolétariat dans sa lutte pour un monde socialiste.

Des communistes primitifs et Marx à nous-mêmes, depuis la Conjuration des Égoux et la Commune jusqu'à la révolution espagnole et les insurrections de 1944, en passant par la révolution russe, [la révolution] chinoise, [la révolution] allemande, etc., la Quatrième Internationale condensait tous les combats menés par les exploités. De plus, elle avait, par rapport aux organisations ouvrières qui l'ont précédée, l'avantage d'expériences récentes, grandioses et très riches : une révolution victorieuse en 1917 et plusieurs ayant échoué au cours de plusieurs décennies, l'embourgeoisement des partis socialistes, la contre-révolution stalinienne et la transformation réactionnaire de la III^e Internationale, la grande expérience de la révolution espagnole et deux guerres impérialistes.

Dans l'extrême acuité des contradictions mondiales, tout cela aurait permis à la Quatrième Internationale de devenir l'organisation révolutionnaire la plus solide et la plus apte de tous les temps.

Loin de profiter de ces circonstances aussi exceptionnelles, les orga-

* Source : *Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional*. Traduction effectuée par le Comité d'édition des œuvres de Munis.

nismes dirigeants n'en ont fait aucun cas, aveugles, sourds et insensibles à ce qui aurait permis de renouveler l'activité révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle, dix ans après sa constitution formelle, et plus de vingt ans après le début du mouvement qui en est à l'origine, la Quatrième Internationale est toujours une organisation aussi rachitique. Les événements les plus formidables ont ébranlé le monde, sans que la Quatrième Internationale ne vibre, ne se développe et ne s'enrichisse idéologiquement. Elle n'expérimente que recul ou paralysie dans tous les domaines. Pourquoi ? Vos dirigeants vous apaisent en prétextant l'absence de conditions objectives, la jeunesse du mouvement, le manque d'argent, les illusions que les masses se font par rapport au stalinisme ou autre. Fadaïses ! De l'argent ? Il a été dépensé et gaspillé au cours de ces dernières années sans même que ceux qui s'en sont servi n'en tirent profit. Jeunesse ? Notre mouvement n'est que trop vieux, vu son insignifiance numérique et son niveau politique. Des illusions sur le stalinisme ? Le Comité exécutif international se fait bien plus d'illusions que les masses. Quant aux conditions objectives si souvent mentionnées, pourrait-il y en avoir de meilleures depuis 1936 ? Mais même en supposant, contre toute évidence, que les conditions objectives aient empêché le développement organisationnel de la Quatrième Internationale, comment expliquer qu'elle se ratatine idéologiquement ? Même en peignant les conditions pessimistes avec le noir du pessimisme, la Quatrième Internationale devrait être aujourd'hui, sinon une puissante organisation, tout du moins une puissance idéologique incontestable.

Que tout le monde regarde bien où nous en sommes, sans fermer les yeux ou faire complaisamment semblant de ne pas voir. Tous les partis de la Quatrième Internationale ont vu des militants quitter l'organisation, certains ont disparu, escamotés par les «conditions objectives», d'autres sont expulsés ou se rebellent, ceux qui continuent, végètent, tristes, ou même désespérés ; en Allemagne, dans les pays du glacis, en Russie, de même que dans la plupart des colonies ou semi-colonies, où la situation permet plus facilement la formation de partis révolutionnaires, la Quatrième Internationale a autant d'influence qu'en Patagonie. Supposons, comme veulent nous le faire avaler les dirigeants, que c'est la faute des conditions objectives et non la leur, le niveau idéologique de l'organisation est-il meilleur ? Même le Secrétariat international n'oserait répondre affirmativement, parce que le recul dans ce domaine est tout aussi important et indéniable que dans le domaine organisationnel. Aucune, absolument aucune expérience féconde de ces dernières décennies n'a revivifié sa pensée. Les événements défilent sous ses yeux, les conditions de la lutte de classes changent sans que ne se reflète de sensation dans son cerveau, comme si l'organisation n'en avait pas. Son activité pensante se contente de paraphraser médiocrement les idées des bolcheviks, en imitant chaque jour leur tactique. Mais sans l'esprit combatif des bolcheviks, et dans des conditions qui sont très différentes des leurs, paraphraser et imiter

s'avèrent totalement stériles et opportunistes. Si au moins il avait imité le défaitisme révolutionnaire, centre de la pensée bolchevik et du mouvement révolutionnaire en général !

Mais précisément dans ce domaine, la direction mondiale, complaisante avec le parti américain, et indulgente envers elle-même, s'est sentie innovatrice, et harcelée par la guérilla antifasciste. À partir de là, la pauvreté idéologique et le mimétisme vulgaire lui assuraient la tranquillité et la majorité. La baisse du nombre de militants, qui ne peut s'expliquer dans une organisation de cadres que par la stupidité politique de ces derniers, n'aurait cependant pas été si grave si l'incapacité idéologique, alimentée par des intérêts opportunistes bien précis, n'empêchait, à l'avenir, toute récupération, du moins toute récupération d'un point de vue révolutionnaire.

Non, les causes de la situation déplorable de la Quatrième Internationale ne se trouvent pas à l'extérieur mais à l'intérieur de la IVE. Elles ont pour nom le Socialist Workers Party (SWP), le Revolutionary Communist Party, le Parti communiste internationaliste, le Comité exécutif international et le Secrétariat international.

C'est contre eux et leur politique que s'est dressée la section espagnole, qui en est arrivée à refuser la discipline de l'assemblée, appelée Congrès mondial. Notre indiscipline est délibérée et a des bases politiques très solides que les militants ne connaissent pas à cause du Comité exécutif international et du Secrétariat international. Mais, avant d'énumérer les bases politiques principales, il convient de revenir brièvement sur l'histoire de notre conflit avec la direction mondiale.

La première divergence importante est apparue en 1941 entre le groupe espagnol émigré au Mexique et le parti américain. Le camarade Munis, en tant que membre du Comité exécutif international, accusa franchement la politique du SWP face à la guerre d'opportuniste. Sa critique ne fut pas soumise au Comité exécutif international par le Secrétariat international, et ne fut même pas publiée comme matériel de discussion. Elle avait explicitement été soumise, par l'auteur, à la discussion au sein du parti américain. Celui-ci, de même que le Secrétariat international, l'oculta (ce sont les mêmes qui dirigeaient l'un et l'autre). Mais six mois après, il l'éditait publiquement en brochure avec une longue réponse de Cannon⁶¹. Sans en avoir le droit, sans même en informer l'auteur de la critique, sans que le Secrétariat international n'ouvre la bouche, le SWP considérait comme affaire classée ce qui n'était même pas encore arrivé à la connaissance d'un seul de ses militants. Il violait ainsi la démocratie par rapport à sa base, et simultanément la discipline internationale, puisque le centralisme, qu'il utilise à tort et à travers lorsque cela lui convient, ne lui per-

⁶¹ *Defense Policy in the Minneapolis Trial. International Bulletin*, vol. II, juin 1942, n° 2. Distribué par Pioneer Publishers, New York.

mettait pas de faire fi de la critique d'un membre du Comité exécutif international. Les habitudes dans le mouvement trotskyste prenaient une bien mauvaise tournure, surtout en tenant compte de l'importance que prenait le Socialist Workers Party avec la guerre et la victoire de l'impérialisme américain.

Le temps allait accroître les divergences au lieu de les diminuer. En effet, la première critique de la politique du parti américain qui avait été faite supposait que les déclarations opportunistes au cours du procès de Minneapolis étaient une ruse d'avocaillon, et non la vraie politique du parti des accusés. Erreur naïve. Le SWP s'en est tenu en tout et pour tout à la méprisable défense nationale antifasciste profilée à Minneapolis, et n'a jamais fait de l'agitation contre la guerre. D'autre part, sa défense de la Russie était bien plus stalinienne que trotskyste, elle était à la fois le prétexte et la dissimulation de son abandon du défaitisme révolutionnaire. Et en même temps, son enthousiasme en faveur de Tito et d'autres héros de la «résistance nationale» l'éloignait encore plus de la politique révolutionnaire. En réalité, plus la guerre avançait, plus le SWP s'éloignait de ce que doit être un parti prolétarien. En Angleterre et en Amérique latine, les litanies antifascistes de sa presse commencèrent à donner des résultats pernicieux. Toute l'Internationale courait le risque d'être contaminée et d'être dominée en plus par le pouvoir économique du SWP.

C'est pour couper court aux progrès de l'opportunisme qu'a été publiée la brochure «Le SWP et la guerre impérialiste»⁶². Dès qu'ils la reçurent, les dirigeants américains l'ont immédiatement rangée dans un tiroir, d'où le Comité exécutif qui a préparé le Congrès mondial n'osa pas l'en sortir. D'autres critiques, d'autres documents et d'autres propositions ont connu le même sort. Nous pouvons mentionner, comme simple exemple, ce qui est relatif à la pré-conférence d'avril 1946. Ça faisait bien deux ans que le Groupe espagnol au Mexique réclamait l'organisation d'un congrès et surtout que la discussion soit immédiatement entamée. Des documents, il y en avait plus que suffisamment, mais c'était précisément ceux que le SWP ne voulait surtout pas publier. En plus de la politique face à la guerre impérialiste et aux mouvements de résistance nationale, la situation exigeait que soit discuté le problème de la nature de l'État russe et du stalinisme extérieur. Le bilan de la révolution espagnole était au moins aussi important, en tant que point crucial de l'évolution des vieilles organisations ouvrières et de la conscience du prolétariat mondial elle-même. Mais ceux qui, à New York, faisaient partie du Secrétariat international s'intéressaient bien plus aux questions organisationnelles qu'idéologiques. Ils ne ressentaient aucun besoin de renouveau idéologique, et ne voulaient même pas que le problème fût posé ; leur seule préoccupation était de sa-

⁶² Grupo español en México de la IV Internacional : *El Socialist Workers Party y la guerra imperalista*. Ed. Revolución. México, 1945.

voir qui allait dominer le Congrès mondial et quels organismes dirigeants allaient le préparer. C'est ce qui explique que nos propositions de discussion fussent obstinément refusées.

Entre-temps, les armées américaines (ce qui a un rapport étroit de cause à effet avec l'évolution de la Quatrième Internationale) avançaient en Italie, en France, en Belgique, battaient l'Allemagne et serraient la main aux armées russes. À l'arrière, les dirigeants new-yorkais du parti américain établissaient des contacts et préparaient la combinaison organisationnelle qu'ils avaient en tête, objectif atteint non sans abuser de la bonne foi des trotskystes européens envers les trotskystes américains. Lorsque ce travail discret de préparation organisationnelle porta ses fruits, les groupes et les partis se trouvèrent tout à coup face à un fait consommé qu'on leur annonça par une note ressemblant à celles de l'état-major des trois grands : «*À un endroit donné, en Europe, vient d'avoir lieu une conférence de la Quatrième Internationale...*», etc. Sans aucune discussion, complètement dans le dos de la base, sans que même ne soient consultés les membres du Comité exécutif international, qui divergeaient de la politique officielle, la conférence prit des résolutions de caractère exécutif, nomma une direction qui s'octroya les pleins pouvoirs conformément aux exigences de New York et mit le cap vers l'organisation d'un Congrès mondial «ad hoc». En somme, ce fut presque un coup d'État.

Au Mexique, le Groupe espagnol émigré protesta énergiquement et exigea dans plusieurs lettres et documents une discussion approfondie des problèmes, la tenue publique du congrès, une large représentation démocratique et un ordre du jour en rapport avec les graves événements survenus depuis la fondation de la Quatrième Internationale et qui présente les divergences existantes et qui réponde aux exigences actuelles du prolétariat⁶³. Nous avons insisté pour que le premier point de l'ordre du jour soit une large discussion sur la politique suivie par les principaux partis trotskystes par rapport à la guerre et aux mouvements nationaux dans les pays occupés. Nous savions parfaitement que la Quatrième Internationale déprimerait politiquement et organiquement si le congrès était incapable de condamner sans demi-mesure tout d'abord le parti américain, le parti anglais ensuite, et certains aspects de la politique du parti français, ceux concernant les guérillas et la «libération».

Le second point de l'ordre du jour que nous réclamions tout particulièrement était le bilan politique de la révolution espagnole, indispensable pour comprendre la période historique actuelle. Ce n'est qu'en partant de

⁶³ Se reporter aux documents : «Decíamos ayer*», «Otra vez sobre el congreso mundial», «Cuidado*», «La IV Internacional en peligro*», «Carta abierta al PCI, sección francesa de la IV Internacional*», «Índice de mi deslealtad», «Carta proposición», «Le manifeste des exégètes» [Les textes suivis d'une astérisque se trouvent dans ce volume, *NdE*].

l'internationalisme et de la principale expérience révolutionnaire depuis 1917 que l'on pouvait aborder la discussion sur la nature du régime russe, sur le stalinisme en général, se donner des objectifs et préciser les tactiques. Effort inutile. Nous n'avons réussi qu'à nous faire traiter de scélérats par les dirigeants.

Le Secrétariat international, au bout de plusieurs mois, commença à sortir des *Bulletins de discussion*. C'est le nom que reçurent ces cahiers qui parurent 25 fois *sans que ne soit discuté sérieusement un seul problème, sans que ne soit abordé un seul des événements mondiaux des dix années précédentes, sans que la base ne soit informée de la politique et des divergences pendant la guerre*. Grande prouesse en vérité ! Dans ces conditions, le Congrès mondial se profilait comme une grave menace pour l'avenir révolutionnaire du trotskysme. Une fois les bases établies par le Comité exécutif international pour l'élection des délégations avec des droits différents selon qu'elles étaient considérées comme faisant partie des «grands», des «moyens» ou du conglomerat des petits, il était évident que les magouilles organisationnelles s'ajouteraient aux magouilles politiques.

Il n'y avait qu'un moyen de réagir contre tout ça, et c'est en empêchant que le congrès ait lieu. Le boycott proposé par Péret et Munis au Mexique était une mesure urgente de prévention. Mesure indispensable pour organiser par la suite un vrai congrès et faire en sorte que la Quatrième Internationale soit à la hauteur des besoins politiques. Le texte où apparaissait l'explication de cette proposition fut publié en espagnol : le Secrétariat international ne crut nécessaire de le rendre public qu'au dernier moment, après qu'il eût été dénigré par une séance plénière du Comité exécutif international et lorsqu'il était impossible que les sections puissent réagir à temps. Les délégués de certaines sections étaient déjà en route pour le congrès. La section espagnole elle-même, qui était dirigée alors par des gens que le Secrétariat international considéraient «loyaux», s'était limitée à publier une cinquantaine d'exemplaires du document, et plutôt comme justificatif d'une sanction disciplinaire contre ses auteurs. Cinq mois après, elle n'avait même pas commencé à en discuter.

Le congrès espagnol tenu quelque jours avant le Congrès mondial ne voulut pas ratifier la proposition du boycott, non parce que la majorité s'opposait au boycott, mais pour éviter une scission prématurée qui aurait permis au Secrétariat international de s'attribuer des votes qui ne lui appartenaient aucunement politiquement. Il décida que ses délégués proposent aux autres d'organiser un débat en qualité d'assemblée préparatoire d'un véritable congrès. Pour nous, la tenue d'un congrès sans la moindre préparation, ou plutôt qui avait délibérément été préparé pour que ne soit pas discuté ce qui importait, ainsi que l'approbation des textes principaux du Secrétariat international (Rapport d'activité, thèse sur la Russie et le stalinisme et sur les tâches de la Quatrième Internationale) signifiaient la rupture certaine de l'organisation avec les principes révolutionnaires. En

la prévoyant et en s'y préparant, le congrès espagnol décida, à l'avance, que la section mène la politique qu'elle avait décidée et qu'elle ne se soumette pas à la discipline du Congrès mondial.

Ajoutons, pour terminer ce rappel sommaire des faits, que les résolutions les plus importantes présentées par le Secrétariat international pour qu'elles soient approuvées par le Congrès mondial sont apparues lorsque la plupart des délégués venaient d'arriver ou étaient encore en chemin. Elles étaient donc complètement ignorées par les militants de base au niveau mondial. Ceux-ci avaient pu lire et discuter tranquillement une seule thèse distribuée en plusieurs langues : celle relative à la Russie et au stalinisme écrite par ce charlatan de Germain. Mais cette thèse fut retirée au dernier moment par le Secrétariat international, sans aucune explication, et remplacée par une autre qui comprenait la définition sournoise de la propriété russe comme «n'étant pas bourgeoise».

Le fameux Congrès mondial, («deux ans de préparations», des millions de francs dépensés, des dizaines de Bulletins de "discussion", etc.) ne fut que le congrès des sections soumises à la politique imposée au Secrétariat international par le SWP. Par exemple, le camarade Péret, délégué de la fraction mexicaine opposée au SWP s'est vu refuser son mandat, et n'a même pas été reconnu par le parti français auquel il appartenait avant la guerre. En somme, du point de vue organisationnel, ce ne fut pas un congrès mais un simulacre de congrès⁶⁴, et du point de vue politique, ce fut un coup mortel porté à l'avenir révolutionnaire de la Quatrième Internationale.

Fidèle à sa décision, la section espagnole n'a pas respecté la discipline. Le nouveau Comité exécutif, constitué sur la même base organisationnelle et politique que le précédent, a cru pouvoir arriver à un accord avec nous en nous permettant, si nous le voulions, de continuer à défendre, par rapport à l'Espagne, notre politique et non la sienne (république et assemblée constituante) si bien sûr nous acceptions de diffuser et de défendre publiquement ses positions sur toutes les autres questions. Mais il y avait trop de divergences et elles étaient bien trop graves pour accepter ce compromis. Si par rapport à l'Espagne nos politiques étaient entièrement différentes, ce n'était pas dû à des caractéristiques idiosyncratiques de l'autre côté des Pyrénées, mais au fait que la direction mondiale abordait d'une façon totalement opposée à la nôtre toute l'expérience de la lutte de classes au cours des dernières décennies. Elle en arrivait donc à des interprétations et à des tactiques inconciliables avec les nôtres. Qu'il s'agisse des caractéristiques de la période historique actuelle, de l'évolution et de la nature du stalinisme en Russie et dans le monde, de la signification de la révolution espagnole pour la lutte de classes mondiale, du défaitisme

⁶⁴ Voir le «Rapport sur le congrès» publié dans le n° 25 de notre bulletin de discussion.

révolutionnaire ou des guérillas et de la libération sous l'occupation impérialiste, de la nationalisation de l'économie ou du contrôle ouvrier de la production ; qu'il s'agisse, en somme, de questions aussi générales que les tâches du prolétariat et le rapport entre la classe, le parti, la direction, ou de thèmes aussi concrets que la tactique syndicale et la lutte contre la hausse des prix, notre conception et son implication pratique étaient si éloignées de celles du Comité exécutif international qu'il ne pouvait y avoir aucun arrangement, à moins que nous renoncions à nos propres positions.

À ce stade du conflit, le Secrétariat international essaya de manœuvrer en s'appuyant sur les quelques militants «loyaux» qu'il comptait parmi nous. Il considéra comme nuls et nonavenus les accords du congrès espagnol et voulut en convoquer immédiatement un autre qui abrogerait la décision antidisciplinaire du congrès précédent et accepterait la politique du Congrès mondial, en nous consentant gracieusement le droit de nous y opposer au sein de l'organisation. Notre refus fut presque unanime ; il n'y a que cinq membres qui acceptèrent de participer à la «conférence espagnole» convoquée par le Secrétariat international, qui ne cacha même pas que la section espagnole continuerait avec ceux qui se soumettraient à la décision de son quintet loyal⁶⁵.

Le «Congrès mondial» a été convoqué sans que ne soient discutés ni les problèmes existants, ni la politique de l'Internationale pendant dix ans et sans qu'il n'y ait eu la moindre participation de la base au niveau mondial. Ce congrès n'est le fruit que du travail bureaucratique des commissions. En est sortie une direction pourvue de statuts qui lui permettent d'en faire à sa tête dans n'importe quelle section et de se débarrasser des problèmes politiques par toutes sortes de petits décrets bureaucratiques. Du haut de l'autorité que lui confère ce type de procédé, le Secrétariat international, au mépris de nos avertissements, essaya de créer – à la manière de Dieu créant l'univers – une section espagnole à son image. Mais aucun révolutionnaire ne pouvait se soumettre à une discipline qui en réalité n'était que tromperie et opportunisme. Même en supposant que le Secrétariat international ait eu une politique révolutionnaire irréprochable, les procédés qu'il a employés avec la section espagnole seraient condamnables, car un conflit idéologique ne peut se résoudre que par la discussion idéologique, qui doit être publique et non secrète. Par rapport à nous, la pratique du Secrétariat international est doublement condamnable et bureaucratique. En effet, nous dénonçons déjà depuis pas mal de temps que le Secrétariat international essayait d'empêcher une véritable discussion, pour pouvoir placer dans la direction trotskyste les éléments les plus représentatifs de l'opportunisme. Et c'est précisément parce que ce que nous dénonçons

⁶⁵ Pour en savoir plus sur ce conflit, voir «¿Cirugía de urgencia o alfilerazos de pícaro ?» Et «Razones y acciones del S.I.» dans le *Bulletin* n° 23.

s'est pleinement vérifié que le Secrétariat international ne pouvait utiliser contre nous que la manigance, la tromperie et l'oukase statutaire. Sa faiblesse politique et sa force bureaucratique ont dicté sa conduite. Il a fait la même chose avec d'autres sections divergentes.

Nous répèterons sans cesse que le «second congrès» de la Quatrième Internationale est un coup porté en traître à l'avenir du trotskysme en tant qu'organisation révolutionnaire mondiale. Il est totalement impossible que la politique qu'il a approuvée puisse attirer les masses. Elle ne peut pas non plus contribuer à la formation des militants, et le niveau idéologique et combatif des camarades qui étaient déjà formés baissera avec le temps. Cette baisse est déjà nettement visible aux yeux de ceux qui n'ont pas été contaminés par l'opportunisme, qui n'est pas apparu au «second congrès», mais en 1939. Ceux qui prétendent être l'état-major de la révolution mondiale ont le niveau des sociaux-démocrates de province du début du XX^e siècle. Notre opposition au parti américain et à ses acolytes, les organisateurs et vainqueurs du «second congrès», était une lutte pour assurer la continuité révolutionnaire du trotskysme. Elle n'a pas encore pu montrer toute son importance et toute sa transcendance à cause de l'apathie actuelle du prolétariat à laquelle contribue, en grande mesure, la Quatrième Internationale des Cannon, Germain et Da Silva. Mais leur victoire *n'est pas due à l'activité idéologique et à l'enthousiasme des militants, bien au contraire*. On le verra plus clairement à mesure que le prolétariat se réveillera. Le Comité exécutif international et nous, nous représentons deux époques. Dans l'histoire du prolétariat mondial, cette rupture sera plus importante encore que la lutte des bolcheviks contre les mencheviks au cours des quinze années antérieures à la révolution russe, lutte sans laquelle Octobre 17 n'aurait jamais vu le jour.

En effet, les divergences ont une portée mondiale et une profondeur historique encore plus importantes. Nous ne mentionnerons que les trois divergences principales qui sont à l'origine d'une opposition presque générale, depuis les plus petits problèmes tactiques jusqu'aux problèmes plus compliqués et plus abstraits de caractère historique ou philosophique. Ces trois divergences sont les suivantes :

1. Définition et application pratique de l'internationalisme prolétarien.
2. Nature de la période historique actuelle à la lumière de l'expérience de la lutte de classes mondiale, en particulier de la révolution espagnole.
3. Nature de la société russe et du stalinisme mondial.

Ce n'est pas la première fois que nous l'affirmons, mais il faut le répéter une fois de plus ici. Pendant la guerre, la Quatrième Internationale, dont la seule expression politique était celle du parti américain, a abandonné complètement l'internationalisme prolétarien. Ensuite elle a donné, avec des citations de Trotsky et de Lénine sorties du contexte de leur pensée générale, une nouvelle définition, décaféinée, de l'internationalisme en tant que simple continuité de la lutte de classes. Quel besoin y aurait-il de parler de l'internationalisme, ou de le définir même, s'il ne s'agissait

que de la continuité de la lutte de classes comme en temps de paix ? Les centristes de tout poil, des quasi révolutionnaires aux quasi-nationalistes se sont manifestés et ont agi en faveur de cette continuité, à laquelle on ne peut renoncer sans tomber de plain-pied dans la trahison réformiste ou stalinienne. La politique officielle de la Quatrième Internationale ne s'est distinguée ni par la propagande ni par l'action de ces centristes, et, qui plus est, elle n'a même pas dénoncé systématiquement leur politique. Si elle l'avait fait, elle se serait dénoncée elle-même.

Pour nous, comme pour Lénine, Trotsky, Marx et Engels, l'internationalisme prolétarien ne peut être défini que comme lutte antipatriotique de chaque prolétariat national contre son propre capitalisme, et ce, dans le monde entier. Et en temps de guerre, loin d'en rester à une simple continuité de la lutte de classes, il doit, dans tous les conflits quotidiens, pousser à la lutte directe contre la guerre, plus concrètement contre la défense et la victoire nationales.

Ceux qui dirigent la Quatrième Internationale depuis 1940 et qui se basent sur une définition centriste de l'internationalisme, et ceux (dont nous-mêmes), qui se basent sur une définition révolutionnaire, devaient forcément en arriver à des conclusions pratiques aussi dissemblables qu'un gaz délétère l'est de l'oxygène. Pour la politique officielle de la Quatrième Internationale, l'expression concrète du "défaitisme" révolutionnaire était d'obéir aux ordres des gouvernements impérialistes "démocratiques" sans bouger le petit doigt contre la poursuite effective de leur guerre, d'être de bons soldats de l'état-major, afin de mieux faire entendre leur propagande destinée à transformer la guerre impérialiste... en véritable guerre contre le fascisme. En allant jusqu'au bout, on ne peut que constater que Roosevelt et Cannon, c'est-à-dire le Secrétariat international, coïncidaient contre Berlin, bien que leurs méthodes de lutte, le bourrage de crânes et les tromperies aient été différentes. On en arrive forcément à cette conclusion en constatant avec quel engouement Cannon et le Secrétariat international ont arrosé leur politique d'eau bénite pour l'officialiser au congrès de 1948

Pour nous, le défaitisme révolutionnaire est et sera toujours, tant que le capitalisme existera, l'action du prolétariat, et en premier lieu de son avant-garde politique, contre la défense nationale. L'avant-garde doit s'efforcer d'organiser des manifestations et des grèves contre la guerre, particulièrement par l'occupation des industries militaires, et doit relier en permanence les mouvements revendicatifs à l'action contre la guerre. Au front, autant qu'à l'arrière, elle doit détruire systématiquement tous les mythes patriotiques, organiser la fraternisation même à petite échelle, et faire comprendre aux soldats que leur devoir n'est pas de "vaincre l'ennemi", mais de capturer et d'annihiler leur propre état-major. En somme, le défaitisme révolutionnaire, c'est la propagande idéologique et l'action des internationalistes qui font en sorte que les ouvriers et les soldats retournent leurs armes contre leurs propres dirigeants et serrent la

main des prolétaires des autres pays en guerre. La patrie n'est défendable d'aucune façon, même si on la pare d'antifascisme ou d'anti tout ce que l'on voudra. Qu'il s'agisse d'un clair triomphalisme nationaliste ou d'un triomphalisme révolutionnaire mensonger à la sauce SWP-Secrétariat international, quiconque ne focalise pas sa propagande et son activité contre la défense nationale trahit l'internationalisme.

Cannon et le Secrétariat international ont réussi à faire, au «second Congrès mondial», de leur honteuse rupture avec l'internationalisme prolétarien la politique officielle de la Quatrième Internationale et ont fait en sorte que soit approuvé le *Rapport d'activité* appelé *Dix ans de combat*. L'étouffement délibéré de la discussion préalable n'avait pas d'autre objectif. Alors que nous proposons de discuter de la politique officielle face à la guerre impérialiste, le Secrétariat international remplissait ses Bulletins de thèmes aussi passionnants et importants que l'entrée ou non des trotskystes anglais dans le Labour Party, et les divergences futiles entre Cannon et Schachtman ou entre Frank et Craipeau.

Le prix à payer de cette opération d'appauvrissement et de castration politique sera la mort du trotskysme comme courant révolutionnaire mondial. Malheureusement, les choses en sont à un point tel, que pour empêcher cette mort, il n'y a pas d'autre solution que de destituer immédiatement le Comité exécutif mondial, Secrétariat international inclus, d'annuler le soi-disant deuxième congrès, de condamner sévèrement ses résolutions et d'entreprendre une reconstruction politique dans le sens que nous avons indiqué.

Telle est la raison principale qui a poussé la section espagnole à s'insurger. Nous savons parfaitement ce que cela implique. Nous avons le devoir et nous devons nous engager à créer une nouvelle organisation internationale. Ni notre nombre réduit ni le manque de moyens financiers ne peuvent nous arrêter. Rien ne nous arrêtera, hormis la destitution du Comité exécutif mondial et l'annulation du soi-disant «deuxième congrès». La lutte pour la révolution mondiale ne peut tenir compte que des considérations historiques. À moins que le prolétariat n'échoue dans sa tentative d'en finir pour toujours avec l'exploitation, c'est nous qui créerons l'organisme prolétarien de la révolution mondiale, et non le trotskysme majoritaire.

Le deuxième et le troisième points des divergences principales entre nous et ces messieurs ne sont que des conséquences, bien que très importantes, du premier. En effet, si la Quatrième Internationale s'est révélée incapable d'interpréter l'expérience de la lutte de classes mondiale, de la révolution russe à la révolution espagnole, et incapable de changer son opinion sur la nature de l'État et de l'économie russes, c'est à cause de son abandon de l'internationalisme prolétarien.

Défendre l'internationalisme au jour le jour impliquait obligatoirement la remise en cause de la «défense inconditionnelle de l'URSS» et de la notion même d'«État ouvrier dégénéré», et par conséquent aussi du pro-

gramme de transition. Par contre, les dirigeants de la Quatrième Internationale se sont désespérément raccrochés à la «défense inconditionnelle de l'URSS» et au programme de transition, pour cacher leur abandon de l'internationalisme.

Ils se vantent constamment de leur fidélité au trotskysme, mais ils ne sont fidèles précisément que dans les aspects qui ne sont ni essentiels ni permanents.

Le deuxième point, l'évaluation de la période historique actuelle, est chose impossible pour les dirigeants de la Quatrième Internationale. Ils vivent dans l'entre-deux-guerres (impérialistes), en copiant jour après jour la tactique des bolcheviks par rapport aux mencheviks. Le capitalisme, d'après eux, est dans la même période historique que dans les années vingt, tout en ajoutant que la «stabilité relative» est moindre, que les nationalisations et la concentration générale de l'économie préparent les «bases objectives» de la révolution sociale, que le stalinisme occupe la place des mencheviks et du réformisme, et qu'un gouvernement Thorez, Togliatti ou [de la] Pasionaria serait l'équivalent d'un gouvernement Kerensky. Comme les masses se font des illusions sur le stalinisme, les révolutionnaires doivent lui proposer le Front unique afin de le «démasquer», ils doivent lui demander de gouverner sans ministres bourgeois, comme le firent les bolcheviks avec Kerensky, ils doivent lui demander de nationaliser les industries et les banques et de donner aux ouvriers le contrôle de la production.

En 1917, tout cela a servi de levier au mouvement révolutionnaire parce que ça correspondait à l'état des diverses forces de classe existantes, au degré d'expérience et à la psychologie des masses. Aujourd'hui, c'est un schéma qui est mort, et qui ne peut servir de levier qu'à la contre-révolution mondiale dont fait partie le stalinisme. De la révolution russe à la révolution espagnole, il y a eu une modification profonde des éléments constitutifs de la lutte de classes et de la psychologie des masses, ce qui fait que presque toutes les vieilles idées tactiques sont caduques. Nous ne pouvons développer cette question ici, mais nous devons, cependant, en indiquer l'essentiel.

Le capitalisme est entré franchement dans sa phase de décadence, en concentrant dans l'État, l'organisme le plus représentatif de l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété en même temps que la violence. La frontière entre les classes exploiteuses et les classes exploitées ne passe plus en général par la possession privée des moyens de production.

La nouvelle limite est marquée par la jouissance de la plus-value et l'exercice de la violence au travers de l'État. Non seulement le vieil objectif révolutionnaire d'«abolition de la propriété privée» est dépassé, mais, qui plus est, le capitalisme en décadence conduira forcément à son abolition.

Et, ce qui est encore plus important, ceux qui se profilent comme les meilleurs candidats à la primauté politique durant cette étape, ce sont les

dirigeants politiques et syndicaux des anciennes organisations ouvrières, en particulier les staliniens.

Aujourd'hui, l'objectif de la révolution prolétarienne ne peut être défini que comme suppression du caractère capitaliste des moyens de production et de la répartition des produits. Ayant été incapables de découvrir le mécanisme de la décadence du capitalisme, les dirigeants de la Quatrième Internationale ne pouvaient créer une organisation révolutionnaire. C'est pour cela qu'ils continuent à situer le stalinisme, comme le vieux réformisme, dans le camp ouvrier, alors qu'en réalité, il représente une expression beaucoup plus achevée de l'exploitation et de la violence capitalistes que celle du «bourgeois insatiable et cruel» de l'hymne international [*le chant de «La Jeune Garde» dans sa version espagnole, NdT*]. Les dirigeants de la Quatrième Internationale ont montré autant d'intérêt pour la révolution espagnole, qui clôt toute une période de la lutte de classes et en commence une autre, que pour les phases des neuf lunes de Jupiter. Dans la zone rouge espagnole, le stalinisme a été le bras exécutif direct de la contre-révolution capitaliste, qu'il a mise en pratique économiquement au travers de la nationalisation et du contrôle ouvrier. Son gouvernement ne ressemblait en rien à celui de Kerensky ; il représentait une contre-révolution d'un genre plus achevé, plus au fait des besoins du capitalisme mondial que le gouvernement de Franco ou d'Hitler.

Enfin, si les dirigeants de la Quatrième Internationale ne s'étaient pas obstinément refusés à reconnaître que les conditions de la lutte de classes mondiale, depuis la révolution russe jusqu'à la révolution espagnole, avaient changé (tout ça pour cacher leur abandon du défaitisme révolutionnaire), ils n'auraient pas honteusement applaudi, en Europe de l'Est, la contre-révolution stalinienne. Alors que le prolétariat était exproprié et désarmé moyennant la nationalisation et la pénétration de la Guépéou, les dirigeants de la IV^e se déchaînaient en faveur du stalinisme. Quel révolutionnaire peut se sentir en bonne compagnie avec eux ?

En 1917, le programme et la tactique de la révolution démocratique, qu'avaient défendus les bolcheviks pendant quinze ans, se sont brusquement révélés comme dépassés et inutiles. La pensée et l'autorité politique de Lénine permirent d'introduire de nouvelles idées, et c'est grâce à cela que le prolétariat prit le pouvoir pour la première fois dans l'histoire. En se référant à l'opposition entre Lénine et les bolcheviks restés fidèles à l'ancien programme, Trotsky a dit : «Ils étaient tous esclaves de vieilles formules.»

Ni nous-mêmes, ni d'autres noyaux révolutionnaires, n'avons pu vaincre l'esclavage vis-à-vis des vieilles formules au sein de la Quatrième Internationale. Esclavage qui a été renforcé par des intérêts opportunistes qui ne sont pas nouveaux et par la victoire de l'impérialisme américain. Mais ce n'est pas le vote dans le cadre d'un obscur «second congrès» qui créera une Internationale.

Le problème de la nature de l'État russe et du stalinisme mondial éclaire très bien le conservatisme idéologique dans lequel se complaît le trotskysme. Il est vain de chercher dans sa pensée une analyse du système russe de production et de distribution. Toutes ses idées sur ce thème, toute son analyse, se limitent en réalité à ceci : l'économie russe ne fonctionne pas avec des bourgeois propriétaires individuels des usines, des mines, des banques, des terres, etc., par conséquent elle n'est pas capitaliste. Ce raisonnement, en comparaison duquel le pire matérialisme mécaniciste peut sembler souple et dialectique, l'empêche de reconnaître comme un fait advenu la victoire de la contre-révolution, tant que ne réapparaîtront pas les propriétaires individuels. On pourrait tout autant affirmer qu'il ne la reconnaîtra jamais, car les capitalistes individuels ont correspondu à une époque déterminée de l'évolution qui ne reviendra pas, quoi qu'il se passe dans le monde. Qui peut nier aujourd'hui, s'il ne fait pas comme le Comité exécutif international qui se bande les yeux pour ne pas voir, que le processus de disparition du bourgeois individuel dans les pays capitalistes les plus traditionnels est largement entamé, et que l'automatisme propre de la décadence du système tend à le faire disparaître complètement ? Si l'expropriation des bourgeois et le fait que les moyens de production passent aux mains de l'État pour qu'il les contrôle et les dirige sont synonymes de destruction du capitalisme, alors le stalinisme aurait totalement raison contre le trotskysme et serait le plus grand constructeur de la future société socialiste. En fait, c'est ce que le trotskysme officiel en arrive indirectement à dire. C'est pour cela qu'il est totalement incapable de s'adresser aux masses et de comprendre les tâches révolutionnaires du moment.

Les bourgeois propriétaires individuels du capital ne sont pas l'expression suprême du capitalisme qui n'est autre qu'un mécanisme déterminé de production et de distribution que Karl Marx définissait comme suit : «La production de plus-value, c'est-à-dire l'extraction du surtravail, est le contenu spécifique et la finalité de la production capitaliste, indépendamment de la transformation de l'ordre même de la production en conséquence de la dépendance du travail par rapport au capital» (*El Capital*, Editorial Cenit, p. 215).

En effet, que le travail dépende du capital individuel, celui du bourgeois, ou du capital de l'État, comme en Russie ou dans les entreprises nationalisées de n'importe quel autre pays, ce sera toujours du travail salarié, une simple marchandise, et en tant que telle, une source d'exploitation. Et les produits en général ne perdront pas leur caractère de marchandise actuel, tant que la force de travail, et donc l'homme, sera une marchandise. Il est impossible de supprimer le capitalisme sans supprimer le travail salarié de l'immense majorité de ceux qui n'ont rien. Le Capital et le salaire sont des formes parallèles et inter-déterminées, de même qu'à un autre niveau, la production et la distribution, qui en sont le reflet.

Et précisément, la victoire de la contre-révolution en Russie n'a pas eu

lieu en empruntant un chemin impossible, le retour à une période dépassée, mais au travers du capitalisme d'État. Toutes les tares, les vices et les contradictions du vieux capitalisme que sa décadence naturelle accentue, se sont décuplés en Russie, parce que la révolution qui a échoué avait concentré tous les pouvoirs économiques, politiques, judiciaires, policiers et distributifs aux mains de l'État, l'organisme capitaliste par excellence.

Quant aux partis staliniens du monde entier, ils ne sont rien d'autre que des organismes aux ordres du système russe, qui, en tant que contre-révolution antiprolétarienne, représente, mieux que le vieux capitalisme, les intérêts de la décadence du système face aux aspirations générales des exploités et de l'humanité.

Mais arrêtons là. Nous ne pouvons développer davantage cet aspect ici. Mais cela est suffisant pour montrer pourquoi les dirigeants de la Quatrième Internationale, incapables de comprendre cette terrible expérience et celle du reste du prolétariat mondial jusqu'à la révolution espagnole et la fin de la deuxième guerre impérialiste, condamnent à l'impuissance, au discrédit et à la disparition une organisation qui avait devant elle l'avenir révolutionnaire le plus prometteur.

C'est pour cela, camarades trotskystes du monde entier, que la section espagnole ne pouvait se soumettre à la discipline du «Deuxième congrès», ni arriver à des accords avec le Comité exécutif international qui en était sorti. Nous nous sommes vus obligés de suivre notre propre chemin vers la création d'une organisation révolutionnaire internationale. Nous sommes convaincus que, malgré les difficultés – et elles seront nombreuses –, nous ferons aboutir cette œuvre, parce que nos idées correspondent à l'état actuel du processus historique et aux besoins révolutionnaires et immédiats du prolétariat.

Le développement futur de la lutte de classes mondiale montrera de plus en plus l'importance de nos analyses et de nos prévisions. L'horizon du développement théorique et de l'action pratique s'ouvrira devant nous, alors qu'il se refermera, mois après mois, année après année, pour les «esclaves de vieilles formules», qui ne sont plus aujourd'hui que de mauvais exégètes.

Tout comme nous, d'autres groupes «trotskystes» ont refusé de se plier à la discipline opportuniste. Avec eux, nous avons constitué un Comité international de la Gauche marxiste, dont l'objectif est de préparer la convocation d'une conférence internationale qui établisse les bases idéologiques et programmatiques d'un parti mondial. Nous allons faire ce que nous avons proposé au sein de la Quatrième Internationale et que sa direction n'a même pas daigné prendre en considération. Il n'y a aucune conciliation possible entre nous et les majoritaires du «deuxième congrès». Embourbés dans l'opportunisme et la stupidité, ils sont aussi stériles que les mules et autres hybrides.

L'organisation fondée par Léon Trotsky mourra inévitablement aux mains des Cannon, Gabriel, Frank, Haston et Da Silva, à moins qu'ils ne

soient immédiatement destitués ou que ne se produise un renouveau idéologique et organisationnel indispensable. Que chacun prenne position.

Paris, juillet 1949.

Le Comité Central du Grupo Comunista-internacionalista de España.

E[steban] Bilbao, J. Costa [Jaime Fernández], A[gustín] Rodríguez, B[enjamin] Péret, R[oberto] Montero, G. Munis.

Quatre mensonges et deux vérités

(La politique russe en Espagne)*

Se présentant comme démocrate et républicain, s'obstinant à ce que soient oubliés le 19 juillet (1936) et le 3 mai (1937), le parti stalinien espagnol diffuse à profusion les «Solutions aux grands problèmes de l'Espagne», approuvées en 1945 lors de sa première séance plénière en France. C'est son programme permanent «antifranquiste», auquel il restera attaché. Les révolutionnaires doivent donc montrer ce qu'il signifie.

Les «solutions» sont divisées en six points, quatre mensonges pour se mettre les naïfs dans la poche et deux vérités pour bien souligner le but de ceux qui en sont les auteurs. Les points deux et cinq des deux vérités sont une très bonne ébauche de la politique du soi-disant Parti communiste. Les autres points sont l'enrobage indispensable d'une organisation qui, étant comparable à la Phalange, prétend encore parler au nom de la démocratie et des opprimés. À tel point que même les quatre points-mensonges, qui prétendent être la radicalité maximale que Madame la Pasionaria et les siens peuvent se permettre, ne signifient absolument rien pour ceux qui souffrent sous Franco. Il faut donc les passer au crible, un par un, avant d'en arriver au commentaire des deux points-vérité.

Premier point-mensonge

Réforme agraire profonde basée sur la suppression de la grande propriété «latifundiste» et terrienne et sur le partage des terres entre les paysans pauvres et les ouvriers agricoles, l'État devant leur faciliter les crédits nécessaires pour qu'elles soient cultivées. Les propriétaires n'étant responsables d'aucun crime commis par le franquisme, et dont les terres auront été saisies, devront recevoir les indemnités établies par la loi.

Au cours de la lutte contre la monarchie, socialistes et républicains promettaient d'en finir avec les latifundios [grandes propriétés terriennes, *NdT*], sans jamais oser parler d'en finir avec le capitalisme. Ils arrivèrent au pouvoir en 1931, mais aux paysans ils offrirent, au lieu de terres, un plus grand nombre de gardes civils que la monarchie. En janvier 1936, le Front populaire assurait aux paysans, en réclamant leurs voix, que cette fois-ci ils auraient la terre et de bons crédits bancaires leur permettant de devenir des propriétaires prospères. Une fois installé au gouvernement, après les élections de février, il eut également recours à la Garde civile

* *Cuatro mentiras y dos verdades : política rusa en España* (août 1949). Traduction effectuée par le Comité d'édition des œuvres de Munis. Inédit en français.

pour réprimer les «excès» des journaliers et des paysans pauvres qui avaient envahi un grand nombre de latifundios. Plus tard, au cours de la guerre civile, un stalinien, Uribe, fut ministre de l'Agriculture. Aucune de ses lois ne supprima les latifundios pas plus que les banques ne proposèrent de bons crédits aux paysans pauvres. Uribe profita de son poste pour faire des affaires, en faveur de son parti, avec la nourriture dont manquaient aussi bien les combattants au front que les ouvriers à l'arrière. Des mercenaires de son parti (Lister) envahirent les collectivités afin de rétablir la propriété capitaliste de la terre. Le parti des «Solutions pour les grands problèmes de l'Espagne» a eu, vis-à-vis des exploités de la campagne – et de ceux des villes – la même attitude que Franco.

En 1949, le niveau de dégénérescence du stalinisme espagnol est encore plus évident qu'en 1936. Après ce qu'ont fait ses partis frères en Europe orientale et en Asie, il est bien plus conscient encore du fait que ses intérêts et sa mission sont antiprolétariens. Ses promesses d'améliorer la situation des pauvres ont encore moins de valeur que celles, jadis, de son Front populaire.

La réforme agraire, c'est-à-dire la distribution des latifundios aux journaliers agricoles et aux paysans pauvres en tant que propriété privée est une mesure totalement bourgeoise, qui n'a rien à voir avec la révolution sociale. Il y a un siècle ou deux, quand le capitalisme avait devant lui de grandes perspectives de développement, la petite propriété à la campagne était un puissant élément de progrès social. C'est pour cela que tous les révolutionnaires réclamaient la destruction des latifundios en faveur de la petite propriété. Mais aujourd'hui, le capitalisme a largement épuisé sa marge de développement. Même en supposant que les latifundios soient supprimés et leurs terres vraiment réparties en parcelles, il n'en résulterait pas une amélioration des conditions de vie des pauvres, pas plus qu'un progrès général de la société. Il y aurait de nouveaux riches, de nouveaux exploités, et les malheureux d'aujourd'hui le seraient encore plus demain. Le problème de notre époque est d'en finir avec la propriété capitaliste, dans l'agriculture comme dans l'industrie, faute de quoi la situation du prolétariat et des paysans empirera, en dépit des changements de propriété pouvant s'être produits.

C'est ce que comprirent intuitivement les paysans espagnols de la zone rouge au cours de la guerre civile. Au lieu de prendre la terre comme propriété privée, en général ils la collectivisèrent. Pour cette raison, le parti dit communiste – en réalité il est tout aussi anticommuniste que Franco – qui était déjà alors un ennemi acharné de la révolution sociale –, qualifiait les paysans de voleurs, il les poursuivait, les jetait en prison et assassinait les plus obstinés. Il veut maintenant jouer sur les sentiments antifranquistes des journaliers et des paysans en faveur de ses intérêts inavouables. Il ne peut pas leur dire : «Finissez-en avec les latifundios et socialisez la terre», car lui-même est profondément opposé au communisme. Pour jouer au protecteur des pauvres, il doit recourir à la démagogie et

leur promettre la propriété privée de la terre, la prospérité en tant que futurs bourgeois. Il croit que, tels ses propres dirigeants, les exploités de la campagne se vendent pour un morceau de pain. Mais dans la campagne espagnole, arrosée par le sang de luttes innombrables, il y aura toujours assez de révolutionnaires pour répondre aux dirigeants staliniens pourris : «Nous détruirons les latifundios, oui, mais pas en faveur des nouveaux exploités que vous représentez, mais en faveur du socialisme.»

Il faut également souligner que ce point-mensonge n'a pas oublié de promettre à Messieurs les latifundistes le paiement des terres passant aux mains d'autres propriétaires. C'est précisément ce qu'ont fait tous les gouvernements staliniens d'Europe orientale, qui par ailleurs **vendent et ne donnent pas** la terre aux paysans, en leur imposant de plus, en remerciement de cette faveur, la servitude politique la plus absolue.

Le point numéro 1 ne représente aucune solution aux problèmes des pauvres à la campagne, il promet de l'argent aux riches latifundistes, et s'il était appliqué, il ne porterait absolument pas atteinte aux intérêts généraux du capitalisme. Et c'est, de loin, la solution la plus radicale de toutes celles proposées.

Deuxième point-mensonge (le troisième point du programme)

La reconnaissance du caractère national des peuples de Catalogne, du Pays basque et de Galice, en donnant satisfaction à leurs légitimes aspirations nationales dans le cadre d'une fédération démocratique des peuples hispaniques.

Les révolutionnaires, disait Lénine, reconnaissent le droit à l'auto-détermination des peuples, y compris le droit de se séparer de n'importe quelle nation, mais en même temps, ils ne flatteront jamais les préjugés nationaux d'un peuple quel qu'il soit, et ils ne l'induiront ni au nationalisme ni au régionalisme. Cela, c'est le fait des bourgeois et des charlatans qui les défendent [et] dont la jugeote ne va pas au-delà de la couleur du drapeau de leur patrie.

Pourquoi le parti de Dame Pasionaria se limite-t-il à parler de «reconnaissance» du caractère national, sans dire clairement : «La Catalogne, le Pays basque, la Galice, et toutes les autres régions, pourront-elles, si elles le souhaitent, rompre avec l'Espagne et se constituer en nations indépendantes» ? La réponse ne fait aucun doute : parce que, à l'inverse de ce que fut la pensée révolutionnaire de Lénine et des bolcheviks, il utilise de façon servile et réactionnaire les préjugés nationalistes sans reconnaître aux peuples le droit de se séparer.

D'autre part, quelle valeur ont les mots dans la bouche du parti aux ordres de Moscou ? Au cours de la guerre civile, les staliniens de la Generalitat catalane [gouvernement autonome catalan, *NdT*] furent les premiers à sacrifier, en faveur du gouvernement central, les quelques droits dont disposait, d'après la Constitution, la dite «région autonome».

En allant plus loin, en Russie, il n'existe aucun droit national ou régional, et à la fin de la guerre, le gouvernement supprima par décret

l'autonomie purement formelle concédée à certaines républiques. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, ou tout autre territoire tombé sous la coupe russe jouissent de moins de liberté que les colonies des vieux pays impérialistes. Après cinq lustres de stalinisme en Russie et un lustre en Europe orientale, se voiler la face par rapport à sa conduite vis-à-vis des problèmes nationaux et régionaux est [faire] preuve de stupidité. Dans ce domaine comme dans les autres, le stalinisme ne consent pas la moindre liberté. Son centralisme, exacerbé à en devenir pathologique, ajouté à ses méthodes d'exploitation, le conduit non pas à refuser l'autonomie des pays où il domine, mais à transformer en colonies tous les territoires qui rentrent dans son orbite.

Le silence du programme par rapport au Maroc, nationalité véritablement opprimée par l'Espagne, par rapport au Rio de Oro et à la Guinée, est doublement explicite. Même démagogiquement, il ne peut leur promettre l'indépendance, parce que les auteurs du programme compromettraient sérieusement leur future alliance avec bourgeois et généraux, alliance sur laquelle ils misent dans un premier temps pour avoir du succès en Espagne. Leur aspiration gouvernementale est d'étendre la domination et l'exploitation espagnole en Afrique, par la guerre ou par d'autres moyens, aucunement d'en finir avec elles.

D'autre part, Moscou a suffisamment montré son désir de faire main basse sur l'Afrique. N'a-t-elle pas prétendu s'adjuger, comme butin de sa victoire «antifasciste» les domaines africains du fascisme mussolinien ? Dans sa stratégie mondiale, le Maroc et l'extrême pointe espagnole, avec ou sans Gibraltar, sont bien plus importants que les Dardanelles. En les dominant, Moscou ne ferait qu'accéder à la Méditerranée ; en possédant le Maroc et l'Espagne, elle dominerait cette vieille mer si importante bien plus que Rome et Albion ne l'ont jamais dominée. Gibraltar tomberait entre ses mains à la première escarmouche militaire, et même sans elle, et les Dardanelles et Suez se rendraient inévitablement, de même que les nouvelles bases américaines du Maroc français. Le Proche-Orient si convoité, une grande partie de l'Asie et de l'Afrique, l'Europe entière à l'exception des îles britanniques tomberaient sous son orbite économique-militaire. Les possibilités de victoire sur son rival américain seraient optimales. On comprend donc que l'état-major du Kremlin n'ait rien dit par rapport au Maroc, au Rio de Oro et à la Guinée en dictant «son» programme aux staliniens espagnols.

J'ajoute, sans craindre d'être conspué, que le Kremlin essaiera d'atteindre ces objectifs stratégiques à tout prix, surtout à la veille de la guerre. Si son parti ne prenait pas le chemin du pouvoir, il s'efforcera de l'obtenir par le biais d'une alliance avec Franco ou avec quiconque gouvernerait l'Espagne, sauf bien sûr s'il s'agit d'un régime révolutionnaire. Dans ce cas-là, il essaierait de le détruire, en s'unissant à son rival dans la lutte pour la domination du monde, car leur guerre répugnante et corrompue présume l'annihilation de toute activité des exploités.

La pratique des révolutionnaires par rapport à l'oppression nationale, dont le régionalisme est l'ultime copie, est totalement différente. Ils ne flattent pas les préjugés patriotiques ou régionaux et ils ne s'imposent pas s'ils ont le pouvoir. Exercée ou subie, l'oppression nationale trouve son origine dans les rapports capitalistes de production et de distribution. Ces derniers ont engendré, dans les nations dominantes, l'orgueil patriotique indispensable pour se jeter sur d'autres nations dont l'évolution technique est à la traîne, et celles-ci, en fin de compte, suscitent chez les nations opprimées le désir aujourd'hui totalement vain d'être une patrie indépendante. Vu sur l'ensemble de l'évolution de notre millénaire, le patriotisme apparaît comme un simple instrument idéologique des classes possédantes des pays les plus riches, une ruse intellectuelle pour atteler ses concitoyens aux entreprises de rapine. «Pour la gloire et la liberté de la patrie!», prétendent-elles ; *pour l'exploitation des autres pays et de leurs travailleurs nationaux* – révèle la réalité après chaque guerre. À tel point que cette vérité est devenu un lieu commun.

Sous le capitalisme, la liberté de toutes les nations est impossible. Sa structure sociale et sa superstructure intellectuelle impliquent l'existence d'exploités et d'exploiteurs, au niveau mondial des nations comme au niveau national des classes. À son apogée, le capitalisme a pu avoir son plus grand nombre de «pays souverains», c'est-à-dire de pays qui en exploitaient d'autres à des degrés divers. Alors, avant cet apogée, la lutte des pays opprimés en faveur de l'indépendance nationale, sans être socialiste, contribuait au progrès du capitalisme. Mais la Première Guerre mondiale a mis fin à cet apogée en 1914.

Depuis, le système tend à soumettre les nations les moins riches et les classes exploitées de la terre à un seul impérialisme. Le nombre de gouvernements juridiquement indépendants a augmenté. Mais les anciennes colonies proclamées pays souverains sont encore plus esclaves qu'hier, et les pays qui sont indépendants depuis beaucoup plus longtemps se trouvent sous la tutelle plus ou moins amicale, ou tyrannique, des États-Unis et de la Russie. Ce sont ces deux puissances qui désormais aspirent à l'hégémonie mondiale. Et pendant qu'elles en décident avec les armes (seule la révolution sociale, là où elle s'initiera, là où elle le pourra, là où se présenteront en premier les circonstances favorables, pourra les en empêcher), la lutte patriotique pour l'indépendance nationale n'est qu'une ruse mutuellement utilisée par la Russie contre les États-Unis et par les États-Unis contre la Russie. Ainsi, Mao Tsé-toung a rendu la Chine indépendante de l'impérialisme occidental, mais au bénéfice de l'impérialisme russe. De même, la Yougoslavie de Tito a réussi à se défaire des tenailles staliniennes, non sans payer un tribut à Washington. Et l'Angleterre libère la bourgeoisie indienne pour couper court à une alliance avec la Russie.

En somme, tout mouvement d'indépendance nationale, en cette étape déjà sénile du développement capitaliste, est tributaire d'un des deux grands impérialismes, et ce, s'ils ne sont pas directement organisés par

leurs états-majors.

La solution prolétarienne et socialiste aux problèmes de l'oppression nationale ne peut sous aucun prétexte être patriotique. Il est clair que ceux qui poussent aujourd'hui dans ce sens ont de mauvaises intentions. Le but de la révolution socialiste n'est pas de créer des nations mais de les supprimer. Le fait que les lois capitalistes reconnaissent des droits démocratiques (y compris les droits syndicaux et de grève) ne supprime pas l'exploitation, elle la régleme ; aussi, la reconnaissance de l'indépendance nationale, même en supposant qu'elle soit réelle comme dans le passé et non pas entièrement fictive comme aujourd'hui, ne supprime pas l'exploitation impérialiste mondiale, elle la hiérarchise. Une liberté palpable et générale ne rentre pas dans les canons économiques et moraux du capitalisme. L'indépendance ou l'autonomie nationale est une duperie dépassée et même une ruse de l'impérialisme russe ou américain⁶⁶. Une fois l'étape progressive du capitalisme achevée, les territoires aux aspirations nationales réprimées, qu'il s'agisse de la Catalogne, de la Chine, de la Birmanie, de la Pologne ou de Porto Rico, ne trouveront la liberté que par le biais d'une organisation économique et internationale qui, en dépassant celle du capitalisme, balaye ses antagonismes patriotiques barbares.

En somme, classes dominantes ou dominées, dictature éhontée ou sous couvert d'une démocratie de riches, patrie et défense nationale sont des notions et des réalités sociales corrélatives. En les bradant, la révolution sociale donnera à l'homme une liberté palpable et générale bien supérieure à ce qu'a pu permettre l'indépendance nationale dans ses meilleurs moments. La solution révolutionnaire du problème n'est pas la constitution d'un plus grand nombre de nations mais la disparition de celles-ci.

Le programme des mercenaires russes est sous cet aspect une vile flatterie des préjugés les plus ancestraux, de la part d'un impérialisme encore plus draconien que tous ceux qui ont existé. La Catalogne, le Pays basque et la Galice, et les autres régions, doivent répondre activement en suppri-

⁶⁶ Dans [*Sous*] cet aspect, comme dans d'autres, le vieil impérialisme apprend de la contre-révolution stalinienne : les États-Unis ont appris à se servir du problème national contre la Russie. C'est le cas pour Tito, mais ce n'est pas le seul. Le gouvernement américain incite l'Ukraine et toutes les soi-disant républiques qui forment la fausse Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) à l'indépendance. S'y trouvent déjà des guérilleros qui jouissent d'une certaine sympathie et peut-être de l'appui américain. La propagande de Washington contre son adversaire va jusqu'à parler du besoin d'une révolution contre Staline. Elle essaie ainsi, bien sûr, d'arriver à s'entendre avec une partie de l'armée, de la haute bureaucratie et de la police russes. C'est point par point ce que tente de faire Staline dans les pays qui se trouvent dans l'orbite américaine.

mant non seulement les antagonismes régionaux, mais aussi les frontières avec le Portugal et la France. Le prolétariat doit aspirer à l'unification socialiste de l'Europe et du monde, à moins qu'il n'accepte à jamais l'exploitation et l'ignorance.

Troisième point-mensonge (le quatrième du programme)

Mise en œuvre d'une politique qui permette au peuple de se remettre des souffrances passées et de créer les conditions lui permettant de jouir d'une vie digne et humaine. Cette politique doit être orientée tout particulièrement comme suit :

Indemnisation de toutes les victimes du franquisme, et en particulier des veuves et des orphelins.

Réadmission immédiate de tous ceux qui ont été licenciés et sanctionnés par le franquisme, en les indemnisant pour les dommages qu'ils ont subis.

Réajustement et régulation des salaires des employés et des ouvriers, élevant progressivement les possibilités du peuple en fixant un salaire minimum donnant à chaque travailleur et à sa famille les moyens d'une existence convenable et humaine.

Large réseau d'assurances sociales allant de la création de sanatoriums et de maisons de repos pour les invalides et les malades, l'indemnité chômage et de maternité, jusqu'au fait de donner les moyens d'existence à tous les citoyens incapables de se les procurer par leur propre travail.

Les moyens pour répondre à ces besoins sociaux proviendront principalement de l'impôt progressif sur les revenus et les héritages et de la saisie des grandes fortunes amassées depuis le 18 juillet par les collaborateurs du phalangisme-nazi.

Bagatelles en fait. Ces remèdes ridicules et d'autres encore étaient déjà proposés par le parti monarchiste «progressiste» de Melquiades Alvarez vers 1920. Indalacio Prieto promet bien plus de choses de son point de vue totalement bourgeois et américanophile. Les projets d'amélioration des conditions de vie de ceux d'en bas faits au nom de la patrie et de la concorde nationale ont toujours été un mensonge, toujours un appât pour pêcher des adeptes et des voix afin d'arriver au pouvoir. Mais le stalinisme s'en sert d'une façon plus horrible encore, en sachant d'avance qu'il fera le contraire de ce qu'il dit, si jamais il accédait au gouvernement.

Pour avoir la certitude de ce que serait alors sa conduite, point n'est besoin de faire des suppositions. Il gouverne de façon absolue en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie, dans une moitié de l'Allemagne et de l'Autriche, en Chine et en Russie bien sûr. Eh bien, partout il a supprimé radicalement les libertés ouvrières, depuis le droit de grève jusqu'au droit à la parole [*jusqu'à la liberté d'expression*] ; il a renforcé l'exploitation en imposant le travail à la pièce ; il a réprimé, à feu et à sang, toutes les activités en faveur de la révolution sociale, en em-

prisonnant ou en assassinant tous ceux qui la défendaient ; il a établi une monstrueuse dictature policière, bureaucratique et militariste, où les ouvriers et les paysans travaillent comme dans un bagne au profit du nouvel impérialisme russe.

Il est impossible, vu leur nombre, de citer toutes les lois et les mesures réactionnaires imposées par les divers gouvernements staliniens. Je n'en mentionnerai que quelques-unes. En Russie, la loi condamne aux travaux forcés ceux qui appellent à la grève. Des millions de personnes, pour cette raison ou pour une autre, purgent des peines, sont louées comme esclaves aux entreprises industrielles de l'État pour un misérable salaire que s'approprie l'institution répressive (le MVD ou la GPU). Ainsi, le gouvernement russe fait baisser les salaires des ouvriers libres et paie une partie des frais gigantesques qu'implique l'entretien de ses corps composés de millions de policiers. Dans les camps de travail forcé où les prisonniers de droit commun sont les auxiliaires du gouvernement contre les prisonniers politiques, la ration moyenne de nourriture de ces derniers est plus petite que celle des chiens qu'il y a dans les camps pour poursuivre les fuyitifs. Aucun ouvrier en Russie n'est libre de changer de travail ou de résidence où et comme bon lui plaît. Pour voyager d'une région à une autre, il lui faut un sauf-conduit spécial, comme au temps du tsarisme, et comme en Espagne il y a peu. Et s'il quitte son travail sans le consentement de son patron, le directeur de l'usine, il ne trouvera pas d'emploi ailleurs en Russie, parce que la loi interdit de lui en donner⁶⁷. En 1940, une loi de Staline a établi des tribunaux spéciaux pour punir l'indiscipline et les négligences des ouvriers. Finir un travail avec une demi-heure de retard peut entraîner une condamnation de six mois de travaux forcés⁶⁸. Ces mesures épouvantables, que Franco serait heureux d'appliquer, le gouvernement russe les a adoptées – prétend-il – sur proposition des syndicats, dont il se sert donc comme le fait le sanguinaire «caudillo» avec les syndicaux verticaux phalangistes.

Les autres gouvernements des «fils du peuple», pure création de l'armée et de la police russes, se complaisent à imiter les lois et les cou-

⁶⁷ Qui plus est, une loi du 26 décembre 1941 établit : «L'abandon volontaire du travail par les ouvriers et les employés (dans les industries de guerre) doit être puni par la prison de cinq à huit ans, ou les travaux forcés pendant trois ans ou plus» (Code pénal russe, p. 117). Ajoutons qu'en Russie toutes les industries sont considérées de guerre.

⁶⁸ La loi promulguée le 26 juin 1940 dit textuellement : «Pour être arrivé en retard de 20 minutes au travail, les ouvriers et les employés de l'État, des coopératives et des entreprises publiques, seront punis par des travaux correctionnels, sur leur lieu de travail pendant six mois, avec une confiscation de 25% du salaire journalier», ce qui représente un quart de leur misérable salaire.

tumes de Moscou. Ainsi, en Tchécoslovaquie, la loi oblige tout un chacun à travailler à l'endroit, et pour le salaire, que le gouvernement a décidé. Tout groupe s'opposant à la politique gouvernementale peut être immédiatement dispersé sur ordre du chef de gouvernement. En Roumanie, une loi spéciale très récente condamne à des peines de dix ans, et plus, ceux qui appellent à la grève et ceux qui se solidarisent avec eux, que ce soit dans l'industrie d'État ou dans l'industrie privée bourgeoise. Avec ou sans loi spéciale, quiconque appelle les ouvriers, en territoire stalinien, à défendre par la grève et la lutte politique leurs revendications immédiates ou historiques, court le risque d'être tué par les balles de la police. En Chine, Mao Tsé-toung, vieux policier expérimenté, a fait fusiller les paysans qui formaient des comités pour liquider la grande propriété et il décapite les ouvriers qui exproprient les usines, tout comme Tchang Kai-chek.

Les promesses staliniennes ont par conséquent la même valeur que les promesses de Franco et de la Phalange.

Indemnisation pour les victimes du franquisme ? On sait qu'il indemniserà très bien ses hommes, ceux qui lui sont totalement dévoués et le servent sans rechigner. Les autres, il les oubliera ; ceux qui lui résisteront ou le critiqueront, s'il le peut, il les assassinera, et il accueillera les phalangistes en son sein. Les généraux nazis prisonniers n'ont-ils pas reçu un traitement de faveur à Moscou ? Walter Plack, le dirigeant stalinien allemand, n'a-t-il pas dit récemment : «Nous sommes un parti **national et socialiste**, qui jouit de l'appui de Moscou», en essayant ainsi de s'assurer la collaboration du plus grand nombre possible d'hitlériens ?⁶⁹ De nombreux bourgeois et des personnes décorées par Hitler ne font-ils pas partie des gouvernements des dites démocraties populaires (aussi démocratiques que la démocratie chrétienne de Franco) ?

Réadmission immédiate de ceux qui ont été licenciés et sanctionnés par le franquisme ? Aucun trotskiste, aucun anarchiste, aucun socialiste de gauche, aucun antistalinien, peu importe sa tendance, ne serait réadmis au travail par un futur gouvernement de la Pasionaria, de Nije ou de l'un des leurs.

Et immédiatement après commenceraient les déportations et les condamnations aux travaux forcés – sans oublier les assassinats – de tous les militants ennemis du stalinisme, comme ça s'est passé, de la Chine de Mao Tsé-toung à la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

⁶⁹ Plus récemment, un autre chef stalinien de la zone russe en Allemagne, Ulbricht, déclarait à l'agence de presse «Nacht-espess» prorusse : «Actuellement dans la zone russe, nous avons un nombre assez important d'anciens militants nazis qui ont des postes de travail de grande responsabilité.» Mais ce n'est pas suffisant. De là les déclarations de ce genre, et pour inspirer une plus grande confiance aux nazis par des faits, la répression continue contre les tentatives de grève et de lutte du prolétariat.

«Réajustement et régulation des salaires des employés et des ouvriers ?» Oui, cela Dame Pasionaria le ferait, mais non dans un sens favorable au prolétariat, bien au contraire. Les ouvriers gagneraient beaucoup moins, et les directeurs d'usine, les techniciens, les dirigeants staliniens et syndicaux des sommes énormes⁷⁰ vu qu'ils constituent la base de cette forme de réaction moderne qu'est le stalinisme. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer ce qui s'est passé en Russie une fois que Staline est devenu maître de la situation. La révolution russe a élevé le niveau de vie des ouvriers de 30% approximativement, mais le triomphe de la contre-révolution stalinienne l'a ramené à la moitié de ce qu'il était à l'époque tsariste. Il a réussi cela en baissant les salaires ouvriers et en augmentant ceux de la bureaucratie politique et administrative, des techniciens, des policiers et des militaires. En argent espagnol, un ouvrier russe gagne environ 250 pesetas par mois, alors que les nouveaux maîtres s'octroient des salaires de 10, 20, 50 mille pesetas et plus, et en donnent deux ou trois mille à leurs auxiliaires de moindre importance. De plus, l'argent de l'ouvrier a une valeur inférieure sur le marché, car les nouveaux maîtres – les *natchalniks* comme les appellent avec mépris ceux d'en bas – ont créé des magasins spéciaux très bien approvisionnés et bon marché, où le simple ouvrier n'a pas le droit d'acheter. Le système russe des salaires, il est presque superflu de le dire, a été imité par les «démocraties populaires», régime que le parti russe essaie de nous offrir pour l'après-Franco.

«Assurances sociales, sanatoriums, maisons de repos, etc.» ? Les créatures du maréchal [Staline] arriveraient sûrement à les établir, grâce au travail forcé des millions d'ouvriers qu'ils auraient besoin d'arrêter pour établir leur régime. Mais personne n'en profiterait sans renoncer complètement et servilement à la lutte pour la révolution sociale, ou dit d'une autre façon, sans devenir, directement ou indirectement, un délateur⁷¹.

«Impôt progressif sur les revenus, les héritages, etc.» ? En Russie et dans les pays satellites, il y a un impôt progressif sur la misère des pauvres, non sur les revenus des riches. Les héritages sont entièrement libres comme sous Franco ou en Angleterre, et aux États-Unis ils payent un impôt très inférieur à celui établi dans ces pays dégénérés. Le système fiscal stalinien repose ainsi sur les articles de consommation de la popula-

⁷⁰ En Europe orientale, les bourgeois ont non seulement reçu de bonnes indemnités après nationalisation de leurs industries, mais en plus ils sont devenus des directeurs d'usine merveilleusement bien payés. On ne leur demande que de s'aplatir devant la volonté de Moscou.

⁷¹ La délation fait loi dans la Russie de Staline, sous peine de cinq à dix ans de prison ou de travaux forcés pour quiconque a eu connaissance d'un «crime», et de déportation dans «les régions lointaines de la Sibérie, pour les membres de la famille du coupable», même s'ils n'étaient au courant de rien (Loi du 8 juin 1934, article 58).

tion. Ainsi, lorsqu'un ouvrier achète un kilo de pain, il paie, en plus de son prix, un impôt de 75% ; s'il achète du tissu pour une chemise, un impôt de 80% ; pour des chaussures un impôt de 87% ; pour le sucre 87% également ; pour le café 86% ; pour le savon 62% et ainsi successivement. Ce sont des impôts inexistantes pour les hauts fonctionnaires de la police, les bureaucrates, les militaires, les curés et les ingénieurs, grâce au régime de faveur dont jouissent leurs magasins spéciaux.

Enfin, ce sont les associés espagnols de ce système, qui est un répugnant perfectionnement des principes traditionnels capitalistes d'exploitation, [de] hiérarchie et [d']exploitation, qui viennent avec leur programme quémander au prolétariat son adhésion et ses voix. Le prolétariat doit se préparer à les traiter comme il l'a fait avec les fascistes et les curés le 19 juillet 1936.

Les ouvriers espagnols qui ont vécu la guerre civile dans la zone rouge n'ont pas besoin de semblable argumentation. Ils ont vu comment le stalinisme, organisé dans le gouvernement Negrín, a détruit la révolution de la façon la plus fourbe et la plus cruelle qui soit, comment il en a fini avec les conquêtes prolétariennes du 19 juillet, comment il a persécuté et assassiné les plus grands combattants, comment il a, en somme, mené une contre-révolution ayant directement conduit à la victoire militaire de Franco et à ses crimes postérieurs.

Le prolétariat espagnol a vécu dans sa chair, avant l'Europe orientale, l'exportation du capitalisme d'État russe contre-révolutionnaire.

Mais approfondissons un peu plus ce point.

En supposant que les mesures qui y sont proposées soient effectives et loyalement appliquées, répondraient-elles aux vieux et angoissants problèmes du prolétariat, des travailleurs agricoles et des paysans pauvres ? D'aucune façon ; leur situation serait la même, sinon pire, parce qu'aucune n'aborde l'essentiel de leurs besoins économiques et politiques. Au contraire, elles ont été conçues exprès pour dissimuler l'essentiel.

Prenons comme exemple la réadmission de ceux qui ont été licenciés pour motifs politiques. Le prolétariat doit l'imposer à la première occasion, mais cela ne résout pas et ne pose aucun de ses problèmes de classe. Jadis, le Front populaire s'est basé sur la libération des prisonniers politiques pour que les masses votent en même temps son programme entièrement bourgeois. De la même façon, le stalinisme parle aujourd'hui de réadmission de ceux qui ont été licenciés et d'indemnisation pour les victimes du franquisme, en sachant qu'il ne s'attaque à aucun intérêt du capitalisme et sans autre objectif que de faire passer ainsi, enrobé d'antifranquisme, son programme politique et économique, bien plus réactionnaire encore qu'hier celui du Front populaire. Et ce n'est pas un hasard si, dans son programme, ne figure aucun point sur l'amnistie immédiate et inconditionnelle pour tous les persécutés du franquisme, qui est la revendication la plus urgente et a la plus grande valeur combative aujourd'hui en Espagne.

À quoi servirait la hausse des salaires si avant, ou après, les articles de consommation et les impôts augmentent d'autant, comme on peut le constater dans tous les pays ?

L'indemnité chômage ne résout rien non plus, c'est une simple aumône que le capitalisme consent avec le double objectif de calmer l'esprit révolutionnaire de ceux qui la perçoivent et de diviser la classe ouvrière en deux catégories rivales en lutte pour le travail. Bourgeois ou d'État, le capitalisme obtient par ricochet un troisième résultat, la baisse des salaires due à la concurrence entre les ouvriers.

Les réactionnaires sont bien satisfaits lorsque le prolétariat peine et se désespère en luttant pour avoir un morceau de pain, lorsqu'il n'a pas de travail, et pour une augmentation, quand il en a un. Ils savent très bien, expérience mondiale aidant, qu'ils ne doivent pas faire trop de concessions pour que le prolétariat s'obstine à obtenir quelque chose qui le dévie de la lutte révolutionnaire et qui ne lui porte aucun préjudice. Une fois la concession faite, le mécanisme capitaliste des prix et des impôts l'annule en douce ou aggrave la situation antérieure. Le prolétariat, déçu, se désorganise, perd confiance en soi et n'a plus de souffle pour entreprendre une lutte d'envergure, ce qui permet à des imposteurs semblables à ceux du programme qui nous occupe d'en tirer profit.

Le chômage ouvrier et le niveau de vie des masses en général sont un seul problème causé par le capitalisme et aggravé par sa décadence à l'heure actuelle. Comment le résoudre ? En organisant la lutte des masses pour faire en sorte que tous les chômeurs aient un travail. Si, avec la journée de huit heures, il y a trop d'ouvriers, il faut établir une journée de travail plus courte pour permettre que tout le monde travaille sans que ne diminuent pour autant les salaires ou que l'industrie ne s'arrête, ne serait-ce qu'un seul jour. Il ne s'agit pas de distribuer et de réglementer la misère entre les misérables, mais d'en finir avec elle.

En suivant cette voie, le prolétariat et les autres classes exploitées résoudront également le problème du coût de la vie. En effet, la hausse des prix dépasse inévitablement toutes les augmentations de salaires obtenues ou à obtenir, parce que le capitalisme ne peut maintenir et accroître les bénéfices des exploités, et payer en plus des quantités exorbitantes pour sa domination (armée, police, production de guerre, bureaucratie, contre-maîtres, spéculateurs et intermédiaires de toutes sortes) sans augmenter les impôts des travailleurs exploités. Plus le pouvoir d'achat de la majorité de la population diminue, et plus le capitalisme doit dépenser des millions en production de guerre pour voler des marchés à l'étranger, ou pour empêcher qu'on les lui vole ; il doit dépenser des millions en armée et en police pour maintenir l'ordre, cet ordre que les travailleurs subissent, un pistolet dirigé sur eux ; il doit dépenser en bureaucratie et en gendarmes sans quoi les gens accompliraient tout juste **leur devoir**, car ils savent que les trois quarts de leur temps de travail servent à nourrir la bourgeoisie, l'État et leurs essaims de parasites. Ainsi, jour après jour, les

conditions de vie des pauvres empirent, jusqu'à ce qu'apparaisse le travail forcé.

Ce ne sera pas le stalinisme qui, dans le cas où il gouvernerait en Espagne, changera cette perspective irréversible du système actuel. En Russie, où les gouvernants du comité central du Parti «communiste» ont dirigé la contre-révolution, des millions d'ouvriers ont été condamnés aux travaux forcés, et le fameux plan quinquennal, calculé selon les intérêts des exploités, se base en grande partie sur ces millions de parias⁷². C'est pour cela que le budget de l'État russe en police, armée et production de guerre est, proportionnellement, le plus élevé du monde. Dans tous les pays où c'est le stalinisme qui gouverne, les prix montent verticalement, les salaires baissent, le travail à la pièce est décrété, les travaux forcés apparaissent et le parasitisme se répand. Le Parti «communiste» réserverait le même sort au prolétariat espagnol à coup de fouet.

Le problème de la cherté de la vie ne pourra être résolu par le prolétariat qu'en détruisant de haut en bas l'immense appareil que représente l'État, en dirigeant l'économie et en organisant lui-même la production en fonction des besoins de consommation. Alors les trois quarts du temps qui sont gaspillés aujourd'hui en production de guerre, en armée, en police, en bureaucratie et en contremaîtres, contribueraient à accroître la consommation de la population dans son ensemble. Mais cette solution implique la prise du pouvoir politique par le prolétariat, ce que le parti stalinien craint au plus haut point.

Ce n'est pas pour rien que le programme a pour titre : «Solutions aux grands problèmes de l'Espagne». Pour ce faire, en ce qui concerne les masses opprimées, il ne fait que répéter les mensonges et les niaiseries réformatrices de rigueur chez tous les ennemis du prolétariat... quand ils ne sont pas au pouvoir. Cependant, il ne ment pas en parlant de solutions pour l'Espagne. En effet, l'Espagne est une entité constituée dans certaines limites géographiques et historiques, par les rapports d'oppression et d'exploitation capitalistes et la solution à ses problèmes, petits ou grands, n'intéresse que les classes possédantes et les couches sociales qui les servent.

La solution aux problèmes du prolétariat, à l'inverse, implique qu'il faille détruire les rapports économiques et politiques qui constituent l'entité appelée Espagne. Le prolétariat doit dissoudre les nations, vestiges de l'exploitation, dans l'unité socialiste internationale. Les révolution-

⁷² La «rédemption de la peine par le travailleur» si abondamment employée par Franco est de nature identique à la «rééducation par le travail» des camps russes. Dans les deux cas, une hypocrisie verbale cache – officiellement seulement – l'horrible réalité du travail forcé. Tout comme le régime stalinien, le régime franquiste effectue ses travaux d'irrigation et d'électrification grâce à la main-d'œuvre forcée et à demi forcée.

naires doivent l'affirmer clairement et contribuer à ce que le prolétariat considère comme ennemi quiconque s'exprime comme le fait le Parti «communiste». Martinez Anido et Primo de Rivera parlaient de résoudre les problèmes de l'Espagne, de même qu'Alphonse XIII, Sanjurjo et plus tard le sanguinaire Franco. Aucun d'entre eux ne mentait. Ils essayaient d'aider le capitalisme à surmonter ses difficultés. Le parti mensongèrement appelé communiste ne ment pas non plus. Que sa phraséologie coïncide avec celle des autres patriotes est la preuve que son objectif est le même, bien qu'il se propose de l'atteindre par d'autres procédés, pas précisément plus doux. Son programme devrait exhiber ce titre plus explicite : «Solutions aux grands problèmes du capitalisme espagnol».

Quatrième point-mensonge (n° 6 du programme)

Liberté de conscience et de cultes, basée sur la séparation de l'Église et de l'État.

Même cette mesure inoffensive que nombre de porteurs de soutane pourraient soutenir, ne serait appliquée par les sycophantes du programme que comme représailles contre le clergé si ce dernier lui refusait obéissance politique. En Russie, l'Église est le seul organisme – mis à part le parti dictateur – qui est autorisé à avoir ses propres imprimeries et ses propres publications. Ce qui s'explique, car l'Église, qui sait parfaitement que le gouvernement actuel est le destructeur de la révolution de 1917, déclare dans toutes ses prédications que Staline est l'«oint du Seigneur». Bien que la loi établisse formellement la séparation de l'État et de l'Église, cette dernière reçoit de copieuses subventions et des terres que la révolution lui avait expropriées et qui lui ont été rendues.

Le gouvernement russe et l'Église orthodoxe s'entendent à merveille, autant que Franco et le catholicisme. La preuve en est cette déclaration de Staline publiée par l'agence officielle russe, Tass, le 4 septembre 1943 : «*Depuis les temps les plus anciens, le peuple russe est pénétré d'un sentiment religieux. Depuis le début des opérations militaires contre l'Allemagne, l'Église a montré son meilleur aspect. Les prêtres se battent courageusement au front et font preuve chaque jour d'un grand patriotisme. Le Parti communiste de l'URSS ne peut plus priver le peuple de ses églises et de la liberté de conscience. C'est pourquoi je m'adresse au saint synode orthodoxe de Moscou pour lui demander de choisir en son sein un patriarche de toutes les Russies.*» (C'est comme si nous disions de toutes les Espagne, formule des plus impériale).

Auparavant, les bureaucrates tonsurés avaient prié pour Staline, la patrie et la victoire nationale, avaient fait une quête et avaient réuni 25 millions de roubles qui furent remis en mains propres au gouvernement par les patriarches et les évêques. Les journaux *Sans Dieu* et *L'Antireligieux* furent immédiatement supprimés. L'Association des *Sans Dieu* fut dissoute, et ses biens meubles furent offerts à l'Église. Ainsi, jubilant béatement, le patriarche d'Ukraine, Nicolas, psalmodiait ce qui suit le 10 avril 1945 : «*Joseph Vissarionovitch Staline, qui depuis longtemps montre son*

intérêt, attentionné et paternel, en faveur de la satisfaction des besoins et des souhaits de l'Église (...) a exprimé son entière sympathie pour tous nos projets et a promis de continuer à nous aider à l'avenir».

Il faut savoir que les mêmes bouches d'évêques et de nonces apostoliques qui ont baisé les pieds et le ventre de Franco baisent les pieds et le ventre de la Pasionaria et d'Antón, à moins que le prolétariat ne fasse table rase des uns et des autres. La croix chrétienne continuera à servir de potence dans une Espagne liée à Moscou.

Dans les autres pays récemment stalinisés, l'Église catholique, orthodoxe, bouddhiste ou autre, est toujours unie à l'État qui la subventionne. Dans certains pays, comme la Hongrie et la Pologne, le budget pour le culte et le clergé est très supérieur à celui de l'Espagne sous Franco⁷³. Et si dans d'autres pays stalinisés, il y a des tiraillements avec le catholicisme, c'est parce que le Vatican, qui se trouve à Rome et non à Varsovie, s'est vu obligé de choisir l'impérialisme américain comme allié. Mais en dépit des procès contre certains évêques, comme Mindszenty en Hongrie, les États staliniens maintiennent toujours l'éducation religieuse et payent un salaire, tous les mois, à tous les curés. En échange, les hommes saints, chapelets ou goupillon en main, prêchent aux croyants la soumission la plus respectueuse au régime.

Cela suffit pour qu'un ouvrier révolutionnaire tourne le dos au stalinisme. Dieu n'a jamais été et ne sera jamais un allié de la Révolution, parce que c'est une idée pour esclaves, c'est une police morale très subtile, beaucoup plus funeste que son complément, la police en uniforme, or, la révolution sociale doit en finir avec tous les esclavages et toutes les polices.

Napoléon, un de ces clinquants bourgeois qui parfois disent la vérité, ne croyait pas en Dieu, mais l'utilisait, «parce que sans l'idée de Dieu et le châtement de l'enfer, les pauvres se jetteraient sur les riches», la force armée n'arrivant pas à les contenir. Ainsi, le stalinisme, complètement réactionnaire, utilise Dieu et l'Église, le pouvoir ou la police spirituelle à son profit, le pouvoir policier sur terre. La paix peut régner comme dans la Bible : «Rendez à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu.»

Les staliniens espagnols ne manqueront pas de tirer profit du récent décret du saint collège du Vatican qui interdit aux catholiques, sous peine d'excommunications, «de propager les idées matérialistes et athées» du communisme. De quoi s'agit-il en réalité ? Un certain Emmanuel Mounier, directeur de la prestigieuse revue catholique *Esprit* (moines dominicains) a déclaré que le décret est la condamnation d'une religion totali-

⁷³ En Hongrie, le tiers du budget de l'État correspond à l'Église catholique et à ses écoles. L'éducation religieuse est obligatoire même en Tchécoslovaquie, la plus avancée et cultivée des «démocraties populaires».

taire. Et c'est en Tchécoslovaquie que le gouvernement s'efforce d'organiser une Eglise catholique, apostolique... et non romaine, mais moscovite qui comprendrait, bien sûr, tout le territoire dominé par la Russie. Staline veut avoir son pape, comme n'importe quel Truman, et il n'y a aucun doute qu'il aimerait ressusciter les temps féodaux où il y avait un pape à Avignon et un autre à Rome, excommuniant à tour de bras les ennemis de leurs maîtres respectifs. Si ce projet prospérait, les dons caritatifs des fidèles pieux cesseraient d'affluer à Rome et de plus, son plus grand protecteur d'aujourd'hui, Washington la luthérienne, n'aurait plus la possibilité de se servir du clergé romain comme cinquième colonne, alors que Moscou le fait avec ses partis.

Il y avait assez d'intérêts monétaires, commerciaux et stratégiques dans tout ça pour que Rome appelle le diable à l'aide. Mais Rome, qui au fond est très reconnaissante «au petit père Staline» et sait parfaitement qu'il ne reste plus rien de la révolution prolétarienne, matérialiste et athée, se garde bien de condamner les régimes staliniens, ce qu'elle ferait forcément s'ils étaient authentiquement communistes. Elle ne leur lance qu'un avertissement : «Ne touchez pas à ma bourse ni aux flux très saints qui la remplissent, ou bien je vous mettrai des bâtons dans les roues.» L'excommunication de ceux qui collaborent à la tentative de catholicisme moscovite a la même signification, mise à part la différence de langage, que l'excommunication de Tito, et de ceux qui l'appuient, par Staline⁷⁴.

Un parti révolutionnaire répondrait au Saint Collège cardinalice en lui crachant au visage, en multipliant sa lutte contre toutes les religions, et en recommandant au prolétariat italien de prendre d'assaut et de dissoudre le Vatican, cet ancestral bordel des âmes, au service de tous les oppresseurs, depuis les empereurs romains jusqu'à Hitler et Mussolini, Truman, Staline et Franco, en passant par les seigneurs féodaux et la bourgeoisie. À l'inverse, les leaders staliniens, simples prêtres et inquisiteurs d'une reli-

⁷⁴ Cette brochure ayant été inédite pendant longtemps, j'en profite pour ajouter maintenant une preuve de plus du caractère réactionnaire du stalinisme sur ce thème comme sur bien d'autres.

Au cours de la campagne de propagande pour les élections italiennes de 1951, Togliatti, le soi-disant gauleiter russe, a assuré : «Notre parti n'est pas un parti anticlérical.» Tout le monde sait en Espagne que la majorité des anticléricaux républicains et socialistes n'ont rien d'antireligieux, ce qui est le propre des révolutionnaires. Les mots du chefaillon stalinien prennent ainsi leur pleine signification réactionnaire : son parti est religieux et en plus il est clérical.

En même temps, Togliatti, à peine revenu d'un voyage à Moscou, promettait au monacal Gasperi de cesser toute opposition si l'Italie se séparait du Pacte atlantique. Que les travailleurs crèvent afin que les affaires russes prospèrent !

gion rivale, continuent à tendre la main au catholicisme en essayant de s'entendre, de canaille à canaille, avec le Pape.

Les deux points restants du programme renferment les vrais objectifs du stalinisme. Non point de façon claire et limpide, car jusqu'à présent aucun parti réactionnaire n'a déclaré ouvertement : «Je vais intensifier l'exploitation des travailleurs et les enchaîner encore plus» ; mais leur énoncé le plus succinct suffit pour que les possédants comprennent de quoi il s'agit, et les ouvriers révolutionnaires aussi. Voyons voir.

Premier point-vérité (point 2 du programme)

Suppression de tous les monopoles existants. Nationalisation du crédit, des grandes banques et des compagnies d'assurance. Nationalisation des mines et des exploitations industrielles considérées d'intérêt national, des services de communications, chemins de fer, marine marchande et chantiers navals.

Les expropriations et les nationalisations se feront en indemnisant les anciens propriétaires, sauf dans les cas de confiscation dérivant d'une certaine conduite pendant la période franquiste, selon les modalités établies par les lois. Dans le cas où des intérêts étrangers seraient affectés par les expropriations, ils devront être dûment sauvegardés et indemnisés.

Les gens «moscouvisés» prétendent faire croire aux ouvriers que nationalisation est synonyme d'expropriation du capitalisme. En fait, ils proposent cette mesure aux capitalistes pour réactiver «l'économie nationale», un peu comme ce qui a eu récemment lieu en Angleterre et en France, rien, donc, qui ne puisse nuire aux défenseurs de l'ordre établi. Et ces derniers savent très bien que «la santé de l'économie nationale» signifie croissance des affaires. Évidemment, une partie des bourgeois prospérerait, momentanément du moins, avec un régime stalinien, comme ça a été le cas en Europe de l'Est. Mais la bourgeoisie en général, qui conserverait une situation privilégiée, se ferait arracher une partie de plus en plus grande des bénéfices de l'exploitation, après lesquels courent, avides, les leaders staliniens et leurs bandes de mercenaires et de délateurs.

S'ils arrivaient au gouvernement, ils mèneraient la nationalisation des industries, tôt ou tard, beaucoup plus loin qu'ils ne le disent. Ils ne le confessent pas, parce qu'ils ne veulent s'aliéner aucun intérêt particulier, car dans leurs sales combines pour arriver au pouvoir, ils comptent se servir de tout le monde, des grands bourgeois et des petits, des évêques et des curés de la paroisse, des généraux et des sergents, des phalangistes et des flics, des grands d'Espagne et des leaders ouvriers syndicaux ou politiques⁷⁵. Le programme a été méticuleusement rédigé en suivant le critère

⁷⁵ Rappelons que le comité «Allemagne libre», créé à Moscou, fut mis sous la tutelle du petit-fils de Bismarck, von Sridlitz, comme qui dirait un duc d'Alba allemand, et qu'un autre petit-fils de ce dictateur reçut le commandement de la police de la zone russe de Berlin. Simultanément,

de l'unité nationale, en excluant tout ce qui, de près ou de loin, pourrait toucher la susceptibilité et les intérêts de la caverne espagnole. Il est vain de chercher pour trouver quelque chose qui s'en prenne aux bourgeois, aux militaires et au clergé, le trépied fondamental du conservatisme hispanique décadent, qui est l'origine et la raison d'être du terrorisme franco-phalangiste. Et n'oublions pas que ce genre de programme prétend exprimer le plus grand radicalisme, les faits se situant bien plus à droite que les mots, surtout lorsqu'il s'agit du parti stalinien.

Nous qui ne les craignons pas, et qui voulons nous attaquer à la bourgeoisie, aux militaires, au clergé et aux leaders staliniens, nous pouvons dire ce qu'il y a derrière ce point-vérité, et de quoi il s'agit.

Il y a un projet de transfert de la propriété de certains maîtres à d'autres, au profit d'une contre-révolution plus efficace, plus longue que la franco-phalangiste, où tout obéirait aux intérêts russes du parti stalinien espagnol. La plus-value, arrachée par l'exploitation aux masses, serait récoltée par la Pasionaria et les siens. Ils en laisseraient une partie aux phalangistes et aux bourgeois, pour s'en servir comme collaborateurs techniques ou politiques, et ils se garderaient la part du lion, dont une partie serait destinée au grand Pacha de Moscou, selon son bon vouloir.

Il faut, pour ce faire, se servir de la peur qu'inspire aux capitalistes, aux militaires et aux curés la révolution prolétarienne, en essayant de les convaincre que pour éviter la vengeance et la victoire des masses déchaînées, ils n'ont pas d'autre moyen que de mettre leurs propriétés, leurs profits, leurs personnes, et l'ordre sacro-saint entre les mains du parti stalinien. Celui-ci ferait entendre raison aux masses, et réaliserait l'unité nationale que Franco a promise sans y réussir de façon satisfaisante. Au règne de la propriété privée et du franquisme lui succéderait celui de la propriété d'État administrée par les partisans de Staline, et le prolétariat, défait et humilié, serait exploité de façon encore plus systématique qu'aujourd'hui.

En effet, la substitution des capitalistes privés par l'État, entraîne, non la suppression, mais la recrudescence du capitalisme à un degré jamais vu jusqu'à présent, et la Russie, avec sa structure actuelle, en est la première avancée. Par elle-même, l'évolution du capitalisme conduit à la propriété d'État, tout comme au niveau politique elle conduit au totalitarisme. Les contradictions de la propriété privée sont telles, et les menaces socialistes du prolétariat ont été si évidentes, que pour réduire les premières et éviter les secondes, il faut que la propriété et les profits de l'exploitation se centralisent aux mains du pouvoir politique ou policier.

Le camp capitaliste se divise alors en deux secteurs, celui qui veut continuer à vivre sur la base de la propriété privée des bourgeois, et l'autre qui pense que le meilleur moyen d'assurer la défaite du prolétariat et de

des généraux de tout poil, des leaders du Parti «socialiste» et des rois dégénérés ont collaboré avec le stalinisme.

sauver le système est la centralisation du capitalisme en un seul monopole gigantesque. Il peut y avoir lutte, même armée, entre ces deux secteurs, puisque chacun a sa propre clientèle, mais ils représentent tous deux, pour le prolétariat, un seul et même ennemi. Mais, sans aucun doute, l'avenir réactionnaire favorisera ceux qui désirent le capitalisme d'État. Le stalinisme, qui est conscient de ce processus, sait ce qu'il fait lorsqu'il préconise la nationalisation. Et ce qui est clair, affirmons-le, c'est que si les bourgeois, les militaires, les curés et les phalangistes ont des chances d'éviter la révolution, c'est en confiant leurs vies et leurs biens au parti «communiste».

Le capitalisme est un système social d'exploitation et d'oppression très vieux déjà, qui est passé par diverses phases ou formes d'organisation, sans perdre pour autant ses caractéristiques essentielles. Depuis plus d'un siècle, il a réuni la propriété privée des moyens de production entre les mains d'un nombre de plus en plus réduit de personnes. Durant les dernières décennies, il a initié une nouvelle et suprême phase de centralisation, mais cette fois-ci, au lieu des grands magnats de la banque et de l'industrie, le propriétaire est un organisme : l'État. Dans tous les pays, des moins industrialisés aux plus industrialisés, l'intervention de l'État dans la vie économique s'accroît de façon presque ininterrompue en tendant vers sa domination presque absolue. Nous nous trouvons donc devant une caractéristique générale du capitalisme moderne, conséquence prévisible de sa phase antérieure, celle de la concentration dans de grands monopoles mondiaux.

S'agit-il d'une évolution progressive, améliorant donc la situation des classes pauvres, ou même d'une mesure révolutionnaire ? Bien au contraire, et le prolétariat ira à sa perte s'il n'arrive pas à le comprendre et à contre-attaquer comme il le faut. Le fait de croire que l'expropriation des capitalistes individuels en faveur de l'État est positive, a été encouragé et a été propagé par la victoire sournoise de la contre-révolution en Russie. C'est une idée totalement réactionnaire.

En effet, l'État c'est la violence faite loi, c'est l'armée et les corps policiers dont le seul objet est de préserver le système de privilèges existant. La forme moderne de l'État est née et s'est développée avec la richesse mobilière (le début de la propriété capitaliste), et a adopté des structures de plus en plus parasitaires et dictatoriales. Parallèlement, cette richesse mobilière se transformait en gigantesques moyens de production, actuellement très centralisés. Aujourd'hui, en prolongeant son évolution jusqu'au paroxysme, l'État ajoute à son rôle traditionnel de gendarme celui de propriétaire et d'administrateur. Les fonctions policières et d'exploitation se fondent dans l'organisme le plus représentatif du capitalisme. Ainsi donc, la conversion en propriété d'État des moyens de production appartenant aujourd'hui aux bourgeois ou aux monopoles, loin d'être une mesure révolutionnaire ou ne serait-ce que progressive, donne à l'exploitation et à l'oppression des possibilités beaucoup plus mons-

trueuses qu'avant. L'État-patron, peu importe qui le gouverne, étaye au lieu de le supprimer le système capitaliste de production et de distribution, avec toutes les tares que cela implique.

Dans ce premier *point-vérité*, le stalinisme propose de pousser le capitalisme traditionnel jusqu'à ses dernières et pernicieuses conséquences. Il lutte donc contre Franco, non du point de vue prolétarien de la révolution sociale, mais d'un point de vue particulier du capitalisme national et international. C'est un concurrent, non un ennemi de Franco, de la Phalange et des autres partis bourgeois.

Dit d'une autre façon, le Parti «communiste» propose de barrer le chemin à la lutte des classes pauvres en faveur de l'abolition du capitalisme, en octroyant, à l'État-gendarme qu'il gouvernerait lui-même bien sûr, tout le pouvoir, y compris le pouvoir économique. Alors, les mouvements d'émancipation auraient plus de difficultés que jamais et l'éternel idéal réactionnaire de «l'unité nationale» serait pratiquement atteint.

Certains, au nom de leurs intérêts particuliers, craindront, sans doute, la proposition stalinienne, mais d'autres, de nombreux phalangistes, des militaires et les réactionnaires les plus avisés, comprendront, le cas échéant, le besoin de sacrifier les intérêts privés pour préserver plus efficacement l'intérêt général du système. Et il n'est pas exclu, loin s'en faut, qu'un jour, si la révolution menace sérieusement, ils appuient et acclament le stalinisme comme sauveur de la Patrie. Ce premier *point-vérité* ainsi que le deuxième visent précisément à se les concilier.

Plus les anciens réactionnaires seront effrayés par la prochaine offensive du prolétariat, plus ils se précipiteront dans les bras du stalinisme pour lui demander protection et ordre. Et pour sa part, le nouveau parti réactionnaire, qui en est conscient, essaie de les menacer avec la colère des masses. De là les *points-mensonge* de son programme et les agitations guérilléristes de sa presse, dont je parlerai plus loin. Mais lui-même tremble tellement à l'idée de l'activité révolutionnaire du prolétariat que l'agitation lui reste au travers de la gorge et, en fin de compte, il en est au même niveau que Melquiades Alvarez ou Gil Robles.

L'organisation de plus en plus policière et bestiale de l'État est la conséquence politique de l'aggravation de l'exploitation, dans un monde qui a impérativement besoin de la révolution sociale.

Aujourd'hui, avec les moyens techniques existants, on peut produire de façon à éradiquer rapidement la misère et les inégalités économiques, qui sont à l'origine des privilèges et des carences culturelles. Pour y arriver, il faut bien sûr en finir avec la forme capitaliste des moyens de production actuels et de la distribution des produits. Et, justement parce que cette forme n'a aujourd'hui plus aucune raison d'être, elle se réfugie dans l'État, elle arme des millions de policiers, de militaires, de bureaucrates et de délateurs, seule façon de préserver son existence, et en particulier les privilèges des couches sociales qui en bénéficient et qui paralysent le progrès. De par son origine, le stalinisme est indissociablement lié à la phase

suprême de concentration du capital, dont il prétend représenter les besoins totalitaires qui vont avec. À l'inverse, la classe prolétarienne est indissociablement liée, dans l'accomplissement de sa mission historique, à la liquidation du capitalisme et de l'État, son gardien. À la prochaine occasion, elle doit s'appropriier les moyens de production, les organiser elle-même en fonction des besoins sociaux de consommation et de la disparition des classes, et elle doit éjecter de son sein, à coups de pied, ceux qui prétendent faire passer le plus affreux capitalisme d'État pour du socialisme.

Deuxième point-vérité (n° 5 du programme)

Création d'une forte et puissante armée nationale démocratique, dotée de la technique la plus moderne ; armée devant être le bras armé de la nation pour garantir et défendre à tout moment l'indépendance et la souveraineté de la Patrie et sauvegarder les conquêtes et les libertés démocratiques du peuple.

Pour créer cette armée, il faut utiliser les cadres de l'armée actuelle n'ayant pas été impliqués dans les crimes du franquisme ; les chefs, les officiers et les soldats de l'ancienne armée populaire républicaine, qu'ils soient professionnels ou provenant des milices et les chefs guérilleros et les guérilleros qui ont montré leur capacité, leur abnégation, leur héroïsme et leur fidélité à la cause de l'indépendance et des libertés du peuple espagnol.

Lorsque les militaires initièrent leur putsch, le 17 et le 18 juillet 1936, le Front populaire tenta de capituler en leur permettant de participer au gouvernement de Martínez Barrios, dont l'existence, sur un bout de papier, ne dura que quelques heures. L'attaque du prolétariat empêcha la manigance. Plus tard, lorsque le Front populaire eut désarmé les ouvriers et les paysans, le gouvernement présidé par Negrín, étroitement conseillé par les ambassadeurs russes, eut pour seul but de faire la paix avec l'armée nationale, sur la base de la liquidation des conquêtes révolutionnaires du prolétariat et des paysans. Il n'y arriva pas, pour des raisons que nous n'expliquerons pas ici, mais cela suffit pour montrer que le stalinisme, inspirateur du gouvernement Negrín, n'a eu et n'a encore aujourd'hui pour but que celui d'asphyxier la lutte des classes exploitées en arrivant à un accord avec les généraux et les officiers franquistes⁷⁶.

Ce point-vérité faisait déjà partie des **13 points de Negrín**. Mais maintenant, sa signification réactionnaire est forcément encore plus évidente et reconnue, au point que tout ouvrier le défendant choisit pratiquement le

⁷⁶ La presse stalinienne de l'émigration a été à la recherche d'un général qui puisse supplanter Franco. Ce crétin de Lister, qui est disposé à porter l'uniforme d'un général russe autant que celui d'un Polonais ou d'un Espagnol, écrivit au général Yagüe une lettre lui proposant de prendre la tête du gouvernement.

côté de la barricade ennemie et devient digne de l'esclavage auquel il serait soumis si triomphaient les auteurs de ce répugnant petit programme. Que le prolétariat se le tienne pour dit : le parti mensongèrement appelé communiste défend le maintien et le renforcement de l'armée franquiste, ainsi que la création des industries de guerre indispensables pour «la doter de la technique la plus avancée» (travaux forcés pour donner à ces messieurs en uniforme des machines à tuer).

Il faut être tombé dans la plus profonde prostitution stalinienne, et en être de plus pleinement conscient, pour porter l'étendard de la création d'une armée nationale. La victoire du prolétariat, la révolution socialiste, l'avenir de l'humanité, sont incompatibles avec l'existence d'une armée permanente, quelle qu'en soit la couleur. Mais, l'armée nationale espagnole est bien plus dépravée, vénale, brutale et débile que la majorité des tueurs professionnels payés par chaque pays. Elle a été, pendant plus d'un siècle, le principal soutien des classes pourries possédantes et le bourreau constant des classes les plus pauvres ; elle a été et est toujours l'âme du franquisme et de la Phalange. Elle est responsable en première instance des milliers de prolétaires assassinés, des centaines de milliers d'emprisonnements et de tortures, des souffrances et des misères immondes subies sous le sanguinaire «caudillo». Tant qu'existera l'armée nationale, qu'elle soit sous les ordres de Franco, d'Aranda ou de la Pasionaria, l'oppression règnera. Le prolétariat ne fera de pas en avant que s'il détruit à jamais l'armée espagnole ainsi que la Garde civile et autres corps policiers. La Phalange et toute la réaction tomberont du même coup, comme le 19 juillet 1936.

Que le programme ne mentionne pas la Garde civile et la police en général n'est pas un hasard, mais totalement délibéré. La domination stalinienne va de pair avec un gigantesque corps policier et de délation, et donc, il faut qu'elle puisse compter sur la coopération et l'expérience de ceux qui ont passé leur vie et gagné leur pain en emprisonnant et en dénonçant ceux qui luttent. En trahissant définitivement la lutte de classes, en 1936, avec le Front populaire, le stalinisme adopta ce mot d'ordre : «La police avec nous !» Depuis lors, il a beaucoup mûri d'un point de vue réactionnaire, à tel point que son véritable mot d'ordre aujourd'hui est «La police, c'est nous.»

Ainsi, en Tchécoslovaquie, Gottwald est monté au pouvoir aux cris de «La police défend les droits du peuple», lancé par le parti de Moscou. Demain, la Pasionaria dira que la Garde civile et la police armée défendent les droits du peuple, elle placera à leur tête des gens à elle, et c'est à peine si elle en changera le nom par celui de «Garde populaire».

Avant de terminer, il faut dire quelques mots des guérillas mentionnées dans ce point. Le stalinisme les préconise dans le but préconçu d'éviter, autant que faire se peut, l'armement du prolétariat et son affrontement de classe au franquisme. En Grèce, Markos et ses successeurs, en Indochine Ho Chi Minh, en Chine Mao Tsé-toung, ont organisé, avec l'aide indis-

pensable de la Russie, des armées permanentes dans le but de forcer la bourgeoisie nationale à accepter un bloc politique, ou à lui implorer son salut, ce qui s'est déjà passé en Chine. De semblables tentatives existent en Birmanie, en Malaisie et aux Philippines. En Espagne, l'idéal stalinien serait de grossir les guérillas jusqu'à ce qu'elles ressemblent à une armée, et de proposer ensuite la paix et un gouvernement d'union nationale aux généraux qui depuis longtemps craignent, en priant, les conséquences de la chute de Franco. Mais la frontière russe ou russophile, indispensable pour préparer une de ces opérations «populaires», fait défaut.

Nonobstant, le prolétariat doit être attentif à la finalité réactionnaire du guérillisme stalinien. La lutte contre Franco doit se mener dans les usines, dans les mines et les chantiers, à la campagne, là où il y a exploitation, et avec des procédés qui préparent l'armement général du prolétariat et l'anéantissement de l'armée nationale, du capitalisme et de son État. Comme, au contraire, les défenseurs des guérillas se proposent de concentrer le capitalisme dans un État archi-renforcé, ils doivent refuser la lutte de classes et former, dans la mesure du possible, leur propre noyau militaire et leur propre police. Ils cogitent pour empêcher que demain le prolétariat ne s'arme, ou pour le désarmer s'il n'en faisait qu'à sa tête, en union avec les phalangistes, les militaires et les gardes subitement «repentis» et stalinisés. Ce ne serait pas la première fois qu'ils le feraient.

Togliatti et Thorez ont désarmé les ouvriers en Italie et en France, alors qu'en Grèce, quand le prolétariat était aussi maître de la rue que le 19 juillet 1936 en Espagne, le Parti «communiste», qui n'arrivait pas à le dominer, s'allia à Churchill et à l'archevêque Damaskinos⁷⁷, qui avait rendu si souvent les mêmes services à Hitler. Peu après, il constituait des guérillas dans le nord.

C'est-à-dire que l'activité guérilliste et terroriste du stalinisme est déterminée ou bien par la faiblesse de la lutte de classes à certains moments, ou bien par sa capacité à la détruire et à défendre ensuite, par des moyens militaires, ses propres buts incompatibles avec la lutte de classes⁷⁸. Au-

⁷⁷ L'archevêque Damaskinos Papandréou (1891-1949) fut le régent, et même le Premier ministre, de la Grèce entre le retrait des forces d'occupation allemandes en 1944 et le retour du roi Georges II en 1946 avant le début de la guerre civile (NdE).

⁷⁸ La *Pravda* écrivait le 19 août 1944 en s'opposant à l'action du prolétariat dans les pays où l'armée russe pénétrait : «Il n'y a que les gens stupides et les aventuriers qui peuvent croire qu'il y a des chances de succès par le soulèvement dans les villes gorgées de troupes blindées... L'Armée rouge s'est opposée à ces insurrections.» En fait, elle les a laissées se faire écraser par les nazis comme à Varsovie, ou les a écrasées elle-même, comme en Roumanie, en Tchécoslovaquie et autres. *Étoile Rouge*, l'organe de l'armée, avait averti que celle-ci ne tolérerait pas d'être reçue

trement dit, Staline et les siens peuvent, hypocritement ou ouvertement, déclarer la guerre à n'importe quel gouvernement n'appartenant pas à leur orbite impérialiste, mais ils offriront leurs services à leurs rivaux de brigandage partout où éclaterait la guerre révolutionnaire des classes opprimées contre les oppresseurs, comme en Grèce, en Italie, en France, en Pologne, en Indochine, et comme ils l'avaient déjà fait, avant, en Espagne. Les guérillas font donc partie de la guerre impérialiste, alors que la mission du prolétariat est de s'y opposer par la guerre de classes internationale, en supprimant les frontières et les uniformes, et en affrontant comme un seul, le bloc russe et l'américain.

Ceux qui, influencés par le stalinisme, ont abandonné l'usine pour le maquis, doivent savoir que demain ils seront des flics, des assassins de révolutionnaires, ou seront eux-mêmes assassinés s'ils s'y résistent. Et peut-être pas demain, mais dès aujourd'hui...⁷⁹. La place des révolutionnaires est dans les villes, en organisant, éduquant les ouvriers, préparant patiemment les actions de masses jusqu'au grand affrontement avec la réaction. Mille combattants à Madrid ou Barcelone valent beaucoup plus que dix mille dans les montagnes, même en supposant qu'il ne s'agisse pas de guérillas staliniennes ; ils réussiraient surtout à ce que la chute de Franco soit aussi celle du capitalisme, sans quoi le prolétariat ne ferait que changer de maîtres.

par les masses insurgées. C'est ce qui avait été accordé [*ce qui avait fait l'objet d'un accord*] entre Churchill et Staline à Moscou. Dans les pays qui furent occupés par les troupes anglo-saxonnes, les chefs staliniens se sont mis à leur service pour désarmer le prolétariat. Togliatti et Nenni ont convoqué sur une place de Milan des milliers d'ouvriers pour exiger qu'ils y déposent les armes. Dans le cas où ils résisteraient, la place avait été encerclée par des tanks américains et anglais. Vers ces dates-là, Thorez disait au Comité central de son parti : «la sécurité publique doit être garantie par les forces légales de la police (...). Tous les groupes armés illégaux doivent être dissous».

Et c'est son parti qui s'est chargé de dissoudre les groupes d'ouvriers armés, ce qui ne l'a pas empêché de garder des armes et de maintenir des cadres inconditionnellement favorables à sa future police.

⁷⁹ Dans les guérillas ou maquis français staliniens furent lâchement assassinés nombre de révolutionnaires trotskistes (dont Blasco qui est le plus connu) et d'anarchistes. En Indochine, Ho Chi Minh fit assassiner Tha Tu Thau et bien d'autres encore. En Grèce, pendant que les chefs staliniens négociaient avec Churchill et Damaskinos, des centaines de trotskistes étaient criblés de balles par les staliniens. De retour à Londres, Churchill se félicitait devant le parlement d'avoir empêché la victoire du véritable communisme, non sans l'aide de Moscou et des staliniens grecs.

Pour conclure, le gouvernement russe actuel étant le représentant de la contre-révolution victorieuse, le parti stalinien espagnol, comme tous les autres, n'est pas un parti ouvrier mais un parti réactionnaire. Il a pour but d'instaurer un capitalisme d'État policier semblable au [capitalisme d'Etat] russe, et d'être au service de la Russie dans sa concurrence impérialiste avec les États-Unis pour la dictature économique et politique mondiale. Les promesses (plutôt des aumônes) faites aux ouvriers sont conservatrices à souhait, et de plus elles sont sans valeur, étant donné ceux qui les font. Par contre, il propose clairement la recrudescence du capitalisme et de l'oppression. C'est ce qui explique que ses mots d'ordre soient les mêmes que ceux de toute la pourriture réactionnaire, de Ferdinand VII à Franco et la Phalange : Patrie, Économie nationale, Armée nationale, Union nationale.

Le prolétariat, au contraire, doit créer une organisation fermement décidée à renouer, en les complétant, avec le 19 juillet 1936 et le 5 mai 1937, et il doit, sans vacillations ni compromis, faire de la révolution en Espagne un épisode de la révolution mondiale.

G. Munis, Paris, août 1949.

Contre les deux blocs, pour le socialisme

(Union ouvrière internationale, Groupe de combat révolutionnaire, août 1950).

Pendant que les deux puissances qui écrasent le monde, tuent tous les jours des centaines d'hommes, se disputent et rasant la Corée, leurs sergents recruteurs cherchent à convaincre le monde des vertus pacifistes, démocratiques ou socialistes de l'uniforme qu'elles offrent avant de l'imposer. Mais, dans leur majorité, les hommes, sans distinction de race ni de nationalité, méprisent les litanies de [la] propagande, trop usées depuis 1914, répudient et haïssent la guerre, car ils savent que les deux camps, quel que soit le vainqueur, assombrissent l'avenir. Cependant, tout le monde, prolétaires, paysans exploités et intellectuels non vendus, se laisse conduire à la guerre avec un fatalisme et une résignation dignes des saints les plus banals. Mais les saints du christianisme croyaient au moins à leur dieu, tandis qu'aujourd'hui les hommes et les classes dont l'action serait décisive pour l'avenir immédiat du monde, loin de voir un sauveur dans la Russie ou les Etats-Unis, les méprisent pareillement. Cette passivité-suicide qui laisse la voie libre aux promoteurs de la guerre, doit cesser. Opposée à la guerre pour plus des trois quarts, l'humanité pourrait l'empêcher si elle le voulait, mais à condition de prendre résolument l'initiative et de tarir la source même de la menaçante hécatombe.

Dans chaque pays, on ne manque pas d'un nombre suffisant d'hommes pour faire les premiers pas. Les choses en sont arrivées à un point où l'homme du commun, à Paris aussi bien qu'en Corée, à New York ou à Moscou, est acculé à cette alternative : se battre et périr par dizaines de millions en détruisant la civilisation et le monde pour le laisser au pouvoir de Moscou ou de Washington, ou bien se battre, dès maintenant, contre la guerre et les puissances qui l'engendrent. Le choix ne fait pas de doute ; mais il faut passer à l'action sans tarder. En face des intérêts pourris du Kremlin et de la Maison-Blanche, l'écrasante majorité de l'humanité doit trouver le chemin de la paix et de la concorde entre les peuples, qui ne saurait exister sous les régimes d'exploitation.

Les prétextes mêmes de la guerre de Corée, comme de la guerre générale que couvent les chancelleries et l'ONU, sont faux jusqu'au grotesque. De la Corée du Nord ou de la Corée du Sud, de la Russie et ses flics ou des Etats-Unis et ses courtiers, qui est l'agresseur ? Qui sauve le peuple coréen de l'oppression ? Les ruines de Corée crient la réponse. En réalité, le seul attaqué est le peuple coréen. Etats-Unis et Russie se l'étaient partagé comme butin de guerre par le 38^e parallèle, Etats-Unis et Russie sont

en train de le sauver à coups de canon.

Si le peuple coréen est la seule victime réelle et digne de défense, n'empêche qu'un des deux impérialismes en lutte a pris l'initiative des hostilités. Et, à notre époque où tous les concepts et même les mots ont été avilis, les idées les plus élémentaires retrouvent tout leur principe actif. Les révolutionnaires doivent le dire et non pas le cacher : comme en 1914 et en 1939, et comme il arrivera (sauf révolution) une fois de plus dans le siècle, le premier coup de canon a été délibérément tiré en Corée par l'impérialisme le plus affamé.

L'impérialisme repus, bien adossé à ses réserves mondiales, aspire spirituellement à une digestion pacifique. Oui, Moscou a attaqué Washington en Corée, Moscou a déchaîné la guerre en Asie. Et il l'a fait avec toutes sortes de circonstances aggravantes, en se dissimulant derrière l'appel de Stockholm et au nom d'une lutte contre l'impérialisme qui masque sa propre cause archi-impérialiste. Cependant, le prolétariat et spécialement les révolutionnaires commettraient une erreur peut-être fatale pour l'avenir de l'humanité si, du fait indéniable de l'agression russe ou du mensonge et du totalitarisme horrible consubstantiel au stalinisme, ils déduisaient une nécessité d'appuis sous quelque forme que ce soit, direct ou indirect, complet ou mitigé et critique, à l'impérialisme américain.

De même que l'appel stalinien de Stockholm «pour la paix», le scapulaire de la «lutte contre l'agression» dont chaque camp cherche à s'affubler, ne sert qu'à édifier des casernes. En effet, l'agression n'est que le premier coup de feu, mais les causes de la guerre sont aussi bien chez l'assailli que chez l'assaillant ; non pas chez eux isolément, mais chez eux en tant que chefs de file de deux fragments du même monde capitaliste. À travers ses multiples va-et-vient coloniaux et commerciaux, ses crises et ses guerres, tirant avantage des nombreuses révolutions ratées ou trahies, le capitalisme mondial, depuis plus d'un siècle, se polarise en secteurs de moins en moins nombreux et de plus en plus différenciés.

La dernière guerre, en annihilant pour toujours les espoirs de suprématie des capitalismes allemand, italien et japonais, en les soumettant à un régime de semi-colonies, a provoqué également la chute brutale de la France et de l'Angleterre au rang de puissances secondaires. Les orbites et les systèmes ont fermé leur cycle. Deux puissances sont maintenant maîtresses universelles, révérées par leurs Quisling respectifs. Les satellites recevront un traitement de plus ou moins grande faveur et réussiront parfois, dans de rares cas, comme Tito, à changer d'astre, mais en aucun cas leur qualité de satellites. Les de Gaulle et les Churchill savent si bien que leurs fanfaronnades chauvines sont condamnées d'avance à l'impuissance qu'ils n'y recourent que pour arracher des concessions à leur chef de file.

En dernière instance, le processus mondial de l'évolution ne fait que traduire le total des processus nationaux de concentration du capital en un nombre de mains de plus en plus réduit, jusqu'à arriver à l'Etat comme capitaliste abstrait et idéal. Ainsi, ce qui pousse la Russie contre les Etats-

Unis et les Etats-Unis contre la Russie, en maintenant une insupportable menace sur l'humanité, c'est la poussée automatique du capital vers un très petit nombre de maîtres et finalement vers les privilégiés d'un seul pays.

Cependant, l'humanité laborieuse ne jouit même pas de la moitié des fruits de son travail. Les quantités astronomiques de richesses ainsi accumulées sont consommées, ou détournées vers des objectifs de guerre, pour la domination du capital mondial, par un petit nombre de privilégiés de tous les pays, depuis les financiers américains et les potentats ou *natchalniks*⁸⁰ russes, jusqu'aux bourgeois et staliniens de chaque nation, sans parler de la méprisable tourbe d'amis et de propagandistes respectifs. En fin de compte, l'exploitation des trois quarts des habitants de la Terre se mesurera-t-elle en dollars ou en roubles ? De là, la guerre de Corée, la menace qui pèse sur l'Allemagne occidentale, la Yougoslavie, la Turquie, la menace d'une guerre générale.

Il n'y a pas d'autre raison de conflagration. Truman et Staline, symboles des deux blocs, préparent la guerre pour l'exploitation des peuples et leur paix ne pourrait être établie que par un accord sur la distribution des dividendes et le partage des zones d'influence. À quelque règlement qu'ils arrivent en Corée, ce sera toujours aux dépens des Coréens et en laissant suspendue sur nos têtes la menace de la Troisième Guerre mondiale. Si, demain, ce danger reculait pour quelques années grâce à un nouveau Munich ou à un nouveau Potsdam, profitable à Moscou ou à Washington, l'intervalle de paix serait beaucoup plus court qu'entre le traité de Versailles et la crise du couloir polonais.

La domination mondiale incontestable et la guerre pour l'imposer sont inséparables de la suprême concentration impérialiste du capital dans laquelle la Russie de Staline s'est engagée avec la rapacité exaspérée du dernier venu. Si l'on ne veut pas que la lutte pour la paix facilite la domination mondiale d'un des deux blocs, il faut s'attaquer à la racine même du mal : le système économique qui produit la guerre, alimente les armées et les armements monstrueux, maintient les frontières et l'exploitation de l'immense majorité des hommes.

Aucun des deux camps, il est vrai, n'est à court de sornettes. Le bourrage de crânes des Etats-Unis, c'est la défense de la démocratie contre l'invasion totalitaire ; celui de la Russie, la défense du socialisme contre l'encercllement capitaliste. Mensonge grossier de part et d'autre, simple appel à la mort stupide et catastrophique pour la marche de la civilisation, de cinquante ou cent millions d'hommes. Assez de bourrage de crânes.

⁸⁰ *Natchalnik* signifie chef en russe : peut désigner un chef d'équipe, un commandant cumulant des fonctions policières et administratives, ou un chef de district (*NdE*).

À part une poignée de staliniens fanatiques et une autre de bourgeois également arriérés et obtus, seuls des individus corrompus jusqu'à la moelle voient aujourd'hui le socialisme dans le régime russe. Bien avant la dernière guerre, la révolution de 1917 et ses auteurs avaient été exterminés. Le stalinisme, expression politique et économique de la contre-révolution, a imposé un capitalisme d'Etat dont la brutalité et l'obscurantisme font pâlir toutes les tyrannies présentes et passées. Le «plan quinquennal» est tout entier basé sur l'avidité exploitrice des nouveaux maîtres, les *natchalniks*, comme ceux d'en bas les appellent avec mépris. C'est le plan qu'imposeraient les cinquante ou cent capitalistes les plus cupides et réactionnaires de n'importe quel pays, s'ils avaient, comme la bande de Staline, pouvoir absolu sur l'économie, la législation et la police.

Une moyenne de quinze millions de forçats sont nécessaires en permanence pour atteindre les prévisions d'une production destinée en majorité à la guerre. Les procès pour «espionnage» et «sabotage» et les millions de condamnations administratives n'ont d'autre objet que de couvrir les prévisions du plan en matière de détention, en vue d'atteindre les prévisions économiques. De son côté, le prolétariat, formellement libre, est contraint par la loi de travailler sur le lieu et pour le salaire que le gouvernement lui impose. Il manque totalement des droits de parole, de réunion, de grève et d'organisation. En Russie, l'exploitation a été portée à des extrêmes comparables à ceux atteints dans les anciens régimes coloniaux et pis encore. L'encerclement capitaliste existe, oui, mais c'est le Kremlin qui le maintient, par la terreur sur le prolétariat de Russie et des pays qu'il occupe. Se battre pour ce régime ? Jamais ! Et l'on peut être certain que le prolétariat ne le fera que le revolver sur la nuque. C'est un devoir et une nécessité très urgente pour les révolutionnaires du monde entier que de l'aider à retourner ses armes contre la nouvelle caste d'exploiteurs de Staline et ses disciples. Mais ce serait une vile tromperie que de prétendre y parvenir en soutenant l'impérialisme américain comme un moindre mal.

Non moins fallacieuse est, en effet, la défense de la démocratie prônée par le bloc yankee. Ses Singman Rhee lui donnent un démenti aussi catégorique qu'à Staline ses Gottwald, ses Kim Ir Sen et son propre personnage. Les trompeurs voudraient que les millions d'hommes destinés à servir de chair à canon soient dépourvus de mémoire.

Rappelons donc qu'en Russie le totalitarisme stalinien est venu à bout de toutes les oppositions révolutionnaires, avec la complaisance et l'appui de Londres, Paris et Washington. Depuis l'assemblée de Genève où Chamberlain demandait à Staline la tête de Trotsky comme condition préalable à toute entente, jusqu'à la séance du Parlement britannique où Churchill jubilant annonçait l'écrasement de la révolution sociale en Grèce avec l'aide du Kremlin, la solidarité de classe des vieux impérialismes occidentaux avec l'impérialisme moscovite naissant n'a pas failli chaque fois qu'il s'est agi de repousser la révolution.

Rappelons encore l'Espagne où le Kremlin, applaudi et appuyé par Londres, Paris et Washington, a détruit la révolution avec ses propres hommes. L'«Occident démocratique» n'a eu vent du totalitarisme russe et n'a dénoncé ses camps de concentration qu'à l'heure où le dispositif militaro-policiier de Moscou (résultat de l'anéantissement du prolétariat), une fois délivré du danger révolutionnaire, bien retranché dans son immense glacis, et faisant fi des marchandages de Téhéran et de Potsdam, entreprit l'attaque des positions américaines. Le valet, qui, pendant trente ans, a empêché toutes les révolutions au bénéfice des démocrates occidentaux, sans autre but apparent que de les gagner à une alliance militaire, est devenu leur égal, leur redoutable égal. Le Kremlin aspire maintenant à jouir lui-même des fruits de son œuvre antirévolutionnaire, non plus à l'échelle d'un glacis que ceux d'en face sont disposés à lui abandonner, mais à l'échelle mondiale. C'est alors que le monde occidental met en avant sa démocratie et les camps de Sibérie.

L'Orient et l'Occident ne sont pas deux systèmes économiques et idéologiques de nature sociale opposée et incompatible. Capitaliste est le régime américain, et capitaliste le régime russe. Entre l'un et l'autre, les différences sont quantitatives et en aucune manière qualitatives. La Russie n'est qu'un seul trust capitaliste où les bourgeois n'existent pas au sens traditionnel de ce terme, bien que les magnats russes aient un train de vie en tous points comparable à celui de n'importe quel millionnaire «occidental» et accaparent un plus grand despotisme politique direct.

Aux Etats-Unis, un grand nombre de petits et moyens propriétaires sont soumis à un groupe restreint de grands trusts dont le gouvernement de Washington est l'expression parlementaire. Si, en Russie, la trinité nucléaire du Bureau politique – Staline, Malenkov, Molotov – décide dictatorialement de tout, aux Etats-Unis, soixante familles manipulent à leur guise l'économie – pas seulement l'américaine – et déterminent, grâce au mécanisme domestiqué de la démocratie bourgeoise, la politique gouvernementale.

Sur la base d'un développement capitaliste inférieur à celui du bloc américain, la Russie a une plus grande centralisation économique et par conséquent policière. En réalité, le système russe marque un aboutissement de l'évolution générale du capitalisme des trusts en capitalisme d'Etat. Les exigences antirévolutionnaires du stalinisme ont accéléré son développement dans ce sens, de même que, de leur côté, les conditions privilégiées du développement du capitalisme occidental ont permis à ce dernier de conserver certaines formes constitutionnelles.

Mais la démocratie américaine tant vantée, ou plus généralement, la démocratie bourgeoise, là où elle existe, est, par rapport à la liberté de l'homme, une tromperie aussi nauséabonde que la propriété étatique par rapport au socialisme. Ni l'existence de certains droits élémentaires niés en fait par l'organisation sociale, ne représente la liberté, ni l'interdiction de posséder des industries comme capital privé ne constitue le socialisme.

Indépendamment du fait que les Etats-Unis ne vont pas à la guerre pour la démocratie mais pour la dictature économique et politique sur le monde, les libertés bourgeoises qui restent dans certains pays – très rares – sont de plus en plus restreintes et fictives. Par ailleurs, le grand problème de notre époque, sur le plan politique, consiste à atteindre la démocratie effective, celle des producteurs en possession des instruments de travail, de même qu'il consiste, sur le plan économique, à atteindre le socialisme. Là où subsiste une liberté, si étroitement bourgeoise qu'elle soit, elle doit être employée à empêcher la guerre et à se battre contre le régime qui l'engendre.

Démocratie et socialisme se défendent par la révolution sociale, jamais par la guerre impérialiste. Loin d'être un motif de conflagration mondiale, ils constituent la plus urgente et la plus profonde raison de se révolter également contre Moscou et Washington, en commençant où l'on pourra.

Rien, personne, aucun Etat, aucune législation répressive, aucun appareil stalinien ou yankee, aucune occupation américaine ou russe, n'empêchera cette vérité de se frayer un chemin et, finalement, de mettre en mouvement les peuples par-dessus leurs gouvernements respectifs et contre eux.

La démocratie et le socialisme exigent, non la victoire de Moscou sur Washington ou celle de Washington sur Moscou, mais celle des misérables du monde fraternellement unis, sur le capitalisme russo-américain. Aucune autre lutte ne vaut, aucune autre ne suscitera d'enthousiasme profond et spontané. Moscou et Washington n'auront de soldats que par la crétinisation intellectuelle productrice de brutes fanatiques, ou grâce à la coercition terroriste productrice d'esclaves. Par contre, aussitôt qu'on saura en montrer l'opportunité, des dizaines de millions d'hommes blancs, noirs et jaunes se dresseront contre la guerre et le capitalisme avec l'élan et la sincérité de ceux qui défendent leur cause et celle de l'homme de demain.

Il faut se mettre à l'œuvre. Nous nous adressons à tous les exploités, à tous les hommes révolutionnaires de la terre. Nous leur demandons d'entreprendre inconditionnellement l'organisation de la lutte de l'homme contre la guerre, pour le socialisme, pour la liberté.

Pour la patrie moscovite ou américaine, rien, pas un homme, pas un centime, pas une arme ! Tous contre la guerre, tout pour la paix qui doit être le socialisme triomphant, ou ne sera pas !

Oui, la guerre peut être évitée, mais à condition de ne pas reculer devant la puissance aussi impressionnante que corrompue du Kremlin et de Wall Street.

Août 1950

Union ouvrière internationale (France)

Grupo de combate revolucionario (Espagne)

Source : Texte que nous a fait parvenir Gérard Roche (Association des amis de Benjamin Péret).

Lettre de l'Union ouvrière internationale

(R. Mangano, G. Munis, Benjamin Péret, Pesch, Jacques Gallienne, Esteban Bilbao, 1950)

Chers camarades,

L'Union ouvrière internationale formée en majorité d'ex-membres du PCI [Parti communiste internationaliste] ayant rompu avec le trotskysme officiel et pensant qu'il est grand temps de former une avant-garde révolutionnaire, s'efforce de rassembler sur le plan national et international les militants qui repoussent le stalinisme et le réformisme et restent fidèles dans les grandes lignes au marxisme conçu comme méthode de pensée et d'action et non comme un dogme sacré.

Pour ce faire, elle a donné son accord à la constitution d'un Comité international de la Gauche marxiste pour la formation d'un Parti ouvrier mondial où les organisations et fractions de la classe ouvrière acceptant les points essentiels – internationalisme prolétarien, lutte contre le stalinisme en vue du but final, la révolution prolétarienne et l'instauration d'une société sans classes – pourront discuter et travailler en commun dans l'esprit le plus fraternel.

De nombreuses questions telles que l'attitude devant la guerre, le problème syndical, celui des colonies, des nationalisations, devront être clarifiées par des discussions s'inscrivant dans le cadre des points minimums posés ci-dessus. Ces problèmes ne pourront être résolus que par une confrontation des points de vue de militants d'avant-garde de tous les pays. C'est pourquoi ce Comité international commence dès maintenant la publication d'un Bulletin international de liaison et de discussion et que sa première tâche sera de préparer une Conférence internationale dite de [la] «Gauche marxiste».

Le POC [Parti ouvrier communiste] italien, le Groupe communiste internationaliste espagnol, des fractions révolutionnaires du Mexique, du Danemark, de Yougoslavie, d'Allemagne ont déjà donné leur accord à ce Comité. Aucun formalisme n'existe pour nous et nous faisons appel à tous dans l'esprit le plus large.

La classe ouvrière ayant besoin de connaître ceux qui l'appellent à la

lutte, nous entendons profiter des possibilités légales actuelles au maximum et chaque membre du Comité apparaîtra sous son propre nom, mettant fin ainsi aux méthodes de conspiration puériles en usage dans d'autres groupements tels que la IV^e [Internationale].

Dès aujourd'hui, faites-nous connaître votre point de vue, vos suggestions, énoncez vos objections éventuelles afin que le Comité international puisse se mettre rapidement au travail et puisse bientôt convoquer la Conférence internationale. Pour entrer en contact, écrire au camarade E. Pesch, 5 rue Clavel, Paris 19^e.

L'Union ouvrière internationale
Mangano, Munis, Benjamin Péret, Pesch, Gallienne, Bilbao...

Source : Guy Prévan (de l'Association des amis de Benjamin Péret) nous a fait parvenir ce texte qu'il a lui-même obtenu des archives personnelles de Ngo Van.

Natalia Trotsky rompt avec la Quatrième Internationale

Le premier désaccord de Natalia Sedova Trotsky avec la Quatrième Internationale se rapporte à l'internationalisme, et date de 1941. Le parti américain (Socialist Workers Party) qui détenait pendant la guerre la majorité au Comité exécutif international, s'engagea dans une voie qui déviait nettement du principe «contre la guerre impérialiste».

Au moment où les Etats-Unis se lançaient dans la guerre, le SWP publie une déclaration équivoque sur celle-ci, tout en s'abstenant d'organiser quelque démonstration que ce soit contre, et ne fit même pas un meeting. Peu après, 21 de ses dirigeants étaient inculpés par le gouvernement. Leur réaction à l'attaque fut des plus molles. Ils faisaient patte douce. Ils se présentaient comme de simples critiques de gauche. Pendant le procès même, les divergences allaient s'approfondir et devenir inconciliables. Ils étaient accusés, en fait, d'être internationalistes, de s'opposer à l'effort de guerre de leur gouvernement et de vouloir transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Ils s'en défendirent avec acharnement, allant jusqu'à travestir ou renier leurs propres mots des temps de paix, ainsi que des textes de Lénine et de Trotsky sur la guerre impérialiste.

Le SWP n'a jamais publié, et pour cause, le compte rendu intégral des interrogatoires et plaidoyers du procès, qui se tenait à Minneapolis⁸¹. Mais il suffit de parcourir ses versions expurgées, donnés dans leur organe, *The Militant* et en brochure, pour se rendre compte à quel point il s'abaissait. Il n'accusait pas le gouvernement de mener une guerre de rapine contre des ennemis non moins rapaces, mais seulement d'être incapable de remporter la victoire contre l'Allemagne. Le SWP, par contre, avait, lui, tout

⁸¹ On peut toutefois lire, en anglais, *Socialism on trial* publié en anglais sur le site marxists.org et qui contient une partie des matériaux du procès (NdE).

prêt, le programme nécessaire à ce but, somme toute commun au SWP et au gouvernement de Washington.

Au Mexique, Natalia était navrée et indignée de ces déclarations. Et pas seulement elle ; mais aussi, entre autres, le Groupe espagnol de la Quatrième Internationale immigré. C'est celui-ci qui entreprit une sévère critique du SWP avec laquelle Natalia exprima tout de suite son accord⁸². Elle ne voulait pas, par modestie et honnêteté, intervenir dans la polémique au-delà de quelques lettres et de la discussion orale : «Je ne l'ai pas fait du vivant de Trotsky – disait-elle – je ne vais pas le faire maintenant, mais je prendrai position.» Ainsi son appui au Groupe espagnol, et à moi personnellement, fut si énergique que le SWP, après avoir essayé en vain, de la détourner de nous, se mit à lui assener des coups bas. Il donnait, comme explication de l'attitude de Natalia, non la défense des internationalistes, mais la déchéance intellectuelle d'une femme vieille, qui la mettait sous mon ascendant pernicieux.

De Londres, l'actuel secrétaire de la Quatrième Internationale et «théoricien» de la Ligue communiste, Pierre Frank, exprimait son accord avec les platitudes politiques du SWP et donc de la majorité du Comité exécutif international de l'époque. Il collaborait sans mot dire avec la section anglaise, [le] Revolutionary Communist Party, qui calquait l'opportunisme de la section américaine. Les divergences devaient d'ailleurs aller en s'amplifiant au fur et à mesure du déroulement de la guerre. À l'instar des Américains, le parti anglais et le parti français dans leur ensemble entrèrent dans l'engrenage de la défense nationale par le biais de la «Résistance», sa seule manifestation possible sous l'Occupation.

Natalia et nous-mêmes, le groupe espagnol, avions nourri l'espoir de redresser la situation dans la Quatrième Internationale à l'aide du parti français. Nous n'avons su qu'après la défaite de l'Allemagne à quel degré celui-ci était aussi enlisé dans le voie de l'opportunisme. Ces trois partis, bruyamment soutenus par des nationalistes cingalais dits trotskystes (ceux-là mêmes qui à présent sont de respectables ministres du gouvernement capitaliste de Colombo) devaient convertir la Quatrième Internationale en une méprisable gauche du stalinisme, alors même que Moscou découvrait son jeu en tant que capitalisme d'Etat et impérialisme très avide.

Renonciation à l'internationalisme oblige, une fois jeté aux oubliettes ce principe suprême du révolutionnaire, ils élevèrent au rang de principe

⁸² Une première critique imprimée par moi fut publiée par le SWP avec une longue réponse artificielle de Cannon, son secrétaire général. Notre critique complète *Le SWP et la guerre impérialiste*, qui a été publiée en brochure en espagnol, resta toujours au fond des archives du SWP. Le Secrétariat international refusa de la publier comme matériel de discussion pour le congrès mondial (*Note de G. Munis.*)

la défense du régime stalinien et de ses intérêts dans le monde. N'en sont-ils pas arrivés jusqu'à se définir eux-mêmes comme «partie du mouvement communiste international» ? (lisez stalinien). Notre démarche à nous était tout à l'opposé. Les impératifs théoriques et pratiques de l'internationalisme nous forcèrent d'abord à nous rendre compte de leur incompatibilité avec la défense de la Russie, ensuite à réexaminer la nature de l'économie dite soviétique, et à découvrir qu'il s'agissait d'un capitalisme d'Etat surmonté d'un despotisme bien en harmonie avec la centralisation extrême du capital. Natalia suivait nos études et nous manifesta toujours son accord sur nos conclusions.

Frank et compagnie ont refusé, quant à eux, même de tenir compte de ce qu'avait écrit Trotsky, quelque temps avant d'être assassiné, sur la nécessité de réviser sa propre analyse de la nature de la Russie, et le soutien inconditionnel de celle-ci, au cas où le stalinisme ne serait pas détruit par la Révolution, pendant la guerre ou immédiatement après.

En 1948, au premier congrès de l'après-guerre qui avalisa l'abandon de l'internationalisme et au-delà, la section espagnole rompit avec la IV^e, sans pour autant demander à Natalia de la suivre. Elle ne put endurer les trépignements chauvins – pro-russes – qui saisirent ces déserteurs de l'internationalisme à l'occasion de la guerre de Corée, comme en témoigne sa lettre de démission. La réponse infâmante de la IV^e, dont sont responsables Pierre Frank et monsieur l'économiste Mandel autant que le futur quasi-ministre du gouvernement algérien, Pablo Raptis⁸³, fut intentionnellement rédigée pour donner le change. Justement, la divergence principale, origine des autres, constituait [consistait] en ce que, en pleine guerre, les auteurs de la réponse se trouvaient sous l'influence de l'impérialisme américain – entre autres – et pire que cela puisqu'ils prêtaient leur concours à la défense nationale pendant sa phase de résistance. La déloyauté et la fourberie s'emparent inévitablement de ceux qui veulent revêtir leurs torts de mérites.

Durant des années et jusqu'à sa mort, Frank et compagnie se sont efforcés de récupérer Natalia, sinon directement par accord politique, du moins indirectement par des cajoleries «désintéressées». Elle resta toujours fermement en dehors de la IV^e. Les manœuvres pour exploiter son nom ne s'arrêtèrent même pas à l'incinération de son corps.

À la veille de son entrée en clinique, peu de temps avant sa mort, elle accepta une interview, proposée par Frank, d'un journaliste bien-pensant, Michel Gordey (*France-Soir*), ami des «pays socialistes», etc., cela va de soi. Ce que Frank ignore, c'est que Natalia insista à plusieurs reprises auprès de moi pour que j'assiste à l'interview. Malheureusement, je ne le pouvais pas. Je lui proposai de remettre l'interview à un autre jour, mais cela s'avéra impossible pour des raisons que je n'ai jamais pu éclaircir.

⁸³ Michel Raptis avait pour pseudonyme Michel Pablo (*NdE*).

L'interview où Michel Gordey mélangeait ce qui était de son cru – ou de celui d'une troisième personne – aux mots de Natalia, lui faisait dire... ce que Frank pensait : Trotsky père spirituel de Mao Tsé-toung, espoir de réhabilitation, etc. Mais ce fut une erreur, en fin de compte, pour ses auteurs, car cela permit la publication du rectificatif qu'on lira par ailleurs⁸⁴, qui met nettement les points sur les I. Ce fut la dernière déclaration écrite de Natalia. *France-Soir* la publia intégralement dans une de ses éditions, mais tronquée dans les autres.

La mort de Natalia, survenue on ne sait exactement à quelle date (car sous divers prétextes on m'empêchait de la voir, ce qui fut l'occasion d'une grande fureur de Natalia quand elle s'en aperçut, mais les derniers jours de sa vie, elle ne devait plus posséder les moyens de se défendre contre cette mainmise sur elle-même), chez un médecin, ami personnel de Frank, donna à celui-ci l'occasion d'une mise en scène à son goût. Enfin, il disposait de Natalia. Il pouvait la «réhabiliter» pour l'incinérer. Toujours égal à lui-même, Pierre Frank invita, pour parler à la cérémonie d'incinération, au Colombarium du Père-Lachaise, des dirigeants du SWP qui avaient joué à Natalia les plus mauvais tours au Mexique, des réformistes comme l'Italien Maitan, admis au trotskysme détrempé de l'après-guerre, et en plus de monsieur Frank lui-même, Isaac Deutscher, dont Natalia supportait mal la sottise vanité. Parmi les orateurs, deux personnes seulement semblaient émues de la mort de Natalia, Marguerite Bonnet et André Breton. Ainsi terminait ses jours une révolutionnaire, une femme d'une force de caractère et d'une finesse d'esprit très rares

G. MUNIS

Paris, le 18 novembre 1971

Source : Texte publié en annexe dans *L'Histoire du mouvement trotskyste en France : les enfants du prophète* de Jacques Roussel (ex-militant de Lutte ouvrière)⁸⁵, 106 pages, Paris, Editions Spartacus, Cahiers Série B, 44, 106 p., 1972

⁸⁴ Ce rectificatif figure à la page suivante (*NdE*).

Lettre de Natalia Sedova à *France-Soir*

Monsieur le Directeur,

Dans l'interview faite par M. Michel Gordey et publiée dans *France-Soir* le lundi 7 novembre, il est dit au second paragraphe : «*Elle (c'est-à-dire moi-même) espère, avant de mourir, assister à la réhabilitation par le communisme mondial de celui (Trotzky) qui fut, après Lénine, le plus grand révolutionnaire des temps modernes et le père spirituel de Mao Tsé-toung, le chef communiste chinois.*»

Ces paroles ne m'appartiennent nullement; elles ont été introduites par le rédacteur de l'interview. Je me vois donc obligée de préciser ce qui suit :

1. Un grand révolutionnaire comme Léon Trotzky ne peut en aucune manière être le père de Mao Tsé-toung, qui a conquis sa position en Chine en lutte directe avec l'Opposition de gauche (trotzkiste) et l'a consolidée par l'assassinat et la persécution des révolutionnaires, tout comme l'a fait Tchang Kai-Chek. Les pères spirituels de Mao Tsé-toung et de son parti sont évidemment Staline (qu'il revendique d'ailleurs comme tel) et ses collaborateurs, M. Khrouchtchev inclus.

2. Je considère l'actuel régime chinois, de même que le régime russe ou tout autre bâti sur le modèle de celui-ci, aussi éloigné du marxisme et de la révolution prolétarienne que celui de Franco en Espagne.

3. La terreur policière et les calomnies de Staline n'étaient que l'aspect politique d'une lutte à mort contre la révolution, menée par l'ensemble de la bureaucratie. On ne peut donc attendre le rétablissement de toute la vérité que de l'anéantissement de cette bureaucratie par la classe ouvrière qu'elle a réduite à l'esclavage. Je n'espère rien du parti russe ni de ses imitateurs foncièrement anticommunistes; toute déstalinisation s'avérera un leurre, si elle ne va pas jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat et la dissolution des institutions policières, politiques, militaires et économiques, bases de la contre-révolution qui a établi le capitalisme d'État stalinien.

Recevez, Monsieur le Directeur, mes salutations.

Paris, 9 novembre 1961.

Natalia Sedova Trotsky

Lettre au Comité exécutif de la Quatrième Internationale

Camarades,

Vous savez fort bien que je n'étais plus d'accord politiquement avec vous depuis 5 ou 6 ans, depuis la fin de la guerre et même plus tôt. La position que vous avez prise sur les importants événements des derniers temps me montre que, au lieu de corriger vos erreurs antérieures, vous persistez en elles et les approfondissez. Sur la route que vous avez prise, vous êtes arrivés à un point où il ne m'est plus possible de rester silencieuse et de me limiter à des protestations privées. Je dois maintenant exprimer mes opinions publiquement.

Je me sens obligée de faire un pas grave et difficile pour moi, et je ne puis que le regretter sincèrement. Mais il n'y a pas d'autre voie. Après beaucoup de réflexions et d'hésitations sur un problème qui m'a profondément peinée, je trouve que je dois vous dire que je ne vois pas d'autre voie que de dire ouvertement que nos désaccords ne me permettent plus de rester plus longtemps dans vos rangs.

Les raisons de cette action définitive de ma part sont connues de la plupart d'entre vous. Je ne les répète ici brièvement que pour ceux auxquels elles ne sont pas familières, n'abordant que nos divergences fondamentales essentielles et non les divergences sur les questions de politique quotidienne qui leur sont reliées ou qui en découlent.

Obsédés par des formules vieilles et dépassées, vous continuez à considérer l'État stalinien comme un État ouvrier.

Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. Depuis le début de la lutte contre la bureaucratie usurpatrice, L. D. Trotzky répéta pratiquement chaque année que le régime se déplaçait vers la droite, dans les conditions de retard de la révolution mondiale et de la saisie de toutes les positions politiques en Russie par la bureaucratie.

A plusieurs reprises, il souligna que la consolidation du stalinisme en Russie menait à une détérioration des positions économiques, politiques et sociales de la classe ouvrière, et au triomphe d'une aristocratie tyrannique et privilégiée. Si cette tendance continue, dit-il, la révolution s'épuisera et le capitalisme sera restauré. Malheureusement c'est ce qui s'est produit,

bien que sous des formes nouvelles et inattendues. Il n'y a guère de pays au monde où les idées et les défenseurs authentiques du socialisme soient pourchassés de façon aussi barbare. Il devrait être clair pour chacun que la révolution a été complètement détruite par le stalinisme, Cependant vous continuez à dire que, sous ce régime inouï, la Russie est encore un État ouvrier. Je considère ceci comme un coup porté au socialisme. Le stalinisme et l'État stalinien n'ont absolument rien de commun avec un État ouvrier et avec le socialisme. Ils sont les plus dangereux ennemis du socialisme et de la classe ouvrière.

Vous considérez maintenant que les États de l'Europe orientale sur lesquels le stalinisme a établi sa domination pendant et après la guerre sont également des États ouvriers. Cela équivaut à dire que le stalinisme a rempli un rôle socialiste révolutionnaire. Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. Après la guerre et même avant qu'elle se termine, il y eut un mouvement révolutionnaire montant des masses dans ces pays. Mais ce ne furent pas les masses qui s'emparèrent du pouvoir et ce ne furent pas des États ouvriers qui furent établis par leurs luttes.

C'est la contre-révolution stalinienne qui s'empara du pouvoir, réduisant ces pays à l'état de vassaux du Kremlin, étranglant les masses travailleuses, leurs luttes révolutionnaires et leurs aspirations révolutionnaires. En considérant que la bureaucratie stalinienne a établi des États ouvriers dans ces pays, vous assignez à celle-ci un rôle progressif et même révolutionnaire. En propageant cette contre-vérité monstrueuse, vous déniez à la Quatrième Internationale toute raison fondamentale d'existence comme parti mondial de la révolution socialiste. Dans le passé, nous avons toujours considéré le stalinisme comme une force contre-révolutionnaire dans tous les sens du terme, vous ne le faites plus, mais je continue à le faire.

En 1932 et 1933, pour justifier leur capitulation honteuse devant l'hitlérisme, les staliniens ont déclaré qu'il importait peu que les fascistes viennent au pouvoir, parce que le socialisme viendrait après et à travers le règne du fascisme. Seules des brutes dépourvues d'humanité et d'un atome de pensée ou d'esprit révolutionnaire pouvaient s'exprimer ainsi. Aujourd'hui, indépendamment des buts révolutionnaires qui vous animent, vous prétendez que la réaction despotique stalinienne qui a triomphé en Europe orientale est une des voies par lesquelles le socialisme viendra éventuellement. Ce point de vue constitue une rupture irrémédiable avec les convictions profondes que notre mouvement a toujours défendues et que je continue à partager.

Il m'est impossible de vous suivre dans la question du régime de Tito en Yougoslavie. Toute la sympathie et tout le soutien des révolutionnaires et même de tous les démocrates doivent aller au peuple yougoslave dans sa résistance déterminée aux efforts de Moscou pour le réduire et réduire son pays à la servitude, Il faut tirer profit des concessions que le régime yougoslave est à présent obligé de faire à son peuple. Mais toute votre presse est maintenant consacrée à une inexcusable idéalisation de la bu-

reaucratie titiste, idéalisation pour laquelle il n'y a pas de base dans les traditions et les principes de notre mouvement. Cette bureaucratie stalinienne n'est qu'une réplique, sous une forme nouvelle, de la vieille bureaucratie stalinienne. Elle a été éduquée dans les idées, la politique et la morale de la Guépéou. Son régime ne diffère en rien de fondamental de celui de Staline. Il est absurde de croire ou d'enseigner que la direction révolutionnaire du peuple yougoslave se développera [à partir] de cette bureaucratie ou par d'autres voies que celle d'une lutte contre elle.

Ce qui est plus insupportable que tout, c'est la position sur la guerre à laquelle vous vous êtes engagés. La troisième guerre mondiale qui menace l'humanité place le mouvement révolutionnaire devant les problèmes les plus difficiles, les situations les plus complexes, les décisions les plus graves. Notre position ne peut être prise qu'après des discussions très sérieuses et très libres. Mais face aux événements des récentes années, vous continuez de préconiser la défense de l'État stalinien et d'engager tout le mouvement dans celle-ci. Vous soutenez même maintenant les armées du stalinisme dans la guerre à laquelle se trouve soumis le peuple coréen crucifié. Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point.

C'est en 1927 que Trotzky, dans une réponse à une question déloyale qu'on lui posa au Bureau politique, exprima ses positions comme suit : «Pour la patrie socialiste, oui ! Pour le régime stalinien, non !» C'était en 1927 !

Aujourd'hui, vingt-trois ans après, Staline n'a rien laissé de la patrie socialiste. Elle a été remplacée par l'asservissement et la dégradation du peuple par l'autocratie stalinienne. C'est cet État que vous proposez de défendre dans la guerre, que vous défendez déjà en Corée. Je sais très bien que vous dites souvent que vous critiquez le stalinisme et que vous le combattez. Mais le fait est que votre critique et votre lutte perdent leur valeur et ne peuvent donner de résultats parce qu'elles sont déterminées par votre position de la défense de l'État stalinien et subordonnées à celle-ci. Quiconque défend ce régime d'oppression barbare, abandonne, indépendamment de ses motifs, les principes du socialisme et de l'internationalisme.

Dans le message qui m'a été envoyé par le dernier Congrès du SWP, il est écrit que les idées de Trotzky continuent à vous guider. Je dois vous dire que j'ai lu ces mots avec beaucoup d'amertume. Comme vous avez pu le constater de ce que je viens d'écrire, je ne vois pas ces idées dans votre politique. J'ai confiance dans ces idées. Je reste convaincue que la seule issue à la situation actuelle, c'est la révolution socialiste, c'est l'auto-émancipation du prolétariat mondial.

Natalia Sedova TROTZKY

Mexico, 9 mai 1951.

Source : Nous avons utilisé ici le texte paru dans *Aujourd'hui comme hier*, Paris, Groupe Spartacus, Partito comunista internazionale, Fomento Obrero Revolucionario, 1962.

Manifeste de l'Union ouvrière internationale (1949)

Ouvriers de France, d'Europe et du monde,

Vous avez devant vous un monde pourri qui n'attend que vos coups pour s'enfoncer dans le passé. Vous êtes les derniers esclaves des sociétés d'exploitation et de fraude qui, pendant des dizaines de siècles, se sont succédé les unes aux autres, mais vous êtes aussi leurs vengeurs, la force active qui doit détruire ce monde pourri et en construire un autre sans exploitation, ni fraude. Vous êtes la vérité en face du mensonge. Affirmez-la ! Il ne vous faut qu'agir. À cent ans de distance, les paroles du *Manifeste communiste* retentissent comme une gifle sur le visage de tous les lâches et de tous les traîtres : «Les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes et ils ont un monde à gagner.»

La société capitaliste a fait son chemin. Elle est la plus achevée de toutes les sociétés basées sur l'exploitation de l'homme que le monde ait connues. Elle a, plus qu'aucune autre, développé les moyens de production, la science, la culture et la consommation générales et même la liberté dans les limites utiles à la minorité bourgeoise exploiteuse de la grande majorité de la population. Elle a fouillé le globe en quête de sources de matières premières et de marchés ; elle a introduit partout les rapports capitalistes d'exploitation, augmenté numériquement le prolétariat, concentré la propriété dans [*entre les mains d'*] un nombre d'hommes de plus en plus réduit. Elle a ainsi, d'une part, agrandi, plus que toutes les précédentes sociétés d'exploitation, la séparation entre la capacité du travail naturel à l'homme et les instruments de travail (machines, techniques, terre, forces naturelles, etc.) qui sont indispensables au libre et plein exercice de cette capacité. Mais d'autre part, l'histoire l'a acculée à créer, par le truchement des misérables intérêts bourgeois, les conditions requises pour l'anéantissement de toute société d'exploitation et de fraude. Jadis les esclaves de Spartacus, les serfs des jacqueries ou les sans-culottes du XVIII^e siècle ne se révoltaient que pour être écrasés ou pour faire triompher une nouvelle classe d'exploiteurs. Aujourd'hui, le prolétariat a la possibilité d'orienter la société vers la destruction de toute exploitation, toute fraude, toute oppression. Il doit prendre possession des instruments de travail lentement dérobés à l'homme au cours de longues dizaines de siècles, restau-

rer l'unité entre l'homme et la nature, gage de toute liberté, et anéantir l'Etat. La révolte du prolétariat sera la révolte de l'humanité. S'il se montrait incapable de se révolter, il entraînerait l'humanité vers une nouvelle servitude pour des dizaines de siècles.

La société capitaliste ne peut plus offrir à l'humanité qu'un avenir de misère, de régression sociale et culturelle, de dictatures policières et de guerres de plus en plus sanglantes, quel que soit présentement le groupe capitaliste qui domine (USA ou URSS). Cependant les forces économiques ont atteint un niveau qu'elles n'ont jamais connu, bien que leur développement soit actuellement freiné par le système qui leur sert de cadre. Ce système est aujourd'hui entièrement rongé par la contradiction entre le développement des forces de production et la capacité d'absorption du marché. Cette contradiction entraîne un malthusianisme économique croissant, générateur demain d'une lente dégradation technique, indispensable au maintien sous une forme ou sous une autre de la division de la société en classes ou en castes et des profits que cette division vaut à la couche dominante. Il suffirait que les travailleurs s'emparent de l'appareil de production et le remettent en marche au profit de l'ensemble de l'humanité pour que la technique et la culture connaissent un essor aujourd'hui inimaginable.

La surindustrialisation des Etats-Unis capable de donner à la majorité des travailleurs de ce pays un niveau de vie largement supérieur à celui que connaissent les travailleurs du reste du monde, exploités à la fois par leurs propres capitalistes et par l'impérialisme américain et russe, permet cependant d'entrevoir les possibilités que recèle un système où la production serait orientée uniquement vers la satisfaction des besoins de la population. C'est ce but que doit s'assigner la révolution socialiste dès l'heure de son triomphe et vers lui que doit tendre la société de transition qui naît avec sa victoire. Cette société ne doit pas perdre de vue un seul instant l'interdépendance étroite qui existe entre la production et la consommation même dans le système capitaliste. Le profit qui, dans le système actuel, s'intercale entre la production et la consommation comprime tantôt l'une, tantôt l'autre, si bien qu'au moment où consommation et production entrent en conflit ouvert, le profit tend à disparaître si la consommation est restreinte, d'où les crises du capitalisme, ou à s'accroître, si la consommation dépasse la production. Dans la société de production d'où le profit doit être banni sous quelque forme que ce soit, l'économie planifiée a pour but essentiel d'accorder production et consommation, la satisfaction de cette dernière devant être envisagée comme étalon de la production, et non le profit comme dans le système capitaliste. Toute économie «planifiée» qui ne tient pas compte des nécessités des masses est ipso facto orientée à [vers] la satisfaction des besoins d'une minorité exploiteuse constituant la couche dominante de la société et ramenant celle-ci vers des normes capitalistes. Elle relève de l'économie dirigée et, de nos jours, ne peut que rejeter la société plus profondément dans la décadence.

Depuis qu'en 1914 a éclaté la première guerre impérialiste, le capitalisme est entré dans sa phase décadente et la société dans la crise la plus décisive de l'histoire. Son bilan des trente dernières années est macabre. Deux fois, le monde a été entraîné à [dans] la guerre, des dizaines de millions d'hommes ont été tués, et le travail de plusieurs générations a été détruit sans autre résultat que de décider quel groupe d'esclavagistes dominerait le monde. Chaque fois, les gouvernements de chaque pays ont appelé leurs populations respectives au massacre des populations des pays ennemis au nom de la liberté et du bien-être futur, car ce qu'ils ne peuvent pas donner aujourd'hui, ils le promettent pour demain à l'instar de toutes les religions. Il en est résulté une misère et une oppression accrues ainsi qu'une régression sociale aujourd'hui évidente pour tous. Sans se soucier de leurs promesses, les vainqueurs, n'écoulant que leur voracité, menacent encore de déclencher un nouveau carnage pour s'arracher les uns aux autres les dépouilles du vaincu.

Dès 1914, les forces de production, les forces humaines et la culture avaient atteint le niveau nécessaire pour accomplir la révolution sociale. Dès lors, une grande alternative s'est présentée pour l'humanité et en particulier pour le prolétariat et les classes pauvres en général : révolution ou guerres continuelles, destruction de la civilisation, décadence et rechute dans la barbarie. La guerre était le signal de l'épuisement des possibilités positives de la forme sociale capitaliste ; elle aurait dû être détruite. Le prolétariat des deux camps belligérants aurait dû retourner les armes que les capitalistes et les leaders ouvriers mettaient entre ses mains pour «vaincre l'ennemi», contre ces mêmes capitalistes et leaders ouvriers.

Trente ans d'oppression et de souffrances inouïes auraient été ainsi épargnés au monde, trente ans de crimes comme on en n'avait jamais vu jusqu'ici. Il s'agissait de détruire cette société d'exploitation sans égard pour les patries qu'elle avait produites et non pas de détruire l'Allemagne au profit de l'Angleterre et de la France, ou ces deux [pays] au profit de l'Allemagne. Mais les leaders ouvriers, faisant corps avec les exploités, réussirent à imposer la guerre pour la destruction d'un groupe de nations au profit d'un autre. Au dilemme posé par l'évolution humaine dont la solution positive commandait la fraternisation des peuples dans la révolution sociale, fut substitué un dilemme faux et réactionnaire : triomphe du capitalisme allemand ou triomphe du capitalisme français ou anglais qui, en fin de compte, fut simplement le triomphe du capitalisme américain. Rejeté violemment, loin de son but, au moment où il allait l'atteindre, faussé dans son essence et son activité quotidienne, le mouvement ouvrier subit un très grave recul idéologique et une immense défaite, puisqu'il s'était mis honteusement au service du capitalisme, le jour même où il aurait dû le détruire.

Grâce à l'action foncièrement internationaliste, antipatriotique, défaitiste révolutionnaire des bolcheviks, le triomphe de la révolution russe rétablit les termes exacts du dilemme historique présenté à l'humanité, en

appelant les peuples à s'emparer de l'économie et du pouvoir politique, à anéantir l'Etat capitaliste et à retourner leurs armes contre leur propre gouvernement. Certes, la trahison des leaders de l'Internationale socialiste n'aurait eu qu'une portée très limitée si la révolution russe n'avait pas, elle-même, été trahie quelques années après sa victoire. Ainsi, bien avant l'éclatement de la seconde guerre impérialiste, la Troisième Internationale et le gouvernement du Kremlin avaient renié, beaucoup plus complètement et beaucoup plus perfidement qu'en 1914, la Deuxième Internationale, le grand dilemme historique, trahi le prolétariat et contribué eux-mêmes de toutes leurs forces à pousser la société à la décadence à travers les guerres, la surexploitation et le totalitarisme bureaucratique et policier. C'est là le fardeau accablant qui pèse sur le prolétariat mondial, le rend sceptique, paralyse son action révolutionnaire et en fait, par le truchement des leaders «communistes» et réformistes, une victime du capitalisme.

Si la première guerre impérialiste avait déjà montré aux exploités du monde – à ceux des pays belligérants en particulier – le besoin urgent d'en finir avec le capitalisme et ses carnages périodiques, la seconde guerre leur a montré de nouveau le même besoin mais dans des termes infiniment plus péremptaires et d'une manière beaucoup plus urgente. Le triomphe des Nations unies, comme celui de l'Axe, ne pouvait qu'approfondir la crise de décomposition et de décadence, aggraver la situation du prolétariat et des classes pauvres en général, saper leur confiance et leur combativité, vicier leur pensée par le méprisable poison nationaliste et prolonger la vie du capitalisme, depuis longtemps périmé. C'est surtout à cause des partis dits communistes, liés à Moscou, qu'une telle tendance a été adoptée ou plutôt imposée aux masses. En reniant l'internationalisme prolétarien et en acceptant la guerre impérialiste, d'abord à côté de Hitler/Staline, puis à côté de Roosevelt/Staline/Churchill, le stalinisme ne faisait qu'obéir aux intérêts réactionnaires du gouvernement de Moscou, son maître et suborneur, mais il infligeait au prolétariat une défaite plus grave que l'écrasement d'une insurrection par les armes capitalistes, qu'il parlât et agit en faveur du fascisme contre les ploutocraties impérialistes ou en faveur de celles-ci contre le fascisme, il restait dans le camp des forces de décadence, dont l'intérêt vital exigeait que le prolétariat fût prisonnier du dilemme faux et réactionnaire (victoire d'un groupe de nations capitalistes sur un autre) pour l'empêcher de poser son propre dilemme : révolution sociale et fraternité prolétarienne ou guerre impérialiste et barbarie. Allié à Berlin ou Washington, Moscou ne changeait pas de camp par rapport aux intérêts du prolétariat qui sont les intérêts historiques de toute l'humanité. Ce fut la preuve la plus concluante que le Kremlin ne représentait pas la révolution russe de 1917, mais bien ses destructeurs.

En effet, aucune politique révolutionnaire n'est possible aujourd'hui, et le prolétariat sera incapable de sortir de l'esclavage, si l'on ne comprend pas que l'actuel gouvernement de Moscou et tous ses partis dans le monde représentent, non la révolution mais la contre-révolution russe. Dans les

vieux pays capitalistes, l'Etat, sa police, ses lois et ses tribunaux concentrent et représentent par de multiples voies les intérêts de tous les capitalistes individuels qui exploitent le prolétariat ; dans la Russie de Staline, l'Etat est presque l'unique capitaliste et exploiteur. Ainsi se trouvent concentrés dans ses mains la propriété et l'exploitation de type capitaliste, la police, la législation et les tribunaux qui soutiennent les deux premières. Jamais dans l'histoire, depuis les derniers stades de la décadence romaine, on n'a vu une si monstrueuse concentration de pouvoir. C'est cela qui a donné au régime du Kremlin son caractère si complètement totalitaire.

Les perspectives générales de Marx et Engels partaient de la constatation que les sociétés, quelles qu'elles soient, naissent, se développent, dégèrent et disparaissent pour laisser la place à une société nouvelle qui, à son tour, subit le même sort. Leur critique se situe à l'époque où le capitalisme va atteindre son apogée et les empêche de discerner nettement les caractères spécifiques du capitalisme pourrissant. Ils n'avaient pas envisagé qu'il atteindrait ce stade. Le développement considérable du mouvement ouvrier dans les dernières années de leur existence permettait d'ailleurs d'espérer que le parti révolutionnaire du prolétariat détruirait la société capitaliste au moment où celle-ci cesserait d'avoir une valeur positive, même relative, pour l'ensemble de l'humanité. Il convient de noter ici que Marx et Engels considéraient la révolution socialiste comme inévitable, oubliant ainsi l'autre terme de l'alternative : la décadence. Ce n'est pas leur faute cependant si le parti révolutionnaire est passé à l'ennemi avec armes et bagages pour devenir le principal obstacle à l'émancipation des travailleurs et faciliter ainsi la décadence de la société. De là vient la déficience de leurs perspectives générales. En effet, l'optimisme de leurs prévisions s'étant trouvé en défaut à cause des hommes, du facteur subjectif, les perspectives touchant à l'évolution du capitalisme vers la dégénérescence acquièrent de ce fait un caractère sommaire puisque ces prévisions leur paraissaient superflues, le parti révolutionnaire du prolétariat devant éviter la décadence en détruisant la société capitaliste. Par ailleurs, on doit convenir que les caractères de dégénérescence du capitalisme étant à peine sensibles à leur époque, il leur était difficile de dénoncer l'évolution future de la société en l'absence d'une révolution sociale triomphante.

Les perspectives économiques de Marx se sont confirmées dans leurs grandes lignes, encore que, dans ce développement, certains traits nouveaux soient apparus qui constituent le contenu même de la décadence.

Le phénomène de concentration du capital a amené, par exemple des transformations dans les formes de la propriété et de la concurrence. Au premier stade du capitalisme moderne, le stade du libéralisme économique, la propriété était strictement individuelle et n'exprimait que le capital investi dans l'entreprise. La concurrence était le fait de la lutte entre les capitalistes individuels sur un marché restreint qui atteignait rarement l'échelle nationale. Mais la nécessité, engendrée par le développement du machinisme, d'investir des capitaux de plus en plus considérables a amené

l'association du capitalisme individuel puis, à la fin de ce stade, la société anonyme, où d'immenses capitaux provenant d'une multitude de petits capitalistes sont gérés par un tout petit nombre d'hommes, sans que ces petits capitalistes puissent intervenir dans la gestion de leurs fonds.

Au second stade, celui de l'impérialisme, la propriété ne cesse pas d'être privée, mais les sociétés anonymes se groupent en trusts et en cartels qui règlent les prix, tout en se livrant entre eux une guerre acharnée pour la conquête de marchés de plus en plus vastes. Si, au stade précédent, l'Etat constitue un facteur d'équilibre relatif entre les capitalistes, à l'époque de l'impérialisme il devient l'agent d'exécution directe des groupes capitalistes les plus puissants qui se combattent pour en obtenir le contrôle exclusif à leur seul bénéfice.

L'automatisme de ce processus se poursuivant, on arrive au troisième stade – capitalisme d'Etat – où la propriété, devenue impuissante à conserver son caractère capitaliste par ses propres moyens, se met à l'abri de l'Etat, s'efface devant lui, se fond en lui. La propriété devient indivise entre les membres de la classe ou de la caste qui détient le pouvoir politique, si bien qu'elle cesse, en Russie, par exemple, d'être fonction du capital investi initialement par les capitalistes individuels, ceux-ci étant presque entièrement disparus [ayant presque entièrement disparu]. Leur rôle se limite désormais, dans les autres pays où les moyens de production ont été plus ou moins nationalisés, à empocher une part du profit, l'autre part étant absorbée par les bureaucrates de l'appareil d'Etat et de l'appareil économique. En somme, la concentration qui s'est opérée sur le plan économique conduit automatiquement le capitalisme à concentrer ses forces politiques et économiques dans les mêmes mains, dans le seul but de mieux résister aux assauts des masses.

L'abaissement du niveau de vie des masses laborieuses, constant depuis la première guerre impérialiste mondiale, n'a pour ainsi dire pas été prévu par Marx et Engels, car il résulte de l'évolution rétrograde du capitalisme à notre époque. Cet abaissement du niveau de vie se manifeste de plusieurs manières : d'abord par la création, entre les deux guerres, d'immenses armées de chômeurs en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis, par exemple, puis par une diminution absolue du niveau de vie de l'ensemble du prolétariat, particulièrement sensible en France où il s'est abaissé en moyenne de 50%. Enfin le niveau de vie des travailleurs des pays impérialistes s'est encore abaissé à cause du monopole de la technique par la classe dominante qui, par le travail à la chaîne mené à un rythme haletant, conduit à une régression culturelle inimaginable et à un épuisement rapide des travailleurs.

En URSS et dans les pays du «glacis», le travail forcé tend à devenir une forme d'exploitation normale qui permet encore d'abaisser considérablement le niveau de vie des travailleurs qui y échappent, l'interdiction de la grève leur retirant toutes possibilités d'action en vue de l'amélioration de leur situation.

Enfin, le phénomène qui est peut-être le plus notable de notre époque est sans doute la faveur dont jouit la paysannerie chez les couches dominantes des démocraties bourgeoises d'Europe occidentale aussi bien que des «démocraties populaires» d'Europe orientale. Ce sont les seules couches sociales – hormis les classes dirigeantes y compris, à l'Est, les bureaucraties syndicales et politiques staliniennes et réformistes – qui aient prospéré depuis une dizaine d'années aux dépens du prolétariat et des classes moyennes urbaines évidemment. La raison en est simple : une couche de paysans satisfaits ne sera pas tentée de se lier au prolétariat pour réaliser la révolution socialiste et constitue ainsi un obstacle supplémentaire d'une efficacité certaine contre celle-ci.

Les perspectives politiques du marxisme, relativement au rôle du prolétariat, ne se sont pas réalisées parce que la possibilité d'une décadence du capitalisme a été rejetée et parce que le rôle du facteur subjectif a été considérablement sous-estimé par le marxisme ou plus exactement n'a pas été suffisamment indiqué.

La crise de la société actuelle est la crise révolutionnaire la plus importante et la plus décisive de toute l'histoire de l'humanité. Jusqu'à présent, l'évolution sociale et les révolutions qui l'ont confirmée et développée donnaient toujours lieu à l'élévation au pouvoir d'une nouvelle classe dominante. Mais l'évolution, les révolutions, les décadences et les renaissances antérieures ont produit tous les éléments matériels et humains nécessaires pour en finir avec toute exploitation d'une classe par une autre et permettre à l'homme de faire face, sans divisions sociales, au monde extérieur, à la nature et de les mettre à son service. L'instrument de ce bouleversement social, c'est le prolétariat, la classe des travailleurs qui ne peut s'émanciper par l'oppression d'une autre classe, mais uniquement en libérant toute l'humanité. Il y a un siècle que le prolétariat a commencé son héroïque lutte révolutionnaire mais, depuis ce moment, il a été toujours trahi par les organisations qui l'avaient appelé à la lutte pour la révolution. La Première Internationale ne fit qu'indiquer la route avant sa dissolution ; la Deuxième Internationale bondit brusquement, en 1914, dans le camp du capitalisme après une longue période d'adaptation bureaucratique et parlementaire ; la Troisième Internationale, qui représenta vraiment la révolution mondiale pendant quelques années, se transforma rapidement en instrument extérieur de la contre-révolution russe et sa trahison a été, pour cette raison même, infiniment plus grave que toutes les précédentes. Mais la trahison de ces organisations, principalement de celles dites communistes qui pendant longtemps ont usurpé le prestige de la révolution russe, n'était pas seulement une désertion en pleine bataille, elle signifiait que toute la force organique et idéologique de ces organisations passait au service de la contre-révolution mondiale, indépendamment des rivalités impérialistes. À partir de là, ces organisations, de facteur révolutionnaire, se transformaient en facteur conservateur, elles devenaient des auxiliaires de la police, des tribunaux et de l'Etat en général. Ainsi, le pro-

létariat se trouve enrégimenté dans des organisations «communistes», «socialistes» et syndicales dont le but ultime est d'aider la police, l'armée, les tribunaux, l'Etat à rendre impossible la révolution prolétarienne. Voilà tout ce qui empêche le prolétariat de se révolter et permet au capitalisme de traîner une existence décadente.

Le capitalisme n'offre aujourd'hui à la société qu'un avenir de plus en plus sombre, un avenir de guerres, un régime policier et bureaucratique dirigé par des fascistes, des staliniens ou les deux coalisés, une dégradation continue du niveau de vie et de culture, un esclavage accentué d'abrutissant travail à la chaîne et de camps de travail forcé, la destruction de la culture et des connaissances techniques au moyen de la technique même (bombe atomique), le rejet de l'humanité dans une nouvelle barbarie. Il n'a plus le droit à l'existence. Toutes les énergies du prolétariat et des classes exploitées en général doivent tendre à un seul but : sa destruction.

Ce serait, en réalité, une tâche relativement aisée si le prolétariat n'avait à vaincre que les capitalistes individuels et les forces armées de leur Etat. Classe contre classe, révolution contre réaction, la victoire appartiendrait sans conteste et rapidement au prolétariat tant la bourgeoisie est dégénérée et, psychologiquement, se sait vaincue d'avance. Mais les forces d'ordre et de contre-révolution ont trouvé de nouveaux foyers d'irradiation et puisent de nouvelles énergies dans les organisations autrefois ouvrières. Les anciens partis «socialistes» ne sont plus, comme Blum l'a dit, que les «gérants loyaux des affaires capitalistes» et les partis dits communistes (en réalité les plus anticommunistes qui soient) ne sont que les représentants et gérants loyaux de la contre-révolution russe, comme ils l'ont prouvé en maintes occasions et avoué dans des centaines de déclarations. Lié à la démocratie bourgeoise, le réformisme socialiste dégénère avec elle ; lié à la contre-révolution russe, le stalinisme se corrompt avec elle et vivra, ou périra, avec elle. Mais la caractéristique de la contre-révolution russe est la concentration et l'exacerbation de la vieille exploitation capitaliste dans les mains de l'Etat, ce qui produit une concentration de la violence, des méthodes policières et bureaucratiques du totalitarisme, que le capitalisme traditionnel n'a jamais atteint même avec Mussolini, Hitler ou Franco. En effet, le régime existant en Russie concentre dans ses mains la propriété des moyens de production, par conséquent l'exploitation et la violence judiciaire et policière qui sauvegardent les deux premières, à un degré que l'histoire n'a jamais connu, même dans la décadence de l'ancienne Egypte et de la Rome impériale. La propriété privée des moyens de production, signe du vieux capitalisme, a donné lieu en Russie, sous l'égide de la contre-révolution stalinienne, à la propriété capitaliste de l'Etat, ce qui fait passer tout le pouvoir et la plus grande partie des bénéfices de l'exploitation dans les mains des bureaucrates staliniens. Dans les pays de l'Europe occidentale, particulièrement en France, ce sont les partis staliniens et leurs bureaucrates syndicaux (CGT) qui ont la mainmise sur la

classe ouvrière et s'imposent à elle par tous les moyens, depuis la démagogie hypocrite au nom du socialisme et de la révolution russe, jusqu'à la contrainte sous toutes ses formes dans les usines, et l'assassinat des révolutionnaires. Sachant que l'évolution naturelle du capitalisme (concentration automatique de la propriété jusqu'à la propriété d'Etat) favorise ses intérêts, le stalinisme entend faire valoir la domination de ses bureaucrates sur la classe ouvrière pour s'imposer aux capitalistes individuels comme le meilleur représentant du capitalisme en général, c'est-à-dire comme le meilleur défenseur du système qui consiste à faire travailler la masse au bénéfice des privilégiés, à maintenir la séparation de l'homme des moyens de production, comme le sauveur de toutes les forces pourries de l'ordre en général, en face du désordre et de l'«anarchie» des masses révoltées.

Ainsi, l'ennemi véritable du prolétariat et de la révolution sociale n'est pas constitué principalement par les capitalistes individuels, que le prolétariat pourrait vaincre d'une simple claque, ni par leur police, leur armée, leurs tribunaux entièrement discrédités et prostitués, mais par les cadres politiques et syndicaux staliniens qui substituent à l'Etat, là où il est incapable de remplir sa tâche : maintenir la classe ouvrière dans le scepticisme et la démoralisation. Ils sont actuellement, à notre époque de dégénérescence du capitalisme, les véritables représentants de l'Etat. Or, la tâche historique la plus importante du prolétariat est de détruire la machine de l'Etat, sans quoi la révolution sociale ne sera jamais.

Il s'ensuit que, sans détruire la puissance stalinienne en tant que parti et bureaucratie syndicale (CGT) ainsi que celle de la bureaucratie réformatrice (CGT-FO) ou leur sosies dans d'autres pays, le prolétariat est voué à l'impuissance et à l'esclavage, il n'y aura pas révolution sociale, mais décadence et barbarie.

Le grand problème de l'époque, la terrible tragédie du prolétariat consistent précisément dans la contradiction provisoire entre la maturité plus que complète des conditions historiques, objectives et subjectives, de la révolution sociale et son incapacité organique et pratique de la mettre à exécution. La jonction entre les possibilités historiques et les faits ne peut, en conséquence, être réalisée que par une organisation révolutionnaire du prolétariat. C'est à cette tâche, que nous, Union ouvrière internationaliste, entendons contribuer. Toutes les petites organisations existant en dehors du réformisme et du stalinisme se sont révélées impuissantes à rallier le prolétariat sous un drapeau combatif, y compris les organismes officiels de la IV^e Internationale dont nous venons de sortir. La IV^e Internationale n'a pas intégralement maintenu les traditions de l'internationalisme prolétarien et s'en tient encore à la défense de la Russie sans voir que la contre-révolution y est entièrement accomplie. Elle constitue ainsi une gauche du stalinisme dans tous les pays. La IV^e Internationale officielle ne fait de cette manière qu'annuler son propre potentiel révolutionnaire. C'est cela qui a donné naissance à notre mouvement, l'Union ouvrière internationaliste, qui a pour but d'organiser le prolétariat français, européen et mon-

dial en vue de l'accomplissement de son grand but historique : LA
REVOLUTION SOCIALISTE.

(Ce texte est extrait des archives de Ngo Van, membre de l'UOI en
1949-1950. Elles se trouvent désormais à l'IISG, Institut d'histoire so-
ciale, d'Amsterdam. Tous nos remerciements à Hélène Fleury pour nous
avoir permis de le reproduire ainsi que les textes des pages suivantes.)

Déclaration

Le Comité international de la Gauche marxiste, comprenant le POC italien, l'Union Ouvrière Internationale française, le Groupe Communiste espagnol et l'Opposition Prolétarienne Yougoslave s'est réuni à Paris les 11 et 12 avril pour examiner la situation internationale actuelle.

Ce comité considère que le Pacte atlantique n'est qu'une machine de guerre comme tous les traités impérialistes et que le bloc anglo-saxon et ses satellites occidentaux représentent le capitalisme des monopoles, tandis que le bloc soviétique – URSS et pays du glacis – représente le capitalisme d'Etat.

Etant donné que ces deux blocs ne sont que des formes différentes d'un même système économique décadent et présentent le même caractère antiprolétarien, le Comité international de la Gauche Marxiste appelle la classe ouvrière de tous les pays à ne se lier idéologiquement à aucun des blocs, à lutter contre la guerre froide actuelle et à s'opposer par tous les moyens à un conflit impérialiste éventuel (bloc occidental et bloc oriental), et, au cas où celui-ci éclaterait, à transformer la guerre impérialiste et d'oppression en révolution sociale d'émancipation.

Le Comité international de la Gauche marxiste

(Document non daté, extrait des archives de Ngo Van qui se trouvent désormais à l'IISG, Institut d'histoire sociale, d'Amsterdam.)

Dans quel marasme nous ont-ils plongés ?

Justice sociale et réalisation dans l'Union des Français, voilà ce qu'au lendemain de la guerre nous avaient promis tous les partis parlementaires !

Le bloc des classes et l'Union nationale ainsi réalisés consacraient inévitablement la défaite de la classe ouvrière.

Devant la hausse des prix, le délabrement de l'économie, la ruine de l'épargne et la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, cette union au Parlement devint une division, reflet de la division mondiale entre les exploités de Moscou et ceux de Washington.

Tous, au même titre, portent la responsabilité de la politique anti-ouvrière et de la misère développée par les différents gouvernements.

Avec De Gaulle, avec le tripartisme, avec la Troisième force, partout le même résultat : culbute de la monnaie, culbute des prix, culbute des ministères, inégalités sociales.

Parallèlement aux partis, le mouvement syndical s'est divisé. Trahis par les bureaucraties qui ont abandonné les principes de la lutte des classes, les travailleurs sont dégoûtés et anxieux. Cependant, GARE À EUX si dans les événements décisifs qui se jouent ils restaient passifs.

Avec la CGT, avec la FO, avec la CFTC, c'est la même impasse. :

– avec la première, c'est la subordination à Staline et à Thorez, c'est les intérêts de la classe ouvrière sacrifiés à ceux du Kremlin,

– avec les deux autres, c'est la remorque aux gouvernements du capitalisme et de sa soi-disant démocratie, en pleine décadence.

Le salut n'est ni dans un gouvernement d'union démocratique avec le Parti communiste, les idées révolutionnaires s'opposant à toute participation ministérielle en régime bourgeois, ni dans une «démocratie progressive», qui n'est que mensonge et illusion, ni dans une quelconque collaboration.

LE SALUT EST DANS LE COMBAT CLASSE CONTRE CLASSE

Le véritable rassemblement ouvrier doit se faire contre les dirigeants félon et leur dictature. Rien ne peut être fait pour les ouvriers avec les carriéristes syndicaux actuels.

La défense de la classe ouvrière doit être menée directement à l'usine, par des délégués élus, en dehors de toute appartenance et pression parti-

sanés, ne vivant pas de leur fonction et justifiant de leur train de vie par leur activité professionnelle.

À l'échelle nationale, un Conseil de coordination émanant des différents suffrages régionaux, capables, au-dessus des sales combines politiques, d'orienter la masse en un puissant mouvement ordonné et approuvé d'enthousiasme.

Seul ce Conseil de Coordination pourra imposer, par la lutte des masses, un plan qui résoudra, au profit des travailleurs, le problème des salaires inférieurs et des prix, et qui fera de la classe ouvrière la force principale du pays.

CONTRE LA DICTATURE

- DU GAULLISME

- DES OLIGARCHIES FINANCIERES ET ECONOMIQUES

- DU STALINISME

CONTRE LE POURRISSEMENT

ET LE CARRIERISME DES CADRES SYNDICAUX

CONTRE LE REGIME AUTORITAIRE

DES HAUTS ECHELONS HIERARCHIQUES

CONTRE LA POLITIQUE DE SOUMISSION AUX PARTIS

CONTRE L'UTILISATION DES GREVES PAR LES STALINIENS

ET CONTRE LES GREVES ETRANGERES AUX INTERETS

REELS DE LA CLASSE OUVRIERE

UNE SEULE ISSUE

L'ORGANISATION DIRECTE ET INDEPENDANTE

DE LA CLASSE OUVRIERE SUR LA BASE DE L'USINE

Union Ouvrière Internationale

5 rue Clavel, Paris XIX

Pyrénées

(Document non daté, extrait des archives de Ngo Van qui se trouvent désormais à l'IISG, Institut d'histoire sociale, d'Amsterdam.)

Guerre ou paix ?

Tel est le problème qui se pose actuellement devant le prochain carnage préparé cyniquement par les gouvernants. Le Pacte Atlantique n'est qu'une étape de cette préparation à la guerre, de même que les pactes qui relient entre eux et à l'URSS les pays du glacis ; peu importe que cette étape soit dans le camp américain ou dans le camp russe : le même massacre en sera l'aboutissement logique.

Les deux blocs en présence, URSS et USA, ne sont que des formes différentes d'un même système économique décadent ; ils exploitent l'un et l'autre et oppriment la classe ouvrière, chacun à sa façon. En conséquence, l'Union Ouvrière Internationale dénonce le Pacte Atlantique et appelle la classe ouvrière française et internationale à ne pas se laisser duper par le pseudo-pacifisme des gouvernants pour qui, de Truman à Staline, et de Spaak à Gottwald, la «paix» ne signifie que l'écrasement de l'adversaire pour la domination mondiale et le monopole de l'exploitation du prolétariat.

Il ne suffit pas de haïr la guerre pour l'empêcher, ni de dénoncer sa préparation. Il faut lutter contre ses causes profondes – ce que ne font ni Garry Davis ni ses amis – et abattre les régimes qui l'engendrent. C'est-à-dire tous les régimes basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme et qui mènent la civilisation à sa destruction.

L'UOI rappelle à tous les travailleurs [que ce n'est] qu'en luttant dans tous les pays contre leur propre gouvernement qu'ils pourront empêcher la guerre. Si, pourtant elle éclatait, leur devoir serait de transformer le conflit impérialiste d'oppression, qui mène le monde à la barbarie, en révolution sociale qui affranchira l'humanité.

L'UNION OUVRIERE INTERNATIONALE

(Document non daté, extrait des archives de Ngo Van qui se trouvent désormais à l'IISG, Institut d'histoire sociale, d'Amsterdam.)

L'œuvre du stalinisme en Chine

Pendant toute la période de la lutte militaire du Parti communiste chinois (PCC) contre les troupes du Kuomintang, la classe ouvrière chinoise restait passive, en dehors de cette lutte militaire.

Après l'avènement de la République populaire démocratique (en octobre 1949), l'éloignement de la classe ouvrière a subsisté. La clique militaire de Mao Tsé Toung et le gouvernement «populaire» du PCC constituent une bureaucratie bonapartiste.

Lors de la «libération» de Tien-Tsin, les ouvriers ont spontanément occupé les usines, réclamé la confiscation des usines métallurgiques, de Lin Chiang, jugé les capitalistes, etc., de février à avril. À Shangai, un mouvement analogue se produisit, de juin à juillet 1949. C'est le stalinien Lin Show Chi qui a lui-même écrasé le mouvement de Tien-Tsin, tandis qu'à Shangai, le 19 août 1949, le Comité de contrôle militaire promulguait deux lois obligeant les ouvriers à collaborer avec le patronat : le droit de grève fut supprimé, même dans les entreprises privées. Cette loi d'interdiction des grèves revendicatives a été ensuite approuvée par le Conseil politique consultatif au mois de septembre.

En même temps, on transmet aux ouvriers le droit de «contrôle des usines», par une loi dont nous relevons les articles suivants :

«Article 2 : Le directeur ou l'administrateur de l'usine est le président du Comité de contrôle. (..)

«Article 8 : Si le directeur ou l'administrateur trouve que la décision prise par la majorité du Comité de contrôle est contraire aux intérêts de l'usine et aux ordres du gouvernement, il a le droit de s'y opposer.»

Ce directeur est NOMME PAR L'ETAT.

Un grand bourgeois du pays, Soong Pei Shing, a commenté cette loi en ces termes : «Je pense que la participation ouvrière au contrôle des usines relève d'une **haute politique**. D'abord, j'avais cru que tout le pouvoir du directeur serait supprimé par le Comité de contrôle. Mais non, à présent, les délégués ouvriers participent à toutes les décisions prises dans les divers secteurs des usines : main-d'œuvre, salaires, vie ouvrière, finances, exécution des décisions, etc. Chaque fois qu'une décision est prise et acceptée par le Comité de contrôle, tout marche bien, car cela se passe **comme si les ouvriers avaient eux-mêmes décidé**, et ils n'ont pas la possibilité de résister aux ordres d'un Comité élu par eux-mêmes. Ainsi nous avons pu éviter tous conflits ; mais, en réalité, c'est toujours le directeur qui a le droit de décider.»

Contrairement à ce que prétend le Parti communiste français, Mao Tsé Toung en Chine, comme Ho Chi Minh dans son coin, réalisent une des formes de la contre-révolution mondiale. D'ailleurs, Tito, comme toutes les créatures du Kremlin, continue à copier la législation réactionnaire russe et sa forme démagogique. Par exemple, l'article 40 de la prétendue «loi de gestion ouvrière des entreprises» transmet au directeur de chaque entreprise, toujours IMPOSE PAR L'ETAT YOUGOSLAVE, le même pouvoir absolu que la loi de Mao Tsé Toung. Le Comité «ouvrier» n'est qu'un organisme pour faire marcher les travailleurs.

Le «Produire, produire» de Thorez sera imposé par la flicaille stalinienne si demain l'armée russe donne le pouvoir au parti du «fils du peuple». En somme, le capitalisme d'Etat russe est un ennemi du prolétariat mondial non moins redoutable que l'impérialisme américain ou la bourgeoisie française.

Travailleurs, organisons-nous indépendamment avant qu'il ne soit trop tard.

Décembre 1950

Union Ouvrière Internationale

(Document extrait des archives de Ngo Van qui se trouvent désormais à l'IISG, Institut d'histoire sociale, d'Amsterdam.)

BIBLIOGRAPHIE

Livres

BARROT, Jean : «*Bilan*». *Contre-révolution en Espagne 1936/1939*, Union Générale d'Éditions, 1979.

BERNERI, Camillo : *Guerre de classes en Espagne*, Éditions Spartacus, 1977.

BOLLOTEN, Burnett : *La Révolution espagnole. La gauche et la lutte pour le pouvoir*, Ruedo Ibérico, 1977.

BRENAN, Gérald : *Le labyrinthe espagnol*, Ruedo Ibérico, 1962.

BROUÉ, Pierre : *Staline et la révolution. Le cas espagnol, 1936-1939*, Fayard, 1993.

BROUÉ, SOLANO et d'autres : *La Révolution espagnole (1936-1939)*, Supplément à *Études marxistes* (1969), [Extraits de la correspondance entre Trotsky et Nin, Articles de Nin, Trotsky, Andrade, Rous, extraits du livre de Morrow, etc.].

BROUÉ, Pierre et TÉMIME, Émile : *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Minuit, 1961, (réed. 1996).

CANNON, James P. : *Socialism on trial (Wall Street enjuicia al socialismo)*, Pathfinder, 1979.

CASANOVA, M. *L'Espagne livrée : comment le Front populaire a ouvert les portes à Franco*, Ligue communiste, 1971.

CASCIOLA, Paolo : «Virginia Gervasini (1915-1993)», suivi de «La cause de la débâcle d'Espagne : absence du parti révolutionnaire dans la guerre civile» par Virginia Gervasini, Centro Studi Pietro Tresso (1994).

CHAZÉ, H. : *Chronique de la Révolution espagnole. Union Communiste (1933-1938)*, Spartacus, 1979.

CHRIST, Michel : *Le POUM. Histoire d'un parti révolutionnaire espagnol (1935-1952)*, L'Harmattan, 2005.

COLLECTIF : *Tant pis si la guerre est cruelle*, Syllepse, Paris, 2008.

Les Congrès de la Quatrième Internationale, t. 2 et 3, textes rassemblés par Rodolphe Prager, Éditions la Brèche, 1981 et 1988.

GARCÍA OLIVER, Juan : «Ce que fut le 19 de juillet», *Le Libertaire* (18-8-1938).

GARCÍA OLIVER, Juan : *El eco de los pasos*, Ruedo Ibérico, Paris, 1978.

Gimenez, Antoine et Les Giménologues : *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, L'Insomniaque, 2006.

GODICHEAU, François : *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Odile Jacob, 2004.

Groupe DAS – OLLIVIER, Marcel : *Révolutionnaires en Catalogne 1936-1937*, Spartacus, 2006.

GUERIN, Daniel : *Front populaire, révolution manquée*, Maspero, 1976.

- GUILLAMÓN, Agustín : *Barricades à Barcelone. La CNT de la victoire de juillet 1936 à la défaite de mai 1937*, Spartacus, 2009.
- GUILLAMÓN, Agustín (dir.) : *Documentación histórica del trotskismo español (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, Madrid, 1996.
- KORSCH, MATTICK, PANNEKOEK, RUHLE, WAGNER : *La contre-révolution bureaucratique*, Union Générale d'Éditions, 1979.
- LORENZO, César M. : *Le mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*, Les Éditions libertaires, 2006.
- LOW, Mary ; BREÁ, Juan : *Carnets de la Guerre d'Espagne*, Verticales, 1997.
- MORROW, Felix. *Révolution et contre-révolution en Espagne, 1936-1939*, La Brèche, 1978.
- MUNIS, G. : *Leçons d'une défaite, promesse de victoire*, Éditions Science Marxiste, Montreuil-sous-Bois, 2007.
- NIN, André : «Le problème des organes du pouvoir dans la Révolution espagnole», *Juillet, Revue internationale du POUM*, Barcelone-Paris, n° 1 (juin 1937).
- OLLIVIER, Marcel; LANDAU, Katia : *Les fossoyeurs de la révolution sociale*, Spartacus, 1977.
- ORWELL, George : *Hommage à la Catalogne*, Champ libre, 1984.
- PAZ, Abel : *Buenaventura Durruti 1890-1936. Un combattant libertaire dans la révolution espagnole*, Les éditions de Paris, 2000.
- PAETCHER, Henri : *Espagne 1936-1937, La guerre dévore la révolution*, Spartacus, 1986.
- PEIRATS, José : *Anarchisme et révolution en Espagne, 1869-1939. Un aperçu historique*, Libertalia, 2011.
- PÉRET, Benjamin : *Œuvres complètes*, t. 5 et 7, Librairie José Corti, 1989 et 1995.
- PRÉVAN, Guy : *Péret Benjamin, révolutionnaire permanent*, Syllepse, 1999.
- RABAUT, Jean : *Tout est possible! Les «gauchistes» français 1929-1944*, Denoël, 1974.
- RICHARDS, Vernon : *Enseignement de la révolution espagnole*, Acratie, 1997.
- RIOUX, Jean-Pierre : *Révolutionnaires du Front populaire*, Union Générale d'Éditions, 1973.
- ROUSSEL, Jacques : *Les enfants du prophète. Histoire du mouvement trotskiste en France*, Spartacus, 1961.
- THALMANN, Clara et Pavel : *Combats pour la liberté: Moscou, Madrid, Barcelone, Paris*, La Digitale, 2010.
- TOSSTORFF, Reiner : *El POUM en la revolució espanyola*, Base, 2009.
- TROTSKY, Léon : *La Révolution Espagnole (1930-1940)*, écrits rassemblés par Pierre Broué, Éditions de Minuit, 1975.
- VEREEKEN, G. : *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*. La pen-

sée universelle, 1957.

En guise de glossaire

GODICHEAU, François : *Les mots de la Guerre d'Espagne*. Presses universitaires du Mirail, 2003.

Le tome II des *Œuvres choisies* contiendra un texte de Munis : *Lexique de la truanterie politique contemporaine comparé au lexique révolutionnaire*.

Revues

A contretemps. Bulletin de critique bibliographique

Cahiers du CERMTRI

Cahiers Léon Trotsky

Cahiers du mouvement ouvrier

Sites Web

A Contretemps :

Ce site présente de nombreux articles sur l'anarchisme espagnol ou sur la guerre d'Espagne, publiés dans *A contretemps. Bulletin de critique bibliographique*. On peut consulter les anciens numéros sur le Web : www.acontretemps.org.

La Bataille Socialiste : www.bataillesocialiste.wordpress.com/

Ce site offre de nombreux articles de ou sur Munis et la guerre d'Espagne en français et en espagnol.

CERMTRI : www.trotsky.com.fr

Les catalogues des *Cahiers du CERMTRI* et des *Cahiers du mouvement ouvrier* sont disponibles sur ce site.

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

Revues (photocopiées)

- N° 1 : Sur l'URSS – Elections 2002 – Nouveau parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €
- N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €
- N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €
- N°4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €
- N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003), 10 €
- N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)
- N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €
- N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)
- N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €
- N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €
- N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €
- N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

Revues (imprimées)

- N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskyistes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €
- N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €
- N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€
- N° 27-28-29 Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €
- N° 30-31-32. Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 € (2010)
- N° 33-34-35 Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€
- N° 36-37 Inventaire de la confusion (2011), 10 €

Brochures

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
- La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)

– Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

Anthologies et livres :

– Compil' 1 : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisio-
nisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €

– Compil' 2 : Islam, islamisme, «islamophobie» (anthologie), 2008,
344 p., 10 €

– Compil' 3 : La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas,
les limites de l'altermondialisme et de l'écologie (recueil d'articles), 2008,
360 p., 10 €

– Loren Goldner, Demain la Révolution (recueil d'articles) tome 1,
2008, 12 €

– Compil' 4 : De la violence politique (anthologie), 2009, 300 p., 10 €

– Compil' 5 : Religion et politique (anthologie), 2010, 400 p. 12 €

– Compil' 6 : Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras
gauchistes (anthologie), 12 €

– Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu (anthologie), 484 p,
2010, 12€

– Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mon-
diale (recueil articles d'*Echanges et Mouvement* 1979-2009), 230 p, 2010,
6 €

– Le monde comme il va, Patsy, Chroniques 1999-2010, 345 p., 2010,
12 €

ABONNEMENTS ET COMMANDES : Tous les prix incluent les
frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envo-
yer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus inté-
ressants sont repris dans les «compil'». L'abonnement coûte 28 € pour 3
numéros (simples, doubles ou triples) et 54 € pour 6 numéros (*idem*).

Site : mondialisme.org puis cliqued sur Ni patrie ni frontières et chaque
numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-
Dolent 75014 Paris

ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Ni patrie ni frontières

Revue de traductions et de débats

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»

Emma Goldman

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient «activistes»,

«ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Ni patrie ni frontières

Inventaire de la confusion

Ni patrie ni frontières n° 36-37 – octobre 2011

Les militants néofascistes, identitaires, «populistes», etc., ne se contentent pas de rester sagement devant leurs ordinateurs. Ils infiltrent ou investissent à visage découvert des syndicats, des associations, des clubs de sport, des groupes écologistes, etc. Ils mènent une offensive contre-culturelle, facilitée par la propagande nationaliste, sécuritaire, anti-Roms et anti-étrangers que diffusent les gouvernements Sarkozy depuis 2007. Et aussi par l'apathie de la «gauche» qui n'a jamais mis en pratique l'égalité totale des droits entre travailleurs français et «étrangers», et est incapable de penser en dehors du cadre capitaliste et électoral.

Tout cela n'aurait pas été possible sans une déroute idéologique qui s'est déroulée bien avant le 21 avril 2002 et la montée en puissance des «trolls» de l'extrême droite sur Internet. Un boulevard lui a été ouvert par des médias de gauche («alternatifs» ou de «contre-information») laxistes face à l'antisémitisme, des altermondialistes réactionnaires, des écologistes «ni de droite ni de gauche», des «socialistes» et des «communistes» souverainistes, patriotes ou partisans d'un Etat sécuritaire, des intellectuels post-modernes qui mettent toutes les idées sur le même plan, des journalistes incultes ou avides de sensationnel, et une «gauche radicale» qui a perdu toute boussole de classe et toute volonté d'abattre l'Etat bourgeois.

Tels sont quelques-uns des artisans de la confusion idéologique actuelle, dont profitent des fascistes ayant un projet politique précis : profiter de la démocratie bourgeoise pour répandre leur venin, alterner agressions physiques et passages à la télévision, manifestations ou processions «bon enfant» et attaques de commandos racistes, présence aux élections et pratique de la violence. Ce numéro présente, sous la forme d'un inventaire d'une centaine d'entrées, des sites Internet qui font le lit du fascisme, des concepts ambigus ou mal définis, des publications groupusculaires mais nocives, et quelques groupes, agitateurs ou «penseurs» fascistes. Nous tentons d'étudier les passerelles entre l'anticapitalisme de gauche et la droite radicale, le terrain de ruines idéologiques sur lequel les Identitaires, le Front national, les nationalistes-révolutionnaires, les intégristes chrétiens, etc., tissent leur pelote en toute impunité, voire avec la complicité active, ou passive, de certains idiots utiles «de gauche».

Cet inventaire décrit aussi la violence que les nervis racistes ou fascistes tentent d'instaurer dans les rues de l'Hexagone, jamais très loin du FN, généralement sous l'œil indulgent des flics et des juges. Il ne s'agit ni de pleurnicher en psalmodiant «Le fascisme ne passera pas !» ou «Sarkozy = Vichy II», ni de se réfugier derrière les principes démocratiques et interclassistes de la «Résistance» stalino-gaulliste, mais de réfléchir et surtout de n'attendre aucune aide des institutions pour affronter ces menaces.

Les pièges mortels de l'identité nationale

Ni patrie ni frontières n° 33-34-35 – juin 2011

Ce numéro s'ouvre sur plusieurs articles de *l'Encyclopédie anarchiste*. Ils permettent de situer la critique de concepts comme ceux de nation et de patrie, de nationalisme et de patriotisme dans une longue durée historique. Ces textes montrent que les anarchistes, au début du XXe siècle, percevaient clairement le rôle de l'embrigadement patriotique, et ce dès la Révolution française. Par contre, en comparant systématiquement le nationalisme ou le patriotisme avec une religion, les libertaires tendent à tomber dans le même piège que celui de leur anticléricalisme (parfois) caricatural : l'illusion qu'il suffit de mener un combat rationaliste déterminé contre une idéologie pour que celle-ci recule ou disparaisse dans la tête des exploités.

Les deux textes d'Anton Pannekoek et de Paul Mattick éclairent la réflexion des marxistes antistaliniens sur le nationalisme. Ils prennent en quelque sorte le contrepied des auteurs précédents en affirmant le rôle déterminant des facteurs socio-économiques dans la disparition progressive d'idéologies réactionnaires comme la religion ou le nationalisme. Malheureusement, l'évolution historique leur a donné tort, du moins sur ce point précis, même si leurs positions antinationales restent, à notre avis, profondément justes. Et ce ne sont pas les derniers avatars du nationalisme, l'islam politique, le régionalisme ou l'anti-impérialisme réactionnaire de nombreux courants altermondialistes ou d'extrême gauche qui nous inciteront à l'optimisme. La revue tente ensuite de comprendre pourquoi la question de l'identité nationale est récurrente dans le débat politique franco-gaulois.

Nous abordons une des conséquences de ce débat lancé par Sarkozy, ou en tout cas du climat entretenu par la «droite dure», c'est-à-dire le rapprochement entre un courant de gauche laïco-xénophobe et l'extrême droite. Nous évoquons un nouvel OVNI politique, le prétendu «racisme anti-Blancs». Nous questionnons les limites de la «liberté d'expression totale» prônée par la Fédération anarchiste, à travers plusieurs émissions ou débats organisés sur Radio libertaire. Une contribution se penche sur le rôle de l'ésotérisme dans l'idéologie d'extrême droite, phénomène souvent méconnu ou en tout cas jugé secondaire par les militants. Enfin nous observons, avec l'aide de camarades belges et néerlandais, comment les problèmes de l'identité nationale, de la laïcité et de l'extrême droite sont abordés ailleurs que dans l'Hexagone.

Prix : 12 euros

Travailleurs contre bureaucrates

Syndicalisme révolutionnaire et socialisme (1876-1914)

**Grèves, Bourses du Travail, Coopératives, mutuelles et syndicats
(1876-1936)**

Principales grèves en France (1936-1968)

Ni patrie ni frontières n° 30-31-32 - Octobre 2010

Les ouvriers et les employés, quand ils se battent contre leur patron et contre l'Etat, doivent souvent affronter un autre adversaire, plus inattendu celui-là, du moins pour ceux dont c'est la première grève ou le premier conflit sérieux avec leur employeur : les bureaucrates syndicaux. Cette question épineuse n'est pas nouvelle, et, depuis plus d'un siècle, personne n'a encore trouvé de remède magique contre le fléau que l'on appelait déjà, au début du XX^e siècle, le « fonctionnarisme » syndical. Mais peut-être le mal est-il désormais plus profond et faut-il se demander si les syndicats ne seraient pas définitivement intégrés à l'Etat...

Les articles de ce recueil tentent d'apporter quelques réponses en s'appuyant sur l'histoire du mouvement ouvrier en France depuis ses origines et les principales luttes de 1936 à 1968 inclus. Conformément à la démarche de la revue *Ni patrie ni frontières*, cette anthologie rassemble des textes écrits par des militants de différentes tendances, anarchistes, anarchosyndicalistes et marxistes. Le lecteur devra donc confronter les arguments développés par chaque auteur, s'interroger sur ses présupposés politiques, pour se forger sa propre opinion.

Auteurs : George Bastien, Pierre Besnard, Pierre Bois, Pierre Chaulieu (alais Cornelius Castoriadis), *Combat Communiste*, E. Cotte, *Courant alternatif* (OCL), Communistes Révolutionnaires (OCR), André Daudé-Bancel, Sébastien Faure, A. Hillkoff, Errico Malatesta, Ernest Mandel, Jean Marestan, Pierre Monatte, Mouvement Communiste, *Programme Communiste* (PCI), A. Rey, E. Rothen, George Yvetôt

Prix : 12 euros

Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras «gauchistes» (2002-2010)

Les articles rassemblés dans ce recueil sont liés à des questions débattues dans les milieux d'extrême gauche, d'«ultragauche», anarchistes ou libertaires : le citoyennisme, la laïcité, le multiculturalisme, les mouvements antiguerre, les «émeutes de 2005», l'opéraïsme italien, le mythe de Mai 68, le mouvement contre le CPE en 2006, l'antisémitisme supposé de Chavez, les thèses de Huntington, le terrorisme d'extrême gauche, les rapports avec le PS, le rôle des bureaucraties syndicales, la «victoire du non» lors du référendum de 2005, les théories du complot, les limites de la liberté d'expression et de la démocratie bourgeoise.

Les positions politiques de notre revue n'ont rien de particulièrement original puisqu'elles s'inspirent de quelques vieux principes «communistes» susceptibles de garantir à la classe ouvrière son indépendance par rapport à l'Etat et à la bourgeoisie.

Néanmoins, la défense de ces quelques principes ne suffit pas. Il est aussi indispensable d'éviter d'employer un jargon pour initiés, et ne pas se dissimuler derrière des citations des Saintes Ecritures marxistes ou anarchistes quand on n'arrive pas à rendre compte de la réalité.

L'étatisme capitaliste (social-démocrate ou stalinien) et le nationalisme tiers-mondiste continuent à sévir. Y compris dans les courants altermondialistes, écologistes, antiracistes ou féministes qui ont fréquemment servi de leurre pour canaliser la révolte de la «jeunesse radicalisée».

Il faut donc savoir aller à contre-courant, prendre à rebrousse-poil les militants, secouer leur conformisme, leur paresse intellectuelle et leur...conservatisme. Percevoir ce qui se cache derrière la langue de bois de leurs dirigeants, mais aussi sous le langage sophistiqué des intellectuels qui se donnent un vernis contestataire ou «antilibéral».

Impossible de s'arrêter à la dénonciation du seul «néo-libéralisme» ou du «social-libéralisme». Il faut aussi démasquer les ennemis de l'universalisme, les défenseurs prétendument désintéressés des «identités» nationales, régionales, ethniques ou sexuelles, qui essaient de nous vendre l'illusion d'un capitalisme «à visage humain», «durable» ou «équitable», en totale symbiose avec l'idéologie des bureaucraties des grandes organisations internationales comme l'UNESCO et l'ONU, toutes plus féministes, antiracistes et multiculturalistes les unes que les autres.

Disséquer certains lieux communs ou idées reçues qui font consensus dans l'extrême gauche, dans le mouvement libertaire, voire plus généralement à gauche, telle est l'une des fonctions que tente de remplir la revue *Ni patrie ni frontières* depuis 2002.

Prix : 12 €

Livres imprimés sur des papiers labellisés
FSC
Certification garantissant une gestion durable de la forêt
Dépôt légal 1^{er} trimestre 2012
Achévé d'imprimer sur les presses du
Centre Littéraire d'Impression Provençal
Artizanord n° 203
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille
www.imprimerie-clip.com
N° d'impression 07100227